ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TROISIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par le Service des Archives

3 avril 1967 — 30 mai 1968

1re PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ET ANNEXE

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1969

AVANT-PROPOS

Ces tables sont divisées en deux parties comportant chacune un tome, et contenant la documentation suivante :

La première partie, ou **Table des matières,** comprend :

1° Les projets, propositions de loi, propositions de résolution, rapports, avis et « in-octavo » (1), classés par rubriques et par numéros avec indication du sort qui leur a été réservé par l'Assemblée. Lorsque ces impressions ont fait l'objet d'un débat, elles sont suivies d'une analyse de la discussion renvoyant au compte rendu *in extenso* publié par le *Journal officiel,* débats. Lorsque ces discussions ont été sanctionnées par une loi, il est fait mention à la fois de la date de promulgation de la loi et des date et page de sa publication au *J.O. ;*

2° Les analyses des différents débats qui n'ont pas eu pour origine le dépôt d'une « impression » (2), soit : les discussions sur les déclarations et communications du Gouvernement, les questions orales, etc.

Il a paru, en outre, intéressant d'inclure dans cette même Table une série de renseignements qui ont une utilité certaine, tels que : la composition du Bureau de l'Assemblée, la composition des Ministères, les dates d'ouverture et de clôture des sessions, les allocutions, les décès et démissions de députés, les demandes d'enquêtes parlementaires, la composition des Commissions, les désignations de députés en qualité de membres des Hautes Cours de justice, les pétitions, etc.

Cette Table comprend en outre la liste des députés établie par ordre alphabétique et par département.

La seconde partie, ou **Table nominative,** constitue un résumé de l'activité parlementaire de chaque député (voir l'avant-propos de la Table nominative).

---

(1) Impressions sous format « in-octavo » du texte adoptée par l'Assemblée, appelées aussi « petites lois ».

(2) Les « impressions » comprennent : les projets de loi, les propositions de loi, les propositions de résolution, les rapports et les avis.

⁂

La présente Table se réfère à la fois aux impressions, à la collection des projets « in-octavo », au *Journal officiel*, débats, et au *Journal officiel*, lois et décrets.

Elle indique pour tous les projets et propositions de loi, les différentes phases par lesquelles ils ont passé : la date de leur dépôt, le numéro qui leur a été assigné dans les documents, la Commission chargée de leur examen, le nom du rapporteur, la discussion à l'Assemblée ; la présentation, le rapport et la discussion au Sénat ; éventuellement la présentation, le rapport et la discussion en lectures suivantes devant les deux Assemblées ; enfin, la date de la loi. Les recherches sont en outre facilitées par l'addition d'un nombre considérable de renvois, nécessités notamment par l'importance des discussions budgétaires au cours desquelles les sujets les plus divers sont abordés.

Elle comporte en annexe : un tableau de concordance indiquant : pour chaque numéro d'impression, le titre de la rubrique et le numéro d'alinéa dans cette rubrique, permettant d'identifier l'impression dans la Table des matières.

⁂

Toutes les indications relatives aux « impressions » du Sénat et aux interventions de MM. les Sénateurs figurent dans « La Table des débats » publiée par le Service des archives de cette Assemblée. Elle est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des Annales-Débats du Sénat.

ASSEMBLÉE NATIONALE

1° Feuilletons.

Les feuilletons sont au nombre de 115, répartis en 3 volumes in-8°.

2° Pétitions.

Les pétitions adressées à l'Assemblée Nationale ont donné lieu à la constitution de 5 dossiers, dont le rôle général forme un volume in-8°.

3° Bulletins de Commissions.

Les bulletins de commissions sont au nombre de 33.
Ils sont répartis en 2 volumes.

4° Projets et propositions de loi adoptés.

Les projets et les propositions de loi adoptés, résolutions et extraits du procès-verbal qui ont fait l'objet d'une impression s'élèvent à 147. Ils forment 2 volumes in-8°.

5° Projets et propositions de loi, rapports et avis.

Ces documents comprennent 846 numéros, répartis en 2 volumes.

EXPLICATION DES SIGLES

A.F.P.	Agence française de presse.
A.M.E.X.A.	Assurance maladie des exploitants agricoles.
A.M.G.	Assistance médicale gratuite.
A.N.V.A.R.	Agence nationale de valorisation de la recherche.
A.V.T.S.	Allocation aux vieux travailleurs salariés.
B.A.P.S.A.	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C.	Bénéfices industriels et commerciaux.
B.I.T.	Bureau international du travail.
B.U.S.	Bureau universitaire de statistique.
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle.
C.E.A.	Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A.	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C.E.E.	Communauté économique européenne.
C.E.G.	Collège d'enseignement général.
C.E.R.N.	Centre d'études et de recherches nucléaires.
C.E.S.	Collège d'enseignement secondaire.
C.G.I.	Code général des impôts.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.
C.N.E.J.	Centre national d'études judiciaires.
C.N.E.X.O.	Centre national d'exploitation des océans.
C.N.P.F.	Conseil national du patronat français.
C.N.R.S.	Centre national de la recherche scientifique.
C.O.D.E.R.	Commission de développement économique régional.
D.A.T.A.R.	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.O.M.	Départements d'outre-mer.
E.D.F.	Electricité de France.
E.N.A.	Ecole nationale d'administration.
F.A.C.	Fonds d'aide et de coopération.
F.A.O.	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
F.A.S.A.S.A.	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
F.D.E.S.	Fonds de développement économique et social.
F.E.O.G.A.	Fonds européen d'organisation et de garantie agricole.
F.I.A.T.	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
F.I.D.E.S.	Fonds d'investissement, de développement économique et social.
F.I.D.O.M.	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
F.N.A.F.U.	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
F.N.A.H.	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.

G.D.F.	Gaz de France.
H.L.M.	Habitations à loyer modéré.
I.L.N.	Immeubles à loyer normal.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.
I.R.I.A.	Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
I.R.P.P.	Impôts sur le revenu des personnes physiques.
J.O.	Journal Officiel (Lois et décrets).
I.V.D.	Indemnité viagère de départ.
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.
O.E.C.E.	Organisation européenne de coopération économique.
O.M.S.	Organisation mondiale de la santé.
O.N.I.C.	Office national interprofessionnel des céréales.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.R.T.F.	Office de radiodiffusion et télévision française.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
O.T.A.S.E.	Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est.
P.A.D.O.G.	Plan d'aménagement et d'organisation générale de la région parisienne.
P.M.U.	Pari mutuel urbain.
P.S.R.	Programmes sociaux de relogement.
P. et T.	Postes et télécommunications.
R.A.T.P.	Régie autonome des transports parisiens.
R.I.V.P.	Régie immobilière de la ville de Paris.
R.T.L.N.	Réunion des théâtres lyriques nationaux.
S.A.F.E.R.	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.E.I.T.A.	Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.I.B.E.V.	Société interprofessionnellle du bétail, de l'élevage et de la viande.
S.I.C.A.	Société d'intérêt collectif agricole.
S.M.A.G.	Salaire minimum agricole garanti.
S.M.I.G.	Salaire minimum interprofessionnel garanti.
S.N.C.F.	Société nationale des chemins de fer français.
S.N.E.C.M.A.	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion.
S.N.E.P.	Société nationale des entreprises de presse.
S.S.	Sécurité sociale.
T.O.M.	Territoires d'outre-mer.
T.P.S.	Taxe sur les prestations de services.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
U.N.E.S.C.O.	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
U.R.S.S.A.F.	Union pour le recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale et d'allocation familiale.
V.R.P.	Voyageurs, représentants, placiers.
Z.A.D.	Zones d'aménagement différé.
Z.U.P.	Zones à urbaniser en priorité.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

proclamés élus les 5 et 12 mars 1967.

A

MM.

ABDOULKADER MOUSSA ALI, Afars et Issas.
ABELIN, Vienne.
ACHILLE-FOULD, Gironde.
AILLIÈRES (d'), Sarthe.
ALDUY, Pyrénées-Orientales.
ALLAINMAT, Morbihan.
ANDRIEUX, Pas-de-Calais.
ANSQUER, Vendée.
ANTHONIOZ, Ain.
ARRAUT, Hérault.
AYME (Léon), Vaucluse.
Mme **AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE,** Deux-Sèvres.

B

Mme **BACLET,** Guadeloupe.
BAILLOT, Paris.
BAILLY, Territoire de Belfort.
BALANÇA, Hauts-de-Seine (1).
BALLANGER (Robert), Seine-Saint-Denis.
BALMIGÈRE, Hérault.
BARBEROT, Ain.
BARBET, Hauts-de-Seine.
BARBIER, Var (2).
BAREL (Virgile), Alpes-Maritimes.
BARIDON (Jean), Rhône (3).
BARILLON (Georges), Yonne (4).
BARROT (Jacques), Haute-Loire.

(1) Entrée en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Gorse, nommé membre du Gouvernement.

(2) Entré en fonctions le 15 mars 1968, en remplacement de M. Cazelles, décédé.

(3) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Joxe, nommé membre du Gouvernement.

(4) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Chamant, nommé membre du Gouvernement.

MM.

BAS (Pierre), Paris.
Mme **BATIER,** Paris (1).
BAUDOUIN, Manche.
BAUMEL, Hauts-de-Seine.
BAYOU (Raoul), Hérault.
BEAUGUITTE (André), Meuse.
BÉCAM, Finistère (2).
BELCOUR, Corrèze (3).
BÉNARD (François), Oise.
BÉNARD (Jean), Indre.
BENOIST, Nièvre.
BERAUD, Pas-de-Calais.
BERGER, Côte-d'Or.
BERTHOUIN, Indre-et-Loire.
BERTRAND, Meurthe-et-Moselle.
BETTENCOURT, Seine-Maritime (4).
BICHAT, Meurthe-et-Moselle.
BIGNON, Charente-Maritime.
BILBEAU, Cher.
BILLAUD, Allier (5).
BILLÈRES, Hautes-Pyrénées.
BILLOTTE, Paris (6).
BILLOUX, Bouches-du-Rhône.
BISSON, Calvados.
BIZET, Manche.
BLARY, Nord.
BOINVILLIERS, Cher.
BOISDÉ (Raymond), Cher.
BONNET (Christian), Morbihan.
BONNET (Georges), Dordogne.

(1) Entrée en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Frey, nommé membre du Gouvernement.

(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Michelet, nommé membre du Gouvernement.

(3) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Chirac, nommé membre du Gouvernement.

(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

(5) Entré en fonctions le 8 février 1968, en remplacement de M. Guyot, décédé.

(6) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

MM.

BORD (André), Bas-Rhin (1).
BORDAGE, Deux-Sèvres.
BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
BOROCCO, Haut-Rhin.
BOSCARY-MONSSERVIN, Aveyron.
BOSCHER, Essonne.
BOSSON, Haute-Savoie.
BOUCHENY, Paris.
BOUDET, Orne (2).
BOULAY, Puy-de-Dôme.
BOULIN, Gironde (3).
BOULLOCHE, Doubs.
BOURDELLÈS, Côtes-du-Nord.
BOURGEOIS (Georges), Haut-Rhin.
BOURGES (Yvon), Ille-et-Vilaine (4).
BOURGOIN, Paris.
BOUSQUET, Paris.
BOUSSEAU, Vendée.
BOUTHIÈRE, Saône-et-Loire.
BOYER-ANDRIVET, Gironde (5).
BOZZI, Corse.
BRETTES, Gironde.
BRIAL, Wallis et Futuna.
BRICOUT, Aisne.
BRIOT, Aube.
BROGLIE (de), Eure.
BRUGEROLLE, Charente-Maritime.
BRUGNON, Aisne.
BUOT, Calvados.
BURON (Pierre), Mayenne.
BUSTIN, Nord.

C

CAILL (Antoine), Finistère.
CAILLAUD, Vendée.
CAILLE (René), Rhône.
CANACOS, Val-d'Oise.
CAPITANT, Paris (6).
CARLIER, Pas-de-Calais.
CARPENTIER, Loire-Atlantique.
CASSAGNE (René), Gironde.
CATALIFAUD, Aisne.

MM.

CATTIN-BAZIN, Isère.
CAZELLES, Var (1).
CAZENAVE, Gironde.
CERMOLACCE, Bouches-du-Rhône.
CERNEAU, La Réunion.
CÉSAIRE, Martinique.
CHABAN-DELMAS, Gironde.
CHALANDON, Hauts-de-Seine.
CHAMANT, Yonne (2).
CHAMBAZ, Paris.
CHAMBRUN (de), Lozère.
CHANDERNAGOR, Creuse.
CHAPALAIN, Sarthe.
CHARIÉ, Loiret.
CHARLES, Côte-d'Or.
CHARRET, Rhône.
CHASSAGNE (Jean), Loiret (3).
CHAUVEL (Christian), Loire-Atlantique.
CHAUVET, Cantal.
CHAZALON, Loire.
CHAZELLE, Haute-Loire.
CHEDRU, Seine-Maritime (4).
CHIRAC, Corrèze (5).
CHOCHOY, Pas-de-Calais.
CHRISTIAENS, Nord.
CLAUDIUS-PETIT, Loire.
CLÉRICY, Alpes-Maritimes.
CLOSTERMANN, Yvelines.
COINTAT, Ille-et-Vilaine.
COMBRISSON, Essonne.
COMMENAY, Landes.
CORNET (Pierre), Ardèche.
CORNETTE (Arthur), Nord.
CORNETTE (Maurice), Nord.
CORNUT-GENTILLE, Alpes-Maritimes.
COSTE, Isère.
COT (Pierre), Paris.
COUDERC, Lozère.
COUILLET, Somme.
COUMAROS, Moselle.
COUSTÉ, Rhône.

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(2) Election annulée le 11 juillet 1967 par le Conseil constitutionnel. Elu le 24 septembre 1967.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(5) Entré en fonctions le 9 mai 1967 en remplacement de M. Boulin, nommé membre du Gouvernement.
(6) Démissionnaire le 21 mai 1968.

(1) Décédé le 12 mars 1968.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(3) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Duvillard, nommé membre du Gouvernement.
(4) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Bettencourt, nommé membre du Gouvernement.
(5) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

D

MM.

DAMETTE, Nord.
DANEL, Nord.
DANILO, Rhône.
DARCHICOURT, Pas-de-Calais.
DARDÉ, Haute-Garonne.
DARRAS, Pas-de-Calais.
DASSAULT, Oise.
DAVIAUD, Charente-Maritime.
DAYAN, Gard.
DEBRÉ (Michel), La Réunion (1).
DEFFERRE, Bouches-du-Rhône.
DEGRAEVE, Marne.
DEJEAN, Ariège.
DELACHENAL, Savoie.
DELATRE, Seine-Maritime.
DELELIS, Pas-de-Calais.
DELMAS (Louis-Alexis), Aveyron.
DELMAS (Louis-Jean), Tarn-et-Garonne.
DELONG, Haute-Marne.
DELORME, Basses-Alpes.
DELPECH, Haute-Garonne.
DELVAINQUIÈRE, Nord.
DENIAU (Xavier), Loiret.
DENIS (Bertrand), Mayenne.
DENVERS, Nord.
DEPIETRI, Moselle.
DEPREZ, Hauts-de-Seine.
DESCHAMPS, Gironde.
DESOUCHES, Eure-et-Loir.
DESSON, Ardennes.
DESTREMAU, Yvelines.
DIDIER (Emile), Hautes-Alpes.
Mlle **DIENESCH,** Côtes-du-Nord.
DIJOUD, Hautes-Alpes.
DOIZE, Bouches-du-Rhône.
DOMINATI, Paris.
DOUZANS, Haute-Garonne.
DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort.
DUCOLONÉ, Hauts-de-Seine.
DUCOS, Haute-Garonne.
DUFFAUT, Vaucluse.
DUHAMEL, Jura.
DUMAS (Pierre), Savoie (2).
DUMAS (Roland), Carrèze.
DUMORTIER, Pas-de-Calais.
DUPUY, Val-de-Marne.

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

MM.

DURAFFOUR (Paul), Saône-et-Loire.
DURAFOUR (Michel), Loire.
DUROMÉA, Seine-Maritime.
DUSSEAULX, Seine-Maritime.
DUTERNE, Nord.
DUVAL, Puy-de-Dôme.
DUVILLARD, Loiret (1).

E

EBRARD (Guy), Basses-Pyrénées.
EHM (Albert), Bas-Rhin.
ELOY, Nord.
ESCANDE, Saône-et-Loire.
ESTIER, Paris.

F

FABRE (Robert), Aveyron.
FAGGIANELLI, Corse (2).
FAJON, Seine-Saint-Denis.
FALALA, Marne.
FANTON, Paris.
FAURE (Edgar), Doubs (3).
FAURE (Gilbert), Ariège.
FAURE (Maurice), Lot.
FAVRE (Jean), Haute-Marne.
FEIT (René), Jura.
FEIX (Léon), Val-d'Oise.
FIÉVEZ, Nord.
FILLIOUD, Drôme.
FLORNOY, Seine-et-Marne.
FONTANET, Savoie.
FOREST, Nord.
FOSSÉ, Seine-Maritime.
FOUCHET (Christian), Meurthe-et-Moselle (4).
FOUCHIER, Deux-Sèvres.
FOUET, Sarthe.
FOURMOND, Mayenne.
FOYER, Maine-et-Loire.
FRÉDÉRIC-DUPONT, Paris.
FRÉVILLE, Ille-et-Vilaine.

(1) Nammé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(2) Election annulée le 30 janvier 1968 par le Conseil constitutionnel.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967

MM.

FREY, Paris (1).
FRYS, Nord.

G

GAILLARD (Félix), Charente.
GARCIN, Bouches-du-Rhône.
GAUDIN, Var.
GEORGES, Seine-Maritime.
GERBAUD, Indre.
GERNEZ, Nord.
GIRARD, Savoie (2).
GISCARD D'ESTAING, Puy-de-Dôme.
GODEFROY, Manche.
GORSE, Hauts-de-Seine (3).
GOSNAT, Val-de-Marne.
GOUHIER, Seine-Saint-Denis.
GRAILLY (de), Paris.
GRANET, Aube.
GRENIER (Fernand), Seine-Saint-Denis.
GRIMAUD, Morbihan (4).
GRIOTTERAY, Val-de-Marne.
GRUSSENMEYER, Bas-Rhin.
GUÉNA (Yves), Dordogne (5).
GUERLIN, Hautes-Pyrénées.
GUICHARD (Claude), Dordogne (6).
GUICHARD (Olivier), Loire-Atlantique (7).
GUIDET, Pas-de-Calais.
GUILBERT, Manche.
GUILLE, Aude.
GUILLERMIN, Rhône.
GUYOT (Marcel), Allier (8).

H

HABIB-DELONCLE, Paris.
HALBOUT, Orne.
HALGOUËT (du), Morbihan.
HAMELIN, Ille-et-Vilaine (9).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Dumas, nommé membre du Gouvernement.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(4) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Marcellin, nommé membre du Gouvernement.
(5) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(6) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Guéna, nommé membre du Gouvernement.
(7) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(8) Décédé le 28 janvier 1968.
(9) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Bourges, nommé membre du Gouvernement.

MM.

HAURET, Maine-et-Loire.
Mme **HAUTECLOCQUE** (de), Paris.
HÉBERT, Manche.
HERSANT, Oise.
HERZOG, Haute-Savoie.
HINSBERGER, Moselle.
HOFFER, Vosges.
HOGUET, Eure-et-Loir.
HOSTIER, Nièvre.
HOUËL, Rhône.
HUNAULT, Loire-Atlantique.

I

IHUEL, Morbihan.
INCHAUSPÉ, Basses-Pyrénées.
ITHURBIDE, Val-de-Marne (1).

J

JACQUET (Marc), Seine-et-Marne.
JACQUET (Michel), Loire.
JACQUINOT, Meuse.
JACSON, Meurthe-et-Moselle.
JAMOT, Yvelines.
JANS, Hauts-de-Seine.
JARROT, Saône-et-Loire.
JENN, Haut-Rhin.
JOXE (Louis), Rhône (2).
JULIA, Seine-et-Marne.
JUQUIN, Essonne.

K

KASPEREIT, Paris.
KRIEG, Paris.

L

LABARRÈRE, Basses-Pyrénées.
LABBÉ, Hauts-de-Seine.
LACAVÉ, Guadeloupe.
LA COMBE, Maine-et-Loire.

(1) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Nungesser, nommé membre du Gouvernement.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

MM.

LACOSTE, Dordogne.
LAFAY, Paris.
LAGORCE (Pierre), Gironde.
LAGRANGE, Saône-et-Loire.
LAINÉ, Eure.
LAMARQUE-CANDO, Landes.
LAMPS, Somme.
LARUE (Tony), Seine-Maritime.
LAUDRIN (Morbihan).
LAURENT (Marceau), Nord.
LAURENT (Paul), Paris.
LAVIELLE, Landes.
LE BAULT de la MORINIÈRE, Maine-et-Loire.
LEBON, Ardennes.
LECCIA, Bouches-du-Rhône.
LE DOUAREC, Ille-et-Vilaine.
LE FOLL, Côtes-du-Nord (1).
LEHN, Bas-Rhin.
LEJEUNE (Max), Somme.
LELOIR, Nord.
LEMAIRE, Vosges.
LEMOINE, Indre.
LEPAGE, Indre-et-Loire.
LEPEU, Paris.
LEPIDI, Paris.
LEROY, Seine-Maritime.
LE SÉNÉCHAL, Pas-de-Calais.
LE TAC, Paris.
LE THEULE, Sarthe.
LEVOL (Robert), Hauts-de-Seine.
L'HUILLIER (Waldeck), Hauts-de-Seine.
LIMOUZY, Tarn.
LIPKOWSKI (de), Charente-Maritime.
LITOUX, Loire-Atlantique (2).
LOLIVE, Seine-Saint-Denis.
LOMBARD, Finistère.
LONGEQUEUE, Haute-Vienne.
LOO, Bouches-du-Rhône.
LOUSTAU, Loir-et-Cher.
LUCIANI, Somme.

M

MACÉ (Gabriel), La Réunion (3).
MACQUET, Loire-Atlantique.

(1) Election annulée le 12 juillet 1967 par le Conseil constitutionnel. Elu le 24 septembre 1967.
(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Olivier Guichard, nommé membre du Gouvernement.
(3) Décédé le 12 février 1968.

MM.

MAILLOT, Doubs (1).
MAINGUY, Hauts-de-Seine.
MAISONNAT, Isère.
MALÈNE (de la), Paris.
MANCEAU, Sarthe.
MANCEY, Pas-de-Calais.
MARCELLIN, Morbihan (2).
MARETTE, Paris.
MARIE, Basses-Pyrénées.
MARIN, Vaucluse.
MAROSELLI, Haute-Saône.
MASSE (Jean), Bouches-du-Rhône.
MASSOT, Basses-Alpes.
MASSOUBRE, Somme.
MAUGEIN, Gironde.
MAUGER, Vendée.
MAUJOUAN du GASSET, Loire-Atlantique.
MÉDECIN, Alpes-Maritimes.
MÉHAIGNERIE, Ille-et-Vilaine.
MENDÈS-FRANCE, Isère.
MERLE, Var.
MERMAZ, Isère.
MÉTAYER, Yvelines.
MEUNIER, Ardennes.
MICHELET (Edmond), Finistère (3).
MILHAU, Aude.
MILLET, Gard.
MIOSSEC, Finistère.
MISSOFFE (François), Paris (4).
MITTERRAND, Nièvre.
MOHAMED (Ahmed), Comores.
MOLLET (Guy), Pas-de-Calais.
MONDON, Moselle.
MONTAGNE, Eure.
MONTALAT, Corrèze.
MONTESQUIOU (de), Gers.
MORILLON, Marne.
MORISON, Rhône.
MORLEVAT, Côte-d'Or.
MOULIN (Jean), Ardèche.
MUSMEAUX, Nord.

N

NAVEAU, Nord.
NÈGRE, Allier.

(1) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

MM.

NESSLER, Oise.
NEUWIRTH, Loire.
NILÈS, Seine-Saint-Denis.
NOËL, Val-de-Marne (1).
NOTEBARD, Nord.
NUNGESSER (Roland), Val-de-Marne (2).

O

ODRU, Seine-Saint-Denis.
OFFROY, Seine-Maritime.
OLLIVRO, Côtes-du-Nord.
ORNANO (d'), Calvados.
ORVOËN, Finistère.

P

PALEWSKI (Jean-Paul), Yvelines.
PALMERO, Alpes-Maritimes.
PAQUET, Isère.
PERETTI, Hauts-de-Seine.
PÉRILLIER, Yonne.
PÉRONNET, Allier.
PERROT, Yonne.
PETIT (Camille), Martinique.
PEYREFITTE (Alain), Seine-et-Marne (3).
PEYRET, Vienne.
PEYRET-FORCADE, La Réunion (4).
PEZOUT, Seine-et-Marne (5).
PHILIBERT, Bouches-du-Rhône.
PIANTA, Haute-Savoie.
PIC, Drôme.
PICARD, Isère (6).
PICQUOT, Meurthe-et-Moselle.
PIDJOT, Nouvelle-Calédonie.
PIEDS, Aube.
PIERREBOURG (de), Creuse.
PIMONT, Dordogne.
PISANI, Maine-et-Loire (7).

(1) Entré en fonctions le 9 mai 1967 en remplacement de M. Billotte, nommé membre du Gouvernement.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.
(4) Entré en fonctions le 17 février 1968 en remplacement de M. Macé, décédé.
(5) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Peyrefitte, nommé membre du Gouvernement.
(6) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Tezier, décédé.
(7) Démissionnaire le 22 mai 1968.

MM.

PLANEIX, Puy-de-Dôme.
PLEVEN (René), Côtes-du-Nord.
Mme **PLOUX,** Finistère.
POIRIER, Val-de-Marne.
POMPIDOU (Georges), Cantal (1).
PONCELET, Vosges.
PONIATOWSKI, Val-d'Oise.
PONS, Lot.
PONSEILLÉ, Hérault.
POUDEVIGNE, Gard.
POUJADE (Robert), Côte-d'Or.
POULPIQUET (de), Finistère.
POUYADE (Pierre), Var.
PRAT, Finistère.
PRÉAUMONT (de), Paris.
Mme **PRIN,** Pas-de-Calais.
PRIVAT (Charles), Bouches-du-Rhône.
Mme **PRIVAT** (Colette), Seine-Maritime.

Q

QUENTIER (René), Oise.
QUETTIER, Yvelines.

R

RABOURDIN, Seine-et-Marne.
RADIUS, Bas-Rhin.
RAMETTE, Nord.
RAUST, Tarn.
REGAUDIE, Haute-Vienne.
RENOUARD, Ille-et-Vilaine.
RESTOUT, Calvados.
RÉTHORÉ, Charente.
REY (André), Haute-Garonne.
REY (Henry), Loire-Atlantique.
RIBADEAU DUMAS, Drôme.
RIBIÈRE (René), Val-d'Oise.
RICHARD (Jacques), Val-d'Oise.
RICHARD (Lucien), Loire-Atlantique.
RICKERT, Bas-Rhin (2).
RIEUBON, Bouches-du-Rhône.
RIGOUT, Haute-Vienne.
RITTER, Bas-Rhin.
RIVAIN, Maine-et-Loire.

(1) Nommé Premier Ministre le 6 avril 1967.
(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967 en remplacement de M. Bord, nommé membre du Gouvernement.

MM.

RIVIÈRE (Paul), Loire.
RIVIEREZ, Guyane.
ROCCA SERRA (de), Corse (1).
ROCHE-DEFRANCE, Ardèche.
ROCHET (Waldeck), Seine-Saint-Denis.
ROGER (Nord).
ROSSELLI, Rhône.
ROSSI, Aisne.
ROUCAUTE, Gard.
ROULLAND, Paris (2).
ROUSSELET, Haute-Garonne.
ROUX, Paris.
ROYER, Indre-et-Loire.
RUAIS, Paris.
RUFFE, Lot-et-Garonne.

S

SABATIER, Aisne.
SABLÉ, Martinique.
SAGETTE, Cantal (3).
SAID IBRAHIM, Comores.
SALARDAINE, Charente-Maritime.
SALLÉ (Louis), Loiret.
SANFORD, Polynésie.
SAUZEDDE, Puy-de-Dôme.
SCHAFF, Moselle.
SCHLOESING, Lot-et-Garonne.
SCHNEBELEN, Moselle.
SCHOLER, Haut-Rhin.
SCHUMANN (Maurice), Nord (4).
SCHVARTZ, Moselle.
SÉNÈS, Hérault.
SERS, La Réunion (5).
SOUCHAL, Meurthe-et-Moselle (6).
SPÉNALE, Tarn.
SPRAUER, Bas-Rhin.
SUDREAU, Loir-et-Cher.

(1) Election annulée le 12 juillet 1967 par le Conseil constitutionnel. Elu le 27 août 1967.

(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Missoffe, nommé membre du Gouvernement.

(3) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Pompidou, nommé Premier Ministre.

(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967.

(5) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Debré, nommé membre du Gouvernement.

(6) Entré en fonctions le 9 mai 1967, en remplacement de M. Fouchet, nommé membre du Gouvernement.

T

MM.

TAITTINGER, Marne.
TERRENOIRE (Alain), Loire.
TERRENOIRE (Louis), Orne.
TEZIER, Isère (1).
THOMAS, Moselle.
Mme THOME-PATENOTRE (Jacqueline), Yvelines.
TOMASINI, Eure.
TOURNÉ, Pyrénées-Orientales.
TRIBOULET, Calvados.
TRICON, Hauts-de-Seine.
TRORIAL, Meurthe-et-Moselle.

V

Mme VAILLANT-COUTURIER, Val-de-Marne.
VALENET, Seine-Saint-Denis.
VALENTIN, Charente.
VALENTINO, Guadeloupe.
VALLEIX, Gironde.
VALS (Francis), Aude.
VENDROUX (Jacques), Pas-de-Calais.
VENDROUX (Jacques-Philippe), Saint-Pierre-et-Miquelon.
VER (Antonin), Tarn-et-Garonne.
Mme VERGNAUD, Paris.
VERKINDÈRE, Nord (2).
VERPILLIÈRE (de la), Ain.
VERTADIER, Vienne.
VIGNAUX, Gers (3).
VILLA, Paris.
VILLON, Allier.
VINSON, Rhône.
VITTER, Haute-Saône.
VIVIEN (Robert-André), Val-de-Marne.
VIVIER, Eure-et-Loir.
VIZET (Robert), Essonne.
VOILQUIN, Vosges.
VOISIN, Indre-et-Loire.

(1) Décédé le 5 mai 1967.

(2) Entré en fonctions le 9 mai 1967 en remplacement de M. Maurice Schumann, nommé membre du Gouvernement.

(3) Election annulée le 12 juillet 1967 par le Conseil constitutionnel. Elu le 24 septembre 1967.

W

MM.

WAGNER, Yvelines.
WEBER, Meurthe-et-Moselle.
WEINMAN, Doubs.
WESTPHAL, Bas-Rhin.

Y

YVON, Loir-et-Cher.

Z

MM.

ZILLER, Alpes-Maritimes.
ZIMMERMANN, Haut-Rhin.
ZUCCARELLI, Corse (1).

---

(1) Elu le 28 avril 1968, en remplacement de M. Faggianelli dont l'élection a été annulée par le Conseil constitutionnel les 12 juillet 1967 et 30 janvier 1968.

LISTE DES DÉPUTÉS

PAR DÉPARTEMENTS

(ÉLECTIONS LÉGISLATIVES des 5 et 12 Mars 1967.)

---

1. — DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

Circonscription

AIN

1re MM. BARBEROT (Paul).
2e ANTHONIOZ (Marcel)
3e de la VERPILLIÈRE (Guy).

AISNE

1re MM. SABATIER (Guy).
2e BRICOUT (Edmond).
3e BRUGNON (Maurice).
4e CATALIFAUD (Albert).
5e ROSSI (André).

ALLIER

1re MM. GUYOT (Marcel) (1).
2e NÈGRE (Jean).
3e GINSBURGER (Roger) dit « VILLON Pierre ».
4e PÉRONNET (Gabriel).

ALPES (BASSES-)

1re MM. MASSOT (Marcel).
2e DELORME (Claude).

ALPES (HAUTES-)

1re MM. DIDIER (Émile).
2e DIJOUD (Paul).

ALPES-MARITIMES

1re MM. BAREL (Virgile).
2e MÉDECIN (Jacques).
3e CLÉRICY (Paul).

Circonscription

4e MM. PALMERO (Francis).
5e CORNUT-GENTILLE (Bernard).
6e ZILLER (Pierre).

ARDÈCHE

1re MM. CORNET (Pierre).
2e ROCHE-DEFRANCE (Louis).
3e MOULIN (Jean).

ARDENNES

1re MM. MEUNIER (Lucien).
2e LEBON (André).
3e DESSON (Guy).

ARIÈGE

1re MM. FAURE (Gilbert).
2e DEJEAN (René).

AUBE

1re MM. BRIOT (Louis).
2e PIEDS (Bernard).
3e GRANET (Paul).

AUDE

1re MM. GUILLE (Georges).
2e VALS (Francis).
3e MILHAU (Lucien).

---

(1) Décédé le 28 janvier 1968. Remplacé par M. Billaud

Circonscription		
	AVEYRON	
1re	MM.	BOSCARY-MONSSERVIN (Roland).
2e		FABRE (Robert).
3e		DELMAS (Louis).
	BOUCHES-DU-RHONE	
1re	MM.	LECCIA (Bastien).
2e		LOO (Charles).
3e		DEFFERRE (Gaston).
4e		BILLOUX (François).
5e		DOIZE (Pierre).
6e		GARCIN (Edmond).
7e		CERMOLACCE (Paul).
8e		MASSE (Jean).
9e		PHILIBERT (Louis).
10e		RIEUBON (René).
11e		PRIVAT (Charles).
	CALVADOS	
1re	MM.	BUOT (Henri).
2e		BISSON (Robert).
3e		D'ORNANO (Michel).
4e		TRIBOULET (Raymond).
5e		RESTOUT (Marcel).
	CANTAL	
1re	MM.	CHAUVET (Augustin).
2e		POMPIDOU (Georges) (1).
	CHARENTE	
1re	MM.	RÉTHORÉ (Raymond).
2e		GAILLARD (Félix).
3e		VALENTIN (Jean).
	CHARENTE-MARITIME	
1re	MM.	SALARDAINE (André).
2e		BIGNON (Albert).
3e		BRUGEROLLE (André).
4e		DAVIAUD (Daniel).
5e		de LIPKOWSKI (Jean).

Circonscription		
	CHER	
1re	MM.	BOISDÉ (Raymond).
2e		BOINVILLIERS (Jean).
3e		BILBEAU (Laurent).
	CORRÈZE	
1re	MM.	MONTALAT (Jean).
2e		DUMAS (Roland).
3e		CHIRAC (Jacques) (2).
	CORSE	
1re	MM.	BOZZI (Jean).
2e		FAGGIANELLI (Jacques) (3).
3e		DE ROCCA SERRA (Jean-Paul) (4).
	COTE-D'OR	
1re	MM.	POUJADE (Robert).
2e		BERGER (Henry).
3e		CHARLES (Pierre).
4e		MORLEVAT (Robert).
	COTES-DU-NORD	
1re	MM.	LE FOLL (Yves) (5).
2e		PLEVEN (René).
3e	Mlle	DIENESCH (Marie-Madeleine).
4e	MM.	OLLIVRO (Édouard).
5e		BOURDELLÈS (Pierre).
	CREUSE	
1re	MM.	de PIERREBOURG (Olivier).
2e		CHANDERNAGOR (André).
	DORDOGNE	
1re	MM.	GUÉNA (Yves) (6).
2e		PIMONT (Louis).
3e		BONNET (Georges).
4e		LACOSTE (Robert).

(1) Nommé Premier Ministre le 6 avril 1967. Remplacé par M. Sagette.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 juillet 1967. Remplacé par M. Belcour.
(3) Election annulée par le Conseil constitutionnel. Remplacé par M. Zuccarelli.
(4) Réélu le 27 août 1967 après annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.
(5) Réélu le 24 septembre 1967 après annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.
(6) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Claude Guichard.

Circonscription		
	DOUBS	
1re	MM.	WEINMAN (Jacques).
2e		BOULLOCHE (André).
3e		FAURE (Edgar) (1).
	DROME	
1re	MM.	RIBADEAU DUMAS (Roger).
2e		PIC (Maurice).
3e		FILLIOUD (Georges).
	ESSONNE	
1re	MM.	COMBRISSON (Roger).
2e		BOSCHER (Michel).
3e		JUQUIN (Pierre).
4e		VIZET (Robert).
	EURE	
1re	MM.	de BROGLIE (Jean).
2e		LAINÉ (Jean).
3e		MONTAGNE (Rémy).
4e		TOMASINI (René).
	EURE-ET-LOIR	
1re	MM.	DESOUCHES (Edmond).
2e		VIVIER (Émile).
3e		HOGUET (Michel).
	FINISTÈRE	
1re	MM.	MICHELET (Edmond) (2).
2e		LOMBARD (Georges).
3e		DE POULPIQUET (Gabriel).
4e		PRAT (Roger).
5e		CAILL (Antoine).
6e	Mme	PLOUX (Suzanne).
7e	MM.	MIOSSEC (Gabriel).
8e		ORVOEN (Louis).

Circonscription		
	GARD	
1re	MM.	DAYAN (Georges).
2e		POUDEVIGNE (Jean).
3e		ROUCAUTE (Roger).
4e		MILLET (Gilbert).
	HAUTE-GARONNE	
1re	MM.	REY (André).
2e		ROUSSELET (André).
3e		DELPECH (Georges).
4e		DARDÉ (Jean).
5e		DOUZANS (Jacques).
6e		DUCOS (Hippolyte).
	GERS	
1re	MM.	VIGNAUX (Paul) (3).
2e		de MONTESQUIOU (Pierre).
	GIRONDE	
1re	MM.	VALLEIX (Jean).
2e		CHABAN-DELMAS (Jacques).
3e		DESCHAMPS (Henri).
4e		CASSAGNE (René).
5e		ACHILLE-FOULD (Aymar).
6e		BRETTES (Robert).
7e		CAZENAVE (Franck).
8e		LAGORCE (Pierre).
9		BOULIN (Robert) (4).
10e		MAUGEIN (Jacques).
	HAUTS-DE-SEINE	
1re	MM.	L'HUILLIER (Waldeck).
2e		CHALANDON (Albin).
3e		TRICON (Émile).
4e		JANS (Parfait).
5e		GÉRARD-DEPREZ (Charles).
6e		PERETTI (Achille).
7e		BARBET (Raymond).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Maillot.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Bécam.
(3) Réélu le 24 septembre 1967 après annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Boyer-Andrivet.

Circonscription		
8e	MM.	BAUMEL (Jacques).
9e		LABBÉ (Claude).
10e		GORSE (Georges) (1).
11e		DUCOLONÉ (Guy).
12e		LEVOL (Robert).
13e		MAINGUY (Paul).

HÉRAULT

1re	MM.	PONSEILLÉ (Etienne).
2e		SÉNÈS (Gilbert).
3e		ARRAUT (Pierre).
4e		BALMIGÈRE (Paul).
5e		BAYOU (Raoul).

ILLE-ET-VILAINE

1re	MM.	FRÉVILLE (Henri).
2e		LE DOUAREC (François).
3e		MÉHAIGNERIE (Alexis).
4e		RENOUARD (Isidore).
5e		COINTAT (Michel).
6e		BOURGES (Yvon) (2).

INDRE

1re	MM.	GERBAUD (François).
2e		LEMOINE (Marcel).
3e		BÉNARD-MOUSSEAUX (Jean).

INDRE-ET-LOIRE

1re	MM.	ROYER (Jean).
2e		LEPAGE (Pierre).
3e		BERTHOUIN (Fernand).
4e		VOISIN (André).

ISÈRE

1re	MM.	PAQUET (Aimé).
2e		MENDÈS FRANCE (Pierre).
3e		MAISONNAT (Louis).
4e		TEZIER (Raymond) (3).
5e	MM.	MERMAZ (Louis).
6e		COSTE (Roger).
7e		CATTIN-BAZIN (Maurice).

JURA

1re	MM.	FEIT (René).
2e		DUHAMEL (Jacques).

LANDES

1re	MM.	LAMARQUE-CANDO (Charles).
2e		LAVIELLE (Henri).
3e		COMMENAY (Jean-Marie).

LOIR-ET-CHER

1re	MM.	SUDREAU (Pierre).
2e		LOUSTAU (Kléber).
3e		YVON (Gérard).

LOIRE

1re	MM.	DURAFOUR (Michel).
2e		NEUWIRTH (Lucien).
3e		CHAZALON (André).
4e		PETIT (Claudius).
5e		TERRENOIRE (Alain).
6e		RIVIÈRE (Paul).
7e		JACQUET (Michel).

LOIRE (HAUTE-)

1re	MM.	BARROT (Jacques).
2e		CHAZELLES (René).

LOIRE-ATLANTIQUE

1re	MM.	REY (Henri).
2e		CHAUVEL (Christian).
3e		MACQUET (Benoît).
4e		MAUJOUAN du GASSET (Joseph).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Balanca.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Hamelin.
(3) Décédé le 5 mai 1967. Remplacé par M. Picard.

Circonscription

5e MM. HUNAULT (Xavier).
6e CARPENTIER (Georges).
7e GUICHARD (Olivier) (1).
8e RICHARD (Lucien).

LOIRET

1re MM. DUVILLARD (Henri) (2).
2e SALLÉ (Louis).
3e CHARIÉ (Pierre).
4e DENIAU (Xavier).

LOT

1re MM. FAURE (Maurice).
2e PONS (Bernard).

LOT-ET-GARONNE

1re MM. BORDENEUVE (Jacques).
2e RUFFE (Hubert).
3e SCHLOESING (Édouard).

LOZÈRE

1re MM. COUDERC (Pierre).
2e de CHAMBRUN (Charles).

MAINE-ET-LOIRE

1re MM. PISANI (Edgard) (3).
2e FOYER (Jean).
3e RIVAIN (Philippe).
4e HAURET (Robert).
5e Le BAULT de la MORINIÈRE (René).
6e LA COMBE (René).

MANCHE

1re MM. GUILBERT (Raymond).
2e BIZET (Émile).
3e BAUDOIN (Henri).

Circonscription

4e MM. GODEFROY (Pierre).
5e HÉBERT (Jacques).

MARNE

1re MM. TAITTINGER (Jean).
2e FALALA (Jean).
3e DEGRAEVE (Jean).
4e MORILLON (Robert).

MARNE (HAUTE-)

1re MM. FAVRE (Jean).
2e DELONG (Jacques).

MAYENNE

1re MM. BURON (Pierre).
2e FOURMOND (Louis).
3e DENIS (Bertrand).

MEURTHE-ET-MOSELLE

1re MM. FOUCHET (Chistian) (4).
2e JACSON (William).
3e WEBER (Pierre).
4e BICHAT (Jean).
5e PICQUOT (André).
6e BERTRAND (Jean).
7e TRORIAL (Jacques).

MEUSE

1re MM. JACQUINOT (Louis).
2e BEAUGUITTE (André).

MORBIHAN

1re MM. MARCELLIN (Raymond) (5).
2e BONNET (Christian).
3e LAUDRIN (Hervé).
4e de POULPIQUET du HALGOUET (Yves).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Litoux.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Chassagne.
(3) Démissionnaire le 22 mai 1968.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Souchal.
(5) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Grimaud.

Circonscription		
5e	MM.	ALLAINMAT (Yves).
6e		IHUEL (Paul).

MOSELLE

1re	MM.	MONDON (Raymond).
2e		SCHAFF (Joseph).
3e		DEPIETRI (César).
4e		SCHNEBELEN (Maurice).
5e		SCHVARTZ (Julien).
6e		COUMAROS (Jean).
7e		HINSBERGER (Étienne).
8e		THOMAS (Georges).

NIÈVRE

1re	MM.	BENOIST (Daniel).
2e		HOSTIER (Robert).
3e		MITTERRAND (François).

NORD

1re	MM.	CHRISTIAENS (Louis).
2e		DUTERNE (Henri).
3e		DANEL (Liévin).
4e		CORNETTE (Arthur).
5e		NOTEBART (Arthur).
6e		LAURENT (Marceau).
7e		FRYS (Joseph).
8e		DELVAINQUIÈRE (Jean).
9e		BLARY (Henri).
10e		SCHUMANN (Maurice) (1).
11e		DENVERS (Albert).
12e		CORNETTE (Maurice).
13e		DAMETTE (Auguste).
14e		ROGER (Émile).
15e		RAMETTE (Arthur).
16e		GERNEZ (Raymond).
17e		LELOIR (Paul).
18e		BUSTIN (Georges).
19e		MUSMEAUX (Arthur).
20e		FIÉVEZ (Henri).
21e		NAVEAU (Charles).
22e	MM.	FOREST (Pierre).
23e		ELOY (Didier).

OISE

1re	MM.	DASSAULT (Marcel).
2e		NESSLER (Edmond).
3e		HERSANT (Robert).
4e		QUENTIER (René).
5e		BÉNARD (François).

ORNE

1re	MM.	TERRENOIRE (Louis).
2e		BOUDET (Roland).
3e		HALBOUT (Émile).

PARIS

1re	MM.	KRIEG (Pierre-Charles).
2e		DOMINATI (Jacques).
3e		CAPITANT (René) (2).
4e		BAS (Pierre).
5e		FRÉDÉRIC-DUPONT (Édouard).
6e		BOUSQUET (Raymond).
7e		KASPEREIT (Gabriel).
8e		LEPIDI (Jean-Charles).
9e		FANTON (André).
10e		CHAMBAZ (Jacques).
11e		FREY (Roger) (3).
12e		BOURGOIN (Pierre).
13e		COT (Pierre).
14e		BOUCHENY (Serge).
15e		de GRAILLY (Michel).
16e		LUNET DE LA MALÈNE (Christian).
17e		MARETTE (Jacques).
18e	Mme	de HAUTECLOCQUE (Nicole).
19e	MM.	ROUX (Claude).
20e		HABIB-DELONCLE (Michel).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par Verkindère.

(2) Démissionnaire le 21 mai 1968.

(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par Mme Batier.

Circonscription		
21e	MM.	LEPEU (Bernard).
22e		LAFAY (Bernard).
23e		FRANCK de PRÉAUMONT (Jean).
24e		MISSOFFE (François) (1).
25e		ESTIER (Claude).
26e		LE TAC (Joël).
27e		BAILLOT (Louis).
28e		RUAIS (Pierre).
29e		LAURENT (Paul).
30e	Mme	VERGNAUD (Claire).
31e	M.	VILLA (Lucien).

PAS-DE-CALAIS

1re	MM.	MOLLET (Guy).
2e		GUIDET (Henri).
3e		MANCEY (André).
4e		BERAUD (Marcel).
5e		DUMORTIER (Jeannil).
6e		LE SÉNÉCHAL (Louis).
7e		VENDROUX (Jacques).
8e		CHOCHOY (Bernard).
9e		CARLIER (Édouard).
10e		ANDRIEUX (Maurice).
11e	Mme	PRIN (Jeannette).
12e	MM.	DARRAS (Henri).
13e		DELELIS (André).
14e		DARCHICOURT (Fernand).

PUY-DE-DOME

1re	MM.	BOULAY (Arsène).
2e		GISCARD D'ESTAING (Valéry).
3e		PLANEIX (Joseph).
4e		SAUZEDDE (Fernand).
5e		DUVAL (Michel).

PYRÉNÉES (BASSES-)

1re	MM.	LABARRÈRE (André).
2e		EBRARD (Guy).
3e		INCHAUSPÉ (Michel).
4e		MARIE (Raoul-Bernard).

Circonscription		

PYRÉNÉES (HAUTES-)

1re	MM.	BILLÈRES (René).
2e		GUERLIN (André).

PYRÉNÉES-ORIENTALES

1re	MM.	ALDUY (Paul).
2e		TOURNÉ (André).

RHIN (BAS-)

1re	MM.	RADIUS (René).
2e		BORD (André) (2).
3e		RITTER (Georges).
4e		EHM (Albert).
5e		LEHN (Gérard).
6e		WESTPHAL (Alfred).
7e		GRUSSENMEYER (François).
8e		SPRAUER (Germain).

RHIN (HAUT-)

1re	MM.	BOROCCO (Edmond).
2e		BOURGEOIS (Georges).
3e		JENN (Alphonse).
4e		ZIMMERMANN (Raymond).
5e		SCHOLER (Raymond).

RHONE

1re	MM.	CAILLE (René).
2e		GUILLERMIN (Henri).
3e		CHARRET (Édouard).
4e		JOXE (Louis) (3).
5e		COUSTÉ (Pierre).
6e		HOUEL (Marcel).
7e		DANILO (Philippe).
8e		MORISON (Pierre).
9e		VINSON (Georges).
10e		ROSSELLI (Joseph).

SAONE (HAUTE-)

1re	MM.	VITTER (Pierre).
2e		MAROSELLI (Jacques).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Roulland.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Rickert.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Baridon.

Circonscription

SAONE-ET-LOIRE

1re MM. ESCANDE (Louis).
2e DURAFFOUR (Paul).
3e BOUTHIÈRE (Gabriel).
4e JARROT (André).
5e LAGRANGE (Roger).

SARTHE

1re MM. CHAPALAIN (Jean-Yves).
2e MANCEAU (Robert).
3e FOUET (Albert).
4e LE THEULE (Joël).
5e D'AILLIÈRES (Michel).

SAVOIE

1re MM. DELACHENAL (Jean).
2e FONTANET (Joseph).
3e DUMAS (Pierre) (1).

SAVOIE (HAUTE-)

1re MM. BOSSON (Charles).
2e PIANTA (Georges).
3e HERZOG (Maurice).

SEINE-MARITIME

1re MM. DUSSEAULX (Roger).
2e LARUE (Tony).
3e LEROY (Roland).
4e Mme PRIVAT (Colette).
5e MM. BETTENCOURT (André) (2).
6e GEORGES (Maurice).
7e DUROMÉA (André).
8e FOSSÉ (Roger).
9e OFFROY (Marie-Raymond).
10e DELATRE (Georges).

SEINE-ET-MARNE

1re MM. JACQUET (Marc).
2e RABOURDIN (Guy).
3e FLORNOY (Bertrand).
4e PEYREFITTE (Alain) (3).
5e JULIA (Didier).

Circonscription

SEINE-SAINT-DENIS

1re MM. FAJON (Étienne).
2e GRENIER (Fernand).
3e ROCHET (Waldeck).
4e NILÈS (Maurice).
5e GOUHIER (Roger).
6e LOLIVE (Jean).
7e ODRU (Louis).
8e BALLANGER (Robert).
9e VALENET (Raymond).

DEUX-SÈVRES

1re Mme AYMÉ de la CHEVRELIÈRE (Marie-Magdeleine).
2e MM. FOUCHIER (Jacques).
3e BORDAGE (Augustin).

SOMME

1re MM. LAMPS (René).
2e MASSOUBRE (Jean-Louis).
3e COUILLET (Michel).
4e LEJEUNE (Max).
5e LUCIANI (Émile).

TARN

1re MM. RAUST (André).
2e LIMOUZY (Jacques).
3e SPÉNALE (Georges).

TARN-ET-GARONNE

1re MM. DELMAS (Louis).
2e VER (Antonin).

VAL-DE-MARNE

1re Mme VAILLANT-COUTURIER (Marie-Claude).
2e MM. DUPUY (Fernand).
3e GOSNAT (Georges).
4e GRIOTTERAY (Alain).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par Girard.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Chedru.
(3) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Pezout.

Circonscription		
5e	MM.	BILLOTTE (Pierre) (1).
6e		NUNGESSER (Roland) (2).
7e		VIVIEN (Robert).
8e		POIRIER (Jean-Marie).

VAL-D'OISE

1re	MM.	PONIATOWSKI (Michel).
2e		RICHARD (Jacques).
3e		FEIX (Léon).
4e		RIBIÈRE (René).
5e		CANACOS (Henri).

VAR

1re	MM.	GAUDIN (Pierre).
2e		CAZELLES (Julien) (3).
3e		POUYADE (Pierre).
4e		MERLE (Toussaint).

VAUCLUSE

1re	MM.	DUFFAUT (Henri).
2e		AYME (Léon).
3e		MARIN (Fernand).

VENDÉE

1re	MM.	CAILLAUD (Paul).
2e		BOUSSEAU (Marcel).
3e		MAUGER (Pierre).
4e		ANSQUER (Vincent).

VIENNE

1re	MM.	VERTADIER (Pierre).
2e		ABELIN (Pierre).
3e		PEYRET (Claude).

VIENNE (HAUTE-)

1re	MM.	REGAUDIE (René).
2e		RIGOUT (Marcel).
3e		LONGEQUEUE (Louis).

VOSGES

1re	MM.	HOFFER (Marcel).
2e		LEMAIRE (Maurice).
3e		PONCELET (Christian).
4e		VOILQUIN (Albert).

YONNE

1re	MM.	PÉRILLIER (Louis).
2e		CHAMANT (Jean) (4).
3e		PERROT (Gaston).

YVELINES

1re	MM.	JAMOT (Michel).
2e		PALEWSKI (Jean-Paul).
3e		MÉTAYER (Pierre).
4e		CLOSTERMANN (Pierre).
5e		DESTREMAU (Bernard).
6e		WAGNER (Robert).
7e		QUETTIER (Maurice).
8e	Mme	THOME-PATENOTRE (Jacqueline).

TERRITOIRE DE BELFORT

1re	MM.	DREYFUS-SCHMIDT (Michel).
2e		BAILLY (Jean-Marie).

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par Noël.
(2) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Ithurbide.
(3) Décédé le 12 mars 1968. Remplacé par M. Barbier.
(4) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Barillon.

II. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Circonscription		
	GUADELOUPE	
1re	MM.	VALENTINO (Paul).
2e		LACAVÉ (Paul).
3e	Mme	BACLET (Albertine).
	GUYANE	
	M.	RIVIEREZ (Hector).

Circonscription		
	MARTINIQUE	
1re	MM.	PETIT (Camille).
2e		CÉSAIRE (Aimé).
3e		SABLÉ (Victor).
	LA RÉUNION	
1re	MM.	DEBRÉ (Michel) (1).
2e		MACÉ (Gabriel) (2).
3e		CERNEAU (Marcel).

III. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

COMORES

MM. SAID IBRAHIM (Adeham).
MOHAMED (Ahmed).

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

M. ABDOULKADER (Moussa Ali).

NOUVELLE-CALÉDONIE et dépendances ET NOUVELLES-HÉBRIDES

M. PIDJOT (Rock).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. SANFORD (Francis).

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. BRIAL (Benjamin).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. VENDROUX (Jacques-Philippe).

---

(1) Nommé membre du Gouvernement le 7 avril 1967. Remplacé par M. Sers.
(2) Décédé le 12 février 1968. Remplacé par M. Peyret-Forcade.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

élus aux élections partielles

B

MM.

BOUDET, le 24 septembre 1967 (Orne) (1).

L

LE FOLL, le 24 septembre 1967 (Côtes-du-Nord) (1).

R

ROCCA-SERRA (de), le 27 août 1967 (Corse) (1).

(1) Réélu à la suite de l'annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.

V

MM.

VIGNAUX, le 24 septembre 1967 (Gers) (1).

Z

ZUCCARELLI, le 28 avril 1968 (Corse) (2).

(1) Réélu à la suite de l'annulation de son élection par le Conseil constitutionnel.

(2) Elu à la suite de l'annulation de l'élection de M. Faggianelli par le Conseil constitutionnel.

A

ABANDON DE FAMILLE. — *Voy.* PROCÉDURE PÉNALE, 1.

ABATTOIRS. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11 ; BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

ABSENCE.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 129 du Code civil relatif à l'absence, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Dreyfus-Schmidt et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 662.**

ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1. — Proposition de loi tendant à modifier la date d'effet de la loi du 6 août 1963 relative au recours contre le tiers responsable en matière d'accident de trajet, présentée au Sénat le 2 juin 1966 par M. Roger Carcassonne (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 169 (année 1965-1966)** ; rapport le 3 avril 1967 par M. Massa, **n° 216 (année 1966-1967).** Adoption le 11 mai 1967. — Proposition de loi **n° 109 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 179.**

2. — Proposition de loi tendant à préciser les conditions du remboursement des dépenses effectuées par les caisses de sécurité sociale à l'occasion d'accidents du travail provoqués par un tiers responsable, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commiss on des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 212.**

3. — Proposition de loi instituant l'obligation d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles pour garantir les personnes salariées de l'agriculture, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1968 par M. Balmigère et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 811.**

ACTES INNOMMÉS.

— Droit fixe. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, après art. 7 (p. 3655), deuxième délibération et deuxième lecture.

ACTIONS CONCERTÉES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre I.).

ACTIVITÉ A MI-TEMPS.

— Fonction publique. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 4.

ACTIVITÉS FINANCIÈRES (T. V. A.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 7.

ADDUCTIONS D'EAU. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture. — Intérieur. — Comptes spéciaux du Trésor).

ADENAUER.

— Décès du Chancelier. — *Voy. J. O.* Débats [19 avril 1967] (p. 695).

ADMINISTRATEUR DE BIENS. — *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 5.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Justice).

AÉROCLUBS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports I.), art. 36 et 37 (deuxième délibération).

AÉRONAUTIQUE.

1. — Projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique.

Transmis au Sénat le 20 décembre 1966 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 185 (année 1966-1967)** ; rapport le 27 avril 1967 par M. Pinton, **n° 227 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications le 11 mai 1967. — Projet de loi **n° 107 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1967 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 180** ; rapport le 1er juin 1967 par M. Labbé, **n° 222**. Adoption en deuxième lecture le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 26**.

Loi n° 67-487 du 23 juin 1967, publiée au *J. O.* du 25 juin 1967 (p. 6300).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [13 juin 1967] (p. 1753).

La discussion en première lecture au Sénat le 11 mai 1967 ; la refonte depuis cette date du Code de l'aviation civile et commerciale ; la suppression de la barrière de la nationalité en faveur des ressortissants des autres pays de la Communauté économique européenne pour l'accession aux emplois de personnel navigant (p. 1753) ; la rémunération du personnel navigant (p. 1753, 1754) ; le problème de la formation des pilotes ; l'inquiétude des membres du personnel navigant français (p. 1753-1754).

Art. 1er et 2 : adoption (p. 1754).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Proposition de loi relative à la création d'un fonds national de garantie aéronautique, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Robert Fabre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 562**.

Voy. aussi : INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE.

AÉROPORTS.

— Troubles causés aux riverains. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 1.

AÉROTRAIN. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Transports I.).

AGE.

— de l'appel sous les drapeaux. — *Voy.* SERVICE NATIONAL, 6.

AGE DE LA RETRAITE. — *Voy.* RETRAITE (Age).

AGE DE L'ENGAGEMENT.

— Abaissement de l' — dans les armées. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses), 6.

Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, n° 2051 (Aéronautique, 6).

AGENCE FRANÇAISE DE PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE. — *Voy.* RADIODIFFUSION, 9.

AGENCE FRANCE-PRESSE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre. — II. Information).

AGENCE NATIONALE POUR LA VALORISATION DE LA RECHERCHE (A. N. V. A. R.). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI.

— Création. — *Voy.* EMPLOI, 6.

AGENT ARTISTIQUE.

— Profession. — *Voy.* SPECTACLES, 1.

AGENTS COMMUNAUX.

— Traitements. — *Voy.* COMMUNES, 1.

AGENTS CONTRACTUELS.

— Congés payés. — *Voy.* CONGÉS PAYÉS, 2 et 3.

— Titularisation ; FONCTIONNAIRES, 2.

AGENTS DES SERVICES CONCÉDÉS DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES.

— Préjudices de carrière. — *Voy.* SERVICES PUBLICS, 1.

AGENT IMMOBILIER.

— Carte professionnelle. — *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 4 et 6.

AGRÉGATION. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

AGRÉÉS.

Proposition de loi tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Baudouin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 123**.

AGRICULTURE.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 7-IV de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 relatif au droit de préemption accordé aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 347**.

2. — Proposition de loi relative à la régionalisation des crédits en agriculture, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Cointat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 472** ; rapport le 29 novembre 1967 par M. Mauger, **n° 531**.

3. — Proposition de loi tendant à accorder aux salariés de l'agriculture la parité sociale et économique avec les salariés de l'industrie et du commerce, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Balmigère et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 476**.

4. — Proposition de loi tendant à abroger la procédure de consultation accélérée en vue de l'extension des disciplines et règles édictées par les comités économiques agricoles résultant des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 juillet 1964, modifiée par l'ordonnance du 22 septembre 1967, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Marin et plusieurs de ses collègues, **n° 560**.

5. — Proposition de loi étendant aux opérations de location de terres la compétence des S. A. F. E. R. (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Périllier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 718**.

6. — Proposition de loi relative à la coopération agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Fourmond et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 757.**

Voy. aussi : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s 1 et 7.

— Application de la T.V.A. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

AIDE AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Coopération).

AIDE SOCIALE.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

AIN.

— *Voy.* DÉPARTEMENTS, 1.

AIRBUS.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports II.).

AIR FRANCE.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — II. Aviation civile).

AIR INTER.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (II. Aviation civile) après art. 75 et ARTICLES RÉSERVÉS.

ALCOOLS.

— Droits de consommation. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 12 (p. 3593).

ALCOOLISME.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 39 du Code des débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Ansquer (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 57.**

2. — Proposition de loi tendant à compléter l'article L 39 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Kaspereit et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 81.**

3. — Proposition de loi tendant à considérer comme caduques, faute de ratification par le Parlement, les ordonnances n°s 60-907 et 60-1256 prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Maroselli et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 247.**

4. — Proposition de loi tendant à considérer comme caduques, à défaut de ratification par le Parlement, les dispositions réglementaires prises en application des ordonnances de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 ainsi que les dispositions du décret n° 54-1145 du 15 novembre 1954, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Georges Bonnet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 351.**

5. — Proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances relatives à la lutte contre l'alcoolisme prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, qui devront être soumis au vote du Parlement avant le 1er décembre 1967, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 391.**

6. — Proposition de loi tendant à insérer un article L 39-1 dans le Code des débits de boissons relatif à l'implantation de nouveaux débits, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 440.**

7. — Proposition de loi tendant à insérer dans le Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme un article L 23-1 instituant une « licence touristique » qui permet de vendre pour consommer sur place, à l'occasion d'un service de spécialités gastronomiques, les boissons régionales traditionnelles, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Bourdellès (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 446.**

8. — Proposition de loi tendant à insérer un article L 49 *bis* dans le Code des débits de boissons relatif à l'implantation de nouveaux débits, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 556.**

9. — Proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 afin qu'ils soient effectivement soumis au vote du Parlement avant le 1er juillet 1968, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Briot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 615.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

ALGÉRIE.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Intérieur et Rapatriés).

— Aide française à l'. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

— Amnistie. — *Voy.* AMNISTIE, 2 et 9; RAPPELS AU RÈGLEMENT, n° 44.

— Etat civil des Français ayant vécu en. — *Voy.* ETAT CIVIL, 1.

— Registres d'état civil. — *Voy.* ETAT CIVIL, 1.

— Soldats ayant combattu en. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants) et après art. 67 ; CARTE DU COMBATTANT, 1 et 2.

ALIMENTATION DES ANIMAUX.

— Produits agricoles destinés à l'. — *Voy.* ELEVAGE, 3.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Voy. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Majoration. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, art. 3.

ALLOCATION LOGEMENT. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

ALLOCUTIONS.

I. — Allocution prononcée par M. Hippolyte Ducos, président d'âge [3 avril 1967] (p. 546 à 548) ; le décès de MM. Meck et de Sesmaisons ; l'arrivée à l'Assemblée de députés jeunes ; les sujétions du mandat législatif ; la liberté et la paix ; la conception grecque de la liberté ; les réformes sociales urgentes ; les salaires ; l'agriculture ; les allocations familiales ; les anciens combattants ; les rapatriés ; les crédits scolaires ; le destin de l'homme ; la paix ; l'aide aux pays en voie de développement ; l'Europe et ses institutions ; le rôle de la culture ; sa démocratisation ; l'humanisme gréco-latin ; la nécessité des études classiques ; les rôles respectifs du Gouvernement et du Parlement.

II. — Allocution prononcée par M. Chaban-Delmas, Président de l'Assemblée Nationale [3 avril 1967] (p. 549).

ALSACE-LORRAINE.

Proposition de loi tendant à manifester la reconnaissance de la nation aux patriotes alsaciens et mosellans qui ont abandonné leur pays durant la période d'annexion de fait des départements du Rhin et de la Moselle pour se soustraire préventivement à toute collaboration avec l'occupant, aux éventuelles réquisitions et à toute incorporation dans les formations militaires et paramilitaires de l'ennemi et à instituer le statut des patriotes alsaciens et mosellans réfractaires à toute collaboration avec l'occupant durant l'annexion de fait des départements alsaciens et mosellans, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Mondon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 237.**

— Avantages de carrière. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 10.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1 et 7 ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

AMENDEMENT VALLON. — *Voy.* INTÉRESSEMENT DES TRAVAILLEURS.

AMÉRIQUE LATINE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

AMNISTIE.

1. — Proposition de loi portant amnistie.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 14** (1).

2. — Proposition de loi portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Jacques Médecin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 85** ; rapport le 26 juin 1967 par M. Capitant, **n° 369**.

3. — Proposition de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, présentée à à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Pidjot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 87**.

4. — Proposition de loi portant amnistie totale des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 151**.

Voy. AMNISTIE, 2, n° 85 (ci-dessus).

5. — Projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 514** ; rapport le 23 novembre 1967 par M. Krieg, **n° 523** ; rapport supplémentaire le 12 décembre 1967 par M. Krieg, **n° 573**.

DISCUSSION [28 novembre 1967] (p. 5279, 5298), [14 décembre 1967] (p. 5903).

Les buts et raisons d'être du présent projet (p. 5280) ; le nombre des personnes précédemment amnistiées (p. 5280) ; les lois d'amnistie des 23 décembre 1964 et 17 juin 1966 (p. 5280, 5285, 5290) ; l'amnistie totale ; l'insuffisance du présent projet (p. 5281, 5283, 5285 à 5293, 5295, 5296) ; les deux catégories de condamnés exclues du bénéfice de l'amnistie ; leur grâce possible par le Chef de l'Etat (p. 5281, 5288, 5289, 5293 à 5295) ; la suppression des tribunaux d'exception ; la Cour de sûreté de l'Etat (p. 5281, 5284, 5288, 5291) ; les autres catégories de condamnés amnistiables : objecteurs de conscience, résistants, etc.; l'irrecevabilité des amendements les concernant (p. 5281, 5288) ; les précédents historiques en matière d'amnistie (p. 5283, 5285, 5292 à 5294) ; les raisons psychologiques et morales de la rébellion d'Alger (p. 5283, 5284, 5288 à 5290, 5292, 5295, 5296) ; l'amnistie des condamnés politiques des D.O.M. et T.O.M. (p. 5284, 5288) ; le recours au vote bloqué (p. 5285, 5292, 5296) ; amnistie et grâce amnistiante (p. 5286, 5291, 5294, 5296, 5300).

Interventions de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 5281, 5282) : la modération de la répression ; l'amnistie, acte d'apaisement ; les effets importants des deux précédentes lois d'amnistie ; le petit nombre de personnes encore non amnistiées ; le critère permettant de distinguer entre les différentes catégories de condamnés ; la supression du tribunal militaire et de la Cour militaire de justice ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement de la Commission des lois ; la possibilité pour le Chef de l'Etat d'amnistier les condamnés exclus de l'amnistie ; la conciliation par le présent projet des impératifs de la générosité et de ceux de l'équité ; (p. 5292) : l'amnistie de 1880 ; (p. 5294) : les précédents en matière de grâce amnistiante.

Motion de renvoi à la Commission présentée par M. Max Lejeune et les membres du groupe de la Fédération de la gauche (p. 5298) ; l'attente par le pays d'une amnistie totale ; l'absence d'intervention dans le débat d'orateurs partisans du projet de Gouvernement ; la nécessité d'en finir avec les séquelles des événements d'Algérie ; les déchirements entraînés par ces événements (*ibid.*) ; l'apaisement rendu possible par le présent projet d'amnistie (p. 5299) ; le complément utile qu'il apporte aux lois de 1964 et de

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, Amnistie, 9.

1966 ; la confiance faite au Chef de l'Etat par les membres de l'Union démocratique pour la Ve République ; le caractère satisfaisant du présent texte ; les raisons contradictoires du vote hostile qui va être émis par différents groupes ; l'opposition de l'U.D. Ve à la motion de renvoi (*ibid.*) ; les conséquences qu'aurait l'adoption de la motion de renvoi en Commission (p. 5301, 5302) ; l'absence probable de majorité au sein de la Commission ; l'efficacité à rechercher (p. 5301) ; la suite des travaux de l'Assemblée au cas où la motion de renvoi serait repoussée ; le recours à la procédure du vote bloqué (p. 5302).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 5299 à 5301) : la gravité du débat; l'erreur de l'opinion selon laquelle l'aministie aurait été concédée parcimonieusement; les chiffres; la personnalisation de l'amnistie; la marge d'appréciation excessive prétendûment laissée à l'amnistie par décret du Président de la République: les précédents en la matière; les quinze lois d'amnistie adoptée entre 1933 et 1966 ; la grâce et l'amnistie ; la conformité aux règles de la Constitution de l'amnistie par décret ; l'article 34 de la Constitution ; l'usage de l'amnistie individuelle par le Président de la République ; la Cour de sûreté de l'Etat ; la définition du « rôle déterminant de la subversion » ; la ligne de partage à établir entre les différentes condamnations ; l'application de l'amnistie de plein droit aux deux tiers des personnes qui en étaient jusqu'à présent exclues ; les conséquences du renvoi du texte devant la Commission compétente ; l'implication du renvoi *sine die* ; les acquittements et les non-lieu immédiats que permettra la présente loi ; l'attitude du Gouvernement dans ce débat ; la liberté de vote pour chacun ; le caractère humain du problème posé.

Adoption au scrutin de la motion de renvoi (p. 5302).

Liste des votants (p. 5305 et 5306).

Suite de la discussion [14 décembre 1967] (p. 5903). Les conséquences du vote de la motion de renvoi en Commission intervenu dans la séance du mardi 28 novembre ; les difficultés auxquelles s'est heurtée la Commission des lois ; ses décisions ; le caractère inchangé du projet ; l'exclusion de l'amnistie pour des crimes de sang et actions de commandement ; les conditions de l'octroi de l'amnistie par décret ; le nombre des condamnés intéressés par le projet.

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte du projet sous réserve de l'amendement présenté par la commission des lois à l'article premier. **Amnistie.**

Art. 1er : *Amnistie de plein droit, exclusion ;* le maintien par le Gouvernement de son texte primitif au mépris de l'opinion exprimée par l'Assemblée (p. 5904) ; les inconvénients du vote bloqué ; la nécessité de laisser chacun des élus prendre publiquement ses responsabilités ; les atteintes portées au pouvoir législatif ; les incidents intervenus à la Guadeloupe (*ibid.*) ; le vote souhaitable d'une amnistie totale (p. 5904, 5905) ; l'imprécision des critères en ce qui concerne le « rôle déterminant d'organisation » ou de « commandement au sein de la subversion » (p. 5904) ; les raisons contradictoires qui ont motivé pour les différents groupes le vote de la motion de renvoi (p. 5905) ; le nombre de personnes condamnées par défaut ou par coutumace ; les termes excessifs de la dépêche qui relata les événements de l'Ile de Ré lors du dernier débat ; les conséquences éventuelles pour de nombreux membres de l'Assemblée d'une amnistie totale (*ibid.*) ; réserve d'un amendement et de l'article.

Art. 2 : *Cour de sûreté de l'Etat* (*ibid.*) ; réserve d'un amendement et de l'article (p. 5906).

Art. 3 : *Amnistie par décret du Président de la République ;* réserve d'un amendement et de l'article.

Art. 4 : *Amnistie des fautes passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles ;* réserve d'un amendement et de l'article.

Art. 5 : *Effets de l'amnistie ;* réserve d'un amendement et de l'article.

Art. 6 : *Composition et fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat ;* réserve du vote de deux amendements et de l'article (*ibid.*).

Articles additionnels : l'application de la loi dans les territoires d'outre-mer ; la situation des objecteurs de conscience et de certains résistants non encore amnistiés (*ibid.*) ; les crimes et délits politiques maquillés en crimes et délits de droit commun (p. 5907) ; réserve d'un sous-amendement et d'un amendement.

Explications de vote : vote défavorable du groupe Progrès et démocratie moderne ; les points communs entre les différents débats sur l'amnistie qui se sont instaurés depuis 1964 ; le dessaisissement du Parlement de

Amnistie.

l'une de ses prérogatives essentielles : le droit d'amnistier (*ibid.*) ; la nécessité d'une amnistie totale (p. 5907, 5908) ; le cas du général Jouhaud (p. 5908) ; l'opposition du groupe communiste à toute mesure d'extension de l'amnistie ; vote défavorable de ce groupe ; la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec ce problème ; vote favorable du groupe U.D. Ve; la mise en liberté immédiate de certains des condamnés; abstention de la majorité du groupe des Républicains indépendants (*ibid.*) ; rejet au scrutin de l'ensemble du projet de loi (p. 5909) ; liste des votants (p. 5945, 5946).

6. — Proposition de loi portant amnistie à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Quettier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 554.**

7. — Proposition de loi tendant à l'amnistie des infractions pénales commises à l'occasion des événements survenus dans l'Université, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Juquin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 782** ; rapport le 14 mai 1968 par M. Capitant, **n° 807.**

Voy. AMNISTIE, 11.

8. — Proposition de loi tendant à déclarer amnistiés les faits afférents aux manifestations d'étudiants des 3, 6 et 7 mai 1968, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Defferre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 784.**

Voy. AMNISTIE, 7 et 11.

9. — Proposition de loi portant amnistie générale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Jacques Médecin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 787.**

10. — Proposition de loi portant amnistie des infractions commises en relation avec les événements survenus dans l'Université, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1968 par M. Flornoy et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 815.**

Voy. AMNISTIE, 11.

11. — Projet de loi portant amnistie, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 822** ; rapport le 22 mai 1968 par M. Dreyfus-Schmidt, **n° 830.** Adoption le 22 mai 1968. — Projet de loi **n° 147.**

Transmis au Sénat le 22 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 183 (année 1967-1968)** ; rapport le 22 mai 1968 par M. Marcilhacy, **n° 184 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 22 mai 1968. — Projet de loi **n° 69 (année 1967-1968).**

Loi n° 68-457 du 23 mai 1968, publiée au *J. O.* du 24 mai 1968 (p. 5178).

DISCUSSION [22 mai 1968] (p. 2055). Les mesures prises à l'encontre de M. Cohn Bendit (p. 2055, 2058) ; les effets pénaux, professionnels et disciplinaires de l'amnistie (p. 2055, 2056) ; l'amnistie des forces de l'ordre (p. 2055 à 2057, 2059) ; la constitution d'une commission d'enquête sur les événements récents (p. 2056) ; la qualification pénale par les tribunaux (p. 2056) ; les 40 arrestations et inculpations motivées par les manifestations nées dans l'Université ; la démission de M. Capitant de son mandat de parlementaire ; l'opposition du Gouvernement, à la dernière Conférence des présidents, à la discussion immédiate du rapport Capitant (p. 2057, 2059) ; la réforme urgente de l'Université (p. 2058) ; les mouvements d'étudiants à l'étranger ; l'incompréhension dans le monde entre gouvernants et gouvernés ; la glorification de la violence par les divers moyens d'information et de culture (p. 2058, 2059) ; la nécessité d'une amnistie générale (p. 2058) ; les agitateurs et promoteurs du mouvement de Nanterre ; la déclaration faite à Amsterdam par Cohn Bendit ; la

révolte de rue ; les efforts faits en faveur des jeunes ; le risque d'isolement de la jeunesse (p. 2058) ; la condamnation permanente de notre société par les maîtres à penser (p. 2058) ; les spectacles démoralisants tolérés dans les théâtres publics ; la combativité des étudiants contre la répression policière ; la participation des étudiants aux mouvements ouvriers et démocratiques ; les rapports du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire ; le champ d'application de l'amnistie ; la sanction injuste prise contre un élève du centre de formation des professeurs de C.E.G. de Nice (p. 2059) ; la cogestion des étudiants (p. 2060).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 2057) ; le but de l'amnistie ; les répercussions dans la vie universitaire ; les caractères du projet ; la portée de la loi ; le choix des deux dates qui délimitent dans le temps l'exercice de l'amnistie ; les effets de celle-ci sur les plans pénal et disciplinaire ; la renonciation du Trésor à recouvrer les frais engagés ; le droit des victimes aux dommages et intérêts ; (p. 2060) : le jugement d'un flagrant délit dans les vingt-quatre heures.

Art. 1er : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article premier (*ibid.*).

Après l'Art. 1er : deux amendements tendant à insérer de nouveaux articles (amnistie pour les événements d'Algérie) ; l'amalgame peu souhaitable d'événements différents (p. 2061) ; la généralisation de l'amnistie ; le délai dans lequel le Gouvernement pourra régler ce problème (p. 2061) ; l'inscription réclamée depuis longtemps à l'ordre du jour complémentaire de la discussion sur le problème de l'amnistie (p. 2062) : la grâce amnistiante et l'amnistie de caractère législatif.

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 2061) ; l'objet limité du projet en discussion ; l'intention du Gouvernement de traiter de nouveau cette question prochainement devant l'Assemblée ; réserve des deux amendements (p. 2062).

Art. 2 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 2.

Art. 3 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 3.

Art. 4 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 4.

Art. 5 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement de suppression (p. 2063).

Art. 6 : adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Explications de vote : les raisons de la suspension de séance qui vient d'avoir lieu ; la proposition tendant à changer le titre du projet de loi ; l'insuffisance du projet (p. 2063) ; les inconvénients du vote bloqué (p. 2063, 2064) ; le droit d'amnistie, prérogative du Parlement (p. 2063) ; le lien entre les faits en discussion et les événements d'Algérie ; la nécessité de l'apaisement (*ibid.*) ; la stupeur de la majorité devant l'attitude du Gouvernement (p. 2064) ; le domaine réservé du Chef de l'Etat ; la participation nécessaire au sein du Parlement ; la désapprobation du groupe des Indépendants, qui quittent l'hémicycle ; la responsabilité partagée des étudiants ; les questions étrangères au présent débat qui y ont été mêlées.

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 2064) ; l'élargissement surprenant du débat hors de ses limites propres.

Conformément à la demande du Gouvernement et en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, l'Assemblée est appelée à se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte des seuls articles adoptés par l'Assemblée (p. 2065).

Adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*).

Voy. aussi : Ordre du jour de la séance du 7 décembre 1967 ; RAPPELS AU RÈGLEMENT, nos 20 et 21 ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, no 10 ; BUDGET 1968, 1 (Justice).

ANCIENS COMBATTANTS.

1. — Proposition de loi tendant à supprimer les délais impartis pour l'obtention des titres et droits attachés à la qualité d'anciens combattants ou victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Bourgoin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **no 108.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L 577 du Code de la sécurité sociale concernant l'affiliation aux assurances sociales des grands invalides de guerre et veuves de guerre non remariées, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Fourmond et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des

affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 184** (1).

3. — Proposition de loi relative à la conservation des sépultures de certaines victimes de la guerre 1914-1918, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 214**.

4. — Proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 relative au Conseil économique et social, modifiée par l'ordonnance n° 62-918 du 8 août 1962 et tendant à accorder aux anciens combattants et victimes de guerre une représentation au Conseil économique et social, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Cazenave (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 789**.

— Retraite anticipée. — *Voy.* PENSIONS DE RETRAITE, 5.

ANCIENS D'ALGÉRIE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants) et après art. 67 ; CARTE DU COMBATTANT, 1 et 2.

ANGLETERRE.

— Coopération scientifique avec l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

ANIMATEURS.

— Formation d' — pour la jeunesse. — *Voy.* JEUNESSE, 2.

ANIMAUX.

1. — Proposition de loi relative à la protection de la faune sauvage et à la création de comités départementaux de défense de la nature, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par MM. Fourmond, Barrot et Restout (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 413**.

2. — Proposition de loi tendant à la remise des animaux maltraités ou martyrisés aux œuvres de protection animale dès le constat de la contravention ou du délit de tout individu coupable d'abandon d'animal, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 780**.

ANTICONCEPTIONNELS. — *Voy.* NAISSANCES (Contrôle des), 1.

ANTIVOL. — *Voy.* AUTOMOBILE, 4.

ANNONCEURS PUBLICITAIRES.

— à l'O. R. T. F. — *Voy.* RADIODIFFUSION, 8 et 10.

APPAREILS AUTOMATIQUES.

— Taxe annuelle. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 5.

APPARTEMENTS NEUFS INOCCUPÉS.

— Attribution d'office. — *Voy.* LOGEMENTS, 3.

APPELLATIONS D'ORIGINE. — *Voy.* VINS, 1, 4, 5, 6.

APPRENTIS.

— Congés payés. — *Voy.* JEUNESSE, 1 et 3.

ARABES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6.

ARCHÉOLOGIE.

Proposition de loi relative à la protection des gisements fossiles, présentée à l'Assemblée

(1) Retirée le 10 octobre 1967 (p. 3469).

Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 43**.

ARCHITECTURE.

— Enseignement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles).

ARCHITECTURE ADMINISTRATIVE.

— *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

ARETTE.

— Séïsme. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 6.

ARGENTINE.

— Convention fiscale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18.

ARMATEURS.

— Régime fiscal. — *Voy.* PORTS, 2.

ARMÉE (Dispositions particulières diverses).

1. — Projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 376**; rapport le 10 novembre 1967 par M. Montalat, **n° 490**. Adoption le 15 novembre 1967. — Projet de loi **n° 69**.

Transmis au Sénat le 17 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 27 (année 1967-1968)**; rapport le 12 décembre 1967 par M. Parisot, **n° 71 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 12 décembre 1967. — Projet de loi **n° 18 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1115 du 21 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1967 (p. 12511).

DISCUSSION [15 novembre 1967] (p. 4958).

La fusion en deux corps de tous les ingénieurs maritimes de l'armement ; les raisons de la réforme ; les modifications profondes des conditions de travail de nos ingénieurs militaires ; leur possibilité d'accession aux corps de direction ; le statut militaire régi par la loi du 19 mai 1934 sur l'état des officiers ; les mesures prises en faveur des ingénieurs militaires ; la rémunération du corps des ingénieurs militaires de direction (*ibid.*) ; le niveau élevé souhaitable du recrutement des ingénieurs des travaux d'armement (p. 4959) ; le vœu de la Commission en ce sens ; l'exclusion de la réforme des officiers d'administration de l'armement (p. 4959, 4960) ; la désaffection de la jeunesse envers la carrière militaire (p. 4959) ; les agents techniques des poudres et du service des essences (p. 4960, 4961).

Dispositions générales (p. 4961).

Art. 1er et 2 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 3 : adoption (*ibid*).

Corps des ingénieurs de l'armement.

Art. 4 et 5 : adoption (*ibid.*).

Art. 6 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 4962).

Art. 7 : adoption (*ibid.*).

Art. 8 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 9 à 18 : adoption (*ibid.*).

Corps des ingénieurs des études et techniques d'armement.

Art. 19 et 20 : adoption.

Art. 21 (p. 4963) ; adoption avec modifications.

Art. 22 à 29 : adoption (*ibid.*).

Dispositions transitoires.

Art. 30 à 32 : adoption (*ibid*).

Dispositions diverses.

Art. 33 à 35 : adoption (*ibid*).

Art. 36 (*ibid.*) ; adoption (p. 4964).

Après l'Art. 36 : amendement tendant à insérer un nouvel article (création du corps militaires des ingénieurs d'études et techniques de la marine) ; la nécessité de maintenir des corps différents ; la discrimination injustifiée entre des hommes pourvus des mêmes diplômes (*ibid.*) ; l'examen, dans l'esprit de la parité, des différents corps d'ingénieurs ; retrait de l'amendement ; amendement tendant à modifier le titre du projet

Armée.

de loi ; la situation des officiers d'administration de l'armement (p. 4965, 4966) ; le lien de droit qui existe entre les différents corps d'officiers d'administration ; la date du dépôt du projet de loi intéressant tous les corps de ces officiers (p. 4966) ; les nuances à maintenir entre les différents corps d'officiers d'armement ; l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Projet de loi relatif à la succession du maréchal de France Juin, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 octobre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 463** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 512**. Adoption le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 90**.

Transmis au Sénat le 12 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 72 (année 1967-1968)** ; rapport le 13 décembre 1967 par M. Pellenc, **n° 78 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 41 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1180 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12863).

DISCUSSION [7 décembre 1967] (p. 5644).

L'exemption des droits de mutation par décès de la succession du maréchal Juin ; les précédents (p. 5644).

Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*).

3. — Projet de loi de finances rectificative pour 1967, article 31 : Validation de certaines décisions portant bordereaux de salaires des ouvriers des armées et des techniciens à statut ouvrier de la marine (retiré du projet en application de l'art. 119 du Règlement).

Voy. BUDGET 1967, 2.

Renvoyé à la Commission de la défense et des forces armées, **n° 488** ; rapport le 23 novembre 1967 par M. Hébert, **n° 522** ; retiré de l'ordre du jour le 23 novembre 1967 (p. 5223) ; rapport supplémentaire le 14 mai 1968 par M. Lombard, **n° 801**.

DISCUSSION [23 novembre 1967] (p. 5221).

Les contestations dont fait l'objet le décret du 22 mai 1951 (p. 5222) ; le conflit qui oppose les syndicats à l'administration ; la nécessité d'attendre la décision du Conseil d'Etat ; le caractère réglementaire et non législatif des décisions dont le Gouvernement demande la validation ; les deux décrets du 31 janvier 1967 ; la validation regrettable d'actes réglementaires dont la légalité est contestée devant les tribunaux.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5222, 5223) ; les dispositions de l'article 119 du Règlement de l'Assemblée ; le retrait des « cavaliers budgétaires » (p. 4522) ; les réserves émises par le Gouvernement sur une telle procédure à propos de laquelle il n'a pas même été consulté ; l'impossibilité d'engager valablement le débat dans les circonstances présentes.

Retrait de l'ordre du jour de l'article 31 (p. 5223).

4. — Proposition de loi relative à certaines mesures concernant les personnels militaires dégagés des cadres, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Montagne (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 498**.

5. — Proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'engagement dans les armées, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Le Theule (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 501** ; retirée de l'ordre du jour le 17 avril 1968 (p. 1063).

6. — Projet de loi relatif aux troupes de marine et à l'administration de l'armée dans les départements et territoires d'outre-mer, présenté au Sénat le 17 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 8 (année 1967-1968)** ; rapport le 28 novembre 1967 par M. Raymond Boin, **n° 44 (année 1967-1968)**. Adoption le 30 novembre 1967. — Projet de loi **n° 6 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 1er décembre 1967 (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 538** ; rapport le 12 décembre 1967 par M. Girard, **n° 571**. Adoption définitive le 12 décembre 1967. — Projet de loi **n° 94**.

Loi n° 67-1102 du 20 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 21 décembre 1967 (p. 12419).

7. — Projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, présenté à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 601**; rapport le 9 mai 1968 par M. Allainmat, **n° 775**. Adoption le 14 mai 1968. — Projet de loi **n° 136**.

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 174 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [14 mai 1968] (p. 1791).

La structure nouvelle proposée par le présent projet ; l'application au service de santé de la doctrine de défense définie par le Gouvernement ; la fusion en un seul des quatre corps existants ; les médecins hors cadres et dans les cadres ; les deux modifications fondamentales apportées au projet par la Commission ; la structure homogène conférée au corps des médecins (*ibid.*).

TITRE 1er : *Des médecins des armées.*

Art. 1er : *Fonctionnement du service de santé* (p. 1792) ; le cas des pharmaciens chimistes des armées ; l'affectation des jeunes médecins dans l'arme de leur choix (*ibid.*) ; le corps d'officiers d'administration (p. 1793); adoption avec modification.

Art. 2 : *Application de la loi du 19 mai 1834 ;* adoption.

Art. 3 : *Hiérarchie ;* adoption.

Art. 4, 5, 6 et 7 : réserve (*ibid.*).

Art. 8 : *Médecins en chef de deuxième classe ;* les trois catégories de médecins créées par le présent projet : les médecins titrés, les médecins sélectionnés et les médecins non qualifiés ; adoption avec modification d'un amendement dont le texte devient l'article 8 (*ibid.*).

Art. 7 (suite) (p. 1794) : *Avancement ;* adoption d'un amendement avec modification, dont le texte devient l'article 7 (*ibid.*).

Art. 4 (suite) : *Correspondance entre la hiérarchie des médecins des armées et la hiérarchie générale militaire ;* adoption avec modification.

Armée.

Art. 5 (suite) : *Répartition des effectifs ;* les médecins dans les cadres ou hors cadres ; la modification de la pyramide des grades ; l'opposabilité de l'article 40 de la Constitution aux propositions de la Commission (p. 1794, 1795) ; adoption de l'article avec modification (p. 1795).

Art. 6 (suite) : *Recrutement des médecins des armées au grade de médecin de deuxième classe ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 9 : *Médecins généraux ;* adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 10 : *Limites d'âge ;* adoption (p. 1796).

TITRE II : *Des pharmaciens-chimistes des armées.*

Art. 11 : *Application de la loi du 19 mai 1834 ;* adoption.

Art. 12 à 16 : réserve.

Art. 17 : *Pharmaciens-chimistes en chef de deuxième classe ;* adoption avec modification.

Art. 16 (suite) : *Avancement;* adoption avec modification d'un amendement dont le texte devient l'article 16.

Art. 12 (suite) : *Hiérarchie des pharmaciens-chimistes des armées ;* adoption (p. 1797).

Art. 13 (suite) : *Correspondance avec la hiérarchie générale militaire ;* adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 14 (suite) : *Répartition des effectifs;* adoption avec modification de l'article.

Art. 15 (suite) : *Recrutement des pharmaciens-chimistes des armées au grade de pharmacien-chimiste de deuxième classe ;* adoption avec modification.

Art. 18 : *Pharmaciens-chimistes généraux;* adoption (*ibid.*).

Art. 19 (p. 1798) : *Limites d'âge ;* adoption (*ibid.*).

TITRE III : *Des personnels militaires féminins du service de santé des armées.*

Art. 20 : *Catégories concernées ;* adoption.

Art. 21 : *Recrutement ;* adoption.

Art. 22 : *Hiérarchie ;* adoption.

Art. 23 : *Avancement ;* adoption.

Art. 24 : *Hiérarchie des spécialistes militaires féminines ;* adoption.

Art. 25 : *Hiérarchie des personnels d'exploitation* (*ibid.*).

Art. 26 : *Limite d'âge ;* adoption.

Armée.

Art. 27 : *Application des lois et règlements relatifs aux officiers ou aux personnels non officiers ;* adoption avec modification.

TITRE IV : *Des officiers techniciens du service de santé des armées.*

Art. 28 : *Création ;* adoption.

TITRE V : *Des sous-officiers du service de santé des armées.*

Art. 29 : *Création ;* adoption (*ibid.*).

TITRE VI : *Dispositions diverses.*

Art. 30 : *Date d'entrée en vigueur ;* adoption avec modification (p. 1799).

Art. 31 : *Dispositions transitoires ;* adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 32 : *Décret d'application ;* adoption avec modification (*ibid*).

Art. 33 : *Abrogation des dispositions contraires ;* adoption.

Les bouleversements apportés en séance publique au projet déposé par le Gouvernement ; la collaboration étroite entre la Commission, son rapporteur, les services du Ministère, le Ministre lui-même et les intéressés ; le dépôt attendu du projet de loi portant statut des officiers.

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (*ibid.*) ; le dépôt dudit projet avant la fin de la présente session ; la situation des vétérinaires.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

8. — Proposition de loi tendant à permettre aux officiers de réserve ayant rendu des services notoires en temps de guerre ou de paix par une activité militaire ou paramilitaire de postuler au grade supérieur dans l'honorariat, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Montagne (renvoyée à la Commission de la défense nationale), **n° 683.**

9. — Proposition de loi définissant le régime de l'engagement dans les armées, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Le Theule (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 697** ; rapport le 8 mai 1968 par M. d'Aillières, **n° 772** ; rapport supplémentaire le 14 mai 1968 par M. d'Aillières, **n° 802.** Adoption le 14 mai 1968. — Proposition de loi **n° 135.**

Transmise au Sénat le 16 mai 1968 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 169 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [14 mai 1968] (p. 1786).

Les formes et la durée du service national ; les quatre formes de service instituées par la loi du 9 juillet 1965 (p. 1786) ; le lien exprès admis par le Ministre des Armées entre la durée du service et le nombre des engagements dans les trois armes (p. 1786); l'amélioration de la situation des engagements (p. 1787) ; l'amélioration de la formation professionnelle dispensée par les armées; la revalorisation de la condition militaire ; l'abaissement à 17 ans de l'âge prévu pour l'engagement ; les heureux effets qu'aurait une semblable disposition (p. 1787) ; les problèmes d'emploi pour les jeunes (p. 1787, 1788, 1789) ; les propositions de M. Le Theule; l'engagement par devancement d'appel ; la proposition de loi déposée par M. Montagne (*ibid.*) ; les deux problèmes posés par l'organisation d'un bon recrutement militaire (p. 1788) ; l'encadrement militaire ; la portée limitée du présent texte (*ibid.*) ; les arguments avancés en faveur de ce texte (p. 1789) ; leur réfutation ; l'hostilité du groupe communiste au caractère professionnel de l'armée et à l'armée de métier (*ibid.*).

Art. 1er : *Conditions de l'engagement ;* adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Durée des engagements ;* adoption (*ibid.*).

Art. 3 : *Souscription de l'engagement au titre d'une armée ;* adoption.

Art. 4 : *Durée des obligations d'engagement ;* l'intention du Gouvernement de réduire à douze mois la durée du service militaire (p. 1790) ; adoption de l'article.

Art. 5 : *Engagement spécial de devancement d'appel ;* la nécessité d'étaler les incorporations ; adoption de l'article avec modification (p. 1791).

Art. 6 : *Admission au bénéfice du devancement d'appel ;* adoption (*ibid.*).

Art. 7 : *Abrogation des dispositions contraires ;* adoption avec modification (*ibid.*).

TITRE : adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1791).

10. — Proposition de loi tendant à permettre l'avancement en grade des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite des lois de dégagement des cadres et rayés des

contrôles pendant la période de 1939 à 1949, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Allainmat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 720.**

Voy. aussi : SERVICE NATIONAL; ENGAGÉS.

ARMÉE (Rapports).

1. — Rapport de M. le Premier Ministre sur le programme d'équipement militaire [2 octobre 1967] (p. 3364).

2. — Rapport sur les diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs d'officiers par départ volontaire et l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale [10 octobre 1967] (p. 3470).

ARMÉE DE MÉTIER

.— *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses), 9 ; SERVICE NATIONAL, 2.

ARMEMENT.

— Industries — *Voy.* NATIONALISATIONS, 3.

ARMEMENT NAVAL.

Voy. TRANSPORTS MARITIMES, 3.

— Aide à l'. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — III. Marine marchande).

ARTS APPLIQUÉS.

— Ordres professionnels. — *Voy.* ARTISANS, 1.

ARTISANS.

1. — Proposition de loi tendant à instituer un ordre professionnel des arts appliqués, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Krieg et Edouard Charret (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 61.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Peyret (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 79.**

3. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. de Poulpiquet (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 663.**

— Fiscalité. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 7 (Industrie), texte de la Commission mixte paritaire, 2e lecture.

— Taxes sur le chiffre d'affaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

ARTISTES.

— du spectacle. — *Voy.* SPECTACLES, 1 et 3.

— musiciens. — *Voy.* MUSIQUE.

ASCENDANTS.

— Pension — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE.

— Retraite des anciens membres. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 11 et après art. 31.

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE.

Sont nommés :

Représentants titulaires : MM. Bourgoin, Nessler, Radius, de Montesquiou, Beauguitte, Flornoy, de Préaumont, de Grailly, Péronnet, Pic, Privat, Abelin [24 mai 1967] (p. 1274).

Suppléants : MM. Bizet, Paul Rivière, Vitter, Grussenmeyer, Bosson, Weber, Hauret, Sagette, Fossé, Escande, Schloesing, Leccia [25 mai 1967] (p. 1319).

Donnent leur démission :

Titulaires : MM. Péronnet, Pic, Charles Privat.

Suppléants : MM. Escande, Leccia, Schloesing [31 mai 1967] (p. 1454).

Sont nommés :

Représentants titulaires : MM. Péronnet, Pic, Privat [24 octobre 1967] (p. 4068).

Représentants suppléants : MM. Escande, Leccia, Schloesing [25 octobre 1967] (p. 4141).

ASSEMBLÉE NATIONALE.

I. — Réunion constitutive [3 et 4 avril 1967].

Ouverture de la troisième législature de l'Assemblée Nationale et de la seconde session ordinaire de 1966-1967 [3 avril 1967] (p. 545).

Constitution du bureau d'âge [3 avril 1967] (p. 545).

Communication de la liste des 486 députés élus dans les départements de la métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer [3 avril 1967] (p. 546 et 550 à 554).

Communications faites à l'Assemblée Nationale par le Conseil constitut onnel : contestations dirigées contre les élections [3 avril 1967] (p. 546 et 555).

Allocution de M. le Président d'âge [3 avril 1967] (p. 546).

Election du Président de l'Assemblée Nationale [3 avril 1967] (p. 548 et 549).

Nomination des Vice-Présidents, des Questeurs et des Secrétaires [4 avril 1967] (p. 562 et 563).

II. — Bureau d'age.

Année 1967 :

Président d'âge : M. Hippolyte Ducos [3 avril 1967] (p. 545).

Secrétaires d'âge : MM. Alain Terrenoire, Jean-Louis Massoubre, Paul Dijoud, Jacques Barrot, Jacques Maugein, Didier Julia (p. 546).

Allocution de M. Hippolyte Ducos (p. 546) (1).

Année 1968 :

Secrétaires d'âge : MM. Alain Terrenoire, Paul Dijoud, Jacques Barrot, Jacques Maugein, Didier Julia, Jacques Trorial [2 avril 1968] (p. 965).

(1) *Voy.* l'analyse à « Allocutions ».

III. — Bureau.

Année 1967 :

Scrutin pour la nomination du Président de l'Assemblée Nationale [3 avril 1967] (p. 548). Est élu : M. Jacques Chaban-Delmas.

Scrutin pour la nomination de 6 vice-présidents. Sont élus au premier tour de scrutin : MM. Peretti, Anthonioz, Mme Thome-Patenôtre, MM. Chandernagor, Max Lejeune [3 avril 1967] (p. 562). Est élue au deuxième tour de scrutin : Mme Vaillant-Couturier [4 avril 1967] (p. 563).

Scrutin pour la nomination de 3 questeurs. Sont élus : MM. Bricout, Neuwirth, Michel Jacquet [4 avril 1967] (p. 563).

Scrutin pour la nomination de 12 secrétaires. Sont élus : MM. Balmigère, Cermolacce, Roland Dumas, Fillioud, Camille Petit, Mme Ploux, MM. Ponseillé, Quentier, Renouard, Sablé, Mme Vergnaud, M. Ziller [4 avril 1967] (p. 563).

Installation du Bureau définitif [4 avril 1967] (p. 563).

Année 1968 :

Scrutin pour la nomination de 6 vice-présidents. Sont élus au premier tour de scrutin : MM. Montalat, Massot, Roland Dumas, Lamps, Peretti, Anthonioz.

Scrutin pour la nomination de 3 questeurs. Sont élus : MM. Bricout, Michel Jacquet, Neuwirth.

Scrutin pour la nomination de 12 secrétaires. Sont élus : MM. Berthouin, Bozzi, Cermolacce, Darchicourt, Hinsberger, Marceau Laurent, Le Douarec, Mme Prin, MM. Renouard, Rivierez, Sablé, Vizet [2 avril 1968] (p. 968).

Composition du Bureau [2 avril 1968] (p. 970).

IV. — Sessions.

1966-1967 : Seconde session ordinaire.

Ouverture [3 avril 1967] (p. 545).

Clôture [1er juillet 1967] (p. 2595).

Entendus : le Président, M. Roger Frey, *Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement.*

1967-1968 : Première session ordinaire.

Ouverture [2 octobre 1967] (p. 3361).

Clôture [20 décembre 1967] (p. 6090).

Entendus : le Président, M. Roger Frey,

Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement.

Seconde session ordinaire.

Ouverture [2 avril 1968] (p. 965).

V. — DISSOLUTION.

Dissolution de l'Assemblée Nationale par décret du Président de la République à la suite des événements de mai 1968 [30 mai 1968] (p. 2141), *J. O.* du 31 mai 1968 (p. 5307).

ASSISTANTES SOCIALES.

1. — Proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistantes sociales de « l'Œuvre du service social à l'hôpital » avant leur intégration dans l'administration générale de l'assistance publique à Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. de La Malène (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 83**.

2. — Proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 300**.

3. — Proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants et assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Chazalon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 399**.

ASSISTANCE TECHNIQUE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères. — Coopération. — Education nationale).

ASSOCIATIONS FONCIÈRES URBAINES. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 22 (p. 2240 à 2242).

ASSOCIATIONS DE PÊCHE.

— Partie civile. — *Voy.* PÊCHE, 1.

ASSURANCES.

1. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 49**.

2. — Proposition de loi tendant à rendre obligatoires les assurances incendie pour tous les logements, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Rabourdin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 208**.

3. — Proposition de loi prohibant le démarchage des compagnies d'assurances auprès des victimes d'accidents, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Verkindère (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 500**.

4. — Proposition de loi tendant à garantir le droit des assurés dans le choix de leur défenseur, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Delpech et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 721**.

5. — Proposition de loi relative à l'assurance-logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Duhamel et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 763**.

ASSURANCES DOTALES.

Proposition de loi tendant à la revalorisation des assurances dotales, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Boscher (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 63**.

ASSURANCE MALADIE.

— des exploitants agricoles. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES, 1 D. O. M., 2.

ASSURANCE MATERNITÉ. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Réglementation générale), 1 et 2.

ASSURANCES SOCIALES (Régime général).

1. — Proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par Mme Prin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 390**.

2. — Proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'assurance maternité aux femmes salariées, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par Mme Colette Privat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 405** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Virgile Barel, **n° 632**.

3. — Proposition de loi tendant à l'affiliation obligatoire et gratuite des titulaires de la carte d'invalidité non assurés sociaux à un régime d'assurances sociales obligatoires, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Tourné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 713**.

4. — Proposition de loi tendant à préciser la couverture du risque maladie en faveur des enfants infirmes, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1868 par M. Pleven et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 758**.

5. — Proposition de loi précisant les conditions de fixation du ticket modérateur applicable aux prestations de l'assurance maladie, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Jean Moulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 759**.

6. — Proposition de loi relative à la couverture du risque maladie pour les enfants poursuivant leurs études au-delà de 20 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Durafour et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 764**.

7. — Proposition de loi relative à l'application du ticket modérateur d'ordre public institué par l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 aux frais d'hospitalisation, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Jean Moulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 766**.

8. — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 portant généralisation des assurances sociales volontaires pour la couverture du risque maladie et des charges de la maternité, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 778**.

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES.

1. — Projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles,

familiales et sociales), **n° 93** ; rapport le 20 avril 1967 par M. Peyret, **n° 132**. Adoption le 27 avril 1967. — Projet de loi **n° 9**.

Transmis au Sénat le 9 mai 1967 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 234 (année 1966-1967)** ; rapport le 23 mai 1967 par M. Romaine, **n° 253 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications le 6 juin 1967. — Projet de loi **n° 118 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 275** ; rapport le 14 juin 1967 par M. Peyret, **n° 316**. Adoption définitive en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 57**.

Loi n° 67-546 du 7 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 9 juillet 1967 (p. 6869).

DISCUSSION [27 avril 1967] (p. 858).

La loi du 25 janvier 1961 relative à l'assurance maladie des exploitants agricoles (« Amexa ») ; la diminution sérieuse des contrats d'assurance maladie (p. 859) ; les deux amendements apportés par la Commission ; la situation des anciens exploitants agricoles au regard de l'Amexa ; le lien établi entre le rachat des cotisations, c'est-à-dire le droit à la retraite, et la prise en charge par l'Amexa ; l'importance du principe d'unité de gestion des divers régimes de prestations sociales agricoles (p. 860) ; l'opportunité de confier la gestion de l'assurance maladie des exploitants à la seule mutualité agricole ; l'inscription dans la loi du principe du libre choix de l'assureur (*ibid.*).

Art. 1er (p. 861) ; adoption avec modification.

Art. 2 : adoption d'un amendement de suppression.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*)

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [1er juillet 1967] (p. 2555).

La nouvelle modification apportée par le Sénat à l'article unique du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (*ibid.*).

Article unique : adoption (p. 2555) ;

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-1 du Code rural relatif aux assurances sociales des non-salariés agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Ansquer (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 146**.

3. — Proposition de loi relative au financement de l'assurance « maladie, invalidité et maternité » des exploitants agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Rigout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 392**.

4. — Proposition de loi tendant à compléter les articles 1106-6 et 1106-8 du Code rural relatifs au calcul des cotisations en matière d'assurances des exploitants agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Lucien Richard et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 412**.

ASSURANCE VIEILLESSE.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 343 du Code de la sécurité sociale pour permettre le calcul de la pension sur les meilleures années de l'activité salariée, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Hébert et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 120**.

2. — Proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la sécurité sociale liquidées entre 60 et 65 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Berger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 165** ; rapport le 15 mai 1968 par M. Peyret, **n° 808**.

3. — Proposition de loi relative au calcul des pensions vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Berger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 166**.

4. — Proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (ren-

voyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 186.**

5. — Proposition de loi tendant à modifier les articles L 331, L 332, L 343, L 345, L 351, L 359, L 624 du Code de la sécurité sociale en vue : 1° de ramener l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et pour les assurés sociaux ayant exercé une activité particulièrement pénible ; 2° de fixer le taux de pension à 50 % du salaire moyen des dix meilleures années, toutes primes comprises ; 3° de fixer le minimum de la pension de vieillesse et de toute allocation à 80 % du salaire minimum garanti ; 4° de majores de 1 % la pension pour chaque trimestre d'assurance accomplie au-delà de la trentième année ; 5° de relever le taux de la pension de réversion à 75 % de l'avantage principal ; 6° de prévoir le paiement des pensions chaque mois, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 197.**

6. — Proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes salariées d'une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite de l'assurance vieillesse, à raison d'un an par enfant légitime, naturel, reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par Mme Vergnaud et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 346.**

7. — Proposition de loi tendant dans l'immédiat à fixer à 60 ans l'âge auquel les femmes travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par Mme Prin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 667.**

8. — Proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de 60 ans, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Cousté et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 699.**

9. — Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 % dès l'âge de 60 ans aux femmes assurées ayant exercé pendant dix ans au moins une activité reconnue pénible, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par MM. Rey et Mondon (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 744.**

10. — Proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 333 du Code de la sécurité sociale relatifs aux conditions d'attribution de la pension de vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Chazalon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 767.**

Voy. aussi : PERSONNES AGÉES ; VIEILLESSE.

ASSURÉS.

— Liberté de choix du défenseur. — *Voy.* ASSURANCES, 4.

ATTACHÉS D'ADMINISTRATION CENTRALE.

— Sélection. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

AUTOROUTE POUILLY—CHALON. —

Voy. BUDGET 1968, 2, après art. 4.

AUTOMOBILES.

1. — Proposition de loi tendant à l'organisation de l'Ordre des experts techniques en automobiles, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 40** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Hinsberger, **n° 377.**

2. — Proposition de loi tendant à l'organisation de la profession et à la création d'un statut d'expert en automobile et matériel industriel, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par MM. Bignon et Hoguet

(renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 122** (1).

3. — Proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par MM. Bignon et Hoguet (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 171.**

Voy. n° 40 (AUTOMOBILES, 1, *ci-dessus*).

4. — Proposition de loi relative à l'obligation de munir les véhicules de tourisme d'un dispositif antivol, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Cousté et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 199.**

5. — Proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste motoriste, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Berger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 245.**

6. — Proposition de loi tendant à compléter l'article L 25 du Code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Sabatier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 359.**

7. — Proposition de loi tendant à sanctionner l'abandon des voitures automobiles sur la voie publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 471.**

8. — Proposition de loi tendant à instituer le contrôle des véhicules accidentés, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 par M. Hinsberger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 633.**

9. — Proposition de loi tendant à instituer le contrôle obligatoire périodique des véhicules, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 par M. Hinsberger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 634.**

(1) Retirée le 20 avril 1967.

AUVERGNE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

AUXILIAIRES DES P. ET T. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 16.

AUXILIAIRES MÉDICAUX.

1. — Proposition de loi tendant à introduire, dans le Livre IV du Code de la santé publique « Professions médicales et auxiliaires médicaux », un titre V nouveau concernant la profession de manipulateur d'électro-radiologie, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Mainguy (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 76.**

2. — Proposition de loi concernant l'institution d'un Ordre des kinésithérapeutes, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par MM. Fourmond et Barberot (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 229.**

AVANCES REMBOURSABLES.

— pour certains matériels d'armement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

AVEUGLES DE GUERRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

AVIATION CIVILE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (II. Transports).

AVIATION LÉGÈRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (II. Transports), art. 36 et 37 (deuxième délibération).

AVICULTURE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11 ; BUDGET 1967, 2, après l'art. 4 (Patente).

AVIGNON.

— Monuments. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

AVOCATS ET AVOUÉS.

— Fusion. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 7 ; BUDGET 1968, 1 (Justice).

AVORTEMENT. — *Voy.* NAISSANCES (Contrôle, 1.

AVORTEMENT LÉGAL. — *Voy.* NATALITÉ, 1.

B

BACCALAURÉAT. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

BAIL A LONG PRÉAVIS. — *Voy.* BAUX RURAUX, 8.

BANGS SUPERSONIQUES. — *Voy.* AÉRONAUTIQUE, 1.

BANON.

— Base de missiles dans le canton de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 13.

BANQUES.

— Nationalisations. — *Voy.* NATIONALISATIONS, 1.

BANQUE DU SANG. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 3.

BANQUEROUTE. — *Voy.* FAILLITE, 1.

BASES AMÉRICAINES.

— Evacuation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

BASSE-SEINE.

— Financement de l'établissement public d'aménagement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 26.

BATEAUX DE SPORT OU DE PLAISANCE.

— T. V. A. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, après art. 6.

BATIMENTS PUBLICS.

1. — Proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 % des crédits de construction ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes, ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administrative et financière, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 35.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 48.**

BAUX COMMERCIAUX.

1. — Proposition de loi tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Charret, Neuwirth et Tomasini (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 38.**

2. — Proposition de loi tendant à édicter, dans le cadre du régime du contrat de louage défini par le Code civil, certaines règles particulières aux baux à loyer des locaux à usage professionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Bernard Lafay (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 676.**

BAUX DE LOCAUX D'HABITATIONS.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-239 du 4 février 1959 sur la notification des sous-locations (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 6.**

2. — Proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 54.**

3. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 55** ; rapport le 24 avril 1968 par M. Trorial, **n° 723.** Adoption le 25 avril 1968. — Proposition de loi **n° 126.**

Transmise au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 131 (année 1967-1968)** ; rapport le 30 mai 1968 par M. Pierre Garet, **n° 191 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [25 avril 1968] (p. 1348).

La reprise par le propriétaire d'un certain nombre de chambres, dites « chambres de bonnes » ou de pièces inhabitées ; les dispositions légales ou réglementaires existant dans ce domaine ; le droit de reprise du propriétaire (p. 1348) ; la nécessité d'une remise à jour du texte actuel de la loi de 1954 (p. 1349) ; l'assouplissement des conditions d'application de la loi ; l'adoption par la Commission des modifications proposées ; la transformation des locaux nus en locaux meublés ; le souci de la Commission d'éviter la spéculation (*ibid.*) ; la fixation arbitraire des loyers par les propriétaires (p. 1350) ; la hausse actuelle des loyers (p. 1350, 1351) ; la réquisition, seule solution efficace (p. 1350) ; la construction indispensable de logements neufs ; le but du présent texte : permettre l'application d'une loi existant depuis quatorze ans et encore non appliquée (*ibid.*).

Art. 1er, 2 et 3 (p. 1351) ; adoption.

Art. 4 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 1352).

TITRE : adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi ; abstention des groupes communiste et de la Fédération de la gauche.

4. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 de telle sorte que le droit au maintien dans les lieux soit accordé aux occupants de locaux d'habitation fournis par des entreprises industrielles au titre d'accessoire du contrat de travail lorsque ces entreprises cessent leur activité, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Hoffer (renvoyée à la Commission des lois constitu-

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, Loyers, 1.

tionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 70.**

5. — Projet de loi relatif à l'amélioration de l'habitat, présenté au Sénat le 21 décembre 1966 par M. Edgard Pisani, Ministre de l'Equipement (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 198 (année 1966-1967)** ; rapport le 21 décembre 1966 par M. Guillard, **n° 213 (année 1966-1967).** Adoption le 18 avril 1967. — Projet de loi **n° 100 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 126** ; rapport le 27 avril 1967 par M. Delachenal, **n° 145.** Adoption le 9 mai 1967. — Projet de loi **n° 12.**

Transmis au Sénat le 11 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel du règlement et d'administration générale), **n° 244 (année 1966-1967)** ; rapport le 25 mai 1967 par M. Guillard, **n° 265 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications le 6 juin 1967. — Projet de loi **n° 117 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 274** ; rapport le 15 juin 1967 par M. Delachenal, **n° 326.** Adoption en deuxième lecture le 23 juin 1967. — Projet de loi **n° 39.**

Transmis au Sénat le 27 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 327 (année 1966-1967)** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Guillard, **n° 332 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications en troisième lecture le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 149 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 385** ; rapport le 30 juin 1967 par M. Delachenal, **n° 410.** Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 48.**

Loi n° 67-561 du 12 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 13 juillet 1967 (p. 7019).

DISCUSSION [9 mai 1967] (p. 937).

Baux de locaux d'habitations.

La crise du logement ; l'action nécessaire en faveur de la construction neuve et de l'amélioration de l'habitat (p. 937) ; les objectifs du Ve Plan (p. 938) ; « le confort minimum garanti » ; les mesures étudiées par la « table ronde », sur le plan fiscal et sur le plan juridique ; le système privilégié de financement à prévoir ; la simplification indispensable des formalités et l'organisation de l'assistance technico-administrative ; la « montagne de textes » régissant la construction (*ibid.*) ; la vétusté de notre patrimoine foncier (*ibid.*) ; le caractère restrictif du texte actuel du point de vue financier (p. 939, 940) ; la question de savoir si la modernisation intéressera les habitations principales ou les résidences secondaires (p. 939) ; les charges nouvelles infligées aux collectivités locales ; la saturation des réseaux électriques ; l'insuffisance des conduites d'eau et des égoûts ; les abus que risque d'engendrer le présent projet au détriment notamment des locataires âgés dotés de faibles revenus ; les logements de fonction ; l'insuffisance des dispositions proposées ; l'augmentation du nombre des logements insalubres et l'aggravation du surpeuplement ; la réforme nécessaire de l'allocation de logement (p. 939) ; le fonds national pour l'amélioration de l'habitat ; les subventions aux petits propriétaires et les prêts sans intérêt ou à faible intérêt qu'il devrait permettre d'accorder.

Intervention de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 940) ; la situation du patrimoine immobilier ancien du pays ; la « table ronde » de M. Nungesser, Secrétaire d'Etat au Logement, au mois de mars 1966 ; les trois domaines principaux d'action : fiscal, financier et juridique ; les études entreprises pour établir les normes minimales d'habitabilité ; la campagne d'information lancée par le Comité national d'action pour la modernisation de l'habitat ; l'assistance technico-administrative.

Art. 1er (p. 940) ; adoption (p. 941).

Art. 2 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 2 (*ibid.*).

Art. 3 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 4 : adoption avec modification (p. 942).

Art 4 *bis* : adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 4 *ter* : adoption d'un amendement de suppression.

Art. 5 : adoption d'un amendement de suppression (p. 943).

Art. 6 : adoption d'un amendement ; réserve du vote sur l'article jusqu'au vote sur l'article 8.

Art. 7 : réserve jusqu'au vote sur l'article 8.

Art. 8 : la fixation par décret d'application des règles de compétence et de procédure ; l'anachronisme des règles de notre procédure civile ; le caractère réglementaire de la procédure civile en vertu de l'article 34 de la Constitution (p. 945) ; l'application de la loi dans les départements d'outre-mer ; l'article 73 de la Constitution ; les modalités d'application en métropole et les modalités d'adaptation dans les départements d'outre-mer (p. 946) ; la réforme des conditions d'attribution de l'allocation-logement ; adoption avec modification de l'article (*ibid.*).

Art. 6 (suite) : reprise de la discussion (p. 946) ; adoption de l'article avec modification (p. 947).

Art. 7 (suite) : reprise de la discussion (p. 947) ; l'application de la loi dans les départements d'outre-mer ; la nécessité pour le Gouvernement de définir le régime législatif de ces départements ; adoption de l'article.

Explications du vote : le cas où le locataire s'opposerait à des travaux imposés par le propriétaire ; l'insuffisance de ressources constituant un motif sérieux et légitime.

Vote favorable du groupe socialiste (p. 948).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [23 juin 1967] (p. 2136).

La réforme de l'allocation de loyer pour les personnes âgées ; la crise du logement ; les constructions sociales ; l'insuffisance des moyens financiers ; le fonds national pour l'amélioration de l'habitat (p. 2136).

Art. 2 et 3 (p. 2137) ; adoption.

Art. 4 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2138).

Art. 5 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 6 (p. 2139) ; adoption avec modification.

Art. 8 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE [1er juillet 1967] (p. 2536).

Le seul point restant en discussion : le dernier alinéa de l'article 4 ; la possibilité pour le locataire d'effectuer des travaux sans l'accord du propriétaire (p. 2536).

Art. 4 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

6. — Proposition de loi tendant à voir réputées non écrites les clauses des conventions interdisant la présence d'animaux domestiques dans les lieux à usage d'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. de Grailly (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 680** ; rapport le 7 mai 1968 par M. de Grailly, **n° 768.**

BAUX RURAUX.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au renouvellement de baux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Ansquer (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 60.**

2. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1962 par MM. Hoguet, Charié et Meunier (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 89.**

3. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au refus de renouvellement de bail à ferme, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par MM. Triboulet, Buot et Bisson (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 159.**

4. — Proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les

améliorations pouvant être apportées par les preneurs (1).

Transmise au Sénat. Adoption avec modifications le 16 mai 1967. — Proposition de loi **n° 110 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 181** ; rapport le 1er juin 1967 par M. Loustau, **n° 223** ; avis le 13 juin 1967 par M. Hoguet au nom de la Commission des lois, **n° 310.** Adoption en deuxième lecture le 13 juin 1967. — Proposition de loi **n° 29.**

Transmise au Sénat le 15 juin 1967 en deuxième lecture (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 302 (année 1966-1967)** ; rapport le 20 juin 1967 par M. Baudouin de Hauteclocque, **n° 311 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications en deuxième lecture le 20 juin 1967. — Proposition de loi **n° 136 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 333.**

Transmise au Sénat ; rapport le 27 juin 1967 par M. Baudouin de Hauteclocque au nom de la Commission mixte paritaire. **n° 329 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 157 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale ; rapport le 27 juin 1967 par M. Loustau au nom de la Commission mixte paritaire. **n° 371.** Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 56.**

Loi n° 67-560 du 1er juillet 1967, publiée au *J. O.* du 13 juillet 1967 (p. 7017).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [13 juin 1967] (p. 1768).

La modernisation nécessaire de l'habitat rural ; les nouvelles ressources financières à trouver ; les inconvénients respectifs du métayage et du fermage au regard des investissements ; l'importance d'accorder au preneur sortant une indemnisation correspondant à une amélioration apportée au bien loué ; la suppression de la condition de l'autorisation préalable des travaux par le propriétaire ; l'évaluation de ces améliorations ; l'assentiment assez général des milieux professionnels intéressés à l'égard du présent texte (*ibid.*) ; les amendements introduits par la Commission de la production (p. 1769) ; la « révolution silencieuse » qui s'est accomplie dans les campagnes et la nouvelle conception finaliste de la propriété foncière ; les six dispositions principales du présent projet de loi (*ibid.*) ; le taux trop élevé de 6 % concernant la réduction de l'indemnité du preneur sortant (p. 1770) ; la réforme du statut du fermage et du métayage proposée par le groupe communiste (*ibid.*).

Art. 1er : adoption avec modifications (p. 1771).

Art. 3 : adoption avec modifications (p. 1774).

Art. 3 *bis* (p. 1774) ;adoption avec modifications (p. 1776).

Art. 4 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1778).

Art. 4 *bis*, 4 *ter*, 5 : supprimés par le Sénat (*ibid.*).

Art. 6 : adoption avec modifications (p. 1780).

Art. 6 *bis* : adoption (*ibid.*).

Art. 6 *ter* : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 7 à 9 : adoption.

Explications de vote : l'opportunité d'instaurer lors de la prochaine session un débat sur le fermage.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1781).

DISCUSSION DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [1er juillet 1967] (p. 2554).

Le texte commun adopté sur les trois dispositions restant en discussion ; texte de la commission mixte paritaire (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2555).

5. — Proposition de loi tendant à améliorer le statut du fermage et du métayage, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Marcel Guyot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 355.**

6. — Proposition de loi tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table « Matières », 1966-1967, n° 846, Baux ruraux, 7.

français au regard du statut du fermage, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Médecin (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 398**; rapport le 9 novembre 1967 par M. Triboulet, **n° 485**. Adoption le 18 avril 1968. — Proposition de loi **n° 120**.

Transmise au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 121 (année 1967-1968)**; rapport le 9 mai 1968 par M. Massa, **n° 142 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 9 mai 1968. — Proposition de loi **n° 61 (année 1967-1968)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1968 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 774**; rapport le 16 mai 1968 par M. Triboulet, **n° 817**.

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1116).

Les dispositions de l'article 869 du Code rural ; les dérogations apportées au principe (p. 1116) ; la convention d'établissement franco-italienne signée le 23 août 1951 (*ibid.*) ; son défaut d'application (p. 1117).

Art. 1er : adoption (*ibid.*).

Art. 2 : adoption (*ibid.*).

TITRE : adoption avec modification (p. 1118).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

7. — Proposition de loi tendant à abroger l'article 826 du Code rural relatif à la résiliation du bail, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Rigout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 406**.

8. — Proposition de loi tendant à compléter le « statut du fermage » par l'introduction d'une nouvelle forme du bail rural dite « bail à long préavis », présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par MM. Le Bault de La Morinière et Tomasini (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 408**.

9. — Proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Jean Moulin (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 447**; rapport le 8 mai 1968 par M. Méhaignerie, **n° 771**. Adoption le 16 mai 1968. — Proposition de loi **n° 146**.

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 178 (année 1967-1968)**; rapport le 30 mai 1968 par M. de Hauteclocque, **n° 189 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [16 mai 1968] (p. 1921).

La possibilité pour les preneurs étrangers de se prévaloir du statut du fermage et du métayage dans trois cas ; la jurisprudence de la Cour de cassation ; les facilités qui résulteront de l'adoption du texte pour les exploitants agricoles de nationalité française installés à l'étranger ; les prix des produits des exploitations familiales, en particulier du lait.

Intervention de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture (p. 1921, 1922) ; la négociation engagée à Bruxelles ; l'accord intervenu sur les céréales ; les discussions portant sur les productions laitières et animales ; la complexité du problème des prix ; les responsabilités nationales ; le maintien du revenu agricole ; les positions fonctionnelles prises par le ministre en qualité de président du Conseil des ministres de l'Europe ; l'esprit européen ; le souci du Gouvernement de maintenir le revenu des productions laitières et animales.

Article unique : adoption (p. 1922).

Voy. aussi : RAPATRIÉS, 2.

BETTERAVES.

— Suppression de taxes. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 21.

BOIS.

— Producteurs ou négociants. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 27, texte de la Commission mixte paritaire.

BOIS ET FORÊTS.

— Protection — *Voy.* URBANISME, 1 (p. 2087 à 2092, 2172 et 2173, 2517).

BORDEREAUX DE SALAIRES.

— Financement. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, après art. 4.

BOUILLEURS DE CRU. — *Voy.* ALCOOLISME, 4 et 6.

BOULANGERS.

— Livraisons de farine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19.

BOURSES D'ÉTUDES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT n° 4; BUDGET 1968, 1 (Agriculture. — Education nationale).

— Attribution. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 5.

— Attribution aux enfants d'agriculteurs. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

BOURSE NATIONALE DE L'EMPLOI. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

BRACONNAGE. — *Voy.* CHASSE, 1.

BRETAGNE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

BREVETS D'INVENTION.

1. — Proposition de loi tendant à définir le droit des inventeurs salariés, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Herzog (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 243.**

2. — Proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Herzog (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 244**; rapport le 14 juin 1967 par M. Maurice Herzog, **n° 320.** Adoption le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 61.**

Transmise au Sénat le 2 octobre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 364 (année 1966-1967)**; rapport le 26 novembre 1967 par M. Marcilhacy, **n° 42 (année 1967-1968)**; avis le 28 novembre 1967 de M. Armengaud (Finances), **n° 46 (année 1967-1968)**; avis le 30 novembre 1967 de M. Motais de Narbonne (Affaires étrangères), **n° 48 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 7 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 11 (année 1967-1968).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1967, en nouvelle lecture (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 565**; rapport le 8 décembre 1967 par M. Herzog, **n° 568**; avis le 14 décembre 1967 de M. Hamelin au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, **n° 581.** Adoption en deuxième lecture le 14 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 96.**

Transmise au Sénat le 14 décembre 1967, deuxième lecture (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 89 (année 1967-1968)**; rapport le 15 décembre 1967 par M. Marcilhacy, **n° 94 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 15 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 31 (année 1967-1968).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 596**; rapport le 19 décembre 1967 par M. Herzog au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 607.** Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 107.**

Transmise au Sénat; rapport le 19 décembre 1967 par M. Marcilhacy au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 103 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 38 (année 1967-1968).**

Loi n° 68-1 du 2 janvier 1968, publiée au *J. O.* du 2 et 3 janvier 1968 (p. 13).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2585).

Brevets d'invention.

Les changements profonds subis par les conditions de la propriété industrielle et de la recherche ; le nouveau système proposé prévoyant un avis de nouveauté assurant ainsi l'absence d'antériorités aux inventions déposées ; le but de la proposition de loi : valoriser les brevets français, (p. 2585).

TITRE 1er : *Dispositions générales.*

Art. 1er : adoption avec modification (p. 2586).

Art. 2 à 7 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 8 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 9 à 12 : adoption (*ibid.*).

TITRE II : *Délivrance des brevets.*

Art. 13 et 14 : adoption (*ibid.*).

Art. 15 : adoption (p. 2587).

Art. 16 (*ibid.*) ; adoption avec modification.

Art. 17 : adoption (*ibid.*).

Art. 18 et 19 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 20 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 21 : (p. 2588) ; adoption.

Art. 22 : adoption avec modification.

Art. 23 : adoption (*ibid.*).

Art. 24 : réserve.

Art. 25 : adoption avec modification (p. 2589).

Art. 26 : adoption (*ibid.*).

Art. 27 : adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 24 (suite) : adoption avec modification.

Art. 28 et 29 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 30 et 31 : adoption (*ibid.*).

TITRE III : *Droits et obligations attachés au brevet.*

Art. 32 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 33 et 34 (p. 2590) ; adoption avec modification.

Art. 35 : adoption (*ibid*).

Art. 36 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 37 : adoption.

Art. 38 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2591).

Après l'Art. 38 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 39 et 40 : adoption avec modification (*ibid.*).

TITRE IV : *Du brevet comme objet de propriété.*

Art. 41 et 42 : adoption (p. 2591).

Art. 43 (*ibid.*) ; adoption (p. 2592).

Art. 44 et 45 : adoption avec modifications.

TITRE V : *Extinction et nullité du brevet.*

Art. 46 et 47 : adoption (*ibid.*).

Art. 48 : adoption avec modification.

Art. 49 et 50 : adoption.

TITRE VI : *De la contrefaçon, des poursuites et des peines.*

Art. 51 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2593).

Art. 52 : adoption avec modification.

Art. 53 à 55 : adoption (*ibid.*).

Art. 56 et 57 : adoption avec modification.

Art. 58 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2594).

Art. 59 : adoption.

TITRE VII : *Dispositions diverses.*

Art. 60 : adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 61 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 62 et 63 : adoption.

Avant l'Art. 64 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 64 : adoption avec modification.

Art. 65 : adoption (*ibid.*).

Explications de vote sur l'ensemble : Le bouleversement complet de la législation existante sur les brevets d'invention décidée en moins d'une demi-heure par le Parlement ; la parodie de discussion qui vient de s'instaurer (p. 2594) ; la préparation sérieuse des textes ; l'aboutissement d'un effort qui dure depuis plusieurs années ; la collaboration fructueuse entre le Gouvernement et le Parlement ; l'étude approfondie réalisée par le Conseil supérieur de la propriété industrielle (p. 2595).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [14 décembre 1967] (p. 5862).

L'insuffisance de notre législation en matière de propriété industrielle (p. 5862) ; les nombreuses conversations entre le Ministère de l'Industrie et le rapporteur (*ibid.*) :

la discussion très rapide du projet en première lecture (p. 5863) ; la modification du texte par le Sénat ; la collaboration efficace entre l'Administration et l'Assemblée (*ibid.*); les raisons qui ont conduit à changer la législation de 1844 (p. 5863 à 5866) ; l'harmonisation de la législation française avec les législations étrangères (p. 5863) ; la réforme en préparation sur le plan mondial ; l'arme économique de première importance que constituera la nouvelle législation ; les 50.000 brevets d'invention déposés annuellement en France ; la fragilité de la position française en cette matière ; le ralliement de la Commission à un système double ; le « certificat d'utilité » et les systèmes employés dans les différents pays en matière de propriété industrielle (p. 5863, 5866) ; la notion d'antériorité (p. 5863) ; la valeur inventive ; la fusion en un seul par le Sénat des deux titres de propriété retenus par l'Assemblée (*ibid.*) ; la licence de dépendance (p. 5864) ; l'opposition des industriels à ce système ; le problème de la « licence d'intérêt public » ; les inventions portant sur des données abstraites ; le *software* ; les programmes d'ordinateurs ; les compromis intervenus ; l'entrée en vigueur progressive du texte par secteurs industriels ; l'efficacité du projet (*ibid.*) ; la compétence des tribunaux de grande instance (p. 5865) ; les suggestions des syndicats ouvriers en cette matière ; la délivrance des titres de « droit intellectuel »; le système de l'examen préalable; l'intervention de l'Institut international de La Haye ; l'institution nécessaire en France d'un véritable Institut de recherches et d'études des droits de l'homme de science sur sa découverte (*ibid.*) ; la protection des droits de l'inventeur réel (p. 5866) ; la dépossession fréquente de nombreux inventeurs salariés par les sociétés qui les emploient ; les mérites des auteurs de la loi de 1844 ; le dépôt souhaitable d'un projet de loi concernant les inventeurs salariés ; l'exploitation industrielle des brevets (*ibid.*) ; l'obtention du certificat documentaire (p. 5867) ; l'attention à apporter à la manière de poser les questions aux machines électroniques (*ibid.*).

Intervention de M. Guichard, Ministre de l'Industrie (p. 5864, 5865) ; l'importance et la difficulté du problème ; le système d'enregistrement prévu par la législation de 1844 ; la solution intermédiaire retenue par l'Assemblée et le Gouvernement ; l'examen de nouveauté ; le problème réservé aux abus de monopole ; la participation très active des Commissions et des différents organismes à l'élaboration du présent texte; l'amélioration de la rédaction par rapport à la première lecture ; les avantages considérables qui en résulteront pour notre industrie et notre recherche.

Art. 1er (p. 5867) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 : supprimé par le Sénat (p. 5868).

Art. 2 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 *ter* : adoption avec modification d'un amendement dont le texte devient l'article 2 *ter*.

Art. 3 : supprimé par le Sénat.

Art. 3 *bis* (*ibid.*) ; adoption (p. 5869).

Art. 4 : adoption.

Art. 5 à 7 : supprimés par le Sénat.

Art. 8 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 8 *bis* : les programmes de machines calculatrices ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 8 *ter* (*ibid.*) ; adoption (p. 5870).

Art. 8 *quater* : la notion d'activité inventive ; adoption (*ibid.*).

Art. 8 *quinquies* (*ibid.*) ; adoption (p. 5871).

Art. 9 : adoption.

Art. 10 à 12 : supprimés par le Sénat.

Art. 12 *bis* à 15 : adoption.

Art. 16 : les brevets concernant les techniques de pointe ; la difficulté de juger si l'invention est suffisamment décrite (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5872).

Art. 16 *bis* et 16 *ter* : adoption.

Art. 17 : supprimé par le Sénat.

Art. 18 : l'établissement de l'avis documentaire sur l'invention ; la transformation du certificat d'utilité en demande de brevet (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5873).

Art. 19 : supprimé par le Sénat.

Art. 19 *bis* : adoption.

Art. 19 *ter* : adoption avec modification.

Art. 20 et 21 : adoption.

Art. 22 : supprimé par le Sénat.

Art. 24 : adoption.

Art. 25 (*ibid.*) ; les brevets présentant de l'intérêt pour la défense nationale (*ibid.*) ;

la durée de l'interdiction de divulgation (p. 5874) ; adoption avec modification.

Art. 26 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 26.

Art. 27 : adoption d'un amendement de suppression.

Art. 28 à 31 : supprimés par le Sénat.

Art. 32 à 34 (p. 5875) ; adoption.

Art. 35 : supprimé par le Sénat.

Art. 36 : adoption.

Art. 37 : supprimé par le Sénat.

Art. 38 : l'institution d'une licence d'intérêt public (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5877).

Art. 38 A, 38 B et 38 C : adoption avec modification.

Art. 38 *bis* : le problème de la licence de dépendance (*ibid.*) ; la prudence nécessaire dans ce domaine ; les conditions d'octroi de la licence (p. 3878) ; adoption.

Art. 39 à 40 *bis* : adoption.

Art. 41 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 42 : adoption (p. 5879).

Art. 44 à 47 : adoption.

Art. 48 : adoption avec modification.

Art. 49 : supprimé par le Sénat.

Art. 50 : adoption.

Art. 51 : la notion de contrefaçon (*ibid.*); adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 51 (p. 5880).

Art. 52 : le droit pour le tribunal correctionnel de constater lui-même la matérialité des faits ; adoption avec modification.

Art. 52 *bis* et 52 *ter* : adoption.

Art. 53 : adoption avec modification (p. 5881).

Art. 54 : adoption avec modification.

Art. 55 à 57 : adoption.

Art. 59 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 59.

Art. 59 A et 59 B : le certificat d'admission ; adoption.

Art. 59 C (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5883).

Art. 59 D et 59 E : adoption.

Art. 60 *bis* et 60 *quater* : adoption.

Art. 62 : adoption.

Art. 64 A : supprimé par le Sénat.

Art. 64 : adoption.

Art. 65 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5884).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [19 décembre 1967] (p. 6023).

L'accord des représentants des deux Assemblées sur le texte, qui ne contient que des modifications de détail ; texte de la Commission mixte paritaire (p. 6023, 6024).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6024).

BREVETS ET LICENCES.

— Balance extérieure. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 21.

— Régime fiscal. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 20.

BRUCELLOSE. — *Voy.* ELEVAGE, 2, 5, 6 ; BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

BRUIT.

— Lutte contre le. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — II. Transports).

BUDGET 1967.

1. — Projet de loi de finances rectificative pour 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 272** ; rapport le 6 juin 1967 par M. Rivain, rapporteur général, **n° 273**. Adoption le 8 juin 1967. — Projet de loi **n° 24**.

Transmis au Sénat le 13 juin 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 291 (année 1966-1967)** ; rapport le 13 juin 1967 par M. Armengaud, **n° 299 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 15 juin 1967. — Projet de loi **n° 133 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-481 du 21 juin 1967, publiée au *J. O.* du 22 juin 1967 (p. 6179).

DISCUSSION [8 juin 1967] (p. 1689, 1701).

Le déficit de la Sécurité sociale ; l'avance de trois milliards au Trésor (p. 1689, 1690, 1691, 1694, 1698, 1701, 1702, 1703) ; les entreprises nationales ; le financement de leurs investissements (p. 1690, 1691, 1692); l'emprunt d'Etat en cours d'émission (p. 1690, 1695, 1704) ; les recettes fiscales (p. 1690, 1696) ; la situation économique générale ; sa stagnation (p. 1690, 1699, 1702, 1703) ; le commerce extérieur ; sa dégradation progressive (p. 1690, 1692, 1693, 1696, 1699, 1703, 1704) ; l'absence de recours aux décrets d'avances (p. 1690, 1692) ; la réapparition d'un déficit budgétaire (p. 1690, 1692, 1693, 1694, 1697, 1702) ; l'augmentation des dépenses de l'assurance maladie (p. 1690) ; les transferts de charges imposés au régime général (p. 1690, 1692) ; l'insuffisance du marché financier ; le marasme boursier (p. 1691, 1703, 1704) ; la situation de l'emploi ; le chômage (p. 1692, 1693, 1696, 1699, 1702, 1703) ; la hausse récente des tarifs publics (p. 1693, 1694, 1702, 1704) ; les concentrations d'entreprises (p. 1695, 1696) ; l'inflation (p. 1696) ; le Marché commun et ses conséquences économiques et sociales (p. 1697, 1704) ; le programme économique du Parti communiste (p. 1697) ; le secteur nationalisé ; sa compétitivité (p. 1697) ; le logement (p. 1699) ; la fiscalité ; son allégement souhaitable (p. 1700, 1702) ; le caractère d'additif au budget du présent projet (p. 1701) ; l'épargne (p. 1702, 1703) ; les investissements et l'autofinancement (p. 1704).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1691, 1692); l'ouverture prochaine d'un débat sur l'ensemble des problèmes économiques ; la Sécurité sociale, son déficit ; l'avance du Trésor de trois milliards ; le lancement de l'emprunt national d'équipement ; sa répartition au profit notamment du F.D.E.S. ; la prochaine distribution du rapport économique et financier du Gouvernement ; la conformité aux prévisions de l'exécution du budget (p. 1705, 1706) ; le prochain débat sur la politique économique ; les deux problèmes soulevés par le présent collectif : : déficit de la Sécurité sociale et emploi de l'emprunt ; le souci de prévision qui a animé le Gouvernement lors de la présentation du budget pour 1967 ; les décrets d'avances ; l'avance à la Sécurité sociale ; la répartition de ses charges entre le budget et le régime général ; la réduction sensible de la fiscalité lors de la discussion du budget de 1967 ; la contradiction entre les désirs du Parlement de voir diminuer les dépenses dans leur ensemble et de les voir augmenter dans le détail ; l'impossibilité d'abattre automatiquement de 1 % les crédits de chaque budget

Budget 1967.

Art. 1er : *Avances du Trésor à la Sécurité sociale* (p. 1706) ; adoption.

Art. 2 : *Répartition du produit de l'emprunt* (*ibid.*) ; les prêts au Crédit national et à la Banque française du commerce extérieur ; adoption.

Explications de vote : les mesures financières qui avaient été annoncées par le Gouvernement dès le vote de la dernière loi de finances ; l'aide à la Sécurité sociale ; le problème du marché financier (p. 1706) ; le commerce extérieur (p. 1707) ; l'évolution des exportations de produits manufacturés et de biens d'équipement ; les hausses de prix qui résulteront de l'application de la T.V.A. ; l'absence de vote à l'issue du prochain débat économique et financier.

Vote défavorable du groupe communiste et de la F.G.D.S. (p. 1707).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin (p. 1707) ; liste des votants (p. 1719).

2. — Projet de loi de finances rectificative pour 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 10 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 488** ; retrait des articles 9, 12, 23, 24, 28, 29 le 22 novembre 1967 (p. 5138), *voy.* FONCTIONNAIRES, 6; retrait de l'article 31 le 23 novembre 1967 (p. 5194), *voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 4, en application de l'article 119 du Règlement ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 504.** Adoption le 23 novembre 1967. — Projet de loi **n° 84.**

Transmis au Sénat le 27 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 43 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Pellenc, **n° 66 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 13 décembre 1967. — Projet de loi **n° 20 (année 1967-1968).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan),

Budget 1967. **n° 579** ; rapport le 15 décembre 1967 par M. Rivain au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 595**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 103**.

Rapport au Sénat le 15 décembre 1967 par M. Armengaud au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 97 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 35 (année 1967-1968)**:

Loi n° 67-1172 du 22 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12852).

DISCUSSION [23 novembre 1967] (p. 5194).

Les modifications apportées à l'équilibre budgétaire prévu ; le déficit de 7 milliards (p. 5195, 5197 à 5199) ; le ralentissement de la conjoncture ; la diminution des ressources publiques (p. 5195 à 5197, 5199) ; le déficit des régimes sociaux ; la réforme de la Sécurité sociale (p. 5195, 5197, 5199) ; les décrets d'avance (p. 5195) ; la doctrine de l'équilibre budgétaire ; la réapparition de l'impasse (p. 5197) ; la validation dans le collectif de dispositions de nature réglementaire ; leur disjonction (p. 5196, 5197) ; le retard dans l'émission des rôles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 5196) ; les plus-values de recettes provenant de cet impôt ; la nécessité d'une détente des taux (p. 5196, 5198, 5200) ; la dévaluation de la livre sterling ; ses répercussions sur l'économie française (p. 5196) ; la hausse du taux d'escompte anglais (p. 5197) ; la relance de l'économie par la consommation (p. 5197) ; la hausse des prix (*ibid.*) ; le déficit de la S.N.C.F. (p. 5198) ; la situation dramatique de l'équipement hospitalier (*ibid.*) ; le Marché commun et ses conséquences (p. 5200) ; l'anticommunisme (*ibid.*) ; le programme économique du parti communiste ; les nationalisations (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5200 à 5202) ; le soutien apporté par le présent collectif à la conjoncture ; les mesures précédemment prises en ce sens ; le déficit de la S.N.C.F. ; son caractère imprévisible ; la Sécurité sociale ; la plus-value des impôts directs ; son origine ; la moins-value de 410 millions de recettes évaluée par la loi de finances ; la querelle doctrinale entre MM. Mendès-France et Giscard d'Estaing ; la position intermédiaire du Gouvernement ; le rôle de l'Etat dans le soutien de la conjoncture ; la dévaluation de la livre ; le maintien de la parité-or du franc, devenu monnaie forte ; les répercussions sur les exportations françaises ; la reprise probable de l'économie au cours des mois prochains ; la progression des crédits de l'équipement hospitalier.

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS PERMANENTES (p. 5202).

A. — *Mesures d'ordre fiscal.*

Art. 1er : *I.R.P.P. - Taxe complémentaire* (p. 5202) ; le triplement du rendement de l'impôt sur le revenu et le doublement du nombre des redevables ; l'impôt sur les sociétés ; la sous-estimation manifeste de son rendement dans le budget de l'an dernier ; la justice fiscale et la nécessité d'une réforme (*ibid.*) ; le dépôt devant le Parlement dans le courant de l'année 1968 d'un projet de loi portant réforme de l'I.R.P.P. (p. 5203) ; adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *I.R.P.P. - Amortissement des immeubles construits pour lutter contre la pollution de l'air* (p. 5203) ; l'assimilation par l'administration des matériels aux immeubles ; l'application aux investissements effectués dans ce but d'un régime fiscal identique à celui des investissements réalisés pour lutter contre la pollution des eaux ; adoption (*ibid.*).

Art. 3 : *Régime fiscal des engrais ;* le problème des produits antiparasitaires ; la distorsion de la concurrence au détriment de l'acide sulfurique (*ibid.*) ; la taxation des produits alimentaires et la règle du butoir (p. 5204) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 4 : *Révision quinquennale des évaluations foncières des propriétés non bâties* ; les inconvénients du système fondé sur le revenu cadastral ; adoption avec modification (p. 5206).

Après l'Art. 4 (*ibid*) ; amendement du Gouvernement (patente des aviculteurs) ; la situation des producteurs de porcs (p. 5206, 5207) ; et des producteurs de poussins (p. 5206) ; adoption de l'amendement (*ibid.*) ; retrait d'un amendement (p. 5207).

Art. 5 : *Taxe annuelle sur les appareils automatiques* ; adoption (*ibid.*).

Art. 6 : *Exonérations diverses en faveur des sinistrés de la tornade du 24 juin 1967 et du séïsme des 13 et 14 août 1967* ; le séïsme d'Arette ; les aspects psychologiques et matériels de l'action de l'Etat en faveur des sinistrés ; la nécessité d'une déclaration du Gouvernement rassurant ces derniers ; les

instructions données en ce sens par le Gouvernement aux services du Trésor ; adoption de l'article (p. 5208).

Après l'Art. 6 : amendement présenté par le Gouvernement (application de la T.V.A. aux bureaux d'études) ; adoption ; amendement du Gouvernement (exonération de la vente de produits et engins destinés à être incorporés dans les bateaux de sport ou de plaisance ; adoption ; amendement de la Commission des finances (application de la T.V.A. aux entreprises de construction travaillant pour les établissements publics) ; adoption ; amendement de M. Poudevigne (arrondissement à la deuxième décimale du total des taxes sur le chiffre d'affaires) ; adoption (p. 5209).

Art. 7 : *Droits de sceau* ; adoption.

Art. 8 et 9 : retirés en application de l'article 119 du Règlement (*ibid.*). (*Voy.* FONCTIONNAIRES, 6).

Art. 10 : *Contrôle de la gestion des organismes de mutualité sociale agricole ;* adoption.

Après l'Art. 10 : amendement du Gouvernement (recouvrement des arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité) ; adoption (*ibid.*).

Art. 11 : *Retraite de certains agents des collectivités locales* (*ibid.*) ; la question de la retraite des anciens membres de l'Assemblée algérienne ; adoption de l'article (p. 5210).

Art. 12 : retiré en application de l'article 119 du Règlement (*ibid.*). (*Voy.* FONCTIONNAIRES, 6).

Art. 13 : *Déclaration en douane de certains colis postaux* ; adoption (*ibid.*).

Art. 14 : *Infractions au code des douanes ;* les pénalités encourues par les capitaines de navires (*ibid.*) ; adoption d'un amendement de suppression (p. 5211).

Après l'Art. 14 : amendement de M. Ithurbide (subrogation des commissionnaires en douane agréés au privilège de la douane) ; adoption (p. 5212).

Art. 15 : *Bonifications d'intérêt aux sinistrés de la tornade du 24 juin 1967 et du séïsme des 13 et 14 août 1967* ; la situation des personnes âgées et des économiquement faibles ; la nécessité de prévoir un nouveau système de financement en leur faveur ; la tornade du 24 juin 1967 dans les départements du Nord ; l'indemnisation totale des biens détruits ; adoption de l'article.

Art. 16 : *Fonds de soutien des oléagineux ;* adoption (p. 5213). Budget 1967.

Art. 17 : *Emprunt de l'U.N.E.S.C.O. ;* adoption.

Art. 18 : *Emissions de valeurs mobilières des S.A.R.L. ;* adoption.

Art. 19 : *Pouvoirs du commissaire du Gouvernement auprès de la confédération nationale du crédit mutuel ;* adoption.

Art. 20 : *Accord franco-polonais du 7 septembre 1951 ;* (délai de production des demandes d'indemnité) ; adoption.

Art. 21 : *Frais de perception des impositions de la ville de Paris ;* adoption.

Art. 22 : *Déchéance trentenaire des sommes déposées à la caisse des dépôts ;* adoption (*ibid.*).

Art. 23 et 24 : retirés en application de l'article 119 du Règlement. (*Voy.* FONCTIONNAIRES, 6).

Art. 25 : *Substitution de la caisse de prêts aux organismes d'H.L.M. à l'Etat ;* adoption.

Art. 26 : *Obligations des propriétaires d'immeubles insalubres ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 27 : *Institut géographique national ;* adoption (p. 5214).

Art. 28 et 29 : retirés en application de l'article 119 du Règlement (*ibid.*). (*Voy.* FONCTIONNAIRES, 6).

Avant l'Art. 30 : amendement de MM. Cointat, Le Douarec et Renouard (emprunts des chambres de métiers) ; retrait (*ibid.*).

Art. 30 : *Pécule des militaires engagés ;* le nombre très faible de militaires concernés ; adoption de l'article dans une nouvelle rédaction (p. 5215).

Art. 31 : retiré en application de l'article 119 du Règlement (*ibid.*). (*Voy.* ARMÉES, dispositions particulières diverses, 4).

Après l'Art. 31 : amendement du Gouvernement (pension des anciens délégués de l'Assemblée algérienne) ; la nécessaire indemnisation des rapatriés ; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 32 : *Ouvertures :* réserve jusqu'au vote de l'état A.

Etat A : Affaires culturelles ; Affaires étrangères ; Affaires sociales ; adoption.

Agriculture ; les crédits supplémentaires pour les S.A.F.E.R. ; les dommages causés par les calamités agricoles ; l'indemnisation des sinistrés (*ibid.*) ; adoption (p. 5216).

Anciens combattants et victimes de guerre ; adoption.

Coopération ; l'assistance aux armées nationales des Etats africains et malgache ; l'interdiction de l'accès des volontaires du progrès à Madagascar ; adoption.

Départements d'outre-mer ; Economie et Finances (I. - Charges communes), (II. - Services financiers ; adoption (*ibid.*).

Education nationale (p. 5217) ; Equipement (II. - Travaux publics et Transports), (III. - Logement), (IV. - Aviation civile ; (V. - Marine marchande) ; Industrie ; Jeunesse et Sports ; Justice ; Services du Premier Ministre (I. - Service généraux, (II. - Information) ; Territoires d'outre-mer ; adoption.

Adoption de l'état A et de l'article 32 (*ibid.*).

Art. 33 : *Ouvertures* (p. 5218) ; réserve jusqu'au vote de l'état B.

Etat B : Affaires culturelles ; Affaires étrangères ; Affaires sociales ; adoption.

Agriculture ; les crédits destinés aux S.A.F.E.R. ; adoption.

Départements d'outre-mer ; Economie et Finances (I. - Charges communes) ; Education nationale (*ibid.*) ; Equipement (I. - Section commune) ; adoption (p. 5219) ; (II. - Travaux publics et Transports), (IV. - Aviation civile), (V. - Marine marchande) ; Industrie ; Intérieur ; Jeunesse et Sports ; Justice ; Services du Premier Ministre (I. - Ser vices généraux) (*ibid.*) ; Territoires d'outremer (p. 5220) ; adoption.

Adoption de l'état B et de l'article 33.

Art. 34 : *Ouvertures ;* amendement de la Commission de la défense nationale (réduction des crédits des services militaires) ; l'indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. pour le transport à tarif réduit des militaires et des marins isolés ; les modalités de calcul du prix de transport et le renouvellement de la convention ; le traitement que réserve la S.N.C.F. aux militaires du contingent ; la nécessité pour le Gouvernement de faire le point sur les questions de remboursement à la S.N.C.F. (*ibid.*) ; l'enquête effectuée conjointement par l'inspection des finances et le contrôle général des armées (p. 5221) ; retrait de l'amendement ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 35 : *Ouvertures ;* les crédits destinés aux études pour les avions Jaguar et Mirage F.1 ; adoption de l'article.

Art. 36 : *Budgets annexes, Ouvertures de crédits* (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à majorer les crédits (prêt accordée par la Banque européenne d'investissements à la Caisse nationale des télécommunications pour des opérations d'équipement et de modernisation entreprises dans le Sud-Ouest de la France) ; adoption de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 37 : *Comptes spéciaux du Trésor, Comptes d'affectation spéciale ;* adoption.

Art. 38 : *Comptes spéciaux du Trésor, Comptes de commerce ;* adoption.

Art. 39 : *Ratification de décrets ;* adoption.

Explications de vote sur l'ensemble ; l'impossibilité pour M. Valéry Giscard d'Estaing de voter en faveur du texte où réapparaissent à la fois l'impasse et le déficit ; votes défavorables des groupes communiste, de la Fédération de la gauche et du groupe Progrès et démocratie moderne ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5221).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [19 décembre 1967] (p. 6004).

Les propositions de la Commission mixte ; les six articles restant en discussion ; l'accord intervenu ; l'absence d'accord sur les quatre articles additionnels proposés par le Gouvernement (*ibid.*) ; la détermination des valeurs locatives cadastrales (p. 6004 à 6006) ; les possibilités d'exonération offertes aux conseils municipaux en ce qui concerne les jeux automatiques (p. 6004) ; la taxation des travaux immobiliers ; le droit à déduction en matière de T.V.A. au profit de certains établissements publics ; la répartition du produit de la taxe sur les salaires au profit des communes forestières ; la communication aux Commissions des finances du Parlement par le Gouvernement de la liste des organismes à caractère privé effectuant des études pour le compte de l'administration (*ibid.*).

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 6006).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) ; vote défavorable des groupes communiste et de la Fédération de la gauche.

BUDGET 1968.

1. — Projet de loi de finances pour 1968, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Mi-

nistre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 426** ; rapport le 10 octobre 1967 par M. Rivain, Rapporteur général, **n° 455**. Adoption le 10 novembre 1967. — Projet de loi **n° 65**.

Transmis au Sénat le 14 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 15 (année 1967-1968)** ; rapport le 14 novembre 1967 par M. Pellenc, Rapporteur général, **n° 16 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 28 novembre 1967. — Projet de loi **n° 15 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 530**.

Rapport le 1er décembre 1967 par M. Rivain au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 537**. Adoption le 5 décembre 1967. — Projet de loi **n° 88**.

Rapport au Sénat le 5 décembre 1967 par M. Pellenc au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 53 (année 1967-1968)**. Rejet le 6 décembre 1967. — Projet de loi **n° 8 (année 1967-1968)**.

Rapport à l'Assemblée au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), le 7 décembre 1967 par M. Rivain, Rapporteur général, **n° 546**. Adoption en deuxième lecture le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 91**.

Transmis au Sénat le 8 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 69 (année 1967-1968)**. Rejet le 8 décembre 1967. — Projet de loi **n° 16 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1967, troisième lecture (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 569** ; rapport le 8 décembre 1967 par M. Rivain, Rapporteur général, **n° 570**. Adoption définitive le 8 décembre 1967. — Projet de loi **n° 93**.

Loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1967 (p. 12467).

RAPPORTEURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DES FINANCES.

Rapporteur général : M. Rivain.

Rapporteurs spéciaux :

Dépenses civiles.

a) *Budget général* :

Affaires culturelles : M. Giscard d'Estaing.
Affaires étrangères : M. Lepeu.
Relations culturelles : M. Roux.
Coopération : M. Voisin.

Affaires sociales :

Santé publique : M. Bisson.
Travail : M. Boisdé.
Sécurité sociale : M. Boisdé.
Agriculture : M. Paquet.
F. O. R. M. A. : M. Godefroy.
Anciens combattants et Victimes de guerre : M. R.-A. Vivien.
Départements d'outre-mer : M. de Rocca Serra.
Territoires d'outre-mer : M. de Rocca Serra.

Economie et Finances :

I. — Charges communes : M. Chauvet.
II. — Services financiers : M. Chapalain.
Education nationale : M. Taittinger.
Constructions scolaires : M. Weinman.
Equipement et Logement :
Equipement : M. Ruais.
Logement : M. Jacques Richard.

Transports :

Transports : M. Ruais.
Aviation civile : M. Anthonioz.
Marine marchande : M. Christian Bonnet.
Industrie : M. Bailly.
Intérieur et Rapatriés : M. Charret.
Jeunesse et Sports : M. Inchauspé.
Justice : M. Sabatier.

Services du Premier Ministre :

I. — Services généraux : M. Poirier.
Recherche atomique, scientifique et spatiale : M. Poirier.
Promotion sociale : M. Poirier.
Aménagement du territoire : M. Ansquer.
II. — Information : M. R.-A. Vivien.

Budget 1968.

III. — Journaux officiels : M. Poirier.

IV. — S. G. D. N. : M. Poirier.

V. — Groupement contrôles radio-électriques : M. Poirier.

VI. — Conseil économique et social : M. Poirier.

VII. — Commissariat au Plan d'équipement et Productivité : M. Ansquer.

VIII. — Tourisme : M. Sallé.

b) *Budgets annexes* :

Imprimerie nationale : M. Sallé.
Légion d'honneur : M. Poirier.
Ordre de la Libération : M. Poirier.
Monnaies et médailles : M. Sallé.
Postes et Télécommunications : M. Danel.
Prestations sociales agricoles : M. Paquet.

c) *Divers* :

Comptes spéciaux du Trésor : M. Chauvet.
Taxes parafiscales : M. Chauvet.
O. R. T. F. : M. R.-A. Vivien.

Dépenses militaires.

Problèmes généraux et Coordination, Armement : M. J.-P. Palewski.

Effectifs et Gestion, Services communs : M. Voilquin.

Budgets annexes des Essences et Poudres : M. J.-P. Palewski.

Rapporteurs pour avis :

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES.

N° 459.

Affaires culturelles, M. Schnebelen.

Affaires culturelles (Cinéma), M. Dominati.

Affaires étrangères (Relations culturelles), M. Weber.

Affaires sociales (Santé publique), M. Peyret.

Affaires sociales (Travail), M. René Caille.

Affaires sociales (Sécurité sociale), M. Ribadeau-Dumas.

Agriculture (Enseignement agricole), M. Bordage.

Anciens combattants et Victimes de guerre, M. Beraud.

Education nationale, M. Poujade.

Education nationale (Constructions scolaires), M. Dijoud.

Equipement et Logement (Logement social) M. de Préaumont.

Jeunesse et Sports, M. Flornoy.

Services du Premier Ministre :

I. — Services généraux :

Recherche atomique, scientifique et spatiale, M. Bourgoin.

Promotion sociale, M. Berger.

II. — Information, M. Boinvilliers.

Budget annexe des prestations sociales agricoles, M. Delong.

O. R. T. F., M. Boinvilliers.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 462.

Affaires étrangères, M. Ribière.

Affaires étrangères (Relations culturelles), M. Deniau.

Affaires étrangères (Coopération), M. de Broglie.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES.

N° 469.

Dépenses militaires :

Titre III, M. Lombard.
Titre V, M. Hébert.
Section commune, M. Bignon.
Armée de Terre, M. Rivière.
Armée de Mer, M. Bousquet.
Armée de l'Air, M. Clostermann.

Budget annexe des Essences et Poudres, M. Jarrot, **n° 470.**

Dépenses civiles :

N° 483.

Intérieur (Protection civile) et Rapatriés, M. Jarrot.

Services du Premier Ministre :

IV. — S. G. D. N., M. Jarrot.

V. — Groupement contrôle radio-électrique, M. Jarrot.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE.

N° 467.

Départements d'outre-mer, M. Sablé.

Territoires d'outre-mer, M. de Grailly.

Intérieur, M. Zimmermann.

Justice, M. Krieg.

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES.

N° 456.

Affaires étrangères (Coopération), M. Hauret.
Agriculture, M. Le Bault de La Morinière.
F. O. R. M. A., M. Bertrand Denis.
Départements d'outre-mer, M. Renouard.
Territoires d'outre-mer, M. Renouard.
Economie et Finances (Commerce extérieur), M. Fouchier.
Economie et Finances (Commerce intérieur), M. Kaspereit.
Equipement et Logement :
Equipement, M. Catalifaud.
Logement, M. Royer.
Transports :
Transports terrestres, M. Cousté.
Transports aériens, M. Labbé.
Transports maritimes, M. Miossec.
Industrie, M. Poncelet.

Services du Premier Ministre :

I. — Recherche atomique, scientifique et spatiale, M. Herzog.
Aménagement du territoire, M. Duval.
VII. — Commissariat au Plan d'équipement et productivité, M. Duval.
VIII. — Tourisme, M. Ziller.
Postes et Télécommunications, M. Wagner.
Budget annexe des prestations sociales agricoles, M. Bousseau.

RAPPORTEURS AU SÉNAT

Rapporteurs spéciaux de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation :

I. — *Dépenses civiles.*

a) *Budget général* :

Affaires culturelles, M. Raybaud.
Cinéma, M. Edouard Bonnefous.
Affaires étrangères, M. Portmann.
Coopération, M. Fosset.
Affaires sociales, M. Ribeyre.
Travail, M. Kistler.
Agriculture, M. Driant.
Anciens combattants et Victimes de guerre, M. Brousse.
Départements d'outre-mer, M. Louvel.
Territoires d'outre-mer, M. Louvel.
Economie et Finances : Budget 1968.
I. — Charges communes, M. Tron.
II. — Services financiers, M. Tron.
Affaires économiques, M. Carous.
Education nationale, Mlle Rapuzzi.
Equipement et Logement :
Travaux publics et Transports, M. Suran.
Logement, M. Bousch.
Industrie, M. Alric.
Intérieur, M. Masteau.
Rapatriés, M. Armengaud.
Jeunesse et Sports, M. Fortier.
Justice, M. Marcel Martin.

Services du Premier Ministre :

I. — Services généraux, M. Houdet.
Aménagement du territoire, M. de Montalembert.
II. — Information, M. Edouard Bonnefous.
III. — Direction des Journaux officiels, M. Houdet.
VII. — Conseil économique et social, M. Houdet.
IV. — Sécrétariat général de la défense nationale, M. Fortier.
VI. — Groupement des contrôles radioélectriques, M. Fortier.
V. — Commissariat au tourisme. Mlle Rapuzzi.
VIII. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, M. Talamoni.

Transports :

I. — Transports terrestres, M. Courrière.
II. — Aviation civile, M. Coudé du Foresto.
III. — Marine marchande, M. Lachèvre.

b) *Budgets annexes* :

Imprimerie nationale, M. Bardol.
Légion d'honneur, M. Paul Chevallier.
Ordre de la Libération, M. Paul Chevallier.
Monnaies et médailles, M. Paul Chevallier.
Postes et Télécommunications, M. Henneguelle.
Prestations sociales agricoles, M. Monichon.

II. — *Dépenses militaires.*

ARMÉES.

a) *Budget général* :

Dépenses ordinaires des services militaires, M. Schleiter.

Budget 1968. Dépenses en capital des services militaires, M. Maroselli.

b) *Budgets annexes* :

Service des essences, M. Courrière.

Service des poudres, M. Colin.

Comptes spéciaux du Trésor, M. Descours Desacres.

Office de radiodiffusion-télévision française (application de l'art. 9 de la loi nº 64-621 du 27 juin 1964), M. Edouard Bonnefous.

Rapporteurs pour avis :

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES.

Nº 17.

MM. de Bagneux, Lamousse, Cornu, Chauvin, Pauly, Noury, Fleury.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN.

Nº 18.

MM. Pauzet, Brun, Tournan, Bouquerel, Yvon, Billiemaz, Pams, Jager, Beaujannot, Schmitt, Golvan, Longchambon.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES.

Nº 19.

MM. Bethouart, Ganeval, de Chevigny, Soufflet, Monteil.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES.

Nº 20.

MM. Plait, Grand, Mme Cardot, M. Soudant.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LÉGISLATION, DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU RÈGLEMENT ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Nº 21.

MM. Nayrou, Molle.

TABLE DE CONCORDANCE

des articles du projet de loi de finances pour 1968 et des articles de la loi

ARTICLES du projet	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée Nationale (1967)	PAGES *J. O.*	ARTICLES de la loi de finances
	PREMIÈRE PARTIE			
1er	Impôts autorisés	12 octobre	3574	1er
	I.R.P.P. :			
2	Exonération pour les personnes âgées	12 octobre	3577	2
—	Aménagement du barème	12 octobre	3577	3
3	Rentes et pensions de la Sécurité sociale	12 octobre	3581	4
4	Caisse de prévoyance de la fonction publique	12 octobre	3581	5
5	Subventions des employeurs pour la construction de logements	12 octobre	3581	6
6	Régime des entreprises de presse	12 octobre	3585	7
	T.V.A. :			
7	Décote pour les artisans	12 octobre 17 octobre 5 décembre 7 décembre	3585 3655 5583 5646	8
7 *bis*	Tarifs des droits fixes	17 octobre 10 novembre 5 décembre 7 décembre	3655 4904 5584 5648	9
7 *ter*	Prélèvement sur les tantièmes	17 octobre 10 novembre 7 décembre	3655 4904 5648	10
8	Ventes à consommer sur place	12 octobre 5 décembre 7 décembre	3586 5584 5649	11
9	Extension à l'agriculture	12 octobre 17 octobre 10 novembre 7 décembre	3586 3657 à 3679 4905 4914 à 4922 5650	12
10	Régime fiscal des produits pétroliers	12 octobre 7 décembre	3592 5652	13
11	Travaux immobiliers	12 octobre 5 décembre 7 décembre	3593 5586 5652	14
12	Droits de consommation sur les alcools	12 octobre	3593	15

ARTICLES du projet	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée Nationale (1967)	PAGES *J. O.*	ARTICLES de la loi de finances
13	Taxe pour l'usage des routes (« à l'essieu »)	12 octobre 17 octobre 5 décembre 7 décembre	3594 3680 5586 5656	16
14	Contribution mobilière. — Taxe pour frais de Chambre de métiers	13 octobre 7 décembre	3622 5658	17
15	Prescription opposable à l'administration	13 octobre	3625	
16	Redevance sur les opérations faisant l'objet d'une déclaration en douane	13 octobre	3625	18
17	Taxe sur les corps gras	13 octobre	3625	19
18	Mesures en faveur de la Corse	13 octobre 17 octobre 5 décembre 7 décembre	3626 3686 5586 5660	20
19	Allégement fiscal en faveur du cinéma	13 octobre 7 décembre	3626 3660	21
20	Taxe locale. — Affectation aux collectivités locales	13 octobre	3627	22
21	Taxe sur les céréales et la betterave	13 octobre	3627	23
22	Affectations	13 octobre	3627	24
23	Taxe sur le prix des places dans les cinémas	13 octobre 7 décembre	3628 5661	25
24	Cotisations de vieillesse des exploitants agricoles	13 octobre 17 octobre 10 novembre 7 décembre	3628 3693 4905 5661	26
25	Taxe d'équipement de la région parisienne	13 octobre	3628	—
26	Aménagement de la Basse-Seine	13 octobre	3629	27
27	Institut des vins de consommation courante	13 octobre	3629	28
28	Prélèvement sur le fonds de soutien aux hydrocarbures.	13 octobre 17 octobre	3629 3695	29
29	Fonds d'investissement routier	13 octobre	3629	30
30	Détaxation des carburants agricoles	13 octobre	3631	31
31	Approvisionnement du service des essences des armées	13 octobre	3632	32
32	Redevances sur certains médicaments	13 octobre	3632	33
—	Prolongation d'un an du délai opposable aux fraudeurs	13 octobre 17 octobre	3632 3696	34
33	Confirmation de dispositions législatives antérieures	13 octobre	3632	35

ARTICLES du projet	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée Nationale (1967)	PAGES J.O.	ARTICLES de la loi de finances
34 (Etat A)	Equilibre général du budget	13 octobre 17 octobre 10 novembre 5 décembre 7 décembre	3633 3696 4907 et 4927 5587 5663	36
	DEUXIÈME PARTIE			
35	Budget général. — Services votés	19 octobre 10 novembre	3802 4896	37
36 (Etat B)	Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils	19 octobre 10 novembre 7 décembre	3802 4897 4907 4912 et 4927 5663	38
37 (Etat C)	Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils	19 octobre 10 novembre 7 décembre	3802 4897 4907 4912 et 4927 5664	39
38	Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires	19 octobre (Budgets militaires) 10 novembre	3802 4907 et 4927	40
—	Rapport d'exécution de la loi de programme militaire ...	24 octobre	4062	41
39	Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires	19 octobre (Budgets militaires)	3802	42
40 (Etat D)	Autorisations d'engagement par anticipation	19 octobre 10 novembre	3802 4898	43
41 et 42	Budgets annexes	19 octobre	3802	
	B.A.P.S.A.	8 novembre	4729	
	Imprimerie Nationale	4 novembre	4477	
	Légion d'Honneur	23 octobre	3962	
	Postes et Télécommunications	20 octobre	3931	44 et 45
	Monnaies et Médailles	4 octobre	4479	
	Essences et Poudres	24 octobre 10 novembre 7 décembre	4067 4897 5664	

ARTICLES du projet	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée Nationale (1967)	PAGES *J. O.*	ARTICLES de la loi de finances
43	Comptes spéciaux du Trésor. — Comptes d'affectation spéciale. — Services votés	4 novembre	4494	46
44	Comptes spéciaux du Trésor, — Comptes d'affectation spéciale. — Mesures nouvelles	4 novembre 10 novembre 5 décembre	4495 4907 5587	47
45 et 46	Comptes spéciaux du Trésor. — Opérations à caractère temporaire	4 novembre	4495	48 et 49
47	Comptes spéciaux du Trésor. — Comptes de commerce	4 novembre	4495	50
48	Comptes spéciaux du Trésor. — Règlement avec les gouvernements étrangers	4 novembre	4495	51
49	Comptes spéciaux du Trésor. — Comptes d'avances	4 novembre	4495	52
50	Comptes spéciaux du Trésor. — Prêts et consolidation	4 novembre	4495	53
51 (Etat E)	Taxes parafiscales	4 novembre 10 novembre (Information) 10 novembre 7 décembre	4496 4858 4908 et 4927 5679	54
52 (Etat F)	Crédits évaluatifs	24 octobre	4018	55
53 (Etat G)	Crédits provisionnels	24 octobre	4019	56
54 (Etat H)	Reports de crédits	24 octobre	4021	57
55	Programmes de construction d'H.L.M.	9 novembre (Equipement et logement) 10 novembre	4836 4909 et 4927	58
56	H.L.M. — Bonifications d'intérêts	9 novembre (Equipement et logement) 10 novembre	4837 4909 et 4927	59
57	Programme triennal de logements primés	9 novembre (Equipement et logement)	4837	60
—	Plafond pour les loyers des Logécos	9 novembre (Equipement et logement)	4837	61
58	Grands travaux intéressant le district de Paris	24 octobre	4018	62
59	Travaux d'équipement rural, d'équipement des ports, etc.	24 octobre	4022	63
60	Financement du Fonds national de garantie des calamités agricoles	8 novembre (Agriculture)	4729	64
—	Fonds spécial d'action sociale	7 décembre	5679	65
—	Employés du centre national de l'AMEXA	7 décembre	5679	66
61	Recettes garanties aux collectivités locales	24 octobre	4021	67
62	Transports internationaux par fer	24 octobre	4021	68

ARTICLES du projet	OBJET	DATES de discussion à l'Assemblée Nationale (1967)	PAGES *J. O.*	ARTICLES de la loi de finances
63	Transports de boissons entre la France continentale et la Corse	24 octobre	4021	69
—	Intégration fiscale de communes fusionnées	6 novembre	4579	70
—	Exonération de T.V.A. pour les importations d'œuvres d'art originales	9 novembre (Affaires culturelles)	4776	71
—	Régime fiscal des produits de cession de brevets	5 décembre 7 décembre	5587 5679	72
64	Services de la Santé publique en Polynésie et à Saint-Pierre-et-Miquelon	26 octobre (Affaires sociales)	4166	73
65	Prescription de la retraite du combattant	19 octobre (Anciens combattants)	3868	74
66	Allocation spéciale aux veuves pour les enfants incurables.	19 octobre (Anciens combattants)	3869	75
67	Suppléments familiaux pour les veuves de guerre	19 octobre (Anciens combattants)	3869	76
—	Titre de reconnaissance pour les anciens d'Algérie	19 octobre (Anciens combattants)	3869	77
—	Mesures en faveur des déportés politiques	10 novembre	4909 à 4911	78
68	Comptes spéciaux du Trésor. — Clôture du compte des séquestres gérés par les domaines	4 novembre	4495	79
69	Comptes spéciaux du Trésor. — Opérations commerciales des domaines	4 novembre	4495	80
70	Comptes spéciaux du Trésor. — Constructions navales de la marine militaire	4 novembre	4496	81
71	Comptes spéciaux du Trésor. — Achats publics de matériels	4 novembre	4496	82
72	Comptes spéciaux du Trésor. — Prêts à certains pays en voie de développement	4 novembre	4496	83
—	Comptes spéciaux du Trésor. — Fonds d'expansion économique de la Corse	4 novembre	4496	84
—	Comptes spéciaux du Trésor. — Fonds spécial d'électrification rurale	10 novembre	4911	85
73	Garantie de l'Etat aux émissions de la Caisse de Crédit	24 octobre	4021	86
74	Taxe sur établissements dangereux ou insalubres	3 novembre (Industrie)	4452	87
—	Crédits de la protection civile	6 novembre (Intérieur)	4678	88
75	Service national des examens du permis de conduire	9 novembre (Equipement et logement)	4837	89
76	Matériels d'armement. — Avances non remboursables	19 octobre (Budgets militaires)	4067	90

Budget 1968. **DISCUSSION GÉNÉRALE** [11 octobre 1967] (p. 3519, 3544), [12 octobre 1967] (p. 3560).

Le ralentissement économique constaté chez plusieurs des principaux clients de la France, notamment de l'Allemagne ; l'influence sur notre économie des fluctuations de la conjoncture extérieure (p. 3520, 3532, 3537, 3549, 3562, 3564, 3566) ; le découvert budgétaire ; « l'impasse » ; l'abandon de l'orthodoxie en cette matière (p. 3520, 3530, 3544, 3545, 3548, 3563, 3565, 3568) ; les mesures prises par le Gouvernement pour relancer l'expansion (p. 3520) ; l'échéance du 1er juillet 1968 et ses conséquences ; la capacité concurrentielle de l'économie française (p. 3520, 3521, 3532, 3545, 3549, 3550) ; le commerce extérieur (p. 3521, 3532, 3533, 3537, 3562, 3564) ; les concentrations et fusions d'entreprises (p. 3521, 3531, 3547, 3563) ; l'assurance maladie des travailleurs non-salariés (p. 3521) ; la coopération européenne en matière de recherche (p. 3521) ; les décisions de la Commission des finances (p. 3521, 3522); la généralisation de la T.V.A.; ses effets sur les prix (p. 3521, 3522, 3530, 3534, 3545, 3563) ; la fiscalité directe ; l'impôt sur le revenu ; les allégements proposés ; leur insuffisance (p. 3522, 3530, 3535, 3538, 3546 à 3548, 3563, 3564, 3568) ; la « taxe à l'essieu » (p. 3522) ; le progrès social (p. 3522, 3535).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 3522 à 3527) ; les quatres grandes orientations du budget ; la Sécurité sociale; les entreprises publiques; l'investissement ; le respect des objectifs du Ve Plan ; le commerce extérieur et la balance des paiements ; les investissements des collectivités locales ; l'équipement rural ; l'effort sans précédent du budget pour 1968 ; la construction ; le marché hypothécaire ; l'échéance du 1er juillet 1968 ; la généralisation de la T.V.A. ; son extension à l'agriculture ; les moins-values de recettes qui en résulteront ; les mesures de compensation ; le soutien apporté par le budget à la croissance de la production et de la consommation ; les dispositions prises en faveur de divers secteurs : sidérurgie, charbonnages, etc. ; les deux orthodoxies contradictoires que l'on oppose au Gouvernement : l'immobilisme du budget et la relance permanente par la consommation ; la conciliation de la politique à court terme et de la politique à moyen terme ; le caractère non purement comptable du budget ; le problème des prix ; celui des exportations et des investissements ; la limitation souhaitable des interventions de l'Etat sur le marché des capitaux.

Question préalable opposée par M. Duhamel, au nom du groupe Progrès et démocratie moderne, en vertu de l'article 91, alinéa 3 du Règlement (p. 3527) ; la question préalable, seule procédure permettant d'obtenir des mesures de réduction de l'impôt sur le revenu ; l'opposabilité de l'article 40 de la Constitution aux amendements en ce sens du groupe P.D.M. ; les allégements nécessaires ; leur justification morale et sociale (p. 3527) ; la nécessité d'une relance raisonnable notamment par la consommation (p. 3528, 3529) ; l'opportunité d'organiser cette relance par le biais de l'impôt sur le revenu (p. 3528, 3529) ; la disparition du budget qui résulterait du vote de la question préalable (p. 3528) ; les dispositions d'allégement de l'impôt sur le revenu à inclure dans le projet de budget ; le cas des personnes âgées ; la moins-value de recettes de 1 milliard résultant de ces mesures ; la moins-value d'un montant égal qui résultera de la généralisation de la T.V.A. (*ibid.*) ; le découvert de 7 milliards du budget de 1967 ; le souci du Gouvernement d'améliorer la consommation ; l'insuffisance du marché financier (p. 3529) ; rejet au scrutin de la question préalable (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3540).

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite) (p. 3529); le ralentissement de la conjoncture ; la relance de l'économie par la consommation (p. 3530 à 3533, 3539, 3546, 3548, 3549, 3562, 3564, 3566, 3568) ; les transferts de charges aux collectivités locales (p. 3530) ; la hausse récente des tarifs publics (*ibid.*) ; les dépenses militaires (p. 3530, 3567, 3568) ; l'éducation nationale (p. 3531, 3546) ; le logement (p. 3531, 3546) ; les avantages consentis aux grosses sociétés (p. 3531) ; la situation de l'emploi ; le chômage (p. 3531, 3537, 3549, 3562, 3566, 3568) ; la production intérieure (p. 3531, 3537) ; les nationalisations proposées par le parti communiste (p. 3532) ; l'évolution des prix (p. 3532 à 3534, 3545, 3547, 3548, 3563) ; les investissements (p. 3533, 3547) ; les objectifs du Ve Plan ; le taux d'expansion de 5 % (p. 3533, 3537, 3538, 3545, 3562, 3563, 3566) ; l'application de la T.V.A. à l'agriculture (p. 3534, 3563, 3564, 3567) ; les entreprises publiques (p. 3544, 3546) ; l'épargne (p. 3534, 3535, 3547) ; la nécessité de transferts sociaux (p. 3535) ; la recherche scientifique (*ibid.*) ; la consultation européenne dans le domaine écono-

mique (p. 3536, 3566) ; la nécessité d'une collaboration plus étroite entre le Gouvernement et le Parlement (p. 3535, 3536) ; les méfaits du Plan de stabilisation (p. 3536) ; le déficit de la Sécurité sociale (p. 3538, 3539); la formation professionnelle (p. 3545); les propositions du Comité Laroque en faveur des personnes âgées (p. 3545, 3546) ; la politique familiale (p. 3546) ; la S.N.C.F. (p. 3546) ; le F.D.E.S. ; l'accroissement de sa dotation (p. 3547) ; le rôle et l'importance des petites et moyennes entreprises (p. 3547, 3550) ; l'élargissement du Marché commun (p. 3547) ; le problème des liquidités internationales (p. 3560, 3561, 3562) ; l'inorganisation de la sous-traitance (p. 3563); la décentralisation industrielle (*ibid.*) ; le problème des exportations (p. 3564) ; l'amélioration nécessaire des structures (*ibid.*) ; les impératifs contradictoires qui conditionnent le budget (p. 3566) ; l'excès des dépenses improductives, des dépenses de transfert et des prélèvements publics (p. 3565, 3567, 3568) ; l'augmentation souhaitable des prestations sociales (p. 3568).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 3569 à 3573); le respect des recommandations du Plan en ce qui concerne l'épargne, les investissements et la balance des paiements ; le retard par rapport aux objectifs en ce qui concerne la croissance de la production, les exportations et les prix ; la généralisation de la T.V.A. ; ses effets sur les prix ; les réformes de structure ; le secteur bancaire et financier ; les groupements d'entreprises ; le délai nécessaire pour mener à bien les réformes ; les répercussions des difficultés actuelles des pays voisins sur la situation française ; le Marché commun et ses conséquences ; les charges pesant sur les entreprises ; l'effort en faveur de l'agriculture ; la décentralisation ; les contradictions inévitables entre la politique à moyen et à long terme ; la fixation proposée à 6 % du taux de croissance ; le retard des réformes de structure qu'entraînerait une trop forte relance de la consommation intérieure ; les mesures prises en faveur de la consommation ; la réforme de la fiscalité directe ; le déficit budgétaire de l'année 1967 ; les décisions qui seraient prises en 1968 si la situation se détériorait ; la possibilité pour le Parlement de voter avant la fin de l'année le collectif et la loi de règlement pour 1966 ; le risque que comporte le présent budget.

Motion de renvoi en Commission présentée par M. Manceau, au nom du groupe communiste (p. 3573)) ; les incidences sur le budget des ordonnances prises en vertu des pouvoirs spéciaux (p. 3573) ; les atteintes aux droits sociaux et au pouvoir d'achat, notamment en ce qui concerne la Sécurité sociale ; les délégations qui se sont présentées au Palais Bourbon ; les manifestations paysannes et les brutalités policières qui les ont marquées ; le déficit de la Sécurité sociale et ses vraies causes ; l'affectation de la « vignette automobile » (*ibid.*) ; la hausse générale des impôts, des loyers et des tarifs publics (p. 3574) ; l'opposition du parti communiste à la procédure des pouvoirs spéciaux ; l'invitation faite au Gouvernement de déposer avant la discussion budgétaire les instruments de ratification de ses ordonnances (p. 3574) ; rejet au scrutin de la motion de renvoi (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3613, 3614).

PREMIÈRE PARTIE

DISCUSSION [12 octobre 1967] (p. 3574, 3580), [13 octobre 1967] (p. 3622), [17 octobre 1967] (p. 3646, 3666).

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER.

TITRE 1er. — *Dispositions relatives aux ressources.*

Art. 1er : *Autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir les impôts non autorisés* (p. 3574) ; l'injustice du système fiscal français ; la nécessité d'une démocratisation de la fiscalité ; adoption (p. 3575).

Après l'Art. 1er : rejet au scrutin d'un amendement (p. 3577) ; liste des votants (p. 3614, 3615).

Art. 2 : *Impôt sur le revenu des personnes physiques, réduction de 75 ans à 70 ans de l'âge à compter duquel est applicable le régime spécial d'exonération et de décote prévu en faveur des personnes âgées ;* adoption (p. 3577).

Après l'Art. 2 (*ibid.*) ; adoption au scrutin d'un amendement (révision de l'I.R.P.P., en cas de variation de l'indice des prix calculé par l'I.N.S.E.E. ; adoption ; liste des votants (p. 3616, 3617).

Art. 3 : *Impôt sur le revenu des personnes physiques, réduction d'impôt de 5 % pour les rentes et pensions d'invalidité servies*

Budget 1968.

par la Sécurité sociale ; adoption avec modification (p. 3581).

Art. 4 : *Impôt sur le revenu des personnes physiques, déduction des cotisations versées à la Caisse nationale de prévoyance de la fonction publique ;* adoption (*ibid.*).

Art. 5 : *I.R.P.P., participation des employeurs à l'effort de construction de logements, exonération des subventions reçues par les salariés de leur employeur ;* adoption (*ibid.*).

Art. 6 : *I.R.P.P., impôt sur les sociétés, régime spécial des entreprises de presse ;* adoption avec modification (p. 3585).

Art. 7 : *Relèvement du taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée et du taux de la taxe sur les activités financières, ainsi que de la limite supérieure de la décote spéciale applicable à certains artisans* (p. 3585) ; réserve.

Art. 8 : *Imposition des ventes à consommer sur place de spiritueux au taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée ;* adoption avec modification (p. 3586).

Art. 9 : *Application de la T.V.A. à l'agriculture ;* réserve (*ibid.*).

Après l'Art. 9 : réserve d'un amendement (*ibid.*).

Art. 10 : *Régime fiscal des produits pétroliers ;* adoption (p. 3592).

Art. 11 : *Extension du régime de la T.V.A. à l'ensemble des opérations de construction immobilière ;* adoption avec modification (p. 3593).

Art. 12 : *Aménagement des tarifs du droit de consommation sur les alcools, prorogation du régime de contingentement des rhums* ; adoption (*ibid.*).

Art. 13 : *Taxe spéciale pour l'usage des routes ;* réserve (p. 3594).

Art. 14 : *Contribution mobilière, taxe pour frais de chambres de métiers, dégrèvements en faveur des contribuables âgés qui ne disposent que de faibles ressources* (*ibid.*) ; reprise de la discussion (p. 3622) ; adoption avec modification (p. 3624).

Art. 15 : *Délais de prescription opposables à l'administration* (*ibid.*) ; adoption au scrutin d'un amendement de suppression (p. 3625) ; liste des votants (p. 3642, 3643).

Art. 16 : *Taux de la redevance sur les opérations faisant l'objet d'une déclaration en douane* ; adoption (p. 3625).

Art. 17 : *Majoration de la taxe sur les corps gras ;* adoption (*ibid.*).

Art. 18 : *Expansion économique de la Corse* (*ibid.*) ; réserve (p. 3626).

Art. 19 : *Allégement fiscal en faveur de l'industrie cinématographique* ; adoption (*ibid.*).

Art. 20 : *Affectation aux collectivités locales du produit des régularisations de taxe locale sur le chiffre d'affaires opérées en 1968 au titre des forfaits de 1967* ; adoption avec modification (p. 3627).

Art. 21 : *Suppression de taxes sur les céréales et les betteraves* ; adoption (ibid.).

II. — *Ressources affectées* (p. 3627).

Art. 22 : *Dispositions relatives aux affectations* ; adoption (*ibid.*).

Art. 23 : *Relèvement des taux de la taxe spéciale venant en complément du prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques ;* adoption (p. 3628).

Art. 24 : *Majoration de la cotisation individuelle de vieillesse des exploitants agricoles ;* réserve (*ibid.*).

Art. 25 : *Taxe spéciale d'équipement destinée à financer des travaux d'équipement de la région parisienne ;* retrait par le Gouvernement (*ibid.*).

Art. 26 : *Institution de ressources fiscales au profit de l'établissement public d'aménagement de la Basse-Seine ;* adoption (p. 3629).

Art. 27 : *Financement de l'Institut des vins de consommation courante ;* adoption (*ibid.*).

Art. 28 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures, prélèvement exceptionnel ;* réserve (*ibid.*).

Art. 29 : *Fonds spécial d'investissement routier ;* adoption au scrutin (p. 3631) ; liste des votants (p. 3643).

III. — *Mesures diverses.*

Art. 30 : *Détaxation des carburants agricoles* (p. 3631) ; adoption (p. 3632).

Art. 31 : *Modification du montant du fonds des approvisionnements généraux du service des essences des armées ;* adoption (*ibid.*).

Art. 32 : *Redevance perçue à l'occasion de demandes d'inscription d'un médicament sur la liste des spécialités remboursables ;* adoption (*ibid.*).

Après l'art. 32 : réserve d'un amendement (*ibid.*).

TITRE II. — *Dispositions relatives aux charges.*

Art. 33 : *Confirmation de dispositions législatives antérieures ;* adoption (*ibid.*).

TITRE III. — *Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.*

Art. 34 : *Equilibre général du budget ;* réserve (p. 3633).

ARTICLES RÉSERVÉS.

DISCUSSION [17 octobre 1967] (p. 3646). Art. 7 (*ibid.*) ; réserve (p. 3655).

Après l'Art. 7 : réserve de deux amendements (*ibid.*) ; en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du Règlement, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 7 dans le texte du Gouvernement, modifié par les amendements n°s 96 et 97 du Gouvernement, 100 et 101 de la Commission des finances, ainsi que sur les articles additionnels après l'article 7 proposés par les amendements n°s 98 et 99 du Gouvernement (p. 3656) ; adoption au scrutin (p. 3657) ; liste des votants (p. 3662).

Art. 9 (p. 3657) ; reprise de la discussion (p. 3666) ; réserve (p. 3679).

Après l'Art. 9 (*ibid.*) ; retrait d'un amendement ; le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 9 complété par les amendements n°s 103 à 107 et 132 présentés par le Gouvernement (*ibid.*) ; rejet au scrutin (p. 3680) ; liste des votants (p. 3724).

Art. 13 (p. 3680) ; réserve (p. 3685).

Après l'Art. 13 (*ibid.*) ; réserve d'un amendement (p. 3686) ; le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 13 complété par les amendements n°s 109, 110, 111, 112 et 113 ; adoption au scrutin ; liste des votants (p. 3725, 3726).

Art. 18 (p. 3686) ; le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 18 modifié par les amendements n° 114 à 118 et le sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 114 (p. 3693) ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3726, 3727).

Art. 24 (p. 3693) ; le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 24 dans le texte du projet modifié par l'amendement n° 14 de la Commission des finances ; rejet au scrutin (p. 3695) ; liste des votants (p. 3727, 3728).

Art. 28 : adoption (p. 3695).

Après l'Art. 32 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement (p. 3696).

Art. 34, état A (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3706) ; vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*).

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Articles.

Art. 35 à 37 : *voy.* ARTICLES RÉSERVÉS.

Art. 38 et 39 : *voy.* BUDGETS MILITAIRES.

Art. 40 : *voy.* ARTICLES RÉSERVÉS.

Art. 41 et 42 : *voy.* BUDGETS ANNEXES.

Art. 43 à 50 : *voy.* COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Art. 51 : *voy.* TAXES PARAFISCALES.

Art. 52 (état F) : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 53 (état G) : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 54 (état H) : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 55 à 57 : *voy.* EQUIPEMENT ET LOGEMENT.

Art. 58 et 59 : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 60 : *voy.* AGRICULTURE.

Art. 61 à 63 : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 64 : *voy.* AFFAIRES SOCIALES.

Art. 65 à 67 : *voy.* ANCIENS COMBATTANTS.

Art. 68 à 72 : *voy.* COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Art. 73 : *voy.* ARTICLES NON RATTACHÉS.

Art. 74 : *voy.* INDUSTRIE.

Art. 75 : *voy.* EQUIPEMENT ET LOGEMENT.

Art. 76 : *voy.* BUDGETS MILITAIRES.

I. — BUDGET GÉNÉRAL

Art. 35 à 42 : réserve jusqu'au vote sur les états B, C et D, les dépenses militaires et les budgets annexes (p. 3802).

AFFAIRES CULTURELLES.

DISCUSSION [9 novembre 1967] (p. 4754). La proportion des ressources nationales

Budget 1968. affectées à la culture (p. 4754, 4757, 4763, 4764) ; le pourcentage d'exécution du Ve Plan (p. 4754) ; les monuments historiques ; la direction de l'architecture (p. 4755, 4758, 4769) ; la protection des sites et des ensembles (p. 4755, 4756, 4766) ; l'archéologie ; les vestiges grecs trouvés à Marseille (p. 4756, 4768, 4769) ; les musées (p. 4756 à 4758) ; le musée de Saint-Germain (p. 4756) ; l'enseignement de l'architecture (p. 4756, 4758, 4769, 4774) ; les arts plastiques (p. 4756) ; la musique ; les études musicales (p. 4756, 4758, 4772) ; les théâtres ; la décentralisation lyrique ; le théâtre privé (p. 4757 à 4759, 4762, 4763, 4772) ; les théâtres lyriques nationaux : Opéra et Opéra-Comique (p. 4757, 4762, 4763) ; les maisons de la culture ; la décentralisation et la démocratisation de la culture (p. 4757, 4758, 4763, 4764, 4766 à 4770, 4772) ; l'évolution des crédits (p. 4757); les créations d'emplois (p. 4757, 4758) ; l'industrie du livre (p. 4758) ; les problèmes du cinéma ; la fiscalité ; les modalités de l'aide ; les rapports avec la télévision (p. 4758, 4759, 4763, 4766, 4771 à 4773) ; l'introduction de la publicité à la télévision (p. 4763) ; l'association technique pour l'action culturelle (*ibid.*) ; l'absence d'une vraie politique de la culture (p. 4764) ; le « mécénat privé » ; ses inconvénients (p. 4765, 4766) ; les conceptions communistes en matière de culture (p. 4765) ; les relations du Ministère des Affaires culturelles avec ceux des Finances, de l'Education nationale, de l'Equipement, des Affaires sociales et de la Jeunesse et des Sports (p. 4765, 4766) ; les moyens audio-visuels ; l'O.R.T.F. (p. 4766 à 4770) ; l'urbanisme ; le cas de Paris ; les espaces verts (p. 4770, 4773) ; les palais de Cluny, de Saint-Germain-des-Prés ; l'église Saint-Sulpice (p. 4774) ; l'encouragement au développement de la culture dans les D.O.M. (p. 4775).

Intervention de M. Malraux, Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (p. 4759 à 4763) ; l'augmentation des crédits ; la modification complète des fonctions assumées par l'Etat dans le domaine culturel ; la nouvelle notion de musée ; la préoccupation universelle de sauver le passé ; la rupture avec le passé qu'implique notre civilisation ; l'exemption du droit de timbre pour les théâtres privés ; le pourcentage d'exécution du Plan ; la direction de l'architecture ; le développement des services régionaux ; les conditions de travail et d'intervention des architectes ; le cinéma ; les mesures d'aide qui interviendront en 1968 ; la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et ses conséquences ; l'aide à l'exploitation ; les mesures en faveur de la production ; le développement autonome de la machine dans les temps modernes ; le rôle géant de l'imaginaire dans les loisirs ; les « usines de rêve » ; les énormes puissances qui agissent sur l'esprit à travers l'imaginaire ; la sauvegarde du passé ; la gratuité de la culture ; (p. 4775) : la réorganisation de la réunion des théâtres lyriques nationaux par M. Jean Vilar ; les fouilles en cours à Marseille ; les maisons de la culture et le mécénat.

Etat B, TITRES III et IV concernant le Ministère des Affaires culturelles (p. 4775) ; adoption.

Etat C, TITRES V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Etat D, TITRE III (chapitre 35-31) ; adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 63 : amendement du Gouvernement (T.V.A. pour les importations d'œuvres d'art originales) ; l'exonération de la T.V.A. à l'occasion des ventes entre négociants ; les effets du décret du 27 juillet 1967 (*ibid.*) ; adoption de l'amendement (p. 4776).

AFFAIRES ETRANGÈRES

DISCUSSION [7 novembre 1967] (p. 4589, 4605).

L'analyse des crédits ; leur évolution (p. 4590, 4591) ; les questions de personnel ; les créations de postes (p. 4590 à 4592) ; les rapports de la France et du Canada ; le développement des échanges franco-québecois (p. 4590, 4593, 4595, 4599 à 4601, 4607, 4608) ; les agents diplomatiques et consulaires à l'étranger (p. 4590 à 4592) ; les investissements immobiliers (p. 4590, 4592, 4594) ; la presse et l'information à l'étranger ; les émissions de l'O.R.T.F. (p. 4590 à 4593) ; les crédits pour les organismes internationaux (p. 4591) ; l'aide militaire à différents Etats (*ibid.*) ; l'aide économique et financière à l'Algérie (p. 4591, 4618, 4619) ; les négociations de Bruxelles (p. 4591) ; les négociations Kennedy (*ibid.*) ; la question des attachés commerciaux (p. 4591) ; les relations culturelles ; le redéploiement géographique de notre aide (p. 4592, 4594 à 4596) ; les crédits pour la Grèce (p. 4593 à 4595, 4599) ; les centres culturels à l'étranger (p. 4594) ; la réparation de l'église de Sainte-Anne de Jérusalem (*ibid.*) ; la francophonie (p. 4595) ;

les « volontaires du progrès » (p. 4596) ; les jumelages de villes (*ibid.*) ; l'intérêt de la jeunesse pour les problèmes internationaux ; l'Office franco-allemand (p. 4596) ; le Conseil de l'Europe et l'Union de l'Europe occidentale (p. 4597) ; le statut de la fonction publique européenne (*ibid.*) ; le Marché commun ; l'adhésion de la Grande-Bretagne ; la coopération européenne ; l'adhésion de l'Espagne (p. 4597, 4599, 4600, 4602, 4606, 4609, 4610, 4614 à 4617) ; la guerre du Vietnam (p. 4597, 4598) ; la situation au Moyen-Orient ; l'attitude de la France à l'égard des Arabes et d'Israël (p. 4598, 4600, 4606) ; l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'autres pays (p. 4598) ; la République fédérale allemande ; le danger qu'elle représente pour la paix (*ibid.*) ; les rapports de la France avec les pays d'outre-mer (p. 4599) ; les négociations sur le désarmement (*ibid.*) ; la coopération avec l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Est (*ibid.*) ; la visite du Chef de l'Etat à Varsovie (p. 4601, 4617) ; les relations de la France avec l'Espagne et les pays de langue espagnole (p. 4602, 4603) ; les problèmes de l'Amérique latine (p. 4602, 4617) ; la nécessité de consulter et informer et de renoncer au « fait accompli » en matière de politique étrangère (p. 4617) ; la politique pétrolière du Gouvernement (p. 4617, 4618) ; la France et l'Alliance atlantique (p. 4619).

Intervention de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (p. 4610 à 4614) ; la position française sur la guerre du Vietnam ; l'Alliance atlantique et la situation générale en Europe ; le problème allemand ; le Québec ; le conflit israélo-arabe ; les discussions au sein du Conseil de sécurité ; l'impossibilité de négociations directes entre Israël et les gouvernements arabes ; la nécessité d'une action de l'extérieur ; l'attitude d'expectative du Gouvernement français concernant la livraison à Israël d'armements offensifs ; la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun ; la première approche faite en ce sens par le Gouvernement Mac Millan ; la candidature posée par le Gouvernement Wilson ; l'absence d'objections de principe de la part de la France ; les transformations profondes qui résulteraient d'un simple élargissement des Communautés européennes ; les dix pays dont la candidature doit être envisagée ; la perspective d'une grande zone de libre échange atlantique ; les conditions que devrait remplir l'Angleterre pour être admise : le rétablissement effectif de l'équilibre de sa balance des comptes et la réforme profonde du système monétaire britannique ; la nécessité pour les Six d'accorder leurs points de vue ; les exceptions à prévoir au Traité de Rome ; le problème agricole.

Etat B, TITRE III concernant le Ministère des Affaires étrangères (p. 4619) ; adoption au scrutin ; liste des votants (p. 4622) ; vote défavorable du groupe Progrès et démocratie moderne (p. 4619).

TITRE IV : amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à augmenter la réduction de crédits; la remise en cause de l'ensemble de la politique française de coopération avec l'Algérie ; le caractère de rétorsion d'une telle décision ; la nécessité pour le Gouvernement de disposer d'armes pour la négociation (*ibid.*) ; les manquements bien connus de la part du Gouvernement algérien (p. 4620) ; la réduction considérable des crédits depuis 1965 (*ibid.*) ; rejet au scrutin de l'amendement (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4623, 4624) ; amendement de la Commission de la défense nationale tendant à augmenter la réduction de crédits (*ibid.*) ; l'absence de rapport entre l'action culturelle de la France en Grèce et la situation politique de ce pays ; l'application de l'accord franco-hellénique conclu en 1965 (*ibid.*) ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 4621) ; liste des votants (p. 4624, 4625) ; adoption de la réduction de crédits.

Etat C, TITRE V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4621).

AFFAIRES SOCIALES.

DISCUSSION [25 octobre 1967] (p. 4095, 4117), [26 octobre 1967] (p. 4152).

L'évolution des crédits ; leur insuffisance (p. 4096, 4097, 4099, 4103, 4109, 4122, 4123, 4136, 4137, 4139, 4154, 4159) ; l'action sanitaire et sociale ; la situation des inspecteurs (p. 4096, 4097, 4112, 4128, 4137, 4139, 4158, 4159) ; les charges excessives des collectivités locales en matière d'affaires sociales (p. 4096) ; les hôpitaux ; l'insuffisance de leur nombre et de leur équipement (p. 4096, 4097, 4099, 4100, 4115, 4120, 4121, 4129 à 4131, 4135 à 4137, 4152, 4154 et 4156, 4161) les hôpitaux psychiatriques (p. 4096, 4120, 4130, 4131) ; le personnel hospitalier ; les infirmières ; l'amélioration indispensable de leur recrutement et de leurs conditions de travail (p. 4096, 4100, 4101, 4109, 4110, 4115,

Budget 1968. 4120, 4128, 4129, 4131, 4152, 4161) ; le service de santé scolaire (p. 4096, 4099) ; l'aide sociale ; l'aide aux personnes âgées et aux infirmes ; la commission Laroque ; l'Association de défense des personnes âgées et infirmes (D.I.P.A.) et les foyers-villages (p. 4096, 4097, 4131 à 4134, 4139, 4140, 4153, 4159) ; le problème de l'enfance inadaptée (p. 4097, 4099, 4116, 4122, 4134, 4139, 4153, 4154) ; les récentes ordonnances sur la Sécurité sociale ; leur ratification et modification éventuelles, leurs répercussions sur l'équipement sanitaire et social, sur la mutualité et sur l'état sanitaire de la Nation (p. 4097 à 4099, 4101, 4103, 4112, 4119, 4121, 4122, 4125 à 4127, 4129, 4133, 4137, 4138, 4154, 4155) ; la création d'une Caisse d'équipement hospitalier (p. 4097, 4099) ; le rejet du budget par la Commission des finances (p. 4097) ; la Sécurité sociale ; les causes de son déficit ; son financement ; la nécessité d'un grand débat sur ce sujet (p. 4098, 4103, 4111, 4114, 4115, 4119 à 4121, 4125, 4129, 4133, 4134, 4138, 4153, à 4155, 4156) ; le retard apporté à la parution des textes d'application des réformes intervenues en matière sociale (p. 4098) ; les abattements de zone (p. 4098, 4119, 4157) ; la promotion sociale (p. 4099) ; les hôpitaux ruraux (p. 4100) ; la situation de l'emploi ; le chômage ; les mesures prises par le Gouvernement pour y remédier (p. 4101, 4102, 4110, 4111, 4113, 4124, 4159) ; l'Agence nationale de l'emploi el le Fonds national de l'emploi (p. 4102, 4114, 4125) ; les ordonnances sur l'emploi (p. 4102, 4125) ; la réforme du régime de l'hospitalisation (p. 4103) ; le chômage des jeunes (p. 4111, 4113, 4124) ; les travailleurs handicapés physiques (p. 4112, 4153) ; les conseils de prud'hommes (p. 4112) ; les A.S.S.E.D.I.C. (p. 4113) ; la protection sociale des travailleurs indépendants (p. 4114, 4121) ; les crèches (p. 4116) ; l'aide aux veuves (p. 4118) ; la distribution des produits vétérinaires par les droguistes-herboristes (p. 4119) ; l'institution d'un livret du travail (*ibid.*) ; l'absence de responsabilité du corps médical dans le déficit de la Sécurité sociale (p. 4121, 4154) ; l'insuffisance numérique des médecins (p. 4122, 4137) ; l'augmentation de la consommation médicale (p. 4122, 4155) ; l'absence d'une véritable politique de la santé (p. 4122, 4123) ; la recherche médicale (p. 4123, 4136) ; la prévention médicale (p. 4123) ; la protection maternelle et infantile (*ibid.*) ; la lutte contre la tuberculose et le cancer (p. 4123, 4159) ; le programme communiste en matière de politique de la santé (p. 4123) ; l'âge de la retraite (p. 4124, 4133, 4140, 4160) ; le régime spécial d'assurance maladie en Alsace et Moselle (p. 4124, 4161) ; la formation professionnelle des adultes ; le personnel (p. 4125, 4160) ; le rôle et l'importance de la mutualité (p. 4126, 4127, 4160, 4161) ; la situation des cadres hospitaliers (p. 4128, 4137, 4161) ; la politique en faveur de la famille ; les allocations familiales ; le salaire unique (p. 4129, 4156, 4157) ; le Fonds national de solidarité et la vignette (p. 4132) ; les conditions d'attribution de la carte d'économiquement faible (p. 4132 à 4134) ; les accidents du travail suivis de décès (p. 4133, 4138, 4139) ; les problèmes de l'emploi ; les allocations familiales dans les D.O.M. (p. 4135) ; la lutte contre l'alcoolisme ; la taxation éventuelle des boissons alcooliques (p. 4138, 4156) ; la lutte contre le bruit et la pollution atmosphérique (p. 4138) ; les répercussions des récentes ordonnances sur le thermalisme et les villes thermales (p. 4138, 4157, 4158) ; l'hospitalisation à domicile (p. 4152) ; les cardio-pompistes (p. 4156) ; les difficultés économiques du Nord et du Pas-de-Calais (p. 4157) ; le S.M.I.G. (*ibid.*) ; les mutilés et invalides du travail (p. 4158, 4159, 4160) ; les maladies professionnelles : la silicose (p. 4159) ; la réalisation du Plan dans le domaine sanitaire et social (*ibid.*).

Intervention de M. Jeanneney, Ministre des Affaires sociales (p. 4103 à 4105) ; la faible part des crédits budgétaires dans les dépenses sociales ; les efforts du Gouvernement en vue de l'extension des conventions collectives et de l'amélioration des conditions de travail ; l'augmentation des crédits budgétaires ; l'organisation du marché du travail ; la création de nouveaux emplois de fonctionnaires ; l'augmentation des crédils de paiement ; la Sécurité sociale ; les réformes opérées ; l'augmentation de 700 millions pour 1968 des charges budgétaires ; le déficit ; les ordonnances et leurs dispositions en cette matière ; les réformes de structures : clarification des comptes, séparation des caisses, responsabilité nouvelle donnée à celles-ci, réforme des conseils d'administration ; le régime des pensions de vieillesse et celui de l'hospitalisation publique ; la réalisation de ces deux réformes par la voie législative normale ; (p. 4121) : la taxe additionnelle sur l'assurance aux tiers ; l'assurance-maladie des non salariés ; (p. 4124) : le taux de cotisation supplémentaire nécessaire à l'équilibre du régime particu-

lier d'Alsace et de Moselle ; (p. 4125) : le ticket modérateur ; (p. 4128) : la Mutualité ; le ticket modérateur ; l'élimination des médecins et des mutualistes des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale ; (p. 4163, 4164) : les conditions de vente des produits vétérinaires ; la Mutualité ; les efforts accomplis par le Gouvernement au cours des dernières années ; les conditions de travail ; les salaires et les abattements de zone ; la facilitation par les ordonnances de l'extension des conventions collectives ; les infirmières ; le travail à mi-temps ; le retard des constructions hospitalières ; le doublement en 1968 des subventions de l'Etat ; les mesures récemment prises dans le domaine de la Sécurité sociale ; l'asso- le domaine de la Sécurité sociale ; l'asso- l'institution d'une commission consultative médicale ; la diversification des sources de financement de l'assurance-maladie ; la taxe sur les assurances-automobiles ; les personnes âgées ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; le rapport Laroque ; la nécessité d'une politique sélective dans ce domaine ; l'aide à la famille en vue de développer la natalité ; la politique sociale, œuvre de longue haleine.

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 4105 à 4108) ; l'augmentation des crédits ouverts au titre de l'emploi ; les actions convergentes entreprises par le Gouvernement ; la formation professionnelle des adultes ; les ordonnances prises au mois de juillet en matière d'emploi ; les ASSEDIC et l'UNEDIC ; l'Agence nationale pour l'emploi ; le Fonds national de l'emploi ; l'indemnité minimum légale de licenciement ; les recommandations adressées par le Gouvernement le 3 août au patronat et aux organisations syndicales ; l'amélioration de la connaissance statistique des phénomènes relatifs à l'emploi ; la dotation du Fonds national de l'emploi ; les crédits pour la formation professionnelle des adultes ; la modernisation des entreprises artisanales ; la promotion sociale des artisans ; l'accès des jeunes au marché du travail ; les cadres âgés ; le caractère préoccupant des problèmes de l'emploi ; le souci du Gouvernement d'assurer de plein emploi ; les causes de la situation difficile dans ce secteur ; le sens à donner au mot « légalement » qui figure dans le texte de l'une des ordonnances ; (p. 4161 à 4163) : l'inexactitude de l'affirmation selon laquelle l'objectif du Plan est de porter à 600.000 le nombre des chômeurs ; le nombre actuel des demandeurs d'emploi ; les mesures prises par le Gouvernement pour l'instauration d'une politique plus active ; le chiffre de 500.000 chômeurs atteint en 1954 ; le fonctionnement du Fonds national de l'emploi ; les rapports annuels d'exécution ; l'Agence nationale de l'emploi ; les crédits budgétaires prévus pour faire face au nombre de chômeurs secourus ; la régionalisation des actions du Fonds national de l'emploi ; la réadaptation professionnelle ; l'amendement que le Gouvernement prévoit de déposer à l'article 3 de la loi de 1963 créant le fonds national de l'emploi ; la couverture du risque maladie pour les jeunes ; la situation dans les départements d'outremer ; les problèmes de l'emploi dans le Nord et le Pas-de-Calais ; le statut des personnels de l'association pour la formation professionnelle des adultes.

Etat B, Titre III (p. 4164) concernant le Ministère des affaires sociales ; rejet d'un amendement ; adoption des crédits (p. 4165).

Titre IV : rejet d'un amendement ; adoption des crédits (*ibid.*).

Etat C, Titre V : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Titre VI : rejet d'un amendement ; adoption des crédits de paiement au scrutin (p. 4165) ; liste des votants (p. 4167, 4168).

Art. 64 : *Prise en charge, par l'Etat, des services de lutte contre les grandes endémies en Polynésie française et du service de la santé publique à Saint-Pierre-et-Miquelon ;* rejet d'un amendement ; adoption de l'article (p. 4166).

AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A.

DISCUSSION [7 novembre 1967] (p. 4627), [8 novembre 1967] (p. 4653, 4673, 4693).

Le mécontentement et l'inquiétude du monde agricole (p. 4627, 4657, 4663, 4664, 4667, 4707, 4710, 4711, 4713, 4718) ; l'agriculture et l'Europe ; le Marché commun agricole ; les négociations de Bruxelles et de Luxembourg (p. 4628, 4641, 4664, 4691, 4711, 4719) ; l'analyse des crédits ; leur évolution ; leur insuffisance (p. 4628, 4633, 4641, 4654, 4657, 4708, 4711 à 4714, 4717) ; la réforme des structures; les S.A.F.E.R.; le F.A.S.A.S.A. (p. 4628, 4656, 4660, 4661, 4666, 4668, 4695, 4698, 4701, 4702, 4711) ; les indemnités viagères de départ (I.V.D.) (p. 4628, 4630, 4642, 4656, 4669, 4675, 4689, 4691, 4695, 4696, 4698, 4704, 4705, 4708, 4713) ; l'enseignement agricole ; les bourses ; leurs critères d'attribu-

Budget 1968.

tion (p. 4628, 4633, 4634, 4656, 4691, 4692, 4694, 4696, 4697, 4711, 4713, 4716, 4726) ; les maladies du bétail ; la brucellose ; l'inspection sanitaire (p. 4628, 4659, 4708) ; l'élevage ; les problèmes de la viande ; les prêts pour les bâtiments (p. 4629, 4643, 4654, 4655, 4658, 4659, 4661, 4667, 4688, 4689, 4691, 4695, 4703, 4706, 4711, 4713, 4717) ; l'agriculture et le Ve Plan (p. 4629, 4631, 4695) ; l'équipement agricole ; les investissements ; leur insuffisance (p. 4629, 4633, 4654, 4655, 4661, 4679, 4695, 4707) ; les adductions d'eau et l'assainissement (p. 4629, 4657, 4661, 4668, 4674, 4675, 4679, 4697 à 4699, 4705, 4707, 4708, 4713, 4723) ; la commercialisation des produits agricoles (p. 4629, 4632, 4712, 4714); les mesures sociales ; le B.A.P.S.A. ; l'augmentation des cotisations agricoles (p. 4629, 4630, 4636 à 4639, 4711, 4715, 4718) ; l'application de la taxe complémentaire à l'agriculture (p. 4630, 4698, 4702) ; les calamités agricoles et la loi du 10 juillet 1964 ; la dotation du Fonds ; les retards apportés à l'indemnisation des sinistrés (p. 4630, 4643, 4656, 4665, 4667, 4668, 4670, 4677 à 4680, 4699, 4701, 4703, 4704, 4706, 4719) ; l'extension de la T.V.A. à l'agriculture ; les forfaits (p. 4630, 4633, 4641, 4642, 4656, 4667, 4701, 4703, 4717) ; le crédit agricole ; le taux des prêts ; la Caisse de crédit (p. 4630, 4699) ; les responsabilités de l'Administration à l'égard des agriculteurs ; les différences de degré d'évolution entre les diverses formes d'agriculture ; les mesures à prendre pour chacune d'elles (p. 4631, 4632) ; les revenus agricoles ; la parité (p. 4632, 4635, 4663, 4664, 4666, 4707, 4711, 4712) ; les transports scolaires (p. 4633, 4696) ; la vulgarisation agricole (p. 4633, 4634) ; le F.O.R.M.A. ; le soutien des cours du lait et de la viande ; la régionalisation des aides (p. 4634 à 4636) ; la rénovation rurale ; les zones déshéritées (p. 4639 à 4641, 4661, 4675, 4679, 4695, 4696, 4701, 4707, 4713, 4715) ; les prix agricoles ; leur dégradation ; le soutien du F.E.O.G.A. (p. 4641, 4655, 4659, 4660, 4663, 4666, 4667, 4691, 4698, 4701, 4710 à 4712, 4714) ; les mesures fiscales et sociales préconisées par le parti communiste en faveur de l'agriculture (p. 4642, 4718) ; l'exploitation familiale (p. 4642, 4668, 4719) ; la situation dans le Sud-Ouest ; l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées (p. 4642, 4700, 4713, 4716, 4719) ; le prix du maïs (p. 4643, 4704, 4714) ; les problèmes du lait (p. 4643) ; les viticulteurs ; le prix du vin ; la fiscalité viticole ; les importations (p. 4643, 4656, 4662, 4663, 4665, 4666, 4670, 4689, 4690, 4703, 4704, 4707, 4727) ; les producteurs de tabac (p. 4643, 4703) ; l'endettement du monde agricole (p. 4643, 4644, 4660) ; la surproduction de denrées agricoles (p. 4644) ; le service de la répression des fraudes (p. 4655) ; l'aménagement foncier ; le remembrement (p. 4656, 4661, 4708, 4710, 4713, 4716) ; l'ordonnance sur la coopération agricole ; les inquiétudes qu'elle soulève (p. 4657, 4668, 4670, 4671, 4699, 4700, 4717) ; les ostréiculteurs et mytiliculteurs ; leur formation professionnelle (p. 4657) ; la situation en Bretagne (p. 4637, 4658, 4702) ; le curage des rivières (p. 4661) ; le bois ; la politique forestière ; la forêt domaniale ; les dégâts aux forêts (p. 4664, 4669, 4674, 4675, 4715) ; l'assurance obligatoire pour les employeurs de main-d'œuvre agricole (p. 4666) ; la situation des veuves d'exploitants agricoles (*ibid.*) ; les travaux d'électrification rurale ; les ressources du Fonds (p. 4669, 4670, 4679, 4699, 4703, 4708, 4717) ; l'amélioration de l'habitat rural (p. 4669, 4692, 4697) ; les fruits et légumes (p. 4675, 4676) ; les pépiniéristes ; les arboriculteurs (p. 4676, 4677) ; les gemmeurs de la forêt de Gascogne (p. 4678, 4694, 4695, 4704) ; les inondations de l'Oise (p. 4679) ; les cotatioss régionales de la viande de porc (p. 4689, 4714) ; les industries de transformation des produits agricoles (p. 4691, 4704) ; la retraite anticipée pour inaptitude au travail (p. 4691) ; la création d'une carte professionnelle agricole (p. 4694) ; la formation professionnelle et le recyclage (p. 4696) ; la condition difficile de la femme à la campagne (p. 4697) ; le rétablissement du permis de chasse départemental (p. 4700) ; l'installation de deux cimenteries près d'un vignoble classé en Bourgogne (*ibid.*) ; les usagers du marché-gare de Nice (p. 4700, 4701) ; l'exode rural (p. 4702) ; les abattements de zone en matière d'allocations familiales (*ibid.*) ; la taxe de circulation sur les viandes (p. 4703) ; la réglementation de la graine de luzerne (p. 4706) ; la voirie rurale (p. 4707) ; les permissions agricoles (p. 4708) ; la culture du blé dur (p. 4709) ; la concurrence des pays de l'Est sur le marché des fraises (*ibid.*) ; les manifestations paysannes de Redon (*ibid.*) ; dans le Centre et le Sud-Ouest (p. 4712) ; l'aménagement des marais de l'Ouest (p. 4709) ; les installations en France d'agriculteurs étrangers, notamment allemands (p. 4710) ; la crise de la viande de porc (p. 4714) ; le prix de la viande de bœuf (p. 4715); le financement de l'assurance vieillesse des exploitants agricoles (*ibid.*) ; la situation de l'Auvergne (*ibid.*) ; l'agriculture dans la Somme ; les betteraviers (p. 4716, 4717).

Intervention de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture (p. 4630) : le taux des prêts à l'élevage ; (p. 4634) : la moyenne nationale de production de lait ; (p. 4635) : le caractère évaluatif des crédits du F.O.R.M.A. ; (p. 4645) : les négociations de Bruxelles sur le prix du maïs ; (p. 4655) : les amendements proposant des économies ; (p. 4657) : les distorsions dans les augmentations de revenus ; (p. 4658) : la production de viande porcine ; (p. 4660) : le blocage des crédits du F.E.O.G.A. ; (p. 4668) : les veuves d'exploitants agricoles ; (p. 4669) : les crédits pour les travaux d'électrification rurale ; (p. 4678) : les dossiers de sinistrés ; l'indemnisation des sinistrés de Lot-et-Garonne ; (p. 4680) : les inondations de l'Oise ; (p. 4680 à 4688) : le complément apporté par le présent débat budgétaire au débat agricole du mois précédent ; le budget, expression et instrument d'une politique ; le crédit agricole ; le volume des « en-cours » ; les mesures récemment prises ; l'endettement des agriculteurs ; la formation économique nécessaire de l'exploitant ; la diminution du taux d'intérêt pour le crédit à l'élevage ; son extension à d'autres domaines ; les prix des produits agricoles ; le maïs et la viande ; les négociations internationales sur ce point ; la viande de porc ; la cotation provinciale ; l'augmentation du prix d'intervention effectif ; les importations, notamment en provenance des pays de l'Est ; le soutien des marchés ; son coût élevé ; l'inscription des crédits au budget des charges communes ; le soutien des cours des produits animaux ; l'application de la T.V.A. à l'agriculture ; la dissociation du forfait, de la franchise et la décote ; les questions budgétaires ; le volume considérable du budget social agricole ; le coût de l'application de la T.V.A. à l'agriculture ; la primauté de la politique sociale ; la réduction de la part de la profession dans le financement du B.A.P.S.A. ; les bourses d'études ; l'augmentation des crédits : le relèvement du montant de l'indemnité viagère de départ ; les zones d'action rurale et les zones de rénovation rurale ; la restructuration foncière ; le remembrement ; les S.A.F.E.R. et le F.E.O.G.A.; l'importance de l'effort consenti en faveur de l'élevage ; les crédits qui vont être consacrés aux adductions d'eau et à l'électrification rurale ; les améliorations incontestables qu'apporte le présent budget ; l'absence de remède miracle pour l'agriculture ; (p. 4690): le coupage des vins ; (p. 4699) : la situation de la Bourgogne ; (p. 4719 à 4727) : les calamités agricoles ; la simplification et l'accélération des procédures ; l'acceptation d'un débat sur les questions orales déposées à ce sujet ; le statut des zones déshéritées ; l'acceptation de transférer à d'autres chapitres « les crédits de mendicité » que le Parlement proposerait de supprimer ; le prix de la viande ; le problème de l'élevage ; les prêts ; l'harmonisation nécessaire des aides de tous les pays du Marché commun ; les lycées agricoles ; la Bretagne ; la lutte contre la brucellose ; les importations de jambon des pays de l'Est ; la question des débouchés ; les exportations vers les pays sous-alimentés ; le vin ; les exportations ; le coupage ; la situation difficile du bois ; les zones de rénovation ; les crédits affectés au Fonds d'électrification ; les crédits d'équipement collectif ; le marché des fruits ; les pommes ; les inondations de l'Oise ; les cotations régionales du porc ; la nécessité du soutien de l'Assemblée Nationale au Ministre de l'Agriculture ; l'habitat rural ; l'enseignement privé ; la carte professionnelle ; les écoles vétérinaires ; les gemmeurs ; la nécessité de soutenir les marchés agricoles ; les bourses d'études ; les adductions d'eau et l'assainissement ; le crédit agricole ; la réforme des coopératives ; le permis de chasse départemental ; l'installation de cimenteries dans les pays de vignoble ; la disparition en avril de la « fourchette » des prix européens pour la viande de bœuf ; l'exode rural ; l'impossibilité de l'arrêter ; le caractère mondial du phénomène ; l'exploitation familiale ; le coupage des vins ; le tabac ; les calamités agricoles ; la luzerne ; la brucellose ; la cotation du porc ; le remembrement ; les marais de l'Ouest ; la liberté d'installation des étrangers et l'intervention possible des S.A.F.E.R. ; la discipline européenne nécessaire ; la publication des nouveaux critères d'octroi des bourses ; l'aide à la commercialisation ; la discipline indispensable des éleveurs de porcs ; la solidarité entre les divers secteurs de l'agriculture ; le prix du maïs ; les crédits pour la vulgarisation agricole ; la T.V.A. ; l'endettement ; les charges sociales ; la pensée de M. Mansholt ; la signification de l'adoption du budget.

Etat B concernant le Ministère de l'Agriculture ; Titre III (p. 4727) ; la création d'une quatrième école vétérinaire ; adoption au scrutin (p. 4728) ; liste des votants (p. 4750, 4751).

Titre IV : les bourses scolaires agricoles (p. 4728) ; l'opportunité d'un large débat sur l'enseignement agricole ; le déficit des abattoirs publics et privés ; la subvention au

Budget 1968. Fonds commun des accidents du travail agricoles ; la distinction anormale entre les ouvriers agricoles et les ouvriers de l'industrie qui travaillent sur des machines semblables (*ibid.*) ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4751, 4752).

Etat C, Titre V : l'inscription au seul budget de l'Agriculture des crédits consacrés au marché d'intérêt national de Rungis (p. 4729); adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Titre VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Etat D, Titre III (chapitre 34-15) concernant le Ministère de l'Agriculture ; adoption (*ibid.*).

Art. 60 : *Contribution additionnelle aux primes ou cotisations d'assurance destinée à alimenter le Fonds national de garantie des calamités agricoles ;* adoption (*ibid.*).

Prestations sociales agricoles.

Art. 41 : Services votés du B.A.P.S.A. ; adoption.

Art. 42, paragraphe II : adoption des crédits (p. 4729).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE.

DISCUSSION [19 octobre 1967] (p. 3837 à 3849).

La situation des déportés politiques (p. 3837 à 3840, 3845, 3850 à 3852, 3856, 3863) ; la démission du rapporteur spécial de la Commission des finances (p. 3837, 3847) ; l'évolution des crédits ; leur insuffisance ; l'absence de mesures nouvelles réelles (p. 3837, 3838, 3846 à 3848, 3851, 3852, 3854) ; les pensions de veuves (p. 3837 à 3839, 3858); l'action sociale en faveur des anciens combattants et victimes de guerre ; l'Office national (p. 3838, 3839, 3847, 3851, 3860) ; la situation comparée des anciens combattants en France et à l'étranger (p. 3838, 3840) ; la réduction du nombre des parties prenantes au budget (p. 3838) ; le rapport constant ; les propositions parlementaires tendant à la réunion d'une commission pour étudier le problème (p. 3839, 3845, 3846, 3848, 3851, 3852, 3854, 3855, 3858) ; les forclusions (p. 3839, 3862) ; les militaires du contingent qui ont servi en Algérie (p. 3839, 3847, 3848, 3850, 3852 à 3854, 3856, 3858, 3859) ; les cérémonies commémoratives du 8 mai 1945 (p. 3846, 3851, 3858) ; le remboursement des marks (p. 3846) ; l'opportunité d'un débat à la T.V. sur les problèmes des anciens combattants et victimes de guerre (p. 3846) ; les patriotes résistants d'Alsace et de Moselle ; les Alsaciens-Lorrains incorporés de force et internés par les Russes au camp de Tampow; les familles d'Alsaciens-Lorrains déportés (p. 3850, 3857, 3860, 3863) ; la discrimination entre les anciens combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945 (p. 3851, 3855, 3857) ; la retraite du combattant (p. 3853, 3855, 3858) ; l'attribution de la Légion d'honneur aux grands mutilés (p. 3854) ; les plafonds de retraites (p. 3858) ; la commémoration de la victoire de Verdun (p. 3859) ; les déportés du travail (p. 3860, 3861) ; les déportés corses en Italie (p. 3861) ; les anciens combattants corses (p. 3861, 3862).

Intervention de M. Duvillard, Ministre des Anciens combattants et victimes de guerre (p. 3840 à 3844) : l'augmentation constante du budget des Anciens combattants : l'analyse des crédits du Titre III et du Titre IV ; le fonctionnement du rapport constant ; la diminution des parties prenantes et le calcul des crédits ; les mesures nouvelles concernant les veuves de guerre ; le délai de prescription des arrérages en matière de retraite du combattant ; la Sécurité sociale des pensionnés ; les soins médicaux gratuits ; le service de l'appareillage ; les tarifs réduits consentis par la S.N.C.F. ; les dépenses sociales de l'Office ; le rôle de l'Institution nationale des invalides de guerre ; les cérémonies commémoratives du 8 mai ; (p. 3863 à 3870) : la mesure nouvelle décidée par le Gouvernement en faveur des déportés politiques ; les anciens d'Algérie ; l'attribution à leur profit d'un titre de reconnaissance ; l'article 55 de la loi du 21 décembre 1961 ; son caractère de vœu ; les mesures prises dans le sens de ce vœu ; l'historique du système dit du rapport constant ; les problèmes propres aux Alsaciens et Mosellans ; les prétendus appels systématiques et abusifs des services du Ministère contre les décisions des tribunaux de pension ; les réfractaires du S.T.O. ; la commémoration du 8 mai et de la victoire de 1918 ; les forclusions ; la Corse ; la réforme de la Sécurité sociale ; ses répercussions sur les droits des pensionnés de guerre ; l'importance du présent budget.

Etat B, Titre III concernant le Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre (p. 3867) ; retrait d'un amendement (p. 3868); réserve.

Titre IV : réserve (*ibid.*).

Art. 65 : *Allongement du délai de prescription des arrérages de la retraite du combattant* (*ibid.*) ; réserve.

Après l'Art. 65 : réserve d'un amendement (application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962 (*ibid.*).

Art. 66 : *Augmentation de l'allocation spéciale attribuée aux veuves pour les orphelins atteints d'une infirmité incurable* (p. 3869) ; réserve.

Art. 67 : *Augmentation des suppléments familiaux rattachés à la pension de veuve de guerre ;* réserve (*ibid.*).

Après l'Art. 67 : amendement du Gouvernement (institution d'un titre de reconnnaissance de la Nation pour les anciens d'Algérie) ; le dépôt en deuxième délibération d'un amendement du Gouvernement qui impliquera la rectification de l'article d'équilibre ; la situation des déportés politiques.

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur les titres III et IV de l'état B et sur les articles 65, 66 et 67 et l'amendement n° 147 du Gouvernement après l'article 67 (p. 3870).

Adoption au scrutin (p. 3870) ; liste des votants (p. 3886, 3887).

COOPÉRATION.

DISCUSSION [25 octobre 1967] (p. 4080).

Les crédits ; leur maintien au niveau antérieur ; leur insuffisance (p. 4080, 4082 à 4086) ; le Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) ; sa dotation et ses actions (p. 4080, 4081, 4084, 4086) ; l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (O.R.S.T.O.M.) (p. 4080, 4083, 4085) ; l'assistance technique (p. 4080, 4083, 4087) ; les militaires du contingent (p. 4080, 4083) ; les « volontaires du progrès » (p. 4080, 4083, 4085, 4087) ; l'assistance économique et financière (p. 4081) ; le Fonds européen de développement (F.E.D.) (*ibid.*) ; les investissements de capitaux privés ; les garanties (p. 4081, 4084, 4086) ; le commerce extérieur de la France avec les Etats africains et malgache ; la concurrence étrangère, notamment européenne (p. 4081, 4085) ; les subventions aux budgets des Etats (p. 4082) ; l'institution d'une Communauté francophone (p. 4082, 4084) ; la signification politique de la coopération (p. 4082) ; les effectifs des coopérants ; leur reclassement en métropole ; les diplômes exigés (p. 4083, 4087) ; les prêts étrangers aux Etats africains (p. 4084) ; les cours des matières premières (p. 4085) ; le néocolonialisme (p. 4086) ; le projet de complexe agro-industriel du sucre au Sénégal (*ibid.*) ; les rapports de la France avec le Mali et avec la Guinée (p. 4086, 4087) ; la nécessité d'une promotion sociale de base (p. 4087). Budget 1968.

Intervention de M. Bourges, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération (p. 4087 à 4092) : l'unité de vues entre les rapporteurs et le Gouvernement ; les liens privilégiés de la France avec les 17 Etats ; le budget de la Coopération ; les conséquences de la décolonisation ; le but de la Coopération : développer le progrès économique et social, l'évolution culturelle, technique et économique ; la place faite aux pays francophones ; l'institution d'une communauté francophone ; la zone franc ; la concurrence en Afrique avec les autres Etats européens ; la coopération technique ; la formation et l'équipement des armées nationales ; les récentes manœuvres en Afrique noire; les subventions d'équilibre aux budgets nationaux ; le remboursement des emprunts contractés à l'étranger par les Etats d'Afrique; le budget pour 1968, budget de stabilité; l'enseignement primaire ; la formation des maîtres; l'enseignement secondaire et supérieur; la fourniture par la France de professeurs et d'équipement ; l'assistance technique ; le recrutement des fonctionnaires ; les problèmes d'avancement ; les coopérants ; les appelés du contingent ; les difficultés qu'entraînerait dans ce domaine la réduction de la durée du service militaire ; l'octroi souhaitable de contrats complémentaires ; les « volontaires du progrès » ; la situation matérielle des agents de l'assistance technique ; la haute qualification des cadres demandés par les Etats africains et malgache; la répartition des crédits du F.A.C. ; ses interventions ; l'O.R.S.T.O.M. ; le développement de la consommation du sucre en Afrique ; la création d'une sucrerie au Sénégal ; la garantie des investissements privés ; la nécessité d'un plus grand développement de la coopération dans l'avenir.

Etat B, Titres III et IV concernant le Ministère de la Coopération (p. 4092) ; adoption.

Etat C, Titres V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4093).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

DISCUSSION [2 novembre 1967] (p. 4329).

L'évolution des crédits (p. 4329, 4332, 4340, 4344, 4346, 4347) ; les dotations du F.I.D.O.M. (p. 4329, 4332, 4341, 4346, 4347,

Budget 1968. 4348) ; le service militaire adapté (p. 4329, 4330, 4332, 4341, 4344) ; les migrations de population des D.O.M., notamment vers la métropole (p. 4330, 4341, 4342, 4344, 4347) ; le déficit des balances commerciales des départements (p. 4330) ; la production du sucre ; la crise aux Antilles (p. 4330 à 4333, 4340, 4342, 4344 à 4347) ; le rhum (p. 4330, 4332) ; la banane (p. 4330 à 4332, 4345 à 4347) ; les cyclones (p. 4330, 4331, 4344, 4347) ; l'ananas (p. 4330) ; l'industrialisation des D.O.M. (p. 4330, 4331, 4342, 4346) ; le développement de l'épargne (p. 4330, 4331) ; la poussée démographique ; le contrôle des naissances (p. 4331, 4342, 4347) ; l'évolution de la production intérieure brute (p. 4331) ; les D.O.M. et le Marché commun (*ibid.*) ; la Guadeloupe ; les incidents de mai dernier (p. 4332, 4341, 4343 à 4345) ; le tourisme (p. 4341, 4342) ; l'insuffisance du développement économique (p. 4333, 4340, 4341, 4347) ; l'absence de législation sur les loyers (p. 4333) ; la départementalisation ; les réformes administratives nécessaires ; la décentralisation ; l'autonomie (p. 4333, 4334, 4342 à 4346) ; la formation professionnelle (p. 4340, 4344, 4346) ; la Guyane (p. 4343) ; le statut de l'Inini (p. 4344) ; l'application dans les D.O.M. de l'ordonnance sur la garantie de l'emploi (p. 4344, 4346) ; et de la législation sociale métropolitaine (p. 4344, 4347) ; la Réunion ; les planteurs de géranium, le tabac, les huiles essentielles ; la suppression du poste de président du tribunal administratif de Saint-Denis (p. 4348, 4349).

Intervention de M. Billotte, Ministre chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (p. 4334 à 4340) : les dégâts causés par les cyclones de 1966-1967 aux Antilles ; les incidents de mai dernier en Guadeloupe ; les menées du Groupement d'organisation nationale en Guadeloupe (G.O.N.G.) ; le leurre de l'autonomie et de l'indépendance ; les avantages de la départementalisation ; le statut de l'Inini ; la déconcentration et la régionalisation dans les D.O.M. ; les crédits de 1968 ; la croissance des crédits d'équipement ; les dotations du F.I.D.O.M. ; la situation sociale ; l'accroissement rapide de la population ; la disparité des revenus individuels ; le contrôle des naissances ; la politique de migration ; le relèvement du S.M.I.G. ; les institutions de protection sociale ; les avantages accordés aux familles ; le régime de Sécurité sociale des non-salariés ; l'application dans les D.O.M. des ordonnances réformant la Sécurité sociale ; les problèmes d'éducation nationale ; la formation professionnelle ; le service militaire adapté ; l'ordonnance sur l'emploi et ses conséquences pour les travailleurs en chômage ; l'agriculture des D.O.M. ; le marché communautaire du sucre ; l'union des planteurs de canne des D.O.M. et des planteurs de betteraves métropolitains ; la banane ; l'ananas ; les huiles essentielles et le thé de la Réunion ; la réforme foncière ; les S.A.F.E.R. ; la mise en valeur de la forêt, notamment en Guyane ; la relance des pêches maritimes ; le développement de l'industrialisation ; l'exploitation de la bauxite en Guyane ; le tourisme ; l'augmentation de l'épargne liquide ; l'élévation du niveau de vie réel ; la nécessité d'une diminution du taux de croissance de la population ; les liens de la France et des D.O.M. ; (p. 4349 à 4351) : la construction de logements à la Réunion ; la sécheresse de la région sud et la production de géraniums ; la création d'une sous-préfecture à Saint-Benoit gagée par la suppression du tribunal administratif de Saint-Denis ; l'intéressement des planteurs ; la construction de classes maternelles ; le développement de l'enseignement ménager ; les migrations de la Guadeloupe vers la métropole ; le B.U.M.I.D.O.M. ; l'écart entre les dotations de la section locale et de la section centrale du F.I.D.O.M. ; la crise de la production sucrière à la Martinique ; les avantages du statut départemental ; les préférences des populations pour ce régime, condition de l'intégration de ces pays d'outre-mer dans le Marché commun ; la difficulté des problèmes.

Etat B, TITRES III et IV concernant les départements d'outre-mer (p. 4351) ; adoption.

Etat C, TITRES V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement ; votes défavorables des groupes communiste et de la Fédération de la gauche (*ibid.*).

ECONOMIE ET FINANCES.

I. — CHARGES COMMUNES.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4480).

L'évolution des crédits (p. 4480) ; la dette publique ; l'emprunt de juin 1967 (*ibid.*) ; la fonction publique ; l'insuffisance des rémunérations ; les catégories C et D (p. 4481 à 4484, 4488, 4489) ; les retraites ; l'intégration de l'indemnité de résidence (p. 4481 à 4485, 4488, 4489) ; les retraités des anciennes caisses locales d'Afrique du Nord et d'outre-mer (p. 4481, 4485, 4489) ; les subventions agricoles ; le F.O.R.M.A. (p.

4481) ; les actions de rénovation rurale (p. 4481, 4482) ; l'équipement des entreprises nationales (p. 4481) ; les aides à l'expansion économique régionale (*ibid.*) ; les personnes âgées (p. 4481, 4482) ; les rentiers viagers de l'Etat (p. 4482, 4483, 4488) ; les zones de salaires (p. 4482, 4484) ; la réforme nécessaire de l'impôt sur le revenu (p. 4483) ; la sous-administration des départements du Nord (p. 4485, 4486) ; la nécessité de relancer la fonction publique (p. 4488, 4489) ; le statut des contractuels (p. 4489) ; les retraités de la police (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4489 à 4491) : l'ampleur du budget ; la dette publique ; l'emprunt de juin 1967 ; la diminution de la dette flottante ; l'augmentation considérable des crédits du titre III ; l'accroissement des pensions civiles et militaires ; l'âge de la retraite ; l'accroissement de l'effectif des pensionnés ; les subventions pour le sucre ; les céréales ; le F.O.R.M.A. ; la construction ; les crédits d'action sociale ; la masse salariale ; son augmentation ; les mesures prises en 1967 en faveur de la fonction publique ; le problème de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; les zones de rénovation rurale ; les difficultés de recrutement des agents de la fonction publique dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ; les retraités de la police ; les rentiers viagers.

Etat B, TITRE II concernant le Ministère de l'Economie et des Finances. — I. — Charges communes (p. 4491) ; adoption.

TITRE III ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4522).

Etat C, TITRES V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4491).

ECONOMIE ET FINANCES

II. — SERVICES FINANCIERS.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4470).

L'évolution des crédits (p. 4470) : les tâches accrues des services financiers (p. 4470) ; les problèmes de personnel; les créations d'emplois (p. 4470, 4471, 4473) ; les équipements mécanographiques (p. 4470, 4471) ; l'information économique et financière (p. 4471) ; la direction de la prévision (*ibid.*) ; la fusion des régies (*ibid.*). ; les services douaniers (*ibid.*) ; le commerce extérieur ; son évolution défavorable ; la politique commerciale à l'étranger (p. 4471, 4473) ; l'I.N.S.E.E. (p. 4472) ; le commerce intérieur (p. 4473) ; la recherche commerciale (p. 4473) ; l'Institut national de la consommation (*ibid.*) ; la généralisation de la T.V.A. ; les inquiétudes qu'elle soulève (*ibid.*) ; l'ordonnance de septembre 1967 sur la loyauté de la concurrence (p. 4474) ; les rentiers viagers (p. 4474, 4475).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4475 à 4477) : les crédits de fonctionnement ; l'expansion économique à l'étranger ; le renforcement des capacités de concurrence de nos entreprises exportatrices ; l'information à l'usage des exportateurs ; les « actions concertées » ; la représentation économique à l'étranger ; la modernisation de l'appareil commercial ; le développement de l'enseignement et de la gestion des entreprises ; l'Institut national de la consommation ; l'I.N.S.E.E. ; le problème des effectifs de l'administration financière ; la progression des créations d'emplois ; le service chargé de l'application de la T.V.A. ; l'effort considérable d'information en matière de T.V.A. ; l'administration du commerce intérieur et des prix ; le recensement de la population en 1968 et les créations d'emplois corrélatives à l'I.N.S.E.E. ; les besoins supplémentaires résultant du nouveau découpage de la région parisienne ; l'effort de mécanisation ; la mise en place de la commission de contrôle des opérations de bourse ; la revalorisation des rentes viagères ; l'hommage à l'ensemble des fonctionnaires des services financiers de l'Etat.

Etat B concernant le Ministère de l'Economie et des Finances ; II. — Services financiers ; TITRES III et IV ; adoption (p. 4477).

Etat C, TITRE V : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

EDUCATION NATIONALE

DISCUSSION [26 octobre 1967] (p. 4170, 4195), [27 octobre 1967] (p. 4233, 4256).

L'évolution des crédits ; leur énormité ; leur insuffisance (p. 4170, 4171, 4173, 4174, 4182, 4185 à 4188, 4193, 4204, 4205, 4209) ; les effectifs croissants d'élèves et d'étudiants ; l'insuffisance des locaux (p. 4170, 4197, 4198, 4203, 4204, 4206, 4232) ; les pourcentages de succès aux examens, notamment au baccalauréat (p. 4170, 4184, 4190, 4203, 4241) ; les bourses ; leurs conditions d'attri-

Budget 1968.

bution, notamment en zone rurale (p. 4170, 4171, 4175, 4200, 4202, 4203, 4243, 4248) ; l'enseignement supérieur ; l'accès aux facultés (p. 4170, 4171, 4175, 4176, 4184, 4185, 4188, 4189, 4192, 4193, 4194, 4197, 4203 à 4207, 4236, 4241) ; les instituts universitaires de technologie (p. 4171, 4176, 4184, 4185, 4194, 4197, 4203) ; les problèmes de personnel ; les créations de postes ; l'insuffisance numérique et qualitative des professeurs ; le problème des rémunérations ; le recours excessif aux auxiliaires (p. 4171, 4172, 4175, 4186, 4187, 4189, 4195 à 4199, 4202, 4204, 4207, 4211, 4213, 4239, 4247) ; les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) (p. 4171, 4175, 4183, 4206, 4210, 4212) ; l'enfance inadaptée et handicapée (p. 4171, 4189, 4214, 4242, 4249, 4250) ; le Centre national des œuvres universitaires (p. 4171) ; la prolongation à 16 ans de la scolarité obligatoire ; les difficultés de la rentrée scolaire et universitaire (p. 4171, 4172, 4174, 4183, 4186 à 4188, 4192, 4193, 4198, 4202, 4211, 4239, 4245, 4248) ; les sections d'éducation professionnelle (p. 4171, 4172, 4174, 4175, 4183, 4184, 4192, 4239) ; le plan de lecture publique (p. 4172) ; la situation des directeurs d'école (p. 4172, 4237, 4238, 4246) ; les agrégés (p. 4172, 4206) ; la recherche pédagogique (p. 4172, 4173, 4188, 4191, 4200) ; l'utilisation des locaux scolaires et du patrimoine immobilier de l'Education nationale (p. 4172, 4173, 4175, 4236, 4237) ; la modernisation des conceptions et des méthodes de l'Education nationale et de l'Université (p. 4172, 4174, 4175, 4190, 4200) ; les constructions scolaires ; les procédés de construction industrialisée (p. 4173, 4174, 4176, 4177, 4197, 4240, 4241) ; l'enseignement technique ; les C.E.T. (p. 4173, 4197, 4199, 4201, 4202, 4205, 4212, 4213, 4234, 4248) ; l'architecture, la décoration et le mobilier des établissements scolaires (p. 4174, 4177, 4215) ; la réforme de l'enseignement (p. 4174, 4211) ; la « rentabilité de l'enseignement » (p. 4175, 4187) ; la radio et la télévision scolaires (p. 4175, 4192) ; l'exécution du Ve Plan en matière d'Education nationale (p. 4176, 4188, 4196, 4199, 4204) ; le rythme de consommation des crédits (p. 4176, 4187) ; les charges des collectivités locales dans le financement des dépenses d'éducation nationale, notamment pour les constructions scolaires (p. 4177, 4186, 4197, 4198, 4212, 4234, 4241, 4243) ; la nécessité d'un débat sur les questions orales concernant l'Education nationale (p. 4182, 4187, 4193) ; le rapport des crédits d'enseignement au produit national brut en France et à l'étranger (p. 4182) ; les collèges d'enseignement général (C.E.G.) (p. 4183) ; le désenclavement culturel du monde rural (p. 4184) ; les Instituts préparatoires à l'enseignement secondaire (I.P.E.S.) (p. 4184) ; les problèmes d'orientation scolaire professionnel (p. 4185, 4199, 4205, 4211, 4212, 4244, 4247) ; la nécessité d'un gros effort d'investissement intellectuel face à la concurrence étrangère, notamment des Etats-Unis (p. 4185) ; la modification indispensable du Ve Plan (p. 4185) ; la comparaison entre le budget des Armées et celui de l'Education nationale (p. 4186) ; la fermeture des écoles de villages (p. 4186, 4244) ; la situation des secrétaires administratifs de l'enseignement secondaire (p. 4289) ; l'adaptation de l'enseignement aux prescriptions médicales (p. 4189, 4191) ; l'Institut national de la pédagogie (p. 4191) ; la formation des maîtres et des instituteurs ; le recyclage ; les instituts de formation professionnelle (p. 4191, 4192, 4196, 4198, 4202, 4205, 4208, 4209, 4240, 4242) ; l'enseignement du premier degré (p. 4192, 4198, 4207, 4208, 4212, 4239, 4240, 4247) ; les classes à mi-temps et à tiers-temps (p. 4192) ; l'équipement universitaire (p. 4193) ; les transports scolaires (p. 4194, 4206) ; l'enseignement technique long (p. 4196) ; la carte scolaire ; ses modifications (p. 4196, 4197, 4243) ; les agents de laboratoire (p. 4199, 4213) ; le lycée de la porte Clignancourt (p. 4199, 4263, 4267) ; le Bureau universitaire de la statistique (B.U.S.) (p. 4200, 4247) ; la recherche scientifique ; le C.N.R.S. (p. 4207 à 4210) ; l'enseignement de la morale et de l'instruction civique (p. 4210, 4244, 4245, 4258) ; les écoles bilingues (p. 4210, 4238) ; l'enseignement de l'histoire locale et des langues régionales (p. 4210, 4214) ; les crédits à l'enseignement privé (p. 4212) ; la situation de l'enseignement en Nouvelle-Calédonie (p. 4215) ; les problèmes d'investissement et de fonctionnement particuliers à la région parisienne (p. 4235) ; la situation en Moselle (p. 4235, 4236) ; les écoles maternelles (p. 4237, 4238, 4241, 4247, 4248) ; l'enseignement des mathématiques modernes (p. 4238) ; des arts, notamment de la musique (p. 4238, 4239, 4258 à 4260) ; la gestion des C.E.G. dans les zones rurales (p. 4241) ; le repos du samedi en remplacement du jeudi (p. 4241, 4258) ; l'éducation physique et sportive à l'école primaire (p. 4243) ; la décentralisation en matière d'organisation scolaire (p. 4243) ; les prestations d'études aux étudiants (p. 4245) ; la situation des inspecteurs départementaux de

l'éducation nationale (*ibid.*) ; le Lycée et la Faculté de lettres de Clermont-Ferrand (p. 4246) ; l'enseignement et la diffusion du français à l'étranger ; la « francophonie » (p. 4246) ; les problèmes d'information ; les relations publiques de l'Education nationale (p. 4246, 4247) ; l'Université d'Amiens (p. 4248) ; l'Institut universitaire de technologie de Kourou (p. 4248) ; les problèmes particuliers à la Corse (p. 4256, 4257) ; l'allégement des programmes (p. 4257).

Interventions de M. Peyrefitte, Ministre de l'Education nationale (p. 4167 à 4181) : la politique de l'Education nationale ; les 20 milliards du budget ; la priorité qui lui est accordée par le Gouvernement ; les problèmes qualitatifs posés par une croissance aussi énorme ; la nécessité de tirer le meilleur parti des ressources ; les causes de la croissance impressionnante du budget ; l'augmentation de la proportion des étudiants ; l'amélioration des conditions de l'enseignement ; les questions d'équipement ; l'avantage de la construction industrialisée ; le pourcentage de la réalisation du Plan ; la consommation des crédits ; les problèmes de fonctionnement ; les créations d'emplois budgétaires ; la prolongation de la solidarité ; les enfants inadaptés ; la diminution des charges des collectivités locales ; la diffusion de la lecture publique ; l'aide à l'enseignement privé ; le régime des bourses ; les limites de la croissance du budget et les problèmes qui subsistent ; la formation des maîtres ; les Instituts universitaires de technologie ; les problèmes de qualité posés par le développement des facultés ; le « désenclavement » de l'Université ; la réforme de ses méthodes ; l'utilisation d'un réseau d'ordinateurs ; l'aménagement de l'espace et du temps ; la brièveté de l'année scolaire ; l'augmentation du rendement du travail ; l'adaptation de l'enseignement aux dimensions nouvelles du monde moderne ; l'orientation des élèves et des étudiants ; la rénovation pédagogique ; l'éducation permanente ; l'orientation nouvelle que marque le budget de l'Education nationale pour 1968 ; (p. 4260 à 4270) : le caractère dramatique qu'avaient les problèmes matériels de l'Education nationale il y a quelques années ; l'hommage rendu aux précédents Ministres de l'Education nationale, notamment à M. Fouchet ; l'intérêt du présent débat ; la convergence de vues entre les orateurs sur les objectifs à atteindre ; l'acceptation de nouveaux débats à l'Assemblée sur les questions d'enseignement ; la croissance du budget de l'Education nationale ; l'impossibilité de poursuivre indéfiniment une telle « surcroissance » ; la comparaison entre le budget militaire et celui de l'Education nationale ; l'erreur consistant à prétendre que la suppression des crédits de la force de frappe suffirait à résoudre les problèmes de l'Education nationale ; le pourcentage du revenu national consacré à l'Education nationale d'après l'annuaire statistique de l'U.N.E.S.C.O. de 1965 ; le doublement des mesures nouvelles pour 1968 ; les problèmes d'équipement ; le taux d'exécution des objectifs du Ve Plan ; les installations de C.E.S. ; le souci de l'esthétique dans la construction des établissements scolaires et le choix du mobiliers ; les crédits de fonctionnement ; les écoles maternelles ; les fermetures de classes; les créations d'emplois ; les I.P.E.S. ; la diminution du nombre des auxiliaires ; les augmentations massives d'emplois dans l'enseignement supérieur ; la situation des directeurs d'école et celle des inspecteurs départementaux d'enseignement primaire ; la prolongation de la scolarité obligatoire ; les sections d'éducation professionnelle ; l'enseignement technique ; la disparition de la ségrégation dont il est victime ; les Instituts universitaires de technologie ; l'accès à l'enseignement supérieur ; le nombre élevé des étudiants français ; l'augmentation constante des crédits de recherche ; l'aide sociale ; l'enseignement des langues et cultures régionales ; l'allégement des charges d'Education nationale des collectivités locales ; la démocratisation de l'enseignement ; les C.E.S. ; les bourses ; l'orientation ; l'augmentation des crédits du B.U.S. ; les enfants inadaptés; la rénovation pédagogique ; les sports ; la recherche pédagogique ; la meilleure utilisation des locaux; la modernisation des méthodes de gestion; l'enseignement artistique ; le bilinguisme ; l'aménagement de la semaine et de l'année scolaires.

Budget 1968.

Etat B, TITRE III concernant le Ministère de l'Education nationale (p. 4270) ; le statut des directeurs d'école ; celui du personnel issu du premier degré et enseignant dans les C.E.G. et C.E.S. ; adoption au scrutin ; liste des votants (p. 4278).

Titre IV : adoption.

Etat C (p. 4271) ; TITRES V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Budget 1968.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

DISCUSSION [9 novembre 1967] (p. 4778, 4803).

Le problème des routes et des autoroutes ; le Fonds d'investissement routier ; les autoroutes A 10 et A 11 (p. 4778 à 4780, 4805, 4810, 4814, 4816 à 4818, 4820 à 4822) ; la nouvelle structure du Ministère (p. 4779, 4805, 4813) ; la politique foncière et urbaine ; les Z.U.P. (p. 4779, 4782, 4812) ; le logement ; la situation du marché, notamment dans la région parisienne ; les logements invendus ; les mal-logés (p. 4779, 4780, 4782 à 4786, 4794, 4795, 4798, 4799, 4801, 4805, 4806, 4809, 4815, 4816, 4823, 4824) ; la rénovation urbaine ; le relogement (p. 4779, 4782, 4798, 4811 à 4813, 4825) ; les voies navigables (p. 4779 à 4781, 4822) ; la liaison mer du Nord - Méditerranée (p. 4780, 4781, 4821, 4822, 4825, 4826) ; les ports maritimes ; les ports autonomes (p. 4780, 4781, 4800, 4801, 4810) ; les ports de plaisance (p. 4780); les logements sociaux ; les H.L.M. ; leurs prix et loyers excessifs ; l'insuffisance des crédits (p. 4780, 4782 à 4787, 4794, 4795, 4797 à 4802, 4804 à 4809, 4812, 4816, 4823, 4825) ; le pourcentage d'exécution du Plan ; la remise en cause de ses objectifs (p. 4781 à 4784, 4801, 4805, 4810, 4814) ; la liaison France-Angleterre (p. 4781) ; l'aérotrain (*ibid*) ; l'évolution des crédits ; leur insuffisance (p. 4782, 4794) ; la constitution de réserves foncières (p. 4782) ; la simplification nécessaire des textes et des formalités administratives (p. 4783, 4800, 4823) ; le prix de la construction ; la nécessité de l'abaisser (p. 4783, 4796, 4797, 4801, 4802) ; la fiscalité du logement (p. 4783) ; la maison individuelle ; ses avantages (*ibid.*) ; les loyers (p. 4783, 4784, 4786, 4794, 4807) ; le caractère non inflationniste des dépenses de construction (p. 4785) ; l'allocation-logement ; ses modalités d'attribution (p. 4785, 4797, 4825); le droit au logement (p. 4795, 4801) ; les propositions communistes en matière de construction et de logement (p. 4795) ; la spéculation foncière (*ibid.*) ; les problèmes de personnel ; les conducteurs et agents de travaux publics ; les employés des parcs et ateliers des Ponts et Chaussées (p. 4795, 4805, 4817, 4818 à 4820, 4824 et 4825) ; l'épargne-logement (p. 4796) ; le marché hypothécaire (*ibid.*) ; l'information et la prévision (*ibid.*) ; la possibilité de déduction des investissements en logement (p. 4796) ; les terrains ; la municipalisation des sols (p. 4797) ; le problème des transports (*ibid.*) ; la diminution constante du revenu immobilier (p. 4800) ; les inondations de l'Oise (*ibid.*) ; la location coopérative (p. 4804) ; l'Institut géographique national de Saint-Mandé ; son transfert à Bordeaux (p. 4805) ; la route Paris-Chartres (p. 4806) ; les immeubles à loyer normal (I.L.N.) (p. 4806, 4807, 4816) ; la location-vente (p. 4807) ; les personnes âgées ; les foyers-résidences (p. 4808, 4813, 4825) ; le logement des femmes seules (p. 4808) ; le décret du 30 juin 1967 sur le logement dans la région parisienne (p. 4808) ; le canal latéral à l'Aisne (p. 4809) ; les programmes sociaux de relogement (P.S.R. (p. 4810) ; le déneigement des routes de montagne (*ibid.*) ; les sinistrés du séisme d'août dans les Basses-Pyrénées (p. 4810, 4811, 4820) ; l'équipement d'un port pétrolier français ; la candidature de Brest (p. 4811) ; l'aménagement du territoire ; la situation du port de Cherbourg (p. 4813) ; l'accession à la propriété (*ibid.*); les villes-dortoirs ; les grands ensembles ; le cas de Sarcelles (p. 4817) ; la voirie urbaine (p. 4818) ; la situation du logement dans le Finistère (p. 4818, 4819) ; le pont de Solférino ; la liaison Invalides-Orsay ; la desserte d'Orly (p. 4819) ; les programmes de travaux routiers pour l'Aquitaine (p. 4820, 4821) ; la construction d'une grande transversale Atlantique-Centre-Europe (p. 4821) ; d'un canal à grand gabarit Mulhouse-Altkirch (p. 4821, 4826) ; la liaison fluviale Seine-Est (p. 4822) ; l'entretien des berges de la Seine (p. 4822, 4823) ; les espaces verts (p. 4823) ; la situation du logement à Clermont-Ferrand (p. 4824) ; la liaison routière Atlantique-Méditerranée ; le pont de Langon (*ibid.*) ; les conditions d'attribution des primes (p. 4825).

Interventions de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 4787 à 4794) : l'unité, mais aussi la complexité des problèmes posés par l'équipement collectif ; le progrès que représente la nouvelle structure ministérielle ; la nécessité d'une politique cohérente de l'urbanisme ; la collaboration avec les collectivités locales ; le rôle de l'Administration centrale ; le budget de fonctionnement ; les directions départementales de l'équipement ; l'entretien des routes ; l'augmentation des crédits ; l'entretien du domaine ; la réforme du service des Ponts et Chaussées ; les ports maritimes ; la politique portuaire du Gouvernement ; les objectifs du Plan ; les ports de plaisance ; les voies navigables ; les aménagements en-

visagés ; la liaison mer du Nord-Méditerranée ; les routes ; le pourcentage d'exécution entre les différentes catégories de voies ; du Plan ; la répartition plus raisonnable l'effort en faveur de la voirie de rase campagne ; la voirie urbaine ; la politique d'aménagement foncier et d'urbanisme ; l'Institut de recherches d'urbanisme et le service central technique de l'aménagement et de l'urbanisme ; la surveillance des prix des terrains ; la constitution de réserves foncières ; le F.N.A.F.U. ; la rénovation urbaine ; la nécessité de la revoir dans son ensemble ; les Z.U.P. et les villes nouvelles ; le logement ; l'action conjoncturelle et structurelle du Gouvernement; l'objectif du marché normal ; les logements invendus ; l'épargne-logement ; le marché hypothécaire ; les prêts différés ; les prêts aux promoteurs ; l'abaissement des cours ; l'industrie du bâtiment ; les Villagexpos ; la recherche ; la conformité au Plan du projet de budget du Logement ; les P.S.R. et I.L.N. ; l'octroi de primes sans prêts ; l'adaptation du secteur social ; le rôle de l'Administration ; l'élaboration d'un règlement de copropriété ; (p. 4826 à 4831) : le logement social ; l'importance plus particulière que le Gouvernement accorde à ce problème ; l'augmentation des crédits destinés aux H.L.M. ; les études nécessaires ; la simplification des formalités; les maisons individuelles ; les sociétés d'économie mixte ; les I.L.N. ; la D.A.T.A.R. et les P.S.R. ; le problème des terrains dans la région parisienne ; les mesures en faveur des mal-logés ; les primes accordées dans le Finistère ; les crédits pour la suppression des bidonvilles ; les dérogations au prix-plafond des constructions sociales ; l'Administration centrale ; le rôle des jeunes ingénieurs des Ponts et Chaussées ; les réductions de personnel et les créations de postes nouveaux ; la rémunération des heures supplémentaires ; le transfert de l'Institut géographique national à Bordeaux ; la situation des ouvriers des parcs des Ponts et Chaussées ; les voies navigables ; l'Oise ; la liaison Mulhouse-Altkirch ; la Saône ; les dégâts aux berges de la Seine ; la liaison Seine-Est ; la Meuse ; les ports ; Dunkerque ; l'étude par une commission des sites en vue de l'établissement d'un port pétrolier; le port de Cherbourg ; la convention collective du personnel des ports autonomes ; les voies routières ; le souci de clarté auquel répond la modification de la présentation des crédits ; la progression rapide des crédits routiers ; la création éventuelle d'un office national des routes ; les emprunts ; le pont de Solférino ; la liaison routière avec Orly et Rungis ; les sinistrés des Basses-Pyrénées ; l'importance primordiale du logement social ; les travaux d'infrastructure.

Etat B, TITRE III concernant le Ministère de l'Equipement et du Logement (p. 4831) ; les problèmes de personnel ; la création de 600 emplois d'agents de travaux chefs d'équipe ; les autres mesures de promotion sociale à prendre ; le transfert à Bordeaux de l'Institut géographique national ; le vote défavorable du groupe communiste contre le TITRE III et l'ensemble du projet de budget ; le logement ; la place importante laissée dans les Z.U.P. pour la réalisation de maisons individuelles ; les espaces verts ; les bidonvilles ; adoption (p. 4832).

TITRE IV : adoption de la réduction de crédits (*ibid.*).

Etat C, TITRE V : amendement de M. Royer, au nom de la Commission de la production, tendant à réduire les crédits ; le mode de financement des réserves foncières ; retrait; rejet de l'amendement qui avait été repris par M. Dumortier ; amendement de M. Catalifaud, au nom de la Commission de la production, tendant à réduire les crédits ; l'aménagement et le rehaussement de deux ponts dans la traversée de Lyon ; le report des crédits sur l'aménagement de la vallée de la Saône (*ibid.*) ; retrait (p. 4833) ; rejet de l'amendement, repris par M. Dumortier (*ibid.*) ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

TITRE VI : amendement de M. Royer, au nom de la Commission de la production, tendant à réduire les autorisations de programme ; la transformation de 10.000 primes avec prêt différé du Crédit foncier en 9.500 primes avec prêt immédiat du même établissement (p. 4833, 4834, 4835) ; le problème de la convention qui lie l'Etat à la Banque de France ; le but de l'institution des primes avec prêt différé ; la consommation des crédits (p. 4834) ; l'insuffisance du logement social (p. 4835) ; retrait de l'amendement ; adoption au scrutin des autorisations de programme (p. 4835) ; liste des votants (p. 4854, 4855) ; adoption des crédits de paiement (p. 4835).

Titre VII : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Etat D, TITRE III (chapitre 35-21) : adoption.

Budget 1968.

Art. 55 : *Programme de construction d'habitations à loyer modéré (ibid.)* ; le logement des personnes âgées ; l'irrecevabilité de plusieurs amendements déposés par le groupe communiste (p. 4836) ; amendement de MM. Royer et Chauvet ; la règle coutumière selon laquelle 20 % du nombre des H.L.M. inscrites au budget sont affectés à l'accession à la propriété ; retrait ; amendement de la Commission des finances ; le report des crédits du programme I.L.N. sur les H.L.M. ; retrait ; adoption au scrutin de l'article (p. 4836) ; liste des votants (p. 4855, 4856).

Art. 56 : *Habitations à loyer modéré, Bonifications d'intérêts ;* adoption (p. 4837) ; vote défavorable du groupe communiste.

Art. 57 : *Programme triennal de logements primés ;* adoption.

Après l'Art. 57 : deux amendements soumis à discussion commune ; le premier présenté par MM. Ballanger et Houël (institution d'un plafond pour les loyers) ; le deuxième, présenté par M. Boscher (plafond pour les loyers des Logécos) ; rejet de l'amendement de M. Ballanger ; adoption de l'amendement de M. Boscher (*ibid.*).

Art. 75 : *Service national du permis de construire ;* adoption (p. 4837).

INDUSTRIE

DISCUSSION [3 novembre 1967] (p. 4416, 4435).

L'évolution des crédits (p. 4417) ; l'action en faveur de la recherche (p. 4417, 4431) ; l'artisanat ; les chambres de métiers (p. 4417, 4419, 4436, 4445, 4447) ; les petites et moyennes entreprises ; les « groupements d'intérêts communs » (p. 4417, 4429, 4430) ; la mutation nécessaire de l'industrie française (p. 4417, 4418) ; l'industrie privée ; les formules de coopération avec l'Etat (p. 4418) ; les entreprises nationalisées (*ibid.*) ; le secteur pétrolier (*ibid.*) ; la création d'une direction de la politique industrielle, et de groupes de travail (p. 4418, 4429) ; le service des établissements classés ; la zone de Lacq (p. 4418, 4426) ; les constructions mécaniques (p. 4418) ; le textile (p. 4418, 4427, 4428, 4429, 4441, 4445 à 4447) ; l'industrie du bois (*ibid.*); les industries utilisant une main-d'œuvre nombreuse (p. 4418, 4443, 4444); les concentrations et fusions; les avantages fiscaux ; les conséquences sociales (p. 4418, 4420, 4432) ; les exportations ; la diversification nécessaire des débouchés ; les crédits à octroyer aux pays du tiers monde (p. 4420) ; le niveau excessif des frais généraux de la Nation ; l'insuffisance de l'autofinancement (*ibid.*) ; les prix ; la diminution de la compétitivité française (p. 4421) ; la place insuffisante de l'industrie en France (*ibid.*) ; la nécessité de coordonner les actions du Ministère (p. 4425, 4436) ; la décentralisation (p. 4425, 4426) ; les industries de la soie et du moulinage (p. 4427, 4428) ; la concurrence des pays à commerce d'Etat (p. 4428) ; le Conseil du progrès industriel (p. 4429) ; la Société de droit européen (p. 4430) ; le brevet européen (*ibid.*) ; les nationalisations (p. 4430, 4431); l'énergie; la politique énergétique (p. 4430) ; la situation en Lorraine ; les houillères ; la sidérurgie et les mines de fer (p. 4431 à 4433, 4437 à 4439, 4441, 4442) ; l'arrondissement de Wissembourg (p. 4433, 4434) ; Béziers et le Biterrois (p. 4435) ; Saint-Etienne et ses houillères (p. 4436) ; l'industrie textile lorraine (p. 4439) ; les houillères du Pas-de-Calais ; la crise du charbon (p. 4439 à 4441, 4444, 4445) ; les difficultés particulières à la Haute-Saône (p. 4443) ; la région du Nord (p. 4446) ; la carte géologique de la Guyane (p. 4447).

Interventions de M. Guichard, Ministre de l'Industrie (p. 4421 à 4425) : la politique d'ensemble du Ministère ; l'achèvement du Marché commun au 1er juillet 1968 ; le Kennedy-round et ses graves conséquences probables pour notre économie ; le ralentissement de la production ; les industries mécaniques, électriques et électroniques ; les concentrations ; le plan-calcul ; la télévision en couleur et le procédé SECAM; l'industrie textile ; le secteur du bois et du papier ; la sidérurgie ; la crise sérieuse qu'elle traverse ; la Convention passée avec les pouvoirs publics ; les problèmes sociaux ; l'installation d'industries nouvelles ; les mines de fer ; l'industrie chimique ; le secteur chimique de l'Etat ; les M.D.P.A. et l'O.N.I.A. ; les problèmes sociaux des mineurs ; les petites et moyennes entreprises ; les chambres de commerce ; l'artisanat ; l'apprentissage ; les chambres de métiers ; les efforts du Gouvernement en vue de constituer des unités de production plus larges ; l'implantation d'industries nouvelles dans les régions en sommeil ; l'amélioration du crédit ; les prix ; les contrats de stabilité ou de programme ; la recherche développement ; l'exportation ; les résultats spectaculaires obtenus dans le monde par l'industrie française ; (p. 4426) : la pollution dans la zone de Lacq (p. 4448 à 4451) : le moulinage ardéchois : la « re-

structuration » de l'industrie textile ; les groupements d'intérêts économiques ; le brevet européen ; les deux expériences de réforme régionale ; les résultats obtenus par les sociétés SIDECO et SOFIREM ; les problèmes particuliers de Wissembourg, de Longwy, du Biterrois et de la Haute-Saône ; l'artisanat ; les industries de main-d'œuvre ; les chambres de métiers dans les D.O.M. ; la carte géologique de la Guyane ; la politique énergétique du Gouvernement ; la révolution dans le domaine de l'énergie ; l'accroissement des besoins ; la modification de la part relative de chaque source d'énergie ; les équilibres souhaitables ; la sécurité de l'approvisionnement du pays ; la dégradation constante du marché du charbon ; l'adaptation de la production ; le maintien nécessaire de certaines importations ; la nécessité d'une vigoureuse politique de conversion ; la subvention accordée aux Charbonnages de France ; l'arbitrage à établir entre les différentes sources d'énergie électrique : hydraulique, thermique et nucléaire ; les différentes filières atomiques ; l'approvisionnement en pétrole ; les recherches poursuivies par la France ; les effets limités en France de la crise du Moyen-Orient ; la politique énergétique européenne ; l'optique française de réalisme et d'indépendance européenne.

Etat B, TITRES III et IV concernant le Ministère de l'Industrie (p. 4452) ; adoption.

Etat C, TITRES V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Art. 74 : Taxe applicable aux établissements industriels et commerciaux classés comme dangereux, insalubres ou incommodes (*ibid.*); la mise en place de personnels qualifiés pour résoudre le problème de l'inspection des établissements classés ; rejet d'un amendement de suppression ; adoption de l'article (*ibid.*).

INTÉRIEUR ET RAPATRIÉS.

DISCUSSION [6 novembre 1967] (p. 4526, 4548).

L'évolution des crédits (p. 4526) ; la nouvelle organisation de la région parisienne et ses conséquences administratives et financières (p. 4526, 4528, 4549) ; les personnels de préfecture ; leur pénurie d'effectifs (p. 4526, 4528, 4538, 4539, 4549, 4550, 4559, 4564, 4565) ; les services de police ; la fusion ; l'insuffisance des effectifs ; les officiers de police et les gardiens de la paix ; les C.R.S. (p. 4526, 4528, 4538, 4539, 4543, 4545 à 4547, 4549, 4551, 4552, 4561 à 4565, 4567, 4568) ; la protection civile ; la base aérienne de Luxeuil (p. 4527, 4528, 4552 à 4554, 4566, 4567, 4572) ; les collectivités locales ; leurs charges financières ; les transferts ; la déconcentration administrative ; l'autonomie communale (p. 4527, 4537 à 4542, 4544, 4550, 4551, 4558 à 4561, 4566, 4568, 4569) ; l'équipement urbain (p. 4527, 4537) ; la voirie urbaine ; le Fonds spécial d'investissement routier (p. 4527, 4530, 4540, 4542, 4544, 4550, 4552) ; la fiscalité locale ; la suppression de la taxe locale et la réforme des impôts directs (p. 4527, 4528, 4540, 4542, 4551, 4560) ; le budget des rapatriés ; le rapport Lavigne ; l'Agence des biens (p. 4527, 4535 à 4538, 4551, 4552, 4554 à 4558, 4560, 4563 à 4566) ; les indemnités de reconversion des personnes âgées (p. 4527) ; les personnels communaux (p. 4527, 4544) ; les secrétaires administratifs d'Algérie (p. 4539) ; la modernisation des structures ; les regroupements de communes ; le manque de crédits (p. 4540, 4542 à 4545, 4553, 4566, 4568) ; la fixation des élections un jour de semaine (p. 4541) ; le remplacement de l'appellation « Basses-Alpes » par « Alpes de Haute-Provence » (p. 4545) ; les cadres hospitaliers (p. 4551) ; le problème du district de la région parisienne (p. 4555) ; la subvention aux départements pauvres : la Lozère ; la situation du corps des démineurs (p. 4558) ; les communes forestières (p. 4558) ; les préfets de région (*ibid.*) ; les sapeurs-pompiers (p. 4565) ; l'évasion d'un détenu de Saint-Martin-de-Ré (p. 4566) ; la création d'un Fonds d'aide aux sinistrés (p. 4567) ; le transfert en France des avoirs français déposés dans des banques nord-africaines (p. 4568).

Interventions de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 4529 à 4535) : la progression des crédits d'équipement, notamment en faveur des collectivités locales ; la réforme de la région parisienne ; les créations d'emplois ; l'unification des polices ; l'harmonisation des statuts ; l'unification du commandement ; les rapatriés ; leur intégration à la France métropolitaine ; la mise en œuvre des quatre communautés urbaines de Lille, Strasbourg, Bordeaux et Lyon ; les syndicats interurbains ; le triplement de l'aide financière de l'Etat aux collectivités locales ; la nouvelle caisse d'aide à l'équipement ; la recherche d'une meilleure répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; la réforme de la T.V.A. et de la fiscalité locale ; l'adaptation des structures administratives à l'échelon central et à l'échelon ré-

Budget 1968. gional ; la déconcentration ; le corps des préfets et des sous-préfets ; la situation difficile des fonctionnaires de préfecture ; les concours d'attachés de préfecture ; le renforcement nécessaire de la solidarité intercommunale ; la valeur morale des libertés communales ; les inconvénients du morcellement des communes ; la police ; l'insuffisance de ses effectifs surtout en milieu urbain ; le plan pluriannuel ; l'accroissement des effectifs ; la protection civile ; la défense anti-atomique ; la mise en place d'un état-major international opérationnel ; le plan Orsec national ; la triple échéance du 1er janvier 1968 ; les transformations indispensables (p. 4571 à 4574) ; la protection civile ; l'augmentation de ses crédits ; les retombées radio-actives ; l'incertitude sur leurs effets ; la création d'un corps de défense ; les rapatriés ; les 11 milliards qui leur ont été consacrés ; l'attitude du gouvernement algérien ; l'intégration parfaite de la plupart des « pieds-noirs » à la population métropolitaine ; le personnel de préfecture ; le personnel de police ; le problème des effectifs.

Intervention de M. Bord, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (p. 4568 à 4571) : les collectivités locales ; l'incompatibilité entre l'augmentation des subventions de l'Etat et l'accroissement de l'autonomie communale ; les emprunts des collectivités locales ; la prise de conscience sous la Ve République de l'immensité des besoins ; la situation obérée des Länder allemands ; les transferts de charges ; l'aide du Gouvernement au financement des équipements collectifs des communes ; le personnel communal ; le pourcentage des dépenses d'équipement collectif supportées par l'Etat ; la répartition des crédits du Fonds routier ; les fonds de concours ; l'autofinancement et l'endettement des villes ; les nationalisations de lycées et collèges ; les changements de noms de départements ; la situation de la Lozère ; les communes forestières ; Nancy ; les avantages du système des communautés urbaines sur la formule du district ; la réforme des structures.

Etat B, Titre III *concernant le Ministère de l'Intérieur* (p. 4574) ; amendement présenté par M. Pleven tendant à réduire les crédits (central téléphonique du centre de secours du marché-gare de Rungis) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Fanton tendant à réduire les crédits (création d'emplois pour la préfecture de la région parisienne) ; le problème général de l'orientation politique menée dans cette région ; les pouvoirs du préfet ; le cumul entre les mains de la même personne des fonctions de délégué général et de préfet de région (p. 4575) ; la création probable de 53 nouveaux postes ; la nécessité de respecter la volonté du Parlement lorsqu'il a créé le district de la région de Paris ; rejet au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4584, 4585).

Explications de vote sur le titre III (p. 4575) ; l'insuffisance des mesures nouvelles en matière de moyens de services et de personnels ; vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche ; rejet au scrutin du titre III (p. 4567) ; liste des votants (p. 4585, 4586).

Titre IV : l'absence de dialogue sur les transferts de charges entre le Gouvernement et les associations d'élus locaux ; les immenses difficultés des collectivités locales ; adoption au scrutin du titre IV (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4586, 4587).

Etat C, Titres V et VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 4576).

Etat D, Titre III : Chapitre 34-32 concernant le Ministère de l'Intérieur (p. 4577) ; adoption.

Etat B *concernant les Rapatriés* (*ibid.*) ; les promesses solennelles qui ont été faites au sujet de l'indemnisation des rapatriés ; le rapport Lavigne ; la décision du Conseil constitutionnel ; la nécessité de sanctionner la politique du Gouvernement à l'égard des rapatriés ; le nombre des faillites.

Intervention de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur : l'affirmation erronée selon laquelle le vote demandé sanctionnerait un prétendu abandon des rapatriés par le Gouvernement (*ibid.*) ; rejet au scrutin de la réduction de crédits (p. 4578) ; liste des votants (p. 4587 et 4588).

Titre IV (*ibid.*) ; adoption de la réduction de crédits.

Après l'Art. 63 (p. 4578) ; amendement du Gouvernement (augmentation du montant minimal du produit de la taxe spéciale d'équipement de la région de Paris) ; les ressources très importantes qui vont ainsi être mises à la disposition du district ; les difficultés financières de ce dernier.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (*ibid.*) : le financement des travaux du programme d'équipement de la région parisienne ; la nécessité d'équilibrer les charges et les ressources du district de Paris ; rejet de l'amendement (p.

4579) ; amendement de MM. Souchal, Abelin et Royer (application d'une quotité de centimes différente en cas de fusion de communes) ; adoption d'un sous-amendement du Gouvernement et de l'amendement ainsi complété (*ibid.*).

Après l'Art. 74 : amendement de M. Fouchier (agents contractuels de la sûreté nationale en Algérie) ; retrait (p. 4580) ; amendement de la Commission de la défense nationale (état récapitulatif des crédits affectés à la protection civile) ; adoption dans une nouvelle rédaction (*ibid.*).

JEUNESSE ET SPORTS

DISCUSSION [20 octobre 1967] (p. 3931, 3939).

L'évolution des crédits ; leur insuffisance (p. 3932, 3934, 3940 à 3943) ; la mentalité des jeunes ; leur hostilité à l'égard d'une société qu'ils ne comprennent pas (p. 3932) ; la nécessité de constituer des commissions locales de jeunes (p. 3932, 3933, 3940, 3942); les Jeux olympiques de Mexico (p. 3933, 3935) ; le Livre blanc sur la jeunesse (p. 3933, 3940, 3942) ; les sports et activités physiques et de plein air (p. 3934) ; la formation des animateurs (p. 3934, 3940, 3941) ; les Jeux de Grenoble ; la gestion du C.O.J.O. (p. 3934, 3935, 3943, 3944) ; l'éducation physique dans les écoles primaires (p. 3934, 3951) ; les classes à tiers-temps (p. 3934) ; l'utilisation de la radio et de la télévision (*ibid.*) ; l'éducation populaire (*ibid.*) ; la formation professionnelle (p. 3935) ; les problèmes d'information des jeunes (*ibid.*) ; les critères de distribution des subventions (p. 3935, 3936) ; le sport de masse, préférable à la recherche d'une élite (p. 3935, 3936) ; la création d'un office franco-québécois pour la jeunesse (p. 3940, 3946) ; les rapports du Gouvernement avec les mouvements de jeunesse (p. 3941) ; les propositions du parti communiste concernant la jeunesse (p. 3942) ; l'opération « Mille clubs de jeunes » (p. 3942, 3943) ; les colonies de vacances (p. 3942) ; l'équitation (p. 3942, 3943) ; l'équipement sportif et scolaire (p. 3943) ; les maîtres d'éducation sportive (p. 3943, 3944) ; les charges des collectivités locales en la matière (p. 3944) ; la création d'un Institut national des sports de glace (p. 3944) ; les problèmes de la jeunesse dans les D.O.M., notamment en Guyane (p. 3945) ; l'Office franco-allemand pour la jeunesse (p. 3945, 3946) ; le sport à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3946) ; l'enfance et la jeunesse inadaptées ; les clubs de prévention (p. 3946, 3947) ; l'expérience du mi-temps pédagogique (p. 3950). Budget 1968.

Intervention de M. Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports (p. 3947 à 3951); l'importance de l'effort financier de l'Etat ; la formation des animateurs ; les crédits pour les Jeux Olympiques ; le gigantisme regrettable de ces derniers ; l'augmentation des dépenses d'entretien et des prévisions de recettes ; l'éducation physique et sportive ; le sport dans la masse ; la réforme de la pédagogie ; les expériences en cours au niveau des écoles primaires ; la formation des maîtres ; le manque d'hommes ; les bénévoles ; le F.O.N.J.E.P. ; les actions d'investissement prévues en 1968 ; l'opération « Mille clubs de jeunes » ; les responsabilités accrues confiées aux jeunes eux-mêmes; le rôle du Ministère ; sa collaboration avec d'autres départements ministériels ; l'enseignement physique dans le secteur primaire; l'éducation populaire ; l'éducation physique et sportive ; le plein emploi des installations sportives ; les D.O.M. ; la Guyane ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; la création d'un Office franco-québécois pour la jeunesse; les clubs de prévention ; les rapports du Ministère avec les organisations de jeunesse ; les maisons de jeunes ; les conseillers itinérants en éducation physique ; les horaires scolaires.

Etat B (p. 3951) ; TITRE III ; adoption.

TITRE IV; retrait d'un amendement; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3957, 3958).

Etat C : TITRES V et VI; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (p. 3951, 3952).

JUSTICE.

DISCUSSION [23 octobre 1967] (p. 3962, 3983).

Le caractère moderne et dynamique du budget (p. 3963) ; la construction des nouveaux palais de justice (*ibid.*) ; la situation des magistrats ; leur insuffisance quantitative ; les problèmes de recrutement et d'avancement (p. 3963, 3968, 3969, 3972 à 3975, 3979) ; la nécessité de simplifier le langage judiciaire (p. 3963) ; la modernisation souhaitable de la justice et la simplification de la procédure (p. 3963, 3980) ; l'augmentation des crédits ; leur modicité relative (p. 3964, 3975, 3976, 3979) ; l'hommage rendu à M.

Budget 1968. Foyer, ancien Garde des Sceaux, et à son œuvre législative (p. 3964, 3971) ; la procédure de la mise en état des causes (p. 3964, 3971, 3975) ; les problèmes de l'administration pénitentiaire (p. 3964, 3970, 3973, 3974, 3980) ; la détention préventive ; le nombre très élevé des détenus préventifs (p. 3964, 3965, 3970, 3980) ; la grâce et la libération conditionnelle (p. 3965) ; la crise actuelle de la justice dans la nation (p. 3968, 3969) ; la réforme souhaitable de l'assistance judiciaire (p. 3969, 3972, 3974, 3978) ; la réforme des professions judiciaires ; la fusion des avocats et des avoués (p. 3969, 3970, 3972, 3973) ; le scandale des référés à Paris (p. 3970) ; la prison de Fleury-Mérogis (p. 3970) ; l'amnistie pour les événements d'Algérie (p. 3971, 3973, 3975, 3979, 3986) ; la réforme judiciaire dans la région parisienne (p. 3972) ; les juridictions prud'homales (*ibid.*) ; la maison d'arrêt de Corbeil-Essonnes (*ibid.*) ; la réforme des greffes (p. 3973, 3977) ; les clubs de prévention (p. 3974) ; la prison de la Petite-Roquette (p. 3974, 3975) ; les problèmes posés par les décrets d'application des lois votées par le Parlement (p. 3975) ; le décret du 3 janvier 1965 relatif aux loyers commerciaux ; ses difficultés d'application (p. 3975) ; la possibilité pour les avocats de siéger dans les conseils d'administration (p. 3977) ; la « mise à l'épreuve » ou « probation » (p. 3980) ; la délinquance juvénile (p. 3981).

Interventions de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 3965 à 3968) : l'insuffisance du budget ; les raisons d'espérer ; les augmentations de dépenses entraînées par la réforme de la justice ; l'accroissement de 18 % du budget ; l'augmentation de la délinquance ; la complexité croissante des problèmes ; les priorités à établir ; la triple mission, législative, judiciaire et sociale du ministère ; l'œuvre législative de M. Foyer ; la procédure de la mise en état des causes ; la crise morale de la magistrature ; les problèmes d'avancement ; les remèdes appliqués par le Gouvernement ; la réforme des greffes ; la nécessité d'une réforme générale ; la révision indispensable des circonscriptions judiciaires ; l'aspect social de la justice ; le problème des prisons ; l'administration pénitentiaire ; la détention préventive ; l'éducation surveillée ; le dépôt prochain d'un projet de loi d'amnistie ; (p. 3984 à 3986) : le transfert de la prison de la Petite-Roquette à Fleury-Mérogis ; l'incompatibilité de la profession d'avocat et des fonctions d'administrateur de société, anomalie à faire disparaître ; l'impossibilité de supprimer la maison d'arrêt de Corbeil ; les clubs de prévention ; les greffiers ; l'inconvénient à séparer le grade et les fonctions pour les magistrats ; le décalage entre les situations de magistrats de l'ordre administratif et ceux de l'ordre judiciaire ; la probation ; le projet de loi d'amnistie ; la libération conditionnelle ; la procédure de mise en état des causes ; la détention préventive ; la fusion des professions d'avocat et d'avoué ; l'assistance judiciaire ; le sentiment d'humanité qui doit présider à l'administration de la justice.

Etat B (p. 3986) ; le fonctionnement des greffes (p. 3986, 3987) ; les frais d'installation et de mobilier des greffiers d'instance fonctionnarisés à partir du 1er décembre (p. 3986, 3987) ; l'amnistie (*ibid.*).

TITRES III et IV : adoption (p. 3987).

Etat C : TITRES V et VI; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SECTION I (suite). — SERVICES GÉNÉRAUX

Sections : III (Journaux officiels) ; IV (Secrétariat général de la défense nationale) ; VI (Groupement des contrôles radio-électriques) ; VII (Conseil économique et social).

DISCUSSION [2 novembre 1967] (p. 4302).

La diffusion dans plusieurs budgets des documents concernant la recherche (p. 4302, 4308, 4316, 4321) ; la coordination ministérielle en matière de recherche (p. 4302, 4324) ; l'analyse des crédits ; leur augmentation sensible mais encore insuffisante (p. 4302, 4307, 4309, 4316, 4321) ; l'Institut national de la recherche médicale (p. 4302); le Fonds de la recherche scientifique et technique (*ibid.*) ; les actions concertées (p. 4302, 4303, 4320) ; l'exécution du Ve Plan (p. 4303, 4317, 4323) ; la recherche océanographique ; le C.N.E.X.O. (p. 4303, 4319) ; l'informatique ; le plan calcul ; l'I.R.I.A. ; les ordinateurs (p. 4303, 4304, 4309, 4318) ; le « fossé technologique » entre la France et les Etats-Unis ; le « Défi américain », livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber (p. 4303, 4307, 4310, 4316, 4317, 4319, 4322) ; l'aide à la recherche des entreprises privées ; les subventions remboursables ; la recherche-développement (p. 4303, 4342) ; la coopération européenne en matière scientifique, notam-

ment dans le domaine des satellites artificiels (p. 4304, 4306, 4307, 4309, 4317 à 4320); l'atome ; le C.E.A. ; les générateurs d'énergie atomique ; les différentes filières ; les surrégénérateurs (p. 4305, 4306, 4319) ; l'utilisation de l'usine de Pierrelatte à des fins civiles (p. 4306, 4308) ; le programme spatial ; les satellites français ; le C.N.E.S. ; le centre spatial de Guyane (p. 4306, 4308, 4309, 4318) ; la querelle des lanceurs (p. 4307) ; les grands accélérateurs de particules (*ibid.*) ; la création nécessaire d'un vrai Ministère et d'une commission parlementaire de la science et de la technologie (p. 4308) ; le rôle du Parlement dans le développement scientifique de la nation (p. 4310) ; la promotion sociale et la formation professionnelle (p. 4310 à 4312) ; les ordonnances de juillet 1967 relatives à l'emploi (p. 4310) ; l'accélération du passage de l'invention à l'exploitation industrielle (p. 4317) ; les chercheurs ; le déficit de leur nombre (p. 4317, 4322, 4323) ; les crédits consacrés à la recherche militaire et à la force de frappe ; leurs « retombées technologiques » (p. 4317, 4321, 4322, 4326) ; la situation d'Euratom (p. 4318, 4320, 4321) ; l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; ses répercussions éventuelles sur le plan technologique (p. 4319, 4321) ; le choix souhaitable d'un taux de croissance de 6 % (p. 4320) ; les conséquences sociales de l'évolution scientifique (*ibid.*) ; la politique fiscale d'encouragement à la recherche (p. 4320) ; le déficit technologique de la France (*ibid.*) ; la situation du C.N.R.S. et de ses chercheurs (p. 4323) ; la création d'un Centre national de la recherche scientifique (p. 4324).

Interventions de M. Schumann, Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (p. 4312 à 4316) ; le quadruplement des crédits de 1958 à 1965 ; le triplement du nombre des chercheurs ; la délégation générale à la recherche scientifique ; le rapport annuel sur la recherche ; le C.N.R.S. et les objectifs du Plan ; la recherche fondamentale ; la physique nucléaire ; la biologie moléculaire; la recherche médicale ; l'I.N.S.E.R.M. ; l'électronique ; l'orientation des résultats de la recherche vers les industries d'avenir ; les recherches militaires ; leurs « retombées » civiles et techniques ; l'usine de Pierrelatte ; l'océanographie ; le C.N.E.X.O. ; l'informatique et le « *software* » ; la production d'électricité nucléaire ; la querelle des filières ; les réacteurs et surrégénérateurs ; le laser ; l'aide à la recherche de développement ; la coopération internationale ; la nécessité d'une base nationale ; l'exemple des satellites des télécommunications ; la construction éventuelle d'un satellite de diffusion directe ; l'harmonisation de la politique des lanceurs ; la chambre à bulles de Saclay ; la politique européenne de recherche scientifique ; la coopération avec des pays étrangers à la Communauté des Six ; le but de la politique suivie par la France : préparer l'avenir et le bonheur des hommes ; (p. 4324 à 4325) : la structure du Ministère ; la distribution d'un document annexe sur la politique de recherche de la France ; l'acceptation d'un prochain débat sur les questions de la recherche ; la répartition des crédits entre les secteurs civil et militaire ; l'augmentation des crédits d'investissement du C.N.R.S. ; la « recherche développement » ; les actions concertées ; les dépenses militaires ; leur fondement ; l'écart qui sépare les deux technologies, française et américaine ; les propositions de la commission de la recherche du Plan ; l'Europe ; l'Euratom ; l'établissement d'un programme européen cohérent de lanceurs et de satellites ; la coopération avec la Grande-Bretagne ; la néceessité de perfectionner le système d'aide fiscale à la recherche ; la liberté du chercheur, moteur indispensable à la recherche; le statut des chercheurs ; le colloque de Caen ; le rythme adopté par la France.

Budget 1968.

Section I. — Etat B, TITRES III et IV concernant les Services du Premier Ministre ; adoption (p. 4327).

Etat C, TITRES V et VI; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

Section III. — Etat B, TITRE III; adoption de la réduction de crédits (p. 4328).

Etat C, TITRE V ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Section IV. — Etat B, TITRE III; adoption de la réduction de crédits (*ibid.*).

Etat C, TITRE V; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Section VI. — Etat B, TITRE III; adoption (*ibid.*).

Etat C, TITRE V; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

Budget 1968. Section VII. — TITRE III : adoption de la réduction de crédits (p. 4328).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

SECTION II. — INFORMATION.

DISCUSSION [10 novembre 1967] (p. 4858, 4881).

L'évolution des crédits du Ministère de l'Information (p. 4858, 4862) ; l'Agence France-Presse (p. 4858) ; la situation et les difficultés de la presse ; l'aide qui lui est consentie par les pouvoirs publics (p. 4858, 4862, 4863, 4864) ; l'introduction de la publicité de marques à la radio et à la télévision ; ses avantages et ses inconvénients ; ses répercussions sur la presse ; l'amendement Diligent (p. 4858, 4860, 4864, 4869 à 4872, 4883 à 4890); la S.O.F.I.R.A.D. (p. 4859); le rôle du Ministre de l'Information ; les structures du Ministère (p. 4859) ; le budget de l'O.R.T.F. ; son équilibre (p. 4860, 4869, 4871, 4886) ; les exonérations de redevances radiophoniques (p. 4860, 4863, 4870, 4883, 4888) ; le versement au Trésor (p. 4860, 4870, 4886) ; la gestion de l'O.R.T.F. ; l'absence de comptabilité analytique ; les gaspillages (p. 4860 à 4863, 4869, 4883, 4884, 4886) ; le coût des émissions (p. 4860, 4861, 4883) ; les résultats des sondages d'opinion (p. 4861) ; le Fonds culturel (p. 4862) ; la couverture du territoire par les émetteurs de télévision; les « zones d'ombre » des régions de montagne ; le cas de la Corse et des Vosges (p. 4863, 4869, 4886) ; les émissions de télévision ; les programmes (p. 4863) ; la télévision en couleur (p. 4864) ; les programmes de radiodiffusion ; leur qualité (p. 4864, 4883) ; la célébration du bicentenaire de la naissance de Napoléon Ier (p. 4869) ; le statut du personnel de l'O.R.T.F. (p. 4870, 4871) ; les propositions communistes concernant le financement de l'Office (p. 4871) ; le rôle de formation des moyens audiovisuels (p. 4882) ; l'objectivité nécessaire de l'O.R.T.F. (p. 4882, 4887, 4889) ; l'information radiophonique vers l'étranger (p. 4882, 4883) ; les journalistes de l'O.R.T.F. ; leur représentation au conseil d'administration de l'Office; les pigistes (p. 4882, 4886, 4887, 4892, 4893) ; la création d'une troisième chaîne de télévision (p. 4884) ; l'institution d'un véritable service de relations publiques (*ibid.*) ; la télévision à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 4885, 4886) ; la concurrence des appareils récepteurs étrangers de télévision (p. 4888) ; le risque des émissions par satellites (p. 4889) ; la télévision régionale (p. 4889, 4890).

Interventions de M. Gorse, Ministre de l'Information (p. 4864 à 4868) : le budget de l'Information, budget de reconduction ; les tâches nombreuses et difficiles du Ministère ; l'équilibre, en 1968, des recettes et des dépenses de l'O.R.T.F. ; le niveau trop faible de cet équilibre ; le caractère inévitable de l'introduction de la publicité commerciale ; l'augmentation des ressources qui en résultera ; l'utilisation de ces ressources nouvelles: extension des exonérations de la redevance, disparition des « zones d'ombre », amélioration de la qualité des émissions ; les conséquences sur la situation de la presse de l'introduction de la publicité à la télévision ; les exemples étrangers ; l'importance de l'aide accordée aux journaux par l'Etat ; l'amendement Diligent ; le recours au Conseil constitutionnel pour décider du caractère législatif ou réglementaire de l'introduction de la publicité ; la consultation des intéressés ; le coût de certaines émissions ; l'émission « Jacquou le Croquant » ; le comportement regrettable du réalisateur ; les sondages d'opinion ; la qualité des émissions radiophoniques ; la télévision en couleur ; le rôle irremplaçable de la télévision comme instrument d'information et de culture ; le mal-fondé de la plupart des critiques qu'on lui adresse ; les rapports de la télévision avec le théâtre, le cinéma et le sport ; (p. 4890 à 4894) : le nouveau débat qui aura lieu devant le Parlement sur les problèmes de la publicité et de l'information en général ; l'ancienneté de la discussion sur l'objectivité de la radio ; les accusations qui ont été portées en 1959 contre M. Mitterrand ; la diversité des voix qui s'y font entendre ; la participation de M. Sanguinetti aux émissions sur la force de frappe ; les journalistes; leur compétence professionnelle ; les liaisons radio entre Nice et la Corse ; le personnel de l'O.R.T.F.; la chanson « Octobre » ; le recours à des moyens extérieurs pour de nouvelles productions ; le recours à l'emprunt ; les extensions d'exonérations de redevances ; la représentation des journalistes au Conseil d'administration de l'O.R.T.F. ; la situation des pigistes permanents ; la rémunération de M. d'Astier de la Vigerie pour l'émission « Un quart d'heure avec » ; la comptabilité analytique et l'utilisation d'un ordinateur ; la desserte de Saint-Pierre-et-Miquelon ; l'introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F. ; les intérêts en jeu ; l'accès des petites et moyennes entreprises à ce nouveau moyen de publicité ; l'amendement déposé par le groupe Progrès et démocratie moderne ; l'inu-

tilité de ce dépôt ; la décision à venir du Conseil constitutionnel ; les difficultés supplémentaires soulevées par l'amendement ; l'inutilité de passionner le débat.

Etat B, TITRE III *concernant les Services du Premier Ministre : Section II. — Information ;* l'amendement déposé par le groupe Progrès et démocratie moderne (p. 4894) ; la nécessité d'une loi pour l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F. (*ibid.*) ; le caractère assurément législatif d'une telle mesure (p. 4895) ; l'application éventuelle de l'article 41 de la Constitution à l'amendement ; les avis précédemment donnés en la matière par le Conseil constitutionnel ; le caractère « déterminant » du problème posé par l'introduction de la publicité commerciale ; adoption du Titre III.

TITRE IV : adoption (p. 4895).

Art. 51, Etat E, ligne 103 (précédemment réservée) (*ibid.*) ; rejet au scrutin (p. 4896) ; liste des votants (p. 4901, 4902) ; adoption de l'article (p. 4896).

Après l'Art. 74 : amendement présenté par les membres du groupe Progrès et démocratie moderne ; l'amendement est déclaré irrecevable en vertu de l'article 100, alinéa 3 du Règlement de l'Assemblée (p. 4896).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SECTION V. — COMMISSARIAT AU TOURISME.

DISCUSSION [19 octobre 1967] (p. 3802).

L'évolution des crédits (p. 3802, 3804) ; leur dispersion regrettable dans divers budgets (p. 3802, 3804) ; la réorganisation des services de propagande (p. 3802, 3803) ; l'étalement des vacances (p. 3803, 3809) ; le camping (p. 3803, 3805, 3811, 3812, 3814) ; la balance des paiements touristiques ; les touristes étrangers (p. 3803, 3804, 3805) ; l'hôtellerie (p. 3803, 3809, 3810, 3811, 3813, 3814, 3816) ; l'hôtel de la Porte Maillot (p. 3803) ; l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon (p. 3803, 3815); le tourisme social (p. 3804, 3811, 3812, 3814); la saison touristique française en 1967 (p. 3807, 3809) ; la propagande touristique effectuée par Air France ; les accords passés avec cette Compagnie (p. 3805, 3810) ; les ports de plaisance (p. 3805) ; la coordination des missions interministérielles (p. 3808) ; la propagande en faveur du tourisme (p. 3808, 3813) ; les dispositions des ordonnances ayant trait au thermalisme (p. 3809) ; l'insuffisance des crédits (p. 3809, 3811, 3814); l'exemple du Canada (p. 3809) ; la nécessité d'un Ministère du Tourisme (p. 3811, 3813) ; la création souhaitable d'un Office européen du tourisme (p. 3811, 3813) ; la spéculation dans le domaine du tourisme (p. 3812) ; les revendications en la matière du groupe communiste (p. 3812) ; la publicité sur les routes; les « cimetières de voitures » (p. 3813) ; les équipements sportifs ((p. 3814) ; la répartition géographique des crédits (*ibid.*) ; le nautisme dans la Manche (*ibid.*) ; la fiscalité et les ressources des communes touristiques (*ibid.*) ; l'équipement touristique des régions minières (p. 3815) ; les gîtes ruraux (p. 3816) ; le tourisme en Corse (p. 3816 à 3818). Budget 1968.

Interventions de M. Pierre Dumas, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme (p. 3806 à 3808) : les grandes lignes de la politique suivie depuis plusieurs années ; la rénovation de l'hôtellerie ; les prêts du F.D.E.S. ; le développement du tourisme étranger en France; le solde positif en 1966 de la balance touristique ; les villages de vacances ; le camping et le caravaning ; les locations de meublés ; les équipements collectifs; le Languedoc-Roussillon; la Corse; le littoral aquitain ; la coordination accrue entre les ministères ; (p. 3818 à 3821) : la Corse ; les sociétés d'économie mixte et la participation des élus locaux ; la répartition des crédits entre les communes dites touristiques ; le nautisme ; l'hôtellerie ; la construction d'hôtels à Paris ; les Logis de France ; les gîtes ruraux ; le tourisme populaire ; le camping ; le thermalisme ; la publicité et la propagande ; les problèmes de coordination ; le volume et la répartition des crédits entre les différents ministères ; l'utilité du présent débat.

Etat B, TITRE III (p. 3821) concernant les Services du Premier Ministre, Section V (Tourisme).

Etat C, TITRE VI : application de la T.V.A. aux camps de camping; les appellations « hôtellerie de plein air » et « tourisme social » ; l'extension du taux de 6 % de la T.V.A. aux hôtels non classés comme hôtels de tourisme; adoption des autorisations de programme (*ibid.*) et des crédits de paiement (p. 3822).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SECTION VIII. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ
SECTION I. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE.

DISCUSSION [20 octobre 1967] (p. 3889 à 3911).

Budget 1968. L'évolution des crédits (p. 3890, 3896) ; la délégation à l'informatique (p. 3890) ; l'application de l'article 71 de la loi de finances (p. 3890, 3891) ; le taux de réalisation du Ve Plan (p. 3890, 3899) ; la délégation à l'aménagement du territoire (D.A.T.A.R.) (p. 3890, 3891) ; le problème de l'eau (p. 3891) ; le F.I.A.T. (p. 3891, 3892, 3894, 3900) ; l'aménagement du territoire et la décentralisation industrielle ; le système des primes (p. 3891, 3904, 3905, 3906, 3907) ; les sociétés de développement régional (p. 3892) ; les zones de rénovation rurale (p. 3891, 3903) ; le futur VIe Plan (p. 3891) ; les C.O.D.E.R. ; la nécessité de leur démocratisation (p. 3892, 3894, 3899, 3903, 3907) ; la région parisienne ; son équilibre avec la province (p. 3892, 3895, 3898, 3900, 3905, 3909) ; les investissements dans le domaine routier (p. 3892) ; la décentralisation du secteur tertiaire en province (p. 3892, 3904) ; les métropoles d'équilibre (p. 3893) ; les patentes à Paris et en province (p. 3893, 3905) ; la situation en Basse-Normandie (p. 3893, 3894) ; dans le Nord (p. 3896, 3897) ; en Bretagne (p. 3897, 3899, 3909, 3910) ; la nécessité d'allonger la durée des Plans (p. 3898) ; l'inégalité entre les régions (p. 3898, 3903, 3905, 3909) ; la diminution de la consommation des ménages (p. 3898) ; les Cévennes gardoises (p. 3899) ; le tourisme (ibid.) ; les zones de salaire (p. 3901, 3902) ; l'aménagement rural, l'exode rural (p. 3901) ; la situation de l'Aquitaine (p. 3902) ; l'arrondissement de Wissembourg ; les ouvriers frontaliers (p. 3902, 3903) ; l'aménagement de l'Oise (p. 3904) ; les problèmes posés par l'installation d'un marché d'intérêt national à Rungis (p. 3906) ; le manque de coordination de la planification urbaine (p. 3906) ; les zones frontalières (p. 3907) ; la Corse (p. 3908, 3909) ; le parc régional du Vercors (p. 3909); la liaison mer du Nord-Méditerranée (*ibid.*) ; l'équipement de la vallée de la Saône (*ibid.*).

Interventions de M. Marcellin, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (p. 3901) ; les métropoles d'équilibre ; le développement des villes de la couronne du bassin parisien ; (p. 3909) : le financement du budget du district de la région de Paris ; (p. 3911 à 3915) : la progression des investissements ; l'état d'exécution du Plan; les équipements collectifs ; la concentration des entreprises ; la productivité ; l'augmentation du potentiel énergétique français ; la recherche scientifique ; la formation professionnelle ; la réforme du système des aides ; l'Agence nationale de l'emploi ; l'aide aux chômeurs ; le ralentissement actuel de la production et ses causes ; la production intérieure brute ; le VIe Plan ; son cadre européen ; la nécessité d'une définition exacte de la politique européenne à moyen terme ; la souplesse dans l'application du Plan ; le calendrier envisagé pour la préparation du VIe Plan ; son élaboration démocratique ; l'aménagement du territoire et la décentralisation industrielle ; la décentralisation du secteur tertiaire ; la régionalisation ; les O.R.E.A.M. ; la cité satellite de Rouen ; les parcs régionaux ; la rénovation rurale ; l'arrondissement de Wissembourg ; l'aménagement de la vallée du Cher; la liaison mer du Nord-Méditerranée ; l'effort consenti en faveur de la Corse ; la réforme des finances locales ; la patente ; la nécessité d'une coopération des collectivités locales répondant à l'effort de l'Etat.

Etat B, TITRE III concernant les Services du Premier Ministre : Section VIII. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité ; adoption (p. 3915).

TITRE IV : la situation de la Basse-Normandie ; l'Université de Caen (*ibid.*) ; les zones de rénovation rurale (p. 3916) ; adoption du Titre IV.

Réserve du vote sur l'ensemble des crédits de la Section I (*ibid.*).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

DISCUSSION [19 octobre 1967] (p. 3823).

L'évolution des crédits (p. 3825, 3828) ; la dotation du F.I.D.E.S. (p. 3825, 3826, 3828) ; le Territoire des Afars et des Issas (p. 3825 à 3827 et 3829 à 3834) ; les Comores (p. 3825, 3826, 3834) ; la Nouvelle-Calédonie et le nickel ; la création d'une deuxième société d'exploitation (p. 3826, 3827, 3829, 3834, 3835) ; Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3826, 3827, 3835, 3836) ; les terres australes (p. 3826) ; les Nouvelles-Hébrides (*ibid.*) ; Wallis et Futuna (*ibid.*) ; les ressources minières des T.O.M. (*ibid.*) ; le lancement d'une fusée spatiale en Terre Adélie (p. 3828) ; la gestion administrative des territoires (p. 3828, 3829) ; la prise en charge par l'Etat des fonctionnaires, notamment polynésiens (p. 3829) ; l'aspiration des T.O.M. à se libérer des séquelles du colonialisme (p. 3834).

Interventions de M. Billotte, Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (p. 3829 à 3833) : la préparation d'un nouveau statut pour les Comores ; la trans-

formation de l'ancienne Côte des Somalis ; l'adaptation de la politique française aux caractères spécifiques de chaque territoire ; les actions entreprises par le F.I.D.E.S. ; le rattachement des territoires au Ve Plan national ; les revendications d'autonomie ; la volonté du Gouvernement d'exclure toute solution équivoque ; le référendum de l'ancienne Côte des Somalis ; la prise en charge des fonctionnaires polynésiens ; les dotations supplémentaires incluses dans le présent budget ; les mesures prises en faveur de la Polynésie ; la création d'une nouvelle société pour le traitement du nickel néo-calédonien ; Wallis et Futuna ; les Comores ; le dépôt prochain d'un projet de loi modifiant leur statut ; l'action du F.I.D.E.S. dans le territoire des Afars et des Issas ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; les investissements appréciables réalisés par le Fonds européen de développement ; (p. 3836 et 3837) ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; les conseillers de gouvernement en Nouvelle-Calédonie ; leurs attributions ; la juste mesure à observer entre les compétences données aux territoires et celles qui peuvent être réservées à l'Etat.

Etat B concernant les territoires d'outremer (p. 3837) ; TITRE III : adoption.

TITRE IV : adoption.

Etat C, TITRE VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement (*ibid.*).

TRANSPORTS.

I. — TRANSPORTS TERRESTRES.

DISCUSSION [27 octobre 1967] (p. 4271, 4280).

L'évolution des crédits (p. 4271) ; la situation de la S.N.C.F. ; son déficit ; la concurrence dont elle est l'objet ; la prochaine convention avec l'Etat (p. 4271 à 4275, 4280, 4281) ; les transports routiers (p. 4271, 4272, 4275, 4276, 4282, 4283, 4287, 4293) ; les charges d'infrastructure de la S.N.C.F. ; le rapport Laval (p. 4271, 4272) ; la R.A.T.P. (p. 4272, 4274, 4282, 4284)*; le métro express régional ; le retard apporté à sa construction (p. 4272, 4273, 4283); l'augmentation récente des tarifs; les aménagements à y apporter (p. 4273, 4283, 4284, 4293) ; la taxe à l'essieu (p. 4274, 4282, 4283) ; l'élaboration d'une politique européenne des transports (p. 4274, 4292) ; la fermeture de certaines lignes secondaires ; ses conséquences (p. 4275, 4281) ; les conditions de vie des cheminots ; leurs revendications (p. 4275, 4282, 4286, 4287) ; les pensions de retraite des agents de la S.N.C.F. (p. 4275, 4277) ; la nécessaire remise en ordre des transports (p. 4276, 4285, 4286) ; l'aérotrain Paris-Orléans (p. 4276) ; les difficultés de la région parisienne en matière de circulation et de transports en commun ; les mesures à prendre : extension de la zone bleue, parkings, etc. (p. 4273, 4283, 4284) ; les véhicules à deux roues (p. 4276, 4277) ; la retraite des chauffeurs routiers (p. 4283) ; les mesures concernant la R.A.T.P. préconisées par le parti communiste (p. 4284) ; les revendications des agents de la R.A.T.P. (*ibid.*) ; les agents des anciens réseaux urbains d'Algérie (*ibid.*) ; la gare d'Orsay et le pont de Solférino ; la liaison Invalides-Gare d'Orsay (p. 4287) ; la création d'une rocade ferroviaire autour de Paris (p. 4285) ; la situation de la Société minière de Rougé (p. 4286) ; le statut des routiers (p. 4289) ; la liaison Paris-Orly (p. 4291).

Interventions de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 4288) : la situation de la Société minière de Rougé ; (p. 4287 à 4292) : les difficultés des problèmes de transport ; la progression des transports terrestres de marchandises ; la décroissance de la part de la S.N.C.F. ; les transports de voyageurs ; l'échelle européenne des problèmes ; l'égalisation nécessaire des conditions de la concurrence ; le budget de la S.N.C.F. ; la diminution de la subvention d'équilibre proprement dite ; les tarifs de faveur ; les commandes de wagons ; le personnel de la S.N.C.F. ; les revendications des cheminots ; la semaine de 40 heures; l'abaissement des prix de revient et l'alignement des tarifs sur les coûts ; les transports sur route des services ferroviaires de voyageurs ; la révision de la Convention qui lie la S.N.C.F. à l'Etat ; l'intensification de la concurrence ; les transports routiers ; l'essieu de 13 tonnes ; la retraite des chauffeurs routiers ; les transports par voie d'eau ; les transports urbains ; les difficultés, notamment dans la région parisienne ; l'absence de solution-miracle et la nécessité de mettre en œuvre plusieurs remèdes en même temps; l'intensification des investissements ; les opérations en cours et à venir ; les conditions de circulation des autobus à Paris ; les problèmes de stationnement ; la hausse des tarifs de la R.A.T.P. et des lignes de banlieue ; la desserte d'Orly; la liaison ferroviaire Paris-Orly ; les vicissitudes de la politique européenne des transports ; les grandes orientations choisies par le Conseil des Ministres ; l'expérience de

Budget 1968. l'aérotrain ; la création d'un Institut de recherche sur les transports.

Etat B concernant le Ministère des Transports : I. — Transports terrestres ; TITRES III et IV (p. 4293) ; adoption ; vote défavorable du groupe communiste.

Etat C (*ibid.*).

TITRES V et VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement ; vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*).

TRANSPORTS.

SECTION II. — AVIATION CIVILE.

DISCUSSION [3 novembre 1967] (p. 4390, 4413).

Les prévisions du Plan (p. 4390) ; l'évolution des crédits (p. 4390, 4400) ; les questions de personnel ; les agents contractuels des services administratifs et techniques (p. 4390, 4398, 4402) ; la pénurie des pilotes (p. 4390, 4391, 4404) ; l'aviation légère ; les aéroclubs ; la suppression de la détaxation des carburants (p. 4390, 4393 à 4397, 4401 à 4406, 4413, 4414) ; l'aéroport de Paris ; la liaison avec Orly (p. 4390, 4394, 4396, 4405) ; Air France ; ses activités touristiques (p. 4390, 4393, 4394, 4398) ; Air Inter (p. 4390, 4392, 4393, 4395, 4396, 4398, 4404, 4406) ; les constructions aéronautiques (p. 4390) ; le programme Concorde (p. 4391, 4393, 4395, 4398, 4400, 4403, 4404) ; le problème du bruit des réacteurs (p. 4391, 4392, 4394, 4399, 4400, 4403, 4406) ; l'Airbus (p. 4391, 4393, 4399, 4400, 4404, 4405) ; la Caravelle (p. 4391, 4393) ; l'extraordinaire évolution technique du matériel aérien (p. 4393) ; l'U.T.A. (p. 4394, 4398) ; le rapport prospectif de la Commission de la production (p. 4395) ; l'application de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 1966 (garantie de financement à Sud-Aviation et à la S.N.E.C.M.A.) (p. 4395) ; la desserte de la Corse par Air France (p. 4396, 4397) ; la ligne Paris-Saint-Etienne desservie par Air Inter (p. 4397); la nécessité d'un large débat sur les problèmes aéronautiques (*ibid.*); la météorologie nationale (p. 4398, 4401) ; le Bréguet 941 (p. 4401) ; le petit avion d'affaires Larzac (*ibid.*) ; la nécessité d'une coopération européenne en matière d'aéronautique (p. 4401, 4402) ; la desserte aérienne du littoral et des îles de la Manche par une compagnie anglaise (p. 4401) ; la société Potez (p. 4402).

Interventions de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 4397) : la desserte de la Corse et de Saint-Etienne ; (p. 4402) : la desserte du littoral de la Manche ; (p. 4406, 4409) : l'acceptation d'un grand débat sur l'aviation civile ; l'accroissement du trafic aérien français ; la suppression de la subvention d'Air Inter ; les accords bilatéraux avec des pays étrangers, notamment l'Union soviétique et le Japon ; la répartition des droits de trafic entre Air France et U.T.A. ; l'Airbus ; l'augmentation des effectifs ; l'accroissement du trafic dans tous les aéroports français ; la région parisienne ; l'aérodrome Paris-Nord ; l'agrandissement d'Orly ; le doublement de l'autoroute du Sud ; la desserte ferroviaire ; les besoins en pilotes ; la formation de ces derniers ; les motifs de la suppression de la détaxe des carburants ; l'augmentation corrélative du nombre et du taux des bourses et des primes ; la construction aéronautique ; le projet Concorde ; sa rentabilité ; l'Airbus ; la lutte contre le bruit.

Etat B, TITRE III concernant le Ministère des Transports : II. — Aviation civile ; adoption (p. 4413).

TITRE IV : la suppression de la détaxation des carburants pour les aéro-clubs ; le bilan prévisionnel d'Air Inter ; la formation des pilotes.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances : l'intention du Gouvernement de soutenir les aéro-clubs ; la détaxation des carburants ; les complications administratives considérables qu'elle entraîne ; les fraudes constatées ; la diminution du nombre des brevets élémentaires délivrés (p. 4414) ; l'effort total en faveur des aéroclubs (p. 4415) ; le rétablissement intégral du crédit qui leur était affecté ; la procédure budgétaire suivie en la matière (*ibid.*).

Retrait de deux amendements tendant à la suppression de la réduction des crédits ; adoption de la réduction de crédits (*ibid.*).

Etat C, TITRES V et VI : adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement ; votes défavorables du groupe communiste.

Après l'Art. 75 : amendement tendant à insérer un nouvel article (chapitre spécial dans les comptes d'Air Inter pour les subventions des collectivités locales).

Intervention de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 4416) : l'opposabilité de l'article 41 de la Constitution à cet amendement; le caractère déficitaire durable de nombreuses lignes ; la convention qui lie Air Inter à l'Etat ; réserve de l'amendement afin de permettre au président de l'Assemblée d'appré-

cier l'irrecevabilité au regard de l'article 41 de la Constitution (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin : l'assujettissement à la T.V.A. des subventions allouées à Air Inter par les collectivités locales (*ibid.*).

TRANSPORTS.

SECTION III. — MARINE MARCHANDE.

DISCUSSION [23 octobre 1967] (p. 3987).

L'évolution des crédits ; leur insuffisance (p. 3987, 3988, 3991, 3992 ; les problèmes de la pêche ; la concurrence européenne (p. 3988, 3990, 3991, 3995, 3996) ; l'armement naval ; la part du pavillon français dans le trafic national (p. 3990, 3992, 3993) ; la construction navale (p. 3988, 3989, 3993, 3995, 3996) ; la limite de tonnage des bateaux artisanaux (p. 3988) ; la consommation et le prix du poisson (p. 3988) ; l'armement au cabotage (p. 3989, 3992 à 3995) ; les entreprises nationales de navigation : Compagnie générale transatlantique et Messageries maritimes (p. 3989, 3990, 3992, 3994) ; la nécessité de débats parlementaires à intervalles réguliers sur la Marine marchande (p. 3991) ; le régime social des gens de mer ; l'E.N.I.M. (p. 3992, 3993) ; la flotte française ; la stagnation de son tonnage (p. 3993, 3995) ; les affrètements de navires étrangers (p. 3993) ; les ventes de navires français (p. 3993, 3994); les marins pêcheurs d'Arcachon (p. 3995).

Intervention de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 3996 à 3999) : les crédits : les interventions publiques ; la surveillance des côtes ; la réorganisation des services extérieurs ; l'amélioration de l'enseignement maritime ; l'apprentissage maritime ; les pensions des marins ; la modification de l'article 55 ; l'amélioration de la situation de l'armement français ; les pavillons de complaisance ; la modernisation des cargos de ligne ; l'aide à l'armement ; la suppression de l'aide au cabotage ; les compagnies mixtes ; les affrètements de navires étrangers ; les pêches maritimes ; les mesures prises en leur faveur par le Gouvernement ; l'extension de 3 à 12 milles de la juridiction nationale en matière de pêche ; la formation professionnelle ; la modernisation de la flotte ; l'organisation du marché du poisson ; la réorganisation des circuits de distribution ; la mise au point du projet de règlement européen de la pêche ; la situation améliorée de la construction navale française ; le succès de la politique de concentration suivie par le Gouvernement ; la construction de très grandes unités ; les aéroglisseurs ; le cadre européen du prochain budget ; les débats parlementaires à intervalles réguliers sur la marine marchande.

Etat B (p. 3999) ; l'aide au cabotage (p. 4000) ; les syndics des gens de mer (*ibid.*).

TITRE III concernant le Ministère des transports : III. — Marine marchande ; adoption ; vote défavorable du groupe communiste.

TITRE IV : adoption de la réduction de crédits (*ibid.*).

Etat C, Titres V et VI ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement.

BUDGETS MILITAIRES

DISCUSSION [24 octobre 1967] (p. 4022, 4039, 4055).

L'évolution des crédits ; leur pourcentage dans l'ensemble du budget (p. 4023, 4025, 4029, 4033, 4040, 4041, 4050) ; les « retombées » économiques du budget des Armées (p. 4023) ; l'exécution de la loi de programme militaire ; sa révision éventuelle (p. 4023, 4029, 4031, 4033, 4041, 4052, 4053, 4057) ; les industries d'armement; les exportations de matériel militaire (p. 4024, 4030, 4031) ; l'adaptation matérielle et morale de l'armée nouvelle aux matériels nouveaux; la formation des cadres (p. 4024, 4026); la situation des personnels; la condition militaire; l'insuffisance des crédits (p. 4025, 4026, 4028, 4040, 4050, 4051) ; l'évacuation de la base de Mers-el-Kébir (p. 4025, 4057) ; la gendarmerie (p. 4025, 4033, 4050, 4053, 4057, 4058) ; les officiers (p. 4027, 4048, 4050, 4051) ; les sous-officiers et officiers mariniers (p. 4027, 4028, 4034, 4040, 4048 à 4051, 4053, 4054, 4058, 4059) ; le relèvement du prêt du soldat (p. 4027, 4040, 4051) ; la marine nationale (p. 4027, 4030 à 4033, 4048) ; les personnels civils et les travailleurs de l'Etat (p. 4028, 4049, 4053, 4055, 4056, 4059) ; l'armement de terre ; son équipement (p. 4029, 4030, 4040, 4041, 4047, 4048) ; la force nucléaire stratégique ; la dissuasion ; le déséquilibre entre les crédits qui lui sont consacrés et les crédits prévus pour les forces dites conventionnelles (p. 4029, 4032, 4045, 4046, 4050, 4052, 4056, 4057); les engins balistiques; les missiles antimissiles (p. 4029, 4048, 4057); les sous-marins nucléaires (p. 4029, 4032) ; l'aéronautique et l'armée de l'air ; l'avion Jaguar ; le Mirage F 1 ; les hélicoptères (p. 4029, 4030, 4034, 4035, 4041, 4058) ; la coopé-

Budget 1968.

ration internationale en matière d'industrie d'armement ; ses inconvénients (p. 4030, 4031) ; la stratégie américaine ; la riposte graduée ou « escalade » ; ses conséquences sur la stratégie française (p. 4031) ; le rôle des forces d'intervention d'outre-mer (p. 4032) ; la justice militaire (p. 4033) ; le S.D.E.C.E. (*ibid.*) ; l'action sociale des armées (p. 4033) ; le service de santé des armées (p. 4034) ; les essences et poudres (p. 4041) ; les conceptions du parti communiste en matière militaire ; la démocratisation de l'armée (p. 4046, 4047, 4051) ; le désarmement (p. 4047); la réduction de la durée du service militaire (p. 4051, 4058) ; le quart de place (p. 4051) ; les arsenaux de la marine (p. 4056) ; les conditions d'attribution des sursis (p. 4056).

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 4041 à 4045) ; la politique de défense du Gouvernement ; les lois de programme couvrant la décennie 1960-1970 ; l'exécution du programme ; la force aérienne stratégique ; les deux systèmes d'armes en cours de réalisation : le système sol-sol balistique stratégique et le système des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; la troisième campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique prévue pour 1968 ; l'usine de Pierrelatte ; les personnels militaires en service dans les unités et les centres d'essais ; la part des forces nucléaires stratégiques dans le titre III ; les avantages économiques de notre politique de défense, notamment au regard des laboratoires universitaires et industriels et des industries de pointe ; les matériels aéronautiques militaires ; le projet de géométrie variable franco-britannique; la réalisation de l'avion Jaguar ; les programmes d'hélicoptères ; la coopération avec la Grande-Bretagne ; les fabrications de matériels terrestres modernes ; les chars AMX de 35 tonnes ; le long délai nécessaire pour la modernisation de l'armée de terre ; le coût des armées non nucléaires modernes ; le programme naval ; l'exécution de la deuxième loi de programme ; la préparation de la troisième ; les personnels ; les effectifs militaires ; l'implantation des effectifs ; le retrait des unités françaises du Sahara ; la réduction de la base de Mers-el-Kébir à la seule escale aérienne de Bou-Sfer ; les progrès techniques et l'évolution des conditions de travail du personnel ; la formation professionnelle des engagés et rengagés ; l'amélioration du niveau intellectuel des appelés ; son insuffisance ; la situation des sous-officiers et des officiers mariniers ; les aménagements possibles en 1968 ; la mise sur pied de trois projets de loi intéressant divers personnels militaires ; le dépôt avant la fin de 1968 d'un projet de loi portant statut des militaires de carrière ; l'amélioration en 1967 de la condition militaire ; l'effectif des personnels civils ; l'évolution des crédits militaires par rapport au passé ; leur diminution incessante d'année en année depuis dix ans ; le droit de la France d'assurer sa défense.

Art. 38 : *Mesures nouvelles, Dépenses ordinaires des services militaires* (p. 4059) ; les mesures acceptées par le Gouvernement en faveur des sous-officiers et des officiers mariniers (p. 4059, 4060) ; la nécessité d'une nouvelle confrontation ; les personnels civils et ouvriers de la défense nationale ; le personnel civil des armées dans le secteur de Coëtquidan ; les effets des vols supersoniques (p. 4059) ; la gendarmerie (p. 4060).

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 4060, 4061) ; la situation des personnels civils ; l'application des décrets de 1951 et 1967 ; le problème des personnels militaires, des officiers, des personnels des services de santé, des sous-officiers ; les déplacements en France et à l'étranger des fonctionnaires relevant du Ministère des Armées ; l'utilité des crédits correspondants.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4061, 4062) ; les sous-officiers et officiers mariniers ; l'irrecevabilité d'un amendement au regard de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; adoption de l'article (p. 4062) ; vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*).

Après l'Art. 38 ; amendement de la Commission de la défense nationale tendant à insérer un nouvel article (dépôt d'un rapport d'exécution de la loi de programme relative à certains équipements militaires); l'insuffisance du budget actuel pour respecter les prévisions de la première loi de programme ; les différents retards qui se manifestent ; la nécessité de disposer de perspectives plus précises (*ibid.*) ; la troisième loi de programme et le type de programmation qui sera retenu.

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 4063) ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement de la Commission de la défense nationale ; la distinction nécessaire entre la partie du rapport d'exécution relative à la période 1968-1970 et celle relative à la période 1971-1975 ; adoption de l'amendement (*ibid.*).

Art. 39 (*ibid.*) : *Mesures nouvelles, Dépenses en capital des services militaires ;* amendement présenté par le groupe Progrès et démocratie moderne tendant à réduire le montant des autorisations de programme (crédits correspondant à la deuxième génération de la force nucléaire stratégique (p. 4064) ; la nécessité de prévoir une protection conventionnelle pour le sous-marin nucléaire.

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (ibid.) ; la signification réelle de l'amendement : l'abandon de la force nucléaire stratégique des engins sol-sol balistique stratégique.

Rejet de l'amendement au scrutin (p. 4065) ; liste des votants (p. 4075) ; amendement présenté par le groupe communiste tendant à réduire les autorisations de programme et lese crédits de paiement (crédits correspondant à la force de frappe nucléaire) (p. 4065) ; la renonciation indispensable à cette force inefficace, inutile et dangereuse ; les critères de recevabilité des amendements sur lesquels se fonde la Commission des finances ; la nécessité d'une rigueur plus grande en ce domaine.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4065) ; les règles strictes auxquelles obéit l'article 42 de la loi organique ; l'importance des termes de l'exposé des motifs des amendements ; rejet au scrutin de l'amendement (p. 4066) ; liste des votants (p. 4076, 4077) ; adoption de l'article ; vote défavorable du groupe communiste.

Etat D, TITRE III concernant le Ministère des Armées : Sections Air, Forces terrestres et Marine ; adoption (p. 4067).

Art. 41 et 42 (suite) *Essences et Poudres.*

Art. 41 : *Budgets annexes, Services votés* ; adoption des services votés inscrits au titre des budgets annexes des Essences et des Poudres (p. 4067).

Art. 42, paragraphe 1 : adoption des autorisations de programme et de la réduction de crédits inscrits respectivement aux paragraphes 1 et 2 du budget annexe des Essences ; adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement inscrits aux paragraphes 1 et 2 du budget annexe des Poudres (*ibid.*).

Art. 76 : *Extension à certains matériels d'armement complexes non aéronautiques des dispositions de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 (avances remboursables)* ; adoption (p. 4067).

Budget 1968.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4491).

L'augmentation de la charge nette des opérations à caractère définitif ; le caractère disparate des matières recouvertes par les Comptes spéciaux du Trésor ; les comptes d'affectation spéciale ; les adductions d'eau (p. 4491) ; le Fonds forestier national (p. 4492) ; le Fonds de soutien des hydrocarbures (*ibid.*) ; le Fonds spécial d'investissement routier (p. 4492, 4493) ; le réseau routier national (p. 4492) ; la priorité donnée aux autoroutes ; le Fonds de développement économique et social ; les dotations aux entreprises nationales ; la répartition du produit de l'emprunt d'équipement ; le financement des habitations à loyer modéré (*ibid.*) ; le F.N.A.F.U. (p. 4492, 4494) ; le marché du sucre (p. 4492) ; le Fonds de soutien et de revalorisation du marché des oléagineux fluides alimentaires (*ibid.*) ; l'autoroute Combles-frontière belge (p. 4493) ; la rénovation urbaine dans la région parisienne (p. 4493, 4494) ; le cas du 13e arrondissement (p. 4493) ; le transfert des Halles et l'aménagement de la zone de la Défense (p. 4494).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4494) ; le Fonds d'investissement routier ; le reboisement et l'équipement forestier, les adductions d'eau ; la participation des communes aux dépenses d'infrastructure routière.

Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 43 : *Services votés ;* adoption (*ibid.*).

Art. 44 : *Mesures nouvelles* (ibid.) ; amendements du Gouvernement tendant à majorer les crédits (crédits pour la Corse) (aide au cinéma) (p. 4495) ; adoption de l'amendement et de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Opérations à caractère temporaire (ibid.).

Art. 45 : *Service votés ;* adoption (*ibid.*).

Art. 46 : *Mesures nouvelles ;* adoption (*ibid*).

Art. 47 : *Comptes de commerce, Mesures nouvelles ;* adoption.

Art. 48 : *Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers, Mesures nouvelles ;* adoption.

Budget 1968.

Art. 49 : *Comptes d'avances, Mesures nouvelles ;* adoption.

Art. 50 : *Comptes de prêts et de consolidation, Mesures nouvelles ;* adoption (*ibid.*).

Art. 68 : *Séquestres gérés par l'administration des domaines ;* adoption.

Art. 69 : *Opérations commerciales des domaines ;* adoption.

Art. 70 : *Constructions navales de la marine militaire* (ibid.) ; adoption (p. 4496).

Art. 71 : *Achats publics de matériels* adoption (*ibid.*).

Art. 72 : *Prêts à certains pays en voie de développement pour le financement de leur programme d'importation ;* adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 72 : amendement du Gouvernement (Fonds d'expansion économique de la Corse) ; adoption.

II. — BUDGETS ANNEXES

Imprimerie nationale.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4477).

Les dépenses et les recettes (p. 4477) ; l'augmentation régulière de l'activité de l'Imprimerie nationale (*ibid.*) ; l'accroissement des charges d'exploitation et la diminution des besoins en matière d'investissement (*ibid.*) ; les dépenses de personnel (p. 4478) ; les travaux confiés à des sous-traitants (*ibid.*) ; l'achat de matériels étrangers (*ibid.*) ; l'application de la convention collective au personnel imprimeur (*ibid.*); l'enquête à laquelle a été soumis le personnel (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4478) ; le régime des heures supplémentaires ; l'implantation de l'Imprimerie nationale.

Art. 41 : adoption des crédits inscrits au titre du budget annexe de l'Imprimerie nationale (*ibid.*).

Art. 42 : adoption des autorisations de programme et des crédits inscrits aux paragraphes 1 et 2 (*ibid.*).

Légion d'honneur et Ordre de la Libération.

DISCUSSION [23 octobre 1967] (p. 3960).

L'évolution des crédits (p. 3960) ; l'ouverture au public d'une partie du parc de la Légion d'honneur à Saint-Denis (p. 3961, 3962).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 3961, 3962) ; la question de l'aménagement du domaine de la Légion d'honneur à Saint-Denis ; l'excellence de l'enseignement donné dans cet établissement ; les brillants résultats obtenus au baccalauréat ; la construction d'un nouveau bâtiment scolaire dans le parc ; la transformation d'une partie du parc en jardin public ; les conditions juridiques de la mise de cette parcelle à la disposition d'une administration autre que celle de la Légion d'honneur.

Art. 41 : *Budgets annexes, Services votés* (p. 3962) ; adoption des crédits inscrits au titre II des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération (*ibid.*).

Art. 42 : *Budgets annexes, Mesures nouvelles ;* adoption des autorisations de programme inscrites au paragraphe I et des crédits inscrits au paragraphe II au titre du budget annexe de la Légion d'honneur ; adoption de la réduction de crédits inscrite au paragraphe II au titre du budget annexe de l'Ordre de la Libération (p. 3962).

Monnaies et Médailles.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4479).

Les recettes et les dépenses (p. 4479) ; le programme de frappe des pièces nouvelles (*ibid.*) ; les monnaies étrangères (*ibid.*) ; l'augmentation de la vente des médailles (*ibid.*) ; la création d'emplois ; (*ibid.*) ; la construction d'une usine monétaire à Pessac (*ibid.*) ; la disparition des pièces de dix francs (p. 4480).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4480) ; l'implantation de l'usine monétaire à Pessac ; les pièces de 10 francs.

Art. 41 : adoption des crédits inscrits au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles (*ibid.*).

Art. 42 : adoption des autorisations de programme et des crédits inscrits aux paragraphes 1 et 2 (*ibid.*).

Postes et Télécommunications.

DISCUSSION [20 octobre 1967] (p. 3916).

La part du budget des Postes et Télécommunications dans les programmes d'inves-

dissement (p. 3916, 3918) ; l'évolution et l'insuffisance des crédits (p. 3916, 3917, 3920, 3923) ; le téléphone ; l'augmentation du trafic ; les demandes non satisfaites (p. 3916, 3917, 3921, 3925, 3926, 3928, 3929) ; les services financiers ; la majoration des tarifs (p. 3917, 3924, 3925) ; les problèmes de personnel ; l'insuffisance du recrutement et des rémunérations (p. 3917, 3921 à 3925, 3927 à 3930) ; le renouvellement de la flotte aéropostale (p. 3917) ; la création d'une caisse nationale des télécommunications (p. 3918, 3923) ; les excès de l'autofinancement ; la nécessité d'un grand emprunt des Postes et Télécommunications (p. 3920, 3921, 3925, 3927) ; les avances remboursables (p. 3921) ; la proposition de M. Giscard d'Estaing de créer une compagnie nationale du téléphone (p. 3923, 3925 à 3927) ; le déficit des chèques postaux (p. 3925 à 3927) ; le taux d'intérêt servi par le Trésor aux Postes et Télécommunications sur les fonds libres des chèques postaux (p. 3925) ; le logement des postiers (*ibid.*) ; les bureaux de postes des petites communes (*ibid.*) ; l'équipement téléphonique des campagnes (p. 3926, 3928) ; la pénurie de téléphone en Seine-et-Oise (p. 3929).

Interventions de M. Guéna, Ministre des Postes et Télécommunications (p. 3918 à 3920) ; la forte croissance des crédits ; le rôle de l'emprunt dans le financement des investissements ; les avances remboursables ; l'institution d'une caisse nationale ; le téléphone ; les demandes en instance ; l'automatisation ; l'organisation nouvelle de la direction des télécommunications ; le C.N.E.T. et le contrôle des prix ; le regroupement des entreprises travaillant pour l'administration ; les problèmes de personnel ; les 1.800 emplois nouveaux ; le reclassement des agents ; les mutations de postes ; l'aide aux auxiliaires licenciés ; les diverses mesures prises en faveur de diverses catégories ; la revalorisation de l'heure de nuit ; le caractère disproportionné d'un recours à la grève; l'aspect humain des problèmes ; (p. 3930, 3931) : les problèmes de personnel ; l'inclusion du personnel des Postes et Télécommunications dans la fonction publique ; les diverses indemnités et facilités particulières dont il bénéficie ; les créations d'emplois prévues par le Ve Plan ; le caractère indicatif du chiffre de 50.000 emplois ; l'augmentation de 20 centimes de l'indemnité horaire pour travail de nuit ; le problème de la médecine du travail ; les projets de réforme de structure de l'administration des Postes et Télécommunications ; les problèmes financiers ; l'éventualité du lancement d'un grand emprunt ; ses inconvénients ; les avances remboursables ; le tarif des communications téléphoniques en France ; la rémunération de l'Etat au budget des Postes et Télécommunications pour le service des chèques postaux ; la rémunération des services rendus par ceux-ci ; la situation des populations rurales ; l'automatique rural ; la régionalisation ; la suppression des avances remboursables pour les lignes longues des abonnés des zones rurales.

Art. 41 (p. 3931) : *Budgets annexes, Services votés* ; adoption des crédits inscrits au titre du budget annexe des Postes et Télécommunications.

Art. 42 : *Budgets annexes, Mesures nouvelles* (ibid.) ; adoption au scrutin des autorisations de programme inscrites au paragraphe I au titre du budget annexe des Postes et Télécommunications (*ibid.*) ; liste des votants (p. 3937, 3938).

TAXES PARAFISCALES et art. 51, état E.

DISCUSSION [4 novembre 1967] (p. 4496).

Les 112 taxes parafiscales ; leur régime juridique ; l'exercice du contrôle parlementaire sur elles ; la nécessité d'un jugement nuancé sur la parafiscalité et d'un examen attentif de chacune des taxes (p. 4496).

Art. 51, Etat E : *Perception des taxes parafiscales* (p. 4496) ; adoption de l'état E à l'exception de la ligne 103 (redevance radiophonique) (p. 4510) ; réserve du vote sur l'article 51 jusqu'à l'adoption de la ligne 103 (*ibid.*).

ARTICLES NON RATTACHÉS.

DISCUSSION [24 octobre 1967].

Art. 52 : Crédits évaluatifs ; état F (*ibid.*); adoption (p. 4018).

Art. 53, Etat G : Crédits provisionnels (p. 4019) ; adoption (p. 4020).

Art. 54 et Etat H : *Reports de crédits ;* adoption (p. 4021).

Art. 58 : *Financement de grands travaux intéressant le district de la région de Paris* (*ibid.*) ; adoption.

Art. 59 : *Subvention pour les travaux d'équipement rural, d'équipement des ports et de défense contre les eaux* (p. 4022) ; adoption.

Budget 1968.

TITRE II. — *Dispositions permanentes.*

I. — *Mesures d'ordre fiscal.*

Art. 61 : *Recettes garanties aux collectivités locales* ; le problème de la réforme des finances locales ; adoption (*ibid.*).

Art. 62 : *Transports internationaux par fer ;* adoption (*ibid.*).

Art. 63 : *Transports de boissons entre la France continentale et la Corse* (ibid.) ; adoption.

Art. 73 : *Emissions de la Caisse nationale de crédit agricole ; adoption* (*ibid.*).

ARTICLES RÉSERVÉS.

DISCUSSION [10 novembre 1967] (p. 4896).

Art. 35 : *Budget général, Services votés ;* adoption (p. 4896).

Art. 36, Etat B : *Mesures nouvelles, Dépenses ordinaires des services civils ;* situation de l'enseignement supérieur ; les difficultés de l'entrée dans les facultés (*ibid.*) ; la réforme démocratique de l'enseignement proposée par le parti communiste (p. 4897) ; la discrimination inadmissible dans la répartition des crédits et des subventions aux centrales syndicales ; la situation défavorisée de la C.G.T. à cet égard ; adoption de l'article (p. 4897) ; vote défavorable du groupe communiste.

Art. 37, Etat C : *Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils ;* adoption (p. 4898) ; vote défavorable du groupe communiste.

Art. 40, Etat D : *Autorisations d'engagement par anticipation ;* adoption ; vote défavorable du groupe communiste.

Art. 41 : *Budgets annexes, Services votés;* adoption ; vote défavorable du groupe communiste.

Art. 42 : *Budgets annexes, Mesures nouvelles ;* adoption ; vote défavorable du groupe communiste.

Après l'Art. 75 : reprise de la discussion de l'amendement déposé par M. Pleven lors de la discussion du budget de l'Aviation civile et auquel le Gouvernement a opposé l'article 41, alinéa premier de la Constitution ; la renonciation du Gouvernement à son argument de procédure ; le double objet de l'amendement ; son intérêt financier et économique (p. 4899) ; les conventions qui lient les départements à Air Inter (p. 4900); la nécessité pour eux d'avoir une arme dans la discussion avec cette Compagnie (*ibid.*) ; l'incitation à remplacer le plus vite possible le matériel inadéquat utilisé sur certaines lignes.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4899, 4900) ; la complexité de l'aspect technique de cette question ; les conséquences fâcheuses de l'adoption éventuelle de l'amendement ; la remise en cause totale qui en résulterait pour Air Inter des conventions passées avec les collectivités locales et la fermeture d'un certain nombre de lignes ; adoption de l'amendement (p. 4900).

Après l'Art. 76 (*ibid.*) ; amendement non soutenu de la Commission des lois (p. 4900).

SECONDE DÉLIBÉRATION

Demande par le Gouvernement, en application de l'article 101 du Règlement, d'une seconde délibération sur les articles 7 *bis*, 34, 36, Etat B, 37, Etat C, 38, 44, 51, Etat E (ligne 103), 55 et 56.

DISCUSSION [10 novembre 1967] (p. 4904).

Art. 7 *bis* : l'opposition du groupe communiste à toute majoration des charges fiscales ; amendement du Gouvernement (augmentation de la taxation des actes dits « innommés ») ; réserve.

Après l'Art. 8 : amendement du Gouvernement (assujettissement des exploitants agricoles à la T.V.A.) ; réserve (p. 4905).

Après l'Art. 21 : retrait d'un amendement du Gouvernement.

Après l'Art. 23 : amendement du Gouvernement : limitation de l'augmentation du montant de la cotisation annuelle du B.A.P.S.A. ; réserve (*ibid.*).

Art. 34 (p. 4906) ; amendement du Gouvernement (nouvel équilibre du budget) ; réserve (p. 4907).

Art. 36 et 37 (*ibid.*) ; réserve jusqu'à la fin de l'examen des articles en seconde délibération.

Art. 38 : amendement du Gouvernement (mesures en faveur des sous-officiers) ; réserve.

Art. 44 : réserve jusqu'à l'examen de l'amendement du Gouvernement après l'article 72 (*ibid.*).

Art. 51 : réserve jusqu'au vote de la ligne 103 de l'état E (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à rétablir la ligne 103 (redevance radiophonique) (p. 4908) ; la sup-

pression de cette ligne afin de manifester l'hostilité de l'Assemblée à l'introduction de la publicité à la télévision ; réserve.

Art. 55 : amendement du Gouvernement ; le programme des H.L.M. et des P.S.R. ; le décret d'application de la loi du 3 janvier 1967 et le décret fiscal du 9 juillet 1963 (*ibid.*) ; l'opportunité de l'alignement des deux régimes (p. 4909) ; l'implantation souhaitable de P.S.R. en milieu rural ; réserve (*ibid.*).

Art. 56 : amendement du Gouvernement (crédits pour le logement) ; réserve.

Après l'Art. 62 : amendement du Gouvernement : les produits et engins destinés à être incorporés dans les bateaux de sport ou de plaisance ; retrait.

Après l'Art. 67 *bis* : amendement du Gouvernement (mesures en faveur des déportés politiques) ; la difficulté de revenir sur le statut de 1945 (*ibid.*) ; le vœu des déportés politiques de voir leur situation progressivement assimilée à celle des déportés résistants (p. 4910) ; le caractère inacceptable de la mesure proposée par le Gouvernement; les conditions mises à l'attribution de la majoration spéciale (*ibid.*) ; la nécessité d'une coordination entre l'évaluation du Ministère des Anciens combattants et le texte de l'amendement proposé (p. 4911) ; réserve.

Après l'Art. 72 : amendement du Gouvernement (crédits d'électrification rurale); sous-amendement de M. Voisin ; réserve.

Art. 44 (suite) ; amendement du Gouvernement (revalorisation des crédits) ; réserve.

Art. 36 et 37 (suite) (*ibid.*) ; la distinction nécessaire dans le budget de l'Agriculture entre les crédits affectés à l'alimentation en eau potable et ceux destinés à l'assainissement ; la création d'emplois de contractuels dans la région parisienne (p. 4912, 4913) ; les personnels de police (p. 4912) ; leurs conditions de travail ; le personnel des préfectures ; les anciens combattants (*ibid.*) ; les déportés politiques (p. 4912, 4913) ; le mécontentement des anciens combattants (p. 4912) ; les manifestations des 4 et 5 novembre dernier ; les rapatriés (*ibid.*) ; la suppression regrettable de 600 emplois de C.R.S. (p. 4913) ; réserve des articles 36 et 37 jusqu'au vote des états B et C.

Agricutture : Etat B, Titre IV : amendement du Gouvernement (augmentation du taux des indemnités viagères de départ) ; réserve.

Etat C, Titre VI ; amendement du Gouvernement (adductions d'eau) ; réserve. Budget 1968.

Anciens combattants : Etat B, Titre IV ; amendement du Gouvernement (déportés politiques) ; réserve.

Economie et Finances, Services financiers : Etat B, Titre III : amendement du Gouvernement (création de la commission des opérations de bourse) ; réserve.

Intérieur : Etat B, Titre III : amendement du Gouvernement tendant à rétablir les crédits ; réserve ; amendement du Gouvernement (création de 800 emplois de contractuels) ; réserve (p. 4914).

Intérieur (Rapatriés) : Etat B, Titre III (*ibid.*) ; amendement du Gouvernement tendant à rétablir la réduction de crédits ; l'indemnisation des rapatriés ; réserve de l'amendement (*ibid.*).

Equipement et Logement : Etat C, Titre VI : majoration des crédits ; réserve.

Transports, II. — Aviation civile : Etat B, Titre IV : amendement du Gouvernement (crédits pour l'aviation légère) ; la suppression de la détaxe sur les carburants ; les crédits ainsi récupérés ; leur utilisation au profit des aéro-clubs ; réserve.

III. — *Marine marchande :* Etat B, Titre IV : amendement du Gouvernement tendant à majorer les crédits ; réserve.

Economie et Finances, I. — *Charges communes :* Etat B, Titre III : amendement du Gouvernement (Mesures en faveur des pensions des sous-officiers) ; réserve ; amendement du Gouvernement (mesures concernant les contractuels) ; réserve.

Réserve des articles 36 et 37 et des états B et C jusqu'à la fin de l'examen des articles en seconde délibération (*ibid.*).

Après l'Art. 8.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4914 à 4917) ; l'extension de la T.V.A. aux exploitants agricoles (*ibid.*) ; la possibilité ainsi offerte au monde agricole d'avancer dans la voie de la modernisation ; l'exclusion du système du forfait ; l'introduction d'un système de franchise et de décote ; les modifications techniques introduites par le Gouvernement à la demande de nombreux parlementaires ; la ristourne sur le matériel agricole ; le droit de « repentir » ; le remboursement forfaitaire en ce qui concerne les ventes d'animaux vivants ; le mécanisme

Budget 1968. du remboursement forfaitaire ; son adaptation aux caractéristiques du monde agricole ; le régime de forfait prévu par la loi du 6 janvier 1966 pour les commerçants et artisans ; le forfait collectif et le forfait individuel ; les dangers de ce dernier ; les avantages du système de franchise et de décote ; l'application de cette dernière dans la prochaine loi de finances ; les raisons pour lesquelles elle n'interviendra pas en 1968 ; la nécessité d'agir très progressivement ; la procédure suivie par le Gouvernement ; l'effort considérable et nécessaire ainsi réalisé en faveur du monde agricole ; la nécessité d'avoir une vue globale du problème de la T.V.A. ; les surcharges dans le secteur du vin ; l'application de la T.V.A. à la viande, au lait et au vin (p. 4916) ; le problème des vins doux naturels (*ibid.*) ; le dialogue qui a pu s'établir entre le Gouvernement, le Parlement et la profession ; les difficultés soulevées par l'extension de la T.V.A. à l'agriculture et les améliorations qu'il conviendra d'apporter à ce régime ; le remboursement de 2 et 3 % à ceux des exploitants qui opteront pour le nouveau système ; sous-amendement de la Commission des finances (possibilité pour l'exploitant agricole d'opter en 1968, 1969, 1970) ; la nécessité d'une remise à jour de la liste des matériels qui donnent lieu à détaxe ; réserve ; sous-amendement de la Commission les finances (coopératives d'utilisation de matériel agricole (C.U.M.A.) (p. 4917, 4918; l'influence des manifestations paysannes sur le cours des débats ; les sérieuses réserves qu'appelle le nouveau texte ; l'accroissement qui en résultera du poids de la fiscalité indirecte ; les conséquences pour les consommateurs et pour les petites et moyennes exploitations (*ibid.*) ; l'allégement nécessaire de la fiscalité directe qui pèse sur l'agriculture (p. 4919) ; la taxe sur la circulation des viandes (*ibid.*) ; réserve d'un sous-amendement présenté par le groupe communiste ; adoption du sous-amendement de la Commission des finances ; en conséquence, le sous-amendement présenté par le groupe communiste n'a plus d'objet ; retrait de deux sous-amendements présentés par le groupe Progrès et démocratie moderne ; deux sous-amendements soumis à discussion commune présentés par M. Tourné et par MM. Briot et Cointat; les droits de circulation sur les vins; les vins doux naturels ; les « vins délimités de qualité supérieure » (*ibid.*) ; le report du 25 avril au 30 juin de la date de dépôt de la déclaration (p. 4920) ; réserve ; sous-amendement présenté par le groupe Progrès et démocratie moderne ; la nécessité de faire le point avant le dépôt de la prochaine loi de finances et de modifier les taux qui se révéleraient opérer une compensation insuffisante (*ibid.*) ; l'irrecevabilité déclarée par la Commission des finances d'un autre amendement déposé par le groupe Progrès et démocratie moderne tendant à instituer et à appliquer une franchise et une décote dès 1968 ; réserve du sous-amendement (p. 4921) ; sous-amendement présenté par le groupe Progrès et démocratie moderne (établissement de critères pour chaque département par région naturelle) ; la nécessité pour les exploitants familiaux d'un texte facile à comprendre ; la régionalisation souhaitable des forfaits (*ibid.*) ; le présent texte, première tentative pour mettre l'agriculture à parité avec l'industrie dans le domaine de la fiscalité indirecte (p. 4922) ; réserve ; l'introduction, qui résulterait de l'adoption du sous-amendement, de la notion de forfait ; l'échec de cette notion en matière artisanale et en matière agricole ; réserve du sous-amendement.

En application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'amendement n° 2 du Gouvernement modifié par le seul sous-amendement n° 37 de la Commission des finances ; adoption au scrutin (p. 4922) ; liste des votants (p. 4934, 4935).

Explications de vote (p. 4923) ; la renonciation par le Gouvernement à deux principes fondamentaux ; les quatre faiblesses majeures du budget pour 1968 ; le pari sur lequel il repose : l'augmentation de la production, la hausse des prix ; l'esquisse insuffisante d'une politique d'allégement fiscal qui a fait ses preuves à l'étranger (*ibid.*) ; la nécessaire réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 4923, 4925) ; l'excès des dépenses improductives et de prestige (p. 4923) ; le sacrifice des priorités ; la mise à la charge des collectivités locales d'obligations nouvelles (p. 4923, 4924) ; les ordonnances sur la Sécurité sociale (p. 4923) ; la construction des autoroutes ; abstention du groupe Progrès et démocratie moderne ; vote défavorable du groupe communiste ; l'aide accordée par l'Etat aux sociétés capitalistes ; l'accroissement considérable de la fiscalité ; les graves conséquences de l'extension de la T.V.A. (p. 4923, 4925) ; l'accroissement du nombre

des licenciements et l'aggravation du chômage (p. 4923, 4924); les logements H.L.M. (p. 4923); l'Education nationale (p. 4923, 4924); la fragilité des hypothèses budgétaires (p. 4924) ; les prix de détail; le commerce extérieur; le déficit de 7 milliards qui apparaît dans le collectif budgétaire ; la moins-value des recettes fiscales; le vote du budget, simple formalité ; la nécessaire politique de relance de l'économie et de la consommation par les allégements fiscaux ; vote défavorable du groupe socialiste (*ibid.*) ; vote défavorable du groupe de l'Union démocratique pour la Ve République ; les insuffisances actuelles et les carences passées ; le projet de budget pour 1968 ; la préparation courageuse de l'avenir ; la compétition redoutable qui s'instaurera à partir du 1er juillet 1968 au sein du Marché commun ; l'accroissement des dépenses d'investissement ; les logements ; les premiers signes d'une reprise économique ; les mesures d'incitation ou d'accompagnement.

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 4925 à 4927) ; l'absence de M. Michel Debré ; les caractères essentiels du projet de loi de finances ; le budget pour 1968, budget loyal et franc ; sa progression et son équilibre ; l'augmentation du produit national ; le collectif de 1968 ; la notion d'équilibre du budget ; le « dessus de la ligne » et le « dessous de la ligne » ; les premiers signes de l'amélioration de la conjoncture (p. 4926) ; les efforts faits tout au long de 1967 pour ranimer une activité insuffisante ; l'adaptation de l'expansion à la conjoncture ; la progression des investissements ; l'agriculture ; le respect des objectifs du Plan ; l'aspect fiscal ; l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; la préparation d'une refonte de cet impôt ; la généralisation de la T.V.A. pour 1968 ; le très grand effort nécessaire d'information ; l'extension à l'agriculture de la T.V.A. ; les souplesses dans l'application de cette mesure ; les difficultés qu'elle soulèvera ; le soin avec lequel le Gouvernement suivra l'application de la réforme intervenue en matière de T.V.A. ; les remerciements du Gouvernement ; (p. 4927) : les remerciements du président.

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement de l'Assemblée, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur le texte de l'article 7 *bis*, modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement ; de l'article additionnel faisant l'objet de l'amendement n° 4 du Gouvernement ; de l'article 34, modifié par l'amendement n° 5 du Gouvernement ; de l'article 36 modifié par les amendements nos 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16 et 17 du Gouvernement ; de l'article 37 modifié par les amendements nos 7 et 15 du Gouvernement ; de l'article 38 modifié par l'amendement n° 18 du Gouvernement; de l'article 44 modifié par l'amendement n° 19 du Gouvernement ; de l'article 51 (état E) modifié par l'amendement n° 39 du Gouvernement ; de l'article 55 modifié par l'amendement n° 20 du Gouvernement ; de l'article 56 modifié par l'amendement n° 21 du Gouvernement ; de l'article additionnel faisant l'objet de l'amendement n° 23 du Gouvernement ; de l'article additionnel faisant l'objet de l'amendement n° 24 du Gouvernement, modifié par le sous-amendement n° 36 ainsi que sur l'ensemble de la loi de finances, à l'exclusion de tout autre amendement, sous-amendement ou de tout autre article additionnel ; adoption au scrutin (p. 4927) ; liste des votants (p. 4935, 4936).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [5 décembre 1967] (p. 5536, 5547).

Le compromis intervenu à la Commission mixte paritaire (p. 5536) ; les prises de position de M. Pellenc, Rapporteur général du Sénat (*ibid.*) ; la nécessité, pour le Gouvernement, d'une souplesse dans l'action (*ibid.*) ; les critiques du groupe communiste à l'égard du budget de 1968, antidémocratique et rétrograde (p. 5537, 5538) ; l'injustice de la fiscalité (p. 5537, 5538) ; l'extension de la T.V.A., notamment à l'agriculture (p. 5537, 5538, 5541, 5542, 5545) ; le développement nécessaire du pouvoir d'achat et la relance de la consommation (p. 5538) ; les conséquences de la dévaluation de la livre ; l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun (*ibid.*) ; la position du groupe Progrès et démocratie moderne (*ibid.*) ; les déportés politiques (p. 5539, 5542) ; la situation de la presse et l'introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F. (p. 5539, 5540) ; les artisans et l'application de la T.V.A. ; la décote (p. 5540, 5546) ; la réforme du ticket modérateur de la Sécurité sociale (p. 5540) ; la T.V.A. et le régime du fuel (p. 5540, 5541) ; le personnel des préfectures ; les directions de l'action sanitaire et sociale (p. 5541) ; la viticulture ; l'application de la T.V.A. (p. 5541 à 5544) ; la promotion économique de la Corse (p. 5543, 5544) ; la pêche ; les

Budget 1968. mareyeurs expéditeurs et la T.V.A. (p. 5545, 5546) ; la taxe à l'essieu (p. 5545) ; l'imposition des salaires des marins du commerce (p. 5546) ; le barème de l'impôt sur le revenu (*ibid.*).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5547 à 5550); l'effort de l'Etat en ce qui concerne les budgets sociaux ; la nouvelle inflation qu'entraînerait la relance de la consommation ; la faveur du Gouvernement pour l'investissement privé ; la généralisation de la T.V.A. ; les déportés politiques ; l'introduction de la publicité à la télévision ; l'attitude du Gouvernement à l'égard de la presse ; les exemples étrangers ; le régime fiscal des artisans; les conséquences de la création des nouveaux départements de la région parisienne dans le domaine sanitaire et social ; l'harmonisation européenne des diverses sources d'énergie ; l'application de la T.V.A. aux agriculteurs ; le régime fiscal de la Corse ; les C.U.M.A. et la T.V.A. ; les remerciements du Ministre pour le travail accompli par la Commission mixte et par le Secrétaire d'Etat à l'Economie ; le bilan général de la loi de finances ; les résultats du dialogue engagé depuis deux mois entre le Gouvernement et le Parlement ; les concessions faites par le Gouvernement, notamment en faveur des agriculteurs ; les indices d'une reprise économique ; les mesures que pourrait prendre le Gouvernement dans le cas d'un ralentissement accentué de la conjoncture.

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 5550 à 5583).

Art. 7 (p. 5583) ; amendement du Gouvernement tendant à supprimer le paragraphe IV *bis* (taux intermédiaire de la T.V.A. pour les travaux immobiliers) ; réserve.

Art. 7 *bis* : amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouveau paragraphe (tarifs des droits fixes) ; les ressources supplémentaires demandées par le Gouvernement ; le problème des marchands de bestiaux (*ibid.*) ; le très grand nombre d'éleveurs intéressés par la question (p. 5584) ; la promesse du Ministre de recevoir les représentants de cette profession (*ibid.*).

Art. 8 : amendement du Gouvernement (ventes à consommer sur place des spiritueux) ; réserve ; amendement de M. Miossec et plusieurs de ses collègues (exonération de la T.V.A. au niveau du mareyage portuaire) (*ibid.*) ; les anomalies du circuit du poisson (p. 5585) ; l'intérêt des mareyeurs à se voir étendre la T.V.A. ; rejet au scrutin de l'amendement (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5608, 5609).

Art. 11 : amendement du Gouvernement tendant à supprimer le paragraphe VII (garantie de ressources pour les départements et les communes) (*ibid.*) ; l'impossibilité d'appliquer cette disposition (p. 5586) ; réserve.

Art. 12 : amendement du Gouvernement (crèmes de cassis) ; réserve.

Art. 13 : amendement du Gouvernement (taxe à l'essieu) ; réserve.

Art. 18 : amendement du Gouvernement (matériaux de construction destinés à l'industrie hôtelière et touristique) ; réserve.

Art. 27 : amendement du Gouvernement (taux des redevances relatives à l'agrément des producteurs ou négociants en bois et plants de vigne) ; les pépiniéristes (*ibid.*) ; le financement de l'Institut des vins de consommation courante (I.V.C.C.) (p. 5587) ; l'augmentation excessive de la redevance ; réserve.

Art. 34 : amendement du Gouvernement (texte d'équilibre) ; réserve (*ibid.*).

Art. 44 : deux amendements du Gouvernement (dotation du Fonds spécial d'investissement routier) ; réserve (*ibid.*).

Art. 63 *quinquies* : amendement rédactionnel du Gouvernement ; réserve.

Explications de vote : le taux de la T.V.A. applicable aux travaux immobiliers ; les artisans et la décote ; le faible niveau de la production nationale ; ses répercussions dans le domaine de l'emploi ; la hausse des prix ; la stabilisation du franc ; la nécessité d'une relance fondée sur des allégements fiscaux (*ibid.*) ; le refus du dépôt tardif d'un amendement déposé par M. Paquet à l'article 60 *bis* (p. 5589).

Conformément à l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte proposé par la Commission mixte paritaire, modifié par les amendements nos 1 à 11 rectifié et 13 présenté par le Gouvernement ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5609, 5610).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [7 décembre 1967] (p. 5644).

Le rejet du texte par le Sénat (p. 5644) ; les modifications proposées par la Commis-

sion des finances à certains articles (p. 5645) ; la situation des déportés politiques.

Art. 2 *bis* (p. 5645) ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve (*ibid.*).

Art. 3 : réserve (*ibid.*).

Art. 4 (p. 5646) ; amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III ; réserve (*ibid.*).

Art. 6 : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (*ibid.*) ; réserve.

Art. 7 : supprimé par le Sénat ; le taux de la T.V.A. applicable aux agents immobiliers; la décote pour les artisans ; le calcul de la T.V.A. et le cidre (p. 5646 et 5647) ; la possibilité pour le Gouvernement de rectifier certaines dispositions (p. 5647) ; réserve d'un amendement et d'un sous-amendement ainsi que de l'article (p. 5648).

Art. 7 A (*ibid.*) ; amendement de suppression ; réserve (*ibid.*).

Art. 7 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte de la Commission mixte paritaire ; les majorations de certains droits ; réserve de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 7 *ter* (*ibid.*) ; supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte de la Commission mixte paritaire ; réserve de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 8 : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte de la Commission mixte paritaire ; les ventes à consommer sur place ; réserve d'un sous-amendement, de l'amendement et de l'article (p. 5649).

Art. 8 *bis* : supprimé par le Sénat ; le matériel agricole d'occasion ; les C.U.M.A. ; les ventes d'animaux vivants ; amendement tendant à reprendre, avec modification, le texte de la Commission mixte paritaire (*ibid.*) ; les coopératives prestataires de services ; les rétrocessions aux agriculteurs de certains produits fabriqués par des entreprises de transformation (p. 5650) ; réserve de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 10 : amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (p. 5652) ; réserve de l'amendement et de l'article (p. 5655).

Art. 11 : réserve de deux amendements et de l'article (p. 5656).

Art. 12 : amendement tendant à reprendre le paragraphe I dans le texte de la Commission mixte paritaire ; réserve de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 13 : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre, avec modification, le texte de la Commission mixte paritaire (*ibid.*) ; le cas des camions-bennes, camions-citernes et camions transporteurs d'engins ; l'opinion erronée selon laquelle l'ensemble des transporteurs va subir une surcharge fiscale ; la réglementation du poids et de la vitesse des camions dans le cadre de l'harmonisation européenne (*ibid.*) ; réserve de l'amendement, d'un sous-amendement et de l'article (p. 5658).

Art. 14 : le dégrèvement d'office de la contribution foncière et de la contribution mobilière pour les titulaires de l'allocation du fonds de solidarité (*ibid.*) ; le maintien des droits acquis (p. 5659) ; réserve d'un amendement et de l'article (*ibid.*).

Art. 18 (*ibid.*) ; réserve de cinq amendements relatifs à la Corse et de l'article (p. 5660).

Art. 19 : réserve (*ibid.*).

Art. 23 : réserve (p. 5661).

Art. 23 *bis* (*ibid.*) : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve (*ibid.*).

Art. 27 : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte de la Commission mixte paritaire ; réserve.

Art. 29 : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve (*ibid.*).

Art. 32 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve.

Art. 34, Etat A (*ibid.*) ; réserve (p. 5663).

Art. 36, Etat B : amendement tendant à rétablir le texte adopté par la Commission mixte paritaire ; réserve de l'amendement, de l'article et de l'état B (*ibid.*).

Art. 37, Etat C (*ibid.*) ; amendement tendant à rétablir les chiffres de la Commission mixte paritaire ; réserve de l'amendement, de l'article et de l'état C (p. 5664).

Art. 41 : amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve de l'amendement et de l'article (*ibid.*).

Budget 1968.

Art. 51, Etat E : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve de l'article et de l'état E (p. 5679).

Art. 60 *bis* (*ibid.*) ; réserve.

Art. 60 *ter* (*ibid.*) ; réserve.

Art. 63 *quinquies* : amendement tendant supprimer l'article ; réserve (*ibid.*).

Art. 63 *quinquiès* : amendement tendant à reprendre le texte de la Commission mixte paritaire ; réserve (*ibid.*).

Art. 72 *bis* : supprimé par le Sénat ; amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture ; réserve (*ibid.*).

Art. 75 *bis* : supprimé par le Sénat (*ibid.*).

Art. 77 : amendement tendant à supprimer l'article ; réserve (p. 5679).

Art. 78 : amendement tendant à supprimer l'article ; réserve (p. 5680).

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, et de l'article 96 du Règlement, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi de finances dans le texte adopté par le Sénat en première lecture, modifié par les amendements nos 1 à 3 de la Commission des finances, n° 4 de la Commission des finances, modifié par le sous-amendement n° 36, nos 5 à 7 de la Commission des finances, n° 8 de la Commission des finances, modifié par le sous-amendement n° 37, nos 9 à 13 de la Commission des finances, n° 14 de la Commission des finances, modifié par le sous-amendement n° 35 et nos 15 à 34 de la Commission des finances.

Adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5717, 5718).

DISCUSSION EN TROISIÈME ET DERNIÈRE LECTURE [8 décembre 1967] (p. 5733).

Le vote définitif auquel est appelée à procéder l'Assemblée ; l'application du dernier alinéa de l'article 45 de la Constitution ; le nouveau rejet par le Sénat du texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture ; la reprise de ce texte.

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5733, 5734) ; le souhait du Gouvernement que ce budget fût voté par les deux Assemblées ; le refus du Sénat ; le projet de budget, résultat d'une longue discussion et de nombreuses modifications ; les remerciements du Gouvernement à la Commission des finances, à la majorité et à l'opposition.

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du Règlement de l'Assemblée Nationale, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi de finances dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale. Conformément au troisième alinéa de l'article 114 du Règlement, la Commission des finances appelle l'Assemblée à se prononcer en priorité sur le dernier texte voté par l'Assemblée Nationale.

Texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture (p. 5734 à 5739).

Explications de vote (p. 5759) ; votes défavorables des groupes communiste et de la Fédération de la gauche.

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5772, 5773).

2. — Projet de loi de finances rectificative pour 1968, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 648** ; avis le 2 mai 1968 de M. Dusseaulx au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 733** ; rapport le 2 mai 1968 par M. Rivain, Rapporteur général, **n° 735**. Adoption le 10 mai 1968. — Projet de loi **n° 134**.

Transmis au Sénat le 14 mai 1968 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 160 (année 1967-1968)** ; rapport le 16 mai 1968 par M. Pellenc, **n° 168 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 21 mai 1968. — Projet de loi **n° 68 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 22 mai 1968 (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 826**.

DISCUSSION [9 mai 1968] (p. 1656), [10 mai 1968] (p. 1679, 1720).

Les mesures de soutien de l'économie décidée en janvier 1968 (p. 1656, 1681, 1685) ; l'impasse budgétaire ; son accroissement (p. 1656, 1675) ; l'amélioration de la conjoncture (p. 1656, 1657, 1667, 1681) ; la réforme de la T.V.A. ; son effet sur les prix (p. 1656,

1681, 1687) ; les allégements proposés pour l'impôt général sur le revenu (p. 1656, 1657, 1674, 1681) ; les échanges extérieurs (p. 1657, 1676, 1681, 1686) ; la situation de l'emploi ; le chômage (p. 1657, 1668, 1671 à 1674, 1676, 1679, 1681) ; la formation professionnelle (p. 1657, 1681) ; l'application de la réforme de la T.V.A. à l'agriculture, notamment à l'élevage (p. 1657 à 1659, 1682 à 1684, 1687) ; le droit de circulation sur les vins à appellation contrôlée (p. 1657, 1659) ; la fiscalisation du prélèvement sur les fuel-oils domestiques (p. 1657) ; l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ; son augmentation (p. 1657, 1658) ; la majoration du taux des allocations familiales (p. 1658) ; le logement ; les nouvelles mesures d'aide (p. 1658, 1669, 1675, 1681, 1727) ; la construction sociale ; les programmes H.L.M. (p. 1658, 1661, 1662, 1685) ; la parité des pensions des déportés résistants et des déportés politiques (p. 1658) ; l'intégration fiscale du marché viticole des six pays du Marché commun (p. 1659) ; la rénovation rurale (p. 1659, 1660) ; la majoration de la dotation du F.D.E.S. pour les zones de reconversion (p. 1659) ; les problèmes de reconversion dans les régions minières ; la S.O.F.I.R.E.M. (p. 1660) ; l'information des commissions parlementaires par les administrations (p. 1675) ; l'épargne-logement (p. 1662) ; le Fonds national de l'habitat (p. 1662) ; l'augmentation nécessaire des crédits d'infrastructure (*ibid.*) ; le taux d'expansion de l'économie (p. 1665, 1675, 1727) ; l'augmentation de la population active (p. 1667, 1668) ; la diminution des moyens de contrôle de l'Etat sur l'économie (p. 1668) ; la spéculation sur l'or ; la thésaurisation (p. 1669, 1727) ; la ratification des ordonnances (p. 1669, 1670) ; les catégories sociales favorisées et défavorisées par la politique gouvernementale (p. 1770) ; la revalorisation du pouvoir d'achat ; l'augmentation de la consommation (p. 1671, 1673, 1674, 1676) ; l'étoffement souhaitable de nombreux services publics (p. 1671) ; les reconversions et concentrations d'entreprises et leurs conséquences (p. 1672, 1674) ; l'aménagement du territoire ; la décentralisation industrielle (p. 1672, 1677, 1682) ; les erreurs dans la conception du Ve Plan (p. 1672, 1673) ; les investissements (p. 1674, 1676, 1677, 1682, 1686) ; la situation de l'agriculture (p. 1674, 1680, 1684) ; celle de l'industrie houillère, notamment dans le Nord (p. 1674, 1675) ; les nationalisations (p. 1675) ; le dynamisme insuffisant de l'industrie française (p. 1677, 1678) ; les excès de l'interventionnisme (p. 1677) ; le capitalisme d'Etat ; les filiales d'entreprises nationalisées (p. 1677) ; l'excès du fardeau fiscal sur l'économie (*ibid.*) ; les propositions du groupe P.D.M. (p. 1678) ; les importations de chevaux (p. 1680) ; de tourteaux de soja (p. 1680) ; l'abus des enquêtes économiques et des réunions professionnelles (*ibid.*) ; l'égalisation internationale des charges fiscales et sociales (p. 1680) ; la réanimation du marché boursier (p. 1681) ; les retraites de la fonction publique (p. 1682) ; la taxe de circulation sur les viandes (p. 1683) ; les manifestations de paysans dans l'Ouest (p. 1684) ; le problème du beurre (*ibid.*) ; l'attribution des bourses aux enfants des familles rurales (p. 1685) ; le téléphone rural (*ibid.*) ; les P.S.R. (*ibid.*) ; les rentiers viagers (*ibid.*); l'institution d'une Société commerciale de droit européen (p. 1686, 1729) ; la réévaluation des bilans (p. 1686) ; la négociation Kennedy et le désarmement douanier (*ibid.*) ; la diminution du droit de circulation sur les cidres (p. 1687) ; la taxe complémentaire sur les bénéfices agricoles (p. 1687, 1688) ; la situation des agents des P.T.T. (p. 1688, 1689) ; les gemmeurs de Gascogne (p. 1689, 1690) ; la situation de l'Hérault (p. 1690) ; la viticulture (p. 1691) ; le revirement du Gouvernement en matière de politique économique (p. 1728) ; l'institution d'une monnaie européenne (p. 1729) ; l'inconvénient de la règle de l'unanimité à la commission européenne (p. 1730).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1662 à 1667) ; les deux parties du présent collectif ; les mesures conjoncturelles prises en janvier ; l'extension de la T.V.A. à l'élevage ; l'allégement de l'impôt sur le revenu ; la réduction de la taxe sur les viandes ; les mesures propres à stimuler les investissements ; les zones de rénovation rurale ; les prêts du F.D.E.S. ; la réfutation des reproches adressés au Gouvernement en matière de politique économique ; la faible incidence sur les prix de la généralisation de la T.V.A. ; la reprise économique actuelle ; les exportations, la consommation, les investissements ; le taux de croissance ; l'emploi ; la recherche de l'amélioration du taux d'expansion dans la stabilité ; l'extension du nouveau régime de la T.V.A. à l'élevage ; l'institution d'une redevance d'un centime par litre de fuel domestique ; les ouvriers des arsenaux ; la continuité fis-

Budget 1968.

cale et budgétaire ; l'adaptation aux circonstances ; (p. 1720 à 1727) : la poursuite du dialogue ancien entre MM. Mendès France et Pleven ; la thésaurisation de l'or ; les inconvénients du système du gold exchange standard ; les chiffres cités par M. Mendès France ; leur inexactitude ; l'évolution des populations actives par rapport à la population totale ; le taux souhaitable de l'expansion ; les inconvénients d'un taux trop élevé ; le problème des réserves de change ; les réformes profondes nécessaires concernant notamment la formation professionnelle et les structures des entreprises ; la priorité donnée aux investissements sur la consommation ; l'incompatibilité d'une politique de compétition internationale et d'une politique de planification rigide ; le caractère non-fondé du reproche fait au Gouvernement de déplanifier ; les remèdes illusoires proposés par M. Mendès France ; la stimulation des investissements par la généralisation de la T.V.A. ; la simplification des formulaires administratifs ; la politique européenne ; les investissements étrangers ; la définition d'un statut de société européenne ; les conditions d'une monnaie européenne ; l'ajustement nécessaire de la politique des gouvernements européens ; les chiffres cités par M. Ramette concernant l'évolution du pouvoir d'achat ; leur inexactitude ; l'application de la T.V.A. à l'agriculture ; le remboursement forfaitaire ; le régime fiscal des vins ; l'intégration de l'indemnité de résidence dans les pensions des fonctionnaires ; le crédit non employé existant dans le budget des P.T.T. ; les rentiers viagers ; les investissements et l'aide à l'exportation ; (p. 1728) : l'étalon-or ; les causes de la thésaurisation ; les accords de Bretton Woods ; le déséquilibre chronique de la balance américaine des paiements ; l'incapacité du dollar à remplir son rôle de monnaie de réserve ; les encouragements à l'épargne réalisés par le Gouvernement ; le problème du logement ; le taux de croissance de 5 % mis en vigueur par le Plan ; l'importance des problèmes de structures et d'investissements ; les risques qui résulteraient de l'augmentation des dépenses de consommation ; les conclusions de l'O.C.D.E. ; la thèse prétendant équilibrer le déficit de la balance américaine par un déficit volontaire des balances européennes ; les mesures de relance prises par le Gouvernement depuis mai 1967 ; le caractère conjoncturel du budget; (p. 1730) : l'institution d'une monnaie européenne ; la création d'une société de type européen.

Avant l'Art. 1er (p. 1730) ; amendement tendant à introduire un nouvel article (institution d'une fiscalité démocratique) ; le malaise économique et social (p. 1731) ; les mesures fragmentaires et provisoires proposées par le Gouvernement ; le chômage ; le caractère antidémocratique de la fiscalité actuelle ; les impôts de consommation ; les conséquences de l'extension de la T.V.A. au commerce de détail ; la part croissante de l'impôt sur le revenu ; la suppression souhaitable des privilèges dont bénéficient les capitalistes (*ibid.*) ; l'augmentation indispensable de la consommation intérieure, en particulier de la consommation des ménages ; rejet de l'amendement au scrutin ; liste des votants (p. 1764, 1765).

Art. 1er (p. 1732) : *Allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;* les prestations familiales ; l'insuffisance du pouvoir d'achat des consommateurs (*ibid.*) ; les excédents de beurre et de pommes ; la destruction particulièrement importante des denrées alimentaires (p. 1733) ; la taxation des olives ; le présent débat, simple ratification de mesures antérieures ; l'augmentation du déficit ; le développement du commerce extérieur (*ibid.*) ; la stagnation de la consommation (p. 1734) ; la situation de l'emploi ; les clignotants d'alerte prévus par le Ve Plan ; l'indemnisation des rapatriés ; les trois erreurs commises par le Gouvernement en ce qui concerne la politique familiale (*ibid.*).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1735, 1736) ; le caractère conjoncturel des mesures proposées ; l'intérêt spécial porté par le Gouvernement aux familles (*ibid.*) ; l'augmentation de 20 % de l'allocation du fonds national de solidarité.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 1737) : la taxation des olives.

Réserve du vote sur l'article premier, de l'amendement n° 4 et des amendements après l'article premier (*ibid.*).

Après l'Art. 1er (p. 1737) ; amendement tendant à insérer un nouvel article (déduction du revenu imposable des frais afférents à la garde des enfants pendant les heures de travail des parents) ; la nécessité de ne pas modifier le système actuel de la taxe sur les salaires (*ibid.*) ; réserve de l'amendement ; amendement du Gouverne-

ment tendant à insérer un nouvel article (institution d'une redevance de 1 franc par hectolitre sur les fuel-oils domestiques (p. 1738) ; réserve du vote sur l'amendement ; l'extension de la T.V.A. au commerce des animaux vivants (p. 1739) ; les propositions parlementaires relatives au vin (p. 1740) ; les méfaits de la fiscalité directe en ce domaine (*ibid.*) ; la réduction du taux de la T.V.A. sur le vin (p. 1741, 1743) ; les droits de circulation (p. 1741) ; le régime des vins étrangers (*ibid.*) ; le droit de circulation sur les cidres (p. 1742) ; la compensation par un nouveau prélèvement sur le produit du tiercé ; l'harmonisation sur le plan européen du régime des appellations d'origine contrôlée (*ibid.*) ; le lien direct existant entre le lait et la pomme (p. 1743) ; la suppression des droits spécifiques par tous les pays de la C.E.E. (*ibid.*).

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Réglement, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article premier dans le texte du projet et sur les amendements du Gouvernement après l'article premier : n° 11 modifié par le sous-amendement n° 17 de la Commission des finances, n° 12 modifié par les sous-amendements n°s 18 à 27 de la Commission des finances et n° 13 à l'exclusion des amendements n°s 38 rectifié, 30 et 37 ; adoption (p. 2744) ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (exonération du taux de la T.V.A. pour les petites entreprises) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (taux de la T.V.A. applicable aux poissons d'élevage et aux abeilles) ; adoption (p. 1744).

Art. 2 : *Relèvement de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. Majoration des allocations familiales* (p. 1744) ; les problèmes relatifs aux personnes âgées (1744, 1746) ; la vignette créée en 1956 (p. 1744) ; le stockage et la destruction d'aliments (p. 1745) ; le scandale du marché conclu avec la firme Dassault pour la construction du Mirage IV (*ibid.*) ; l'insuffisance de l'augmentation des allocations familiales (p. 1746) ; les retraites complémentaires ; la parité des droits des déportés politiques et des déportés résistants en matière de pensions ; l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 1747) : l'effort accompli par le Gouvernement en faveur des vieux ; la vignette ; le rapport Laroque.

Adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 3 : *Incidence sur les dépenses ordinaires civiles de la majoration des allocations familiales ;* adoption (*ibid.*).

Art. 4 : *Programme supplémentaire de construction de 10.000 habitations à loyer modéré ;* le programme de logements locatifs ; les H.L.M., P.S.R. et P.L.R. (p. 1748) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Après l'art. 4 (p. 1749) ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (acquisition d'un immeuble pour l'I.N.S.E.E.) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (alimentation en eau du département du Var) ; l'insuffisance des crédits affectés au canal de Provence ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (crédits destinés aux zones de rénovation urbaine) (*ibid.*) ; les critères de détermination des zones (p. 1750) ; adoption de l'amendement (p. 1751) ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (rachat du palais de l'O.T.A.N.) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (financement de logements) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à introduire un nouvel article (crédits nécessaires à l'application du texte sur les bordereaux de salaires) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (p. 1752) (autoroute Pouilly-Châlon) ; adoption ; amendement du Gouvernement tendant à insérer un nouvel article (Convention entre la France et Cuba) ; adoption (*ibid.*).

Art. 5 : *Comptes de prêts et de consolidation. Ouverture de crédits supplémentaires ;* adoption (*ibid.*).

Article additionnel : amendement tendant à introduire un article nouveau (transfert des Halles centrales de Paris à Rungis) ; adoption (p. 1752).

Explications de vote sur l'ensemble (*ibid.*) : le rôle important de la consommation intérieure (p. 1753) ; les résultats obtenus grâce à la pression des faits et à la lutte grandissante des masses populaires ; l'insuffisance des mesures proposées ; le drame dans l'Université ; les difficultés de la prochaine rentrée ; la situation de l'emploi ; le relèvement général du pouvoir d'achat des salariés ; l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité

sociale ; le cas des anciens déportés (*ibid.*) ; le dialogue entre le Gouvernement et les membres du Parlement (p. 1754) ; l'insuffisance des mesures de détente fiscale et des mesures sociales proposées par le Gouvernement ; l'effort réalisé par celui-ci dans le sens souhaité par le Parlement.

Vote défavorable des groupes Communiste et de la Fédération de la gauche ; vote favorable du groupe Progrès et démocratie moderne et des Républicains indépendants.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1754).

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (B. A. P. S. A.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture) et après art. 23 (2e délibération).

BUDGET DE 1964. — *Voy.* LOIS DE RÈGLEMENT.

BUDGET DE 1965. — *Voy.* LOIS DE RÈGLEMENT, 1.

BUDGET SOCIAL.

Proposition de loi relative au plan d'évolution des prestations sociales, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Fontanet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 761** ; rapport le 22 mai 1968 par M. Fontanet, **n° 824.**

BULLETINS BLANCS. — *Voy.* ELECTIONS (Législation), 2.

BUREAU.

— de l'Assemblée Nationale. — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE (Bureau).

BUREAUX D'ÉTUDES (T. V. A.). — *Voy.* BUDGET 1967, 2, après art. 6.

C

CABARETS D'AUTEURS. — *Voy.* SPECTACLES, 2.

CABINETS DE LECTURE. — *Voy.* PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, 1.

CABOTAGE.

Voy. PORTS, 2.

— Aide au. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — III. Marine marchande).

CADRES.

Proposition de loi tendant à organiser le perfectionnement continu des cadres, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 241.**

— Problèmes d'emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

CAISSE AUTONOME DE GARANTIE DES EMPRUNTS.

— auprès du Fonds national de l'emploi. — *Voy.* EMPLOI, 2.

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.

Rapport du Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1966 [11 octobre 1967] (p. 3550).

— Déchéance trentenaire des dépôts. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 25.

CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE.

Voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL, 2.

— Elections des conseils d'administration. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE (Organismes), 2.

CAISSE NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS.

— Prêt de la Banque européenne d'investissements. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 35.

CALAMITÉS AGRICOLES.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Ruffe et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 474.**

Voy. aussi BUDGET 1967, 2, art. 32 (Agriculture); BUDGET 1968, 1 (Agriculture), art. 60 (Charges communes).

CALCULATEURS ÉLECTRONIQUES.

— Programme. — *Voy.* BREVETS D'INVENTION, 2.

CAMPING. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (V. Services du Premier Ministre).

CANAL DE PROVENCE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 37.

CANCER.

— Lutte contre le. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9 ; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

CANTONS A VOCATION RURALE. — *Voy.* URBANISME, 1 (2e lecture).

CAPITANT.

— Démission de M. — *Voy.* RAPPELS AU RÈGLEMENT, n° 50 ; AMNISTIE, 11.

CARAVELLE.

— Avion. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — 11. Aviation civile).

CARRIÈRES ET SABLIÈRES. — *Voy.* MINES ET CARRIÈRES, 1.

CARRIÈRES SOUTERRAINES.

— dans la région parisienne. — *Voy.* MINES ET CARRIÈRES, 2.

CARTE DE PRIORITÉ. — *Voy.* PERSONNES AGÉES, 1.

CARTE DU COMBATTANT.

1. — Proposition de loi tendant à instituer un titre de combattant au bénéfice des jeunes Français mobilisés en Algérie du 1er novembre 1954 à la signature des Accords d'Evian ainsi que de ceux qui ont servi en Tunisie et au Maroc au titre des opérations du maintien de l'ordre, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Jean Moulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 111.**

2. — Proposition de loi tendant à instituer un titre de reconnaissance de la nation au bénéfice des anciens d'A. F. N., présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Griotteray (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 432.**

CAVALIERS BUDGÉTAIRES. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 3 ; FONCTIONNAIRES, 6.

CENTRALES SYNDICALES.

— Attribution de subventions. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 36 (p. 4897).

CENTRE D'ESSAIS NUCLÉAIRES DANS LE PACIFIQUE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (C. N. R. S.). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES. — *Voy.* ESPACE (Exploration), 1.

CENTRE NATIONAL D'EXPLORATION DES OCÉANS (C. N. EX. O.). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9; PLATEAU CONTINENTAL, 1.

CENTRES SANITAIRES ET SOCIAUX RURAUX. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 1.

CÉRÉALES.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 52-132 du 6 février 1952 et à étendre aux sociétés de caution mutuelle des négociants en grains agréés le bénéfice du privilège institué au profit de l'Office national interprofessionnel des céréales pour garantir le recouvrement des effets avalisés (1).

Loi n° 67-359 du 24 avril 1967, publiée au *J. O.* du 26 avril 1967 (p. 4275).

— Suppression de taxes. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 21.

CHAMBRES DE BONNES.

— Reprise par le propriétaire. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 3.

CHAMBRES DE MÉTIERS.

— Dégrèvement d'office des frais de. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 14 (p. 3594 et 3595).

CHANTIERS NAVALS. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 38.

CHARBONNAGES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie).

CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, n° 1412 (Agriculture, 11).

CHARTE DES NATIONS UNIES. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

CHASSE.

1. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 381 du Code rural relatif à des pénalités frappant le délit de braconnage, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Boscher (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 80.**

2. — Projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 90** ; rapport le 20 avril 1967 par M. Bricout, **n° 129.** Adoption le 27 avril 1967 sous le titre : « *Projet de loi modifiant les articles 370, 384, 385 et 387 du Code rural relatifs à la police de chasse* ». — Projet de loi **n° 10.**

Transmis au Sénat le 9 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 235 (année 1966-1967)** ; rapport le 25 mai 1967 par M. Le Bellegou, **n° 264 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 8 juin 1967. — Projet de loi **n° 123 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-468 du 17 juin 1967, publiée au *J. O.* du 20 juin 1967 (p. 6067).

DISCUSSION [27 avril 1967] (p. 861).

La compétence territoriale des gardes-chasse des fédérations départementales de chasseurs ; la mise à jour de la liste des personnes ayant le pouvoir de constater des infractions de chasse ; les préposés des Eaux-et-Forêts ; leur compétence territoriale (p. 861) ; la prise en charge par l'administration et la revalorisation de la situation des gardes-chasse fédéraux ; la notion d'agent assermenté de l'Office national des forêts (p. 862).

Art. 1er : adoption (p. 862).

Art. 2 et 3 : adoption (p. 863).

Titre : adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 863).

3. — Proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales des chasseurs d'exercer devant toutes les juridictions les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Bricout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 169.**

4. — Proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de chasseurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de chasse, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 232.**

5. — Projet de loi sur la chasse maritime, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 515** ; rapport le 6 décembre 1967 par M. Bousseau, **n° 544.** Adoption le 18 avril 1968. — Projet de loi **n° 121.**

Transmis au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 124 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 mai 1968 par M. Poudonson, **n° 139 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 9 mai 1968. — Projet de loi **n° 63 (année 1967-1968).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 799** ; rapport le 16 mai 1968 par M. Bousseau, **n° 818.**

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1118).

La protection de la nature ; le but du projet de loi : rapprocher les conditions de la chasse au bord de la mer de celles en usage à l'intérieur du territoire métropolitain ; l'application des dispositions du Code rural relatives à la chasse au cas particulier de la chasse maritime ; la définition des zones dans lesquelles les nouvelles dispositions s'appliqueront.

Art. 1er et 2 : adoption (p. 1118).

Art. 3 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 1119).

Art. 4 (*ibid.*) ; l'interdiction de l'utilisation du fusil à cinq coups ; la modification du Conseil supérieur de la chasse ; adoption de l'article avec modification.

Art. 5 à 8 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 9 à 12 (p. 1120) ; adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

CHAUFFEURS DE TAXI.

— Ristourne sur l'essence. — *Voy.* TAXIS, 1.

CHÈQUES POSTAUX. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets annexes. — P. et T.).

CHERBOURG.

— Port. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

CHIROPRACTEURS. — *Voy.* MÉDECINS, 1.

CHOMAGE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7 ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale) ; EMPLOI, 3 (Indemnisation du chômage partiel) ; MOTIONS DE CENSURE, (n° 4.)

CINÉMA.

— Fiscalité. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 19, 22, 23 (p. 3627 et 3628) (Affaires culturelles. — Comptes spéciaux du Trésor), art. 44.

CIRCULATION ROUTIÈRE. — *Voy.* ROUTES, 1 ; TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12.

CLAIRETTE. — *Voy.* VINS, 3.

CLERMONT-FERRAND.

— Troubles causés par le survol. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 11.

CODE CIVIL.

— Extension aux D.O.M. — *Voy.* D.O.M., 1.

CODE DES DOUANES.

— Infractions. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 14.

CODER.

— Réforme. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 33.

COIFFEURS. — *Voy.* ARTISANS, 2 et 3.

COLIS POSTAUX.

— Déclaration en douane. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 13.

COLLECTIVITÉS LOCALES.

Proposition de loi tendant à ce qu'aucune dépense ne soit imposée aux départements et aux communes sinon par la loi, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. René Pleven et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 74** ; rapport le 18 avril 1968 par M. Michel Durafour, **n° 703.**

— Conséquences de la suppression de la taxe locale. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

— Droit de préemption. — *Voy.* URBANISME, 2.

— Equipements scolaires. — *Voy.* EQUIPEMENTS SCOLAIRES, 1.

— Retraite de certains agents. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 11.

— Sécurité sociale des agents des. — *Voy.* COMMUNES, 2.

COMITÉS D'ENTREPRISE.

Proposition de loi tendant à prévenir les licenciements abusifs à l'occasion des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Jacson (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 121.**

COMITÉS ÉCONOMIQUES AGRICOLES. — *Voy.* AGRICULTURE, 4.

COMMERÇANTS.

— Eviction. — *Voy.* BAUX COMMERCIAUX, 1.

COMMERCE.

1. — Proposition de loi tendant à sanctionner le dumping commercial sur le plan interne en conformité des dispositions du Traité de Rome, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Tomasini et Dusseaulx (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 44.**

2. — Proposition de loi tendant à régulariser la situation juridique des personnes employées dans les maisons d'alimentation à succursales et les coopératives de consommation en qualité de directeur, chef de magasin, gérant, cogérant et employé gérant et à fixer les conditions auxquelles devront satisfaire les contrats individuels de gérance, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par MM. Fouchier et Falala (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 452.**

COMMERCE EXTÉRIEUR. — *Voy.* BUDGET 1967, 1 ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale. — Services financiers).

COMMERCE INTÉRIEUR. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services financiers).

COMMERCE MARITIME. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 2.

COMMISSARIAT AU PLAN. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre VIII).

COMMISSION COUTURE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE.

1. — Proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F., présentée à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 par M. Rémy Montagne (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, renvoyée le 9 mai 1967 à une Commission spéciale), **n° 3** ; rapport le 7 juin 1967 par M. Escande au nom de la Commission spéciale, **n° 277**.

2. — Proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête relative au fonctionnement du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1967 par M. Chazelle et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 532** ; rapport le 12 décembre 1967 par M. Chazelle, **n° 572**.

3. — Proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'Agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, renvoyée le 18 avril 1968 à une Commission spéciale), **n° 653**.

4. — Proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la répression des manifestations étudiantes à Paris du 3 au 9 mai 1968, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Fillioud et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 791**.

5. — Proposition de loi tendant à créer une Commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la répression des manifestations d'étudiants survenues à Paris du 3 au 12 mai 1968, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1968 par M. Jacques Duhamel et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 803**.

6. — Proposition de résolution tendant à créer, en application de l'article 139 du Règlement de l'Assemblée Nationale, une Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative et technique de l'éducation nationale et, en particulier, celle de l'enseignement supérieur en vue de dégager les causes de l'inadaptation de l'Université française aux exigences de notre époque, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1968 par M. Duhamel et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 804** ; rapport le 30 mai 1968 par M. Michel Durafour, **n° 843**.

7. — Proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur les événements sanglants qui se sont déroulés à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, le 26 mai 1967 et les jours suivants, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 mai 1968 par M. Lacavé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 842**.

COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE.

— Création. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 36 et 37 (2e délibération).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES (constitution).

1. — *Mesures économiques et sociales :*

1° Communication pour sa création [22 1967] (p. 1572).

2° Nomination des membres [6 juin 1967] (p. 1605).

3° Liste des membres pour les deux Assemblées [6 juin 1967] (p. 1628).

2. — *Règlement judiciaire et faillite :*

1° Communication de sa création [22 juin 1967] (p. 2052).

2° Nomination des membres [23 juin 1967] (p. 2148).

3° Liste des membres pour les deux Assemblées [23 juin 1967] (p. 2148, 2149).

3. — *Statut du fermage :*

1° Communication pour sa création [21 juin 1967] (p. 2022).

2° Nomination des membres [23 juin 1967] (p. 2148).

3° Liste des membres [23 juin 1967] (p. 2149).

4. — *Conseil du District :*

1° Communication pour sa création [29 juin 1967] (p. 2376).

2° Nomination des membres [30 juin 1967] (p. 2471).

3° Liste des membres [1er juillet 1967] (p. 2596).

5. — *Loi de finances pour 1968 :*

1° Communication pour sa création [29 novembre 1967] (p. 5339).

2° Nomination des membres [30 novembre 1967] (p. 5369).

3° Liste des membres [30 novembre 1967] (p. 5443).

6. — *Incapables majeurs :*

1° Communication pour sa création [7 décembre 1967] (p. 5642).

2° Nomination des membres [7 décembre 1967] (p. 5692).

3° Liste des membres [8 décembre 1967] (p. 5760).

7. — *Orientation foncière :*

1° Communication pour sa création [13 décembre 1967] (p. 5827).

2° Nomination des membres [14 décembre 1967] (p. 5893).

3° Liste des membres [14 décembre 1967] (p. 5918).

8. — *Loi de finances rectificative pour 1967 :*

1° Communication pour sa création [14 décembre 1967] (p. 5861).

2° Nomination des membres [14 décembre 1967] (p. 5893).

3° Liste des membres [14 décembre 1967] (p. 5918).

9. — *Fonction publique :*

1° Communication pour sa création [14 décembre 1967] (p. 5861).

2° Nomination des membres [14 décembre 1967] (p. 5893).

3° Liste des membres [14 décembre 1967] (p. 5918 et 5919).

10. — *Départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône :*

1° Communication pour sa création [14 décembre 1967] (p. 5892).

2° Nomination des membres [15 décembre 1967] (p. 5969).

3° Liste des membres [15 décembre 1967] (p. 5981 et 82).

11. — *Impôts locaux :*

1° Communication pour sa création [14 décembre 1967] (p. 5916).

2° Nomination des membres [19 décembre 1967] (p. 6006).

3° Liste des membres [19 décembre 1967] (p. 6048).

12. — *Régulation des naissances :*

1° Communication pour sa création [15 décembre 1967] (p. 5970).

2° Nomination des membres [19 décembre 1967] (p. 6006).

3° Liste des membres [19 décembre 1967] (p. 6048).

13. — *Brevets d'invention :*

1° Communication pour sa création [15 décembre 1967] (p. 5971).

2° Nomination des membres [19 décembre 1967] (p. 6006).

3° Liste des membres [19 décembre 1967] (p. 6048).

COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES (composition).

1. — Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'ar-

Commissions mixtes paritaires.

ticle 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social (n° 174).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Abelin, Bonnet (Georges), Bousquet, Cot (Pierre), Denis (Bertrand), Habib-Deloncle, Ribadeau Dumas.

Sénateurs. — MM. Plait, Menu, Marcilhacy, Schmitt, Champeix, Filippi, Dailly.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Deschamps, Caille (René), Dupuy, Deprez, Chandernagor, Rabourdin, Ducoloné.

Sénateurs. — MM. Pauzet, Lambert, Grand, Tournan, Messaud, Pessus, Fosset.

[6 juin 1967] (p. 1628).

Bureau.

Président : M. Bonnet (Georges) ; *Vice-Président :* M. Menu ; *Rapporteurs :* M. Cot (Pierre), député, M. Filippi, sénateur [7 juin 1967] (p. 1682).

2. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (° 92) sur le règlement judiciaire, laliquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Membres titulaires.

Députés. — MM. Capitant, Ithurbide, Dejean, Baudouin, de Grailly, Massot, Combrisson.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Molle, Geoffroy, Garet, de Montigny, Jozeau-Marigné, Dailly.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Zimmermann, Chassagne (Jean), Noël, Lepeu, Andrieux, Guilbert, Barrot (Jacques).

Sénateurs : MM. Lambert, Esseul, Le Bellegou, Sauvage, Mailhe, Voyant, Guillard.

[23 juin 1967] (p. 2148 et 2149).

Bureau.

Président : M. Capitant ; *Vice-Président :* M. Bonnefous (Raymond) ; *Rapporteurs :* M. Ithurbide (à l'Assemblée Nationale), M. Molle (au Sénat) [28 juin 1967] (p. 2358).

3. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi (n° 181) tendant à compléter le statut de fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs.

Membres titulaires.

Députés. — MM. Boudet, Denis (Bertrand), Hoguet, Le Bault de la Morinière, Lemaire, Loustau, Naveau.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Prélot, Geoffroy, de Montigny, de Félice, de Hauteclocque, Jozeau-Marigné.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Berthouin, Cointat, Cornette (Maurice), Danilo, Guyot (Marcel), Méhaignerie, Valleix.

Sénateurs. — MM. Zussy, Esseul, Molle, Le Bellegou, Guillard, Bajeux, Dailly.

[23 juin 1967] (p. 2149).

Bureau.

Président : M. Raymond Bonnefous ; *Vice-Président :* M. Lemaire ; *Rapporteurs :* M. Loustau (à l'Assemblée Nationale), M. de Hauteclocque (au Sénat) [27 juin 1967] (p. 2304).

4. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi (n° 260) tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne.

Membres titulaires.

Députés. — MM. Capitant, Fanton, de la Malène, Wagner, Rabourdin, Boscher, Habib-Deloncle.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Champeix, Namy, Jozeau-Marigné, Marcilhacy, Dailly.

Membres suppléants.

Députés. — Mme de Hauteclocque, MM. Dominati, de Préaumont, Mme Batier, MM. de Grailly, Krieg, Ruais.

Sénateurs. — MM. de Félice, Zussy, Le Bellegou, Bruyneel, de Hauteclocque, Sauvage, Voyant.

[1er juillet 1967] (p. 2596).

Bureau.

Président : M. Bonnefous (Raymond) ; *Vice-Président :* M. Préaumont (de) ; *Rapporteurs :* M. Fanton (à l'Assemblée Nationale), M. Dailly (au Sénat) [12 octobre 1967] (p. 3597).

5. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 (n° 426).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Paquet, Richard (Jacques), Rivain, Ruais, Taittinger, Voilquin, Voisin.

Sénateurs. — MM. Pellenc, Masteau, Brousse, Coudé du Foresto, Alex Roubert, Lachèvre, Carous.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Weinman, Lepeu, Godefroy, Rocca Serra (de), Danel, Bonnet (Christian), Vivien (Robert-André).

Sénateurs. — MM. Tron, Raybaud, Filippi, Louvel, Monichon, Blondelle, Descours-Desacres.

[30 novembre 1967] (p. 5443).

Bureau.

Président : M. Taittinger ; *Vice-Président :* M. Roubert (Alex) ; *Rapporteurs :* M. Rivain (à l'Assemblée Nationale), M. Pellenc (au Sénat) [1er décembre 1967] (p. 5511).

6. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme des incapables majeurs.

Membres titulaires.

Députés. — MM. René Pleven, Capitant, Delachenal, Palmero, Dreyfus-Schmidt, de Grailly, Baillot.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Molle, Grand, Geoffroy, de Montigny, Jozeau-Marigné, Guillard.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Krieg, Morison, Claudius-Petit, Hoguet, Trorial, Limouzy, Le Douarec.

Sénateurs. — MM. Prost, Champeix, Garet, de Hauteclocque, Voyant, Bajeux, Dailly.

[8 décembre 1967] (p. 5760).

Bureau.

Président : M. Raymond Bonnefous ; *Vice-Président :* M. Capitant ; *Rapporteurs :* M. Pleven (à l'Assemblée Nationale), M. Jozeau-Marigné (au Sénat) [13 décembre 1967] (p. 5839).

M. Hoguet, *Rapporteur*, en remplacement de M. Pleven, démissionnaire [13 décembre 1967] (p. 5839).

7. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière (n° 141).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Claudius-Petit, Triboulet, Peretti, Mondon, Bozzi, Pisani, Inchauspé.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Armengaud, Jozeau-Marigné, Bajeux, Chauty, Molle, Dailly.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Hoguet, Charret, Fanton, Denis (Bertrand), Richard (Jacques), Baudoin, Mme Thome-Patenôtre.

Sénateurs. — MM. Esseul, Champeix, Geoffroy, de Montigny, Voyant, Guillard, de Hauteclocque.

[14 décembre 1967] (p. 5918).

Bureau.

Président : M. Peretti ; *Vice-Président :* M. Jozeau-Marigné ; *Rapporteurs :* M. Bozzi (à l'Assemblée Nationale), M. Dailly (au Sénat) [14 décembre 1967] (p. 5918).

8. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 (n° 272).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Boisdé, Charret, Lepeu, Paquet, Rivain, Roux, Vivien (Robert-André).

Sénateurs. — MM. Armengaud, Roubert, Surant, Raybaud, Courrière, Martin (Marcel), Masteau.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Ansquer, Chalandon, Godefroy, Richard (Jacques), de Rocca Serra, Ruais, Anthonioz.

Commissions mixtes paritaires.

Sénateurs. — MM. Maroselli, Chevalier (Paul), Kistler, Descours-Desacres, Fosset, Lachèvre, Fortier.

[14 décembre 1967] (p. 5918).

Bureau.

Président : M. Roubert ; *Vice-Président :* M. Boisdé ; *Rapporteurs :* M. Rivain (à l'Assemblée Nationale) ; M. Armengaud (au Sénat) [15 décembre 1967] (p. 5982).

9. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique (n° 488).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Capitant, Grailly (de), Peretti, Chazelle, Dejean, Limouzy, Bozzi.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Felice (de), Le Bellegou, Bruyneel, Garet, de Montigny, Voyant.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Krieg, Dreyfus-Schmidt, Quentier, Trorial, Claudius-Petit, Rivierez, Massot.

Sénateurs. — MM. Prost, Esseul, Champeix, Geoffroy, Hauteclocque (de), Sauvage, Dailly.

[14 décembre 1967] (p. 5918 et 5919).

Bureau.

Président : M. Krieg ; *Vice-Président :* M. Garet ; *Rapporteurs :* M. Capitant (à l'Assemblée Nationale), M. Voyant (au Sénat) [15 décembre 1967] (p. 5982).

10. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône (n° 297).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Capitant, Trorial, Guillermin, La Verpillière, Krieg, Charret, Paquet.

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Molle, Le Bellegou, de Hauteclocque, de Montigny, Jozeau-Marigné, Voyant.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Baridon, Bozzi, Roulland, Morison, Cousté, Cattin-Bazin, Guilbert.

Sénateurs. — MM. Prost, de Félice, Esseul, Bruyneel, Verdeille, Guillard, Bajeux.

[15 décembre 1967] (p. 5981 et 5982).

Bureau.

Président : M. Jozeau-Marigné ; *Vice-Président :* M. Capitant ; *Rapporteurs :* M. Trorial (à l'Assemblée Nationale), M. Le Bellegou (au Sénat) [19 décembre 1967] (p. 6048).

11. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs (n° 374).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Boisdé, Limouzy, Chauvet, Duffaut, Pic, Waldeck-L'Huillier, Claudius-Petit.

Sénateurs. — MM. Pellenc, Armengaud, Roubert, Masteau, Tron, Jozeau-Marigné, Descours-Desacres.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Guilbert, Poirier, Périllier, Levol, d'Ornano, Tricon, Poudevigne.

Sénateurs. — MM. Coudé du Foresto, Monichon, Suran, Raybaud, Courrière, Martin (Marcel), Fortier.

[19 décembre 1967] (p. 6048).

Bureau.

Président : M. Boisdé ; *Vice-Président :* M. Roubert ; *Rapporteurs :* M. Limouzy (à l'Assemblée Nationale), M. Armengaud (au Sénat) [19 décembre 1967] (p. 6048).

12. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique (n° 34).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Neuwirth, Berger, Pons, Benoist, Jean Moulin, Millet. Valenet.

Sénateurs. — MM. Messaud, Grand, Menu, Barbier, Lemarier, Gravier (Jean), Viron.

Membres suppléants.

Députés. — Mmes Batier, Baclet, MM. Mainguy, Schuebelen, Vinson, Vertadier, Couderc.

Sénateurs — MM. Plait, Fil, Bruneau, Henriet, Marie-Anne, de Wazières, Bernier.

[19 décembre 1967] (p. 6048).

Bureau.

Président : M. Menu ; *Vice-Président :* M. Berger ; *Rapporteurs :* M. Neuwirth (à l'Assemblée Nationale), M. Grand (au Sénat) [19 décembre 1967] (p. 6048).

13. — Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention (n° 244).

Membres titulaires.

Députés. — MM. Cointat, Deprez, Hamelin, Herzog, Lemaire, Petit (Camille), Vendroux (Jacques-Philippe).

Sénateurs. — MM. Bonnefous (Raymond), Armengaud, Le Bellegou, Bruyneel, de Montigny, Marcilhacy, Dailly.

Membres suppléants.

Députés. — MM. Bousseau, Briot, Cousté, Poncelet, Roger, Valleix, Wagner.

Sénateurs. — MM. Longchambon, de Félice, Zussy, Champeix, Molle, Geoffroy, Motais de Narbonne.

[19 décembre 1967] (p. 6048).

Bureau.

Président : M. Lemaire ; *Vice-Président :* M. Armengaud ; *Rapporteurs :* M. Herzog (à l'Assemblée Nationale), M. Marcilhacy (au Sénat) [19 décembre 1967] (p. 6048).

COMMISSIONS PERMANENTES.

Commission de la production et des échanges.

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Aymé (Léon), Balmigère, Barberot, Barbet, Bayou (Raoul), Berthonin, Bilbeau, Bizet, Blary, Borocco, Boscary-Monsservin, Boudet, Bourdellès, Bourgeois (Georges), Bousseau, Bouthière, Brial, Briot, Brugnon, Caill (Antoine), Canacos, Carpentier, Catalifaud, Cattin-Bazin, Cermolacce, Charié, Chauvel (Christian), Claudius-Petit, Cointat, Commenay, Cornet (Pierre), Cornette (Maurice), Couillet, Cousté, Damette, Danilo, Dardé, Dayan, Delmas (Louis-Alexis), Denis (Bertrand), Depietri, Deprez, Deschamps, Desouches, Dumas (Pierre), Dumortier, Duval, Duvillard, Eloy, Fabre (Robert), Faure (Edgar), Favre (Jean), Feït (René), Fouchier, Gaudin, Gerbaud, Granet, Grussenmeyer, Guerlin, Guille, Guyot (Marcel), Hauret, Herzog, Hinsberger, Hoffer, Houël, Jenn, Kaspereit, Labbé, Lagorce (Pierre), Lainé, Le Bault de la Morinière, Leccia, Lemaire, Lolive, Loustau, Mancey, Marette, Maroselli, Masse (Jean), Massoubre, Mauger, Maujoüan du Gasset, Médecin, Méhaignerie, Milhau, Miossec, Morillon, Morlevat, Naveau, Offroy, Ollivro, Orvoën, Perrot, Peyrefitte, Philibert, Picquot, Pisani, Poncelet, Poulpiquet (de), Renouard, Rey (André), Rigout, Ritter, Roger, Rosselli, Roucaute, Rousselot, Ruffe, Sauzedde, Schaff, Schvartz, Sénès, Valentino, Valleix, Vendroux (Jacques-Philippe), Villa, Wagner, Ziller [6 avril 1967] (p. 574).

M. Triboulet [19 avril 1967] (p. 743) ; MM. Litoux, Maillot, Rickert [16 mai 1967] (p. 1036) ; M. Pezout [20 mai 1967] (p. 1212); M. Pidjot [25 mai 1967] (p. 1327) ; M. Royer [1er juin 1967] (p. 1538) ; M. Petit (Camille) [2 juin 1967] (p. 1591) ; M. Boyer-Andrivet [30 juin 1967] (p. 2502) ; M. Boudet [3 octobre 1967] (p. 3412) ; M. Schloesing [17 octobre 1967] (p. 3792) ; M. Barrot et M. Planeix [23 octobre 1967] (p. 4001) ; M. Litoux [26 octobre 1967] (p. 4216).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Pierre Dumas [19 avril 1967] (p. 743); MM. Edgar Faure, Duvillard (nommés ministres) [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Perrot [20 mai 1967] (p. 1212) ; M. Claudius-Petit [25 mai 1967] (p. 1327) ; M. Brial [2 juin 1967] (p. 1591) ; M. Maujoüan du Gasset [30 juin 1967] (p. 2502) ; M. Boudet (invalidé) [*J.O.* 18 juillet 1967] (p. 7192) ; M. Litoux [17 octobre 1967] (p. 3707) ; M. Dayan [17 octobre 1967] (p. 3792) ; MM. Pidjot, Guille [23 octobre 1967] (p. 4001).

Bureau.

Président : M. Lemaire ; *Vice-Présidents :* MM. Denis (Bertrand), Fouchier, Herzog, Poncelet ; *Secrétaires :* MM. Bousseau, Duval, Le Bault de la Morinière, de Poulpiquet [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Aymé (Léon), Balmigère, Barberot, Barbet, Bayou (Raoul), Berthouin, Bilbeau, Billaud, Bizet, Blary, Boscary-Monsservin,

Commissions permanentes.

Boudet, Bourdellès, Bourgeois (Georges), Bousseau, Bouthière, Boyer-Andrivet, Briot, Brugnon, Caill (Antoine), Canacos, Carpentier, Catalifaud, Cattin-Bazin, Cermolacce, Cerneau, Charié, Chauvel (Christian), Cointat, Commenay, Cornette (Maurice), Couillet, Cousté, Damette, Danilo, Dardé, Delmas (Louis-Alexis), Denis (Bertrand), Depietri, Deprez, Deschamps, Desouches, Dumortier, Duval, Eloy, Fabre (Robert), Favre (Jean), Feït (René), Fouchier, Gaudin, Granet, Grussenmeyer, Guerlin, Hauret, Herzog, Hoffer, Houël, Hunault, Jenn, Kaspereit, Labbé, Lagorce (Pierre), Lainé, Le Bault de la Morinière, Leccia, Lemaire, Litoux, Lolive, Loustau, Maillot, Mancey, Marette, Jacques Maroselli, Masse (Jean), Massoubre, Mauger, Médecin, Méhaignerie, Milhau, Miossec, Morillon, Morlevat, Naveau, Offroy, Ollivro, Orvoën, Petit (Camille), Pezout, Philibert, Picquot, Pisani, Planeix, Poncelet, Poulpiquet (de), Quentier (René), Radius, Renouard, Rey (André), Rickert, Rigout, Ritter, Roger, Rosselli, Roucaute, Rousselet, Royer, Ruffe, Sauzedde, Schaff, Schloesing, Schvartz, Sénès, Souchal, Triboulet, Valentino, Valleix, Vendroux (Jacques-Philippe), Villa, Wagner, Ziller [4 avril 1968] (p. 1014).

MM. Darras, Cornet Pierre [24 avril 1968] (p. 1333) ; M. Dijoud [3 mai 1968] (p. 1506) ; M. Lemoine [10 mai 1968] (p. 1757).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

MM. Guerlin, Radius [24 avril 1968] (p. 1333) ; M. Feït [3 mai 1968] (p. 1506) ; M. Quentier [8 mai 1968] (p. 1644) ; MM. Mancey, Cerneau [10 mai 1968] (p. 1757) ; M. Pisani [22 mai 1968] (p. 2067).

Bureau.

Président : M. Lemaire ; *Vice-Présidents :* MM. Bertrand Denis, Fouchier, Herzog, Poncelet ; *Secrétaires :* MM. Bousseau, Duval, Le Bault de la Morinière, de Poulpiquet [4 avril 1968] (p. 1015).

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Sont nommés membres de cette Commission :

Mme Baclet, MM. Barel (Virgile), Baumel, Bénard (François), Benoist, Beraud, Berger, Bertrand, Bichat, Billères, Boinvilliers, Bord, Bordage, Bourgoin, Buot, Buron (Pierre), Bustin, Caillaud, Caille (René), Cassagne, Chambaz, Chapalain, Chazalon, Cornette (Arthur), Couderc, Coumaros, Darchicourt, Darras, Dassault, Daviaud, Degraeve, Delelis, Delmas (Louis), Delong, Delpech, Delvainquière, Mlle Dienesch, MM. Dijoud, Doize, Dominati, Ducos, Dupuy, Duraffour (Paul), Dusseaulx, Duterne, Elum (Albert), Escande, Faggianelli, Fajon, Falala, Faure (Gilbert), Fillioud, Flornoy, Fontanet, Fouet, Fourmond, Fréville, Frys, Georges, Griotteray, Guidet, Halbout, Hostier, Ihuel, Jans, Juquin, Lacavé, Lafay, Lagrange, Laudrin, Laurent (Marceau), Laurent (Paul), Lavielle, Lehn, Lepage, Le Tac, Macquet, Mainguy, Maisonnat, Marie, Maugein, Meunier, Michelet, Millet, Missoffe, Montesquiou (de), Moulin (Jean), Musmeaux, Nègre, Nilès, Peyret, Pieds, Poirier, Pompidou, Poniatowski, Pons, Ponseillé, Poujade (Robert), Préaumont (de), Privat (Charles), Mme Privat (Colette), MM. Rabourdin, Restout, Ribadeau Dumas, Richard (Lucien), Rochet (Waldeck), Salardaine, Schnebelen, Scholer, Tomasini, Tourné, Valenet, Ver (Antonin), Verpillière (de la), Vertadier, Vignaux, Vinson, Vitter, Weber, Yvon [6 avril 1967] (p. 573).

MM. Neuwirth, Baridon Jean [13 avril 1967] (p. 656) ; Mme Balier, MM. Belcour, Roullaud, Verkindère, Bécam [16 mai 1967] (p. 1036); M. Vignaud [10 octobre 1967] (p. 3471) ; M. Macquet [26 octobre 1967] (p. 4216) ; M. Guichard (Claude) [3 novembre 1967] (p. 4454).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

MM. Chapalain, Poirier [12 avril 1967] (p. 642) ; MM. Bord, Missoffe, Pompidou, Michelet (nommés ministres) [8 mai 1967] ; M. Baumel [16 mai 1967] (p. 1035) ; M. Vignaux (invalidé) *J.O.* 18-7-1967 (p. 7192) ; M. Macquet [17 octobre 1967] (p. 3707) ; M. Griotteray [2 novembre 1967] (p. 4352).

Bureau.

Président : Mlle Dienesch ; *Vice-Présidents* : MM. Berger, Couderc, Mainguy, Rabourdin ; *Secrétaires :* MM. Bordage, Lepage, Schnebelen, Valenet [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

Mme Baclet, MM. Barbier (Ernest), Barel (Virgile), Baridon (Jean), Barrot (Jacques), Bas (Pierre), Mme Batier, MM. Bécam, Belcour, Bénard (François), Benoist, Beraud, Berger, Bertrand, Bichat, Billères, Boinvilliers, Bordage, Bourgoin, Buot, Buron (Pierre), Bustin, Caillaud, Caille (René), Cassagne (René), Chambaz, Chassagne (Jean),

Commissions permanentes.

Chazalon, Cornette (Arthur), Couderc, Coumaros, Darchicourt, Darras, Dassault, Daviaud, Degraeve, Delmas (Louis-Jean), Delong, Delpech, Delvainquière, Mlle Dienesch, MM. Dijoud, Doize, Dominati, Ducos, Dupuy, Duraffour (Paul), Dusseaulx, Duterne, Ehm (Albert), Escande, Fajon, Falala, Faure (Gilbert), Fillioud, Flornoy, Fontanet, Fouet, Fourmond, Fréville, Frys, Georges, Gerbaud, Guichard (Claude), Guidet, Halbout, Hostier, Ihuel, Jans, Juquin, Lafay, Lagrange, Laudrin, Laurent (Marceau), Laurent (Paul), Lavielle, Lehn, Lepage, Le Tac, Macquet, Mainguy, Maisonnat, Marie, Maugein, Meunier, Millet, Montesquiou (de), Moulin (Jean), Musmeaux, Nègre, Nilès, Peyret, Pieds, Pierrebourg (de), Ponseillé, Poujade (Robert), Préaumont (de), Mme Prin, M. Privat (Charles), Mme Privat (Colette), MM. Rabourdin, Restout, Ribadeau Dumas, Richard (Lucien), Roche-Defrance, Rochet (Waldeck), Roulland, Salardaine, Schnebelen, Scholer, Tomasini, Tourné, Valenet, Ver (Antonin), Verkindère, Verpillière (de la), Vertadier, Vignaux, Vinson, Vitter, Weber, Yvon [4 avril 1968] (p. 1014).

M. Guerlin [24 avril 1968] (p. 1333) ; M. Feït [3 mai 1968] (p. 1506).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Darras [24 avril 1968] (p. 1333) ; M. Dijoud [3 mai 1968] (p. 1506) ; M. Tomasini [21 mai 1968] (p. 2007).

Bureau.

Président : Mlle Dienesch ; *Vice-Présidents :* MM. Berger, Couderc, Mainguy, Ribadeau Dumas ; *Secrétaires :* MM. Bordage, Lepage, Schnebelen, Valenet [4 avril 1968] (p. 1015).

Commission des affaires étrangères.

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Achille-Fould, Alduy, Bettencourt, Billotte, Billoux, Bordeneuve, Boscher, Bosson, Broglie (de), Chambrun (de), Cot (Pierre), Delatre, Delorme, Desson, Destremau, Duhamel, Estier, Feix (Léon), Gouhier, Guéna, Guillermin, Habib-Deloncle, Mme Hauteclocque (de), MM. Jacquet (Michel), Jacquinot, Jacson, Jamot, Julia, Labarrère, La Combe, Lacoste, Leloir, Leroy, Lipkowski (de), Loo, Malène (de la), Marin, Mollet (Guy), Nessler, Notebart, Odru, Ornano (d'), Péronnet, Pianta, Planeix, Radius, Raust, Réthoré, Ribière (René), Rossi, Saïd Ibrahim, Schumann (Maurice), Spénale, Terrenoire (Louis), Thomas, Mme Vaillant-Couturier, MM. Vals (Francis), Vendroux (Jacques), Westphal [6 avril 1967] (p. 573).

M. Deniau (Xavier) [18 avril 1967] (p. 679) ; MM. Baumel, Chedru, Guichard (Claude) [16 mai 1967] (p. 1036) ; MM. Rey (Henry), Sers [14 juin 1967] (p. 1831) ; MM. Saïd Ibrahim, Thomas [22 juin 1967] (p. 2095) ; M. Maurice Faure [19 octobre 1967] (p. 3871) ; M. Guille [23 octobre 1967] (p. 4001) ; M. Griotteray [3 novembre 1967] (p. 4454).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Schumann (Maurice) [18 avril 1967] (p. 679) ; MM. Bettencourt, Billotte, Guéna (nommés ministres) [8 mai 1967] (p. 950 et 951); MM. Saïd Ibrahim, Thomas [14 juin 1967] (p. 1831) ; MM. Rey (Henry), Sers [22 juin 1967] (p. 2095) ; M. Spénale [19 octobre 1967] (p. 3871) ; M. Planeix [23 octobre 1967] (p. 4001) ; M. Guichard (Claude) [3 novembre 1967] (p. 4454).

Bureau.

Président : M. Vendroux (Jacques) ; *Vice-Présidents :* MM. Boscher, Pianta, Ribière (René) ; *Secrétaires :* M. Chambrun (de), Destremau, Ornano (d') [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Achille-Fould, Alduy, Baumel, Billoux, Bordeneuve, Boscher, Bosson, Broglie (de), Chambrun (de), Chandernagor, Chedru, Cornet (Pierre), Cot (Pierre), Delatre, Delorme, Deniau (Xavier), Desson, Destremau, Douzans, Estier, Faure (Maurice), Feix (Léon), Fossé, Gouhier, Griotteray, Guille, Guillermin, Habib-Deloncle, Mme Hauteclocque (de) MM. Jacquet (Michel), Jacquinot, Jacson, Jamot, Julia, Labarrère, La Combe, Leloir, Leroy, Lipkowski (de), Loo, Malène (de la), Marin, Mollet (Guy), Nessler, Notebart, Odru, Ornano (d'), Péronnet, Pianta, Pons, Raust, Réthoré, Ribière (René), Rossi, Sanford, Terrenoire (Louis), Thomas, Mme Vaillant-Couturier, MM. Vals (Francis), Vendroux (Jacques), Westphal [4 avril 1968] (p. 1014).

M. Radius [24 avril 1968] (p. 1333).

Cesse d'appartenir à cette Commission :

M. Cornet Pierre [24 avril 1968] (p. 1333).

Bureau.

Président : M. Jacques Vendroux ; *Vice-*

Commissions permanentes.

Présidents : MM. Boscher, de Chambrun, Pianta ; *Secrétaires :* MM. Deniau, Destremau, d'Ornano [4 avril 1968] (p. 1014).

Commission de la défense nationale et des forces armées.

MM. Aillières (d'), Allainmat, Arraul, Beauguitte (André), Bénard (Jean), Bignon, Boucheny, Boulin, Bourges, Bousquet, Brettes, Brugerolle, Carlier, Chaban-Delmas, Chamant, Charles, Clericy, Clostermann, Deniau (Xavier), Didier (Emile), Dumas (Roland), Faure (Maurice), Fiévez, Forest, Fossé, Fouchet (Christian), Frédéric-Dupont, Frey, Garcin, Gernez, Gorse, Halgouët (du), Hébert, Jarrot, Joxe, Lemoine, Lepidi, Le Theule, Levol (Robert), Lombard, Longequeue, Luciani, Merle, Montagne, Montalat, Nungesser, Pimont, Pouyade (Pierre), Prat, Rey (Henry), Rivière (Paul), Roux, Sanford, Sprauer, Tezier, Triboulet, Tricon, Villon, Vivier [6 avril 1967) (p. 573).

Sont nommés membres de cette Commission :

M. Christiaens [18 avril 1967] (p. 679) ; MM. Girard, Abdoulkader Moussa Ali, Balança, Boyer-Andrivet, Grimaud, Hamelin, Pezout, Picard, Sagelte, Sers, Souchal [16 mai 1967] (p. 1036) ; M. Perrot [20 mai 1967] (p. 1212); M. Rey (Henry), M. Sers [22 juin 1967] (p. 2095) ; M. Maujoüan du Gasset [30 juin 1967] (p. 2502) ; MM. Litoux, Macquet [17 octobre 1967] (p. 3792) ; M. Spénale [19 octobre 1967] (p. 3871).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Deniau (Xavier) [18 avril 1967] (p. 679); M. Triboulet [18 avril 1967] (p. 680) ; M. Roux [28 avril 1967] (p. 928) ; M. Chaban-Delmas [16 mai 1967] (p. 1035) ; MM. Bourges, Chamant, Fouchet, Frey, Gorse, Joxe, Nungesser (nommés ministres) [8 mai 1967] ; M. Pezout [20 mai 1967] (p. 1212) ; M. Souchal [6 juin 1967] (p. 1628) ; MM. Rey (Henry), Sers [13 juin 1967] (p. 1792) ; M. Boyer-Andrivet [30 juin 1967] (p. 2502) ; M. Maurice Faure [19 octobre 1967] (p. 3871) ; MM. Litoux, Macquet [25 octobre 1967] (p. 4141) ; M. Sanford [*J.O.* 23 janvier 1968] (p. 875).

Bureau.

Président : M. Le Theule ; *Vice-Présidents :* MM. Aillières (d'), Montalat, Pouyade (Pierre) ; *Secrétaires :* MM. Luciani, Rivière (Paul), Sanford [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Abdoulkader Moussa Ali, Aillières (d'), Allainmat, Arraul, Balança, Beauguitte (André), Bénard (Jean), Bignon, Borocco, Boucheny, Bousquet, Brettes, Brugerolle, Carlier, Chaban-Delmas, Charles, Christiaens, Cléricy, Clostermann, Didier (Emile), Dumas (Roland), Fiévez, Forest, Frédéric-Dupont, Garcin, Gernez, Girard, Grimaud, Halgouët (du), Hamelin, Hébert, Jarrot, Lemoine, Lepidi, Le Theule, Levol (Robert), Lombard, Longequeue, Luciani, Maujoüan du Gasset, Merle, Montagne, Montalat, Perrot, Peyret-Forcade, Picard, Pimont, Poniatowski, Pouyade (Pierre), Prat, Rey (Henry), Rivière (Paul), Sagette, Saïd Ibrahim, Sers, Spénale, Sprauer, Tricon, Villon, Vivier [4 avril 1968] (p. 1014).

M. Quentier [9 mai 1968] (p. 1692) ; M. Mancey [10 mai 1968] (p. 1757).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Chaban-Delmas [9 mai 1968] (p. 1692); M. Lemoine [10 mai 1968] (p. 1757).

Bureau.

Président : M. Le Theule ; *Vice-Présidents :* MM. d'Aillières, Bignon, Montalat ; *Secrétaires :* MM. Grimaud, Luciani, Paul Rivière [4 avril 1968] (p. 1015).

Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Abelin, Anthonioz, Bailly, Ballanger (Robert), Bas (Pierre), Bisson, Boisdé (Raymond), Bonnet (Christian), Bonnet (Georges), Boulloche, Cazelles, Cazenave, Chalandon, Charret, Chauvet, Chirac, Chochoy, Danel, Denvers, Duffaut, Ebrard (Guy), Fanton, Gaillard (Félix), Giscard d'Estaing, Godefroy, Gosnat, Grenier (Fernand), Guichard, Inchauspé, Jacquet (Marc), Lamps, Larue (Tony), Lejeune (Max), Lepeu, Manceau, Mendès France, Mermaz, Métayer, Palewski (Jean-Paul), Paquet, Périllier, Poudevigne, Ramette, Regaudie, Richard (Jacques), Rieubon, Rivain, Rocca Serra (de), Ruais, Sabatier, Sallé (Louis), Sudreau, Taittinger, Valentin, Mme Vergnaud, MM. Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voilquin, Voisin, Weinman [6 avril 1967] (p. 573).

MM. Chapalain, Poirier [13 avril 1967]

(p. 656) ; MM. Roux, Ansquer [9 mai 1967] (p. 952) ; M. de Rocca Serra [2 octobre 1967] (p. 3366).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

MM. Chirac, Olivier Guichard (nommés ministres) [12 avril 1967] (p. 642) ; M. Fanton [27 avril 1967] (p. 872) ; M. Bas (Pierre) [9 mai 1967] (p. 952) ; M. de Rocca Serra [18 juillet 1967] (p. 7192).

Bureau.

Président : M. Giscard d'Estaing ; *Rapporteur général :* M. Rivain ; *Vice-Présidents :* MM. Boisdé (Raymond), Sabatier, Taittinger ; *Secrétaires* : MM. Vivien (Robert-André), Voilquin, Weinman [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Abelin, Ansquer, Anthonioz, Bailly, Ballanger (Robert), Bisson, Boisdé (Raymond), Bonnet (Christian), Bonnet (Georges), Boulloche, Cazenave, Chalandon, Chapalain, Charret, Chauvet, Chochoy, Danel, Denvers, Duffaut, Duhamel, Ebrard (Guy), Gaillard (Félix), Giscard d'Estaing, Godefroy, Gosnat, Grenier (Fernand), Inchauspé, Jacquet (Marc), Lacoste, Lamps, Larue (Tony), Lejeune (Max), Lepeu, Manceau, Mendès France, Mermaz, Métayer, Palewski (Jean-Paul), Paquet, Périllier, Poirier, Poudevigne, Ramette, Regaudie, Richard (Jacques), Rieubon, Rivain, Rocca Serra (de), Roux, Ruais, Sabatier, Sallé (Louis), Sudreau, Taittinger, Valentin, Mme Vergnaud, MM. Vivien (Robert-André), Vizet (Robert), Voilquin, Voisin, Weinman [4 avril 1968] (p. 1014).

Bureau.

Président : M. Giscard d'Estaing ; *Rapporteur général :* M. Rivain ; *Vice-Présidents :* MM. Raymond Boisdé, Sabatier, Taittinger ; *Secrétaires :* MM. Robert-André Vivien, Voilquin, Weinman [4 avril 1968] (p. 1015).

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Andrieux, Ansquer, Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Baillot, Barrot (Jacques), Baudouin, Boulay, Bozzi, Bricout, Capitant, Chandernagor, Chazelle, Christiaens, Combrisson, Coste, Debré, Defferre, Dejean, Delachenal, Dreyfus-Schmidt, Ducoloné, Durafour (Michel), Duroméa, Foyer, Grailly (de), Hersant, Hoguet, Krieg, Lamarque-Cando, Lebon, Le Douarec, Le Foll, Le Sénéchal, L'Huillier (Waldeck), Limouzy, Macé (Gabriel), Marcellin, Massot, Mitterrand, Mohamed (Ahmed), Mondon, Morison, Neuwirth, Palmero, Peretti, Petit (Camille), Pic, Pidjot, Pleven (René), Mmes Ploux, Prin, MM. Quentier (René), Quettier, Rivierez, Sablé, Schloesing, Terrenoire (Alain), Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline), MM. Trorial, Zimmermann [6 avril 1967] (p. 573).

M. Fanton [28 avril 1967] (p. 928) ; M. Ithurbide [10 mai 1967] (p. 996) ; MM. Barillon (Georges), Chassagne (Jean), Noël [16 mai 1967] (p. 1036) ; M. Claudius-Petit [25 mai 1967] (p 1327) ; M. Guilbert [1er juin 1967] (p. 1538) ; M. Brial [2 juin 1967] (p. 1591) ; M. Le Foll [10 octobre 1967] (p. 3471) ; M. Dayan [17 octobre 1967] (p. 3792) ; M. Pidjot [23 octobre 1967] (p. 4001).

Cessent d'appartenir à cette Commission :

M. Neuwirth [12 avril 1967] (p. 642) ; M. Christiaens [18 avril 1967] (p. 679) ; M. Ansquer [28 avril 1967] (p. 928) ; M. Debré (nommé ministre) [8 mai 1967] ; M. Pidjot [25 mai 1967] (p. 1327) ; M. Petit (Camille) [2 juin 1967] (p. 1591) ; M. Le Foll [18 juillet 1967] (invalidé) ; M. Schloesing [17 octobre 1967] (p. 3792) ; M. Barrot [23 octobre 1967] (p. 4001) ; M. Hersant [*J.O.* 17 février 1968] (p. 1786).

Bureau.

Président : M. Capitant ; *Vice-Présidents :* MM. Delachenal, de Grailly, Palmero ; *Secrétaires :* MM. Baudouin, Bozzi, Hoguet [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

M. Andrieux, Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Baillot, Barillon (Georges), Baudouin, Boulay, Bozzi, Brial, Bricout, Capitant, Chazelle, Claudius-Petit, Combrisson, Coste, Dayan, Defferre, Dejean, Delachenal, Delelis, Dreyfus-Schmidt, Ducoloné, Durafour (Michel), Duroméa, Fanton, Foyer, Grailly (de), Guilbert, Hersant, Hinsberger, Hoguet, Ithurbide, Krieg, Lacavé, Lamarque-Cando, Lebon, Le Douarec, Le Foll, Le Sénéchal, L'Huillier (Waldeck), Limouzy, Massot, Mitterrand, Mohamed (Ahmed), Mondon, Morison, Neuwirth, Noël, Palmero, Pe-

retti, Pic, Pidjot, Pleven (René), Mme Ploux, MM. Quettier, Rivierez, Sablé, Terrenoire (Alain), Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline), MM. Trorial, Zimmermann [4 avril 1968] (p. 1014).

M. Zuccarelli [3 mai 1968] (p. 1506) ; M. Tomasini [22 mai 1968] (p. 2067).

Cesse d'appartenir à cette Commission :

M. Capitant [21 mai 1968] (p. 2007).

Bureau.

Président : M. Capitant ; *Vice-Présidents :* MM. Delachenal, Palmero, Zimmermann ; *Secrétaires :* MM. Baudouin, Brial, Hoguet [4 avril 1968] (p. 1015).

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée Nationale.

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Ansquer, Barel (Virgile), Bas (Pierre), Bayou (Raoul), Charret, Deprez, Hinsberger, Lagorce (Pierre), Lamps, Morlevat, Palmero, Périllier, Roux, Tricon, Voilquin [6 avril 1967] (p. 574).

Bureau.

Président : M. Bas (Pierre) ; *Vice-Président :* M. Voilquin ; *Secrétaire :* M. Charret [6 avril 1967] (p. 574).

Sont nommés membres de cette Commission :

MM. Ansquer, Barel (Virgile), Bas (Pierre), Bayou (Raoul), Charret, Deprez, Gerbaud, Guillermin, Lagorce (Pierre), Manceau, Morlevat, Palmero, Périllier, Tricon, Voilquin [4 avril 1968] (p. 1014).

Bureau.

Président : M. Pierre Bas ; *Vice-Président :* M. Voilquin ; *Secrétaire :* M. Charret [4 avril 1968] (p. 1015).

COMMISSIONS PERMANENTES.

— Effectif. — *Voy.* RÈGLEMENT, 1.

COMMISSIONS SPÉCIALES.

DEMANDES DE CONSTITUTION

1. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution (n° 3) de M. Monlagne, tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [19 avril 1967] (p. 719).

Opposition du Président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 avril 1967] (p. 750).

Discussion sur la constitution de cette Commission [9 mai 1967] (p. 937).

Retrait de cette opposition [9 mai 1967] (p. 951).

Liste des membres de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1035).

2. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [9 mai 1967] (p. 951).

Discussion sur la constitution de cette Commission [10 mai 1967] (p. 974).

Liste des membres de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1035).

3. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 357) de M. Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser l'Office de radiodiffusion-télévision française à disposer de son monopole d'émission et d'exploitation en vue de la création de chaînes supplémentaires de télévision [29 juin 1967] (p. 2397).

Opposition du Gouvernement [30 juin 1967] (p. 2541).

Retrait de la demande de Commission spéciale [10 octobre 1967] (p. 3447).

4. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [30 juin 1967] (p. 2451).

Discussion sur la constitution de cette Commission [19 octobre 1967] (p. 3823).

Liste des membres de cette Commission [23 octobre 1967] (p. 4001).

5. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 442) de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs

résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement [12 octobre 1967] (p. 3559).

Opposition du Président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 octobre 1967] (p. 3579).

Discussion sur la constitution de cette Commission [24 octobre 1967] (p. 4016).

Rejet au scrutin [24 octobre 1967] (p. 4017) ; liste des votants (p. 4037).

6. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [21 novembre 1967] (p. 5117).

Liste des membres de cette Commission [28 novembre 1967] (p. 5304).

7. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [24 novembre 1967] (p. 5263).

Opposition du Président du groupe de l'Union démocratique pour la Ve République [28 novembre 1967] (p. 5297).

Discussion sur la constitution de cette Commission [19 décembre 1967] (p. 6010).

Retrait de l'opposition [19 décembre 1967] (p. 6049).

Liste des membres de cette Commission [*J.O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

8. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 551) de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) [14 décembre 1967] (p. 5861).

Opposition du Président du groupe de l'Union démocratique pour la Ve République [14 décembre 1967] (p. 5892).

Discussion sur la constitution de cette Commission [7 mai 1968] (p. 1529).

Adoption au scrutin [7 mai 1968] (p. 1530).

Liste des votants [7 mai 1968] (p. 1540).

Liste des membres de cette Commission [10 mai 1968] (p. 1757).

Commissions spéciales.

9. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution (n° 653) de MM. Poudevigne, Rousselet et Médecin, tendant à créer une Commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [18 avril 1968] (p. 1116).

Liste des membres de cette Commission [23 avril 1968] (p. 1273), [25 avril 1968] (p. 1358).

10. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 708) de M. Fréville et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française [25 avril 1968] (p. 1358).

Opposition du Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 avril 1968] (p. 1396).

Discussion sur la constitution de cette Commission [7 mai 1968] (p. 1530).

Adoption au scrutin [7 mai 1968] (p. 1530).

Liste des votants [7 mai 1968] (p. 1541 et 1542).

11. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 679) de M. Rossi et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct [25 avril 1968] (p. 1358).

Opposition du Président de la Commission des affaires étrangères [2 mai 1968] (p. 1424).

12. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 176) de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » [2 mai 1968] (p. 1424).

Opposition du Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1968] (p. 1496).

Commissions spéciales.

Retrait de cette opposition [8 mai 1968] (p. 1592).

Liste des membres de cette Commission [14 mai 1968] (p. 1801).

13. — Demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi (n° 755) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues, fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires par l'O.R.T.F. [7 mai 1968] (p. 1529).

Opposition du Président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [7 mai 1968] (p. 1543).

Retrait de cette opposition [8 mai 1968] (p. 1592).

COMPOSITION

1. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F.

Membres.

MM. Boinvilliers, Caillaud, Chambrun (de), Charles, Darchicourt, Delpech, Dumas (Roland), Escande, Fanton, Fillioud, Flornoy, Garcin, Grenier (Fernand), Griotteray, Lacavé, Leloir, Le Tac, Loo, Médecin, Meunier, Montagne, Ornano (d'), Péronnet, Mme Ploux, MM. Préaumont (de), Ribadeau Dumas, Richard (Jacques), Rigout, Valleix, Vivien (Robert-André) [16 mai 1967] (p. 1035).

Bureau.

Président : M. Montagne ; *VicePrésident :* M. Grenier (Fernand) ; *Secrétaire :* M. Caillaud [18 mai 1967] (p. 1070).

2. — Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social.

Membres.

MM. Abelin, Benoist, Bonnet (Georges), Caille (René), Cassagne (René), Chandernagor, Cot (Pierre), Denis (Bertrand), Deschamps, Mlle Dienesch, MM. Ducoloné, Duhamel, Dupuy, Feit (René), Foyer, Gerbaud, Gosnat, Habib-Deloncle, Maroselli, Mainguy, Mendès France, Mitterrand, Paquet, Peyret, Poujade, Rabourdin, Ribadeau Dumas, Roger, Sabatier, Vivien (Robert-André) [16 mai 1967] (p. 1035).

Bureau.

M. Desson en remplacement de M. Mendès France [30 mai 1967] (p. 1438).

MM. Bousquet, Deprez, Dominati, Ruais, en remplacement de MM. Feit, Gerbaud, Paquet, Peyret (démissionnaires) [2 juin 1967] (p. 1591).

Président : M. Denis (Bertrand) ; *Vice-Président :* M. Deschamps ; *Secrétaire :* M. Gosnat [16 mai 1967] (p. 1035).

3. — Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959.

Membres.

MM. Boisdé, Boscher, Boulay, Bustin, Chauvet, Coste, Dejean, Delachenal, Delmas (Louis-Alexis), Desouches, Duffaut, Ebrard (Guy), Fréville, Lebon, Levol (Robert), L'Huillier (Waldeck), Limouzy, La Malène (de), Ornano (d'), Peretti, Périllier, Pic, Pleven (René), Poirier, Rieubon, Rocca Serra (de), Sabatier, Tricon, Vertadier, Wagner, [23 octobre 1967] (p 4001).

M. Guilbert [24 octobre 1967] (p. 4068).

M. de Poulpiquet en remplacement de M. Sabatier [2 novembre 1967] (p. 4352).

Bureau.

Président : M. Boisdé ; *Vice-Président :* M. Duffaut ; *Secrétaire :* M. Waldeck L'Huillier [24 octobre 1967] (p. 4068).

4. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales.

Membres.

MM. Achille-Fould, Bas (Pierre), Mme Batier, MM. Buron (Pierre), Chambaz, Christiaens, Cornet (Pierre), Cot (Pierre), Danilo, Desson, Dumas (Roland), Escande, Fillioud, Grenier (Fernand), Habib-Deloncle, Hersant, Le Bault de la Morinière, Lebon, Manceau, Maroselli, Ornano (d'), Pieds, Mme Ploux, MM. Poniatowski, Quentier (René), Rigout, Rivierez, Sagette, Valentin, Voilquin [28 novembre 1967] (p. 5304).

M. Mauger en remplacement de M. Habib-Deloncle [30 novembre 1967) (p. 5443).

M. Habib-Deloncle en remplacement de M. Christiaens [8 décembre 1967] (p. 5760).

Bureau.

Président : M. Achille-Fould ; *Vice-Président :* M. Escande ; *Secrétaire :* M. d'Ornano [30 novembre 1967] (p. 5443).

5. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution.

Membres.

MM. Achille-Fould, Capitant, Chambaz, Charret, Chassagne (Jean), Christiaens, Cot (Pierre), Desson, Ducos, Dumas (Roland), Escande, Fillioud, Foyer, Grenier (Fernand), Habib-Deloncle, Krieg, Labbé, Lebon, Lemaire, Manceau, Marie, Maroselli, Ornano (d'), Pieds, Poniatowski, Rigout, Trorial, Valentin, Vivien (Robert-André), Voilquin [*J.O.* 28 décembre 1967] (p. 12831).

M. Chazelle en remplacement de M. Maroselli [*J.O.* 3 janvier 1968] (p. 52).

M. Maroselli en remplacement de M. Chazelle [*J.O.* 16 janvier 1968] (p. 667).

Mme de Hauteclocque en remplacement de M. R.-A. Vivien [*J.O.* 23 janvier 1968] (p. 875).

MM. Duval et Deprez en remplacement de MM. d'Ornano et Voilquin [*J.O.* 25 janvier 1968] (p. 940).

M. Royer [*J.O.* 25 janvier 1968] (p. 940).

MM. Mainguy et R.-A. Vivien en remplacement de M. Christiaens et Mme de Hauteclocque [*J.O.* 20 février 1968] (p. 1879).

Cesse d'appartenir à cette Commission :

M. Capitant [21 mai 1968] (p. 2007).

Bureau.

Président : M. Ducos ; *Vice-Président :* M. Charret ; *Secrétaire :* M. Lemaire [*J.O.* 25 janvier 1968] (p. 940).

6. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de MM. Poudevigne, Rousselet et Médecin, tendant à créer une Commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962.

Membres.

MM. Arraut, Barel (Virgile), Bayon (Raoul), Brial, Canacos, Charret, Cousté, Delachenal, Delpech, Dijoud, Duffaut, Dusseaulx, Griotteray, Krieg, Le Douarec, Limouzy, Loo, Marie, Mauger, Médecin, Neuwirth, Palmero, Peretti, Ponseillé, Poudevigne, Quentier (René), Rieubon, Rousselet, Schloesing, Tourné [23 avril 1968] (p. 1273).

M. Jean Moulin en remplacement de M. Médecin [25 avril 1968] (p. 1358).

M. de Broglie en remplacement de M. Griotteray [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Alduy en remplacement de M. Duffaut [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Roche-Defrance [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Dayan en remplacement de M. Schloesing [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Médecin en remplacement de M. Jean Moulin [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Lepeu en remplacement de M. Neuwirth [25 avril 1968] (p. 1358).

M. Deschamps en remplacement de M. Alduy [7 mai 1968] (p. 1563).

Bureau.

Président : M. Marie ; *Vice-Président :* M. Delachenal ; *Secrétaire :* M. Charret ; [25 avril 1968] (p. 1358).

7. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 551) de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.).

Membres.

MM. Barrot (Jacques), Boudet, Charret, Chassagne (Jean), Cot (Pierre), Danilo, Desson, Destremau, Dominati, Ducos, Dumas (Roland), Duval, Escande, Fillioud, Girard, Gosnat, Grenier (Fernand), Habib-Deloncle, Krieg, Lebon, Maroselli (Jacques), Montagne, Petit (Camille), Pieds, Rigout, Rivierez, Sprauer, Trorial, Valleix, Vivien (Robert-André) [10 mai 1968] (p. 1757).

M. Sallé (Louis) en remplacement de M. Krieg [17 mai 1968] (p. 1955).

Bureau.

Président : M. Ducos ; *Vice-Président :*

M. Charret ; *Secrétaire :* M: Grenier (Fernand) [15 mai 1968] (p. 1894).

8. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 708) de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française.

Membres.

MM. Achille-Fould, Balança, Brial, Caillaud, Cornette (Maurice), Cot (Pierre), Desson, Ducos, Dumas (Roland), Dusseaulx, Escande, Fillioud, Fréville, Gosnat, Grenier (Fernand), Griotteray, Le Bault de la Morinière, Lebon, Mainguy, Marie, Maroselli (Jacques), Mauger, Moulin (Jean), Pieds, Quentier (René), Renouard, Rickert, Rigout, Sabatier, Vendroux (Jacques-Philippe) [10 mai 1968] (p. 1757).

M. Hunault [16 mai 1968] (p. 1924).

Bureau.

Président : M. Dumas (Roland) ; *Vice-Président :* M. Cot (Pierre) ; *Secrétaire :* M. Achille-Fould [16 mai 1968] (p. 1924).

9. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 716) de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée ».

Membres.

MM. Achille-Fould, Blary, Boscary-Monsservin, Bousquet, Buron (Pierre), Cot (Pierre), Dancl, Desson, Dominati, Ducos, Dumas (Roland), Escande, Fillioud, Flornoy, Gosnat, Grenier (Fernand), Ithurbide, Labbé, Lebon, Lepage, Maroselli (Jacques), Noël, Ornano (d'), Palmero, Pieds, Richard (Jacques), Rigout, Tricon, Valentin, Verkindère [14 mai 1968[(p. 1801).

MM. Brugnon et Poudevigne en remplacement de MM. Lebon et Palmero [16 mai 1968] (p. 1924).

MM. Bordage, Cassagne (René), Bouthière, de Préaumont, en remplacement de MM. Lepage, Escande, Maroselli (Jacques), Tricon]17 mai 1968] (p. 1955).

M. Royer [17 mai 1968] (p. 1955).

M. Maroselli (Jacques) en remplacement de M. Bouthière [28 mai 1968] (p. 2132).

Bureau.

Président : M. Boscary-Monsservin ; *Vice-Président :* M. Labbé ; *Secrétaire :* M. Royer [17 mai 1968] (p. 1955).

10. — Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 755) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F.

Membres.

MM. Achille-Fould, Ansquer, Beraud, Berger, Bricout, Cot (Pierre), Deprez, Desson, Ducos, Dumas (Roland), Escande, Falala, Fillioud, Fossé, Gosnat, Grenier (Fernand), Lebon, Lepeu, Maroselli (Jacques), Palmero, Peyret-Forcade, Pezout, Pianta, Pieds, Rigout, Roux, Sablé, Sers, Valenet, Valentin [14 mai 1968] (p. 1801).

MM. Brugnon et Poudevigne en remplacement de MM. Lebon et Palmero [16 mai 1968] (p. 1924).

MM. Cassagne (René), Bouthière, en remplacement de MM. Escande, Maroselli (Jacques) [17 mai 1968] (p. 1955).

M. Hersant [17 mai 1968] (p. 1955).

M. Jacques Maroselli en remplacement de M. Bouthière [28 mai 1968] (p. 2132).

Bureau.

Président : M. Achille-Fould ; *Vice-Président :* M. Rigout ; *Secrétaire :* M. Falala [17 mai 1968] (p. 1955).

COMMISSIONS SPÉCIALES. (Effectifs). — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 5.

COMMUNAUTÉ. — *Voy.* CONSTITUTION, 3 ; RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 4.

COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATIONS. — *Voy.* COMMUNES, 7 ; DÉPARTEMENTS, 1.

COMMUNAUTÉS URBAINES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Intérieur) ; URBANISME, 4.

COMMUNES.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 175 du Code pénal (1).

Transmise au Sénat le 30 mai 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 266 (année 1966-1967)** ; rapport le 2 juin 1967 par M. Zussy, **n° 280 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 8 juin 1967. — Proposition de loi **n° 122 (année 1966-1967)**.

1. — Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Jamot et Georges Bourgeois (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 75** ; rapport le 8 juin 1967 par M. Palmero, **n° 285**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 62 du Code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 octobre 1966 par M. Lepage (2).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 96**.

3. — Proposition de loi tendant à la création d'un Comité central des œuvres sociales pour le personnel des collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Michel Durafour et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 155**.

4. — Proposition de loi tendant à compléter le régime de sécurité sociale des agents des collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Cornette et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 190**.

5. — Proposition de loi portant création d'un « Comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Lucien Richard et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 198**.

6. — Proposition de loi portant création d'un « Comité national de gestion des œuvres du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux », présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Duroméa et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 407**.

7. — Proposition de loi tendant à instituer des « Communautés d'agglomération » dans les agglomérations multicommunales, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Houël et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 433**.

8. — Proposition de loi relative à l'insigne distinctif de la fonction de maire, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Médecin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 496** ; rapport le 18 avril 1968 par M. Michel Durafour, **n° 702**.

9. — Proposition de loi tendant à la constitution obligatoire de syndicats cantonaux à vocation multiple, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. de Broglie (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 550**.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table « Matières », deuxième législature, 1962-1967 n° 1501 (Code pénal, 12).

(2) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, n° 2058 (Collectivités locales, 22).

10. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements du personnel communal, aux échelles indiciaires et à l'avancement (agents à temps complet et personnel permanent à temps non complet), présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Combrisson et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 620.**

11. — Proposition de loi tendant à démocratiser les procédures de fusion et de modification des limites territoriales des communes, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Andrieux et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 674.**

12. — Projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des institutions communales, présenté à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 812.**

— Fusions. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Intérieur), après art. 63.

COMMUNES FORESTIÈRES.

— Répartition de la taxe sur les salaires. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 35 et texte de la Commission mixte paritaire ; BUDGET 1968, 1 (Intérieur).

COMMUNICATIONS DU PREMIER MINISTRE.

Communication du Premier Ministre informant l'Assemblée que le Ministre des Affaires étrangères fera le 7 juin une déclaration sans débat sur les événements du Moyen-Orient [6 juin 1967] (p. 1604). Entendus : Mme la Présidente, M. Bayou.

COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT.

Communication de M. Chaban-Delmas, *Président* [24 mai 1967] (p. 1283), concernant le rappel au Règlement fait le 23 mai 1967 par M. Estier sur la répartition du temps global de l'émission télévisée consacrée au compte rendu de la discussion sur le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux.

COMORES. — *Voy.* T. O. M., 2, 4 et 6.

COMPAGNIES DE NAVIGATION.

— Droit de grève. — *Voy.* GRÈVE (Droit de).

COMPAGNIES NATIONALES DE NAVIGATION. — *Voy.* BUDGET 1968, (Transports. III).

COMPTABILITÉ PUBLIQUE.

Projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 740.**

COMPTABLES AGRÉÉS.

— Statut. — *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 5.

CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES.

— *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale. — Industrie).

CONCESSIONS IMMOBILIÈRES. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 37 à 45 (p. 2271 à 2279).

CONCORDE.

— Avion. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — II. Aviation civile).

CONDUCTEURS DES TRAVAUX PUBLICS.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

CONFÉRENCE DE BRUXELLES.

— *Voy.* RAPPELS AU RÈGLEMENT, n° 41.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES CONTROLES D'ASSURANCES DES ÉTATS AFRICAINS, FRANÇAIS ET MALGACHE.

— *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 5.

CONGÉS.

— pour la formation des cadres des organisations de jeunesse. — *Voy.* JEUNESSE, 4.

CONGÉS PAYÉS.

1. — Proposition de loi tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Leroy et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 104** ; rapport le 22 novembre 1967 par M. Roulland, **n° 518** ; rapport supplémentaire le 2 mai 1968 par M. Roulland, **n° 732**. Adoption le 2 mai 1968 sous le titre : « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 54* g, *54* h, *54* i *et 54* j *du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54* f *du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines* ». — Proposition de loi **n° 133**.

Transmise au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 138 (année 1967-1968)** ; rapport le 21 mai 1968 par M. Viron, **n° 179 (année 1967-1968)**.

Voy. la discussion sous « CONGÉS PAYÉS », 4.

2. — Proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Peretti (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 437** ; rapport le 30 novembre 1967 par M. Lepage, **n° 534**.

3. — Proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Jean Moulin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 448**.

4. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre, d'un congé annuel minimum de quatre semaines, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Macquet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 698**.

Voy. aussi : CONGÉS PAYÉS, 1.

DISCUSSION [2 mai 1968] (p. 1434).

La situation actuelle en France (p. 1435) ; l'« accord Renault » du 29 décembre 1962 et l'accord conclu entre le C.N.P.F. et la C.G.T.-F.O. en mai 1965 (p. 1435, 1440) ; les législations étrangères en la matière (p. 1435) ; les congés d'ancienneté (*ibid.*) ; les congés accordés aux jeunes travailleurs (p. 1435, 1437, 1440, 1441) ; les conséquences de l'allongement de la durée des congés payés (p. 1435) ; l'étalement des congés (p. 1436, 1439 à 1441) ; la proposition du groupe communiste d'une cinquième semaine de congé payé pour les jeunes (p. 1436, 1438) ; la nécessité de voter la proposition de loi (p. 1437) ; la réforme nécessaire des entreprises, notamment dans l'agriculture (p. 1438, 1439) ; l'application de la loi aux T.O.M. (p. 1439, 1440) ; l'amélioration corrélative nécessaire du pouvoir d'achat (p. 1440) ; le problème des petites et moyennes entreprises (*ibid.*) ; la ratification des ordonnances de 1967 (p. 1441).

Art. 1er (p. 1441) ; adoption.

Art. 2 : rejet d'un amendement au scrutin (p. 1442) ; liste des votants (p. 1492,

1493) ; l'octroi d'une cinquième semaine de congé payé aux jeunes travailleurs ; adoption de l'article (p. 1442).

Art. 3 : adoption (*ibid.*).

Art. 4 à 7 : adoption (*ibid.*).

TITRE : adoption avec modification.

Explications de vote : les améliorations apportées par le présent texte ; la compétence des conventions collectives en matière de congés ; le problème des jeunes ; les deux amendements présentés par le groupe P.D.M. et adoptés par la Commission relatifs au droit des conjoints aux congés simultanés, et au cas des congés fractionnés ; les avantages de ce dernier système.

Adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1443) ; liste des votants (p. 1493, 1494).

Voy. aussi : JEUNESSE ; TRAVAIL (Réglementation), 5 et 7.

CONGÉ PRÉNATAL. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation), 4.

CONJOINT SURVIVANT.

— Droits successoraux. — *Voy.* SUCCESSIONS, 5.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL (DÉCISIONS).

1. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [18 avril 1967] (p. 663). Texte des décisions (p. 677 à 679).

2. — Décision sur la résolution adoptée le 26 avril 1967 modifiant les articles 14, 25, 36, 37, 38 et 162 du Règlement de l'Assemblée Nationale [16 mai 1967] (p. 1030). Texte de la décision (p. 1036).

3. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [16 mai 1967] (p. 1030). Texte des décisions (p. 1036 à 1040).

4. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [19 mai 1967] (p. 1123). Texte des décisions (p. 1136 à 1159).

5. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [31 mai 1967] (p. 1385). Texte des décisions (p. 1417 à 1438).

6. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [6 juin 1967] (p. 1604). Texte des décisions (p. 1626 à 1628).

7. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [13 juin 1967] (p. 1752). Texte des décisions (p. 1789 à 1792).

8. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [26 juin 1967] (p. 2172). Texte des décisions (p. 2245 à 2251).

9. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [30 juin 1967] (p. 2475). Texte des décisions (p. 2500 à 2502).

10. — Prise d'acte d'annulation d'opérations électorales [*J.O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192) et [2 octobre 1967] (p. 3367 à 3373).

11. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [*J.O.* du 22 juillet 1967] (p. 7354). Texte des décisions (p. 7380 à 7385).

12. — Décisions sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [2 octobre 1967] (p. 3361). Texte des décisions (p. 3367 à 3373).

13. — Décisions de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [19 octobre 1967] (p. 3823). Texte des décisions (p. 3871 et 3872).

14. — Décision de rejet sur des requêtes en contestation d'opérations électorales [3 novembre 1967] (p. 4435). Texte de la décision (p. 4453 et 4454).

15. — Prise d'acte d'annulation d'une opération électorale [*J.O.* du 26 janvier 1968] (p. 954). Texte de la décision (p. 968) et [2 avril 1967] (p. 967 et 970).

16. — Décision de rejet sur une requête en contestation d'opération électorale [2 avril 1968] (p. 967). Texte de la décision (p. 971).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

— Nominations.

M. Jules Antonini en remplacement de M. Edmond Michelet [*J. O.* du 6 avril 1967] (p. 3403).

— Inéligibilité. — *Voy.* ELECTIONS (Législation), 1.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 3.

CONSEIL DE SÉCURITÉ.

— Composition. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 2.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre).

— Représentation des anciens combattants. — *Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 4.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1. — Proposition de loi tendant à la réforme des conseils généraux et à la coopération interdépartementale et intercommunale, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Ducoloné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 677**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par MM. Bricout, Michel Jacquet et Neuwirth (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 788**.

— Date des sessions. — *Voy.* RAPPELS AU RÈGLEMENT, n° 47.

CONSIGNATAIRES DE NAVIRES. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

CONSTITUTION.

1. — Proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser la Constitution en vue d'instaurer un régime présidentiel, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Peretti (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 26**.

2. — Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 38 de la Constitution, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 224**.

3. — Proposition de loi constitutionnelle tendant à supprimer les titres XII et XIII de la Constitution, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 juin 1967 par M. Michel Durafour (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 266**.

4. — Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer une Vice-Présidence de la République par la révision des articles 6, 7 et 56 de la Constitution, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1967 par M. Chazalon (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 334**.

5. — Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 23 de la Constitution, présentée au Sénat le 11 mai 1967 par M. Marcel Prélot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 239 (année 1966-1967)**; rapport le 12 octobre 1967 par M. Marcel Prélot, **n° 4 (année 1967-1968)**. Adoption le 26 octobre 1967. — Proposition de loi **n° 2 (année 1966-1967)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 26 octobre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 482**.

6. — Proposition de loi organique visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 novembre 1967 par M. Roland Dumas et plusieurs de ses

collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; renvoyée le 19 décembre 1967 à une Commission spéciale), **n° 519** (1) ; rapport le 2 avril 1968 par M. Roland Dumas au nom de la Commission spéciale, **n° 658**.

CONSTRUCTION.

1. — Proposition de loi tendant à associer à l'obtention définitive du permis de construire certains grands ensembles, la décision de construction de locaux sportifs ou socio-éducatifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Flornoy (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 103**.

2. — Proposition de loi tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Claudius-Petit (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 301** ; rapport le 15 juin 1967 par M. Wagner, **n° 325**. Adoption le 23 juin 1967. — Proposition de loi **n° 40**.

Transmise au Sénat le 27 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 326 (année 1966-1967)** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Voyant, **n° 338 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications le 29 juin 1967. — Proposition de loi **n° 150 (année 1966-1967)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 381** ; rapport le 30 juin 1967 par M. Wagner, **n° 384**. Adoption en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 49**.

Transmise au Sénat le 1er juillet 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 347 (année 1966-1967)** ; rapport le 1er juillet 1967 par M. Voyant, **n° 348 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 1er juillet 1967 avec le nouveau titre : « *Proposition de loi tendant à reporter la date d'application et à préciser ce taines dispositions de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction* ». — Proposition de loi **n° 155 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-547 du 7 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 9 juillet 1967 (p. 6869).

DISCUSSION [23 juin 1967] (p. 2139).

Le triple objet de la loi du 3 janvier 1967 ; la relance de la construction des logements en accession à la propriété ; la nécessité de préciser certains articles dans l'esprit du vote émis par le Parlement en décembre 1966 (p. 2139) ; l'approbation du Gouvernement à l'inspiration générale de ces propositions (p. 2140) ; les faveurs accordées aux promoteurs par la présente proposition de loi (p. 2141) ; la mise en œuvre d'une politique favorable au logement social ; le décret du 10 novembre 1954 ; les incidences financières de la réforme proposée (*ibid.*).

Art. 1er à 3 : adoption (*ibid.*).

Art. 4 (*ibid.*) ; adoption (p. 2142).

Art. 5 et 6 (*ibid.*) ; adoption.

Après l'Art. 6 : rejet d'un amendement (*ibid.*).

Art. 7 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 8 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2143).

Art. 9 (*ibid.*) ; adoption.

Après l'Art. 9 (*ibid.*) : adoption d'un amendement ; rejet d'un amendement (*ibid.*).

Avant l'Art. 10 (p. 2144) ; rejet d'un amendement.

Art. 10 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 11 : adoption avec modification (*ibid.*).

Après l'Art. 11 : retrait d'un amendement (*ibid.*).

Art. 12 : adoption (*ibid.*).

Art. 13 (p. 2145) ; adoption avec modification.

TITRE : adoption d'un amendement de la Commission tendant à le modifier (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [1er juillet 1967] (p. 2536).

L'impossibilité d'appliquer le décret du 3 janvier 1967 à la date du 1er juillet 1967 ; la nécessité d'un report (p. 2536).

(1) Retirée le 17 avril 1968 (p. 1063).

Art. A (p. 2537) ; adoption.

Art. 1er, 2 4 *bis* et 4 *ter* ; adoption.

Art. 5 : supprimé par le Sénat ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 5.

Art. 6 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

3. — Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Wagner (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 302**.

Voy. CONSTRUCTION, 2 (n° 301).

4. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Neuwirth (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 553**.

5. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du décret n° 58-1466 du 31 décembre 1958 relatif aux lotissements, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Weinmann (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 561**.

6. — Proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 693**.

Voy. aussi : TERRAINS A BATIR.

— Prix de la construction. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

CONSTRUCTION AUTOMOBILE. — *Voy.* NATIONALISATIONS, 3.

CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE.

— T.V.A. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 11 (p. 3592).

CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES.

— Réglementation des autorisations. — *Voy.* URBANISME, 1 (2e lecture).

CONSTRUCTION NAVALE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (III. Transports).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Education nationale) ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

CONTINGENT.

— Envoi de militaires du — dans les pays d'Afrique. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Coopération).

CONTRACEPTION. — *Voy.* NAISSANCES (Contrôle), 1. et Natalité

CONTRATS DE PROGRAMME. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

CONTRIBUTION MOBILIÈRE.

— Dégrèvement d'office. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 14 (p. 3594 et 3595).

CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES.

— Groupement des. — *Voy.* BUDGET 1963, 1 (Services du Premier Ministre).

CONVENTIONS COLLECTIVES.

— Révision. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

COOPÉRATION. — *Voy.* BUDGET 1968, 1.

COOPÉRATION AGRICOLE. — *Voy.* AGRICULTURE, 6 ; BUDGET 1968, 1 (Agriculture), art. 8 *bis* ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

COOPÉRATION EUROPÉENNE.

— scientifique. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (I. Services du Premier Ministre).

COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

— Personnel. — *Voy.* COMMERCE, 1.

COPROPRIÉTÉ. — *Voy.* IMMEUBLES, 2.

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE.

Proposition de loi tendant à réintégrer les agents diplomatiques et consulaires déportés ou internés de la Résistance ou révoqués pour leur attitude patriotique ou engagés volontaires des guerres 1914-1918 et 1939-1945 ou grands mutilés qui ont été l'objet d'une mise à la retraite par anticipation, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Clostermann (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 262.**

CORPS GRAS.

— Majoration de la taxe sur les. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 17 (p. 3625).

CORPS PRÉFECTORAL. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Intérieur) et art. 36 et 37 (2e délibération).

CORSE.

— Expansion économique. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 18 (p. 3625 et 3626, 3686 à 3693) (Anciens combattants. — Services du Premier Ministre (Commissariat au Plan. — Transports (1. Aviation civile). — Comptes spéciaux du Trésor (art. 44 et après art. 72 ; art. 63 : transports de boissons). — Texte de la Commission mixte paritaire).

CÔTE DES SOMALIS. — *Voy.* T.O.M., 4.

CÔTE D'IVOIRE.

— Convention fiscale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 13.

COURS D'ASSISES.

— dans la région parisienne. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 8.

COUR DE CASSATION. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 5.

COUR DES COMPTES.

1. — Projet de loi relatif à la Cour des comptes, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 140** ; rapport le 11 mai 1967 par M. Rivain, **n° 178.** Adoption le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 18.**

Transmis au Sénat le 30 mai 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 267 (année 1966-1967)** ; rapport le 8 juin 1967 par M. Coudé du Foresto, **n° 289 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 15 juin 1967.

Loi n° 67-483 du 22 juin 1967, publiée au *J. O.* du 23 juin 1967 (p. 6211).

Retrait de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement [16 mai 1967] (p. 1030).

DISCUSSION [25 mai 1967] (p. 1309).

Les missions amplifiées et diversifiées de la haute juridiction ; son évolution depuis sa naissance ; la nécessité de mettre de l'ordre dans les textes qui la concernent ; la première mission de la Cour : juger les comptes des comptables publics ; la seconde : être l'auxiliaire du Gouvernement et du Parlement dans le contrôle de l'exécution des

lois de finances ; la double contribution de la Cour à l'exercice du contrôle parlementaire ; le rapport public et les communications du premier président ; les rapports sur la loi de règlement (p. 1309) ; les enquêtes à la demande des commissions parlementaires (p. 1310) ; la qualité de l'aide apportée au Parlement par la Cour ; le contrôle général sur la gestion des ordonnateurs ; le régime particulier d'apurement des comptes des collectivités des territoires d'outre-mer ; le contrôle de la Cour sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations ; le caractère de texte de codification du présent projet (*ibid.*) ; la portée limitée du présent projet (p. 1311) ; l'absence de dispositions relatives aux voies de recours contre les arrêts de la Cour ; le statut des magistrats ; l'absence de précisions sur les modalités des sanctions disciplinaires et des nominations ; la nécessité de délier du secret professionnel les fonctionnaires entendus par la Cour ; l'efficacité de l'intervention de cette dernière ; l'opportunité d'un rapport séparé exposant les suites réservées aux observations du rapport public (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 1310, 1311) ; l'extension continue des attributions de la Cour ; la nécessité d'une refonte de sa réglementation ; la codification opérée par le projet ; la consolidation de la jurisprudence et des usages constants ; le contrôle de la Cour sur la gestion financière des organismes publics ; l'exercice du contrôle de la Cour sur la totalité des dépenses à la charge de l'Etat ; l'hommage du Gouvernement à la Cour des comptes (p. 1311).

Art. 1er : adoption d'un amendement du Gouvernement et de l'article.

Art. 2 à 6 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 7 : adoption avec modification (p. 1312).

Art. 8 à 12 : adoption (*ibid.*).

Art. 13 (p. 1313) ; adoption d'un amendement de la Commission dont le texte devient l'article 13 (*ibid.*).

Art. 14 et 15 (*ibid.*) ; adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1313).

2. — Proposition de loi tendant à la création d'une Commission d'application des observations contenues dans le rapport de la Cour des comptes, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Poniatowski (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 478.**

— Dépôt du rapport de la — établi pour l'année 1965 [30 juin 1967] (p. 2449). Entendus : MM. Roger Léonard, *Premier Président de la Cour des comptes* ; le Président.

COURSES.

Proposition de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. La Combe (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 68.**

COURTIERS MARITIMES. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

CRÉANCES.

— sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics. — *Voy.* COMPTABILITÉ PUBLIQUE, 1.

CRÈCHES.

Proposition de loi tendant à instituer dans le secteur privé une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et du fonctionnement de crèches, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 228.**

CRÉDIT.

1. — Proposition de loi relative à la publicité des opérations de crédit-bail, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 200.**

2. — Proposition de loi portant réglementation du crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la possession d'une carte personnelle de crédit, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Rabourdin (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 206.**

CRÉDIT AGRICOLE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture), art. 73 (Garantie de l'Etat aux émissions de la Caisse nationale).

CRÉDIT A LA CONSOMMATION.

— Réglementation. — *Voy.* CRÉDIT, 2.

CRÉDIT-BAIL.

— Publicité. — *Voy.* CRÉDIT, 1.

CRÉDIT MUTUEL.

— Pouvoirs du Commissaire du Gouvernement. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 19.

CRÈMES DE CASSIS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 12 (texte de la Commission mixte paritaire).

CRIMES ET DÉLITS.

1. — Projet de loi modifiant l'artiele 260 du Code pénal, transmis à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 23** ; rapport le 12 avril 1967 par M. Alain Terrenoire, **n° 31.** Adoption définitive le 13 avril 1967. — Projet de loi **n° 3** (1).

Loi n° 67-365 du 27 avril 1967, publiée au *J. O.* du 28 avril 1967 (p. 4339).

DISCUSSION [13 avril 1967] (p. 654).

Le port illégat de costume ; l'interdiction du port d'un « costume présentant une ressemblance avec un uniforme militaire » ; l'intention délictuelle (p. 654).

Article unique : adoption (*ibid.*).

2. — Projet de loi modifiant et complétant le chapitre III du Livre Ier du Code pénal, transmis à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 25** ; rapport le 12 avril 1967 par M. Hoguet, **n° 32.** Adoption définitive le 13 avril 1967. — Projet de loi **n° 4.**

Loi n° 67-366 du 27 avril 1967, publiée au *J. O.* du 28 avril 1967 (p. 4339).

DISCUSSION [13 avril 1967] (p. 654).

La nécessité d'étendre la confiscation des instruments ayant servi à commettre l'infraction à un certain nombre d'autre cas ; la création de deux véritables peines complémentaires ; l'utilité du projet (p. 655).

Art. 1er et 2 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

3. — Proposition de loi modifiant l'article 63 du Code pénal relatif à l'assistance aux personnes en péril, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 668.**

4. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie portant sur l'occupation de places de terrains de camping ou de caravaning, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Ansquer (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de a République), **n° 685.**

CUBA.

— Convention. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, après art. 4.

CUMULS D'EMPLOI. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation), 7.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table des Matières, deuxième législature 1962-1967, Code pénal, 8.

D

DÉBITS DE BOISSONS. — *Voy.* ALCOOLISME, 1, 2, 6, 7, 8.

DÉBITS DE TABAC.

Proposition de loi tendant à préciser les dispositions de l'article 27 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Radius et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 77**.

DECAZEVILLE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

DÉCENTRALISATION.

— administrative et économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n°s 12 et 13.

DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ILLÉGALES.

— Validation. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT.

1. — Déclaration de M. Georges Pompidou, Premier Ministre, sur la politique générale du Gouvernement [18 avril 1967] (p. 664 à 667).

La procédure suivie par le Gouvernement dans le présent débat ; la motion de censure ; la composition du Gouvernement ; le Ministère de l'Equipement ; le Ministère des Affaires sociales ; la répartition des attributions du Premier Ministre ; le point de l'action gouvernementale ; l'indépendance de la politique française ; les rapports avec les Etats-Unis ; la construction européenne ; le rapprochement entre la Communauté des Six et la Grande-Bretagne ; les rapports avec les pays de l'Est ; le Vietnam ; la coopération avec les pays en voie de développement ; l'Education nationale ; la stabilité monétaire ; le logement ; l'échéance du 1er juillet 1968, dernière étape du Marché commun ; la transformation nécessaire de l'agriculture et de l'appareil commercial ; la généralisation en 1968 de la T.V.A. ; l'industrie ; les responsabilités de l'Etat dans le domaine de l'emploi ; le léger fléchissement de l'expansion ; le budget social de la nation ; le problème des inadaptés ; le déficit de la Sécurité sociale ; la nécessaire coopération de tous ; l'association des travailleurs aux progrès de l'économie ; la faveur du Gouvernement pour le dialogue avec tous les intéressés ; la hardiesse et l'ambition indispensables.

Débat sur la déclaration du gouvernement [18 avril 1967] (p. 667 à 676), [19 avril 1967] (p. 696 à 719, 722 à 740), [20 avril 1967] (p. 750 à 763).

L'échéance du 1er juillet 1968 ; l'imprépa-ration de la France (p. 667, 736) ; le res-

Déclarations du Gouvernement.

pect de la Constitution ; l'équilibre des pouvoirs et le dialogue entre le Gouvernement et le Parlement (p. 667, 697, 698) ; les problèmes sociaux ; l'action sociale du Gouvernement (p. 667, 675, 697, 701, 726) ; les abattements de zones (p. 668, 697, 701, 715, 723, 724, 736) ; l'enseignement ; les problèmes de l'Education nationale (p. 668, 737) ; la situation de l'emploi ; le chômage ; le rapport Ortoli (p. 668, 675, 697, 698, 701, 708, 710, 712, 731, 734, 751, 752, 759) ; la révision nécessaire du Ve Plan (p. 668) ; l'aménagement du territoire et la décentralisation industrielle ; les vocations régionales 723, 727, 728, 729, 730, 758) ; la formation professionnelle (p. 669, 698, 707, 729) ; le logement et la construction ; les logements sociaux (p. 669, 697, 701, 703, 704, 708, 717, 718, 722, 723) ; le déficit de la Sécurité sociale (p. 669, 701, 702, 707, 727) ; les questions fiscales ; l'impôt général sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.) (p. 669, 700, 701, 702, 703, 732, 733, 736) ; l'extension de la T.V.A. aux six pays de la Communauté européenne (p. 669) ; les investissements productifs et l'épargne (p. 670, 698) ; les finances locales ; le transfert des charges aux collectivités locales (p. 670, 698, 726) ; les dépenses militaires ; la force de (p. 668, 698, 712, 715, 716, 717, 724, 735) ; les problèmes agricoles (p. 668, 669, 697, 709, frappe (p. 670, 702) ; l'Europe, le Marché commun (p. 670, 675, 676, 711, 715, 733, 734, 752, 753, 754, 762) ; l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (p. 670, 676) ; la fragilité de la majorité au pouvoir (p. 671, 672, 703, 730, 731, 732) ; la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement et le rôle du Président de la République (p. 671, 672) ; la nécessité d'un vote d'investiture (p. 671, 672, 700, 766) ; la dernière campagne électorale ; l'utilisation abusive de la télévision régionale ; les fraudes dans les T.O.M. (p. 672, 673, 699, 700, 706, 713, 738, 766) ; la composition du Gouvernement (p. 674, 697) ; la position des Républicains indépendants (p. 675, 696, 697) ; le déficit budgétaire (p. 675) ; le malaise social ; les grèves et lock-outs (p. 675, 698, 705, 707, 708, 709, 710, 731) ; l'intéressement des travailleurs ; l'amendement Vallon (p. 675, 712) ; la procédure du vote bloqué (p. 697) ; les problèmes de l'énergie (p. 698, 725) ; le bilan de l'action de la Ve République (p. 700, 701, 705, 761, 762) ; le déficit des entreprises nationales (p. 702) ; la « marée noire » ; l'indemnisation des sinistrés (p. 702) ; la guerre du Vietnam (*ibid.*) ; le désarmement (p. 702, 753) ; la nationalisation des banques et des monopoles industriels (p. 702, 710) ; l'extension de la T.V.A. au commerce de détail (p. 703, 709, 732, 733) ; les revendications sociales (p. 703, 707, 726, 731, 734) ; les divergences entre le Parti communiste et la Fédération de la gauche (p. 704, 705, 706, 713) ; la création d'un Secrétariat d'Etat à l'emploi (p. 706, 712) ; la situation des cadres (p. 709) ; le malaise viticole (p. 709, 758) ; le département du Rhône (p. 710) ; les D.O.M. ; la situation économique des Antilles, notamment de la Guadeloupe (p. 710, 738) ; le caractère permanent et non politique des principaux problèmes actuels (p. 711) ; l'égalisation des charges dans le Marché commun (p. 711, 734) ; la prochaine loi foncière (p. 712, 718) ; l'habitat rural (p. 712) ; l'exode rural (*ibid.*) ; la recherche scientifique et technique ; la coopération européenne en ce domaine (p. 712, 754, 756, 757, 758) ; la crise économique en Lorraine ; la sidérurgie, le charbon (p. 714, 730, 750, 751, 752, 759, 760) ; l'érection en Ministère de la Délégation à l'aménagement du Territoire (p. 716) ; le tourisme (p. 717) ; les moyens de communication : routes, canaux, chemins de fer (p. 717) ; la défense de l'exploitation familiale agricole (p. 723, 728) ; le gigantisme parisien et les métropoles d'équilibre (p. 724) ; les anciens combattants (p. 724, 725) ; les mines de fer (p. 725, 752, 760) ; les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ; la situation dramatique des régions minières (p. 725, 726, 755) ; les retraités (p. 726) ; la fiscalité agricole (p. 729) ; l'endettement du monde paysan (p. 729) ; la confrontation nécessaire entre les responsables de l'industrie et de l'agriculture (p. 736) ; la publicité des déclarations de ressources (*ibid.*) ; la crise de Saint-Nazaire ; la fermeture des chantiers de l'Atlantique et les grèves (p. 739, 740) ; la politique étrangère (p. 752) ; les relations franco-allemandes (p. 752, 753) ; la négociation Kennedy (p. 754) ; les concentrations d'entreprises (*ibid.*) ; le conflit du travail à Sud-Aviation ; la crise de l'industrie aéronautique (p. 754, 755, 756) ; la situation à Marseille (p. 756) ; la liaison mer du Nord - Méditerranée (*ibid.*) ; la nécessité d'une meilleure information économique (p. 759) ; le caractère politique de certaines revendications (p. 760) ; les conditions économiques de l'évacuation des bases américaines (*ibid.*) ; le caractère systématique des critiques de l'opposition (p. 761) ; le résultat des dernières élections législatives (p. 761) ; les problèmes

de la jeunesse ; l'instruction civique (p. 762) ; l'association « Défense des intérêts des personnes âgées » ; les foyers-villages (p. 763).

Réponse du Premier Ministre (p. 674 ; les validations et les pressions électorales sous la IVe République (p. 716) ; le Secrétariat à la Coopération ; la délégation à l'aménagement du territoire et la notion de profit (p. 718, 719) ; le cas de Decazeville (p. 771) ; (p. 763 à 770) : la composition de l'Assemblée ; la nostalgie de l'opposition pour les débats d'invalidation d'autrefois ; les élections dans les D.O.M. et les T.O.M. ; la politique étrangère; l'Europe; le désarmement; la situation et l'évolution économique et sociale des D.O.M.; les problèmes de l'agriculture; la patente pour les aviculteurs; la propriété de la terre; l'abaissement de l'âge pour l'octroi de l'indemnité viagère de départ; l'aménagement du territoire ; la nécessité de ne jamais opposer la croissance de la province à Paris ; les prétendues multiplications de constructions industrielles dans la région parisienne ; les chantiers navals ; Decazeville ; Le Boucau ; Hennebont ; le Nord et la Lorraine ; le territoire de l'Inini ; le cercle de Camopy ; la décentralisation du secteur public ; le problème de l'emploi ; le chômage ; le plan de stabilisation et l'expansion ; les rentrées fiscales ; le léger ralentissement économique enregistré en France ; le Fonds national de l'emploi ; la formation professionnelle ; la bourse nationale de l'emploi ; le rapport Ortoli ; l'institution d'un débat dans le courant du mois de mai sur les trois sujets suivants : Education nationale, Logement et Jeunesse ; le ton du discours de M. Mitterrand ; la situation du commerce extérieur et des réserves françaises ; l'état de ces réserves au 30 avril 1958 ; l'évolution des prix ; le programme de « la gauche unie » ; la position des Républicains indépendants ; les « alliés incommodes » ; la motion de censure.

2. — Déclaration de M. Christian Fouchet, Ministre de l'Intérieur, sur la protection du littoral contre le pétrole [25 avril 1967] (p. 799 à 804).

Le naufrage du « Torrey Canyon » ; l'incertitude qui demeure quant au mouvement des nappes de pétrole ; le récit de la catastrophe ; la « marée noire » ; l'échec du renflouement du pétrolier ; les mesures prises en France ; la création d'un groupe d'étude de la pollution et la mise en œuvre du plan Orsec ; le nettoyage des plages ; l'empirisme des moyens employés ; le crédit provisionnel de 15 millions ; les difficultés rencontrées du fait que le pétrole se dépose sous des formes très diverses ; l'incapacité de la science à lutter immédiatement contre ce fléau ; les techniques de lutte sur le rivage contre les souillures ; les multiples difficultés de cette entreprise ; l'utilisation de la sciure de bois ; la protection des parcs à huîtres par des barrages flottants ; l'élimination des déchets d'hydrocarbures ; l'attaque de la « nappe d'Ouessant » ; les dépenses occasionnées par le fonctionnement du plan Orsec ; les subventions gouvernementales portées au taux de 90 % ; le dénombrement des tonnages et moyens mécaniques utilisés ; l'aide apportée aux sinistrés ; la mévente des produits de la mer, notamment du poisson ; le tourisme ; les parcs à huîtres ; le secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques ; le fonds de secours aux victimes de sinistres et de calamités ; la déclaration de zone sinistrée ; la grande complexité juridique de l'affaire du « Torrey Canyon » ; les études entreprises sur ce point par la Grande-Bretagne ; la nécessité d'une révision sérieuse des conventions internationales relatives aux transports maritimes ; la rénovation indispensable de la protection civile ; l'insuffisance des moyens actuels ; les accidents de la route et la formation de secouristes ; les encouragements à donner au volontariat ; les incendies de forêt ; le bombardement par hydravions porteurs d'eau ; l'organisation d'un corps de défense de la protection civile ; la création d'un centre d'instruction à Villeneuve-Saint-Georges ; l'organisation administrative de la protection civile ; la nécessité d'une coopération internationale pour la prévention des catastrophes ; l'hommage à tous ceux qui ont lutté pour la protection de nos côtes.

Déclarations du Gouvernement.

Débat sur la déclaration de M. Ch. Fouchet [25 avril 1967] (p. 804 à 815), [26 avril 1967] (p. 826 à 846).

L'échouage du « Torrey Canyon » sur les côtes de Cornouailles ; les circonstances de la catastrophe (p. 804) ; le grave problème de la pollution des mers ; les délestages abusifs des pétroliers ; l'apathie des gouvernements devant le danger (p. 804, 806, 808, 811, 812, 813, 826, 828, 829, 831, 838, 843) ; le dévouement des sauveteurs, notamment des bénévoles (p. 805, 810) ; l'impossibilité, pour les communes sinistrées, de faire face au danger ; la nécessité de les indemniser à 100 % (p. 805, 809, 810, 811, 812, 813, 827, 828, 833, 842) ; la carence du Gouvernement

Déclarations du Gouvernement.

pour prévenir la catastrophe ; l'insuffisance du plan français (p. 805, 809, 810, 811, 812, 813, 826, 828, 830, 834, 843, 845) ; les sinistrés : marins pêcheurs, conchyliculteurs, etc. (p. 805, 827) ; la destruction des oiseaux de l'île Rouzic ; les informations souvent tendancieuses de la presse (p. 805, 806, 827, 831, 833, 840, 842) ; la commission nationale de la pollution et ses deux sous-commissions (p. 806, 813) ; les graves conséquences de la catastrophe sur la consommation du poisson ; la psychose injustifiée du « poisson mazouté » (p. 806, 809, 810, 834, 835, 840, 841, 842) ; l'absence de responsabilité de la météorologie nationale (p. 806, 807) ; la nécessité d'une véritable politique de la mer ; l'insuffisance des crédits pour le budget de la Marine marchande (p. 807) ; le corps de défense de la marine marchande (p. 807) ; la nécessité d'un grand débat sur les activités maritimes et la pêche (p. 808) ; le problème des « pavillons de complaisance » (p. 808, 810, 812, 813, 827, 828, 829, 840, 843); la réglementation indispensable des pétroliers géants (p. 810, 812, 826, 828, 829); la prochaine conférence internationale sur la pollution des mers; les propositions de la France à y faire (p. 812, 813, 826, 827, 838, 840, 843, 844) ; la protection de la baie de la Somme contre le pétrole (p. 813, 814) ; la création nécessaire d'une force d'intervention (p. 826) ; la responsabilité du Gouvernement anglais (p. 828, 834) ; la pollution radio-active (p. 828) ; la situation sur les côtes méditerranéennes (p. 829) ; les répercussions sur le tourisme (p. 831, 834) ; la solidarité régionale bretonne (p. 833) ; les mesures à prendre en faveur de la pêche (p. 835) ; la nécessité de faire disparaître les nappes de pétrole qui subsistent encore (p. 835) ; l'insuffisance des moyens actuellement en action (p. 836) ; les menaces sur la côte atlantique et l'Espagne (p. 836, 839) ; la pollution des rivières et des fleuves ; l'Adour (p. 836, 837) ; la situation de la région de Royan-Marennes ; le port pétrolier du Verdon (p. 837, 839) ; les déclarations rassurantes et erronées faites par les spécialistes au moment du naufrage (p. 837) ; l'installation nécessaire de dispositifs de déshuilage à bord des pétroliers (p. 838) ; la mise en place de dispositifs d'alerte le long des côtes (p. 838) ; les enseignements de l'expérience de l'étang de Berre (p. 839, 840) ; l'incapacité de la pêche bretonne d'affronter la concurrence au sein du Marché commun (p. 841, 842) ; la mise sur pied d'une protection civile réorganisée (p. 842) ; le calcul du montant des ressources attribué aux communes en remplacement de la T.V.A. (p. 840) ; le caractère exceptionnel de la catastrophe (p. 843) ; le désir du Gouvernement d'éviter des débats parlementaires gênants (p. 844).

Réponse de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 814 et 815) ; l'initiative prise par le Gouvernement de provoquer un débat parlementaire sur ce problème ; l'exposé de l'action du Ministère des Transports ; les mesures prises ; les actions d'information des consommateurs face à l'effondrement du marché du poisson ; la psychose du « poisson mazouté » ; l'intervention du fonds régional d'organisation du marché, le « F.R.O.M. » ; le préjudice subi par les populations maritimes ; l'indemnisation des victimes ; la situation de la pêche en France ; l'opportunité d'un large débat sur tous les problèmes de la marine marchande ; la loi du 26 décembre 1964 réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures ; la difficulté de la prévention ; l'insuffisance des textes ou des conventions internationales en vigueur ; les responsabilités du Gouvernement en la matière ; l'inadaptation des textes actuels au cas du « Torrey Canyon » ; la grande importance de la réunion tenue à Londres en mai par l'organisation maritime consultative intergouvernementale ; le renforcement des dispositions de la convention internationale de 1954 relatives à la pollution des mers ; la technique de construction des navires ; le problème des « pavillons de complaisance ».

Réponse de M. Pierre Dumas, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme (p. 832 et 833) : les conséquences de la catastrophe sur les activités touristiques; le tourisme breton ; les ports de plaisance ; la visite effectuée par le Ministre sur les lieux sinistrés ; la pollution de plusieurs kilomètres de plage ou de plans d'eau habituellement fréquentés par les estivants ; l'hommage à l'action entreprise par la population des stations et par les animateurs du tourisme ; la possibilité d'accueillir l'été prochain des milliers d'hôtes français et étrangers en Bretagne ; la nécessité d'un effort maximum d'information auprès de la clientèle habituelle de la Bretagne ; les dispositions à prendre sur le plan international ; la lutte indispensable contre la pollution systématique et de plus en plus grave des eaux de mer ; la préservation effective de la pureté de l'eau et de l'air.

Réponse de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 844 et 845) : l'inexactitude de l'affirmation d'après laquelle les experts s'étaient bercés d'illusions la mise hors de cause de la météorologie nationale ; la question de la surveillance des nappes de pétrole ; les prélèvements d'eau de mer régulièrement effectués par la marine nationale; l'impossibilité d'arrêter la nappe de pétrole avant son arrivée sur les côtes ; l'expérience anglaise ; le pompage ; l'utilisation des détergents et de la sciure de bois résineux ; la protection des parcs à huîtres et à moules par un système de barrages ; l'impossibilité pour le Gouvernement de prévoir de tels événements ; la commande de barrages en temps utile ; la combustion des dépôts sur les côtes ; les dangers très réels qui subsistent ; le caractère aléatoire du résultat des procès internationaux ; la question de la participation des collectivités locales aux dépenses occasionnées par l'application du plan Orsec ; la fixation à 90 % du montant de la participation de l'Etat ; les dépenses qui sont mises à la charge exclusive de l'Etat ; le désir du Gouvernement de faire le maximum pour les populations bretonnes ; les tâtonnements inévitables qui se sont produits ; le problème international ; le bouleversement des données traditionnelles du droit maritime ; les instructions données à la délégation française qui participera à la conférence internationale des 4 et 5 mai à Londres ; les défauts de la cuirasse des civitisations modernes ; la confrontation brusque du monde des hommes avec des problèmes d'une gravité exceptionnelle.

3. — **Déclaration de M. François Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports, sur les problèmes de la jeunesse** [23 mai 1967] (p. 1220 à 1228).

Déclarations du Gouvernement.

La présente déclaration, premier débat consacré à la jeunesse ; le rapport d'enquête du Ministère ; les griefs des jeunes contre les « vieux » ; les réactions d'agressivité ou d'évasion ; l'évolution rapide des techniques; la meilleure adaptation des générations jeunes aux changements ; la fausse image répandue dans la presse d'une génération tout entière en conflit avec les adultes ; l'enquête de l'Institut français d'opinion publique sur ce sujet ; la maturité intellectuelle des jeunes générations actuelles ; la réforme juridique de 1964 ; le droit de vote à 18 ans ; l'opinion des jeunes sur ce point ; les possibilités de participation des jeunes dès l'âge de 18 ans au fonctionnement des clubs sportifs et associations de jeunes ; l'importance des problèmes de l'emploi et des conditions de travail ; le contexte démographique ; le chômage des jeunes ; la méconnaissance par eux des problèmes réels du monde du travail ; la nécessité d'une qualification professionnelle précise ; l'orientation ; les conseils professionnels ; l'amélioration de l'information ; l'enseignement technique et l'apprentissage ; l'accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre juvénile ; l'impulsion nécessaire dans le domaine du logement ; les foyers de jeunes travailleurs ; les jeunes ruraux ; les centres de promotion sociale ; les clubs agricoles des armées ; la vulgarisation agricole et le développement ; la meilleure intégration des jeunes à l'intérieur des entreprises ; les problèmes de rémunération; les jeunes handicapés ; la nécessité d'un dépistage systématique ; les commissions pédagogiques départementales ; les directions d'action sanitaire et sociale ; la nécessité de donner aux jeunes handicapés des soins et une formation appropriés ; la prestation d'éducation spécialisée aux mineurs infirmes créée par la loi du 31 juillet 1963 ; l'information du public ; les actions souhaitables pour procurer un emploi à tous les handicapés ; la multiplication des établissements d'enseignement spécialisé ; la jeunesse inadaptée et délinquante ; la politique de prévention et de rééducation des mineurs délinquants ; l'action des œuvres privées ; l'inscription de l'éducation surveillée au IVe Plan ; la création d'un intergroupe du Commissariat général au Plan ; la formation d'éducateurs spécialisés ; l'effort du Ministère de la Jeunesse et des Sports ; les très faibles moyens des IIe et IIIe Plans ; les lois de programme de 1961 et 1964 ; les principes qui président à l'application de la politique d'équipement du Ministère : l'unification des équipements en vue du plein emploi, la réalisation d'équipements de type nouveau ; les « Centres de sports et de loisirs suburbains » ; les études poursuivies en province ; les bases de plein air et de loisirs ; les parcs régionaux nationaux ; la politique de déconcentration administrative et technique ; l'urgence des réservations foncières pour la jeunesse ; les lignes directrices du VIe Plan en matière d'équipement sportif et socio-éducatif ; l'association des élus locaux et des instances régionales à la préparation de la troisième loi de programme ; la révision des normes de nos fabrications ; l'ensemble résidentiel de Yerres ; les « locaux collectifs résidentiels » ;

Déclarations du Gouvernement.

les trois directions d'action sur le plan des techniques d'équipement ; la multiplication des recherches expérimentales ; la création d'un secteur industrialisé : l'opération « mille clubs de jeunes » ; la place des disciplines sportives, moyens exceptionnels d'éducation et de promotion personnelle ainsi que facteur de libération ; le double rôle de l'Etat : amélioration de l'élite sportive du pays, développement du sport de masse ; la durée du mandat des dirigeants sportifs ; l'effort considérable du Gouvernement en faveur de l'équipement sportif ; la loi de programme de 1961 ; la nécessité d'une très grande diversification des équipements; les éducateurs et animateurs ; la progression très marquée des crédits ; la faiblesse des résultats français dans les grandes compétitions internationales jusqu'en 1961 et la préparation accrue de notre élite ; les succès obtenus depuis ; le rôle des entraîneurs nationaux ; la politique de préparation olympique ; la préparation scientifique des grandes compétitions ; le centre sportif de Font-Romeu ; les travaux de recherche médicale; la médecine sportive ; l'attribution d'allocations d'études et d'entraînement aux athlètes ; le sport de haute compétition ; l'exemple apporté par les grands champions à des milliers de jeunes ; la nécessité d'un personnel qualifié ; le rôle et l'importance du club et des éducateurs ; la création, en 1965, de l'Union des centres de plein air ; la place donnée à l'éducation physique ; l'action de l'association du sport scolaire et universitaire et de l'Union sportive de l'enseignement primaire ; l'importance du développement de l'éducation physique et sportive dans le premier degré ; les stages sportifs ; les modifications des structures de la direction des sports ; le rôle des entreprises ; l'éducation physique et sportive sociale ; la préparation des Jeux olympiques d'hiver de Grenoble et des Jeux olympiques d'été de Mexico ; l'aide aux actions socio-éducatives de loisirs ; les subventions de l'Etat ; les échanges internationaux de jeunes ; les activités en faveur de la jeunesse dite « inorganisée » ; les chantiers des jeunes travailleurs volontaires ; l'association Cotravaux ; les maisons et clubs de jeunes ; la modification du statut de leurs directeurs et animateurs ; le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; la politique de la jeunesse ; les commissions d'études et de préparation des décisions administratives concernant les jeunes ; la constitution d'une commission « jeunesse » pour la préparation du VIe Plan ; l'institution d'instances de dialogues entre les pouvoirs publics et les personnalités ou organismes compétents en cette matière; le haut comité des sports et le haut comité de la jeunesse ; la création d'un Conseil supérieur de la jeunesse et des sports ; la volonté du Gouvernement d'éviter l'étatisation en matière de jeunesse ; la neutralité politique et confessionnelle.

Débat sur la déclaration du Gouvernement [23 mai 1967] (p. 1229 à 1237, 1239 à 1252), [24 mai 1967] (p. 1264 à 1281, 1284 à 1294).

La publication du Livre blanc sur la jeunesse (p. 1229, 1232, 1235, 1236, 1247, 1250, 1265, 1272, 1275, 1276, 1288, 1289, 1290) ; l'action gouvernementale en la matière depuis 1958 (p. 1229, 1289) ; les crédits consacrés à la jeunesse ; les objectifs du Ve Plan (p. 1229, 1235, 1236, 1242, 1247, 1251, 1262, 1275, 1278, 1279, 1285) ; la multiplication des associations sportives et culturelles (p. 1230, 1266, 1269) ; le problème des animateurs ; la FONJEP (Fonds de coopération pour la jeunesse et l'éducation populaire) ; les « assistants de la jeunesse » (p. 1230, 1231, 1234, 1237, 1242, 1244, 1247, 1248, 1249, 1265, 1268, 1276, 1279) ; la création d'un Institut national d'éducation populaire (p. 1230) ; l'équipement socio-culturel (p. 1231) ; les Jeux olympiques de Grenoble (p. 1231, 1245, 1246) ; l'éducation physique dans l'enseignement primaire (p. 1231, 1250, 1275, 1287) ; le rôle du haut comité de la jeunesse et du haut comité des sports (p. 1231, 1235, 1236, 1265, 1269, 1284) ; la prolongation de la scolarité (p. 1231) ; les maisons de la jeunesse et de la culture (p. 1231, 1246, 1247, 1250, 1265, 1266, 1272) ; l'insertion difficile des jeunes dans la société des adultes (p. 1232, 1264, 1277) ; les difficultés économiques des jeunes en France ; les problèmes d'emploi ; le chômage (p. 1232, 1236, 1243, 1279) ; l'orientation et la formation professionnelle (p. 1233, 1243, 1265, 1271) ; la politique réactionnaire du Gouvernement à l'égard de la jeunesse (p. 1233, 1234) ; la lutte des classes (p. 1234) ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste en faveur de la jeunesse (p. 1234) ; la politisation des problèmes (p. 1234, 1235) ; la création d'un Conseil supérieur de la jeunesse (p. 1235, 1272, 1284) ; l'absence d'une véritable politique de la jeunesse (p. 1236, 1265, 1285) ; la nécessité de l'information (p. 1237, 1239, 1272, 1273) ; les journaux pour les jeunes (p. 1239) ; les problèmes de la jeunesse dans les D.O.M. ; la publication d'un

hebdomadaire pour l'outre-mer (p. 1239 1244, 1245) ; les émissions de télévision pour la jeunesse (p. 1240) ; le sport à Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1240, 1241) ; la pratique du sport ; les brillants résultats obtenus par les champions français ; l'effort de l'Etat en ce domaine (p. 1241, 1242, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1280, 1285, 1286, 1287, 1288, 1290) ; les charges excessives des collectivités locales en matière d'équipements sportifs (p. 1242, 1275, 1276, 1279) ; les problèmes démographiques (p. 1243, 1278) ; les jeunes ruraux ; les foyers ruraux, l'équipement en milieu rural (p. 1243, 1247, 1248) ; les jeunes handicapés physiques et inadaptés (p. 1243, 1244, 1250, 1271) ; la délinquance juvénile (p. 1244, 1288) ; les résultats obtenus par M. Herzog (p. 1249, 1290) ; les mouvements de jeunesse (p. 1250); les apprentis (p. 1251) ; le centre préolympique de Font-Romeu (p. 1251) ; la nécessité d'un dialogue entre les pouvoirs publics et les jeunes (p. 1264, 1265, 1272, 1284, 1285) ; l'exploitation de la jeunesse par les groupes financiers (p. 1264, 1266, 1267, 1278) ; les rapports entre le Gouvernement et l'U.N.E.F. (p. 1264) ; le mécontentement des étudiants logés dans certaines cités universitaires (p. 1264, 1265) ; les aspirations de la jeunesse à la cogestion et au partage des décisions et responsabilités (p. 1265, 1266, 1271, 1273, 1279, 1284) ; l'organisation des loisirs (p. 1266, 1267, 1278) ; les centres de vacances (p. 1266) ; les échanges franco-allemands en matière de vacances de jeunes; la création souhaitable d'un Office européen de la jeunesse (p. 1266, 1270, 1277, 1285) ; les mérites des animateurs bénévoles (p. 1268) ; l'amateurisme sportif ; le professionnalisme (p. 1268, 1287) ; la pelote basque (p. 1269) ; la réduction nécessaire des programmes (*ibid.*) ; l'enseignement privé (*ibid.*) ; le problème des champions sportifs (p. 1270) ; l'éducation permanente (p. 1271, 1272) ; la formation civique (p. 1273, 1278, 1285, 1289, 1290) ; l'âge de la majorité civile et civique (p. 1273, 1274, 1289) ; les dépenses militaires ; la force de frappe ; le service national (p. 1274, 1279, 1280, 1281) ; l'institution d'un système d'aide multilatérale aux pays en voie de développement (p. 1274) ; le Palais des sports de Nanterre (p. 1275) ; la piscine d'Aix-en-Provence (*ibid.*) ; le réalisme et le sens international de la jeunesse actuelle (p. 1277) ; le service de coopération (p. 1278) ; la formation culturelle et artistique (p. 1284, 1285) ; la crise du football ; ses difficultés financières (p. 1285, 1286, 1287) ; l'exploitation commerciale de l'érotisme par la presse, le cinéma, etc. (p. 1288) ; le phénomène « beatnik » (p. 1290).

Déclarations du Gouvernement.

Réponse de M. Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports (p. 1290 à 1294) ; l'importance et la difficulté du présent débat ; la présence dans l'hémicycle de représentants de plusieurs ministères ; l'absence de démagogie dans ce débat ; les charges financières qui résulteraient de certaines des propositions avancées ; l'exemple de l'éducation physique dans les établissements primaires ; la formation physique des futurs maîtres ; l'importance du rapport d'enquête et les résultats du sondage ; l'aide de la Ve République aux mouvements et associations ; l'importance de la formation et de la rétribution des animateurs permanents ; l'aide financière au F.O.N.J.E.P. ; la Commission armée-jeunesse ; les jeunes « inorganisés » ; le désir du Gouvernement de confier des responsabilités aux jeunes gens ; la fabrication en série des équipements ; les bourses d'études agricoles ; la formation professionnelle adaptée aux agriculteurs ; l'effort en faveur des territoires d'outre-mer, notamment de la Nouvelle-Calédonie ; les équipements sportifs et autres de la ville de Grenoble ; les athlètes de haute compétition ; le Centre d'enseignement des jeunes athlètes ; la promotion sociale de ces derniers ; l'utilisation des champions pour l'enseignement sportif ; les foyers de jeunes travailleurs ; le besoin essentiel de l'information des jeunes ; l'Office national d'information ; la confrontation d'idées qu'a permis le présent débat et l'opportunité de futures discussions sur la jeunesse.

4. — Déclorotion de M. Peyrefitte, Ministre de l'Education nationale sur l'éducation nationale [30 mai 1967] (p. 1386 à 1391).

Le phénomène de « l'explosion scolaire » ; l'augmentation considérable des effectifs des « enseignés » ; la nécessité de structures et de méthodes différentes ; l'inquiétude diffuse du public ; la longue série de consultations entreprises par le Ministre ; les efforts accomplis au cours des dernières années ; le quadruplement en valeur absolue et le doublement en valeur relative du budget de l'Etat ; le doublement des effectifs ; les constructions scolaires ; la réforme conçue par l'ordonnance du 6 janvier 1959 ; l'action pendant quatre ans de M. Christian Fouchet ; l'orientation des élèves par l'observation ; le premier cycle du second de-

Déclarations du Gouvernement.

gré et les collèges d'enseignement secondaire ; le second cycle ; l'enseignement supérieur ; la réorganisation des études dans les facultés de lettres et de sciences ; la coexistence des deux tâches de l'enseignement supérieur ; les Instituts universitaires de technologie ; la formation des instituteurs ; l'agrégation ; les étapes successives de la réforme ; les relations publiques de l'éducation nationale ; le problème de la « carte scolaire » ; l'Office national d'information et d'orientation ; la prolongation de la scolarité de 14 à 16 ans ; le recours aux moyens audio-visuels ; le problème de l'enfance inadaptée ; le baccalauréat et sa double fonction ; l'évolution des méthodes pédagogiques ; la formation professionnelle et la loi du 3 décembre 1966 ; l'enseignement technique ; la démocratisation de l'éducation nationale ; les bourses ; l'aide sociale aux étudiants ; le difficile problème de la vie dans les résidences universitaires; la création prochaine des premiers foyers culturels ; la recherche ; l'association nationale de valorisation de la recherche ; « Education nationale » et « instruction publique » ; la difficulté de concilier le pain et l'esprit ; l'importance capitale de l'éducation nationale dans une nation moderne.

Débat sur la déclaration du Gouvernement [30 mai 1967] (p. 1391 à 1403, 1405 à 1417), [31 mai 1967] (p. 1454 à 1475, 1478 à 1497), [1er juin 1967] (p. 1508 à 1536).

L'inspiration capitaliste de la politique actuelle en matière d'éducation nationale (p. 1391, 1393, 1394, 1412, 1490) ; la nécessité de donner à tous les enfants des chances égales ; « le tronc commun » (p. 1391, 1392, 1393, 1394, 1397, 1412) ; le plan du parti communiste (p. 1391, 1392, 1393, 1462) ; l'aide aux étudiants ; les bourses ; leurs conditions d'attribution ; la démocratisation de l'enseignement (p. 1392, 1393, 1402, 1403, 1412, 1415, 1416, 1466, 1471, 1472, 1486, 1487, 1496, 1510, 1514, 1515, 1525, 1529) ; la formation et le recrutement des enseignants (p. 1392, 1398, 1399, 1401, 1411, 1455, 1494, 1495, 1513, 1514, 1528) ; l'enseignement supérieur (p. 1393, 1399, 1400, 1401, 1402, 1410, 1457, 1461, 1491, 1510, 1512, 1513) ; les crédits budgétaires ; leur augmentation, leur insuffisance (p. 1393, 1394, 1409, 1410, 1454, 1464, 1469, 1481) ; les réformes déjà opérées ; l'effort accompli en faveur de l'Education nationale depuis vingt ans (p. 1394, 1397, 1413, 1454, 1512) ; le recyclage (p. 1394) ; la nécessité d'une culture générale, étendue notamment au latin et au grec (p. 1394, 1395) ; les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) (p. 1394, 1395, 1406, 1407, 1413, 1459, 1472, 1509, 1512) ; les I.P.E.S. (Instituts pédagogiques d'enseignement secondaire), et le C.A.P.E.S. (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire) (p. 1395, 1396, 1397, 1399, 1410, 1463, 1464, 1514, 1528, 1529) ; les écoles normales (p. 1396) ; l'agrégation (p. 1396, 1397, 1400, 1410, 1411, 1461, 1528); la solidarité des divers ordres d'enseignement (p. 1398) ; l'enseignement du premier degré ; les réformes à y introduire (p. 1398, 1399, 1412, 1413, 1473, 1493, 1494) ; le baccalauréat (p. 1398, 1416, 1457, 1474) ; les conditions de vie et de travail du personnel enseignant (p. 1400, 1407, 1457, 1460, 1485, 1493) ; la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et ses conséquences (p. 1400, 1401, 1402, 1407, 1413, 1458, 1459, 1464, 1469, 1527, 1528) ; les constructions scolaires ; l'insuffisance des locaux (p. 1400, 1402, 1405, 1411, 1484, 1493) ; l'enfance inadaptée (p. 1401, 1407, 1416, 1417, 1459, 1464) ; les équivalences européennes entre ingénieurs et enseignants (p. 1402, 1516); les professeurs techniques adjoints (p. 1402); l'apprentissage ; les sections d'éducation professionnelle (p. 1402, 1469, 1470, 1478, 1479, 1480, 1525, 1527, 1528) ; les charges des collectivités locales en matière d'éducation nationale ; leur répartition entre les communes et l'Etat (p. 1405, 1407, 1454, 1459, 1467, 1468, 1483, 1484) ; les objectifs du Ve Plan (p. 1405, 1409, 1410) ; le ramassage et les transports scolaires (p. 1407, 1459, 1464, 1470, 1486, 1492, 1520) ; la délinquance juvénile (p. 1408) ; les équipements scolaires de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 1409) ; la situation à Toulouse (p. 1411) ; les conditions de vie des étudiants ; la gestion des œuvres universitaires : les résidences et restaurants universitaires (p. 1411, 1465, 1466, 1467, 1471, 1472, 1511) ; les ordonnances et les pleins pouvoirs en matière d'Education nationale (p. 1411) ; l'enseignement technique ; les C.E.T. (p. 1412, 1456, 1457, 1472, 1478, 1479, 1480, 1525, 1526) ; le mi-temps pédagogique (p. 1413) ; l'orientation professionnelle ; l'information des étudiants ; l'Office national d'information et d'orientation (p. 1414, 1455, 1456, 1465, 1492, 1510, 1528) ; la formation de dirigeants d'entreprise (p. 1414) ; l'Académie et l'Université de Nice (*ibid.*) ; l'équipement sportif scolaire (p. 1454, 1465) ; l'insuffisance du nombre des maîtres et enseignants (p. 1454,

1455, 1459, 1461, 1480, 1481, 1482, 1491); les problèmes d'éducation en milieu rural ; les fermetures d'écoles (p. 1454, 1456, 1464, 1486, 1487, 1488, 1493) ; l'isolement de l'Université par rapport à l'évolution économique de la nation (p. 1455) ; la situation de l'enseignement du premier degré dans la région du Nord (p. 1457, 1458) ; l'effort nécessaire dans les régions de l'Est (p. 1457) ; l'enseignement des langues étrangères, notamment du russe (p. 1461, 1462, 1463, 1464, 1513) ; le relèvement du niveau intellectuel général (p. 1464) ; l'enseignement sportif (p. 1465, 1482, 1483) ; la prolifération excessive et les changements trop fréquents de manuels scolaires (p. 1472) ; la formation mathématique et scientifique en France ; la nécessité d'un effort considérable dans ce domaine (p. 1473, 1474, 1475) ; la formation professionnelle (p. 1478, 1480) ; les problèmes de l'enseignement dans les D.O.M. (p. 1478) ; la situation du personnel d'intendance, de surveillance et de service (p. 1481, 1482) ; le personnel de laboratoire (p. 1482) ; les collèges d'enseignement général (C.E.G.) (p. 1485, 1486, 1487, 1491) ; la situation dans la Lozère (p. 1485, 1486) ; la Faculté des sciences d'Orsay (p. 1488) ; l'Académie et l'Ecole de médecine et de pharmacie de Caen (p. 1489) ; la rénovation pédagogique par les techniques Freinet (p. 1490) ; l'enseignement français à l'étranger (p. 1491, 1492) ; la concurrence entre mathématiques traditionnelles et mathématiques nouvelles (p. 1492) ; l'utilisation au profit de classes terminales des locaux vides dans les chefs-lieux de canton (p. 1493) ; la situation à la Réunion (p. 1495, 1496) ; l'enseignement des arts (p. 1497) ; les directeurs d'école (p. 1508, 1509) ; l'école maternelle (p. 1509) ; l'association « Défense de la jeunesse scolaire » (p. 1510) ; la mauvaise utilisation des locaux scolaires (p. 1511) ; la « carte scolaire » (p. 1512, 1513) ; les écoles normales primaires (p. 1513) ; l'éducation nationale et la défense nationale (p. 1514) ; l'institution d'une prestation d'études (p. 1515) ; la « carte scolaire » de la Corse (p. 1526).

Réponse de M. Peyrefitte, Ministre de l'Education nationale (p. 1516 à 1523) ; la haute tenue du débat ; l'absence normale de sanctions, notamment financières de ce débat ; la possibilité pour le Parlement de se prononcer au vote du budget ; le grand nombre d'intervenants et l'importance du problème de l'Education nationale ; l'objectivité et l'impartialité de beaucoup d'orateurs ; l'énormité de l'effort déjà accompli ; l'accord du Ministre avec certaines opinions exprimées par l'opposition ; les aménagements des compétences ministérielles ; l'impossibilité du retour en arrière et le rajeunissement indispensable de l'Université ; la modernisation de la pédagogie ; l'éducation civique permanente ; l'ouverture nécessaire de l'enseignement aux réalités de l'économie ; l'orientation et la formation professionnelle; la prolongation de la scolarité ; l'apprentissage et les sections d'éducation professionnelle ; la modification nécessaire de la réglementation du travail des jeunes dans l'entreprise ; les problèmes relatifs aux étudiants, à leurs conditions de vie et aux bourses d'aide sociale ; la démocratisation de l'enseignement ; les résidences universitaires ; la création prochaine de quatre foyers culturels ; l'établissement de la « carte scolaire » ; les rapatriés ; l'enfance inadaptée ; l'enseignement supérieur et la formation des maîtres ; la simplification du premier cycle ; l'homogénéité de la nouvelle licence ; la distinction entre les voies : licence et maîtrise ; la satisfaction des demandes de postes exprimées par les facultés; le problème de l'avenir des sciences et des techniques ; la démocratisation de l'enseignement supérieur ; les statistiques relatives à l'origine sociale des étudiants ; les Instituts universitaires de technologie ; la lenteur de la succession des générations conformément, au processus décrit par Paul Bourget dans « l'Etape » ; les deux moyens radicaux qui permettraient d'assurer la démocratisation rapide de l'enseignement supérieur ; la tenue d'un grand débat sur l'Education nationale à chaque session de l'Assemblée ; l'audition du Ministre par la Commission deux fois par trimestre ; l'hommage à l'immense majorité des instituteurs et professeurs ; le penchant congénital de la France pour le désordre ; (p. 1529 à 1534) : la sélection des étudiants en vue des études de sciences ; la simplification des programmes de mathématiques proposée par la Commission Lichnerowicz ; les Instituts universitaires de technologie ; l'Université de Nice ; la spécialisation nécessaire des facultés de sciences ; le problème de la formation des maîtres ; la recherche pédagogique ; la sauvegarde du latin et du grec ; la balance des brevets et licences ; le baccalauréat ; l'invention et l'exploitation industrielle ; les allocations d'études et la cogestion ; le rapport de la Commission présidée par M. Aigrain,

Déclarations du Gouvernement.

Déclarations du Gouvernement.

directeur des enseignements supérieurs ; la répartition des budgets annuels à l'intérieur de l'enveloppe du Plan ; la détermination du Gouvernement d'accorder à l'Education nationale la priorité des priorités ; la situation matérielle difficile des enseignants ; la croissance de leur rémunération ; les fermetures d'écoles à faible effectif ; l'aggravation des charges financières des communes en matière d'enseignement ; le fonds d'allocations scolaires ; le ramassage scolaire ; la spécialisation des enseignements ; l'orientation ; l'enseignement maternel ; l'éducation physique dans les classes élémentaires ; les conditions d'accès à la fonction de directeur d'école ; l'enseignement du second degré ; la nécessité de décloisonnement des différents ordres d'enseignement ; l'enseignement technique, son importance ; les professeurs techniques adjoints ; la pédagogie ; le renouvellement trop fréquent des livres scolaires ; le temps d'ouverture des bibliothèques ; l'action du secrétaire général du Ministère de l'Education nationale ; Paul Bourget et « l'Etape » ; le plan Langevin-Wallon ; la nécessité pour un ministre de l'Education nationale soucieux d'accomplir une œuvre sérieuse de bénéficier d'un mandat d'au moins six ans.

Réponse de M. Georges Pompidou, Premier Ministre (p. 1523 à 1525) ; la place de l'Education nationale dans les préoccupations du Gouvernement ; l'action de la Ve République en ce domaine ; l'adaptation de l'Université à sa fonction ; la préparation des jeunes à des situations adaptées à l'économie et à la vie modernes ; les collèges d'enseignement général ; l'orientation, l'enseignement supérieur ; l'adaptation du troisième cycle à la recherche moderne ; les Instituts universitaires de technologie ; le baccalauréat ; la relative faiblesse du nombre des candidats au baccalauréat de mathématiques ; la permanence du problème de l'Education nationale ; la nécessité de réformes ; le choix de M. Peyrefitte comme Ministre de l'Education nationale ; la nécessaire collaboration de tous en ce domaine.

5. — **Déclaration** (sans débat) **de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, sur les événements du Moyen-Orient** [7 juin 1967] (p. 1647 à 1651).

La gravité dramatique des événements qui se déroulent au Proche-Orient ; l'inopportunité d'organiser dès maintenant un véritable débat parlementaire ; les liens et l'intérêt de la France à l'égard des problèmes du Moyen-Orient ; ses relations avec Israël ; avec les pays arabes ; ses obligations en tant que membre permanent du Conseil de sécurité ; les incidents permanents de frontières entre Israël et les pays arabes, origine de la crise actuelle ; le retrait des « casques bleus » demandé par l'Egypte ; l'interdiction du pavillon israélien dans le golfe d'Akaba ; la réaction des puissances, notamment de la France, devant cette décision ; l'impossibilité de régler durablement par la force les problèmes qui opposent Israël et les pays arabes ; le rôle capital des éléments extérieurs et de l'affrontement des grandes puissances ; la proposition faite par la France aux trois autres membres permanents du Conseil de sécurité de rechercher ensemble une solution pacifique ; les événements militaires ; l'action modératrice des grandes puissances ; l'impuissance du Conseil de sécurité ; le droit à l'existence de chacun des Etats ; l'hostilité de la France au recours à la force ; le caractère improbable d'un prochain dialogue entre Arabes et Israéliens ; la nécessité d'une convention internationale pour Akaba ; le processus des hostilités ; la recherche par l'Egypte d'une extension du conflit ; l'accord intervenu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ; l'application du cessez-le-feu ; le rôle joué en cette affaire par notre pays, conforme à sa tradition et à sa mission dans le monde.

Intervention de M. Guy Mollet (p. 1649 à 1651) : l'absence de débat et de vote ; la gravité exceptionnelle des problèmes ; l'accord de l'opposition avec la proposition du Gouvernement de provoquer une confrontation des quatre grandes puissances ; la nécessité de trouver une solution à l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient ; l'engagement de la France à l'égard d'Israël ; la déclaration du représentant français aux Nations Unies du 1er mars 1957 ; la définition de l'agression ; l'embargo complet décidé par le Gouvernement sur toutes les fournitures d'armes ; le droit de vivre de l'Etat d'Israël ; la possibilité pour les Arabes et les Israéliens de trouver eux-mêmes une solution à la plupart de leurs problèmes au moyen d'une discussion directe ; les conditions très précaires d'existence des peuples arabes de cette région ; les méfaits des conflits d'influence au Moyen-Orient entre les grandes nations.

6. — Déclaration de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, sur la politique étrangère [15 juin 1967] (p. 1844 à 1847).

La crise du Moyen-Orient ; l'incapacité des Nations Unies à jouer vraiment leur rôle; la victoire militaire foudroyante remportée par Israël ; les conséquences tirées par le Gouvernement israélien de cette victoire ; le choc créé chez les Arabes par les événements ; le rôle des grandes puissances ; leurs oppositions ; les relations diplomatiques de l'Union soviétique avec Israël ; le rôle du Conseil de sécurité ; la fragilité du cessez-le-feu actuel ; le problème des réfugiés ; la nécessité d'une coopération internationale ; l'impossibilité d'une solution imposée par la force ; le peu d'espoir d'un règlement satisfaisant dans l'immédiat ; le rôle décisif des grandes puissances ; la nécessité pour Israël d'acquérir un sentiment de sécurité et pour les Arabes de regagner les moyens d'un développement satisfaisant ; le drame vietnamien ; la position de la France ; la situation en Europe ; le problème allemand et la sécurité européenne ; la nécessité d'un accord librement discuté entre toutes les parties intéressées ; la position de la République fédérale allemande ; l'application du traité de coopération franco-allemande ; la politique française de rapprochement avec l'Union soviétique et les autres pays de l'Europe orientale ; la construction européenne et le Marché commun ; la libération des échanges ; la politique agricole ; les transformations profondes et douloureuses qui résulteront pour la France de l'application du Traité ; la négociation Kennedy ; le caractère satisfaisant de ses résultats ; l'affirmation des Six comme un interlocuteur valable ; le rôle de M. Jean Rey ; sa nomination en qualité de président de la commission unique ; la définition d'une politique européenne commune ; la tradition de réserve des pays du Benelux ; l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; la première tentative de 1961 ; les nombreux changements intervenus depuis ; les problèmes « formidables » soulevés par la candidature britannique ; les autres candidats qui accompagnent la Grande-Bretagne ; la transformation qui en résulterait du Marché commun en une zone de libre échange ; le problème de la monnaie ; l'agriculture ; l'importance capitale de la décision à prendre par les Six en ce domaine ; les tâches auxquelles la France peut apporter une contribution positive.

Débat sur la déclaration de M. Couve de Murville [15 juin 1967] (p. 1848 à 1855, 1858 à 1872), [16 juin 1967] (p. 1909 à 1921).

Le conflit du Moyen-Orient entre Israël et les Arabes ; les solutions possibles ; l'attitude de la France (p. 1848, 1851, 1852, 1857, 1858, 1862 à 1870, 1910 à 1913, 1916 à 1919); la construction européenne ; le Marché commun ; l'adhésion de la Grande-Bretagne (p. 1848 à 1850, 1852, 1853, 1860, 1861, 1868, 1870 à 1872, 1917, 1919, 1920) ; la négociation Kennedy (p. 1849) ; la défense de l'Europe ; l'Alliance atlantique (p. 1850, 1851) ; le sort de nos forces stationnées en Allemagne (p. 1851) ; les relations avec l'Est européen, notamment l'U.R.S.S. (p. 1851, 1914, 1917) ; le rayonnement international de la France ; son attachement à la paix (p. 1853, 1854, 1911) ; la non-dissémination des armes atomiques (p. 1857, 1914) ; la guerre du Vietnam ; les solutions possibles (p. 1858, 1859, 1868, 1913) ; le tiers monde (p. 1859) ; la protection civile (p. 1861, 1862) ; les relations de la France avec les Etats d'Afrique du Nord, notamment la Tunisie (p. 1866, 1867) ; le problème des pays sous-développés (p. 1867) ; l'écart technologique entre les Etats-Unis et l'Europe (p. 1868) ; la situation économique de la Grande-Bretagne (p. 1871, 1872) ; les relations franco-allemandes (p. 1914).

Réponse de M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (p. 1922 à 1926); les critiques de l'opposition ; l'approbation donnée implicitement aux intentions du Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'Alliance atlantique et la politique préconisée au sujet du Vietnam et du Moyen-Orient ; la neutralité de la France ; ses efforts en vue de rendre possible un règlement négocié ; le règlement de tous les problème ayant trait à l'Alliance atlantique; la défection aérienne ; le stationnement des troupes françaises en Allemagne ; la question des actions à envisager en temps de guerre ; la construction européenne ; les aspects économiques du Marché commun ; les critiques concernant la construction politique de l'Europe ; la responsabilité des Etats du Benelux en la matière ; les conséquences éventuelles de l'adhésion britannique au Marché commun.

7. — Déclaration de M. Michel Debré, Ministre de l'Economie et des Finances sur la politique économique et financière [29 juin 1967] (p. 2378 à 2385).

La volonté du Gouvernement d'obtenir

Déclarations du Gouvernement.

une croissance industrielle constante ; la modernisation de l'agriculture et du commerce et le progrès social ; les trois conditions de l'expansion ; l'équilibre budgétaire ; les dépenses au-dessus et au-dessous de la ligne ; la nécessité d'une saine gestion du Trésor ; les progrès continus de l'épargne et des investissements ; l'amélioration de l'autofinancement des entreprises; le marché financier; les investissements étrangers ; l'amélioration nécessaire de l'aptitude à dominer la compétition internationale ; la transformation souhaitable des conceptions de tous les chefs d'entreprise ; la forte situation du franc ; la stabilité monétaire ; la modernisation de la structure des entreprises ; leur regroupement ; les réformes nécessaires dans l'agriculture ; la généralisation de la formation professionnelle ; la recherche ; les contrats de recherche-développement ; la collaboration internationale en ce domaine ; la politique des prix ; les contrats de programme ; l'aide apportée par l'Etat aux régions et aux secteurs en difficulté ; le ralentissement de l'expansion française ; l'activité du bâtiment ; le développement des investissements publics et privés ; le prochain budget ; la coopération internationale économique ; les taux d'intérêt ; le plan et le taux de croissance de la production intérieure ; les prix de détail ; l'abaissement de la courbe de la natalité.

Débat sur la déclaration du Gouvernement [29 juin 1967] (p. 2385 à 2397, 2399 à 2415), [30 juin 1967] (p. 2455 à 2474, 2476 à 2490).

L'économie et le plan (p. 2385, 2387, 2393) ; le ralentissement actuel de l'expansion (p. 2385, 2389, 2395, 2455, 2456, 2458, 2462) ; le commerce extérieur ; sa dégradation actuelle (p. 2385, 2393, 2394, 2455, 2456, 2462, 2472) ; la production industrielle (p. 2385, 2389, 2393, 2455) ; l'évolution des prix (p. 2385, 2390, 2394, 2395) ; le ralentissement de la conjoncture dans les autres pays du Marché commun et ses répercussions sur le niveau de l'activité économique en France (p. 2386, 2389, 2395, 2403, 2459) ; la consommation intérieure ; la nécessité d'une relance (p. 2386, 2390, 2391, 2393, 2456, 2458, 2463) ; les investissements (p. 2386, 2387, 2389, 2391, 2408, 2459, 2462) ; l'épargne (p. 2386 à 2388, 2461) ; la construction ; le fléchissement de son activité ; le logement (p. 2386, 2389, 2403, 2465) ; les taux d'intérêt (p. 2387, 2388) ; les exportations, les mesures à prendre en leur faveur (p. 2387, 2388) ; la réforme des taux de la T.V.A. (p. 2388, 2457) ; la situation de l'emploi ; le chômage (p. 2388, 2389, 2392, 2393, 2413, 2414, 2456, 2476, 2477) ; le plan de stabilisation et ses effets (p. 2389, 2390, 2403) ; le marché financier ; le crédit d'impôt (p. 2390, 2403, 2487, 2488) ; le déficit budgétaire (p. 2390, 2457) ; la fiscalité (p. 2390, 2394, 2414) ; la productivité (p. 2391, 2392) ; le déficit de la Sécurité sociale (p. 2391) ; l'aménagement du territoire et la décentralisation industrielle (p. 2392, 2400, 2404, 2405, 2407 à 2409, 2413) ; l'agriculture ; le Marché commun agricole et ses conséquences ; l'exode rural (p. 2392, 2399, 2400, 2408, 2464 à 2466, 2480 à 2482, 2490, 2491) ; le relèvement récent des tarifs publics (p. 2393, 2467, 2469) ; le Marché commun ; les répercussions sur l'économie française de la prochaine ouverture des frontières (p. 2393, 2401 à 2404, 2411, 2412, 2481, 2482) ; les avantages concédés par le Gouvernement aux grandes puissances financières ; les nationalisations proposées par le Parti communiste (p. 2394, 2414, 2457, 2471) ; les entreprises nationales; leur déficit (p. 2395, 2400, 2401, 2457, 2467); la notion de profit (p. 2395) ; la situation de l'Ouest (p. 2396, 2399, 2400, 2408, 2465, 2482) ; la Bourgogne (p. 2396, 2397) ; le franc, monnaie de réserve (p. 2402) ; la situation de l'industrie (p. 2403, 2457, 2459) ; l'amendement Vallon ; les formules possibles d'application (p. 2404, 2458) ; la situation dans le Massif central (p. 2404, 2405) ; le prix du maïs (p. 2406, 2410, 2411, 2481) ; la situation en Basse-Normandie (p. 2407, 2408) ; les dégâts causés dans le département du Nord par la tornade du 25 juin (p. 2409, 2410, 2480) ; le « libéralisme planifié » pratiqué par la France (p. 2411, 2457, 2460) ; les difficultés de la région du Nord (p. 2412, 2488, 2489) ; les finances des collectivités locales (p. 2413) ; les revendications sociales de la C.G.T. (p. 2415) ; l'accroissement de la concurrence internationale (p. 2456) ; la formation professionnelle et l'enseignement technique (p. 2459) ; l'excès des dépenses improductives (*ibid.*) ; la recherche scientifique (*ibid.*) ; l'autofinancement ; ses inconvénients (p. 2461 ; l'insuffisance des équipements collectifs (*ibid.*) ; les difficultés au sein de la majorité (p. 2462) ; les investissements étrangers en France (p.2463) ; les concessions faites à Bruxelles aux importateurs de viande argentine (p. 2464, 2466, 2467, 2481) ; le problème de l'étalement des congés (p. 2464) ; les activités maritimes (p. 2464, 2465) ; la politique des transports ; la S.N.C.F. ; les

transports parisiens (p. 2467 à 2470, 2489, 2490) ; la politique énergétique ; le charbon (p. 2470, 2471, 2479, 2480) ; l'évolution de la situation économique française de 1965 à 1967 (p. 2472, 2473, 2474) ; la situation économique des D.O.M. ; l'écoulement de leur production (p. 2478, 2479, 2488) ; les « laissés pour compte » de l'économie : les titulaires de bas salaires ; les handicapés, etc. (p. 2487) ; les écoles vétérinaires (p. 2490, 2491).

Réponse de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 2482 à 2486) ; la thèse selon laquelle la relance économique devrait venir de l'accroissement du pouvoir d'achat ; l'extrême modération à observer en ce domaine ; les effets désastreux d'une croyance aveugle en la mythologie de la relance par le pouvoir d'achat ; l'augmentation, en 1966, de la consommation des ménages ; la construction ; les logements bâtis et les mises en chantier ; les régions qui se sont trouvées à l'écart du progrès national ; les charbonnages et la sidérurgie ; le retentissement en France des difficultés conjoncturelles des pays étrangers ; la déduction fiscale pour investissements ; la nécessité de mener une politique européenne concertée en ce domaine ; l'alimentation de certaines dépenses au-dessous de la ligne par des ressources qui ne soient pas définitives ; le problème des structures ; les réformes réalisées par le Gouvernement : les ressources des collectivités locales, le financement de la construction, le développement du crédit destiné aux agriculteurs, le crédit-bail, le marché financier, le système bancaire, le crédit ; la natalité ; la nécessité pour les Français de travailler davantage.

Réponse de M. Nungesser, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 2491, 2492) ; le souci d'équité sociale du Gouvernement ; la situation actuelle de la Bourse ; l'équipement touristique des départements d'outre-mer ; le problème du sucre ; le déclin de la région du Nord ; l'action régionale ; les problèmes de la R.A.T.P. ; les dificultés de l'agriculture ; la discussion de l'ensemble des problèmes agricoles lors de la discussion budgétaire.

8. — Déclaration de M. Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports sur l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver [13 décembre 1967] (p. 5828 à 5830).

La place plus importante prise par le sport et les Jeux Olympiques depuis l'institution de cette épreuve ; l'acceptation de la candidature de la ville de Grenoble pour l'organisation des Jeux d'hiver ; la participation de l'Etat à l'équilibre du budget de fonctionnement ; la faible part de la dépense entraînée par les équipements spécifiquement sportifs dans les crédits prévus ; les infrastructures régionales ; l'élan considérable ainsi donné à l'aménagement de la région ; l'amélioration du réseau routier ; la rénovation et la reconstruction de plusieurs bâtiments publics grenoblois ; le centre de vacances d'Autrans ; l'hôtel des postes de Chamrousse ; les équipements sportifs ; le stade de glace de Grenoble ; l'agence d'urbanisme ; le caractère de rentabilité et d'utilisation permanente de toutes les réalisations ; la participation de l'Etat ; la collaboration de nature extrêmement diverse apportée par différents départements ministériels ; la nécessaire et difficile coordination entre les problèmes de logement, de transport, etc. ; la retransmission des Jeux d'hiver par l'O.R.T.F. ; le démarrage à cette occasion de la télévision en couleur ; le partage des responsabilités de l'entreprise ; l'absence de règlements olympiques sur ce point ; la réunion d'un Comité interministériel décidée par le Premier Ministre ; l'absence de véritable précédent en la matière ; la brièveté du délai dont disposait la France ; les avantages que l'équipement réalisé apporterait à la région intéressée ; la localisation des diverses épreuves ; les avantages et les inconvénients de la dispersion des sites ; la préparation de l'équipe de France pour les épreuves des Jeux d'hiver.

Déclarations du Gouvernement.

Débat sur cette déclaration (p. 5830 à 5837).

L'ampleur de la tâche accomplie à Grenoble ; ses difficultés (p. 5830) ; la coordination nécessaire (*ibid.*) ; les équipements généraux entrepris dans la région ; leur nécessité (p. 5830, 5833) ; la charge financière respective de Grenoble et de l'Etat ; la situation difficile de la ville (p. 5830, 5831, 5832, 5834, 5836) ; les problèmes d'hébergement (p. 5831, 5832) ; l'information (p. 5831) ; la participation des classes populaires à la manifestation (p. 5831, 5832) ; les autres réalisations souhaitées par le département de l'Isère et la ville de Grenoble ; la nécessité de poursuivre l'effort entrepris (p. 5831, 5834 à 5836) ; l'esprit des Jeux Olympiques (p. 5831, 5832, 5837) ; la discrimination à l'encontre des sportifs de la Corée du Nord et de la République démocra-

Déclarations du Gouvernement.

tique allemande (p. 5832) ; la situation de la région après les Jeux Olympiques (*ibid.*) ; la création à Grenoble d'un Institut national des sports de neige et de glace (p. 5833) ; le problème des cessions militaires (p. 5834) ; la situation de l'emploi ; l'effort des concentrations industrielles (p. 5834, 5835) l'attribution de primes de localisation de certaines activités tertiaires (p. 5835) ; les liaisons routières (p. 5835, 5836) ; l'éducation physique des enfants ; le plein emploi des installations sportives (p. 5836) ; la propagande et la publicité faites autour des athlètes (p. 5837).

Réponse de M. Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports (p. 5837, 5838) ; la limitation du débat à la question de l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver ; la fixation d'une date précise pour l'ouverture des Jeux et l'accélération des études qui en a résulté ; la présentation de la candidature de Grenoble en 1963 ; les options effectuées à la même époque à l'intérieur du Plan ; la collaboration étroite entre les différentes autorités départementales ; les problèmes d'hébergement ; le contrôle des prix ; l'information du public ; la participation des couches populaires aux Jeux ; le goût du sport chez les jeunes ; l'accès du sport aux jeunes générations ; la participation des équipes étrangères ; l'absence de discrimination ; l'Institut de la neige ; les remerciement du Ministre à tous ceux qui ont collaboré à la réalisation des Jeux.

9. — Déclarations de MM. Maurice Schumann, Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales et Olivier Guichard, Ministre de l'Industrie, sur la politique du Gouvernement en matière de recherche scientifique [7 mai 1968] (p. 1531 à 1539, 1543 à 1545).

Le problème de l'organisation de la recherche ; les difficultés de réalisation du Plan ; la coordination de la politique scientifique ; l'aide au développement ; le pourcentage de réalisation du Plan ; l'amélioration de la situation des chercheurs ; la recherche spatiale ; le plan calcul ; la « fuite des cerveaux » ; la lutte contre ce phénomène dans un cadre européen ; la coopération au sein de la Communauté, notamment dans le domaine des réacteurs surgénérateurs ; le statut des travailleurs scientifiques ; les problèmes d'emploi et de carrière ; les contractuels de droit public ; la suppression des cloisons entre l'Université et l'industrie ; les chercheurs du C.N.R.S. ; le groupe de travail constitué pour étudier le problème du développement de carrière ; la recherche médicale : les crédits de l'Institut national de la santé ; les recommandations du groupe de travail présidé par le professeur Bernard ; l'effort en faveur de la cancérologie ; l'encouragement à la recherche fondamentale non orientée ; les problèmes nucléaires ; la politique électronucléaire du Gouvernement ; la commission Couture ; les infléchissements à apporter au Ve Plan ; la construction éventuelle d'une usine de séparation isotopique à usages civils ; l'avenir du Commissariat à l'Energie atomique ; les progrès de la recherche appliquée ; l'aide apportée à l'industrie par le C.E.A. ; les radio-isotopes ; les questions spatiales ; le retrait britannique de l'E.L.D.O. ; le programme « Symphonie » ; les conditions du succès de l'action gouvernementale ; la production d'électricité d'origine nucléaire ; l'historique des recherches et des réalisations ; le souci de la sécurité ; les incidents survenus ; leur caractère inévitable ; les principes qui guident le Gouvernement dans le développement simultané de plusieurs techniques de production ; les conséquences pour les industries intéressées ; les progrès des centrales thermiques ; le développement en Amérique de la filière à l'uranium enrichi ; le rapport de la commission Couture ; la recherche permanente des meilleurs procédés de production électro-nucléaire.

Débat sur cette déclaration [7 mai 1968] (p. 1545 à 1561), [8 mai 1968] (p. 1621 à 1635).

La politique française dans le domaine électro-nucléaire ; le rapport de la commission Couture (p. 1545, 1624, 1625, 1628) ; la question des « filières » ; les problèmes d'approvisionnement posés par la filière à uranium enrichi (p. 1546, 1547, 1553, 1624, 1625, 1628, 1629, 1631, 1632, 1634, 1635) ; la coopération européenne dans le domaine scientifique (p. 1546, 1547, 1551, 1553, 1558, 1627 à 1632, 1638) ; la situation des chercheurs ; la nécessité d'un statut (p. 1547, 1554, 1557, 1560, 1630) ; recherche fondamentale et recherche appliquée ; l'A.N.V.A.R. (p. 1548 à 1550, 1553, 1554, 1556, 1560, 1635) ; la part des recherches militaires ; leurs « retombées » économiques (p. 1548, 1555, 1559) ; la biologie moléculaire (p. 1548, 1549) ; la recherche médicale (p. 1549, 1553, 1557, 1558) ; la physique des hautes énergies (p. 1549, 1557) ; l'évolution des crédits consacrés à la recherche (p. 1549, 1554, 1555,

1559) ; la « fuite des cerveaux » (p. 1550, 1558) ; le déséquilibre de la balance des brevets (p. 1550) ; le plan calcul ; l'informatique (p. 1551, 1552, 1555, 1626) ; la coopération avec l'Angleterre (p. 1551, 1553, 1626, 1627, 1629, 1638) ; l'exploration de l'espace ; les satellites artificiels de télécommunications (p. 1551, 1553, 1557, 1626, 1627, 1630) ; l'effort en faveur de la recherche (p. 1552) ; l'écart technologique croissant entre Etats-Unis et Europe (*ibid.*) ; la lutte contre le cancer (p. 1553, 1558) ; science et capitalisme (p. 1554) ; les réformes préconisées par le groupe communiste ; le rôle du C.N.R.S. (p. 1555, 1556) ; le rôle de l'enseignement supérieur (p. 1556) ; les contrats de recherche (*ibid.*) ; les manifestations d'étudiants (p. 1557) ; la régionalisation de la recherche (p. 1558) ; la protection civile (p. 1559) ; la diminution du nombre des bacheliers ès sciences ; l'absence de débouchés pour eux (p. 1560) ; la constitution souhaitable d'un centre européen de recherches sur la Côte d'Azur (p. 1561) ; la construction d'un accélérateur géant de particules par le C.E.R.N. (p. 1625, 1626) ; son installation au Luc (p. 1626) ; le regroupement souhaitable des organismes qui effectuent des recherches spatiales (p. 1627) ; l'échec d'Euratom (p. 1628, 1629, 1631) ; l'utilisation du site de Brennilis (p. 1632) ; le Centre national d'exploitation des océans ; son implantation à Brest (*ibid.*) ; la recherche en matière d'éducation (p. 1632 à 1634).

Réponse de M. Maurice Schumann, Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (p. 1635, 1642) ; les consultations avec les Allemands au sujet de la poursuite du programme de lancement des satellites de télécommunications ; la publication prochaine du décret nécessaire au fonctionnement normal de l'A.N.V.A.R. ; la création prochaine de l'organisation européenne de biologie moléculaire ; l'implantation à Lyon du Centre de recherche contre le cancer ; la part croissante des crédits régionalisés ; l'installation du C.N.EX.O. à Brest ; l'accroissement du pourcentage des crédits de recherche ; la diminution de la proportion des crédits de recherche militaire ; les comparaisons avec l'étranger ; l'objectif de la politique d'indépendance menée par le Gouvernement ; la coopération européenne dans le domaine de la recherche technologique et spatiale ; l'absence de responsabilité du Gouvernement français dans les désillusions de ces derniers temps ; la dynamique de l'Europe ; la production d'électricité nucléaire ; les inconvénients des filières à uranium enrichi ; les expériences originales réalisées en ce domaine par nos partenaires européens ; la sécurité de l'approvisionnement en uranium ; l'emploi des chercheurs ; l'informatique ; son développement dans un cadre européen ; les accélérateurs de particules ; l'aide de l'Etat aux entreprises industrielles qui font de la recherche ; le C.N.R.S. et l'A.N.V.A.R. ; la recherche en éducation ; la fixation du taux de progression des crédits de la recherche.

Déclarations du Gouvernement.

10. — Déclaration de M. Pompidou, Premier Ministre, sur les manifestations d'étudiants [14 mai 1968] (p. 1770 à 1772).

La délégation donnée au Premier Ministre par le Président de la République de ses pouvoirs constitutionnels pendant la durée de son voyage en Roumanie ; les incidents créés à Nanterre par un petit groupe d'étudiants agitateurs ; les événements qui se sont produits à la Sorbonne ; l'escalade de la violence ; l'action de la police ; la modération des organisations d'étudiants, notamment l'U.N.E.F. ; le rôle des petits groupes d'anarchistes ; celui d'une organisation internationale cherchant à perturber la conférence américano-vietcong ; les remèdes d'apaisement pris par le Premier Ministre ; le projet de loi d'amnistie ; la grève générale de la journée du 13 mai ; l'ampleur de la manifestation qui a eu lieu à Paris ; la discipline de la police ; l'occupation de la Sorbonne ; les racines profondes du mal ; le malaise existant dans les facultés des lettres et des sciences humaines ; l'absence de débouchés ; la nécessité d'un contact étroit entre maîtres et étudiants ; la création par le Premier Ministre d'un comité de réflexion ; les intentions destructrices d'une partie de la jeunesse ; la civilisation mise en cause ; l'appel à la coopération de tous.

Débat sur cette déctaration (p. 1773 à 1782).

Les brutalités policières (p. 1773) ; le retard apporté aux soins aux blessés (*ibid.*) ; l'utilisation d'un gaz toxique contre les manifestants (*ibid.*) ; la nomination indispensable d'une commission d'enquête (p. 1774, 1777) ; les responsabilités du Gouvernement (p. 1774, 1779) ; la non-indépendance des magistrats (p. 1775) ; la fermeture de la Sorbonne (*ibid.*) ; la motion des doyens des facultés des lettres et des sciences humai-

nes (p. 1775) ; l'amnistie (p. 1775, 1779) ; la réforme nécessaire de l'Université ; les conservatismes internes (p. 1778, 1779, 1781, 1782) ; l'Université de Nanterre (p. 1778, 1781) ; la consultation du Parlement : le « dialogue » avec les intéressés (p. 1779, 1781) ; les mesures d'apaisement prises par le Gouvernement (p. 1780, 1781) ; l'inquiétude de la jeunesse dans le monde (p. 1781, 1782) ; la question des débouchés pour les jeunes (p. 1781) ; les motifs d'espoir (p. 1782) ; la destruction de la société voulue par les « enragés ».

Intervention de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 1775, 1776) ; le déroulement des événements depuis le mercredi 8 mai à la Sorbonne et au quartier Latin ; le comportement du service d'ordre ; les manifestations du vendredi 10 ; les grenades à gaz toxiques.

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 1782) ; la création d'une commission pour connaître l'usage des fonds destinés à l'enseignement supérieur ; le débat sur les problèmes militaires ; la reconstruction de l'Université.

11. — Déclaration (sans débat) **de M. Jean-Marcel Jeanneney, Ministre des Affaires sociales sur la situation sociale** [28 mai 1968] (p. 2127 à 2131).

L'opportunité d'une communication du Gouvernement à l'Assemblée Nationale dans les circonstances graves que traverse le pays ; le protocole d'accord établi sous la présidence du Premier Ministre (Accords de Grenelle) ; les 14 points de ce protocole ; le taux horaire du S.M.I.G. ; le salaire minimum applicable à l'agriculture ; l'évolution des rémunérations des secteurs public et nationalisé ; les salaires du secteur privé ; la réduction de la durée du travail; l'inconvénient des réglementations uniformes ; le retour à la semaine de 40 heures ; l'âge de la retraite ; la révision des conventions collectives ; l'emploi et la formation ; la formation adaptée aux jeunes ; le droit syndical ; la Sécurité sociale ; les règles d'évolution du plafond des cotisations ; les négociations entre la mutualité et la caisse nationale d'assurance maladie ; les allocations familiales ; les mesures en faveur de la vieillesse ; la fiscalité ; la réforme de l'impôt sur le revenu , la garantie du pouvoir d'achat des salaires ; l'équivalence demandée par le C.N.P.F. pour les contraintes pesant sur les entreprises françaises et celles subies par les entreprises concurrentes du Marché commun ; le paiement des journées de grève à 50 % ; la nécessité d'accords signés au niveau des branches industrielles ou au niveau des entreprises ; le principe de la liberté de détermination des salaires ; l'attitude des divers participants à l'égard du protocole d'accord ; le poids des charges nouvelles sur l'économie ; l'amenuisement des possibilités d'autofinancement ; le très grave cas de conscience posé au Gouvernement ; les exigences de l'avenir de l'économie ; l'audace exceptionnelle du pari fait par le Gouvernement; la nécessité, pour éviter les hausses de prix, de développer la production nationale et la productivité ; la plus grande liberté à accorder aux entreprises ; la « participation » aux décisions et aux responsabilités ; la lourde charge que fait peser la grève sur chacun des partenaires sociaux ; l'appel à la raison ; la réforme universitaire ; l'effort de réflexion remarquable accompli dans ce domaine ; la réforme nécessaire des administrations ; les formules et structures nouvelles à introduire dans l'agriculture pour assurer l'avenir, notamment des jeunes ; le caractère ruineux des grèves actuelles.

DÉCLARATION EN DOUANE.

— Réduction du taux de la redevance sur les opérations faisant l'objet d'une. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 16 (p. 3625).

DÉCONFITURE CIVILE. — *Voy.* FAILLITE, 1.

DÉCORATION.

— Travaux de. — *Voy.* BATIMENTS PUBLICS, 1.

DÉCORATIONS.

1. — Proposition de loi tendant à créer le « Mérite du Sang », présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Charret et Tomasini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 39.**

2. — Proposition de loi tendant à rétablir le mérite social, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Michel Jacquet (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 154.**

3. — Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de la Victoire de 1918, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 par M. Dusseaulx (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 636.**

DÉCRETS D'AVANCE. — *Voy.* LOIS DE RÈGLEMENT.

DÉDUCTION FISCALE POUR INVESTISSEMENT. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

DÉFENSE CONTRE LES EAUX. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 59.

« DÉFI AMÉRICAIN ». — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (I. Services du Premier Ministre).

DÉFICIT BUDGÉTAIRE. — *Voy.* BUDGET 1967, 2 (Discussion générale) ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

DÉLAIS DE PRESCRIPTION.

— opposables à l'administration. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 15 (p. 3624 et 3625).

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. René Caille (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 261** ; rapport le 30 novembre 1967 par M. René Caille, **n° 533**. Adoption le 18 avril 1968. — Proposition de loi **n° 122.**

Transmise au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 122 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1120).

Les lois qui se sont succédé en la matière ; le cas des industries saisonnières ; les délégués du personnel et les comités d'entreprise ; la notion introduite par la Cour de cassation en 1958 de « rupture abusive » (p. 1120) ; les contacts pris par le rapporteur avec de nombreuses organisations syndicales (p. 1121) ; les entraves nombreuses aux libertés syndicales ; la position du présent texte de loi, en retrait sur la jurisprudence ; le cas de l'entreprise Citroën ; le dépôt prochain d'une proposition de loi communiste tendant à assurer la garantie de l'emploi et à protéger les salariés contre les licenciements arbitraires (*ibid.*).

Article unique (p. 1122) ; l'inconvénient de confier à la commission supérieure des conventions collectives le soin de définir les activités saisonnières.

Adoption de l'article unique avec modification (p. 1123).

DÉMOLITION.

— des immeubles de plus de 40 ans d'âge. — *Voy.* IMMEUBLES, 1.

DÉPARTEMENTS.

1. — Proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Guillermin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 297** ; rapport le 29 novembre 1967 par M. Trorial, **n° 529**. Adoption le 1er décembre 1967. — Proposition de loi **n° 87.**

Transmise au Sénat le 5 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 55 (année 1967-1968)** ; rapport le 13 décembre 1967 par M. Le Bellegou, **n° 82 (année 1967-1963)**. Rejet le 14 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 22 (année 1967-1968).**

Départements.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 589** ; rapport le 19 décembre 1967 par M. Jacques Trorial au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 606**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 110**.

Transmise au Sénat ; rapport le 19 décembre 1967 par M. Le Bellegou au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 102 (année 1967-1968)**. Rejet des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 39 (année 1967-1968)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Trorial, **n° 629**. Adoption en deuxième lecture le 20 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 117**.

Transmise au Sénat le 20 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du règlement et d'administration générale), **n° 115 (année 1967-1968)** ; rapport oral le 20 décembre 1967 par M. Marcilhacy suppléant M. Le Bellegou. Rejet le 20 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 55 (année 1967-1968)**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 (nouvelle lecture) (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 638** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Trorial, **n° 639**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 119**.

Loi n° 67-1205 du 29 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 30 décembre 1967 (p. 12980).

DISCUSSION [1er décembre 1967] (p. 5471, 5502).

L'adoption par la Commission des lois de la question préalable ; le rôle du rapporteur (p. 5472, 5473, 5475, 5477) ; les quatre phases des travaux de la Commission (p. 5473) ; les investigations sur place du rapporteur ; la consultation des intéressés notamment des élus locaux (p. 5472, 5477, 5478, 5482, 5483, 5486, 5494, 5495) ; la communauté urbaine de Lyon ; l'urgence de sa mise en place ; la nécessité de lui donner un cadre administratif suffisamment large (p. 5472, 5476, 5484, 5485, 5487, 5488, 5490, 5492, 5494) ; l'historique de la question (p. 5472, 5483, 5484) ; la situation actuelle ; les difficultés qu'elle entraîne (p. 5472, 5474) ; les solutions possibles (p. 5472, 5475) ; la question des limites des départements du Rhône et de l'Ain (p. 5474) ; des départements du Rhône et de l'Isère (p. 5475 à 5477) ; le point de vue du département de l'Ain ; l'opposition des intéressés à la réforme proposée (p. 5481, 5482, 5493, 5495) ; l'opinion des parlementaires de l'Isère (p. 5482, 5483) ; les pourparlers menés par M. Paquet (p. 5482, 5487 à 5489) ; la situation et l'avenir de la ville de Vienne et de son arrondissement (p. 5483, 5485, 5486, 5488 à 5490, 5492, 5494) ; les répercussions financières et fiscales de l'adoption du projet sur les régions concernées (p. 5486, 5492) ; les mesures consenties par le Gouvernement en faveur du département de l'Isère (p. 5489) ; le problème des transports (p. 5491) ; les intérêts des salariés (p. 5493) ; le classement en zone III de certains cantons de l'Ain (p. 5495).

Intervention de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 5478) : la consultation des parlementaires par le Ministre.

Question préalable posée en vertu de l'article 91, alinéa 3, du Règlement par M. Mermaz (p. 5478).

Le rapport présenté par M. Trorial (p. 5478) ; l'absence de consultation des élus locaux en dépit des engagements du rapporteur ; la proposition déposée par certains parlementaires du Rhône avant les élections de mars 1967 ; l'attitude pusillanime du Gouvernement ; la nécessité d'une étude nouvelle du problème ; la situation de l'arrondissement de Vienne (p. 5479, 5480) ; les conséquences éventuelles de l'adoption de la question préalable (p. 5480) ; la nécessité d'ouvrir une discussion ; l'importance de cette affaire du point de vue national ; la réalité et l'efficacité des consultations qui ont eu lieu ; la nécessité de trouver une solution rapide pour le problème des limites du « grand Lyon » ; rejet au scrutin de la question préalable (p. 5481) ; liste des votants (p. 5499, 5500).

Motion de renvoi en Commission déposée en vertu de l'article 91, alinéa 5, du Règlement par M. Mermaz (p. 5495) ; la lettre du président du conseil général de l'Isère citée par M. Paquet (p. 5496) ; les deux solutions logiques que comporte le problème ; le refus de toute sécession des communes ou la solution globale ; le danger de la solution partielle pour la vie économique et sociale des habitants de la région

considérée ; l'établissement nécessaire d'un document sérieux par le préfet de région et la consultation officielle de toutes les communes ainsi que des conseils généraux (*ibid.*) ; l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la modification des circonscriptions administratives et territoriales (p. 5497) ; l'avis du conseil général de l'Isère en date du 12 juin 1967 ; l'information de la Commission et de l'Assemblée dans les conditions prévues par l'ordonnance ; les répercussions du texte sur l'arrondissement de Vienne (*ibid.*).

Intervention de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 5498) : les difficultés de cette affaire pour les différentes parties intéressées ; les arguments peu convaincants de M. Mermaz ; la nécessité de consentir un effort et un sacrifice ; rejet au scrutin de la motion de renvoi (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5500, 5501).

Art. 1er (p. 5503) : amendement de M. Trorial (nouvelle rédaction de l'article) ; les avantages de la solution moyenne.

Intervention de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 5504, 5505) : le rôle de métropole d'équilibre de Lyon ; la réalité profonde que représente pour l'Europe la région Rhône-Alpes ; les inconvénients de la solution minimale ; le dynamisme de la région ; les inconvénients de la solution maximale ; l'absence de problème politique dans cette affaire ; la raison des prises de position des conseils généraux; l'attachement de l'Ain à la République ; les avantages de la solution moyenne ; ses conséquences sur l'arrondissement de Vienne ; les mesures en faveur du développement de l'activité du chef-lieu de cet arrondissement ; la réalisation d'une nouvelle zone industrielle à Vienne ; le classement de la région de Vienne en zone III ; les aménagements routiers ; la liaison routière entre Vienne et Grenoble ; la prise en considération de ces travaux sur les dotations du F.I.A.T. ; l'avenir industriel du département de l'Ain ; la révision, en 1968, de la carte des aides ; le complexe régional de loisirs de Miribel-Jonage ; le respect des droits légitimes des départements.

Sous-amendement de M. Mermaz (p. 5505) ; le sort des communes restantes du canton de Meyzieux (p. 5506) ; rejet au scrutin du sous-amendement (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5527, 5528) ; sous-amendement de M. Charret ; retrait du sous-amendement de M. Barberot ; la délimitation entre le Rhône et l'Ain ; rejet au scrutin du sous-amendement (p. 5507) ; liste des votants (p. 5528, 5529) ; adoption au scrutin de l'amendement de M. Trorial dont le texte devient l'article premier de la proposition de loi ; liste des votants (p. 5529).

Après l'Art. 1er (p. 5507) : amendement de M. Mermaz ; retrait ; deux amendements de M. Trorial ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5530, 5531).

Art. 2 : adoption d'un amendement de M. Trorial dont le texte devient l'article 2 (p. 5508).

Articles additionnels (*ibid.*) ; rejet de deux amendements ; l'un de M. Mermaz, l'autre de MM. Coste et Maisonnat ; retrait de deux amendements de MM. Maisonnat et Coste.

Explications de vote : le caractère non démocratique des conditions de discussion de la proposition de loi ; le climat général de mécontentement provoqué par ce texte dans la région ; la mise en place de la communauté urbaine de Lyon ; le cas de Lille-Roubaix-Tourcoing ; les conséquences du texte pour l'arrondissement de Vienne (*ibid.*) ; les « communautés d'agglomération » proposées par le groupe communiste (p. 5510) ; le vote défavorable du groupe communiste ; le détestable compromis intervenu, résultat du travail occulte mené entre deux fractions de la majorité ; vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5532, 5533).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [19 décembre 1967] (p. 6011, 6032).

Le rejet par le Sénat de l'ensemble de la proposition de loi ; les modifications de détail apportées par la Commission mixte paritaire ; le maintien aux tribunaux ayant leur siège à Vienne de leur compétence territoriale actuelle (p. 6011, 6016) ; l'arrondissement de Vienne ; le problème du développement de son secteur tertiaire ; les compensations proposées (p. 6012 à 6017) ; le changement d'opinion des auteurs de la proposition de loi (p. 6012) ; la non-consultation des élus des collectivités locales ; l'opposition unanime au détachement des 23 communes (*ibid.*) ; la nécessité d'études chiffrées et d'une enquête sérieuse (p. 6012, 6014) ; le caractère irréaliste de la « ligne Paquet-Fouchet » (p. 6012) ; la si-

Départements. tuation inconfortable des hameaux de l'Isère concernés (p. 6013) ; les résultats de la consultation de M. Voyant ; la préférence de la population pour le rattachement global ; le déséquilibre du département du Rhône entre sa partie urbaine et sa partie rurale (*ibid.*) ; la mise en place de la communauté urbaine de Lyon (p. 6014 à 6016) ; le caractère antidémocratique de l'institution des communautés urbaines (p. 6014) ; les difficultés de l'industrie dans la région ; la situation des usines Rhodiacéta ; les problèmes sociaux (p. 6015) ; l'implantation d'un aérodrome international dans la zone de Satolas (p. 6016) ; la solution insuffisante du district interdépartemental ou du syndicat à vocation multiple ; la désagrégation du département de l'Isère qu'entraînerait la solution globale (*ibid.*) ; la situation du département de l'Ain ; les difficultés industrielles et sociales (p. 6017).

Intervention de M. Bord, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (p. 6018) ; la complexité du problème ; le compromis raisonnable intervenu ; l'irrecevabilité de l'amendement de la Commission mixte paritaire maintenant la compétence des tribunaux de Vienne sur les communes du département de l'Isère transférées au département du Rhône ; le classement parmi les zones aidées, de cantons du département de l'Ain ; le cas de la commune de Grenay ; l'étude par le Gouvernement de mesures réglementaires permettant de résoudre les problèmes qui se posent aux auxiliaires de la justice.

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 6018) ; l'opposition par le Gouvernement de l'irrecevabilité de l'article 41 de la Constitution au paragraphe 2 de l'article 3.

Interruption de la discussion de la proposition de loi afin de procéder à la consultation du président de l'Assemblée en vertu de l'article 93 du Règlement.

Reprise de la discussion (p. 6032) ; l'admission par le président de l'Assemblée de l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement.

Explications de vote (p. 6033) ; l'absence de compensations réelles en faveur de l'arrondissement de Vienne ; l'accord des groupes de la gauche sur la méthode démocratique permettant d'arriver à une solution satisfaisante.

Opposition par M. Dreyfus-Schmidt de l'article 40 de la Constitution au texte proposé par la Commission mixte paritaire (p. 6033).

Reprise de la discussion (p. 6034) ; le bureau de la Commission des finances ne reconnaît pas l'application de l'article 40 au présent texte ; la difficulté d'apporter des retouches dans une organisation administrative inadaptée ; l'opposition de barrières départementales aux nécessités du regroupement urbain ; l'inadaptation de la proposition de loi aux réalités régionales ; adoption au scrutin de la proposition de loi (*ibid.*) ; liste des votants (p. 6068, 6069) ; vote défavorable du groupe Progrès et démocratie moderne (p. 6034).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [20 décembre 1967] (p. 6074).

La méthode de travail de la Commission (p. 6075) ; les consultations effectuées (p. 6075, 6076) ; l'avis des conseils généraux de l'Ain et de l'Isère (p. 6075) ; l'avis favorable du Conseil d'Etat ; les projets de réorganisation intérieure ; l'ambiguïté de la comparaison avec Paris ; la nécessité de mesures particulières ; la solution réaliste proposée par la Commission des lois ; la constitution et l'organisation des communautés urbaines de Lyon ; l'objectif double poursuivi par ce texte dans l'optique de l'aménagement du territoire ; la logique des limites proposées ; la distinction entre la ville de Lyon ou agglomération lyonnaise et l'aire de la métropole de Lyon ; le développement ultérieur de la métropole lyonnaise (*ibid.*) ; l'attachement très vif des populations à l'intégrité des départements et à la personnalité de chacun d'eux (p. 6076) ; Vienne et son arrondissement (p. 6076, 6077) ; la solution, dans un ensemble correctement organisé, après consultation des intéressés, des problèmes posés par le rééquilibrage des départements concernés (p. 6076) ; l'attraction exercée par l'agglomération lyonnaise (p. 6077) ; les perspectives d'expansion ; la nécessité d'une étude d'ensemble ; l'aspect politique de la question ; les arrière-pensées du Gouvernement en la matière (*ibid.*) ; les avantages de la solution de compromis intervenue (p. 6078).

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture, modifié par les nouveaux amendements de la Commission des lois.

Art. 1er (*ibid.*) ; réserve du vote de cinq amendements et de l'article (p. 6079).

Art. 2 : réserve du vote de trois amendements et de l'article (p. 6080).

Art. 3 : réserve du vote sur un amendement et sur l'article.

Art. 4 : réserve du vote sur un amendement et sur l'article (*ibid.*).

Explications de vote : la procédure du vote bloqué ; la situation sociale dans la région concernée ; vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche et du groupe communiste.

Adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 6083, 6084).

DISCUSSION EN TROISIÈME ET DERNIÈRE LECTURE [20 décembre 1967] (p. 6088).

Le caractère prétendûment partisan de la proposition de loi ; les parlementaires interdépartementaux ; les précédents en la matière (*ibid.*) ; le respect des intérêts vitaux des trois départements en présence (p. 6089) ; l'opposition de deux conceptions de la vie administrative ; l'introduction fâcheuse dans le débat de considérations politiques.

Conformément au troisième alinéa de l'article 114 du Règlement, la Commission des lois appelle l'Assemblée à se prononcer en priorité sur le dernier texte voté par l'Assemblée Nationale.

Adoption au scutin (p. 6090) ; liste des votants (p. 6125, 6126).

2. — Proposition de loi tendant à attribuer aux départements une allocation analogue à celle instituée pour les communes touristiques par l'article 43 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par MM. Fontanet, Pleven et Commenay (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 341** ; rapport le 30 novembre 1967 par M. Delachenal, **n° 535**.

— Garantie de ressources. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 11 (texte de la Commission mixte paritaire).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (D. O. M.).

1. — Projet de loi portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements, présenté au Sénat le 6 décembre 1966 par M. Foyer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 73 (année 1966-1967)** ; rapport le 21 décembre 1966 par M. Marcel Molle, **n° 202 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 avril 1967. — Projet de loi **n° 95 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 98** ; rapport le 19 mai 1967 par M. Rivierez, **n° 215**. Adoption le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 21**.

Transmis au Sénat le 30 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 269 (année 1966-1967)** ; rapport le 25 avril 1968 par M. Molle, **n° 129 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 9 mai 1968. — Projet de loi **n° 58 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 798**.

DISCUSSION [25 mai 1967] (p. 1316).

La départementalisation des « quatre vieilles colonies » (p. 1317) ; la voie de l'extension globale des dispositions métropolitaines, choisie par le Gouvernement ; les mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière des D.O.M. ; le cas de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux (*ibid.*).

Art. 1er à 3 : adoption (p. 1318).

Art. 4 : adoption d'un amendement de suppression (p. 1319).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 135** ;

Départements d'outre-mer.

rapport le 24 mai 1967 par Mme Baclet, **n° 218**. Adoption le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 22**.

Transmis au Sénat le 30 mai 1967 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 270 (année 1966-1967)** ; rapport le 13 juin 1967 par M. Bernier, **n° 300 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications le 20 juin 1967. — Projet de loi **n° 137 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 338** ; rapport le 28 juin 1967 par Mme Baclet, **n° 372**. Adoption définitive en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 58**.

Loi n° 67-558 du 12 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 13 juillet 1967 (p. 7013).

DISCUSSION [25 mai 1967] (p. 1319).

L'application des mesures prévues dans les D.O.M. en 1968 (p. 1320) ; la lenteur excessive de l'extension aux D.O.M. des dispositions sociales applicables en métropole ; les cyclones ; la précarité de la position sociale des petits agriculteurs et l'acuité du problème de l'emploi ; les mesures prises sous la Ve République ; le rôle permanent de l'agriculture dans les D.O.M. ; la solidarité entre les citoyens de la métropole et leurs compatriotes des D.O.M. ; la nécessité d'accorder aux élus locaux un pouvoir plus grand (*ibid.*) ; la question de la superficie minimale requise pour l'application de l'article 1106-1 du Code rural (p. 1321) ; les retards systématiques apportés dans la publication des décrets d'application ; l'extension souhaitable aux D.OM. de toute la législation sociale votée et appliquée en France ; le caractère social du projet de loi ; le courant d'émigration vers les villes (*ibid.*) ; la condition de la cotisation des intéressés pendant un minimum de cinq ans (p. 1322).

Art. 1er (*ibid.*) ; réserve jusqu'au vote des autres dispositions insérant un chapitre nouveau du Code rural (*ibid.*).

Chapitre III-2 : *Assurances maladie, invalidité et maternité des personnes non-salariées dans les départements d'outre-mer.*

Art. 1106-17 du Code rural : adoption (*ibid.*).

Art. 1106-18 du Code rural : adoption avec modification du texte proposé (p. 1323).

Art. 1106-19 : adoption avec modification du texte proposé (*ibid.*).

Art. 1106-20 (p. 1324) : adoption avec modification du texte proposé (*ibid.*).

Art. 1106-21 : adoption avec modification du texte proposé (*ibid.*).

Art. 1106-22 à 1106-25 du Code rural : adoption (p. 1325).

Art. 1106-26 : adoption avec modification du texte proposé (*ibid.*).

Adoption du premier alinéa de l'article premier qui avait été réservé ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 3 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 3.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [1er juillet 1967] (p. 2555).

Les treize amendements apportés par le Sénat (p. 2555).

Art. 1er (p. 2556) ; adoption (*ibid.*).

Art. 1er *bis* (*ibid.*) ; adoption (p. 2557).

Art. 3 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

3. — Proposition de loi tendant à permettre l'attribution gratuite aux communes des terrains domaniaux de la zone dite des « cinquante pas géométriques » à la Guadeloupe, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lacavé et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 248**.

4. — Projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 832**.

Voy. aussi : Budget 1968, 1 ; Amnistie, 6.

— Allocation de logement. — *Voy.* Baux de locaux d'habitation, 5, art. 7 et 8.

— Fonctionnement de l'Agence de l'emploi. — *Voy.* Emploi, 6.

— Situation économique. — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n° 7.

— Troupes de marine et administration de l'armée. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses), 7.

DÉPENSES MILITAIRES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Discussion générale. — Budgets militaires).

DÉPORTÉS ET INTERNÉS.

1. — Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Bustin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 558.**

2. — Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 665.**

3. — Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail », présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Darchicourt et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 670.**

DÉPORTÉS POLITIQUES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants), art. 36, 37 et après art. 67 *bis* (2e délibération), texte de la Commission mixte paritaire, deuxième lecture ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

DÉPUTÉS (1).

— Décès.

1. — M. Raymond Tézier (Isère, 4e circonscription), 5 mai 1967 (*J.O.* du 6 mai, p. 4541). Allocution de M. le Président, 9 mai 1967, p. 936.

2. — M. Marcel Guyot (Allier, 1re circonscription), 28 janvier 1968 (*J.O.* du 30 janvier 1968, p. 1091). Allocution de M. le Président, 2 avril 1968 (p. 966). M. Frey, Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement, s'associe à l'éloge funèbre.

3. — M. Gabriel Macé (la Réunion, 1re circonscription), 12 février 1968 (*J.O.* du 14 février 1968, p. 1655). Allocution de M. le Président [2 avril 1968] (p. 966). M. Frey, Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement, s'associe à l'éloge funèbre.

4. — M. Julien Cazelles (Var, 2e circonscription), 12 mars 1968 (*J.O.* du 14 mars 1968, p. 2637). Allocution de M. le Président [2 avril 1968] (p. 966). M. Frey, Ministre d'Etat, chargé des Relations avec le Parlement, s'associe à l'éloge funèbre.

5. M. Raymond Scholer (Haut-Rhin, 5e circonscription), 9 juin 1968. (Décès postérieur à la dissolution de l'Assemblée.)

— Démission.

M. Capitant (René) (Seine, 3e circonscription) [21 mai 1968] (p. 1993).

M. Pisani (Edgard) (Maine-et-Loire, 1re circonscription) [22 mai 1968] (p. 2053).

— Nommés Ministres.

Décret du 6 avril 1967 (*J.O.* du 7 avril p. 3467) :

M. Georges Pompidou, nommé Premier Ministre.

Décret du 7 avril 1967 (*J.O.* du 8 avril 1967, p. 3515) : MM. Edmond Michelet, Pierre Billotte, Maurice Schumann, Roger Frey, Raymond Marcellin, Louis Joxe, Christian Fouchet, Michel Debré, Alain Peyrefitte, Edgard Pisani, Edgar Faure, Olivier Guichard, Jean Chamant, Henri Duvillard, Yves Guéna, François Missoffe, Georges Gorse, Pierre Dumas, Yvon Bourges, André Bettencourt, André Bord, Robert Boulin, Roland Nungesser, Jacques Chirac, nommés membres du Gouvernement.

(1) Voir en tête de la présente table la liste alphabétique des députés, et la liste des députés par départements et par circonscriptions.

Décret du 31 mai 1968 (*J.O.* du 31 mai 1968, p. 5322) : MM. Henri Rey, Albin Chalandon, Joël Le Theule, Christian de la Malène, Mlle Marie-Madeleine Dienesch, nommés membres du Gouvernement (1).

— Remplacement.

1. — M. Jean-Pierre Sagette remplace M. Georges Pompidou (Cantal, 2e circonscription).

M. Marc Becam remplace M. Edmond Michelet (Finistère, 1er circonscription).

M. Gilbert Noël remplace M. Pierre Billotte (Val-de-Marne, 5e circonscription).

M. Adrien Verkindère remplace M. Maurice Schumann (Nord, 10e circonscription).

Mme Aimée Batier remplace M. Roger Frey (Paris, 11e circonscription).

M. Jean Grimaud remplace M. Raymond Marcellin (Morbihan, 1re circonscription).

M. Jean Baridon remplace M. Louis Joxe (Rhône, 4e circonscription).

M. Roger Souchal remplace M. Christian Fouchet (Meurthe-et-Moselle, 1re circonscription).

M. Henry Sers remplace M. Michel Debré (la Réunion, 1re circonscription).

M. Roger Pezout remplace M. Alain Peyrefitte (Seine-et-Marne, 4e circonscription).

M. Louis Maillot remplace M. Edgar Faure (Doubs, 3e circonscription).

M. Pierre Litoux remplace M. Olivier Guichard (Loire-Atlantique, 7e circonscription).

M. Georges Barillon remplace M. Jean Chamant (Yonne, 2e circonscription).

M. Jean Chassagne remplace M. Henri Duvillard (Loiret, 1re circonscription).

M. Claude Guichard remplace M. Yves Guéna (Dordogne, 1re circonscription).

M. André Roulland remplace M. François Missoffe (Paris, 24e circonscription).

M. Hubert Balança remplace M. Georges Gorse (Hauts-de-Seine, 10e circonscription).

M. Florimond Girard remplace M. Pierre Dumas (Savoie, 3e circonscription).

M. Jean Hamelin remplace M. Yvon Bourges (Ille-et-Vilaine, 6e circonscription).

M. Georges Chedru remplace M. André Bettencourt (Seine-Maritime, 5e circonscription).

M. Ernest Rickert remplace M. André Bord (Bas-Rhin, 2e circonscription).

M. Jacques Boyer-Andrivet remplace M. Robert Boulin (Gironde, 9e circonscription).

M. Jean Ithurbide remplace M. Roland Nungesser (Val-de-Marne, 6e circonscription).

M. Henri Belcour remplace M. Jacques Chirac (Corrèze, 3e circonscription).

Les titulaires précédents ayant accepté des fonctions gouvernementales [9 mai 1967] (p. 950 et 951).

2. M. Paul Picard remplace M. Raymond Tézier (Isère, 4e circonscription), décédé (9 mai 1967) (p. 936).

3. — M. Jean Billaud remplace M. Marcel Guyot (Allier, 1re circonscription), décédé (*J.O.* 8 février 1968) (p. 1469) [2 avril 1968] (p. 967).

4. — M. Peyret-Forcade remplace M. Gabriel Macé (la Réunion, 1re circonscription), décédé (*J.O.* 17 février 1968) (p. 1786) [2 avril 1968] (p. 967).

5. — M. Ernest Barbier remplace M. Julien Cazelles (Var, 2e circonscription), décédé (*J.O.* 15 mars 1968) (p. 2657) [2 avril 1968] (p. 967.

6. — M. Jean Zuccarelli remplace M. Jacques Faggianelli (Corse, 2e circonscription) [2 mai 1968] (p. 1424) (1).

(1) Postérieurement à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

DÉSARMEMENT. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

DETTE RUSSE. — *Voy.* RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES, 1.

DIFFAMATION.

— au cours d'émissions de radio ou de télévision. — *Voy.* RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, 3.

DIRECTEURS D'ÉCOLES.

— Statut. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4 ; BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

DISPOSITIF D'OUVERTURE AUTOMATIQUE.

— des immeubles. — *Voy.* IMMEUBLES, 3.

(1) Election annulée par le Conseil constitutionnel le 30 janvier 1968.

DISPOSITIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER. — *Voy.* FINANCES PUBLIQUES.

DISSOLUTION. — *Voy.* ASSEMBLÉE NATIONALE (Dissolution).

DISTRICT.

— de la région parisienne. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12 ; RÉGION PARISIENNE, 3 et 4; URBANISME, 1; BUDGET 1968, 1 (Intérieur).

DIVORCE.

1. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 234 et 235 du Code civil relatifs à la procédure de divorce, transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 19** (1).

2. — Proposition de loi tendant à autoriser le divorce et la séparation de corps dans le cas d'aliénation mentale incurable de l'un des conjoints, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Dejean et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 263.**

DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE.

1. — Proposition de loi tendant à la création d'un établissement public chargé de l'information et des études économiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Chandernagor et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 618.**

2. — Proposition de loi portant création d'un centre d'études et de promotion des petites et moyennes entreprises, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Valentin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 760.**

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, Code civil, 23.

DOMAINES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Comptes spéciaux du Trésor) ; (Séquestres), art. 68 ; (Opérations commerciales), art. 69.

DONATIONS.

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 1039-2° du Code civil relatif aux donations entre époux, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 53** ; rapport le 8 décembre 1967 par M. Hoguet, **n° 567.** Adoption le 14 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 100.**

Transmise au Sénat le 14 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 92 (année 1967-1968)** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 113 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 53 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1179 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12863). — Rectificatif au *J. O.* du 18 janvier 1968 (p. 715).

DISCUSSION [14 décembre 1967] (p. 5915).

Les règles particulières concernant les donations entre époux ; la nullité des donations déguisées faites par personne interposée ; la rigueur particulière de la jurisprudence récente de la Cour de cassation en la matière ; la méconnaissance des droits des tiers; l'exigence par la pratique notariale de la signature des deux époux pour la vente d'un immeuble acheté avec les deniers donnés en cours de mariage ; les modifications apportées par la Commission au texte primitif ; l'objet limité du présent texte ; les trois cas possibles ; les dispositions transitoires ; l'agrément du Gouvernement au texte proposé qui concilie les intérêts du donateur et la sécurité des transactions (p. 5916) ; le principe de la non-rétroactivité des lois (*ibid.*).

Art. 1er et 2 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DONATIONS-PARTAGES. — *Voy.* SUCCESSIONS, 4.

DOUANES.

Projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 656** ; rapport le 2 mai 1968 par M. Ziller, **n° 734.**

Retrait de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement [15 mai 1968] (p. 1889).

DOUBLES IMPOSITIONS.

— Accords en vue d'éviter les. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS : Monaco, 11 ; Côte-d'Ivoire, 13 ; Pakistan, 15 ; Etats-Unis, 21.

DRAINAGE.

— des terres humides. — *Voy.* EXPLOITATIONS AGRICOLES, 1.

DROGUISTES-HERBORISTES.

— Distribution des produits vétérinaires. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

DROIT AU LOGEMENT. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 1er (p. 2034, 2035).

DROIT DE CIRCULATION.

— des boissons. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 7 (p. 3647, 3649, 3650, 3652, 3653, 3655).

DROIT DE FRANCISATION.

— des navires. — *Voy.* PORTS, 2.

DROIT DE PASSEPORT. — *Voy.* PORTS, 2.

DROIT DE PRÉEMPTION. — *Voy.* BAUX RURAUX, 2.

DROIT DE RÉPONSE.

— à la radio et à la télévision. — *Voy.* RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, 2.

DROITS DE SCEAU. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 7.

DROIT DE TIMBRE SUR LES CONNAISSEMENTS.

— Suppression. — *Voy.* PORTS, 2.

DROIT SYNDICAL. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

DUMPING COMMERCIAL. — *Voy.* COMMERCE, 1.

DUNKERQUE.

— Port. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

DURÉE DU SERVICE NATIONAL. — *Voy.* SERVICE NATIONAL, 2.

DURÉE DU TRAVAIL.

— Réduction. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11 ; BUDGET 1968, (Affaires sociales).

E

EAUX TERRITORIALES.

— Pêche dans les. — *Voy.* PÊCHES MARITIMES, 2.

ÉCOLES MATERNELLES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

ÉCONOMIE NATIONALE.

Rapport de M. le Premier Ministre sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques [15 juin 1967] (p. 1873).

ÉDUCATEUR PHYSIQUE.

— Profession. — *Voy.* SPORTS, 1.

ÉDUCATION NATIONALE.

1. — Proposition de loi tendant à l'intégration des instituteurs handicapés dans le cadre des attachés des services administratifs académiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Paquet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 350.**

2. — Projet de loi portant modification de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé, présenté à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 819.**

Voy. aussi : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION.

— des salaires féminins. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation), 5.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES (des 5 et 12 mars 1967) (1).

I. — Départements de la métropole.

AIN

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BARBEROT (Paul) [3 avril 1967] (p. 550).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. ANTHONIOZ (Marcel) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DE LA VERPILLIÈRE (Guy) [3 avril 1967] (p. 550).

AISNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. SABATIER (Guy) [3 avril 1967] (p. 550).

(1) Voir en tête de la présente table la liste alphabétique des députés et la liste des députés par départements et circonscriptions.

Elections générales.

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRICOUT (Edmond) [3 avril 1967] (p. 550).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. BRUGNON (Maurice) [3 avril 1967] (p. 550).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CATALIFAUD (Albert) [3 avril 1967] (p. 550).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROSSI (André) [3 avril 1967] (p. 550).

ALLIER

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. GUYOT (Marcel) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Maridet [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1422).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. NÈGRE (Jean) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Rolland [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1150).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. GINSBURGER (Roger) dit « VILLON (Pierre) » [3 avril 1967] (p. 550).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. PÉRONNET (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 550).

ALPES (BASSES-)

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. MASSOT (Marcel) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DELORME (Claude) [3 avril 1967] (p. 550).

ALPES (HAUTES-)

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DIDIER (Emile) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. DIJOUD (Paul) [3 avril 1967] (p. 550.).

ALPES (MARITIMES-)

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. BAREL (Virgile) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. MÉDECIN (Jacques) [3 avril 1967] (p. 550).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CLÉRICY (Paul) [3 avril 1967] (p. 550).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. PALMERO (Francis) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Pesucci [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1433).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CORNUT-GENTILLE (Bernard) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Salvadore [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1039, 1040).

6e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. ZILLER (Pierre) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. de Lorenzi [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1433).

ARDÈCHE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. CORNET (Pierre) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. ROCHE-DEFRANCE (Louis) [3 avril 1967] (p. 550).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. MOULIN (Jean) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Liogier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1148).

ARDENNES

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. MEUNIER (Lucien) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Vassal [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1426).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. LEBON (André) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DESSON (Guy) [3 avril 1967] (p. 550).

ARIÈGE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FAURE (Gilbert) [3 avril 1967] (p. 550).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DEJEAN (René) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Galy-Dejean [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1146).

AUBE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BRIOT (Louis) [3 avril 1967] (p. 550).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PIEDS (Bernard) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. GRANET (Paul) [3 avril 1967] (p. 550).

AUDE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. GUILLE (Georges) [3 avril 1967] (p. 550).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. VALS (Francis) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MILHAU (Lucien) [3 avril 1967] (p. 550).

AVEYRON

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BOSCARY-MONSSERVIN (Roland) [3 avril 1967] (p. 550).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. FABRE (Robert) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DELMAS (Louis) [3 avril 1967] (p. 550).

BOUCHES-DU-RHONE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. LECCIA (Bastien) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. MARQUAND-GAIRARD [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 octobre 1967 [19 octobre 1967] (p. 3871, 3872).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LOO (Charles) [3 avril 1967] (p. 550).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DEFFERRE (Gaston) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Grimaldi [3 avril 197] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1141).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. BILLOUX (François) [3 avril 1967] (p. 550).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. DOIZE (Pierre) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Gardeil [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1425).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. GARCIN (Edmond) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Hermouet [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1421).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. CERMOLACCE (Paul) [3 avril 1967] (p. 550).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. MASSE (Jean) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Bertrand [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1143, 1144).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. PHILIBERT (Louis) [3 avril 1967] (p. 550).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. RIEUBON (René) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Tristani [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1419).

11e circonscription. — Notification de l'élection de M. PRIVAT (Charles) [3 avril 1967] (p. 550).

CALVADOS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BUOT (Henri) [3 avril 1967] (p. 550).

Elections générales.

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Bisson (Robert) [3 avril 1967] (p. 550).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. d'Ornano (Michel) [3 avril 1967] (p. 550).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Triboulet (Raymond) [3 avril 1967] (p. 550).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Restout (Marcel) [3 avril 1967] (p. 550).

CANTAL

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Chauvet (Augustin) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Pompidou (Georges) [3 avril 1967] (p. 550).

CHARENTE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Réthoré (Raymond [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Gaillard (Félix) [3 avril 1967] (p. 550).

Contestation de l'élection par M. Laffitte [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1152, 1153).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Valentin (Jean) [3 avril 1967] (p. 550).

CHARENTE-MARITIME

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Salardaine (André) [3 avril 1967] (p. 550).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Bignon (Albert) [3 avril 1967] (p. 551).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Brugerolle (André) [3 avril 1967] (p. 551).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Daviaud (Daniel) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Ferri [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête du 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1146).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. de Lipkowski (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

CHER

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Boisdé (Raymond) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Boinvilliers (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Micouraud [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1434).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Bilbeau (Laurent) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Roques [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1159).

CORRÈZE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Montalat (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Dumas (Roland) [3 avril 1967] (p. 551).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Chirac (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

CORSE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Bozzi (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Bastiani [3 avril 1967] (p. 555).

Contestation de l'élection par M. Giacobbi [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3367, 3368).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Faggianelli (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Zuccarelli [3 avril 1967] (p. 555).

Annulation de l'élection le 24 janvier 1968 [*J.O.* 28 janvier 1968] (p. 1029), [2 avril 1968] (p. 970).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. de Rocca Serra (Jean-Paul) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestations de l'élection par MM. Mondolini et Bungelmi [3 avril 1967] (p. 555).

Annulation de l'élection le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3368, 3369).

COTE-D'OR

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. POUJADE (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BERGER (Henry) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHARLES (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. MORLEVAT (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

COTES-DU-NORD

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. LE FOLL (Yves) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Tessier [3 avril 1967] (p. 555).

Annulation de l'élection le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3372).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PLEVEN (René) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de Mlle DIENESCH (Marie-Madeleine) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. OLLIVRO (Edouard) [3 avril 1967] (p. 551).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOURDELLÈS (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Berre [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1142).

CREUSE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. de PIERREBOURG (Olivier) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHANDERNAGOR (André)) [3 avril 1967] (p. 551).

DORDOGNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. GUÉNA (Yves) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PIMONT (Louis) [3 avril 1967] (p. 551). Elections générales.

Contestation de l'élection par M. Aulong [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2246, 2247).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BONNET (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Arnaud [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1037).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. LACOSTE (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Janot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1151).

DOUBS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. WEINMAN (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOULLOCHE (André) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. FAURE (Edgar) [3 avril 1967] (p. 551).

DROME

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. RIBADEAU DUMAS (Roger) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PIC (Maurice) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Escoffier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1143).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. FILLIOUD (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

ESSONNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. COMBRISSON (Roger) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Cachat [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 22 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2249, 2250).

Elections générales.

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Boscher (Michel) [3 avril 1967] (p. 551).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Juquin (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Vizet (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

EURE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. de Broglie (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Lainé (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Demarquay [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1148, 1149).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Montagne (Rémy) [3 avril 1967] (p. 551).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Tomasini (René) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Gérente [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2245, 2246).

EURE-ET-LOIR

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Desouches (Edmond) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Vivier (Emile) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Thorailler [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 22 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2250).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Hoguet (Michel) [3 avril 1967] (p. 551).

FINISTÈRE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Michelet (Edmond) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Lombard (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. de Poulpiquet (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 551).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Prat (Roger) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Lelong [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3370).

5e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Caill (Antoine) [3 avril 1967] (p. 551).

6e *circonscription.* — Notification de l'élection de Mme Ploux (Suzanne) [3 avril 1967] (p. 551).

7e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Miossec (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 551).

8e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Orvoën (Louis) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Guyon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1141).

GARD

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Dayan (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Poudevigne (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Roucaute (Roger) [3 avril 1967] (p. 551).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Millet (Gilbert) [3 avril 1967] (p. 551).

GARONNE (HAUTE-)

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Rey (André) [3 avril 1967] (p. 551).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Rousselet (André) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Baudis [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1790, 1791).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Delpech (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. DARDÉ (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. DOUZANS (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUCOS (Hippolyte) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Barbé [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1147).

GERS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. VIGNAUX (Paul) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Brocas [3 avril 1967] (p. 555).

Annulation de l'élection le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3371).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. de MONTESQUIOU (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

GIRONDE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. VALLEIX (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHABAN-DELMAS (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. de Vichy [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1435).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DESCHAMPS (Henri) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. CASSAGNE (René) [3 avril 1967] (p. 551).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. ACHILLE-FOULD (Aymar) [3 avril 1967] (p. 551).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. BRETTES (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. CAZENAVE (Franck) [3 avril 1967] (p. 551).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAGORCE (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOULIN (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestations de l'élection par MM. Palmieri, Lavigne, Figeac [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2247).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. MAUGEIN (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

HAUTS-DE-SEINE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. L'HUILLIER (Waldeck) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHALANDON (Albin) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. TRICON (Emile) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. JANS (Parfait) [3 avril 1967] (p. 551).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. DEPREZ (Charles) [3 avril 1967] (p. 551).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. PERETTI (Achille) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Guy Petit [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1427).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. BARBET (Raymond) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Col [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1423).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. BAUMEL (Jacques) [3 avril 1967] (p. 551).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. LABBÉ (Claude) [3 avril 1967] (p. 551).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. GORSE (Georges) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Weibel [3 avril 1967] (p. 555).

Elections générales.

Contestation de l'élection par M. Germain [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet des requêtes le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1038, 1039).

11e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUCOLONÉ (Guy) [3 avril 1967] (p. 551).

12e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEVOL (Robert) [3 avril 1967] (p. 551).

13e circonscription. — Notification de l'élection de M. MAINGUY (Paul) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Cottencin [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1155, 1156).

HÉRAULT

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. PONSEILLÉ (Etienne) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Domergue [3 avril 1967] (p. 555).

Désistement de M. Domergue par décret du 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 678).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. SENES (Gilbert) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. ARRAUT (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. BALMIGÈRE (Paul) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Rauzy [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1037).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. BAYOU (Raoul) [3 avril 1967] (p. 551).

ILLE-ET-VILAINE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FRÉVILLE (Henri) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Cordoin [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1153).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LE DOUAREC (François) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MÉHAIGNERIE (Alexis) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. RENOUARD (Isidore) [3 avril 1967] (p. 551).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. COINTAT (Michel) [3 avril 1967] (p. 551).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOURGES (Yvon) [3 avril 1967] (p. 551).

INDRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. GERBAUD (François) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Deschizeaux [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 29 juin 1967 [30 juin 1967] (p. 2500, 2501).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEMOINE (Marcel) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BENARD-MOUSSEAUX (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

INDRE-ET-LOIRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. ROYER (Jean) [3 avril 1967] (p. 551).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEPAGE (Pierre) [3 avril 1967] (p. 551).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BERTHOUIN (Fernand) [3 avril 1967] (p. 551).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. VOISIN (André) [3 avril 1967] (p. 551).

Contestation de l'élection par M. Ballot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2247, 2248).

ISÈRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. PAQUET (Aimé) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. MENDÈS FRANCE [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. du Goujon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête du 2 juin 1967 [6 juin 1967] (p. 1627).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MAISONNAT (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. TEIZIER (Raymond) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Fagot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 22 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2250, 2251).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. MERMAZ (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. COSTE (Roger) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M .CATTIN-BAZIN (Maurice) [3 avril 1967] (p. 552).

JURA

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FEIT (René) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUHAMEL (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

LANDES

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. LAMARQUE-CANDO (Charles) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAVIELLE (Henri) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. COMMENAY (Jean-Marie) [3 avril 1967] (p. 552).

LOIR-ET-CHER

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. SUDREAU (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LOUSTAU (Kléber) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. YVON (Gérard) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Peron [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1150, 1151).

LOIRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. DURAFOUR (Michel) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. NEUWIRTH (Lucien) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHAZALON (André) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. CLAUDIUS-PETIT [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. TERRENOIRE (Alain) [3 avril 1967] (p. 552).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. RIVIÈRE (Paul) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. JACQUET (Michel) [3 avril 1967] (p. 552).

LOIRE (HAUTE-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BARROT (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHAZELLE (René) [3 avril 1967] (p. 552).

LOIRE-ATLANTIQUE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. REY (Henry) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHAUVEL (Christian) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MACQUET (Benoît) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Plancher [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1791).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. MAUJOÜAN DU GASSET (Joseph) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. HUNAULT (Xavier) [3 avril 1967] (p. 552).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. CARPENTIER (Georges) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élec-

Elections générales.

tion de M. GUICHARD (Olivier) [3 avril 1967] (p. 552).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. RICHARD (Lucien) [3 avril 1967] (p. 552).

LOIRET

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. DUVILLARD (Henri) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. SALLÉ (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHARIÉ (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. DENIAU (Xavier) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Raymond [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la contestation le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 677).

LOT

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FAURE (Maurice) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PONS (Bernard) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Thamier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 2 juin 1967 [6 juin 1967] (p. 1626, 1627).

LOT-ET-GARONNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BORDENEUVE (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. RUFFE (Hubert) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHLOESING (Edouard) [3 avril 1967] (p. 552).

LOZÈRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. COUDERC (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Massador [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1790).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DE CHAMBRUN (Charles) [3 avril 1967] (p. 552).

MAINE-ET-LOIRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. PISANI (Edgard) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. FOYER (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. RIVAIN (Philippe) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. HAURET (Robert) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. LE BAULT DE LA MORINIÈRE (René) [3 avril 1967] (p 552).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. LA COMBE (René) [3 avril 1967] 1967] (p. 552).

MANCHE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. GUILBERT (Raymond) [3 avril (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BIZET (Emile) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BAUDOUIN (Henri) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. GODEFROY (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. HÉBERT (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

MARNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. TAITTINGER (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. FALALA (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DEGRAEVE (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. MORILLON (Robert) [3 avril 1967] (p. 552).

MARNE (HAUTE-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FAVRE (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DELONG (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

MAYENNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BURON (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection e M. FOURMOND (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Bourdon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1137).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DENIS (Bertrand) [3 avril 1967] (p. 552).

MEURTHE-ET-MOSELLE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FOUCHET (Christian) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestations de l'élection par MM. Tislenkoff et Aubert [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet des requêtes les 11 mai et 16 mai 1967 (p. 1038).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. JACSON (William) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Barth [3 avril 1967] **(p. 555).**

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] **(p. 1432).**

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. WEBER (Pierre) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Capolungo [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 679).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. BICHAT (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. PICQUOT (André) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Varinot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1432).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. BERTHAND (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. TRORIAL (Jacques) [3 avril 1967] (p. 552).

MEUSE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. JACQUINOT (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BEAUGUITTE (André) [3 avril 1967] (p. 552).

MORBIHAN

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. MARCELLIN (Raymond) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BONNET (Christian) [3 avril 1967] (p. 552).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAUDRIN (Hervé) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. du HALGOUËT (Yves) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. ALLAINMAT (Yves) [3 avril 1967] (p. 552).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. IHUEL (Paul) [3 avril 1967] (p. 552).

MOSELLE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. MONDON (Raymond) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHAFF (Joseph) [3 avril 1967 (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Guermont [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1152).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DEPIÉTRI (César) [3 avril 1967] (p. 552).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHNEBELEN (Maurice) [3 avril 1967] (p. 552).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHWARTZ (Julien) [3 avril 1967] (p. 552).

6e circonscription. — Notification de l'élec-

Elections générales.

tion de M. COUMAROS (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. HINSBERGER (Etienne) [3 avril 1967] (p. 552).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. THOMAS (Georges) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Klein [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 677).

NIÈVRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BENOIST (Daniel) [3 avril 1967] (p. 552).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. HOSTIER (Robert) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Minot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1420).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MITTERRAND (François) [3 avril 1967] (p. 552).

NORD

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. CHRISTIAENS (Louis) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Levêque [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 2 juin 1967 [6 juin 1967] (p. 1627).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUTERNE (Henri) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Defrance [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1436).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DANEL (Liévin) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Kerros [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1436, 1437).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. CORNETTE (Arthur) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Menu [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1144).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. NOTEBART (Arthur) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Manoury [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1142, 1143).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAURENT (Marceau) [3 avril 1967] (p. 552).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. FRYS (Joseph) [3 avril 1967] (p. 552).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. DELVAINQUIÈRE (Jean) [3 avril 1967] (p. 552).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. BLARY (Henri) [3 avril 1967] (p. 552).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHUMANN (Maurice) [3 avril 1967] (p. 552).

11e circonscription. — Notification de l'élection de M. DENVERS (Albert) [3 avril 1967] (p. 552).

12e circonscription. — Notification de l'élection de M. CORNETTE (Maurice) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Vanpeperstraete [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1437).

13e circonscription. — Notification de l'élection de M. DAMETTE (Auguste) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Milon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1437, 1438).

14e circonscription. — Notification de l'élection de M. ROGER (Emile) [3 avril 1967) (p. 552).

15e circonscription. — Notification de l'élection de M. RAMETTE (Arthur) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Messager [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1420).

16e circonscription. — Notification de l'élection de M. GERNEZ (Raymond) [3 avril 1967] (p. 552).

Contestation de l'élection par M. Bardoux [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1138).

17e circonscription. — Notification de l'élection de M. LELOIR (Paul) [3 avril 1967] (p. 552).

18e circonscription. — Notification de l'élection de M. BUSTIN (Georges) [3 avril 1967] (p. 552).

19e circonscription. — Notification de l'élection de M. MUSMEAUX (Arthur) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Chauchoy [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1421).

20e circonscription. — Notification de l'élection de M. FIÉVEZ (Henri) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Delbauvre [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1423).

21e circonscription. — Notification de l'élection de M. NAVEAU (Charles) [3 avril 1967] (p. 553).

22e circonscription. — Notification de l'élection de M. FOREST (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Lanthier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1140).

23e circonscription. — Notification de l'élection de M. ELOY (Didier) [3 avril 1967] (p. 553).

OISE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. DASSAULT (Marcel) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Segonds [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 678).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. NESSLER (Edmond) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. HERSANT (Robert) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. QUENTIER (René) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Bruyère [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1435, 1436).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. BÉNARD (François) [3 avril 1967] (p. 553).

ORNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. TERRENOIRE (Louis) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOUDET (Roland) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Voyer [3 avril 1967] (p. 555).

Annulation de l'élection le 11 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3369).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. HALBOUT (Emile) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. du Bouchet [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1149, 1150).

PARIS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. KRIEG (Pierre-Charles) [3 avril 1967) (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Palley [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1155).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DOMINATI (Jacques) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. CAPITANT (René) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. BAS (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. FRÉDÉRIC-DUPONT (Edouard) [3 avril 1967) (p. 553).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOUSQUET (Raymond) [3 avril 1967] (p. 553).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. KASPEREIT (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 553).

8e circonscription. — Notification de l'élec-

Elections générales.

tion de M. LEPIDI (Jean-Charles) [3 avril 1967] (p. 553).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. FANTON (André) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Lebreton [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1158).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHAMBAZ (Jacques) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Malleville [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1037, 1038).

11e circonscription. — Notification de l'élection de M. FREY (Roger) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Maillet-Contoz [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2246).

12e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOURGOIN (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par Mme Finifter [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1154).

13e circonscription. — Notification de l'élection de M. COT (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

14e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOUCHENY (Serge) [3 avril 1967] (p. 553).

15e circonscription. — Notification de l'élection de M. de GRAILLY (Michel) [3 avril 1967] (p. 553).

16e circonscription. — Notification de l'élection de M. LUNET de la MALÈNE (Christian) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Francotte [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1427).

17e circonscription. — Notification de l'élection de M. MARETTE (Jacques) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par Mme Bertou [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai 1967 [16 mai 1967] (p. 1039).

18e circonscription. — Notification de l'élection de Mme de HAUTECLOCQUE (Nicole) [3 avril 1967) (p. 553).

19e circonscription. — Notification de l'élection de M. ROUX (Claude) [3 avril 1967] (p. 553).

20e circonscription. — Notification de l'élection de M. HABIB-DELONCLE (Michel) [3 avril 1967) (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Neige [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1157).

21e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEPEU (Bernard) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Barraud [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1157, 1158).

22e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAFAY (Bernard) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Sanglier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 679).

23e circonscription. — Notification de l'élection de M. FRANCK de PRÉAUMONT (Jean) [3 avril 1967) (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Burget [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1156).

24e circonscription. — Notification de l'élection de M. MISSOFFE (François) [3 avril 1967] (p. 553).

25e circonscription. — Notification de l'élection de M. ESTIER (Claude) [3 avril 1967] (p. 553).

26e circonscription. — Notification de l'élection de M. LE TAC (Joël) [3 avril 1967 (p. 553).

27e circonscription. — Notification de l'élection de M. BAILLOT (Louis) [3 avril 1967] (p. 553).

28e circonscription. — Notification de l'élection de M. RUAIS (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

29e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAURENT (Paul) [3 avril 1967] (p. 553).

30e circonscription. — Notification de

l'élection de Mme VERGNAUD (Claire) [3 avril 1967] (p. 553).

31e circonscription. — Notification de l'élection de M. VILLA (Lucien) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Marcenet [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 12 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3371).

PAS-DE-CALAIS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. MOLLET (Guy) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. GUIDET (Henri) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. MANCEY (André) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. BERAUD (Marcel) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Lakermance [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1430).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUMORTIER (Jeannil) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Meaux [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1140).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. LE SÉNÉCHAL (Louis) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Collette [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1430).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. VENDROUX (Jacques) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Lefebvre [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1431).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHOCHOY (Bernard) [3 avril 1967] (p. 553).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. CARLIER (Edouard) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Dubout [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1434, 1435).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. ANDRIEUX (Maurice) [3 avril 1967] (p. 553).

11e circonscription. — Notification de l'élection de Mme PRIN (Jeannette) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Calonne [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1424).

12e circonscription. — Notification de l'élection de M. DARRAS (Henri) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Cailleteau [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1144, 1145).

13e circonscription. — Notification de l'élection de M. DELELIS (André) [3 avril 1967] (p. 553).

14e circonscription. — Notification de l'élection de M. DARCHICOURT (Fernand) [3 avril 1967] (p. 553).

PUY-DE-DOME

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BOULAY (Arsène) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. GISCARD d'ESTAING (Valéry) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. PLANEIX (Joseph) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. SAUZEDDE (Fernand) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Legou [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p 1138, 1139).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUVAL (Michel) [3 avril 1967] (p. 553).

PYRÉNÉES (BASSES-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. LABARRÈRE (André) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élec-

Elections générales.

tion de M. EBRARD (Guy) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Micheu-Puyou [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1139).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. INCHAUSPÉ (Michel) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. MARIE (Raoul-Bernard) [3 avril 1967] (p. 553).

PYRÉNÉES (HAUTES-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BILLÈRES (René) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. GUERLIN (André) [3 avril 1967] (p. 553).

PYRÉNÉES-ORIENTALES

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. ALDUY (Paul) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. TOURNÉ (André) [3 avril 1967] (p. 553).

RHIN (BAS-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. RADIUS (René) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BORD (André) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. RITTER (Georges) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Hartmann [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1431).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. EHM (Albert) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. G. Klein [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1418).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEHN (Gérard) [3 avril 1967] (p. 553).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. WESTPHAL (Alfred) [3 avril 1967] (p. 553).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. GRUSSENMEYER (François) [3 avril 1967] (p. 553).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. SPRAUER (Germain) [3 avril 1967] (p. 553).

RHIN (HAUT-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BOROCCO (Edmond) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOURGEOIS (Georges) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. JENN (Alphonse) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. ZIMMERMANN (Raymond) [3 avril 1967] (p. 553).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. SCHOLER (Raymond) [3 avril 1967] (p. 553).

RHONE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. CAILLE (René) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. GUILLERMAIN (Henri) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. CHARRET (Edouard) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Gorjux [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1433, 1434).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. JOXE (Louis) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Gisclon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2248, 2249).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. COUSTÉ (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. HOUEL (Marcel) [3 avril 1967] (p. 553).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. DANILO (Philippe) [3 avril 1967] (p. 553).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. MORISON (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. VINSON (Georges) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Rivière [3 avril 1967] (p. 555).

Désistement de M. Rivière, décret du 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 678).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M ROSSELLI (Joseph) [3 avril 1967] (p. 553).

SAONE (HAUTE-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. VITTER (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1147).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. MAROSELLI (Jacques) [3 avril 1967] (p. 553).

SAONE-ET-LOIRE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. ESCANDE (Louis) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Malaud [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1147).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. DURAFFOUR (Paul) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BOUTHIÈRE (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 553).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. JARROT (André) [3 avril 1967] (p. 553).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. LAGRANGE (Roger) [3 avril 1967] (p. 553).

SARTHE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. CHAPALAIN (Jean-Yves) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. MANCEAU (Robert) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. FOUET (Albert) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Watine [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1149).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. LE THEULE (Joël) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Bone [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1789, 1790).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. d'AILLIÈRES (Michel) [3 avril 1967] (p. 553).

SAVOIE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. DELACHENAL (Jean) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. FONTANET (Joseph) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Blanche [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1152).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUMAS (Pierre) [3 avril 1967] (p. 553).

SAVOIE (HAUTE-)

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. BOSSON (Charles) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. PIANTA (Georges) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. HERZOG (Maurice) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Mazereau [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1790).

SEINE-MARITIME

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. DUSSEAULX (Roger) [3 avril 1967] (p. 553).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. LARUE (Tony) [3 avril 1967] (p. 553).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. LEROY (Roland) [3 avril 1967] (p. 553).

Elections générales.

4e circonscription. — Notification de l'élection de Mme PRIVAT (Colette) [3 avril 1967] (p. 553).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. BETTENCOURT (André) [3 avril 1967] (p. 553).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. GEORGES (Maurice) [3 avril 1967] (p. 553).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. DUROMÉA (André) [3 avril 1967] (p. 553).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. FOSSÉ (Roger) [3 avril 1967] (p. 553).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. OFFROY (Marie-Raymond) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Christel [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1148).

10e circonscription. — Notification de l'élection de M. DELATRE (Georges) [3 avril 1967] (p. 553).

Contestation de l'élection par M. Lanchon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 13 avril 1967 [18 avril 1967] (p. 679).

SEINE-ET-MARNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. JACQUET (Marc) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. RABOURDIN (Guy) [3 avril 1967] (p. 554).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. FLORNOY (Bertrand) [3 avril 1967] (p. 554).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. PEYREFITTE (Alain) [3 avril 1967] (p. 554).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. JULIA (Didier) [3 avril 1967] (p. 554).

SEINE-SAINT-DENIS

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. FAJON (Etienne) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Bonneville [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1425).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. GRENIER (Fernand) [3 avril 1967] (p. 554).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. ROCHET (Waldeck) [3 avril 1967] (p. 554).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. NILÈS (Maurice) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Depin [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1136, 1137).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. GOUHIER (Roger) [3 avril 1967] (p. 554).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. LOLIVE (Jean) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Bellot [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1424).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. ODRU (Louis) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Barroy [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1422).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. BALLANGER (Robert) [3 avril 1967] (p. 554).

9e circonscription. — Notification de l'élection de M. VALENET (Raymond) [3 avril 1967] (p. 554).

DEUX-SÈVRES

1re circonscription. — Notification de l'élection de Mme AYMÉ de la CHEVRELIÈRE (Marie-Magdeleine) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. FOUCHIER (Jacques) [3 avril 1967] (p. 554).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. BORDAGE (Augustin) [3 avril 1967] (p. 554).

SOMME

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. LAMPS (René) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. MASSOUBRE (Jean-Louis) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Gremetz [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1158, 1159).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Couillet (Michel) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Bignon [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1419).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. Lejeune (Max) [3 avril 1967] (p. 554).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. Luciani (Emile) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Leclercq [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1428).

TARN

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Raust (André) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Limouzy (Jacques) [3 avril 1967] (p. 554).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Sénale (Georges) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Raynal [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1137, 1138).

TARN-ET-GARONNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Delmas (Louis-Jean) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Ver (Antonin) [3 avril 1967] (p. 554).

VAL-DE-MARNE

1re circonscription. — Notification de l'élection de Mme Vaillant-Couturier (Marie-Claude) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Dupuy (Fernand) [3 avril 1967] (p. 554).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Gosnat (Georges) [3 avril 1967] (p. 554).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. Griotteray (Alain) [3 avril 1967] (p. 554).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. Billotte (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. Nungesser (Roland) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Hantrais [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1156, 1157).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. Vivien (Robert) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Roudier [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 8 juin 1967 [13 juin 1967] (p. 1791, 1792).

8e circonscription. — Notification de l'élection de M. Poirier (Jean-Marie) [3 avril 1967] (p. 554).

VAL-D'OISE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Poniatowski (Michel) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Richard (Jacques) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Weber [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 mai [16 mai 1967] (p. 1036).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Feix (Léon) [3 avril 1967] (p. 554).

4e circonscription. — Notification de l'élection de M. Ribière (René) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Hovnanian [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1426).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. Canacos (Henri) [3 avril 1967] (p. 554).

VAR

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Gaudin (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

Elections générales.

Contestation de l'élection par M. German [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967 (p. 1145).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Cazelles (Julien) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Pouyade (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Merle (Toussaint) [3 avril 1967] (p. 554).

VAUCLUSE

1re *circonscription.* — Notification de lection de M. Duffaut (Henri) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Ayme (Léon) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Marin (Fernand) [3 avril 1967] (p. 554).

VENDÉE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Caillaud (Paul) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Bousseau (Marcel) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Mauger (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Ansquer (Vincent) [3 avril 1967] (p. 554).

VIENNE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Vertadier (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Abelin (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Gombault [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 mai 1967 [19 mai 1967] (p. 1153, 1154).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Peyret (Claude) [3 avril 1967] (p. 554).

VIENNE (HAUTE-)

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Regaudie (René) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Rigout (Marcel) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Longequeue (Louis) [3 avril 1967] (p. 554).

VOSGES

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Hoffer (Marcel) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Lemaire (Maurice) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Poncelet (Christian) [3 avril 1967] (p. 554).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Voilquin (Albert) [3 avril 1967] (p. 554).

YONNE

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Périllier (Louis) [3 avril 1967] (p. 554).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Chamant (Jean) [3 avril 1967] (p. 554).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Perrot (Gaston) [3 avril 1967] (p. 554).

YVELINES

1re *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Jamot (Michel) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Mahmut [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1429).

2e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Palewski (Jean-Paul) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Vigne [3 avril 1967] (page 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1428).

3e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Métayer (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

4e *circonscription.* — Notification de l'élection de M. Clostermann (Pierre) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Couchevellou [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1429).

5e circonscription. — Notification de l'élection de M. Destremau (Bernard) [3 avril 1967] (p. 554).

6e circonscription. — Notification de l'élection de M. Wagner (Robert) [3 avril 1967] (p. 554).

7e circonscription. — Notification de l'élection de M. Quettier (Maurice) [3 avril 1967] (p. 554).

8e circonscription. — Notification de l'élection de Mme Thome-Patenotre (Jacqueline) [3 avril 1967] (p. 554).

TERRITOIRE DE BELFORT

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Dreyfus-Schmidt (Michel) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Bailly (Jean-Marie) [3 avril 1967] (p. 554).

II. — Départements d'outre-mer.

GUADELOUPE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Valentino (Paul) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestations de l'élection par MM. Dessout, Nicolo, Ibène [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet des requêtes le 3 novembre 1967 [3 novembre 1967] (p. 4453, 4454).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Lacavé (Paul) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Lisette [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 18 octobre 1967 [19 octobre 1967] (p. 3872).

3e circonscription. — Notification de l'élection de Mme Baclet (Albertine) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par Mme Archimède [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3372, 3373).

GUYANE

Notification de l'élection de M. Rivierez (Hector) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Heder [3 avril 1967] (p. 555). Elections générales.

Rejet de la requête le 11 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3370, 3371).

MARTINIQUE

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Petit (Camille) [3 avril 1967] (p. 554).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Césaire (Aimé) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Valcin [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 2 juin 1967 [6 juin 1967] (p. 1627, 1628).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Sablé (Victor) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Gratiant [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 29 juin 1967 [30 juin 1967] (p. 2501).

RÉUNION

1re circonscription. — Notification de l'élection de M. Debré (Michel) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Ponama [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 25 mai 1967 [30 mai 1967] (p. 1417, 1418).

2e circonscription. — Notification de l'élection de M. Macé (Gabriel) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Vergès [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 11 juillet 1967 [2 octobre 1967] (p. 3373).

3e circonscription. — Notification de l'élection de M. Cerneau (Marcel) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Payet [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 22 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2249).

III. — Territoires d'outre-mer.

COMORES

Notification de l'élection de M. Ibrahim Saïd (Adeham) [3 avril 1967] (p. 554).

Notification de l'élection de M. MOHAMED AHMED [3 avril 1967] (p. 554).

ILES WALLIS ET FUTUNA

Notification de l'élection de M. BRIAL (Benjamin) [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Loste [3 avril 1967] (p. 555).

Rejet de la requête le 21 juin 1967 [26 juin 1967] (p. 2248).

NOUVELLE-CALÉDONIE

Notification de l'élection de M. PIDJOT (Paul) [3 avril 1967] (p. 554).

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Notification de l'élection de M. SANFORD FRANCOS ARIIOEHAI [3 avril 1967] (p. 554).

Contestation de l'élection par M. Teariki [6 avril 1967] (p. 574).

Rejet de la requête le 29 juin 1967 [30 juin 1967] (p. 2501, 2502).

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Notification de l'élection de M. VENDROUX (Jacques) [3 avril 1967] (p. 554).

— Campagne électorale et résultats d'outre-mer. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

ÉLECTIONS (Annulations).

M. de Rocca Serra (Corse, 3e) [2 octobre 1967] (p. 3368, 3369).

M. Boudet (Orne, 2e) [2 octobre 1967] (p. 3369).

M. Vignaux (Gers, 1re) [2 octobre 1967] (p. 3371).

M. Le Foll (Côtes-du-Nord, 1re) [2 octobre 1967] (p. 3372),

M. Faggianelli (Corse, 2e) [24 janvier 1968] (*J. O.* du 28 janvier 1968, p. 1029).

Voy. aussi : ELECTIONS PARTIELLES.

ÉLECTIONS (Législation).

1. — Proposition de loi organique tendant à déclarer inéligibles pour les élections à l'Assemblée Nationale et au Sénat les membres du Conseil constitutionnel, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Michel Durafour (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 436.**

2. — Proposition de loi tendant à compléter le Code électoral en vue de la prise en considération des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Palmero (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 438.**

3. — Proposition de loi organique tendant à modifier certains articles du Code électoral de façon à prévoir le remplacement par des élections partielles des membres du Parlement dont le siège devient vacant, présentée au Sénat le 21 décembre 1966 par M. Robert Bruyneel (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 205 (année 1966-1967)** ; rapport le 9 mai 1967 par M. Bruyneel, **n° 230 (année 1966-1967).** Adoption le 26 octobre 1967. — Proposition de loi **n° 3 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 26 octobre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 481.**

4. — Proposition de loi tendant à modifier certains articles du Code électoral, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mai 1968 par M. le Président du Sénat (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 806.**

5. — Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 828.**

ÉLECTIONS PARTIELLES.

Corse (3 circonscription). — Proclamation de l'élection de M. de Rocca Serra [2 octobre 1967] (p. 3362) (1).

Contestation de l'élection [2 octobre 1967] (p. 3365).

Rejet des requêtes [2 avril 1968] (p. 971).

Côtes-du-Nord (1er circonscription). — Proclamation de l'élection de M. Le Foll [2 octobre 1967] (p. 3362) (1).

Gers (1re circonscription). — Proclamation de l'élection de M. Vignaux [2 octobre 1967] (p. 3362) (1).

Orne (2e circonscription). — Proclamation de l'élection de M. Boudet [2 octobre 1967] (p. 3362) (1).

Corse (2e circonscription). — Proclamation de l'élection de M. Zuccarelli [2 mai 1968] (p. 1424) (1).

Contestation de l'élection [10 mai 1968] (p. 1756).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES.

Proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Voisin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 66** ; rapport le 23 novembre 1967 par M. Fanton, **n° 520**.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE. — *Voy.* Grève (Droit de), 1.

ÉLECTRIFICATION RURALE. — *Voy.* Budget 1968, 1 (Agriculture) et après art. 72 (2e délibération).

ÉLECTRO-RADIOLOGIE.

— Profession de manipulateur d'. — *Voy.* Auxiliaires médicaux, 1.

(1) Election précédemment annulée par le Conseil constitutionnel.

ÉLEVAGE.

1. — Proposition de loi tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin, chevalin et ovin, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Dusseaulx et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 118**.

2. — Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre la brucellose bovine, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Bousseau et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 161**.

3. — Proposition de loi portant réforme de la commercialisation des produits agricoles d'origine végétale destinés à l'alimentation des animaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Ansquer et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 202**.

4. — Proposition de loi tendant à créer une appellation d'origine destinée à protéger la production traditionnelle de veaux de lait dans le département de la Corrèze, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par MM. Roland Dumas et Montalat (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 400** ; rapport le 14 décembre 1967 par M. Fabre, **n° 584**.

5. — Proposition de loi tendant à organiser une lutte rapide contre la brucellose bovine, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Maroselli et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 403**.

6. — Proposition de loi tendant à généraliser la lutte contre la brucellose bovine, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 par M. Hostier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 635**.

Voy. aussi : Questions orales (avec débat), n° 11 ; Budget 1968, 1 (Agriculture).

EMPLOI.

1. — Proposition de loi instituant une allocation en faveur des jeunes demandeurs d'un premier emploi et maintenant leurs droits au titre des allocations familiales et de la sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Canacos et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 479**.

2. — Proposition de loi tendant à la création dans le cadre du Fonds national de l'emploi d'une Caisse autonome de garantie des emprunts contractés, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Claude Guichard (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 559**.

3. — Proposition de loi tendant à instituer pour tous les travailleurs du secteur privé, en sus de l'aide de l'Etat, une indemnisation du chômage partiel à la charge de l'employeur, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Ramette et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 671**.

4. — Proposition de loi tendant à assurer la garantie de l'emploi et à protéger les salariés contre les licenciements arbitraires, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Baillot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 742**.

5. — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 748** ; rapport le 10 mai 1968 par M. Caille, **n° 794**. Adoption le 15 mai 1968. — Proposition de loi **n° 138**.

Transmise au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 171 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1844).

La rédaction défectueuse de deux articles de l'ordonnance du 13 juillet 1967 (p. 1845) ; les interprétations restrictives découlant de l'adverbe « légalement » ; le souci des auteurs de la proposition de loi de renforcer l'efficacité de l'ordonnance.

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1845) ; le vœu du Gouvernement de voir adopter la présente proposition de loi.

Question préalable opposée par M. Ballanger, en vertu de l'article 91, alinéa 3, du Règlement (*ibid.*) ; la nécessité d'un débat de ratification des ordonnances prises en juin 1967 ; les manifestations contre les ordonnances antisociales (p. 1845, 1846) ; l'incapacité de la politique actuelle à équilibrer les recettes et les dépenses de la Sécurité sociale ; la nécessité d'un débat parlementaire permettant à chaque député de se prononcer clairement sur les ordonnances.

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1846) ; la consultation des organisations syndicales des travailleurs salariés pour l'élaboration des ordonnances concernant l'emploi ; le débat sur les ordonnances qui s'est instauré au Parlement à la suite du dépôt de motions de censure.

Rejet au scrutin de la question préalable (p. 1847) ; liste des votants (p. 1907).

Art. 1er : *Modification de la première phrase du premier alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 67-581* ; adoption avec modification.

Art. 2 : *Modification de la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance* ; adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1847).

6. — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-578 du 13 juillet 1967 créant une agence nationale pour l'emploi, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 749** ; rapport le 10 mai 1968 par M. Bichat, **n° 793**. Adoption le 15 mai 1968. — Proposition de loi **n° 139**.

Transmise au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyée

à la Commission des affaires sociales), **n° 172 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1847).

L'historique de la législation du placement ; les bureaux publics ; les abus ; le contrôle par les services départementaux de la main-d'œuvre institués par la loi du 11 octobre 1940 ; l'activité souvent nocive des intermédiaires ; le souci de la commission de permettre le contrôle des publicités commerciales en interdisant les allégations fausses ou induisant en erreur (*ibid.*) ; le bon accueil fait par les départements d'outre-mer à l'ordonnance créant une agence nationale pour l'emploi ; la situation de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; le bureau de placement de Pointe-à-Pitre ; l'unanimité des représentants des D.O.M. sur les situations locales.

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1848) ; la création dans les D.O.M. des structures de l'agence telles qu'elles ont été établies en métropole.

Art. 1er (p. 1849) : *Modification du titre de l'ordonnance ;* adoption.

Art. 2 : *Modification de l'ordonnance ;* l'extension de la réglementation aux offres de travaux à domicile ; adoption avec modification de l'article.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

— Problèmes de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1 ; POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation), 1 ; MOTIONS DE CENSURE, n° 4 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7 ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 45 ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale. — Affaires sociales. — Services du Premier Ministre : Commissariat au Plan) ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

EMPLOYÉS DE MAISON.

— Médecine du travail. — *Voy.* MÉDECINE SOCIALE, 1.

EMPRUNT.

Proposition de loi tendant à réglementer le courtage entre prêteurs de capitaux et emprunteurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Louis-Jean Delmas et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 689.**

EMPRUNT NATIONAL.

— Répartition du produit de l'. — *Voy.* BUDGET 1967, 1, art. 2.

ÉNERGIE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie).

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

— Unification du réseau. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 24.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

Projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 642** ; rapport le 15 mai 1968 par M. Foyer, **n° 814.** Adoption le 16 mai 1968. — Projet de loi **n° 143.**

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 180 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [16 mai 1968] (p. 1911).

L'originalité du présent projet de loi ; la Convention de Paris et la Convention de Bruxelles ; les innovations introduites dans le projet par rapport à ces conventions ; la présomption instituée par le Gouvernement ; le délai de dix ans dont dispose la victime pour faire valoir ses droits ; le cas de force majeure des catastrophes en matière d'énergie atomique ; les solutions retenues par diverses législations étrangères ; les conventions internationales (*ibid.*) : la ratification des quatre conventions autorisées par la loi du 12 novembre 1965 (p. 1912) ; le régime spécial institué par les deux conventions ; le régime de responsabilité purement objective

pesant sur le seul exploitant ; la limitation de la validité de la loi intérimaire jusqu'à la mise en vigueur sur le territoire français des dispositions conventionnelles.

Art. 1er à 4 (p. 1912) ; adoption.

Art. 5 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 1913).

Art. 6 et 7 : adoption avec modification.

Art. 8 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 1914).

Art. 9 et 10 : adoption.

Art. 11 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 11.

Art. 12 : adoption (*ibid.*).

Art. 13 à 16 : adoption (p. 1915).

Art. 17 : l'institution d'une juridiction unique, compte tenu de la limitation des responsabilités à 600 millions de francs par accident ; adoption de l'article avec modification (p. 1916).

Art. 18 : adoption avec modification.

Art. 19 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 19.

Art. 20 : adoption.

Art. 21 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 22 (p. 1917) ; le lien entre la validité des dispositions de la loi interne et celles des dispositions de la Convention de Paris ; adoption avec modification.

Articles additionnels : adoption de deux amendements tendant à introduire des articles additionnels.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Industrie. — Services du Premier Ministre) ; DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, n° 9.

ENFANCE DÉLINQUANTE. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 6.

ENFANCE INADAPTÉE.

Proposition de loi tendant à assurer aux enfants handicapés physiques ou mentaux le bénéfice des dispositions de la loi du 28 mars 1882.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles familiales et sociales), **n° 12.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Education nationale. — Jeunesse et sport) ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4 ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 42.

ENFANCE MARTYRE.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 342.**

Voy. aussi : QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 18.

ENFANTS.

— poursuivant leurs études au-delà de 20 ans. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES, 6.

ENFANTS HANDICAPÉS. — *Voy.* ENFANCE INADAPTÉE.

ENFANTS INFIRMES.

— Couverture du risque maladie. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES, 4.

ENFANTS NATURELS.

— Droits successoraux. — *Voy.* SUCCESSIONS, 3.

ENGAGÉS.

— Recrutement. — *Voy.* SERVICE NATIONAL, 2.

— Age de l'engagement. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 6.

ENGINS BALISTIQUES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

ENGRAIS.

— Régime fiscal. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 3.

ENQUÊTES ÉCONOMIQUES.

— Fonctionnaires des. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

ENSEIGNEMENT SPORTIF. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Proposition de loi tendant à la création de prestations d'études en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par MM. de Montesquiou, Vivien et Cazenave (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 230.**

Voy. BUDGET 1968, 1 (Education nationale), art. 36 (p. 4897); COMMISSIONS D'ENQUÊTE, 6.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4; BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

ENTREPRISES DE CONSTRUCTION.

— T.V.A. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, ap. art. 6.

ENTREPRISES DE PRESSE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 6 (p. 3581 à 3585).

ENTREPRISES NATIONALES.

— Financement. — *Voy.* BUDGET 1967, 1 (Discussion générale), art. 2.

Voy. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

ENTREPRISES NATIONALISÉES.

— Filiales. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

ENTREPRISES PUBLIQUES.

Proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. de la Malène (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 84.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Discussion générale).

ÉPARGNE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale).

ÉQUIPEMENT HOSPITALIER. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14; BUDGET 1967, 2 (Discussion générale); BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

ÉQUIPEMENT RURAL.

— Subventions. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 59.

ÉQUIPEMENT SCOLAIRE.

Proposition de loi tendant à autoriser la prise de possession des terrains non bâtis ou jugés tels, nécessaires à la réalisation des programmes d'équipement scolaire des collectivités locales, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Rabourdin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 207.**

ÉQUIPEMENT SPORTIF. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

ÉQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-ÉDUCATIF.

— Rapport sur la mise en œuvre du second plan d'équipement. — *Voy.* SPORTS, 2.

ÉQUIPEMENTS URBAINS.

— Financement. — *Voy.* URBANISME, 1 Titre IV (p. 2286 et suiv., p. 2519.).

ESPACE (Exploration).

— Rapport de M. le Premier Ministre sur l'activité du Centre national d'études spatiales dour la période du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1967 [19 octobre 1967] (p. 3870).

ESPAGNE.

— Adhésion au Marché commun. — *Voy.* BUDGET pour 1968, 1 (Affaires étrangères).

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX OU INSALUBRES.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie), art. 74.

ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE (E.N.I.M).

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. — III. Marine marchande).

ÉTATS AFRICAINS ET MALGACHE.

Assistance aux armées nationales. — *Voy.* BUDGET 1967, art. 32 (Coopération).

ÉTAT CIVIL.

Projet de loi relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 641**; rapport le 19 avril 1968 par M. Krieg, **n° 706.** Adoption le 25 avril 1968. — Projet de loi **n° 128.**

Transmis au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) **n° 130 (année 1967-1968)**; rapport le 22 mai 1968 par M. Geoffroy, **n° 185 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [25 avril 1968] (p. 1354).

La difficulté des questions d'état civil ; le service établi à Nantes, chargé de recevoir en dépôt certains registres de l'état civil ; les « jugements supplétifs d'actes d'état civil » ; la procédure de l'acte de notoriété (p. 1354) ; le cas des 945.000 rapatriés d'Algérie ; les actes d'état civil des personnes dites « de statut européen » domiciliées en Algérie avant l'indépendance ; la reconstitution de l'état civil des intéressés ; les déclarations des témoins (p. 1355) ; les possibilités de rectification (p. 1356).

Art. 1er à 3 : adoption.

Art. 4 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 5 : adoption (*ibid.*).

Art. 6 à 8 : adoption (p. 1357).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

ÉTATS-UNIS.

— Convention consulaire. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 7.

— Convention fiscale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 21.

ÉTRANGERS.

— Mariage en France. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 18.

ÉTUDIANTS.

— Logement. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 3.

— Manifestations de mai 1968. — *Voy.* AMNISTIE, 7, 8 et 11 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16 ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 9 et 10 ; RAPPELS AU RÈGLEMENT, nos 46, 49, 52 ; COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE, 4, 5.

ÉTUDIANTS SALARIÉS.

— Charte. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 4.

EURATOM. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9; BUDGET 1968, 1 (1. Services du Premier Ministre).

EUROPE.

— Construction de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1 ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 15.

EXPERTS-COMPTABLES.

— *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 1, 2, 3 et 5.

EXPERT EN AUTOMOBILES.

— *Voy.* AUTOMOBILES, 1, 2 et 3.

Voy. aussi : ORDRES PROFESSIONNELS.

EXPERTS JUDICIAIRES.

— Ordre. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 2.

EXPERTISE DOUANIÈRE.

— Réforme. — *Voy.* DOUANES, 1.

EXPLOITANTS AGRICOLES.

Voy. D. O. M., 2.

— Majoration de la cotisation individuelle de vieillesse. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 24 (p. 3628).

EXPLOITATION AGRICOLE.

1. — Proposition de loi autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 7**; rapport le 10 octobre 1967 par M. Cointat, **n° 457.** Adoption le 21 novembre 1967. — Proposition de loi **n° 76.**

Transmise au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 32 (année 1967-1968)**; rapport le 30 novembre 1967 par M. Lalloi, **n° 51 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 7 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 15 (année 1967-1968).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 566**; rapport le 14 décembre 1967 par M. Cointat, **n° 583.** Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 113.**

Loi n° 67-1177 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12862).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5112).

L'adoption de ce texte en première lecture par le Sénat (p. 5113) ; le retard des travaux de drainage sur les prévisions des différents plans ; le coût élevé du drainage ; la difficulté de grouper les propriétaires (*ibid.*).

Article unique : adoption avec modification (p. 5114).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [19 décembre 1967] (p. 6042).

Les neuf amendements rédactionnels apportés par le Sénat (p. 6042).

Article unique : adoption (*ibid.*).

2. — Proposition de loi tendant à prolonger le délai de deux ans fixé par l'article 7 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 prévoyant la définition des exploitations types (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 10.**

3. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Bizet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 255.**

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962/1967 (Agriculture, § 1).

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table des Matières, 2e législature 1962/1967 (Agriculture § 3).

4. — Proposition de loi relative à l'aménagement de l'indemnité viagère de départ en agriculture, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par MM. Cointat et Laudrin (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 434.**

— Attribution préférentielle. — *Voy.* SUCCESSIONS, 2.

EXPLOITATION FAMILIALE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

EXPORTATIONS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, (Discussion générale. — Services financiers).

EXPROPRIATION.

Proposition de loi tendant à assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Vivien et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 117.**

Voy. URBANISME, 1, art. 14 (p. 2221 à 2238).

F

FACULTÉS.

— Rentrée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 21.

FAILLITE ET RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 92**; rapport le 1er juin 1967 par M. Ithurbide, **n° 265**. Adoption le 7 juin 1967. — Projet de loi **n° 23.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 296 (année 1966-1967)** ; rapport le 20 juin 1967 par M. Molle, **n° 313 (année 1966-1967)**; avis le 22 juin 1967 par M. Lambert au nom de la Commission des affaires sociales, **n° 315 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications le 22 juin 1967. — Projet de loi **n° 138 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 360**; rapport le 28 juin 1967 par M. Ithurbide (au nom de la Commission mixte paritaire), **n° 373.** Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 50.**

Rapport au Sénat le 29 juin 1967 par M. Molle au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 337 (année 1966-1967).** Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 154 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-563 du 13 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 14 juillet 1967 (p. 7059).

DISCUSSION [6 juin 1967] (p. 1605, 1614), [7 juin 1967] (p. 1652, 1667).

L'hommage public à M. Foyer, Garde des Sceaux du Gouvernement précédent (p. 1606); l'historique de la faillite : les principales époques ; le projet « Miromesnil » ; le Code de commerce de 1807 ; la loi du 26 mai 1838 ; la compétence exclusive de la juridiction commerciale en matière de faillite ; la loi du 4 mars 1889 instituant la liquidation judiciaire ; le décret du 20 mai 1955 ; la création du règlement judiciaire ; la complexité des mécanismes de la faillite ; la distinction de l'homme et de l'entreprise ; l'idée fondamentale du présent texte (p. 1607, 1617) ; l'allégement de la procédure (p. 1607, 1717); les sanctions civiles (p. 1607); l'inorganisation de la déconfiture civile (p. 1607, 1616) ; le cas des personnes morales non commerçantes (p. 1607, 1608, 1616, 1617, 1618) ; la dualité des juridictions instituées par le projet de loi et les difficultés qui en résulteront (p. 1607, 1608, 1618) ; l'application par la jurisprudence de la notion de commercialité à quantité de personnes mo-

Faillite et règlement judiciaire.

rales ; le choix possible du Gouvernement entre trois solutions (p. 1608) ; la substitution du terme « syndic » à celui « d'administrateur au règlement judiciaire (*ibid.*) ; le privilège des salariés (p. 1609, 1617) ; les abus résultant de l'extension du super-privilège (p. 1609) ; l'indemnité de licenciement (p. 1609, 1617) ; l'attention particulière du Gouvernement et de la Commission pour l'aspect social du problème ; le caractère précédemment occulte des créances du Trésor public ; l'institution éventuelle d'un « concordat préventif » (p. 1610, 1617, 1619) ; le travail de la Commission ; les conditions hâtives de l'étude du texte (p. 1610, 1617).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 1610 à 1612) ; l'importance du texte en cause ; la loi de 1889 et la liquidation judiciaire ; le décret du 20 mai 1955 et le règlement judiciaire ; les critiques suscitées par la réforme ; les études entreprises par la Commission de la Chancellerie créée en 1963 et l'équipe de l'Inspection des finances constituée en 1964; la distinction dorénavant faite entre l'homme et l'entreprise ; l'information des créanciers ; la publicité du privilège du Trésor ; l'amélioration de la situation des salariés et celle de la procédure ; le renforcement du rôle du parquet ; les dispositions pénales ; le point de litige entre la Commission et le Gouvernement : l'extension de la procédure du règlement collectif du passif à des personnes morales le droit privé, même non commerçantes ; les sociétés civiles immobilières ; le cas des coopératives agricoles et des associations constituées en application de la loi de 1901 ; la dualité de juridiction ; le « concordat préventif » ; l'organisation à long terme de la déconfiture civile.

Question préalable opposée par M. Defferre en vertu de l'article 91, alinéa 3, du Règlement (p. 1614) ; la nécessité pour le Gouvernement de faire aujourd'hui même une déclaration sur les événements du Moyen-Orient et de faire suivre cette déclaration d'un débat ; l'attitude des membres du groupe des Républicains indépendants ; le « domaine réservé » ; la nécessité absolue de mettre un terme à la guerre au Moyen-Orient ; la confiance faite au Gouvernement par le groupe de l'Union démocratique pour la Ve République (p. 1615) ; la question de la procédure ; l'impossibilité de renvoyer la discussion du présent texte ; l'action diplomatique de haute portée entreprise par la France ; l'absence de lien entre le projet de loi en discussion et la situation internationale ; le

Rejet au scrutin de la question préalable (p. 1616) ; liste des votants (p. 1643).

L'actualité brûlante du présent projet de loi ; l'innovation importante introduite par ce texte ; le règlement par un même texte de notions juridiques pourtant très différentes : la faillite ou liquidation des biens, de caractère commercial et la déconfiture civile, de caractère civil ; les graves conflits de compétence qui risquent d'en résulter ; la nécessité de réduire le champ d'application du projet et de soumettre au Parlement ultérieurement un autre projet intéressant particulièrement le règlement ou la liquidation des dettes civiles (*ibid.*) ; la prudence nécessaire en matière de réforme de la procédure (p. 1617) ; les actes inopposables à la masse ; la législation applicable dans les départements d'Alsace-Lorraine (p. 1617, 1618) ; les solutions d'ordre général à prévoir en vue d'empêcher les désastres industriels ou commerciaux comme il s'en est produit à une date récente ; les causes profondes de la cessation de paiement ; l'entreprise, fonction sociale.

TITRE 1er. — *Règlement judiciaire et liquidation des biens.*

Chapitre Ier : *Cessation des paiements* (p. 1619).

Art. 1er et 2 : adoption avec modifications (p. 1621).

Art. 3 et 4 : adoption (*ibid.*).

Art. 5 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 6 : adoption (*ibid.*).

Art. 7 : adoption avec modifications (p. 1622).

Chapitre II : *Les organes du règlement judiciaire et de la liquidation des biens.*

Art. 8 et 9 : adoption (*ibid.*).

Art. 10 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 11 et 12 : adoption (*ibid.*).

Avant l'Art. 13 : réserve d'un amendement introduisant un article nouveau (*ibid.*).

Chapitre III : *Effets du jugement sur le patrimoine du débiteur.*

Section 1 : *Gestion du patrimoine* (p. 1623).

Art. 13 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 14 : adoption (*ibid.*).

Section II : *Mesures conservatoires.*

Art. 15 : adoption (p. 1623).

Après l'Art. 15 : adoption d'un amendement introduisant un article nouveau (*ibid.*).

Art. 16 à 18 : adoption (*ibid.*).

Art. 19 : adoption avec modifications.

Art. 20 : adoption (*ibid.*).

Section III : *Continuation de l'exploitation ou de l'activité.*

Art. 21 : adoption avec modifications (p. 1624).

Art. 22 : adoption (*ibid.*).

Art. 23 : adoption avec modifications (p. 1625).

Art. 24 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 25 : adoption (*ibid.*).

Section IV : *Actes inopposables à la masse.*

Art. 26 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1626).

Art. 27 (p. 1652) ; suppression.

Art. 28 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Après l'Art. 28 : adoption d'un amendement insérant un nouvel article (*ibid.*).

Art. 29 : adoption avec modifications (p. 1653).

Art. 30 : adoption (*ibid.*).

Art. 31 : suppression (*ibid.*).

Avant l'Art. 13 (suite) (*ibid.*) ; adoption de l'amendement insérant un nouvel article (p. 1654).

Chapitre IV : *Passif du débiteur* (p. 1654).

Section 1 : *Dispositions générales.*

Art. 32 et 33 : adoption (*ibid.*).

Art. 34 et 35 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 36 : adoption (*ibid.*).

Art. 37 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1655).

Art. 38 et 39 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Après l'Art. 39 : adoption d'un amendement insérant un nouvel article (*ibid.*).

Art. 40 : adoption (*ibid.*).

Art. 41 (*ibid.*) ; suppression (p. 1656).

Section 2 : *Cautions et autres coobligés.*

Art. 42 à 45 : adoption (*ibid.*).

Section 3 : *Privilège des salariés.*

Art. 46 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 47 : adoption avec modifications (p. 1657).

Faillite et règlement judiciaire.

Art. 48 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Section 4 : *Rapports entre bailleurs et locataires.*

Art. 49 : adoption (*ibid.*).

Art. 50 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Section 5 : *Droits du conjoint.*

Art. 51 à 54 : adoption (p. 1657).

Section 6 : *Droits du vendeur de meubles et revendications.*

Art. 55 à 59 : adoption (*ibid.*).

Art. 60 à 62 : adoption (p. 1658).

Chapitre V : *Solutions du règlement judiciaire et de la liquidation des biens.*

Section 1 : *Solutions du règlement judiciaire.*

Art. 63, 64 et 65 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 66 (*ibid.*) : adoption avec modifications (p. 1659).

Art. 67 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 68 et 69 : adoption (*ibid.*).

Art. 70 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 71 : adoption avec modifications (p. 1660).

Art. 72 : adoption (*ibid.*).

Art. 73 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 74 et 75 : adoption (*ibid.*).

Section 2 : *Solution de la liquidation des biens.*

Art. 76 : réserve.

Art. 77 et 78 : adoption (p. 1660).

Art. 79 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1661).

Art. 80 (*ibid.*) ; réserve.

Art. 81 à 83 : adoption (*ibid.*).

Art. 84 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 85 et 86 : adoption (*ibid.*).

Section 3 : *Clôture pour insuffisance d'actif.*

Art. 87 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1662).

Art. 88 : adoption (*ibid.*).

Section 4 : *Clôture pour extinction du passif.*

Faillite et règlement judiciaire.

Art. 89 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Section 5 : *Dispositions générales.*

Art. 90 et 91 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Avant l'Art. 92 : adoption d'un amendement modifiant l'intitulé du chapitre VI : *Dispositions particulières aux sociétés et à leurs dirigeants* (ibid.).

Art. 92 (p. 1663) ; suppression.

Art. 93 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 94 : adoption (*ibid.*).

Art. 95 à 98 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Chapitre VII : *Voies de recours* (p. 1664).

Art. 99 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Titre II. — *Faillite personnelle, autres sanctions et réhabilitation.*

Art. 100 : adoption avec modification (*ibid.*).

Chapitre Ier : *Faillite personnelle et autres sanctions.*

Art. 101 : adoption avec modifications (p. 1664).

Art. 102 (p. 1667) ; adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 103 et 104 : adoption.

Art. 105 à 107 (p. 1668) ; adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 108 : adoption.

Chapitre II : *La réhabilitation.*

Art. 109 : adoption.

Art. 110 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1669).

Art. 111 : adoption.

Art. 112 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 113 : adoption (*ibid.*).

Art. 114 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 115 à 121 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Titre III. — *Banqueroutes et autres infractions* (p. 1670).

Art. 122 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Chapitre Ier : *Banqueroutes et délits assimilés aux banqueroutes.*

Art. 123 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Section 1 : *Banqueroute simple.*

Art. 124 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 125 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1671).

Section 2 : *Banqueroute frauduleuse.*

Art. 126 : adoption.

Section 3 : *Délits assimilés aux banqueroutes.*

Art. 127 et 128 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 129 (p. 1672) ; adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 130 : suppression (*ibid.*).

Art. 131 : adoption.

Section 4 : *Poursuite des infractions de banqueroute et des délits assimilés.*

Art. 132 à 138 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *Autres infractions.*

Art. 139 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1673).

Art. 140 à 143 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 144 : adoption avec modification (*ibid.*).

Chapitre III : *Dispositions particulières.*

Art. 145 : adoption.

Titre IV. — *Dispositions diverses.*

Art. 146 : adoption avec modifications (p. 1674).

Art. 147 et 148 : adoption (*ibid.*).

Art. 149 et 150 : adoption avec modifications (*ibid.*).

Art. 151 (*ibid.*) ; adoption avec modifications (p. 1675).

Art. 152 : adoption avec modifications (p. 1676).

Art. 153 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 154 : suppression (*ibid.*).

Après l'Art. 154 : adoption de trois amendements insérant des articles nouveaux (p. 1676, 1677).

Art. 155 et 156 : adoption (p. 1677).

Art. 76 (suite) ; adoption avec modifications (p. 1678).

Art. 80 (suite) : adoption avec modifications (p. 1679).

Explications de vote : les intentions politiques incluses dans le présent projet ; les difficultés supplémentaires qui en résulteront pour les petits commerçants ; la concentration commerciale ; l'abstention du groupe communiste (p. 1679).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1679).

Discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire [1er juillet 1967] (p. 2537).

La réunion de la Commission mixte paritaire le 28 juin 1967 ; le texte commun adopté ; les divergences existant entre les deux Assemblées au sujet de l'extension du champ d'application de la loi aux personnes morales de droit privé non commerçantes (*ibid.*) ; la lettre adressée par le Garde des Sceaux à la Commission mixte (p. 2538) ; le caractère peu satisfaisant du compromis intervenu ; l'inconvénient de la dualité de juridiction ; les mérites du projet de loi qui va être voté (*ibid.*) ; la préparation nécessaire d'un projet complet sur la déconfiture (p. 2539).

Texte proposé par la Commission mixte paritaire (p. 2539 à 2544).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

FAITS PERSONNELS. — *Voy.* INCIDENTS ET FAITS PERSONNELS.

FARINE.

— Livraisons aux boulangers. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 19.

FAUNE SAUVAGE.

— Protection. — *Voy.* ANIMAUX, 1.

FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES DE CHASSE.

— Partie civile. — *Voy.* CHASSE, 3.

FEMMES.

— Pensions de la sécurité sociale. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Régime général), 4.

Voy. TRAVAIL (Réglementation), 1 et 2.

FEMMES CHEFS DE FAMILLE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 47.

FEMMES MARIÉES.

— Gestion des biens. — *Voy.* USUFRUIT, 1.

FEMMES SALARIÉES.

— Droit à pension. — *Voy.* ASSURANCES VIEILLESSE, 5, 6, 7. 8 et 9.

— Indemnité journalière. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Régime général), 1, 2.

FERMAGE. — *Voy.* BAUX RURAUX.

FERMIERS ITALIENS. — *Voy.* BAUX RURAUX, 6.

FÊTES LÉGALES.

1. — Proposition de loi tendant à faire du 8 mai une journée fériée, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Tourné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 185** ; rapport le 19 avril 1968 par M. Ducoloné, **n° 705**.

2. — Proposition de loi tendant à faire chaque année du 8 mai un jour férié, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. André Beauguitte (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 201**.

Voy. FÊTES LÉGALES, 1.

F. I. D. E. S. — *Voy.* FONDS D'INVESTISSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

« FILIÈRES » ATOMIQUES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

FINANCES PUBLIQUES.

Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 738** ; rapport le 16 mai 1968 par M. Rivain, **n° 816**.

FINISTÈRE.

— Protection des sites et des monuments. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

FISCALITÉ.

— Réforme démocratique. — *Voy.* IMPÔTS, 2.

FISCALITÉ MARITIME. — *Voy.* PORTS, 2.

FISCALITÉ VITICOLE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

FLANDRE.

— Vente du paquebot. — *Voy.* ORDRE DU JOUR [7 décembre 1967].

FONCTIONNAIRES.

1. — Proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou des enfants recueillis à leur foyer le bénéfice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 20** ; rapport le 12 avril 1967 par M. Valenet, **n° 29**. Adoption définitive le 13 avril 1967. — Proposition de loi **n° 5**.

Loi n° 67-354 du 21 avril 1967, publiée au *J. O.* du 23 avril 1967 (p. 4195).

DISCUSSION [13 avril 1967] (p. 655).

L'extension aux fonctionnaires ayant élevé un ou plusieurs enfants recueillis, le bénéfice de la prolongation d'activité accordée aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France (p. 655).

Article unique : adoption (p. 656).

2. — Proposition de loi tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 %, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Bourgoin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 114**.

3. — Proposition de loi tendant à étendre à tous les fonctionnaires ou employés civils ayant été privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dit « Gouvernement de l'Etat français », le bénéfice de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1953 relatif aux limites d'âge, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Sallé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 147**.

4. — Proposition de loi tendant à instituer une position d'activité à mi-temps dans la fonction publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Lafay (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 348**.

5. — Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparations civiles de l'Etat, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 423** ; rapport le 15 novembre 1967 par M. Rivierez, **n° 492**. Adoption le 14 décembre 1967. — Projet de loi **n° 98**.

Transmis au Sénat le 15 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel,

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, Pensions militaires d'invalidité, n° 1819.

du règlement et d'administration générale), **n° 96 (année 1967-1968)** ; rapport le 19 décembre 1967 par M. de Félice, **n° 99 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 52 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-2 du 2 janvier 1968, publiée au *J. O.* du 1er, 2, 3 janvier 1968 (p. 19).

DISCUSSION [14 décembre 1967[(p. 5902).

Les dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; l'extension des dispositions de son application ; l'aclion subrogatoire de l'Etat (*ibid.*).

Art. 1er et 2 : adoption (p. 5903).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

6. — Articles 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés de la loi de finances rectificative pour 1967 le 22 novembre 1967 (en application de l'art. 119 du Règlement), *voy.* BUDGET 1967, 2 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 488** ; rapport le 28 novembre 1967 par M. Capitant, **n° 528**. Adoption le 29 novembre 1967 sous le titre suivant : « *Projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique* ». — Projet de loi **n° 85**.

Transmis au Sénat le 30 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 52 (année 1967-1968)** ; rapport le 12 décembre 1967 par M. de Montigny, **n° 75 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 13 décembre 1967. — Projet de loi **n° 21 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 580** ; rapport le 15 décembre 1967 par M. Capitant au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 594**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 15 décembre 1967. — Projet de loi **n° 102**.

Transmis au Sénat ; rapport le 15 décembre 1967 par M. Voyant au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 98 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 15 décembre 1967. — Projet de loi **n° 33 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1173 du 22 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12855).

Fonctionnaires.

DISCUSSION [29 novembre 1967] (p. 5343).

Le retrait de sept articles en application de l'article 119 du Règlement (p. 5343) ; « les cavaliers budgétaires » (p. 5343, 5346) ; la question de principe de nature constitutionnelle posée par ces articles (p. 5344) ; les précédents en la matière ; la longue et déplorable tradition de faiblesse parlementaire (*ibid.*) ; l'attitude d'humilité qui conviendrait au Gouvernement en la matière (p. 5344, 5346) ; les principes républicains à défendre (p. 5344) ; la séparation du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire ; l'article 37, alinéa 2 et l'article 41 de la Constitution ; la séparation du pouvoir législatif et du pouvoir juridictionnel ; le souci d'écarter toute disposition portant atteinte à ce principe ; l'effet des lois de validation selon le Conseil d'Etat (*ibid.*) ; la supériorité du pouvoir législatif par rapport au pouvoir réglementaire (p. 5345) ; la part d'arbitraire que comporte le pouvoir législatif ; l'intervention du Parlement pour remédier au désordre entraîné par les décisions irrégulières du Gouvernement ; le classement en trois groupes des articles soumis à discussion : ceux qui échappent complètement aux critiques, ceux qui donnent un caractère rétroactif à des mesures réglementaires, ceux qui ont pour objet de faire valider par le législateur des mesures d'ordre administratif illégales; l'importance et la gravité de cette affaire ; la violation de la légalité par le Gouvernement (*ibid.*) ; l'absence de précédents d'une telle gravité (p. 5346) ; le principe de la légalité et le respect de la loi ; la réparation indispensable du préjudice pécuniaire subi par les catégories intéressées ; le cas des inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ; la situation profondément injuste à laquelle il convient de porter remède (p. 5347, 5348) ; la nomination éventuelle de fonctionnaires par le pouvoir législatif ; la nécessité, pour le Parlement, de se ressaisir en la matière.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5346, 5347); l'attitude d'humilité conseillée au Gouvernement ; le recours à l'article 119 et la protestation élevée par le Gouvernement au sujet de cette procédure ; l'incidence budgétaire considérable de l'article concernant les bordereaux de salaires des ouvriers des armées ; l'attachement du Gouvernement aux principes énoncés par M. Capitant ; la préoc-

Fonctionnaires.

cupation du Gouvernement à l'égard du sort des fonctionnaires lésés par une défaillance administrative ; la nécessité de trouver une solution juridique ; l'impossibilité, en vertu de l'article 21 de la Constitution, de laisser aux parlementaires le soin de nommer des fonctionnaires ; le rapprochement des points de vue de la Commission et du Gouvernement ; les nombreux précédents de la IVe et même de la IIIe République ; (p. 5348) : l'ancienneté de certains des actes attaqués ; le cas des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Art. 1er (ancien art. 8) : *Date d'effet du nouveau régime de sélection pour l'accès au grade de secrétaire adjoint principal des Affaires étrangères ;* adoption.

Art. 2 (ancien art. 9) : *Règle de sélection des attachés d'administration centrale* ; adoption (*ibid.*).

Art. 3 (ancien art. 12) : *Dispositions intéressant certains agents du génie rural ;* adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 3 (p. 5349).

Art. 4 (ancien art. 23) : *Validation d'un concours spécial d'inspecteur des douanes* (ibid).) ; la situation de certains inspecteurs des douanes (*ibid.*) ; l'impossibilité de faire nommer des fonctionnaires directement par l'Assemblée Nationale (p. 5350) ; la valeur de principe du vote à intervenir ; adoption de l'article (p. 5351).

Art. 5 (ancien art. 24) : *Validation de dispositions intéressant les fonctionnaires de catégorie A des services extérieurs des enquêtes économiques ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 6 (ancien art. 28) : *Date d'effet du statut particulier des membres des tribunaux administratifs ;* adoption.

Art. 7 (ancien art. 29) : *Validation de décisions intéressant certains agents du corps de l'inspection de la Jeunesse et des Sports ;* les inspecteurs principaux de la Jeunesse et des Sports (*ibid.*) ; le caractère regrettable de l'intervention du Parlement dans le règlement de situations individuelles (p. 5352) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 7.

Après l'Art. 7 : amendement du Gouvernement (prorogation de la législation sur les emplois réservés) ; la compétence en la matière de la Commission des affaires culturelles ; adoption de l'amendement dans une nouvelle rédaction (p. 5553) ; adoption d'un amendement de la Commission modifiant le titre.

Explications de vote : vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5365, 5366).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [15 décembre 1967] (p. 5978).

Les divergences entre l'Assemblée Nationale et le Sénat (p. 5979) ; la pratique critiquable consistant à faire valider par le Parlement des décisions administratives illégales ; le cas des fonctionnaires français qui servaient en Algérie avant l'indépendance de ce pays ; le devoir pour le Gouvernement de réparer les conséquences injustes de la situation qu'il a créée (*ibid.*).

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 5979, 5980).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

7. — Proposition de loi tendant à créer un comité chargé de proposer toutes dispositions tendant à l'intégration de l'indemnité de résidence dans la rémunération soumise à retenue pour pension des personnels civils et militaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Voilquin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 672.**

8. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 dite « du rapprochement des conjoints », présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Cazenave (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 684.**

9. — Proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général de la fonction publique, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Privat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 776.**

10. — Proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la S. N. C. F. en fonction au 1er septembre 1939 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de libération du territoire et le 31 décembre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par MM. Schaff, Zimmermann et Mondon (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 785**.

— Ascendants d'enfants morts pour la France. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 1.

FONCTIONNAIRES D'OUTRE-MER.

Proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le Ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat, en service dans les territoires constituant les départements d'outre-mer, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Lacavé et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 160**.

FONCTION PUBLIQUE.

— Rémunération — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Charges communes).

FONDS CULTUREL. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre. — II. Information).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR L'AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES AGRICOLES (F. A. S. A. S. A.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

FONDS D'AIDE ET DE COOPÉRATION (F. A. C.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Coopération).

FONDS DE COOPÉRATION POUR LA JEUNESSE ET L'ÉDUCATION POPULAIRE (FON. J. E. P.). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

FONDS DE SOUTIEN AUX HYDROCARBURES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 28 (p. 3629, 3695).

FONDS EUROPÉEN D'ORGANISATION ET DE GARANTIE AGRICOLES (F. E. O. G. A.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

FONDS D'INVESTISSEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (F. I. D. E. S.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Territoires d'outre-mer).

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 29 (p. 3629 à 3631).

FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES (F. O. R. M. A.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.

— Comptabilisation des opérations. — *Voy.* LOIS DE RÈGLEMENT, 1.

FONDS NATIONAL DE GARANTIE AÉRONAUTIQUE. — *Voy.* AÉRONAUTIQUE, 2.

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITÉ.

Proposition de loi tendant à préciser le caractère d'affectation spéciale des recettes créées par l'article premier de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un Fonds national de solidarité, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 188.**

— Allocation supplémentaire. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, art. 2.

— Recouvrement des arrérages. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, après art. 10.

FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES. — *Voy.* RÉSISTANTS, 1.

FORCLUSIONS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

FORÊTS.

1. — Projet de loi réprimant les fraudes en matière d'élections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 173**; rapport le 26 octobre 1967 par M. Fanton, **n° 480**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 75.**

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 34 (année 1967-1968)**; rapport le 12 décembre 1967 par Mme de Hauteclocque, **n° 70 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 14 décembre 1967. — Projet de loi **n° 23 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1116 du 21 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 22 décembre 1967 (p. 12514).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5112).

La gestion des centres intéressés par un ingénieur et un conseil d'administration ; les fraudes possibles en ce domaine ; les dispositions légales introduites dans le texte par la Commission.

Article unique : adoption avec modification (p. 5112).

2. — Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'exercice 1966 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre [10 octobre 1967] (p. 3470).

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Agriculture. — Comptes spéciaux du Trésor).

FORGES D'HENNEBONT. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

F. O. R. M. A. — *Voy.* FONDS D'ORIENTATION ET DE RÉGULARISATION DES MARCHÉS AGRICOLES.

FORMATION PROFESSIONNELLE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1, 3 et 7; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7 ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale. — Affaires sociales. — Agriculture. — Education nationale. — Industrie. — Services du Premier Ministre) ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

FRANÇAIS.

— Enseignement du. — *Voy.* TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 2, 3.

FRANCOPHONIE.

Proposition de loi portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Xavier Deniau (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 69.**

Voy. BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

FRAUDE FISCALE.

— Lutte contre la. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 15 (p. 3624).

FUELS-OILS DOMESTIQUES.

— Prélèvement. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale), art. 1er et après art. 1er.

G

GABON.

— Convention fiscale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 25.

GAGE ET NANTISSEMENT.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Hoguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 170** ; rapport le 28 mai 1968 par M. Hoguet, **n° 836**.

GARAGES.

— Construction de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

GEMMEURS.

— de Gascogne. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture) ; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

GÉNIE RURAL.

— Agents. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

GÉOMÈTRE DU CADASTRE.

— Incompatibilité avec les fonctions de maire. — *Voy.* COMMUNES, 1.

GISEMENTS FOSSILES. — *Voy.* ARCHÉOLOGIE, 1.

GITES D'EAUX CHAUDES. — *Voy.* D. O. M., 4.

GRANDE-BRETAGNE.

Voy. BUDGET 1968, 1 :

— Coopération scientifique (Services du Premier Ministre. — Budgets militaires).

— Dévaluation de la livre sterling (Texte de la Commission mixte paritaire).

— Demande d'adhésion au Marché commun. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères. — Texte de la Commission mixte paritaire) ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1 et 6 ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 15 ; RAPPELS AU RÈGLEMENT, nos 39 et 41.

GRANDS ENSEMBLES.

— Financement. — *Voy.* URBANISME, 5.

GRÈCE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

GREFFES.

— Réforme. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Justice).

GRENOBLE.

— Jeux Olympiques. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8: SPORTS, 3 et 4.

GRÈVE (Droit de).

1. — Proposition de loi tendant à éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'E. D. F. paralyse la vie économique de la nation, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Voisin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 105**.

2. — Proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève par des personnels des compagnies de navigation assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outre-mer, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Peretti (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 106**.

GRÈVES.

— de mai 1968. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

GROUPES POLITIQUES.

Groupe d'union démocratique pour la Ve République.

(180 membres.)

(nouvelle dénomination du groupe : « Groupe d'union des démocrates pour la Ve République » - 14 déc. 1967/p. 5918).

Président : M. Henry Rey.

M. Ansquer, Mme Baclet, MM. Bailly, Pierre Bas, Baumel, François Bénard, Beraud, Berger, Bignon, Billotte, Bisson, Blary, Boinvilliers, Bord, Bordage, Borocco, Boulin, Georges Bourgeois, Bourges, Bourgoin, Bousquet, Bousseau, Bozzi, Brial, Bricout, Briot, Buot, Pierre Buron, Antoine Caill, René Caille, Catalifaud, Chaban-Delmas, Chalandon, Charié, Charret, Chauvet, Chirac, Clostermann, Cointat, Pierre Cornet, Maurice Cornette, Coumaros, Damette, Danel, Danilo, Dassault, Debré, Degraeve, Delatre, Louis-Alexis Delmas, Delong, Pierre Dumas, Dusseaulx, Duterne, Duvillard, Albert Ehm, Faggianelli, Falala, Fanton, Edgar Faure, Jean Favre, Flornoy, Fossé, Christian Fouchet, Foyer, Frey, Georges, Gerbaud, Godefroy, Gorse, de Grailly, Granet, Grussenmeyer, Guéna, Guichard, Guillermin, Habib-Deloncle, Hauret, Mme de Hauteclocque, MM. Hébert, Herzog, Hinsberger, Hoffer, Inchauspé, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Jarrot, Jenn, Joxe, Julia, Kaspereit, Krieg, Labbé, La Combe, Laudrin, Le Bault de la Morinière, Le Douarec, Lemaire, Lepage, Lepeu, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Limouzy, de Lipkowski, Luciani, Gabriel Macé, Macquet, Mainguy, de la Malène, Marette, Marie, Massoubre, Mauger, Meunier, Michelet, Miossec, Missoffe, Nessler, Neuwirth, Nungesser, Offroy, Jean-Paul Palewski, Peretti, Perrot, Camille Petit, Peyrefitte, Peyret, Pisani, Mme Ploux, MM. Poirier, Pompidou, Poncelet, Pons, Robert Poujade, de Poulpiquet, Pierre Pouyade, de Préaumont, Quentier, Rabourdin, Radius, Réthoré, Henry Rey, Ribadeau Dumas, René Ribière, Jacques Richard, Lucien Richard, Ritter, Rivain, Paul Rivière, Rivierez, de Rocca Serra, Roux, Ruais, Sabatier, Salardaine, Louis Sallé, Scholer, Schvartz, Sprauer, Taittinger, Alain Terrenoire, Louis Terrenoire, Tomasini, Triboulet, Tricon, Trorial, Valenet, Valentino, Valleix, Jacques Vendroux, Jacques-Philippe Vendroux, Vertadier, Robert-André Vivien, Wagner, Weinman, Westphal, Ziller, Zimmermann [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Abdoulkader Moussa Ali [28 avril 1967] (p. 928) ; MM. Baridon, Belcour, Chassagne, Girard, Ithurbide, Litoux, Noël, Pezout, Sagette [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Balança, Mme Batier, MM. Bécam, Hamelin, Maillot, Rickert, Roulland, Sers, Souchal [9 mai 1967] (p. 951) ; M. de Rocca Serra [*J.O.* du 7 septembre 1967] (p. 9037) ; M. Peyret-Forcade [*J.O.* du 28 mars 1968] (p. 3223).

Groupes politiques.

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Billotte, Bord, Boulin, Bourges, Chirac, Debré, Dumas, Duvillard, Edgar Faure, Fouchet, Frey, Gorse, Guéna, Olivier Guichard, Joxe, Michelet, Missoffe, Nungesser, Peyrefitte, Pompidou [9 mai 1967] (p. 951); M. de Rocca Serra [*J.O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192) ; M. Faggianelli [*J.O.* du 26 janvier 1968] (p. 968) (élection annulée par le Conseil constitutionnel) ; M. Gabriel Macé [*J.O.* du 14 février 1968] (p. 1655) (décédé).

MM. Abdoulkader Moussa Ali, Ansquer, Mme Baclet, MM. Bailly, Balança, Baridon, Pierre Bas, Mme Batier, MM. Baumel, Bécam, Belcour, François Bénard, Beraud, Berger, Bignon, Bisson, Blary, Boinvilliers, Bordage, Borocco, Georges Bourgeois, Bourgouin, Bousquet, Bousseau, Bozzi, Brial, Bricout, Briot, Buot, Pierre Buron, Antoine Caill, René Caille, Catalifaud, Chaban-Delmas, Chalandon, Charié, Charret, Chassagne, Chauvet, Clostermann, Cointat, Pierre Cornet, Maurice Cornette, Coumaros, Damette, Danel, Danilo, Dassault, Degraeve, Delatre, Louis-Alexis Delmas, Delong, Dusseaulx, Duterne, Albert Ehm, Falala, Fanton, Jean Favre, Flornoy, Fossé, Foyer, Georges, Gerbaud, Girard, Godefroy, de Grailly, Granet, Grussenmeyer, Guillermin, Habib-Deloncle, Hamelin, Hauret, Mme de Hauteclocque, MM. Hébert, Herzog, Hinsberger, Hoffer, Inchauspé, Ithurbide, Marc Jacquet, Jacson, Jamot, Jenn, Julia, Kaspereit, Krieg, Labbé, La Combe, Laudrin, Le Bault de la Morinière, Le Douarec, Lemaire, Lepage, Lepeu, Lepidi, Le Tac, Le Theule, Limouzy, de Lipkowski, Litoux, Luciani, Macquet, Maillot, Mainguy, de la Malène, Marette, Marie, Massoubre, Mauger, Meunier, Miossec, Nessler, Neuwirth, Noël, Offroy, Jean-Paul Palewski, Peretti, Perrot, Camille Petit, Peyret, Peyret-Forcade, Pezout, Pisani, Mme Ploux, MM. Poirier, Poncelet, Pons, Robert Poujade, de Poulpiquet, Pierre Pouyade, de Préaumont, Quentier, Rabourdin, Radius, Réthoré, Henry Rey, Ribadeau-Dumas, René Ribière, Jacques Richard, Lucien Richard, Rickert, Ritter, Rivain, Paul Rivière, Rivierez, de Rocca Serra, Roulland, Roux, Ruais, Sabatier, Sagette, Salardaine, Louis Sallé, Scholer, Schvartz, Sers, Souchal, Sprauer, Taittinger, Alain Terrenoire, Louis Terrenoire, Tomasini, Triboulet, Tricon, Trorial, Valenet, Valentino, Valleix, Jacques Vendroux, Jacques-Philippe Vendroux, Vertadier, Robert-André Vivien, Wagner, Weinman, Westphal, Ziller, Zimmermann.

[2 avril 1968] (p. 972).

Cesse d'appartenir à ce groupe :

M. Pisani [22 mai 1968] (p. 2067) (démission de son mandat).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

(20 membres.)

Mme Aymé de la Chevrelière, MM. Baudouin, Bizet, Boscher, Capitant, de Chambrun, Chapalain, Christiaens, Cousté, Xavier Deniau, Mlle Dienesch, MM. Frys, Hoguet, Jacquinot, Lehn, Ahmed Mohamed, Saïd Ibrahim, Maurice Schumann, Thomas, Voisin. [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Verkindère [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Cerneau [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Guilbert [10 mai 1967] (p. 997).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Schumann [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Guilbert [18 mai 1967] (p. 1071) ; M. Capitant [21 mai 1968] (p. 2007) (Démissionne de son mandat de député).

Groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

(116 membres.)

Président : Gaston Defferre.

MM. Allainmat, Léon Ayme, Raoul Bayou, Benoist, Berthouin, Billères, Georges Bonnet, Bordeneuve, Boulay, Boulloche, Bouthière, Brettes, Brugnon, Carpentier, Cassagne, Cazelles, Chandernagor, Charles, Chauvel, Chazelle, Chochoy, Clericy, Arthur Cornette, Darchicourt, Dardé, Darras, Daviaud, Dayan, Defferre, Dejean, Delelis, Louis-Jean Delmas, Delorme, Delpech, Delvainquière, Denvers, Deschamps, Desouches, Emile Didier, Dreyfus-Schmidt, Ducos, Duffaut, Roland Dumas, Dumortier, Paul Duraffour, Guy Ebrard, Escande, Estier, Robert Fabre, Gilbert Faure, Maurice Faure, Fillioud, Forest, Fouet, Félix Gaillard, Gaudin, Gernez, Guerlin, Guidet, Guille, Hersant, Labarrère, Lacoste, Pierre Lagorce, Lagrange, Lamarque-Cando, Tony Larue, Marceau Laurent, Lavielle, Lebon, Leccia, Max Lejeune, Le Sénéchal, Longequeue, Loo, Loustau, Maroselli, Jean Masse, Massot, Maugein, Mermaz, Métayer, Mithau, Mitterrand, Guy Mollet, Montalat, Morlevat, Naveau, Nègre, Notebart, Périllier, Péronnet, Philibert, Pic, Pieds, Pi-

mont, Planeix, Ponseillé, Charles Privat, Raust, Regaudie, André Rey, Rosselli, Rousselet, Sauzedde, Schloesing, Sénès, Spénale, Tezier, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. Francis Vals, Antonin Ver, Vignaux, Vinson, Vivier, Yvon [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Picard [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Vignaux [11 octobre 1967] (p. 3551) ; M. Alduy [*J.O.* du 14 mars 1968] (p. 2637) ; M. Barbier [*J.O.* du 28 mars 1968) (p. 3223).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Tezier [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Vignaux [*J.O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192) ; M. Hersant [*J.O.* du 16 février 1968] (p. 1768) ; M. Cazelles [*J.O.* du 14 mars 1968] (p. 2637).

MM. Alduy, Allainmat, Léon Ayme, Barbier, Raoul Bayou, Benoist, Berthouin, Billères, Georges Bonnet, Bordeneuve, Boulay, Boulloche, Bouthières, Brettes, Brugnon, Carpentier, Cassagne, Chandernagor, Charles, Chauvel, Chazelle, Chochoy, Cléricy, Arthur Cornette, Darchicourt, Dardé, Darras, Daviaud, Dayan, Defferre, Dejean, Delelis, Louis-Jean Delmas, Delorme, Delpech, Delvainquière, Denvers, Deschamps, Desouches, Emile Didier, Dreyfus-Schmidt, Ducos, Duffaut, Roland Dumas, Dumortier, Paul Duraffour, Guy Ebrard, Escande, Estier, Robert Fabre, Gilbert Faure, Maurice Faure, Fillioud, Forest, Fouet, Félix Gaillard, Gaudin, Gernez, Guerlin, Guidet, Guille, Labarrère, Lacoste, Pierre Lagorce, Lagrange, Lamarque-Cando, Tony Larue, Marceau Laurent, Lavielle, Lebon, Leccia, Max Lejeune, Le Sénéchal, Longequeue, Loo, Loustau, Maroselli, Jean Masse, Massot, Maugein, Mermaz, Métayer, Milhau, Mitterrand, Guy Mollet, Montalat, Morlevat, Naveau, Nègre, Notebart, Périllier, Péronnet, Philibert, Pic, Picard, Pieds, Pimont, Planeix, Ponseillé, Charles Privat, Raust, Regaudie, André Rey, Rosselli, Rousselet, Sauzedde, Schloesing, Sénès, Spénale, Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, MM. Francis Vals, Antonin Ver, Vignaux, Vinson, Vivier, Yvon.

[2 avril 1968] (p. 972).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Desson [2 mai 1968] (p. 1445) ; M. Zuccarelli [7 mai 1968] (p. 1563).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

(5 membres.)

MM. Alduy, Desson, Le Foll, Mendès France et Prat. [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Le Foll [11 octobre 1967] (p. 3551) ; MM. Desson, Le Foll, Mendès France et Prat [2 avril 1968] (p. 972) ; M. Desson [2 mai 1968] (p. 1445).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Le Foll [*J.O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192) ; M. Alduy [*J.O.* du 14 mars 1968] (p. 2637).

Groupes politiques.

Groupe communiste.

(71 membres.)

Président : M. Ballanger.

MM. Andrieux, Arraut, Baillot, Robert Ballanger, Balmigère, Raymond Barbet, Virgile Barel, Bertrand, Bilbeau, Billoux, Boucheny, Bustin, Canacos, Carlier, Cermolacce, Chambaz, Combrisson, Coste, Couillet, Depietri, Doize, Ducoloné, Dupuy, Duroméa, Eloy, Fajon, Léon Feix, Fiévez, Garcin, Gosnat, Gouhier, Fernand Grenier, Marcel Guyot, Hostier, Houël, Jans, Juquin, Lamps, Paul Laurent, Leloir, Lemoine, Leroy, Robert Levol, Waldeck L'Huillier, Lolive, Maisonnat, Manceau, Mancey, Marin, Merle, Millet, Morillon, Musmeaux, Nilès, Odru, Mme Prin, Mme Colette Privat, MM. Quettier, Ramette, Rieubon, Rigout, Waldeck Rochet, Roger Roucaute, Ruffe, Tourné, Mme Vaillant-Couturier, Mme Vergnaud, MM. Villa, Villon, Robert Vizet [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrit à ce groupe :

M. Jean Billaud (suppléant de M. Guyot) [*J.O.* du 8 février 1968] (p. 1841).

Cesse d'appartenir à ce groupe :

M. Marcel Guyot (décédé) [*J.O.* du 8 février 1968] (p. 1469).

MM. Andrieux, Arraut, Baillot, Robert Ballanger, Balmigère, Raymond Barbet, Virgile Barel, Bertrand, Bilbeau, Billaud, Billoux, Boucheny, Bustin, Canacos, Carlier, Cermolacce, Chambaz, Combrisson, Coste, Couillet, Depietri, Doize, Ducoloné, Dupuy, Duroméa, Eloy, Fajon, Léon Feix, Fiévez, Garcin, Gosnat, Gouhier, Fernand Grenier, Hostier, Houël, Jans, Juquin, Lamps, Paul Laurent, Leloir, Lemoine, Leroy, Robert Levol, Waldeck L'Huillier, Lolive, Maisonnat, Manceau, Mancey, Marin, Merle, Millet, Morillon, Musmeaux, Nilès, Odru, Mmes Prin, Colette

Groupes politiques.

Privat, MM. Quettier, Ramette, Rieubon, Rigout, Waldeck Rochet, Roger, Roucaute, Ruffe, Tourné, Mmes Vaillant-Couturier, Vergnaud, MM. Villa, Villon, Robert Vizet

[2 avril 1968] (p. 972).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

(2 membres.)

MM. Pierre Cot, Lacavé [4 avril 1967] (p. 3324).

MM. Pierre Cot, Lacavé [2 avril 1968] (p. 972).

Groupe des Républicains indépendants.

(39 membres.)

Président : M. Raymond Mondon

MM. d'Aillières, Anthonioz, André Beauguitte, Bettencourt, Bichat, Raymond Boisdé, Christian Bonnet, Boscary-Monsservin, de Broglie, Caillaud, Cattin-Bazin, Chamant, Couderc, Delachenal, Bertrand Denis, Destremau, Dijoud, Dominati, Duval, René Feït, Giscard d'Estaing, Griotteray, du Halgouët, Marcellin, Maujoüan du Gasset, Mondon, Morison, d'Ornano, Paquet, Pianta, Picquot, Poniatowski, Renouard, Sanford, Schnebelen, de la Verpillière, Vitter, Voilquin, Weber [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

S'inscrivent à ce groupe :

MM. Barillon, Boyer-Andrivet, Chedru, Grimaud, Claude Guichard [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Deprez [17 octobre 1967] (p. 3707).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Bettencourt, Chamant, Marcellin [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Sanford [*J.O.* du 21 janvier 1968] (p. 850).

MM. d'Aillières, Anthonioz, Barillon, André Beauguitte, Bichat, Raymond Boisdé, Christian Bonnet, Boscary-Monsservin, Boyer-Andrivet, de Broglie, Caillaud, Cattin-Bazin, Chedru, Couderc, Delachenal, Bertrand Denis, Deprez, Destremau, Dijoud, Dominati, Duval, René Feït, Giscard d'Estaing, Grimaud, Griotteray, Claude Guichard, du Halgouët, Maujoüan du Gasset, Mondon, Morison, d'Ornano, Paquet, Pianta, Picquot, Poniatowski, Renouard, Schnebelen, de la Verpillière, Vitter, Voilquin, Weber.

[2 avril 1968] (p. 972).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

(3 membres.)

MM. Deprez, Lainé, Sablé [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3324).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

M. Deprez [17 octobre 1967] (p. 3707).
MM. Lainé, Sablé [2 avril 1968] (p. 972).

Groupe Progrès et démocratie moderne.

(38 membres.)

Président : Jacques Duhamel.

MM. Abelin, Achille-Fould, Barberot, Jacques Barrot, Jean Bénard, Bosson, Boudet, Bourdellès, Brugerolle, Cazenave, Chazalon, Claudius-Petit, Duhamel, Michel Durafour, Fontanet, Fouchier, Fourmond, Fréville, Halbout, Ihuel, Michel Jacquet, Lafay, Lombard, Médecin, Méhaignerie, Montagne, de Montesquiou, Jean Moulin, Ollivro, Orvoën, Palmero, Pidjot, René Pleven, Poudevigne, Restout, Rossi, Sudreau, Valentin [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3325), [*J.O.* du 5 avril 1967] (p. 3392).

S'inscrivent à ce groupe :

M. Boudet [*J.O.* du 30 septembre 1967] (p. 9641) ; M. Sanford [*J.O.* du 23 février 1968] (p. 1972) ; MM. Commenay, Frédéric-Dupont, Schaff [*J.O.* du 2 avril 1968] (p. 3417).

Cesse d'appartenir à ce groupe :

M. Boudet [*J.O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192).

MM. Abelin, Achille-Fould, Barberot, Jacques Barrot, Jean Bénard, Bosson, Boudet, Bourdellès, Brugerolle, Cazenave,, Chazalon, Claudius-Petit, Commenay, Duhamel, Michel Durafour, Fontanet, Fouchier, Fourmond, Frédéric-Dupont, Fréville, Halbout, Ihuel, Michel Jacquet, Lafay, Lombard, Médecin, Méhaignerie, Montagne, de Montesquiou, Jean Moulin, Ollivro, Orvoën, Palmero, Pidjot René Pleven, Poudevigne, Restout, Rossi, Sanford, Schaff, Sudreau, Valentin.

[2 avril 1968] (p. 972).

Apparentés aux termes de l'article 19 du Règlement.

(3 membres.)

MM. Commenay, Frédéric-Dupont, Schaff [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3325), [*J.O.* du 5 avril 1967] (p. 3392).

Cessent d'appartenir à ce groupe :

MM. Commenay, Frédéric-Dupont, Schaff [*J.O.* du 2 avril 1968] (p. 3417).

Députés n'appartenant à aucun groupe.

MM. Cerneau, Césaire, Cornut-Gentille, Douzans, Guilbert, Hunault, de Pierrebourg, Roche-Defrance, Royer [*J.O.* du 4 avril 1967] (p. 3325).

M. Abdoulkader Moussa Ali [26 avril 1967] (p. 847), démission [28 avril 1967] (p. 928).

M. Balança, Mme Batier, MM. Bécam, Hamelin, Maillot, Picard, Rickert, Roulland, Sers, Souchal [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Guilbert [18 mai 1967] (p. 1071) ; M. de Rocca Serra [*J.O.* du 2 septembre 1967] (p. 8908) ; M. Boudet, Le Foll, Vignaux [*J.O.* du 29 septembre 1967] (p. 9613) ; M. Sanford [*J.O.* du 21 janvier 1968] (p. 850) ; M. Billaud [*J.O.* du 8 février 1968] (p. 1469) ; M. Hersant [*J.O.* du 16 février 1968] (p. 1768) ; M. Peyret-Forcade [*J.O.* du 17 février 1968] (p. 1786) ; M. Barbier [*J.O.* du 15 mars 1968] (p. 2657). M. Zuccarelli [2 mai 1968] (p. 1145).

Cessent de n'appartenir à aucun groupe :

M. Balança, Mme Batier, MM. Bécam, Cerneau, Hamelin, Maillot, Picard, Rickert, Roulland, Sers, Souchal [9 mai 1967] (p. 951) ; M. Guilbert [10 mai 1967] (p. 997) ; M. de Rocca Serra [*J.O.* du 7 septembre 1967] (p. 9037) ; M. Boudet [*J.O.* du 30 septembre 1967] (p. 9641) ; MM. Vignaux, Le Foll, [11 octobre 1967] (p. 3551) ; M. Billaud [*J.O.* du 18 février 1968] (p. 1841) ; M. Sanford [*J.O.* du 23 février 1968] (p. 1972) ; MM. Peyret-Forcade, Barbier [*J.O.* du 28 mars 1968] (p. 3223).

MM. Césaire, Cornut-Gentille, Douzans, Guilbert, Hersant, Hunault, de Pierrebourg, Roche-Defrance, Royer [2 avril 1968] (p. 973).

M. Zuccarelli [7 mai 1968] (p. 1563).

GUADELOUPE.

— Incidents. — *Voy.* COMMISSIONS D'ENQUÊTE, 7.

GUÉRISSEURS.

Proposition de loi relative au contrôle des traitements médicaux effectués par les praticiens non titulaires du diplôme de docteur en médecine, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Krieg, Boscher et Royer (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 58**.

H

HABITAT RURAL. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

HALLES.

— Déplacement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ (H. L. M.).

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

— Caisse de prêts. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 25.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Equipement et Logement) et art. 55 et 56 (1re et 2e délibérations); BUDGET 1968, 2 (Discussion générale), art. 4.

HALLES DE PARIS.

— Transfert à Rungis. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, article additionnel.

HANDICAPÉS PHYSIQUES.

— Publications vendues au profit des. — *Voy.* PRESSE, 2.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

HAUTS-DE-SEINE.

— Situation de l'emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 39.

H. L. M. — *Voy.* HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ.

HONGRIE.

— Convention consulaire. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 4.

HÔPITAUX. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 41; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14.

HÔPITAUX PUBLICS.

— Réforme. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 6 et 7.

HOSPICES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 41.

HÔTELS.

Proposition de loi tendant à permettre l'équipement normal des hôtels de tourisme, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Ansquer (renvoyée à la Com

mission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 62.**

HÔTELIERS.

— Convention sur la responsabilité. — *Voy.* HÔTELS, 5.

HÔTELLERIE.

Voy. BUDGET 1968, 1 (V. Services du Premier Ministre).

— Matériaux de construction destinés à l' (art. 18, texte de la Commission mixte paritaire).

HUIT MAI.

— Jour férié. — *Voy.* FÊTES LÉGALES, 1 et 2.

HYDROCARBURES.

— Recherches « off shore ». — *Voy.* PLATEAU CONTINENTAL, 1.

I

IMMEUBLES.

1. — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du Ministère des Affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de 100 ans d'âge (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 8.**

2. — Proposition de loi tendant à compléter le chapitre premier de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements (2).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 16.**

3. — Proposition de loi tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Robert-André Vivien (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 47.**

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* table 1962-1967 (Construction, 1).

(2) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* table 1962-1967 (Immeubles, 3).

4. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 janvier 1939 relatif aux obligations des employeurs envers les concierges à l'occasion des congés annuels (1).

Transmise au Sénat, rapport le 7 décembre 1967 par M. Guillou, **n° 58 (année 1967-1968).** Rejet le 17 avril 1968. — Proposition de loi **n° 56 (année 1967-1968).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1968 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 701.**

IMMEUBLES A CONSTRUIRE.

— Ventes. — *Voy.* CONSTRUCTION, 4.

IMMEUBLES A LOYER NORMAL (I.L.N).

— *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15; BUDGET 1968, 1 (Equipement).

IMMEUBLES INSALUBRES.

— Obligations des propriétaires. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 26.

IMMIGRÉS.

— Statut. — *Voy.* TRAVAILLEURS ÉTRANGERS, 1.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* table des matières 1962/1967 (Immeubles, 6), 1876.

IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE. — *Voy.* POURSUITES.

IMPÔTS.

1. — Proposition de loi tendant à promouvoir les mesures les plus urgentes pour établir la justice fiscale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. René Lamps et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 78**.

2. — Proposition de loi tendant à promouvoir une réforme démocratique de la fiscalité, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Lamps et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 747**.

IMPÔTS DIRECTS.

1. — Proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à s'acquitter par douzièmes du montant de leurs impôts directs, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Lepidi et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 115**.

2. Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 afin de garantir aux contribuables une adaptation automatique des limites des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'indice des prix, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 157**.

3. — Proposition de loi tendant à permettre aux mères de familles exerçant un emploi salarié de déduire, lors du calcul de leur revenu net imposable, le montant des frais résultant de la garde de leurs enfants, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par Mme Vergnaud et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 714**.

IMPÔT FONCIER. — *Voy.* URBANISME, 1.

IMPÔTS LOCAUX.

Projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, présenté à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan puis le 19 octobre 1967 à une Commission spéciale), **n° 374**; rapport le 17 novembre 1967 par M. Limouzy au nom de la Commission spéciale, **n° 505**. Adoption le 22 novembre 1967 sous le titre : « *Projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs* ». — Projet de loi **n° 83**.

Transmis au Sénat le 26 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 41 (année 1967-1968)**; rapport le 6 décembre 1967 par M. Tron, **n° 57 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 14 décembre 1967. — Projet de loi **n° 25 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1967, **n° 591** ; rapport le 19 décembre 1967 par M. Limouzy au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 605**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 105**.

Transmis au Sénat le 19 décembre 1967 **n° 104 (année 1967-1968)**; rapport le 19 décembre 1967 par M. Armengaud au nom de la Commission mixte paritaire **n° 101 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 36 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-108 du 2 février 1968, publiée au *J.O.* du 4 février 1968 (p. 1315).

DISCUSSION [22 novembre 1967] (p. 5138, 5163).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5138) : retrait des articles 20 à 25 et 29 à 45 du projet de loi ; les tentatives successives de réformes de la fiscalité locale (p. 5138) ; les travaux de la Commission spéciale (p. 5138) ; l'ordonnance du 7 janvier 1959 (p. 5138, 5139) ; les charges et l'endettement croissants des collectivités locales ;

Impôts locaux.

leur équilibre financier ; les subventions et emprunts (p. 5139, 5143 à 5150, 5153, 5154) ; les quatre vieilles contributions ; le caractère archaïque et injuste du système actuel (p. 5139, 5140, 5148, 5150, 5152 à 5154) ; l'historique de la fiscalité locale (p. 5139, 5150, 5154) ; la contribution mobilière (p. 5140, 5151, 5154) ; la contribution foncière (p. 5140, 5154) ; la patente (p. 5140, 5142, 5151 à 5154) ; le problème des évaluations ; la valeur locative cadastrale (p. 5140, 5141, 5152) ; la loi du 1er septembre 1948 ; les réformes nécessaires (p. 5141, 5152) ; l'application de la taxe aux établissements industriels (p. 5141, 5142) ; les abattements (p. 5142) ; l'institution d'une taxe professionnelle (p. 5142, 5151) ; la nécessité de renforcer les effectifs de l'administration des finances (p. 5142, 5152) ; les transferts de charges fiscales d'une catégorie de contribuables à une autre (p. 5142, 5143, 5147, 5152 à 5154) ; les rapports financiers de l'Etat et les collectivités locales ; la définition des responsabilités nationales et locales ; l'institution d'une commission pour étudier le problème des compétences et des transferts de charges (p. 5144, 5149, 5150, 5153, 5154) ; l'aménagement du territoire ; le problème des structures ; la décentralisation (p. 5146 à 5149) ; le financement des régions dans les pays étrangers, notamment l'Allemagne (p. 5149) ; les propositions communistes de réforme des finances locales (p. 5150, 5151) ; l'application de la réforme fiscale aux communautés urbaines (p. 5153).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5144, 5145) : l'importance du vote demandé à l'Assemblée; l'augmentation considérable des charges des collectivités locales ; la correction indispensable des défauts de la fiscalité directe ; la base d'imposition commune aux quatre taxes nouvelles ; les nouvelles méthodes d'évaluation de la valeur locative cadastrale ; les limitations de la discussion actuelle aux seules dispositions du projet concernant le titre Ier ; la réforme proposée, première étape dans l'institution d'un régime fiscal moderne pour les collectivités locales ; les inégalités à combler entre les villes.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5155) ; la limitation de la discussion au titre Ier et à certains articles des titres II et III ; les problèmes de gestion des collectivités locales ; l'accroissement considérable des charges ; la croissance de la part d'autofinancement ; les nombreux problèmes qui se posent dans le domaine de la répartition des charges ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement de M. Mondon ; le caractère archaïque et injuste de la clé de répartition actuelle ; la fixation des tarifs des services publics locaux au prix du service rendu ; la loi du 6 janvier 1966 ; les problèmes qui subsistent ; la question des communautés urbaines ; la création éventuelle d'un budget communautaire.

Motion de renvoi à la Commission saisie au fond pour l'ensemble du texte, déposée par M. Pic et les membres du groupe Fédération de la gauche (p. 5155) ; la présentation d'un projet de loi mutilé ; le caractère indissociable des règles d'assiette par rapport à l'ensemble du projet ; les inconnues qui en résultent ; l'impossibilité pour l'administration de réaliser les évaluations nécessaires ; l'insuffisance des moyens en personnel et en crédits (*ibid.*) ; le problème essentiel du volume des ressources des collectivités locales (p. 5156) ; la charge des équipements publics ; le rapport de la commission Bourrel ; la diminution des subventions ; les emprunts ; la nécessité d'un accroissement et d'une meilleure répartition des ressources actuelles (*ibid.*) ; la portée limitée du débat ; le vote défavorable du groupe Progrès et démocratie moderne (p. 5157) ; l'intérêt du présent projet ; la nécessité de franchir une étape (p. 5158).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5157) ; les subventions ; les emprunts ; l'importance qu'attache le Gouvernement à ce que les travaux de révision des évaluations puissent commencer dès janvier 1968 ; l'examen au printemps 1968 des autres dispositions du projet ; la limitation du présent texte à la fiscalité locale ; la possibilité pour l'administration d'appliquer les dispositions nouvelles ; le recrutement envisagé de personnels contractuels ou d'agents temporaires ; rejet au scrutin de la motion de renvoi (p. 5158) ; liste des votants (p. 5159, 5160).

Avant l'Art. 1er (p. 5162) ; adoption d'un amendement concernant l'intitulé du titre 1er.

Chapitre Ier : *Règles d'évaluation* (p. 5163).

Art. 1er et 2 : adoption.

Section I : *Locaux d'habitation et locaux à usage professionnel.*

Art. 3 : adoption avec modification (p. 5166).

Section II : *Locaux commerciaux et biens divers passibles de la taxe foncière.*

Art. 4 : adoption avec modification (*ibid.*).

Section III : *Etablissements industriels.*

Art. 5 (*ibid.*) ; adoption (p. 5167).

Art. 6 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5171).

Après l'Art. 6 : adoption d'un amendement (taxe sur les locaux professionnels) (*ibid.*).

Art. 7 et 8 : adoption (*ibid.*).

Section IV : *Dispositions communes aux établissements industriels et aux locaux commerciaux.*

Art. 9 : adoption.

Section V : *Dispositions applicables dans l'intervalle de deux révisions.*

Art. 10 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5174).

Chapitre II : *Procédure* (ibid.).

Art. 11 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5175).

Art. 12 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 13 : adoption (p. 5176).

Art. 14 : adoption (*ibid.*).

Art. 15 à 17 : adoption (*ibid.*).

Chapitre III : *Mise en application.*

Art. 18 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 19 (p. 5177) ; adoption avec modification (p. 5178).

Art. 20 à 25 : relirés par le Gouvernement (*ibid.*).

Avant l'Art. 26 : adoption d'un amendement concernant l'intitulé du chapitre.

Chapitre IV : *Dispositions communes* (p. 5178).

Art. 26 et 27 : adoption (*ibid.*).

Art. 28 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5179).

Art. 29 à 45 : retirés par le Gouvernement (*ibid.*).

Avant l'Art. 46 : amendement présenté par M. Mondon et les membres du groupe des Républicains indépendants (institution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales) ; adoption (p. 5180).

Art. 46 : adoption (*ibid.*).

Titre : adoption d'un amendement modifiant l'intitulé du projet (*ibid.*).

Explications de vote : les longs délais nécessaires pour procéder aux évaluations de la valeur locative cadastrale ; vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*) ; la situation financière des collectivités locales ; l'amélioration indispensable des rapports financiers entre elles et l'Etat (p. 5181) ; vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche ; vote favorable du groupe des Républicains indépendants ; la création indispensable de la commission dans les plus brefs délais ; le grand progrès accompli par le projet de loi ; vote favorable du groupe Progrès et démocratie moderne. Impôts locaux.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5181, 5182) ; la nécessité d'une révision de base de l'assiette des impôts locaux ; la position contradictoire en ce domaine des groupes communiste et de la Fédération de la gauche ; la limitation du projet au titre 1er ; les problèmes importants qui subsistent au niveau des collectivités locales ; la réforme utile accomplie par le Gouvernement avec le présent texte (p. 5181).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5182).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [19 décembre 1967] (p. 6019).

Les modifications apportées au projet de loi par le Sénat ; le texte sur les locaux professionnels ; la transaction équilibrée intervenue ; la valeur locative des installations industrielles (*ibid.*) ; les inconvénients graves de l'application actuelle de la patente (p. 6019, 6020).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 6019) ; l'accord du Gouvernement sur le texte proposé ; les deux exceptions prévues ; l'extrême difficulté du problème ; la répartition des responsabilités publiques entre les collectivités locales et l'Etat ; texte de la Commission mixte paritaire (p. 6020, 6021).

Art. 6 *bis* (p. 6021) ; réserve d'un amendement de suppression.

Art. 46-A : réserve d'un amendement.

En application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte proposé par la Commission mixte paritaire, modifié par les deux amendements présentés par le Gouvernement.

Adoption avec modification de l'ensemble du projet de loi.

Vote défavorable du groupe communiste (p. 6021).

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Intérieur).

IMPÔT SUR LE REVENU (I.R.P.P.).

— Barème. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 1er; BUDGET 1968, 1, art. 1er, après art. 1er (p. 3575 à 3577), art. 2 à 5 (p. 3580 et 3571); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11; IMPÔTS DIRECTS, 2 (Adaptation automatique du barème).

INADAPTÉS. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

INCAPABLES MAJEURS.

Projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs (1).

Transmis au Sénat le 3 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 201 (année 1966-1967)**; rapport le 9 mai 1967 par M. Jozeau Marigne, **n° 237 (année 1966-1967)**; avis le 11 mai 1967 de M. Grand au nom de la Commission des affaires sociales, **n° 245 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications le 23 mai 1967. — Projet de loi **n° 111 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 24 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 219**; rapport le 30 juin 1967 par M. Pleven, **n° 414**. Adoption le 3 octobre 1967. — Projet de loi **n° 62**.

Transmis au Sénat le 11 octobre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 3 (année 1967-1968)**; rapport le 20 novembre 1967 par M. Jozeau Marigné, **n° 28 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 6 décembre 1967. — Projet de loi **n° 9 (année 1967-1968)**.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967, I. 1720 (Code civil, 38).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 (3e lecture) (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 627**; rapport le 20 décembre 1967 par M. René Pleven, **n° 628**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 118**.

Loi n° 68-5 du 3 janvier 1968, publiée au *J.O.* du 16 février 1968 (p. 1723).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [3 octobre 1967] (p. 3393).

Le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture au cours des ultimes séances de la précédente législature (p. 3393) ; le travail réalisé par la commission de juristes présidée par M. Aydalot, procureur général près la Cour de cassation ; les trois régimes nouveaux instaurés par le projet : la tutelle, la curatelle et le placement sous la sauvegarde de la justice ; l'approbation par le Sénat des principes et des grandes lignes de la réforme ; les deux points sur lesquels diffèrent les textes votés par l'Assemblée Nationale et le Sénat ; la compétence du tribunal de grande instance ; les frais et les formalités qui résulteraient d'une telle solution (p. 3394, 3395) ; la distribution tardive du rapport de M. Pleven (p. 3395) ; les risques d'arbitraire entraînés par le projet ; son danger extrême ; les cas d'altération des facultés corporelles ; les inconvénients du juge unique (*ibid.*) ; le danger de confier la décision de mise sous sauvegarde à un seul médecin (p. 3396).

Motion de renvoi en Commission présentée par M. Dreyfus-Schmidt ; la position de l'Académie de médecine ; la limitation du présent projet au problème de l'administration des biens (p. 3396) ; l'impatience avec laquelle est attendu le vote du présent texte, par tous les intéressés (p. 3397) ; rejet au scrutin de la motion de renvoi (p. 3397) ; liste des votants (p. 3429).

Art. 1er (p. 3397) ; adoption du premier alinéa.

Art. 489-1 du Code civil ; adoption.

Art. 490 du Code civil ; adoption (p. 3398).

Art. 490-1 *bis* du Code civil ; réserve jusqu'au vote de l'article 2 *bis*.

Art. 490-2 du Code civil (*ibid.*) ; réserve (p. 3399).

Art. 491 du Code civil ; réserve.

Art. 491-1 à 491-6 du Code civil ; réserve (p. 3400).

Art. 493 du Code civil ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 490-2 (suite) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 491 du Code civil (suite) (*ibid.*) ; adoption (p. 3401).

Art. 491-1 du Code civil ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 491-2 du Code civil ; adoption.

Art. 491-3 et 491-4 du Code civil (p. 3402); adoption.

Art. 491-5 du Code civil ; adoption avec modification.

Art. 491-6 ; adoption (*ibid.*).

Art. 493-1 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3403).

Art. 493-2 et 494 du Code civil ; adoption.

Art. 496 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3404).

Art. 497 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification.

Art. 499 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3405).

Art. 500 du Code civil ; adoption avec modification.

Art. 502 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3406).

Art. 506 et 507 du Code civil ; adoption avec modification (*ibid.*).

Chapitre IV : *Des majeurs en curatelle :* retrait d'un amendement.

Art. 508-1 du Code civil ; adoption.

Art. 509-1 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3407).

Art. 511 et 512 du Code civil ; adoption avec modification.

Réserve du vote sur l'article premier du projet jusqu'après l'article 2.

Art. 2 (*ibid.*) ; adoption.

Après l'Art. 2 : adoption avec modification (p. 3408).

Art. 490-1 *bis* du Code civil (suite) ; adoption d'un amendement de suppression.

Adoption de l'ensemble de l'article premier (*ibid.*).

Art. 4 et 6 : adoption.

Art. 8 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3409).

Art. 9 *quater ;* adoption avec modification (p. 3409).

Art. 13 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 3410).

Explications de vote sur l'ensemble : les délais insuffisants de la discussion du texte; abstention du groupe socialiste ; adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Incapables majeurs.

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [14 décembre 1967] (p. 5909).

Les deux points essentiels sur lesquels portait le désaccord des deux Assemblées (p. 5909) ; la détermination de la juridiction compétente (p. 5909, 5910) ; l'expertise médicale nécessaire (p. 5909 à 5911) ; la démission de M. Pleven en tant que rapporteur de la Commission mixte (p. 5909) ; le bouleversement introduit dans l'économie générale du projet par les dispositions votées par la Commission mixte paritaire (p. 5910); les difficultés du système retenu ; le très réel progrès que représente le système proposé par l'Assemblée et le Gouvernement ; les conséquences fâcheuses des méthodes de travail de l'Assemblée sur la discussion du présent projet de loi ; l'avantage de la compétence du tribunal de grande instance ; les garanties d'indépendance accrues que présente la collégialité (*ibid.*).

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 5911 et 5912).

Art. 493 du Code civil (p. 5912) ; la remise en cause de l'objet même du projet de loi par la substitution de la compétence du tribunal de grande instance à celle du juge d'instance ; le besoin d'une réforme législative ; l'injustice commise par la Commission sénatoriale des lois à l'égard des juges d'instance ; les graves conséquences qui résulteraient pour les familles et les malades de l'adoption du texte de la Commission mixte paritaire ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 493 du Code civil (p. 5913).

Art. 491-1, 491-5 du Code civil : adoption avec modification.

Art. 493-1, 1er alinéa du Code civil ; la constatation de l'altération des facultés mentales ou corporelles du malade par un médecin spécialiste ; adoption avec modification.

Art. 496, 1er alinéa ; 497, 1er et 2e alinéas ; 499, 1er alinéa du Code civil : adoption avec modification.

Art. 499, 2e alinéa ; 501, 1er et 2e alinéas du Code civil : adoption avec modification (p. 5914).

Art. 507 du Code civil : la possibilité d'un recours contre la décision du juge des tutelles ; adoption avec modification.

Art. 509-1, 2e alinéa ; 511, 1er alinéa ; adoption avec modification.

Art. 511, 2e alinéa ; adoption d'un amendement de suppression.

Art. 512, 1er alinéa du Code civil ; adoption avec modification.

Art. L 326-1 du Code de la santé publique, 1er et 2e alinéas ; adoption avec modification.

Art. L 326-1, 3e alinéa ; adoption d'un amendement de suppression.

Art. 18 *bis* du projet ; les problèmes de procédure posés par l'application de l'article 40 à un amendement de la Commission mixte ; l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement (*ibid.*) ; adoption d'un amendement de suppression (p. 5915).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE [19 décembre 1967] (p. 6034).

Les divergences subsistant entre le Sénat, d'une part, l'Assemblée et le Gouvernement d'autre part, sur trois points essentiels (*ibid.*).

Art. 1er : réserve du premier alinéa jusqu'au vote des autres dispositions de cet article modifiant le Code civil (p. 6035).

Art. 493 du Code civil : la compétence du juge d'instance ; adoption au scrutin d'un amendement dont le texte devient celui de l'article 493 du Code civil ; liste des votants (p. 6069, 6070).

Art. 491-1 du Code civil (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 6036).

Art. 491-5 du Code civil : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 493-1 du Code civil : l'expertise obligatoire (*ibid.*) ; adoption de l'article avec modification (p. 6037).

Art. 497, 499, 501 du Code civil ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 507 du Code civil : les recours contre les jugements qui refusent de donner mainlevée d'une tutelle (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 6038).

Art. 509-1, 511, 512 du Code civil ; adoption avec modification.

Adoption du premier alinéa de l'article premier qui avait été réservé et de l'ensemble de l'article premier (*ibid.*).

Art. 8 : adoption avec modification.

Art. 9 *quater* (*ibid.*) ; adoption (p. 6039).

Art. 13 : adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN QUATRIÈME ET DERNIÈRE LECTURE [20 décembre 1967] (p. 6080).

La compétence du tribunal d'instance ; les garanties médicales entourant la décision du juge (p. 6081).

Conformément au troisième alinéa de l'article 114 du Règlement, la Commission des lois appelle l'Assemblée à se prononcer en priorité sur le dernier texte voté par l'Assemblée Nationale ; adoption au scrutin (p. 6082) ; liste des votants (p. 6084, 6085).

INCENDIES DE FORÊTS.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

INCIDENTS ET FAITS PERSONNELS.

M. Ahmed Mohamed, en raison de la mise en cause par M. Mitterrand, au cours du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, des résultats des élections législatives dans les T.O.M. et notamment aux Comores [19 avril 1967] (p. 719).

M. Sabatier, mis en cause par M. Chochoy sur le problème du logement, au cours du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement [19 avril 1967] (p. 720).

M. Valéry Giscard d'Estaing, mis en cause par M. Pompidou, Premier Ministre, dans la discussion de la motion de censure déposée sur les problèmes de l'information [24 avril 1968] (p. 1322).

INCOMPATIBILITÉ.

— du mandat parlementaire et des fonctions de membre du gouvernement. — *Voy.* CONSTITUTION, 5.

INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT.

— *Voy.* FAILLITE, 1.

INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.

— pour les mères de famille. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Régime général), 1 et 2.

INDEMNITÉ VIAGÈRE DE DÉPART. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1; EXPLOITATIONS AGRICOLES, 4; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11; BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

INDUSTRIE.

— Situation de. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE. — *Voy.* NATIONALISATIONS, 7; BUDGET 1968, 1 (Transports, II. Aviation civile. — Crédits militaires).

QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 8 et 10

INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE. — *Voy.* NATIONALISATIONS, 2.

INDUSTRIE COTONNIÈRE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 9.

INDUSTRIES D'ARMEMENT. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE. — *Voy.* NATIONALISATIONS, 5.

INFORMATION.

— Problèmes. — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, n° 5.

INFORMATIQUE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (I. Services du Premier Ministre); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9.

INFRACTIONS ROUTIÈRES.

Convention européenne pour la répression des. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 12.

INGÉNIEURS DE L'ARMEMENT. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 2.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET TECHNIQUES DE LA MARINE. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 1.

INSPECTEURS DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6

INSPECTEUR DES DOUANES. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

INSTITUT DES VINS DE CONSOMMATION COURANTE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 27 (texte Commission mixte paritaire) (p. 3629).

INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL.

Voy. BUDGET 1967, 2, art. 27.

— Transfert. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (I.N.S.E.E.).

— Acquisition d'un immeuble. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (après art. 4).

— Commis d'encadrement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 14.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4; BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

INSTITUTEURS HANDICAPÉS. — *Voy.* EDUCATION NATIONALE, 1.

INTERDICTION DE PARAITRE. — *Voy.* PROXÉNÉTISME, 1.

INTERDITS.

— Gestion des biens. — *Voy.* USUFRUIT, 1.

INTÉRESSEMENT DES TRAVAILLEURS. — *Voy.* DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT, n° 1; MOTIONS DE CENSURE (n° 4); TRAVAIL (Réglementation), 8.

INVALIDES DE GUERRE.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

— Assurances sociales. — *Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 2.

INVESTISSEMENTS.

Voy. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale).

— Règlement des différends entre Etats relatifs aux. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 3.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

IRAK.

— Accord commercial. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 29.

— Vente d'armes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

IRAN.

— Convention d'établissement et de navigation. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 27.

ISÈRE.

— Département de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8; DÉPARTEMENTS, 1.

ISRAËL.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n°s 5 et 6; BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

— Vente d'armes. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

ITALIE.

— Rectification de frontière. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 24.

— Alimentation en eau de Menton. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 28.

J

JAGUAR.

— Avion. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 35; BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

JEUNES.

— Demandeurs d'un premier emploi. — *Voy.* EMPLOI, 1.

— Cinquième semaine de congé. — *Voy.* CONGÉS PAYÉS, 4.

— Problèmes d'emploi. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 9; QUESTIONS ORALES (sans débat), nos 40 et 43.

1. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 qui accorde des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Boyer-Andrivet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 304.**

2. — Proposition de loi relative à la fixation du montant forfaitaire des cotisations de sécurité sociale pour le personnel des patronages laïcs et à la suppression du versement forfaitaire de 5 % sur les salaires des moniteurs des patronages laïcs, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Nilès et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 450.**

3. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Jacques Barrot (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 673.**

4. — Proposition de loi tendant à améliorer la législation sur les congés pour la formation des cadres et animateurs des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Baillot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 743.**

— Rapport d'enquête sur les problèmes de la jeunesse. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

JEUX OLYMPIQUES.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3; BUDGET 1968, 1 (Jeunesse et sports).

— de Grenoble. — *Voy.* SPORTS, 3. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT. (n° 8.)

JOURNAUX OFFICIELS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (III. Services du Premier Ministre).

JUGE D'INSTRUCTION.

— Transport hors des limites du ressort du tribunal. — *Voy.* PROCÉDURE PÉNALE, 3.

JUSTICE (Organisation).

1. — Projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des Iles Wallis et Futuna (1).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 24**; rapport le 5 décembre 1967 par M. Krieg, **n° 541**. Rejet le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 108**.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [19 décembre 1967] (p. 6024).

Le rejet du texte par le Sénat ; les raisons du dépôt du projet de loi ; les cas de remplacement ; les conditions de la suppléance (*ibid.*) ; la crainte de l'incompétence du suppléant éventuel (p. 6025) ; les amendements proposés par la Commission des lois ; les conditions géographiques de l'archipel particulièrement défavorables à l'exercice normal de la justice ; le prestige du juge dans ces îles ; le vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche.

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 6025) ; l'acceptation par le Gouvernement des amendements de la Commission (*ibid.*).

Article unique (p. 6026) ; la nécessité de faire une œuvre législative cohérente ; les conditions différentes dans lesquelles se rend la justice dans ces territoires éloignés; l'application pendant longtemps en France du système de la suppléance des juges de paix par des juristes non magistrats ; le problème de l'insuffisance numérique des magistrats dans les territoires d'outre-mer ; la nécessité d'un aménagement nouveau de l'ensemble de l'organisation de la justice dans les T.O.M. ; adoption de trois amendements (p. 6026, 6027) ; rejet au scrutin de l'article unique (p. 6027) ; liste des votants (p. 6029, 6030).

(1) Pour l'adoption en première lecture *voy.* Table des matières 1962/1967 (T.O.M., 15).

2. — Proposition de loi tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque cour d'appel et chaque tribunal administratif et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Charret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 36**.

3. — Proposition de loi tendant à faire présider les conseils de prud'hommes par un magistrat, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Fanton (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 42**.

4. — Projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 94**; rapport le 26 avril 1967 par M. Krieg, **n° 142**. Adoption le 27 avril 1967. — Projet de loi **n° 11**.

Transmis au Sénat le 9 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 236 (année 1966-1967)**; rapport le 23 mai 1967 par M. de Montigny, **n° 255 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 25 mai 1967.

Loi n° 67-446 du 6 juin 1967, publiée au *J.O.* du 7 juin 1967 (p. 5619).

DISCUSSION [27 avril 1967] (p. 863).

La remise en ordre des textes d'administration de la justice dans ces territoires ; le décret du 21 novembre 1933 régissant l'organisation judiciaire et les règles de procédure ; les difficultés particulières aux membres de la justice en Polynésie ; le caractère réglementaire ; la composition des justices de paix et la désignation des magistrats ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la justice en Polynésie française (p. 864) ; l'absentéisme parlementaire (p. 865) ; le peu de consistance de l'ordre du jour de l'Assemblée (*ibid.*) ; les audiences foraines en Polynésie ; la nécessité d'augmenter le nombre des magistrats

à Papeete ; la désignation de fonctionnaires pour rendre la justice ; le vote en Commission sur le projet (p. 866).

Intervention de M. Billotte, Ministre d'Etat, chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (p. 864, 865) ; l'incorporation du texte du projet de décret dans celui du projet de loi ; le souhait du Gouvernement d'augmenter le nombre des magistrats ; les conditions satisfaisantes dans lesquelles est actuellement rendue la justice en Polynésie.

Art. 1er (p. 866) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article premier (*ibid.*).

Art. 2 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 2 (p. 866).

Art. 3 : adoption avec modification (*ibid.*).

Exptications de vote : la défaveur du groupe communiste au principe selon lequel la justice pourrait être rendue par les non-magistrats (p. 867).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

5. — Projet de loi relatif à la Cour de cassation(1).

Transmis au Sénat. Adoption avec modifications le 27 avril 1967. — Projet de loi **n° 106.**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 172**; rapport le 11 mai 1967 par M. Krieg, **n° 177.** Adoption en deuxième lecture le 16 mai 1967. — Projet de loi **n° 16.**

Transmis au Sénat le 23 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 250 (année 1966-1967)**; rapport le 30 mai 1967 par M. Marcilhacy, **n° 273 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications le 8 juin 1967. — Projet de loi **n° 121 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 292**; rapport le 16 juin 1967 par M. Krieg, **n° 327.** Adoption définitive le 23 juin 1967. — Projet de loi **n° 37.**

(1) Pour l'adoption en première lecture *voy.* table 1962-1967, I. n° 2142 (Organisation judiciaire, 9).

Loi n° 67-523 du 3 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 4 juillet 1967 (p. 6651). Justice.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [16 mai 1967] (p. 1031).

Les idées de base du présent projet ; la création de conseillers référendaires près la Cour de cassation ; les intentions du Gouvernement en la matière ; la nécessité de donner des moyens accrus à la Cour de cassation et d'obtenir une organisation plus rationnelle ; l'hommage à l'œuvre accomplie par M. Foyer ; les trois catégories de mesures envisagées ; les modifications heureuses apportées par les sénateurs ; l'appareil judiciaire de type technocratique envisagé par le Gouvernement ; l'hostilité des associations de magistrats aux projets gouvernementaux (p. 1031).

Art. 1er (p. 1032) ; la fixation par décret des effectifs des magistrats et des greffiers ; l'inopportunité de soumettre au Conseil d'Etat des décisions concernant l'organisation et le fonctionnement internes de la Cour de cassation ; le maintien indispensable de l'indépendance des deux hautes juridictions ; le problème de la répartition des effectifs entre les chambres ; adoption avec modification (p. 1033).

Art. 1er *bis* : adoption (*ibid.*).

Art. 4 : les attributions des conseillers référendaires ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 5 (*ibid.*) : adoption avec modification.

Art. 11 (p. 1034) ; le problème des attributions de chacune des chambres civiles ; adoption avec modification (p. 1034).

Art. 12 : adoption avec modification (p. 1034).

Art. 17 (p. 1034) ; adoption.

Art. 20, 20 *bis*, 21 ; adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1034).

DISCUSSION EN TROISIÈME LECTURE [23 juin 1967] (p. 2134).

La composition des chambres mixtes, la solution transactionnelle proposée par la Commission des lois ; l'hommage à la Cour de cassation (p. 2134).

Art. 5 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*)

6. — Projet de loi modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance

Justice.

délinquante et l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation des juridictions pour enfants, présenté au Sénat le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 282 (année 1966-1967)**; rapport le 13 juin 1967 par M. de Montigny, **n° 292 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 127 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 311**; rapport le 29 juin 1967 par M. Delachenal, **n° 379**. Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 55**.

Loi n° 67-555 du 12 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1967 (p. 7011).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2553).

La fixation par décret du siège et du ressort des tribunaux pour enfants (p. 2553).

Art. 1er à 5 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) ; abstention du groupe communiste (*ibid.*).

7. — Projet de loi portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, présenté au Sénat le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 284 (année 1966-1967)**; rapport le 13 juin 1967 par M. de Montigny, **n° 294 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 125 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 312**; rapport le 30 juin 1967 par M. de Grailly, **n° 383**. Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 53**.

Loi n° 67-556 du 12 juillet 1967, publiée an *J.O.* du 13 juillet 1967 (p. 7011).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2547).

Les incidences de la réorganisation administrative de la région parisienne sur l'organisation judiciaire ; la création de nouveaux tribunaux de grande instance dans les nouveaux départements périphériques de Paris ; le caractère réglementaire de la création de tribunaux nouveaux et de la fixation de leur ressort ; les mesures transitoires à prévoir ; l'amputation des compétences de ces nouveaux tribunaux (*ibid.*) ; le problème posé par le tribunal de la Seine (p. 2548) ; l'encombrement des rôles et le nombre insuffisant des chambres ; l'implantation souhaitable du nouveau Palais de Justice dans le quartier des Halles ; le système de dualité entre les professions d'avocat et d'avoué (*ibid.*) ; la création de nouvelles charges d'avoués (p. 2549, 2550) ; l'institution d'un tribunal de grande instance obligatoirement impliqué par la création d'un nouveau département ; la transition aménagée (p. 2549).

Art. 1er à 4 (p. 2550) ; adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Abstention du groupe communiste et de la Fédération de la gauche (*ibid.*).

8. — Projet de loi relatif à l'organisation des Cours d'Assises dans la région parisienne, présenté au Sénat le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 283 (année 1966-1967)**; rapport le 13 juin 1967 par M. de Montigny, **n° 293 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 126 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 313**; rapport le 29 juin 1967 par M. Chazelle, **n° 378**. Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 54**.

Loi n° 67-557 du 12 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1967 (p. 7012).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2550).

Les étapes à prévoir au fur et à mesure que seront édifiés les nouveaux palais de justice ; la nécessité pour l'installation d'une cour d'assises de l'existence de locaux suffisants pour l'accueillir (p. 2551) ; la seule

création prévue : celle de la cour de Pontoise ; la mise en place de cette cour ainsi que de celle de Nanterre ; la modification temporaire de certaines dispositions du Code de procédure pénale relatives aux jurys criminels ; les sérieuses difficultés causées par les modifications ainsi apportées au ressort des cours d'assises ; l'harmonisation qui devrait être totalement réalisée le 1er janvier 1968 (*ibid.*).

Chapitre Ier (p. 2552).

Art. 1er à 8 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II (*ibid.*).

Art. 9 à 14 : adoption (*ibid.*).

Art. 15 à 18 ; adoption (p. 2553).

Chapitre III (*ibid.*).

Art. 19 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi ; abstention du groupe communiste (*ibid.*).

Voy. aussi MAGISTRATS.

JUSTICE FISCALE. — *Voy.* IMPÔTS (Dispositions générales), 1.

K

KURDES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 17.

L

LACQ.

— Pollution. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS.

1. — Proposition de loi relative à l'institution de normes biologiques du lait et au paiement du lait à la qualité biologique, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Godefroy et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 158**. Retirée le 30 mai 1967 (p. 1417).

2. — Proposition de loi relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Godefroy et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 254**.

— Prix. — *Voy.* BAUX RURAUX, 9.

LANCEURS D'ENGINS SPATIAUX.

— Organisation européenne. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 9.

LANGUES ÉTRANGÈRES.

— Enseignement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

LANGUES RÉGIONALES.

1. — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Georges Bourgeois et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 162**.

2. — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Bayou et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 213**.

3. — Proposition de loi relative à l'enseignement des langues et cultures régionales, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1967 par M. de Poulpiquet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 637**.

4. — Proposition de loi relative à la place des langues et cultures régionales dans l'éducation et l'information, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par MM. Le Foll, Mendès-France et Prat (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 717**.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

LE BOUCAU. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

LÉGION D'HONNEUR.

— Promotion spéciale pour le cinquantième anniversaire de la victoire de 1918. — *Voy.* DÉCORATIONS, 3.

LIAISON FLUVIALE MER DU NORD—MÉDITERRANÉE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Commissariat au Plan).

LIAISON INVALIDES—ORSAY. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — I. Transports).

LIBERTÉ SYNDICALE.

— à l'intérieur des entreprises. — *Voy.* SYNDICATS PROFESSIONNELS, 1.

LICENCE TOURISTIQUE. — *Voy.* ALCOOLISME, 7.

LICENCIEMENTS. — *Voy.* EMPLOI, 4 et 5.

LIMITES D'AGE. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 3.

LIQUIDATION DES BIENS. — *Voy* FAILLITE, 1.

LIVRE FONCIER URBAIN. — *Voy.* URBANISME, 1, après l'art. 13 (p. 2216 à 2219).

LIVRE STERLING.

— Dévaluation. — *Voy.* BUDGET 1967, 2 (Discussion générale).

LOCATAIRES.

— Droit de retrait. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 2.

LOCAUX COMMERCIAUX.

— Evaluation. — *Voy.* IMPÔTS LOCAUX, 1.

LOCAUX INSUFFISAMMENT OCCUPÉS. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

LOCAUX SPORTIFS. — *Voy.* CONSTRUCTION, 1.

LOGEMENT.

1. — Proposition de loi relative à la mise en œuvre d'une catégorie de logements d'intérêt social par les sociétés d'économie mixte, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Jamot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 225.**

2. — Proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement et du développement urbain, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 349.**

3. — Proposition de loi autorisant l'attribution d'office des appartements neufs inoccupés, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Robert Levol (renvoyée à la Commission de la production et des échanges).

4. — Rapport sur l'activité de la Bourse d'échange de logements (année 1966) en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960 [2 avril 1968] (p. 969).

5. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 692;**

rapport le 22 mai 1968 par M. de Grailly, **n° 831**.

6. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Lolive et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 786**.

Voy. LOGEMENT, 5 ci-dessus.

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 31. BUDGET 1968, 1. Discussion générale (Equipement et logement).

— Crise. — *Voy.* LOGEMENT, 6.

— Politique du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

LOI.

— Domaine de la. — *Voy.* CONSTITUTION, 6; POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation).

LOIS DE FINANCES.

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (Renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 5**.

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES. — *Voy.* BUDGET 1967, 1 et 2; BUDGET 1968, 2.

LOIS DE PROGRAMME. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

LOI DE PROGRAMME MILITAIRE.

— Exécution. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires), après art. 38.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* table 1962/1967, Budget, 1.

LOIS DE RÈGLEMENT.

Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1964 (1).

Transmis au Sénat le 21 décembre 1966 (renvoyé à la Commission des finances), **n° 196 (année 1966-1967)**; rapport le 18 mai 1967 par M. Pellenc, **n° 248 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 112 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-447 du 6 juin 1967, publiée au *J.O.* du 7 juin 1967 (p. 5620).

1. — Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 175**; rapport le 2 octobre 1967 par M. Rivain, **n° 424**. Adoption le 16 novembre 1967. — Projet de loi **n° 73**.

Transmis au Sénat le 20 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 30 (année 1967-1968)**; rapport le 13 décembre 1967 par M. Pellenc, **n° 79 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 42 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-3 du 3 janvier 1968, publiée au *J.O.* du 4 janvier 1968 (p. 67).

DISCUSSION [16 novembre 1967] (p. 5002).

Le peu d'intérêt porté par le Parlement au règlement des comptes de l'Etat; le retard avec lequel les comptes des administrations étaient rendus dans le passé; les dispositions de la loi organique; le progrès incontestable que représente le dépôt du présent projet; le travail considérable accompli par la juridiction des comptes; le concours que la Commission des finances reçoit des rapporteurs des autres Commissions pour la discussion du budget; le caractère de loi de finances, de la loi de règlement; les annexes explicatives; la déclaration générale de conformité établie par la Cour des comptes; le léger excédent de la loi de finances pour 1965; le mode de comptabilisation des opérations avec le Fonds monétaire international; la disparition, en 1965, du découvert général du Trésor (*ibid.*); les virements, transferts, ré-

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* table des matières, deuxième législature, I. n° 2285 (Budget 1964.)

partitions et reports de crédits (p. 5003) ; l'importance de ces mouvements ; l'existence de certaines irrégularités dans la pratique administrative ; les reports non apparents ; l'approbation des dépassements de crédits résultant de circonstances de force majeure ; les dépassements de crédits limitatifs ; le caractère plutôt historique du projet de loi de règlement ; l'excédent de l'exercice 1965 et la correspondance de ses résultats avec les prévisions ; l'hommage au Gouvernement de l'époque et notamment à M. Valéry Giscard d'Estaing, Ministre des Finances ; la règle de l'équilibre.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5003, 5004) ; la réduction considérable des délais de présentation du projet de loi de règlement ; le prochain dépôt du projet de loi de règlement du budget de 1966 ; l'excédent de ressources prévu pour 1965 ; l'absence de discordance entre les chiffres retenus par la loi de règlement et ceux cités par la Cour des comptes ; la présentation comptable des opérations avec le Fonds monétaire international ; les dépassements de crédits ; la procédure suivie par le Gouvernement en la circonstance ; la règle du parallélisme entre l'augmentation des dépenses et celle de la production intérieure brute ; les dépenses du « dessus de la ligne » et du « dessous de la ligne ».

Art. 1er à 15 (p. 5004 à 5041) ; adoption (p. 5041).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan) **n° 577** ; rapport le 2 mai 1968 par M. Rivain, rapporteur général, **n° 737.** Adoption le 15 mai 1968. — Projet de loi **n° 141.**

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1854).

L'équilibre budgétaire de 1966 ; sa rupture en cours de gestion ; les opérations de caractère définitif ; les recettes et les dépenses ; les opérations à caractère temporaire ; la gestion du budget (*ibid.*) ; les décrets d'avance (p. 1855) ; les virements et transferts ; l'affectation du crédit de fonctionnement à des chapitres de dépenses en capital ; les reports de crédits ; les conditions d'utilisation des crédits d'équipement ; la volonté de l'Administration de tenir compte des observations formulées par le Parlement lors de l'examen des précédentes lois de règlement ; le respect pour la première fois des délais de dépôt de la loi (*ibid.*) ; les promesses formulées par le Gouvernement lors du vote du budget et la réalité qui a suivi ; l'absence dans ce budget de minutie et de sincérité.

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 1855, 1856) ; le respect des délais en matière de lois de règlement ; le progrès réalisé dans l'information et dans la mécanisation ; la modification profonde de l'équilibre général de la loi de finances ; le déficit des régimes sociaux ; les opérations à caractère définitif ; les dépenses ; les recettes ; les écarts de prévisions ; les opérations à caractère temporaire ; la gestion du Trésor public ; les décrets d'avance ; les virements ; les transferts ; les répartitions et les reports ; l'importance du déficit de la Sécurité sociale ; la nécessité d'une position cohérente ; le renforcement des prêts du F.D.E.S.

Art. 1er à 14 (p. 1856 à 1889) ; adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1889).

LORRAINE.

— Crise économique. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

LOTISSEMENTS. — *Voy.* CONSTRUCTION, 5.

LOYERS.

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15 ; BUDGET 1968, 1 (Equipement).

— Hausse. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 3.

LYON.

— Communauté urbaine. — *Voy.* DÉPARTEMENTS, 1.

M

MAGISTRATS.

1. — Projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 282**; rapport le 21 juin 1967 par M. Krieg, **n° 335.** Adoption le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 51.**

Transmis au Sénat le 1er juillet 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 356 (année 1966-1967)**; rapport le 1er juillet 1967 par M. Marcilhacy, **n° 357 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 152 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-618 du 29 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1967 (p. 7619).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2544).

La loi organique du 20 février 1967 ; la nomination aux fonctions de conseiller référendaire ; la décision du Conseil constitutionnel en date du 26 janvier 1967 ; la publication au *Journal officiel* du 20 février du texte adopté par le Parlement, amputé des dispositions inconstitutionnelles ; la nécessité de compléter ce texte devenu inapplicable ; la procédure spéciale instituée par l'article 2 (*ibid.*) ; les garanties d'inamovibilité appliquées aux conseillers référendaires (p. 2545).

Art. 1er : adoption (*ibid.*).

Art. 2 : adoption avec modification (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (*ibid.*).

2. — Projet de loi organique instituant un congé spécial pour les magistrats du corps judiciaire, présenté au Sénat le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 285 (année 1966-1967)**; rapport le 15 juin 1967 par M. Marcilhacy, **n° 303 (année 1966-1967).** Adoption le 22 juin 1967. — Projet de loi **n° 139 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 364** rapport le 23 juin 1967 par M. Krieg, **n° 367.** Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 52.**

Loi n° 67-619 du 29 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 30 juillet 1967 (p. 7619).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2545).

L'accord de la Commission des lois et du Sénat avec la procédure adoptée ; l'approbation par la Commission des amendements apportés par le Sénat (p. 2546) ; le présent projet, texte de circonstance (*ibid.*).

Art. 1er : adoption (*ibid.*).

Art. 2 à 5 : adoption (p. 2547).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique.

— *Voy. aussi :* JUSTICE (Organisation) FONCTIONNAIRES, 10.

MAGISTRATURE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Justice).

MAINTIEN DANS LES LIEUX. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 4.

MAIRE.

— Insigne distinctif. — *Voy.* COMMUNES, 8.

MAÏS.

— Prix. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11 ; BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

MAISONS D'ALIMENTATION A SUCCURSALES.

— Personnel. — *Voy.* COMMERCE, 1.

MAISONS DE JEUNES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

MAISONS DE LA CULTURE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles).

MAJORITÉ (âge de la).

1. — Proposition de loi tendant à fixer à 19 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Robert-André Vivien (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 65.**

2. — Proposition de loi tendant à fixer à 20 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Jean Moulin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 397.**

3. — Proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 617.**

4. — Proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues (renvoyée a la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 664.**

5. — Proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1968 par M. Pierre Cot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 810.**

MALADIES DU BÉTAIL. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

MALI. — *Voy.* RAPPORTS D'INFORMATION, 4.

MANDAT PARLEMENTAIRE.

— Incompatibilité avec les fonctions de membre du Gouvernement. — *Voy.* CONSTITUTION, 5.

MANDATAIRES EN FONDS DE COMMERCE. — *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 4 et 6.

MANIFESTATIONS D'ÉTUDIANTS. — *Voy.* ETUDIANTS (Manifestations).

MANIFESTATIONS PAYSANNES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

MANNEQUINS. — *Voy.* SPECTACLES, 1 et 3.

MARAIS DE L'OUEST. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

MARCHÉS ADMINISTRATIFS.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 175 du Code pénal (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, **n° 17** ; rapport le 20 avril 1967 par M. Palmero, **n° 127.** Adoption le 25 mai 1967. — Proposition de loi **n° 19.**

Loi n° 67-467 du 17 juin 1967, publiée au *J. O.* du 20 juin 1967 (p. 6067).

DISCUSSION [25 mai 1967] (p. 1313).

Les condamnations sévères qui ont frappé des magistrats municipaux de bonne foi, par application de l'article 175 du Code pénal ; le caractère draconien de ces dispositions (p. 1314).

Art. 1er (p. 1314) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 : adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1314).

MARCHÉ ARTISTIQUE.

— Assainissement. — *Voy.* ŒUVRES D'ART, 1.

MARCHÉ COMMUN.

Voy. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 6 et 7 ; MOTIONS DE CENSURE, n° 4 ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale, Coopération).

— Conséquences sociales. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

(1) Pour l'adoption en première lecture, voy, table des matières 1962/1967 - I. 1501 (Code pénal, 12).

— Adhésion de la Grande-Bretagne. — *Voy.* GRANDE-BRETAGNE.

MARCHÉ COMMUN AGRICOLE.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères - Agriculture) ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11 ; BAUX RURAUX, 9.

MARCHÉ DE RUNGIS.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

MARCHÉ FINANCIER.

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Discussion générale, Equipement).

MARÉCHAL JUIN.

— Succession. — *Voy.* ARMÉES (Dispos. div.), 2.

« MARÉE NOIRE » (La).

— *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1 et 2.

MAREYAGE PORTUAIRE.

— *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 8 (texte Commission mixte paritaire).

MARINE MARCHANDE.

1. — Projet de loi sur les assurances maritimes, présenté au Sénat le 6 décembre 1966 par M. Foyer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 74 (année 1966-1967)** ; rapport le 21 décembre 1966 par M. Marcilhacy, **n° 214 (année 1966-1967).** Adoption le 20 avril 1967.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tration générale de la République), **n° 137** ; rapport le 10 mai 1967 par M. Baudouin, **n° 176.** Adoption le 11 mai 1967. — Projet de loi **n° 14.**

Transmis au Sénat le 16 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 246 (année 1966-1967)** ; rapport le 30 mai 1967 par M. Marcilhacy, **n° 274 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications le 8 juin 1967. — Projet de loi **n° 119 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 291** ; rapport le 15 juin 1967 par M. Baudouin, **n° 323.** Adoption définitive le 23 juin 1967. — Projet de loi **n° 41.**

Loi n° 67-522 du 3 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 4 juillet 1967 (p. 6648).

DISCUSSION [11 mai 1967] (p. 1006).

L'effort de modernisation qui s'impose ; la protection de l'assureur contre l'assuré ; le caractère essentiellement international de l'assurance maritime ; les polices types ; le principe indemnitaire ; le maintien de l'ancienne institution du délaissement (p. 1006).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 1007) ; la réforme d'ensemble du droit maritime dont le présent projet est un élément ; les précédentes lois votées en la matière relatives aux contrats d'affrètement et au statut des navires ; le but du présent texte tendant à augmenter la sécurité (*ibid.*).

TITRE PREMIER. Règles générales (p. 1007).

Art. 1er : adoption (*ibid.*).

Art. 2 (*ibid.*) ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 40 (*ibid.*).

Art. 3 et 4 : adoption (*ibid.*).

TITRE II. — *Règles communes aux diverses assurances.*

Chapitre 1er : *Conclusions du contrat.*

Art. 5 : adoption (*ibid.*).

Art. 6 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 6 (p. 1008).

Art. 7 : adoption avec modification (p. 1008).

Art. 8 à 14 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *Obligations de l'assureur et de l'assuré.*

Art. 15 et 16 : adoption (*ibid.*).

Art. 17 à 24 : adoption (p. 1009).

Art. 25 : adoption avec modification (p. 1010).

Art. 26 et 27 : adoption (*ibid.*).

Chapitre III : *Règlement de l'indemnité.*

Art. 28 à 34 : adoption.

Art. 35 : adoption avec modification (*ibid.*).

TITRE III. — *Règles particulières aux diverses assurances.*

Chapitre 1er : *Assurances sur corps.*

Art. 36 à 39 : adoption (*ibid.*).

Art. 40 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 (suite) ; adoption avec modification (p. 1012).

Art. 41 à 49 : adoption (*ibid.*).

Art. 50 et 51 : adoption (p. 1013).

Chapitre II : *Assurances sur facultés.*

Art. 52 à 57 : adoption (*ibid.*).

Chapitre III : *Assurance de responsabilité.*

Art. 58 et 59 : adoption (*ibid.*).

Art. 60 : adoption avec modification (p. 1013).

Art. 61 : adoption (*ibid.*).

Dispositions générales.

Art. 62 et 63 : adoption (*ibid.*).

Art. 64 et 65 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [23 juin 1967 (p. 2146).

Les deux articles restant en discussion (p. 2146).

Art. 7 et 25 (p. 2147) ; adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Projet de loi relatif aux événements de mer, présenté au Sénat le 21 décembre 1966 par M. Foyer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlemenl et d'administration générale), **n° 199 (année 1966-1967)**; rapport le 11 avril 1967 par M. Marcilhacy, **n° 217 (année 1966-1967)**; avis le 20 avril 1967 de M. Joseph Yvon au nom de la Commission des affaires économiques et du plan, **n° 222 (année 1966-1967).** Adoption le 20 avril 1967.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 avril

Marine marchande.

1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 138**; rapport le 27 avril 1967 par M. Baudouin, **n° 143.** Adoption le 11 mai 1967. — Projet de loi **n° 15.**

Transmis au Sénat le 16 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 247 (année 1966-1967)**; rapport le 1er juin 1967 par M. Marcilhacy, **n° 276 (année 1966-1967).** Adoption avec modification le 8 juin 1967. — Projet **n° 120 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 290**; rapport le 15 juin 1967 par M. Baudouin, **n° 322.** Adoption en deuxième lecture le 23 juin 1967. — Projet de loi **n° 42.**

Transmis au Sénat le 27 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 328 (année 1966-1967)**; rapport le 29 juin 1967 par M. Marcilhacy, **n° 333 (année 1966-1967).** Adoption définitive en troisième lecture le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 148 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-545 du 7 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 9 juillet 1967 (p. 6867).

DISCUSSION [11 mai 1967] (p. 1014).

Les événements de mer : abordage, assistance et avaries ; l'application du texte aux engins flottants.

Chapitre Ier : *Abordage* (p. 1015).

Art. 1er à 6 : adoption (*ibid.*).

Art. 7 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 8 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *Assistance.*

Art. 9 à 14 : adoption (*ibid.*).

Art. 15 à 18 : adoption (p. 1016).

Art. 19 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 20 : adoption.

Art. 21 : adoption avec modification (p. 1016).

Chapitre III : *Des avaries* (p. 1017).

Art. 22 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 23 : adoption.

Section 1 : *Du classement en avaries communes.*

Art. 24 à 28 : adoption (*ibid.*).

Section II : *De la contribution aux avaries communes.*

Art. 29 à 36 : adoption (*ibid.*).

Art. 37 et 38 : adoption (p. 1018).

Section III : *Du règlement des avaries communes.*

Art. 39 à 42 : adoption (*ibid.*).

Dispositions générales.

Art. 43 à 45 : adoption (p. 1018).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [23 juin 1967] (p. 2147).

La responsabilité du propriétaire du navire à raison des contraventions du capitaine à l'obligation d'assistance ; le règlement des avaries communes.

Art. 19 (p. 2147) ; adoption.

Art. 22 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2148).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

3. — Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires (1).

Transmis au Sénat le 15 décembre 1966 (renvoyé à la Commission des lois) **n° 145 (année 1966-1967)**; rapport le 3 avril 1967 par M. Marcilhacy, **n° 215 (année 1966-1967).** Adoption avec modifications le 20 avril 1967.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 21 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 139**; rapport le 27 avril 1967 par M. Baudouin, **n° 144.** Adoption définitive le 9 mai 1967. Projet de loi **n° 13.**

Loi n° 67-405 du 20 mai 1967, publiée au *J. O.* du 21 mai 1967 (p. 4995).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [9 mai 1967] (p. 948).

L'amendement adopté par le Sénat à l'article 4 et la modification du deuxième alinéa de l'article 6 (p. 948).

(1) Pour l'adoption en première lecture, voy. Table 1962/1967 - I. 1739 (Marine marchande, 6.)

Art. 4 et 6 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Voy. aussi : QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 38.

MARINE MILITAIRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires. — Comptes spéciaux du Trésor), art. 70. — Constructions navales.

MARINS.

— Pensions. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Transports. II).

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE. — *Voy.* SOCIÉTÉS, 1.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.

— destinés à l'industrie hôtelière. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 18 (texte Commission mixte paritaire).

MATÉRIELS.

— Achats publics. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Comptes spéciaux du Trésor) art. 71.

MATHÉMATIQUES.

— Enseignement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

MÉDECINS.

1. — Proposition de loi tendant à permettre aux chiropracteurs titulaires du diplôme de docteur en chiropractie d'exercer leur art, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Edouard Charret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 56**.

2. — Proposition de loi relative au développement de la médecine de groupe et d'équipe, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Benoist et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 746**.

MÉDECINS DES ARMÉES. — *Voy.* ARMÉES (Dispositions particulières diverses), 7.

— de groupe et d'équipe. — *Voy.* MÉDECINS, 2.

MÉDECINE SOCIALE.

1. — Proposition de loi tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par MM. Cousté et René Caille (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 192**.

2. — Proposition de loi tendant à l'institution d'un service autonome de la médecine du travail à la Société nationale des chemins de fer français et à l'extension à la Société nationale des chemins de fer français des dispositions du chapitre premier du titre II du Livre II du Code du travail et des règlements pris en application de l'article 67 du même Livre, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Carlier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 250**.

MÉDICAMENTS.

— Prix de vente. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 2 et 3.

— Redevance perçue à l'occasion de l'inscription sur la liste des spécialités remboursables. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 32.

MÈRES DE FAMILLE.

— Déduction fiscale. — *Voy.* IMPÔTS DIRECTS, 3.

MÉRITE DU SANG. — *Voy.* DÉCORATIONS, 1.

MÉRITE SOCIAL. — *Voy.* DÉCORATIONS, 1.

MERS EL-KÉBIR. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires).

MESURES D'ORDRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.

MÉTAYAGE. — *Voy.* BAUX RURAUX, 6 et 9.

MÉTÉOROLOGIE.

Proposition de loi tendant : 1° à l'établissement d'un statut du service météorologique français; 2° au développement de l'assistance et de la recherche météorologique en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 293**.

MÉTRO RÉGIONAL EXPRESS. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

MEUBLÉS ET GARNIS.

Proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires des hôtels et des maisons meublées, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Chambaz et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République). **n° 239**.

MEUSE.

— Problèmes d'emploi. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 46.

MILITAIRES INVALIDES.

Pensions. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 9.

MINES DE FER. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie) ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 6 et 7.

MINES DE L'OUEST. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6.

MINES ET CARRIÈRES.

1. — Proposition de loi tendant à réglementer l'exploitation des carrières et sablières, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 52**.

2. — Projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier, présenté à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 460** ; rapport le 9 novembre 1967 par M. Lolive, **n° 486**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 74**.

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 33 (année 1967-1968)** ; rapport le 30 novembre 1967 par M. Jager, **n° 50 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 14 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1083 du 14 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 15 décembre 1967 (p. 12195).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5110).

L'exploitation des carrières souterraines dans le département de la Seine ; la craie et le calcaire grossier ; le gypse ; les effectifs globaux de travailleurs intéressés (p. 5110) ; les désordres et les catastrophes entraînés par l'exploitation des carrières souterraines de la région parisienne (p. 5111) ; l'indemnisation des victimes ; la prévention des accidents ; la mise à jour de la carte des carrières souterraines de la région parisienne ; l'accès du public aux espaces verts; les modifications urgentes du Code minier ; le problème des affaissements miniers ; l'examen par les Commissions compétentes du projet de réforme du Code minier.

Intervention de M. Guichard, Ministre de l'Industrie ; l'adaptation de la législation mi-

nière à la région parisienne ; la préparation actuelle d'une réforme du Code minier (*ibid.*).

Article unique : adoption avec modification (p. 5112).

MINEURS.

— Fugues et délits. — *Voy.* PRESSE, 1.

— Gestion des biens. — *Voy.* USUFRUIT, 1.

MINISTÈRES.

Nomination du Premier Ministre : M. Georges POMPIDOU. Décret du 6 avril 1967 (*J.O.* du 7 avril 1967, p. 3467).

Nomination des membres du Gouvernement. Décret du 7 avril 1967 (*J.O.* du 8 avril, 1967, p. 3515) :

Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles : M. André MALRAUX.

Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique : M. Edmond MICHELET, député.

Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer : M. Pierre BILLOTTE, député.

Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales : M. Maurice SCHUMANN, député.

Ministre d'Etat chargé des Relations avec le Parlement : M. Roger FREY, député.

Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire : M. Raymond MARCELLIN, député.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice : M. Louis JOXE, député.

Ministre des Affaires étrangères : M. Maurice COUVE DE MURVILLE.

Ministre des Armées : M. Pierre MESSMER.

Ministre de l'Intérieur : M. Christian FOUCHET, député.

Ministre de l'Economie et des Finances : M. Michel DEBRÉ, député.

Ministre de l'Education nationale : M. Alain PEYREFITTE, député.

Ministre de l'Equipement et du Logement : M. Edgard PISANI, député.

Ministre de l'Agriculture : M. Edgar FAURE, député.

Ministre de l'Industrie : M. Olivier GUICHARD, député.

Ministre des Affaires sociales : M. Jean-Marcel JEANNENEY.

Ministre des Transports : M. Jean CHAMANT, député.

Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre : M. Henri DUVILLARD, député.

Ministre des Postes et Télécommunications : M. Yves GUÉNA, député.

Ministre de la Jeunesse et des Sports : M. François MISSOFFE, député.

Ministre de l'Information : M. Georges GORSE, député.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme : M. Pierre DUMAS, *député.*

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération : M. Yvon BOURGES, député.

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères : M. André BETTENCOURT, député.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur : M. André BORD, député.

Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances : M. Robert BOULIN, député.

Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances : M. Roland NUNGESSER, député.

Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi : M. Jacques CHIRAC, député.

Décret du 28 avril 1967 (*J.O.* du 29 avril 1967, (p. 4371) :

Démission de M. Edgard PISANI, Ministre de l'Equipement et du Logement. Il est remplacé par M. François ORTOLI.

Décret du 28 mai 1968 (*J.O.* du 29 mai 1968, p. 5267) :

Démission de M. Alain PEYREFITTE, Ministre de l'Education nationale. L'intérim est assuré par M. Georges POMPIDOU.

Décret du 31 mai 1968 (*J.O.* du 31 mai 1968, p. 5322) :

Démissions de :

M. Pierre BILLOTTE, Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer.

M. Roger FREY, Ministre d'Etat chargé des Relations avec le Parlement.

M. Louis JOXE, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

M. Christian FOUCHET, Ministre de l'Intérieur.

M. Jean-Marcel JEANNENEY, Ministre des Affaires sociales.

M. François Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports.

M. Georges Gorse, Ministre de l'Information.

M. Pierre Dumas, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme.

Décret du 31 mai 1968 (*J.O.* du 31 mai 1968, p. 5322) (1) :

Nomination de membres du Gouvernement :

M. Edmond Michelet, Ministre d'Etat.

M. Maurice Schumann, Ministre d'Etat chargé des Affaires sociales.

M. Henri Rey, Ministre d'Etat.

M. Olivier Guichard, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire.

M. René Capitant, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

M. Michel Debré, Ministre des Affaires étrangères.

M. Raymond Marcellin, Ministre de l'Intérieur.

M. Maurice Couve de Murville, Ministre de l'Economie et des Finances.

M. François Ortoli, Ministre de l'Education nationale.

M. Robert Galley, Ministre de l'Equipement et du Logement.

M. Albin Chalandon, Ministre de l'Industrie.

M. André Bettencourt, Ministre des Postes et Télécommunications.

M. Yves Guéna, Ministre de l'Information.

M. Roland Nungesser, Ministre de la Jeunesse et des Sports.

M. Joël Le Theule, Ministre des Départements et Territoires d'outre-mer.

M. Robert Boulin, Ministre de la Fonction publique.

M. Christian de la Malène, Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.

M. Jacques Chirac, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.

Mlle Marie-Madeleine Dienesch, Secrétaire d'Etat à l'Education nationale.

M. Yvon Morandat, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi.

M. Philippe Dechartre, Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement, chargé des problèmes du logement.

(1) Décret postérieur à la dissolution de l'Assemblée Notionale.

MINISTÈRE POMPIDOU.

— Composition du quatrième. — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n° 1.

MIRAGE F 1.

— Avion. — *Voy.* Budget 1967, 2, art. 35.

MISE EN GARDE. — *Voy.* Service national, 2.

MISSILES.

— Implantation d'une base dans le canton de Banon. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 13.

MONACO. — *Voy.* Traités et conventions, 11.

MONUMENTS HISTORIQUES.

Proposition de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 novembre 1967 (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 517**; rapport le 1er décembre 1967 par M. Giscard d'Estaing, **n° 539**; avis le 1er décembre 1967 de M. Mainguy, au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Adoption le 6 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 89**.

Transmise au Sénat le 7 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation), **n° 68 (année 1967-1968)**; rapport le 13 décembre 1967 par M. Raybaud, **n° 80 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 15 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 32 (année 1967-1968)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 19 dé-

cembre 1967 (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 599**; rapport le 19 décembre 1967 par M. Giscard d'Estaing, **n° 602**. Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 104**.

Loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12856).

DISCUSSION [6 décembre 1967] (p. 5612).

Les deux textes inclus dans le présent projet (p. 5612, 5614, 5624) ; la nouvelle loi de programme (p. 5612, 5614, 5618) ; les trois nouveaux monuments inclus dans le programme de restauration (p. 5612) ; les travaux de restauration accomplis avec la participation des collectivités locales ; la contribution de l'Etat ; le taux de participation des communes (p. 5612 à 5614, 5618, 5619, 5622) ; la protection des sites et des monuments (p. 5612 à 5615, 5618 à 5620, 5622, 5623) ; l'indemnisation des propriétaires (p. 5613, 5615) ; les résultats de la première loi de programme ; les travaux effectués (p. 5612, 5621, 5622) ; les illuminations de Paris pour les fêtes de fin d'année (p. 5615, 5623) ; la protection des sites scientifiques et monuments naturels (p. 5619) ; l'insuffisance des crédits prévus ; la nécessité d'un effort plus complet (p. 5619, 5621, 5623) ; le cas d'Avignon (p. 5619) ; celui du Finistère (p. 5621) ; la Vallée des Merveilles (p. 5622) ; l'observatoire de Nice (*ibid.*) ; l'accaparement du littoral méditerranéen (*ibid.*) ; les installations électriques sur les monuments (p. 5623) ; la laideur de l'architecture administrative (*ibid.*) ; les efforts de l'abbé Martel dans le Lubéron (*ibid.*) ; les commissions des sites et le rôle des élus locaux (p. 5624).

Intervention de M. Malraux, Ministre d'Etat, chargé des Affaires culturelles (p. 5615 à 5619) ; la prise de conscience intervenue au XIXe siècle de l'intérêt des œuvres du passé ; la métamorphose des grands monuments témoins d'une histoire millénaire ; la prodigieuse richesse de la France en monuments ; la loi de programme ; l'avantage de ce système ; le meilleur emploi des crédits budgétaires qu'elle permet ; le choix des monuments ; la contribution des collectivités locales ; le taux de participation de l'Etat ; les critères retenus pour l'établissement de la liste des monuments ; la compétition entre les communes ; la protection des sites ; la modification indispensable de la loi de 1930 ; le changement et l'allégement des procédures ; l'indemnisation des propriétaires ; les sanctions en cas d'infraction ; l'emploi des 25 millions réservés aux monuments de l'Etat ; les commissions des sites ; les conditions d'altribution des permis de construire ; la restauration de Notre-Dame de Paris.

Monuments historiques.

TITRE 1er. — *Monuments historiques.*

Art. 1er (p. 5625) : *Programme des travaux de restauration* ; adoption.

Art. 2 : *Détermination des monuments* ; les conditions dans lesquelles interviendra le critère financier pour le choix définitif des monuments restaurés (*ibid.*) ; la moyenne de 43 % prévue globalement pour la participation des collectivités locales (p. 5625, 5626) ; la crainte injustifiée de voir s'instaurer une surenchère désordonnée entre les collectivités (p. 5625) ; le rôle des conseils municipaux et conseils généraux en la matière (p. 5626) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Après l'Art. 2 : amendement tendant à insérer un nouvel article (liste des monuments d'intérêt artistique ou historique et des sites qui ne figurent pas sur la liste nationale) ; l'association plus étroite des conseillers généraux à l'action du Ministère (*ibid.*) ; retrait (p. 5627).

TITRE II. — *Monuments naturels et sites.*

Art. 3 : *Liste des monuments* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5628).

Art. 4 à 6 : *Procédure de classement* ; adoption.

Art. 7 : *Protection des monuments et sites classés* ; adoption.

Art. 8 à 16 : *Répression des infractions* (p. 5628, 5629) ; adoption.

Article additionnel : amendement tendant à introduire un nouvel article ; la défense du paysage français ; la prise en compte de considérations d'ordre esthétique pour la délivrance du permis de construire ; la protection des sites urbains (p. 5629) ; les incidences des mesures de protection (p. 5630) ; retrait.

Adoption de l'ensemble du projet de loi de programme (p. 5630).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [19 décembre 1967] (p. 6010).

La légère modification du texte par le Sénat (*ibid.*) ; l'avis du conseil municipal de la commune intéressée (p. 6011).

Art. 3 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*).

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles).

« MORT CLINIQUE ».

— Définition. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 4.

MOTIONS DE CENSURE.

1. Projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. (Responsabilité du Gouvernement engagée) (1).

Dépôt d'une motion de censure.

Prise d'acte [19 mai 1967] (p. 1109).

Discussion et vote [19 mai 1967] (p. 1109, 1123) [20 mai 1967] (p. 1172, 1183).

Scrutin sur la motion de censure (p. 1211) ; liste des votants (p. 1217).

2. Projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. (deuxième lecture). (Responsabilité du Gouvernement engagée.) [7 juin 1967] (p. 1652) (1).

Dépôt d'une motion de censure [8 juin 1967] (p. 1703).

Discussion et vote [9 juin 1967] (p. 1728, 1733).

Scrutin sur la motion de censure (p. 1732) ; liste des votants (p. 1749).

3. Projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. (troisième lecture). (Responsabilité du Gouvernement engagée.) [14 juin 1967] (p. 1808) (1).

Dépôt d'une motion de censure [15 juin 1967] (p. 1844).

Discussion et vote [16 juin 1967] (p. 1906).

Scrutin sur la motion de censure (p. 1915) ; liste des votants (p. 1941).

4. Ordonnances relatives à la Sécurité sociale. (Dépôt d'une motion de censure.)

Prise d'acte [3 octobre 1967] (p. 3399).

Discussion et vote [10 octobre 1967] (p. 3431, 3447, 3464).

Les ordonnances prises par le Gouvernement pendant l'été ; leur ratification éventuelle par le Parlement (p. 3432, 3438, 3449, 3450, 3456, 3465 à 3467) ; les problèmes de l'emploi ; le chômage (p. 3432, 3439, 3447, 3448, 3450, 3465, 3468) ; la refonte nécessaire du Ve Plan (p. 3433) ; la relance de la consommation (p. 3433, 3437, 3438, 3439, 3449, 3466) ; l'aménagement du territoire (p. 3433) ; la Sécurité sociale ; son déficit ; le « droit à la santé » (p. 3433, 3434, 3438, 3439, 3441, 3442, 3443, 3451 à 3453, 3467) ; le déficit budgétaire (p. 3434) ; les problèmes de la vieillesse ; la commission Laroque (p. 3434) ; la participation des travailleurs à l'expansion ; l'amendement Vallon (p. 3434, 3435, 3439, 3452) ; les avantages consentis au capital par le Plan (p. 3434, 3439, 3440, 3464) ; l'agriculture et ses problèmes ; les récentes manifestations paysannes (p. 3436, 3437, 3454, 3455, 3466) ; les coopératives agricoles ; leur réforme (p. 3436, 3455) ; l'Europe et le Marché commun (p. 3437, 3438, 3441, 3456) ; la fiscalité (p. 3439, 3440) ; les nationalisations (p. 3440) ; les tensions au sein de la majorité (p. 3440) ; les résultats des récentes élections cantonales (p. 3440, 3448) ; l'entrée prochaine de la France dans un Marché commun ouvert (p. 3440) ; l'incapacité pour la gauche de présenter un programme commun (p. 3441, 3443, 3449) ; la guerre du Vietnam (p. 3444) ; la situation au Moyen-Orient (p. 3444, 3445) ; le marasme économique dans le Nord et le Pas-de-Calais (p. 3448) ; les prérogatives du Parlement et l'attitude du Gouvernement à son égard (p. 3448) ; l'injustice des critiques adressées au Gouvernement par l'opposition (p. 3450, 3451) ; la formation professionnelle et la promotion sociale (p. 3451) ; la prédominance du parti communiste dans l'union de la gauche (p. 3451, 3467) ; la diminution du pouvoir d'achat depuis 1963 (p. 3451) ; l'augmentation des tarifs publics (*ibid.*) ; la solidarité du capital et du travail (p. 3452) ; les réalisations sociales de la Ve République (p. 3453, 3466) ; l'inutilité du présent débat (p. 3456) ; l'attitude des Républicains indépendants ; leur hostilité à l'ouverture d'une crise (*ibid.*) ; la prochaine discussion budgétaire (p. 3468) ; les résultats des quatre élections législatives partielles (*ibid.*).

Réponse de M. Georges Pompidou, Premier Ministre (p. 3457 à 3463) ; les principes généraux de la politique économique et sociale du Gouvernement ; l'industrie et l'agriculture françaises face à la concurrence étrangère ; les réalisations de la Ve République : rétablissement de la monnaie ; application du Traité de Rome, adaptation des structures du pays, effort sans précédent en faveur de l'éducation ; politique du logement, voirie, autoroutes, télécommunications ; réorganisation des grands secteurs de base ; effort en matière agricole ; réforme des coopératives ; les S.A.F.E.R. ; la politique sociale et l'augmentation considérable du budget social de la nation ; le déficit de la Sécu-

(1) Voy. « Pouvoir législatif » (Délégation), 1.

rité sociale ; la réforme intervenue ; le ticket modérateur ; la répartition des richesses produites ; l'augmentation en 1967-1968 du revenu agricole ; le Marché commun et les espoirs excessifs qu'il avait fait naître ; l'action en faveur des productions animales ; la volonté du Gouvernement de ne pas céder à des violences inadmissibles ; la nécessité d'une expansion continue ; les mesures de relance prises par le Gouvernement ; la situation de l'emploi ; les secours aux chômeurs ; l'Agence nationale de l'emploi ; les dernières statistiques économiques ; l'absence de propositions constructives de la part de l'opposition, le caractère « fantaisiste » du plan du parti communiste sur la Sécurité sociale ; l'absence de programme, à l'exception de celui du parti communiste ; les résultats désastreux obtenus par les pays qui ont appliqué ce programme ; l'exemple des pays de l'Est ; la ratification des ordonnances ; la possibilité de leur apporter des modifications ; la portée du débat d'aujourd'hui : le conflit d deux philosophies politiques.

En application de l'article 65 du Règlement, scrutin public à la tribune (p. 3468) ; la majorité requise n'étant pas atteinte, la motion de censure n'est pas adoptée (*ibid.*).

5. Problèmes de l'information. (Dépôt d'une motion de censure.)

Prise d'acte [17 avril 1968] (p. 1060).

Discussion [23 avril 1968] (p. 1241, 1259), [24 avril 1968] (p. 1298, 1317).

Le manque d'objectivité de l'O.R.T.F. (p. 1242, 1247, 1259 à 1262, 1264, 1266, 1272, 1302, 1313 à 1315) ; le problème de l'information en France, son évolution ; les progrès des moyens audio-visuels (p. 1242, 1257, 1264, 1265, 1301, 1302, 1313 à 1315) ; la situation de la presse écrite ; ses difficultés ; ses rapports avec le Gouvernement et le Parlement ; la liberté de la presse (p. 1243, 1259, 1263, 1269, 1300, 1320 et 1321) ; l'introduction de la publicité de marques commerciales à l'O.R.T.F. (p. 1243, 1255, 1257, 1262, 1263, 1266 à 1268, 1271, 1299, 1300, 1318 à 1321) ; ses répercussions sur la presse en France (p. 1243, 1255, 1256, 1266, 1267, 1271 à 1273, 1301, 1315, 1320, 1321) ; la télévision régionale (p. 1244 à 1246, 1261, 1269, 1301) ; le Service de liaison interministérielle pour l'information (S.L.I.) (p. 1246, 1298, 1314) ; l'indépendance de la radio à l'étranger (p. 1247, 1264, 1302) ; le parallèle entre MM. Pompidou et Guizot (p. 1248) ; la compétence législative ou réglementaire en matière d'introduction de la publicité à la télévision ; la décision du Conseil constitutionnel (p. 1255 à 1257, 1262, 1266, 1267, 1271, 1272, 1299, 1301, 1303 à 1305, 1311, 1318, 1319) ; l'hostilité permanente de l'opposition à l'égard de la Constitution (p. 1258) ; le statut de l'O.R.T.F. ; les aménagements souhaitables (p. 1262, 1265) ; la proposition communiste concernant les confrontations d'opinions à la télévision (p. 1264) ; le retrait de la proposition de loi Dumas sur l'article 34 de la Constitution (p. 1265, 1318) ; la nécessité d'une remise en ordre à l'O.R.T.F. (p. 1308, 1319, 1320) ; les avantages fiscaux consentis à la presse (p. 1269, 1272, 1273, 1300, 1320) ; la situation de la presse régionale (p. 1301) ; les discriminations faites au détriment de la presse démocratique (p. 1321) ; les disparitions de journaux (*ibid.*).

Motions de censure.

Réponse de M. Gorse, Ministre de l'Information (p. 1248 à 1255) ; les contre vérités contenues dans le texte de la motion de censure ; le problème de l'objectivité de l'information ; les critiques qui ont été adressées de tout temps aux responsables de l'information, notamment à M. Gazier en 1951 ; les consignes données, sous la IVe République, au journal télévisé ; le refus du droit de paraître à l'O.R.T.F., maintenu pendant onze ans à l'encontre du général de Gaulle ; les déplacements de fonctionnaires ; le libéralisme de la Ve République dans le domaine de l'information ; le statut de l'O.R.T.F. voté en 1963 ; l'égalité entre les partis lors des campagnes électorales ; les limites de l'information politique à l'O.R.T.F. ; le droit du Gouvernement de faire connaître sa politique et ses intentions ; le Service de liaisons interministérielles ; les bureaux régionaux d'information ; les propos tenus par M. Dupont à la télévision sur l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F. ; le journal télévisé et les magazines ; l'honnêteté et la compétence des journalistes professionnels qui travaillent pour l'office ; le résultat de deux enquêtes récentes ; l'évolution des moyens d'information ; l'absence de censure en France.

Réponses de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 1305 à 1313) ; la motion de censure, simple « rideau de fumée » ; le retrait de la proposition de loi Dumas ; la nécessité de l'introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F. ; le profit qu'ont retiré les postes périphériques de la publicité à la radio officielle ; la publicité, arme de l'économie moderne ; les ressources qu'elle apportera à

Motions de censure.

l'O.R.T.F. ; les exemptions de redevances qui deviendront possibles ; l'augmentation des moyens du fonds culturel et la création d'une agence de presse filmée ; le maintien de la qualité des programmes ; la réglementation des émissions publicitaires ; l'expérience des autres pays ; la période d'essai prévue ; les avantages, notamment fiscaux dont bénéficie la presse ; l'évolution de la grande presse d'information issue de la Libération ; le groupe de pression constitué par certains dirigeants de la presse ; l'introduction du produit de la publicité dans le budget annexe par simple décret du 1er septembre 1939 ; l'importance qu'attache le Gouvernement au principe de la séparation des domaines législatif et réglementaire ; la vigilance nécessaire en ces domaines ; la tendance naturelle de toute Assemblée à étendre ses pouvoirs ; l'opinion des professeurs de droit ; leurs arguments contradictoires ; le souci du Gouvernement du général de Gaulle de préserver les libertés des Français ; le vaste programme commun de la gauche assorti de menaces de dictature ; la difficulté d'atteindre à l'objectivité de l'information ; l'acceptation par le Gouvernement de toute suggestion juridiquement fondée en ce domaine ; les tâches essentielles qui attendent l'Assemblée ; (p. 1322 à 1324) : les communistes et la liberté d'information ; la regrettable mise en cause par différents orateurs de fonctionnaires qui ne peuvent répondre ; la proposition de loi de M. Achille-Fould ; ses inconvénients économiques éventuels ; le « Comité de sages » proposé par M. Fréville ; le sérieux du conseil d'administration de l'O.R.T.F. ; le double emploi que ferait avec lui ce « Comité de sages » ; l'accord du Premier Ministre avec l'idée d'un contrôle par une commission nouvelle ou par la commission parlementaire prévue par le statut de l'O.R.T.F. ; les motions de censure ; leur objectif réel ; le vote bloqué ; le caractère exceptionnel de la censure.

Explications de vote : l'importance du problème de l'information (p. 1324) ; le bien-fondé de la motion de censure (p. 1324, 1328) ; la compétence législative en matière d'introduction de la publicité à la télévision (p. 1325, 1327) ; la puissance financière des groupements de publicitaires (p. 1325) ; les conséquences pour l'O.R.T.F. et les téléspectateurs de l'introduction de la publicité (p. 1325, 1329) ; les excès de la propagande gouvernementale (p. 1325, 1329) ; l'absence d'objectivité de l'O.R.T.F. (p. 1326, 1328, 1329) ; les revirements du Premier Ministre (p. 1326) ; son attitude agressive à l'égard de l'opposition (p. 1327) ; les incertitudes de l'opposition ; le retrait de la proposition Dumas (p. 1327, 1330) ; le manque de sérieux du programme de la gauche (p. 1328) ; les propositions des Indépendants tendant à la création d'une Agence de publicité télévisée (p. 1328) ; l'avenir de la télévision (p. 1328) ; les propositions du groupe P.D.M. (p. 1329) ; la situation économique actuelle (p. 1330).

Vote favorable des groupes communiste, P.D.M. et de la Fédération ; abstention des Républicains indépendants et U.D. Ve.

Vote au scrutin public (p. 1330) ; liste des votants (p. 1346).

La majorité requise n'étant pas atteinte, la motion de censure n'est pas adoptée.

6. Politique générale du Gouvernement. (Dépôt d'une motion de censure.) [14 mai 1968] (p. 1767).

Discussion [21 mai 1968] (p. 1982, 1994), [22 mai 1968] (p. 2025, 2037).

La nécessité d'une réforme de l'Université et de l'enseignement, notamment de l'enseignement supérieur (p. 1982, 1983, 1987, 1989, 2001, 2004, 2027, 2030, 2031, 2033, 2034) ; l'insuffisance des crédits de l'Education nationale (p. 1983) ; la motion des doyens des facultés de lettres (*ibid.*) ; la démocratisation de l'enseignement (p. 1983, 1986, 2002) ; la « participation » des jeunes à la vie civique ; la place de la jeunesse dans la société (p. 1983, 1984, 1997, 2001, 2030, 2031) ; les examens ; leur réforme (p. 1983, 1984, 1989, 2000, 2002, 2004, 2027, 2028) ; le « comité de réflexion » instituée par le Gouvernement (p. 1984, 2001) ; l'enseignement technique (p. 1985) ; l'ampleur du mouvement de revendications populaires (p. 1985, 2001, 2026, 2028) ; le bilan de dix ans de gaullisme (p. 1985, 1986) ; la nécessité d'une consultation et d'un dialogue (p. 1986, 1988, 1996, 2004) ; le programme social communiste (p. 1986) ; la nécessité d'un changement politique et du départ du Gouvernement ; l'insuffisance du « replâtrage » ministériel (p. 1986, 1988, 1997, 2000, 2002) ; le conflit profond de générations dans le monde entier (p. 1987) ; les responsabilités du Gouvernement dans la crise actuelle (p. 1987, 2027) ; les conséquences économiques, notamment pour la compétitivité des entreprises (p. 1988, 1990, 2002, 2005) ; les problèmes d'emploi ; le chômage, notamment des jeunes (p. 1988, 1995, 1997, 1999, 2002 à 2005) ; les dépenses militaires

(p. 1988) ; les événements de Nanterre et de la Sorbonne (p. 1989, 1990) ; la reprise en main des organisations extrémistes par le parti communiste (p. 1990) ; les méfaits de la technocratie (p. 1991, 1999) ; la confiance du pays à l'égard du général de Gaulle (p. 1991, 2001, 2006) ; l'opposition des organisations syndicales aux provocations et aux brimades contre la population (p. 1994) ; l'insuffisance de la production industrielle et de la consommation (p. 1995, 1996) ; les investissements ; la nécessité d'une politique sélective (p. 1995) ; les fusions et concentrations (*ibid.*) ; la crise agricole ; les manifestations paysannes (p. 1996) ; l'agriculture et l'Europe (*ibid.*) ; les ordonnances sur la Sécurité sociale (*ibid.*); la durée du travail (*ibid.*); la révision souhaitable du Ve Plan; l'élaboration d'un Plan intérimaire (*ibid.*); les ressources pour le financement du programme de l'opposition (p. 1996); les nationalisations (*ibid.*) ; la création d'une banque nationale d'investissements (p. 1997); la revendication par les travailleurs de leur dignité d'hommes (p. 1997, 2000); le nationalisme gaulliste (p. 1997) ; la rapidité des mutations de la société (p. 1999, 2002) ; la disparition des élites ; la décomposition sociale (p. 1999) ; la mise au point d'un programme de grands travaux pour résorber le chômage (*ibid.*) ; les logements sociaux (p. 2000) ; la formation professionnelle (*ibid.*) ; le droit au travail (p. 2000,, 2003) ; les formalités administratives abusives (p. 2000) ; la nécessité d'un contrôle financier *a priori* du Parlement (*ibid.*) ; l'échec de la Ve République en matière d'enseignement (p. 2001) ; la jeunesse et le capitalisme (p. 2001, 2002) ; la lutte des communistes pour une société socialiste structurée (p. 2002) ; les résistances universitaires aux réformes (p. 2003); les réformes sociales de la Ve République (*ibid.*); les mutations poliliques réalisées grâce à elle (*ibid.*); les graves inconvénients d'une crise gouvernementale éventuelle dans les conditions actuelles (p. 2004, 2006); les réformes universitaires préconisées par les Républicains indépendants (p. 2004); la création d'un Ministère des jeunes (p. 2004) ; les trois idéaux à proposer à la jeunesse (p. 2004, 2005) ; le problème de la retraite (p. 2005) ; la nouvelle nature du chômage (*ibid.*) ; les effets antisociaux désastreux de l'inflation (p. 2005, 2006) ; l'objectivité de l'information, les journalistes de l'O.R.T.F. (p. 2027) ; la prise de conscience réalisée par la jeunesse (p. 2027) ; la remise en cause de toutes les valeurs sociales (p. 2028, 2033) ; la condamnation de la société de consommation (p. 2028) ; la politique de pouvoir personnel ; la disparition des corps intermédiaires ; l'absence de dialogue (p. 2028, 2031) ; les mutations irréversibles subies par l'Université (p. 2029) ; le comportement loyal et digne des force de police lors des récentes manifestations (p. 203) ; l'autonomie et la régionalisation de l'Universilé (p. 2030, 2031) ; le programme de la gauche (p. 2032) ; l'impuissance et la solitude du Gouvernement (p. 2032, 2033) ; la gravité en France de la crise mondiale de la société moderne (p. 2033) ; le Plan (*ibid.*) ; le problème de l'entreprise (p. 2033, 2034) ; l'aménagement du territoire (*ibid.*) ; la réforme des collectivités locales ; la décentralisation (p. 2034) ; le coût de la crise (p. 2035) ; la démission de M. Pisani (p. 2035).

Motions de censure.

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1998, 1999) ; les indications trop sommaires données par M. Guy Mollet sur la situation économique, notamment sur le nombre des chômeurs ; l'importance des primes et prêts accordés aux zones de reconversion ; l'inexactitude du mot « saupoudrage » ; le taux de croissance retenu par le Plan ; la critique de la théorie de la relance exclusivement par la consommation ; l'effort nécessaire sur les investissements et les exportations ; la hausse des crédits militaires par rapport à celle du revenu national.

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 1984, 1985) ; les crédits pour l'Education nationale ; l'accroissement du nombre des étudiants ; le problème des débouchés ; la dignité de l'enseignement technique ; la méfiance des maîtres à l'égard des réformes ; (p. 2006) : la nécessité pour tous les parlementaires de respecter l'organisation de la discussion prévue par la Conférence des Présidents ; (p. 2028) : la solidarité entre Président de la République et Premier Ministre ; l'institution de la Ve République par l'ensemble du peuple français en toute liberté ; (p. 2035) : le caractère purement négatif de l'attitude de M. Pisani ; la notion de « fidélité » ; (p. 2037 à 2043) : les six motions de censure déposées depuis un an ; la seule dépendance du sort du Gouvernement du vote des représentants du peuple régulièrement élus et non de mouvements de rues ; la situation de la France il y a quelques semaines ; son amélioration sensible ; les problèmes qui restent à résoudre ; les difficultés du monde agricole ; les régions en déclin ; les plans concernant en particulier le Nord et la Bretagne ; la ques-

Motions de censure.

tion de l'emploi ; les conséquences du progrès de la productivité ; les mesures prises par le Gouvernement pour aider les chômeurs ; les jeunes travailleurs ; la vague de grèves qui a déferlé sur la France ; les manifestations du 13 mai ; les occupations d'usines ; l'amplification du mouvement par les centrales syndicales ; la paralysie du pays ; l'action du Gouvernement ; l'apaisement à l'égard des étudiants ; la loi d'amnistie ; le point critique aujourd'hui atteint ; les conséquences inacceptables de la grève pour la vie quotidienne et la sécurité de la France ; les mesures prises par le Gouvernement pour protéger la santé des Français ; l'hygiène et le ravitaillement ; la ligne à ne pas dépasser ; l'appui de l'immense majorité de la population ; le rejet par les travailleurs eux-mêmes des mots d'ordre imposés par les minorités ; l'intention du Gouvernement d'engager le dialogue avec les organisations syndicales ; l'impossibilité pour les syndicats de se substituer au peuple souverain en matière politique ; les négociations en ce qui concerne les travailleurs de la fonction publique et des services publics ; la limitation des concessions possibles par les nécessités vitales de l'économie française ; la protection de la monnaie ; la leçon à tirer des événements par le Gouvernement ; les négociations agricoles de Bruxelles ; les réformes envisagées dans l'Université ; les résistances et divergences qui s'y sont, jusqu'à maintenant, opposées ; les examens ; la participation des étudiants et des lycéens ; l'association de la jeunesse aux décisions prises ; la nécessité absolue de refuser le désordre et l'aventure ; les conséquences de l'adoption éventuelle de la censure ; le renouvellement nécessaire des volontés et des méthodes ; le rôle en cette matière du Chef de l'Etat ; l'union indispensable.

Explications de vote : l'autocritique faite par le Premier Ministre (p. 2043) ; les responsabilités du Gouvernement et du général de Gaulle (p. 2043, 2046) ; la période postgaulliste (p. 2043) ; la nécessité, pour sortir de la crise, de changer de gouvernement et de politique (p. 2043, 2047) ; la retransmission intégrale des débats parlementaires par l'O.R.T.F. (p. 2043, 2047) ; les services de santé (p. 2044) ; le ravitaillement ; la profondeur du malaise ; le dialogue avec les organisations syndicales ; les ordonnances sur la Sécurité sociale ; l'absence de majorité à l'Assemblée et dans le pays pour soutenir la politique du Gouvernement ; les déclarations antérieures du général de Gaulle; l'importance de la décision du groupe Progrès et démocratie moderne dans les résultats du vote; le référendum éventuel (p. 2044); la position des Républicains indépendants (p. 2045) ; la nécessité de nouvelles élections ; la révolte des Français contre le pouvoir personnel (p. 2045, 2046) ; le décalage entre la nation et les hommes de la majorité (p. 2045) ; l'ampleur des manifestations ; la préparation du terrain par les organisations syndicales ouvrières ; l'insuffisance des salaires et des retraites ; le problème de l'emploi (p. 2045) ; la défense des seuls intérêts du patronat et de la banque par le Gouvernement ; l'augmentation de la productivité ; la modification des objectifs et des moyens du Plan ; les dépenses improductives ; le mensonge consistant à prétendre que le mouvement est de nature insurrectionnelle ; le communiqué publié par la C.G.T. et la C.F.D.T. ; la grève, seul moyen pour la classe ouvrière d'obtenir satisfaction ; la panique du Gouvernement contrastant avec la sagesse dans l'action que témoigne la classe ouvrière ; les craquements qui se font entendre dans la majorité (p. 2046) ; le désir du groupe P.D.M. d'éviter l'affrontement entre deux blocs hostiles ; le puissant besoin de renouveau de la nation ; l'opportunité d'un message du Président de la République à la représentation nationale ; l'ampleur du drame ; son origine dans la jeunesse ; l'appel de la nouvelle génération ; la reprise en main de la masse ouvrière par la C.G.T. ; la généralisation des entraves à la liberté du travail (p. 2047) ; la nouvelle grande épreuve que traverse la Ve République (p. 2048) ; la seule autorité du peuple souverain ; les corps intermédiaires ; la nécessité permanente d'une majorité ; la primauté du suffrage universel ; le retour indispensable à l'ordre républicain ; l'irréalité de la situation actuelle ; l'inutilité des contestations académiques ; le débat actuel faussé dans son objet, dans sa sanction et dans son dénouement ; la dissolution éventuelle (p. 2048); la signification de la motion de censure; l'impuissance de l'opposition; le désir des Républicains indépendants de ne pas ajouter l'aventure au désordre; l'origine politique de la crise actuelle ; la réforme à apporter quant à la manière dont la France est gouvernée ; l'association des Français à la préparation et à l'élaboration des décisions intéressant leur propre vie ; le prix pour l'économie française des concessions qui devront être faites ; l'approfondissement du fossé qui sépare à moitiés égales deux

parties de la France ; les responsabilités très lourdes de l'opposition ; la nécessité de trouver les formes et le programme d'une coopération ; le parti de la « crainte » ; l'espoir pour l'avenir ; la présence du Président de la République, élu au suffrage universel ; le mouvement de la jeunesse française (p. 2049) ; la recherche d'une nouvelle définition de la civilisation (p. 2050) ; le désir d'une conception et d'une action renouvelées apparues au sein de la majorité ; « l'humanisme dialogué » et « la démocratie partagée ».

Vote favorable des groupes de la Fédération de la gauche et communiste ; de la majorité du groupe Progrès et démocratie moderne ; abstention des groupes de l'U.D. V^e^ et des Républicains indépendants.

Intervention de M. Pompidou (p. 2050) : les libertés menacées par l'opposition ; le désordre et l'aventure.

Mise aux voix par scrutin public à la tribune ; la motion de censure n'est pas adoptée (p. 2050) ; liste des votants (p. 2051).

Voy. Déclarations du Gouvernement, n° 1; Pouvoir législatif (Délégation), 1; Rappels au règlement, n°s 42, 43 et 44 (lecture du texte au début de la séance).

MOYEN-ORIENT.

— Crise du. — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n°s 5 et 6; Budget 1968, 1 (Affaires étrangères).

— Ventes d'armes. — *Voy.* Questions orales (avec débat), n° 17.

MUNICIPALISATION.

— Procédure de la. — *Voy.* Urbanisme, 1, avant art. 13 (p. 2212-14).

MUSÉES. — *Voy.* Budget 1968. 1 (Affaires culturelles).

MUSÉES DE PROVINCE.

— Prêts d'œuvres d'art, — *Voy.* Œuvres d'art, 2.

MUSIQUE.

Proposition de loi tendant à instituer la carte professionnelle d'artiste musicien exécutant salarié, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Jacques Barrot (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 675.**

Voy. aussi : Budget 1968, 1 (Affaires culturelles. — Education nationale).

MUTUALITÉ.

Voy. Budget 1968, 1 (Affaires sociales).

— Représentation dans les conseils d'administration des caisses d'assurance-maladie. — *Voy.* Sécurité sociale (Organismes), 3.

MUTUALITÉ AGRICOLE.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Delong et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 71.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 116.**

— Contrôle de la gestion. — *Voy.* Budget 1967, 2, art. 10.

N

NAISSANCES (Contrôle).

1. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Neuwirth (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 34**; rapport le 16 juin 1967 par M. Neuwirth, **n° 328**. Adoption le 1er juillet 1967, sous le titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la régulation des naissances et les contraceptifs* ». — Proposition de loi **n° 60**.

Transmise au Sénat le 2 octobre 1967 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 363 (année 1966-1967)**; rapport le 31 octobre 1967 par M. Léon Messaud, **n° 11 (année 1967-1968)**. Adoption avec modification le 5 décembre 1967, sous le titre : « *Proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique* ». — Proposition de loi **n° 7 (année 1967-1968)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 6 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 542**; rapport le 8 décembre 1967 par M. Neuwirth, **n° 564**. Adoption en deuxième lecture le 14 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 97**.

Transmise au Sénat le 14 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 91 (année 1967-1968)**; rapport le 15 décembre 1967 par M. Messaud, **n° 95 (année 1967-1968)**. Adoption en deuxième lecture avec modifications le 15 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 30 (année 1967-1968)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 597**; rapport le 19 décembre 1967 par M. Neuwirth au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 604**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 106**.

Rapport au Sénat le 19 décembre 1967 par M. Lucien Grand au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 100 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 37 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12861 et 12862).

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2557, 2573).

La loi du 31 juillet 1920 ; son échec, ses conséquences (p. 2557, 2559, 2560, 2562, 2566) ; les conséquences démographiques de la guerre de 1914 (p. 2557) ; la politique familiale ; ses insuffisances ; les conditions économiques d'une natalité accrue (p. 2557, 2560, 2562, 2568, 2573 à 2575) ; la contraception et l'avortement (p. 2557, 2559, 2563, 2575) ; la libération nécessaire des femmes (p. 2558, 2562, 2568) ; les problèmes de l'in-

formation et de l'éducation sexuelles (p 2558, 2559, 2561, 2574, 2575) ; les inconvénients physiologiques et moraux des méthodes de contraception (p. 2558, 2563 à 2566, 2569, 2573, 2576, 2577) ; l'obligation de l'ordonnance médicale (p. 2599) ; les centres de planning familial ; le rôle du corps médical (p. 2560, 2563, 2566, 2567, 2569, 2575) ; le point de vue religieux (p. 2560) ; les conséquences sociales de l'accroissement des connaissances scientifiques (p. 2561) ; les conséquences fâcheuses de la contraception dans les pays où elle est reconnue (p. 2561) ; la discipline nécessaire des couples (p. 2561, 2567) ; le rôle des associations familiales (p. 2561) ; l'exploitation commerciale de l'érotisme (p. 2561) ; le fléchissement actuel de la croissance démographique française (p. 2562) ; la création souhaitable d'un Institut de recherche de la génétique française (p. 2564) ; la pression démographique dans les D.O.M., notamment en Guadeloupe (p. 2568) ; l'organisation du travail des femmes (p. 2574).

Intervention de M. Jeanneney, Ministre des Affaires sociales (p. 2577 et 2578) ; l'incertitude qui règne au sujet des effets démographiques de la suppression éventuelle de la loi de 1920 ; les conséquences morales et sociales et les effets médicaux des procédés contraceptifs; les problèmes déontologiques; la nécessité d'autoriser légalement la vente des produits de cette nature afin de pouvoir la réglementer effectivement.

Motion de renvoi à la Commission présentée par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (p. 2578) ; les lacunes et les dispositions dangereuses de la proposition de loi ; la nécessité d'un supplément d'information ; la communication du professeur Grassé (*ibid.*) ; retrait de la motion de renvoi (p. 2579).

Art. 1er : *Abrogation des articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique ;* adoption (*ibid.*).

Art. 2 : *Autorisation de la fabrication et de l'importation des contraceptifs ;* adoption (*ibid.*).

Art. 3 : *Conditions de la vente des contraceptifs ;* adoption avec modification (p. 2582).

Après l'Art. 3 : retrait d'un amendement (*ibid.*).

Art. 4 : *Etablissements de conseil familial ;* adoption avec modification (p. 2583).

Après l'Art. 4 : amendement déclaré irrecevable au regard de l'article 41 de la Constitution.

Art. 5 (p. 2584) ; *Interdiction de la propagande antinataliste ;* adoption avec modification (*ibid.*). Naissances (contrôle).

Art. 6 : *Pénalités* (ibid.) ; adoption avec modification (p. 2585).

Article additionnel : adoption.

TITRE : adoption d'un amendement de la Commission proposant une nouvelle rédaction (*ibid.*).

Explications de vote : l'importance des incidences de la propositiou de loi ; le respect par le texte des possibilités de choix de la couscience de chacun (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [14 décembre 1967] (p. 5884, 5893).

Les améliorations apportées au texte par le Sénat ; la prise de conscience par le pays des conséquences qu'aurait cette nouvelle loi sur la contraception ; le dépeuplement relatif de la France (p. 5884, 5887, 5888) ; la nécessité d'une natalité élevée (p. 5884) ; la liberté des familles (p. 5884, 5886, 5888) ; la communication au couple des résultats des examens prénuptiaux (p. 5884) ; les divergences de conceptions à propos de la responsabilité morale du médecin (p. 5884, 5885) ; la distinetion introduite par le Sénat entre les deux sortes de contraceptifs (p. 5884, 5886, 5889) ; la question de l'âge limite des mineurs (p. 5884, 5886) ; la recherche de l'épanouissement et du développement de la famille française (p. 5885) ; le faux problème de l'opposition entre le foyer et le travail ; l'octroi de possibilités de travail égales aux femmes qui ont de jeunes enfants ; l'accroissement des équipements sociaux ; l'inscription des méthodes contraceptives au programme des facultés de médecine (*ibid.*) ; les conséquences de la crise du logement (p. 5885, 5888) ; la nécessité et l'urgence des mesures économiques et sociales en faveur de la famille (p. 5885, 5888, 5889) ; la situation des filles mères (p. 5885) ; la position du corps médical sur la question des contraceptifs (*ibid.*) ; la suppression de l'obligation de l'ordonnance médicale ; les risques aggravés qu'elle entraînerait (p. 5886) ; le rôle délicat de la glande hypophyse (p. 5887); les risques que comporte l'administration de produits contraceptifs ; la nécessité d'un contrôle médical rigoureux et de l'accord de deux médecins ; la double ordonnance (*ibid.*) ; l'absence de consultation de l'Académie de médecine (p. 5888) ;

l'incertitude de l'emploi ; la situation des femmes et des jeunes filles qui travaillent ; l'insuffisance des salaires ; la création indispensable d'un réseau de crèches (*ibid.*) ; la nécessité d'une politique globale (p. 5889) ; l'insuffisance des crédits budgétaires destinés aux organismes qui se préoccupent de la préparation des jeunes à la vie adulte ; la situation aux Antilles et à la Réunion (p. 5889, 5890).

Art. 3 (p. 5893) ; la nécessité inéluctable de la limitation du nombre des enfants dans les familles ; le rôle du médecin ; la responsabilité pleine et entière du couple sur la décision à prendre (*ibid.*) ; le problème du certificat de non-contre-indication (p. 5894) ; adoption au scrutin d'un amendement (certificat) (p. 5895) ; liste des votants (p. 5943, 5944) ; rejet d'un amendement (produits abortifs) ; adoption d'un amendement (p. 5897) (carnets à souches) ; l'effet abortif possible de certains dispositifs anticonceptionnels intra-utérins (*ibid.*) ; rejet d'un amendement (p. 5898) (double ordonnance); la nécessité du consentement des parents pour les mineures de moins de 18 ans ; rejet de deux amendements (p. 5899) ; la prescription de contraceptifs à des mineures non émancipées (*ibid.*) ; rejet au scrutin d'un sous-amendement tendant à substituer 21 ans à 18 ans (p. 5900) ; liste des votants (p. 5944, 5945) ; rejet d'un amendement (accord nécessaire du mari) ; adoption de l'article ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 4 : adoption (*ibid.*).

Art. 5 : la notion de « publicité » ; adoption avec modification.

Art. 5 *bis* (*ibid.*) ; les conditions d'application différentes de la loi dans la métropole et dans les D.O.M. (p. 5901) ; l'interprétation inexacte ainsi faite de la Constitution ; adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 6 : adoption avec modification (p. 5902).

Art. 6 *bis* : adoption.

Explications de vote : les deux conceptions différentes de la famille ; vote défavorable de M. Habib-Deloncle.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [19 décembre 1967] (p. 6022).

Le texte de conciliation auquel est parvenue la Commission mixte ; l'unanimité des décisions prises ; les modifications apportées dans le sens de l'amélioration ; le certificat de non-contre-indication ; les contraceptifs intra-utérins ; l'adaptation de notre législation à la situation particulière des départements d'outre-mer.

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 6022, 6023).

Explications de vote : les réserves de M. Habib-Deloncle et de certains de ses collègues ; le mouvement d'opinion publique créé en faveur de la proposition de loi.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 6023).

2. — Proposition de loi tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 231**.

Voy. 1 (n° 34).

3. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1920 sur la propagande anticonceptionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par MM. Fontanet et Jean Moulin (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 344**.

4. — Proposition de loi tendant à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle et à la réglementation de la commercialisation des moyens anticonceptionnels, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 402**.

NANTERRE.

— Université. — *Voy.* AMNISTIE, 11 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 16; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 9 et 10.

NATALITÉ.

Proposition de loi tendant à permettre

l'avortement légal dans un certain nombre de cas et portant abrogation de l'article 87 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Vinson et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 295**.

NATIONALISATIONS.

1. — Proposition de loi tendant à la nationalisation des banques d'affaires, des banques de crédit à long et moyen terme et des grandes banques de dépôts privées, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 296**.

2. — Proposition de loi tendant à la nationalisation de l'industrie chimique et pharmaceutique, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Billoux et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 439**.

3. — Proposition de loi tendant à la nationalisation des principales sociétés de construction automobile (véhicules de tourisme et poids lourds), présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Robert Ballanger (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 443**.

4. — Proposition de loi tendant à la nationalisation des industries d'armement, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Marcel Lemoine et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 444**.

5. — Proposition de loi tendant à la nationalisation des principales entreprises de l'industrie électronique, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Odru et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 451**.

6. — Proposition de loi tendant à la nationalisation de la recherche, de la production, des opérations d'approvisionnement, de transport, de transformation, de stockage et de distribution des produits pétroliers en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Rieubon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 453.**

7. — Proposition de loi tendant : 1° à la nationalisation des entreprises privées de construction aéronautique et spatiale; 2° à la nationalisation du transport aérien français; 3° au développement : *a*) des programmes civils d'études et de fabrications aéronautiques et spatiales; *b*) du transport aérien français, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 497.**

8. — Proposition de loi tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Depietri et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 681.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Discussion générale).

NATIONALITÉ.

Proposition de loi tendant à permettre la réintégration dans la nationalité française, présentée au Sénat le 29 juin 1967 par M. Armengaud et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 339 (année 1966-1967)**; rapport le 5 décembre 1967 par M. Prélot, **n° 54 (année 1967-1968)**. Adoption le 12 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 19 (année 1967-1968).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 575**; rapport le 15 décembre 1967 par M. Krieg, **n° 598**. Adoption définitive le 19 décembre 1967. — Proposition de loi **n° 109.**

Loi n° 67-1181 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12863).

DISCUSSION [19 décembre 1967] (p. 6027).

L'adoption de la proposition de loi par le Sénat ; le souci de traiter dans son ensemble le problème de la réintégration dans la nationalité française ; les deux principes essentiels de cette réintégration ; les personnes qui pourront en bénéficier (p. 6027).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (*ibid.*) ; l'agrément du Gouvernement au présent texte ; la réunion d'une Commission chargée de mettre au point un Code rénové de la nationalité (*ibid.*).

Art. 1er à 3 : adoption (p. 6028).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

NATURE.

Comités départementaux de défense. — *Voy.* ANIMAUX, 1.

NAVIGATION DE PLAISANCE. — *Voy.*

BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Services du Premier Ministre V) et après art. 62 (deuxième délibération).

NAVIRES.

— Habitabilité. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 3.

NÉGOCIATIONS DE BRUXELLES. — *Voy.* BAUX RURAUX, 9.

NÉGOCIATION KENNEDY. — *Voy.*

DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 1 et 6; BUDGET 1968, 1 (Industrie).

NOMADES.

1. — Proposition de loi tendant à l'amélioration des conditions de vie et de séjour des gitans, des manouches et des tziganes nomades en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Odru et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **no 259**.

2. — Projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes, présenté à l'Assemblée Nationale le 22 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **no 827**.

NON-RÉSIDENTS.

— Impôt applicable aux dividendes de source française. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 21.

NON-SALARIÉS AGRICOLES. — *Voy.*

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES, 2.

NORVÈGE. — *Voy.* RAPPORTS D'INFORMATION, 5.

NOTRE-DAME DE PARIS.

— Restauration. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

NOUVELLE-CALÉDONIE.

Voy. T.O.M., 6.

— Prorogation des pouvoirs de l'Assemblée territoriale. — *Voy.* T.O.M., 1.

NOUVELLES-HÉBRIDES.

— Tribunal de première instance. — *Voy.* T.O.M., 1.

O

OBJETS ABANDONNÉS.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 45**; rapport le 24 avril 1968 par M. Rivierez, **n° 707**. Adoption le 25 avril 1968. — Proposition de loi **n° 127.**

Transmise au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 132 (année 1967-1968)**; rapport le 22 mai 1968 par M. de Montigny. **n° 186 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [25 avril 1968] (p. 1352).

L'amendement nécessaire de la loi du 31 décembre 1903 et la vente possible des objets qui ne sont pas repris dans un délai de deux ans ; l'intervention du syndicat professionnel (*ibid.*) ; le cas des objets abandonnés chez un officier public ou ministériel (p. 1353) ; les objets déposés en garde-meubles (*ibid.*).

Art. 1er (*ibid.*) ; adoption.

Art. 2 (*ibid.*) ; adoption (p. 1354).

Art. 3 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 3.

Art. 4 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 4.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

OBLIGATION ALIMENTAIRE.

1. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 205 du Code civil en vue de limiter l'obligation alimentaire des enfants naturels, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. de Broglie (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 666.**

2. — Proposition de loi tendant à limiter la portée de l'article 205 du Code civil relatif au paiement de la pension alimentaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Rémy Montagne (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 669.**

OBLIGATION D'ASSISTANCE.

Proposition de loi tendant à prévoir la réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Maequet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 783.**

OCÉANOGRAPHIE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budget 1968. — Services du Premier Ministre) (1).

ŒUVRES D'ART.

1. — Proposition de loi tendant à la protection des œuvres artistiques et à l'assainissement du marché artistique, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Poniatowsky (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 389**.

2. — Projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national; rapport le 8 mai 1968 par M. Mainguy, **n° 770**. Adoption le 15 mai 1968. — Projet de loi **n° 142**.

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 177 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1889).

La fuite à l'étranger de nombreuses œuvres d'art nationales (p. 1890) ; la part prépondérante prise par la France dans le domaine artistique ; l'appel au mécénat privé ; l'exemple américain ; la législation française fiscale actuelle ; l'exonération des droits de mutation ; les deux dispositions du présent projet de loi ; l'exonération des droits de mutation pour l'acquéreur ou l'héritier d'une œuvre d'art à condition qu'il en soit fait don à l'Etat ; la possibilité d'acquitter les droits de succession par la remise d'œuvres d'art à l'Etat ; la difficulté de la définition de l'œuvre d'art ; la notion de valeur libératoire ; la création d'une Commission interministérielle (*ibid.*) ; les abus et la spéculation qui ont résulté aux Etats-Unis de certains avantages fiscaux (p. 1891) ; le cas des œuvres d'art reçues par les collectivités publiques ; les prêts par l'Etat aux musées de province.

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1891, 1892) ; le problème de la conservation des œuvres d'intérêt artistique ou historique ; le principe de la création d'une fondation ; les exonérations fiscales exceptionnelles accordées aux Etats-Unis ; les abus constatés ; l'exception apportée par le présent projet au principe du paiement en espèces des dettes envers l'Etat ; la création d'une Commission d'agrément ; le caractère artistique d'une œuvre moderne ; les préoccupations provinciales de la Commission et de sa présidente ; l'accord du Gouvernement avec les propositions du rapporteur concernant les musées de province ; la protection accrue résultant du projet pour le patrimoine artistique national.

Art. 1er : *Exonération du droit de mutation ;* le cas des œuvres d'art données à l'Etat par des personnes morales ; l'hypothèse où une famille propriétaire de l'immeuble où se trouvent exposées une ou plusieurs des œuvres concernées par le présent projet de loi se trouve dans l'obligation de vendre son immeuble (p. 1892) ; adoption de l'article avec modification (p. 1893).

Art. 2 : *Paiement des droits de succession par la remise d'œuvres d'art ;* adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

— T.V.A. sur les importations. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, après l'art. 63.

OFFICE DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION FRANÇAISE (O.R.T.F.). — *Voy.* COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE, 1 ; MOTIONS DE CENSURE, n° 5.

Voy. aussi : RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION ; BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles. — Affaires étrangères. — Services du Premier Ministre : II. Information).

OFFICIERS.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires). — Avancement en grade. — *Voy.* ARMÉE, 10.

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DE L'ARMEMENT. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 1.

OFFICIERS TECHNICIENS. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 7.

OISE.

— Aménagement de la vallée. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 23.

— Inondations. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture. — Equipement).

OLÉAGINEUX.

— Fonds de soutien. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 16.

— Marché des. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

OPÉRATIONS DE BOURSE.

— Commission de contrôle. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services financiers).

OPPOSITION.

— Programme de l'. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

ORDONNANCES.

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14.

— Modification. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Régime général), 10.

— Ratification. — *Voy.* ALCOOLISME, 3, 4, 5, 9; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale); CONSTITUTION, 2; EMPLOI, 5; MOTIONS DE CENSURE, n° 4; POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation), 1, 2 et 3.

ORDRE DU JOUR (de l'Assemblée Nationale).

1° *Fixé par le Gouvernement* [6 avril 1967] (p. 571).

Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; Chambre des députés des Comores ; port illégal d'uniforme ; saisie de véhicules ; juridiction des îles Wallis et Futuna (deuxième lecture) ; prolongation d'activité de certains fonctionnaires (deuxième lecture) ; éventuellement, navettes ; déclaration de politique générale du Gouvernement.

2° *Questions orales :* 5 questions orales avec débat, 2 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [12 avril 1967] (p. 627).

Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie ; Chambre des députés des Comores ; port illégal d'uniforme ; saisie de véhicules ; prolongation d'activité de certains fonctionnaires (deuxième lecture) ; déclaration de politique générale du Gouvernement ; communication du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole ; baux ruraux des rapatriés ; accords de sécurité sociale avec les Pays-Bas et la Pologne ; justice de paix en Polynésie ; contrats d'assurance maladie agricole ; gardes-chasse.

2° *Questions orales :* 15 questions orales avec débat, 2 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [19 avril 1967] (p. 721).

Déclaration de politique générale du Gouvernement ; déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole ; Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie (deuxième lecture) ; Chambre des députés des Comores (deuxième lecture) ; baux ruraux des rapatriés ; accords de sécurité sociale avec les Pays-Bas et la Pologne ; justice de paix en Polynésie ; contrats d'assurance maladie agricole ; gardes-chasse ; amélioration de l'habitat ; statut du fermage (deuxième lecture) ; sauvegarde de la vie en mer (deuxième lecture).

2° *Questions orales :* 4 questions orales sans débat, 22 questions orales avec débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Modification des articles 36 et 37 du Règlement.

1° *Fixé par le Gouvernement* [27 avril 1967] (p. 856).

Baux ruraux des rapatriés ; accords de sécurité sociale avec les Pays-Bas et la Pologne ; justice de paix en Polynésie ; contrats d'assurance maladie agricole ; gardes-chasse ; amélioration de l'habitat ; sauvegarde de la vie en mer (deuxième lecture) ; assurances maritimes ; événements de mer.

2° *Questions orales :* 24 questions orales avec débat, 7 questions orales sans débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Demande de constitution d'une Commission spéciale (proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions régionales de l'O.R.T.F.). Nomination de 24 représentants au Parlement européen et de 12 membres titulaires et 12 membres suppléants de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

1° *Fixé par le Gouvernement* [10 mai 1967] (p. 974).

Assurances maritimes ; événements de

Ordre du jour.

mer ; Cour de cassation (deuxième lecture) ; Cour des comptes ; mesures d'ordre économique et social.

2° *Questions orales :* 8 questions orales sans débat, 6 questions orales avec débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à diverses mesures d'ordre économique et social. Nomination de 24 membres du Parlement européen et de 12 membres titulaires et de 12 membres suppléants de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

1° *Fixé par le Gouvernement* [18 mai 1967] (p. 1061, 1062).

Mesures économiques et sociales ; déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse ; Cour des comptes ; article 165 du Code pénal ; tribunal des Nouvelles-Hébrides ; assurance des exploitants agricoles dans les D.O.M. ; Code civil dans les D.O.M.

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* Modalités de discussion de la motion de censure.

3° *Questions orales :* 1 question orale sans débat, 5 questions orales avec débat.

1° *Fixé par te Gouvernement* [24 mai 1967] (p. 1283).

Déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse ; Cour des comptes ; article 165 du Code pénal ; tribunal des Nouvelles-Hébrides ; modification du Code civil dans les D.O.M. ; assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles dans les D.O.M. ; déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale ; éducateurs physiques.

2° *Questions orales :* 13 questions orales avec débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Nomination d'un membre du Parlement européen et de 12 membres suppléants de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

1° *Fixé par le Gouvernement* [31 mai 1967] (p. 1477).

Déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale (suite) ; faillite ; pouvoirs spéciaux (texte de la Commission mixte paritaire ou nouvelle lecture) ; loi de finances rectificative.

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* Modalités de la discussion d'une éventuelle motion de censure.

3° *Questions orales :* 13 questions orales avec débat, 3 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [7 juin 1967] (p. 1666, 1667).

Faillite (suite et fin) ; loi de finances rectificative ; Territoire des Afars et des Somalis ; administrateurs du district de Paris ; baux ruraux (deuxième lecture) ; personnel de l'aéronautique civile (deuxième lecture); profession d'éducateur physique ; six conventions internationales ; pouvoirs spéciaux (éventuellement, dernière lecture) ; déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère.

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* Modalités de discussion des motions de censure éventuellement déposées en deuxième et dernière lectures du projet relatif aux pouvoirs spéciaux.

3° *Questions orates :* 8 questions orales sans débat, 5 questions orales avec débat.

4° *Ordre du jour complémentaire :* Nomination de 12 juges titulaires et de 6 juges suppléants à la Haute Cour de Justice.

La non-inscription à l'ordre du jour des questions orales sur les activités maritimes et les calamités agricoles ; rejet de l'ordre du jour complémentaire.

1° *Fixé par le Gouvernemenl* [15 juin 1967] (p. 1840).

Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère ; orientation foncière et urbaine ; ventes d'immeubles ; Jeux olympiques de Grenoble ; assurance maritime (deuxième lecture) ; événements de mer (deuxième lecture) ; Cour de cassation (troisième lecture) ; amélioration de l'habitat (deuxième lecture).

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* Modalités de discussion de la motion de censure déposée en dernière lecture du projet relatif aux pouvoirs spéciaux.

3° *Question orale :* 1 question orale sans débat.

4° *Ordre du jour complémentaire :* Nomination de 4 membres de l'Assemblée appelés à la représenter auprès du Ministre de l'Information ; de 3 membres de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; de 5 membres du Parlement européen et de 6 membres de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de 2 membres de la Commission centrale de classement des débits de tabac.

L'absence de la discussion des questions

concernant la situation des anciens combattants et de celles relatives à la fonction publique ; l'absence d'inscription à l'ordre du jour des questions orales sur l'indemnisation des rapatriés et sur le prix du maïs ; l'absence de dépôt du rapport de M. Capitant sur l'amnistie (p. 1840, 1841, 1842, 1843, 1844) ; la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée des questions concernant les calamités agricoles ; l'inscription souhaitable à l'ordre du jour de l'ensemble des problèmes intéressant les rapatriés (p. 1842) ; rejet au scrutin de l'ordre du jour complémentaire (p. 1844) ; liste des votants (p. 1855).

1° *Fixé par le Gouvernement* [21 juin 1967] (p. 2019, 2020).

Projet de loi d'orientation foncière et urbaine ; Cour de cassation (troisième lecture) ; Jeux olympiques de Grenoble ; ventes d'immeubles ; amélioration de l'habitat (deuxième lecture) ; assurance maritime (deuxième lecture) ; événements de mer (deuxième lecture) ; déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière ; statut de la magistrature ; congé spécial pour les magistrats ; tribunaux pour enfants ; régulation des naissances.

2° *Questions orales :* 2 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [27 juin 1967[(p. 2283, 2284).

Orientation foncière et urbaine ; déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière ; preneurs de baux ruraux ; assurance maladie agricole (deuxième lecture) ; assurance maladie agricole dans les D.O.M. (deuxième lecture) ; statut de la magistrature ; congé spécial pour les magistrats ; tribunaux pour enfants ; tribunaux de la région parisienne ; cours d'assises de la région parisienne ; régulation des naissances ; brevets d'invention ; marques de fabrique ; sociétés commerciales ; faillite et règlement judiciaire (texte de la Commission mixte paritaire ou nouvelle lecture).

2° *Question orale :* 1 question orale sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [2 octobre 1967] (p. 3362).

Incapables majeurs (deuxième lecture) ; éducateurs physiques ; lanceurs d'engins spatiaux ; loi de finances pour 1968 (discussion générale).

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* éventuellement, motion de censure.

Ordre du jour.

3° *Questions orales :* 5 questions orales avec débat.

L'impossibilité pour le président Pleven de présenter son rapport sur le projet de loi concernant les incapables majeurs. Entendus : MM. Duhamel, le Président.

1° *Fixé par le Gouvernement* [11 octobre 1967] (p. 3543).

Loi de finances pour 1968, 1re partie (suite) ; 2e partie : Tourisme ; Territoires d'outre-mer ; Anciens combattants ; Plan et aménagement du territoire ; Postes et Télécommunications ; Jeunesse et Sports.

2° *Questions orales :* 5 questions orales avec débat, 2 questions orales sans débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Election de 4 représentants de l'Assemblée auprès du Ministre de l'Information et de 3 membres de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

1° *Fixé par le Gouvernement* [18 octobre 1967] (p. 3752).

Loi de finances (deuxième partie) : Tourisme, T.O.M, Anciens combattants, Plan et aménagement du territoire, Postes et Télécommunications, Jeunesse et Sports, Légion d'honneur et Ordre de la Libération, Justice, Marine marchande, articles non rattachés, Budgets militaires, Coopération, Affaires sociales, Education nationale, Transports terrestres.

2° *Questions orales :* 5 questions orales avec débat, 2 questions orales sans débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Nomination de 5 membres du Parlement européen, de 3 membres titulaires et 3 membres suppléants de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de 12 juges titulaires à la Haute Cour de justice.

1° *Fixé par le Gouvernement* [25 octobre 1967] (p. 4117).

Loi de finances pour 1968 (deuxième partie) (suite) : Affaires sociales (suite), Education nationale, Transports terrestres, Services du Premier Ministre, Départements d'outre-mer, Aviation civile, Industrie, Services financiers, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, Charges communes, Comptes spéciaux du Trésor, Parafiscalité, Intérieur et Rapatriés, Affaires étrangères, Agriculture, F.O.R.M.A. et B.A.P.S.A., Affaires culturelles et Cinéma, Equipement et Logement, Information et O.R.T.F., articles de

Ordre du jour.

récapitulation ; éventuellement, seconde délibération et vote sur l'ensemble.

2° *Questions orales :* 6 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [8 novembre 1967] (p. 4693).

Loi de finances (deuxième partie) (suite) : Agriculture, F.O.R.M.A., B.A.P.S.A., Affaires culturelles et Cinéma, Equipement et Logement, Information et O.R.T.F., articles de récapitulation ; éventuellement, seconde délibération ; pêche dans les eaux territoriales ; transports par chemin de fer ; émissions de radio hors du territoire national ; ingénieurs de l'armement ; service national ; service de défense ; droits de port et de navigation ; règlement définitif du budget de 1965.

2° *Questions orales :* 4 questions orales avec débat, 3 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [16 novembre 1967] (p. 4990.

Droits de port et de navigation ; loi de règlement de 1965 ; Code minier, administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière ; drainage des terres humides ; ratification de 6 conventions internationales ; impôts directs locaux ; loi de finances rectificative pour 1967.

2° *Questions orales :* 8 questions orales avec débat, 1 question orale sans débat.

1° *Inscription d'office* en application de l'article 119 du Règlement : 7 articles retirés de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [22 novembre 1967[(p. 5162).

2° *Fixé par le Gouvernement.*

Impôts directs locaux, loi de finances rectificative pour 1967 ; amnistie ; 7 articles retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967 ; orientation foncière (deuxième lecture) ; limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône.

3° *Questions orales :* 2 questions orales sans débat, 1 question orale avec débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [28 novembre 1967] (p. 5297).

Amnistie ; articles retirés de la loi de finances rectificative ; orientation foncière (deuxième lecture) ; limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône ; loi de finances pour 1968 ; éventuellement, discussion du texte de la Commission mixte paritaire et nouvelle lecture ; experts-comptables ; monuments historiques ; succession du maréchal Juin ; statut des Comores.

2° *Questions orales :* 6 questions orales sans débat, 2 questions orales avec débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [7 décembre 1967] (p. 5642).

Succession du maréchal juin ; loi de finances (deuxième lecture) ; statut des Comores; statut des experts-comptables ; troupes de marine ; Jeux olympiques d'hiver ; contrôle des naissances (deuxième lecture) ; réparations civiles de l'Etat ; droits de port (deuxième lecture) ; brevets d'invention (deuxième lecture) ; incapables majeurs ; orientation foncière.

2° *Questions orales :* 5 questions orales sans débat, 3 questions orales avec débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi organique de M. Dumas complétant l'article 34 de la Constitution.

Explications de vote : La discussion du projet de loi relatif à l'amnistie (p. 5642, 5644) ; les importations de vin (p. 5643) ; l'interprétation du septième alinéa de l'article 48 du Règlement ; la nécessité de réunir une nouvelle Conférence des Présidents; l'indemnisation des rapatriés ; les questions intéressant la viticulture ; les manifestations dans le Midi viticole (*ibid.*) ; la nécessité d'un débat sur le problème social; les licenciements ; la liquidation du paquebot *Flandre ;* rejet au scrutin de l'ordre du jour complémentaire (p. 5644).

1° *Fixé par le Gouvernement* [14 décembre 1967] (p. 5862).

Brevets d'invention (texte de la Commission mixte paritaire, deuxième et troisième lectures) ; contrôle des naissances (texte de la Commission mixte paritaire, deuxième et troisième lectures) ; actions en réparations civiles de l'Etat ; amnistie (suite) ; incapables majeurs (troisième lecture) ; donations entre époux ; orientation foncière (texte de la Commission mixte paritaire ou troisième lecture) ; fonction publique (texte de la Commission mixte paritaire ou deuxième lecture) ; monuments historiques (deuxième lecture) ; loi de finances rectificative pour 1967 (texte de la Commission mixte paritaire ou deuxième lecture) ; demande de commission spéciale pour la proposition de loi complétant l'article 34 de la Constitution ; limites du département du Rhône (texte de la

Commission mixte paritaire ou deuxième lecture) ; impôts directs locaux (texte de la Commission mixte paritaire ou deuxième lecture) ; Convention France-Pologne ; convention France-Etats-Unis ; convention France-U.R.S.S. ; magistrature dans les îles Wallis et Futuna (deuxième lecture) ; navettes diverses.

2° *Questions orales :* 5 questions orales avec débat, 1 question orale sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [4 avril 1968] (p. 1013).

Article 34 de la Constitution.

2° *Décision de la Conférence :* Discussion et vote d'une motion de censure.

3° *Question orale :* 1 question orale sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [17 avril 1968] (p. 1063).

Fermiers italiens ; chasse maritime ; licenciements du personnel ; transports ferroviaires et routiers ; ratification de trois conventions ; état-civil des Français d'outre-mer ; objets abandonnés ; logement des étudiants.

2° *Décision de la Conférence :* Discussion et vote de la motion de censure.

3° *Questions orales :* 15 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [24 avril 1968] (p. 1030).

Objets abandonnés ; logement des étudiants ; état civil des Français d'outre-mer; pharmacies d'officine ; infractions routières ; accord franco-irakien ; armement et ventes maritimes ; déclaration du Gouvernement sur la recherche scientifique ; loi de finances rectificative 1968.

2° *Questions orales :* 12 questions orales sans débat, 4 questions orales avec débat.

3° *Ordre du jour complémentaire :* Quatrième semaine de congé payé ; demande de constitution de deux commissions spéciales (publicité de marques à l'O.R.T.F.).

La nécessité d'un débat de ratification des ordonnances prises en matière de Sécurité sociale et des projets concernant les rapatriés ; adoption de l'ordre du jour complémentaire (p. 1331).

1° *Fixé par le Gouvernement* [8 mai 1968] (p. 1623).

Déclaration du Gouvernement sur la recherche scientifique (suite) ; loi de finances rectificative pour 1968 ; engagements dans l'armée ; médecins militaires ; bordereaux de salaires des ouvriers des armées ; mesures en cas de licenciement ; agence nationale pour l'emploi ; artistes du spectacle ; règlement définitif du budget pour 1966 ; expertise douanière ; dévolution des œuvres d'art à l'Etat ; exploitation du plateau continental ; responsabilité civile dans le domaine nucléaire ; communication de documents dans le domaine du commerce maritime ; droit de timbre pour les rapports d'expertise ; articles 93 et 552 du Code de procédure pénale ; statut de fermage pour les étrangers ; assurance logement ; pensions de la Sécurité sociale.

2° *Questions orales :* 2 questions orales avec débat, 10 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [14 mai 1968] (p. 1784).

Engagements dans l'armée ; médecins militaires ; bordereaux de salaires des ouvriers des armées ; plateau continental ; licenciements ; agence nationale pour l'emploi ; artistes du spectacle ; loi de règlement pour 1966 ; expertise douanière ; dévolution des œuvres d'art; responsabilité civile nucléaire; commerce maritime ; droit de timbre pour les rapports d'expertise ; articles 93 et 552 du Code de procédure pénale ; statut du fermage pour les étrangers ; assurance logement ; pensions de la Sécurité sociale.

2° *Décision de la Conférence des Présidents :* Motion de censure.

3° *Questions orales :* 2 questions orales avec débat, 11 questions orales sans débat.

1° *Fixé par le Gouvernement* [22 mai 1968] (p. 2053).

Amnistie ; déclaration du Ministre des Affaires étrangères ; 7 conventions ; expertises douanières ; experts-comptables (deuxième lecture) ; caisses d'assurances maladies ; caisses d'allocations familiales ; conseils d'administration de la Sécurité sociale ; transports maritimes ; chasse maritime (deuxième lecture) ; sociétés commerciales ; nantissement de l'outillage ; attribution d'exploitation agricole ; fermiers italiens (deuxième lecture) ; navettes.

2° *Questions orales :* 3 questions orales sans débat.

Décision de la Conférence des Présidents de reporter à 17 heures l'examen de l'ordre du jour de la séance du 28 mai [28 mai 1968] (p. 2127).

Ordre du jour.

ORDRES PROFESSIONNELS.

1. — Proposition de loi tendant à créer un ordre des experts-comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Bignon (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 41**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 en ce qui concerne la dénomination et la formation professionnelle des experts-comptables et comptables agréés ainsi que leur représentation dans les instances de l'ordre, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Mainguy (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 112**.

3. — Proposition de loi relative à l'organisation de la profession comptable et tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par MM. Charret et Brettes (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 168**.

4. — Proposition de loi tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Hoguet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 203**.

5. — Projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 427**; rapport le 22 novembre 1967 par M. Leccia, **n° 516**. Adoption le 12 décembre 1967. — Projet de loi **n° 95**.

Transmis au Sénat le 14 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 87 (année 1967-1968)**; rapport le 23 avril 1968 par M. Yvon, **n° 123 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 25 avril 1968. — Projet de loi **n° 57 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 avril 1968 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 730**; rapport le 30 mai 1968 par M. Leccia, **n° 844**.

DISCUSSION [12 décembre 1967] (p. 5776, 5796).

Les deux raisons de la réforme ; l'adaptation nécessaire de l'économie aux conditions de la concurrence ; la qualification des professionnels ; l'analyse systématique des informations comptables (p. 5776, 5779) ; la comptabilité, outil irremplaçable de gestion et de prévision (p. 5776) ; la chambre nationale de discipline (p. 5777, 5779, 5781) ; sa composition ; la présence de fonctionnaires (p. 5777, 5781, 5782) ; l'obligation de souscrire une police d'assurance (p. 5777, 5779) ; l'ouverture de la profession à des professionnels sous contrat d'emploi (p. 5777) ; le nombre insuffisant des experts-comptables et comptables agréés (*ibid.*) ; la critique des organismes professionnels par le Comité Louis Armand (*ibid.*) ; la difficulté de l'accès à la catégorie des experts-comptables (*ibid.*) ; l'enseignement ; la création d'écoles spécialisées (p. 5777, 5781) ; la création d'Instituts d'études comptables supérieures (p. 5777, 5781) ; le renforcement nécessaire de l'autorité de l'ordre (p. 5777) ; les efforts actuellement accomplis par les professionnels (p. 5777) ; l'opportunité du projet de loi (p. 5778) ; l'unification de la profession (p. 5778, 5781) ; les incompatibilités (p. 5778) ; la notion de parité au sein du conseil de l'Ordre (p. 5779) ; les rapports existant entre l'administration d'une part, et l'Ordre et les professionnels d'autre part (*ibid.*) ; l'article 23 et le recrutement parallèle (p. 5779 à 5782) ; les injustices introduites dans l'ordonnance de 1945 (p. 5779, 5780) ; les critiques des organisations professionnelles contre cette loi-cadre (p. 5779); le sort réservé par le projet aux salariés (p. 5780); le statut de la profession comptable exercée sous contrat d'emploi ; l'inquiétude des experts-comptables stagiaires ; le caractère essentiellement libéral de la profession ; l'élargissement de ses attributions, compte tenu des réformes fiscales et législatives votées ces dernières années (*ibid.*) ; l'ouverture du Marché commun et de la concurrence européenne (p. 5780, 5781) ; l'accord des deux parties intéressées (*ibid.*) ; la possibilité pour les experts-comptables et compta-

bles agréés d'exercer les fonctions de syndics liquidateurs ou séquestres (p. 5781) ; le rajeunissement nécessaire des cadres (*ibid.*) ; la constitution souhaitable de cabinets importants d'experts-comptables.

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5777, 5778) ; le travail très constructif de la Commission de la production ; l'importance du vote de ce texte ; la création d'un corps unique d'experts-comptables ; les exigences de l'économie nationale en cette matière ; la nécessité de comptes bien tenus ; l'amélioration enregistrée au cours des dernières années dans la compétence des intéressés ; la confiance dont ils jouissent ; l'unification du corps des experts-comptables grâce à un nivellement par le haut ; l'exclusion indispensable de tout malthusianisme ; les très grands développements dont la profession est assurée ; l'amélioration de ses conditions d'exercice ; le problème de la discipline ; la modernisation de l'enseignement donné aux experts-comptables.

Art. 1er (p. 782) : *Définition de l'expert-comptable ;* l'organisation de la comptabilité ; les conseils fiscaux et les ingénieurs conseils en organisation (p. 5783) ; adoption de l'article (*ibid.*).

Art. 2 : *Experts-comptables stagiaires* (*ibid.*) ; la création d'une nouvelle catégorie de professionnels (*ibid.*) ; l'extension de la formation professionnelle de l'expert-comptable à des domaines autres que celui de la fiscalité (p. 5784) ; la situation difficile des stagiaires (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 5785); l'objectif poursuivi par le Gouvernement ; le désir de pallier une pénurie éventuelle de techniciens comptables ; la promotion sociale ; l'acceptation par le Gouvernement des deux amendements de la Commission ; la réglementation de la cession éventuelle de la clientèle.

Adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 3 : *Sociétés civiles* ; adoption avec modification.

Art. 4 : *Sociétés de capitaux* (*ibid.*) ; la possibilité pour les membres de l'Ordre de se grouper en sociétés (p. 5786) ; l'avantage du système de la société de capitaux ; adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 5 : *Comptables agréés ;* adoption avec modification (p. 5788).

Art. 6 : *Inscription au tableau* (*ibid.*) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 6 (*ibid.*).

Art. 7 : *Exercice de la profession, Responsabilités ;* la dépendance plus étroite à l'égard des pouvoirs publics qui résulterait pour l'Ordre de l'adoption de cet article ; adoption avec modification (p. 5789).

Art. 8 (*ibid.*) ; *Souscription d'une police d'assurance ;* adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 8 (p. 5790).

Art. 9 : *Fixation par décret de l'effectif maximum ;* adoption.

Art. 10 : *Exercice illégal de la profession ;* adoption.

Art. 11 : *Saisine du tribunal ;* adoption.

Art. 12 : *Secret professionnel ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 13 : *Incompatibilités ;* l'imprécision du texte (p. 5791) ; les services rendus par les experts-comptables agréés agissant notamment comme syndics de faillite (p. 5791, 5792) ; la participation des membres de l'Ordre à l'enseignement professionnel (p. 5791) ; adoption avec modification (p. 5792).

Art. 14 : *Fixation des honoraires* (p. 5796) ; l'opposition des intéressés à cet article qui porterait une grave atteinte à leur indépendance (p. 5797) ; la consultation préalable du conseil supérieur de l'Ordre (*ibid.*) ; adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 15 et 16 : *Composition du conseil régional ;* adoption (*ibid.*).

Art. 17 : *Composition des conseils régionaux et du conseil supérieur de l'Ordre* (p. 5798) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 17 (*ibid.*).

Art. 18 : *Composition des conseils régionaux et du conseil supérieur de l'Ordre ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 19 : *Chambre régionale de discipline;* la présence de deux fonctionnaires dans cette chambre ; adoption avec modification (p. 5799).

Art. 20 : *Chambre nationale de discipline* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5800).

Art. 21 : *Intitulé du titre V de l'ordonnance du 19 septembre 1945 ;* le sens juridique du mot « tutelle » ; adoption du titre.

Art. 22 : *Exercice de la tutelle ;* adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 22 : adoption de deux amendements (silence du commissaire du Gouvernement) **(p. 5801).**

Art. 23 : *Recrutement parallèle* (*ibid.*) ; nécessité de l'obtention de diplômes pour accéder à la profession (*ibid.*) ; les facilités accordées à des personnes venues de l'extérieur (p. 5802) ; les difficultés pour un employé d'une entreprise de devenir expert-comptable (p. 5803) ; les règles strictes qui continuent à présider à l'accès au corps des experts-comptables (*ibid.*).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 5801, 5802) ; l'objet modeste de l'article 23 ; l'utilité d'un apport extérieur, enrichissement pour le corps des experts-comptables ; la crainte injustifiée d'un envahissement ; les conditions posées au recrutement parallèle ; le caractère corporatif inacceptable de l'opposition entre cette mesure et l'existence de barrages existants ; les mesures prises contre la concurrence déloyale éventuelle.

Art. 24 : *Inscription au tableau des comptables agréés ;* adoption avec modification (p. 5805).

Art. 25 : *Conditions d'inscription* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5806).

Art. 26 : *Professionnels étrangers ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 27 : *Transformation de sociétés en nom collectif ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 28 (*ibid.*) ; *Harmonisation des statuts;* adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 28 (p. 5807).

Art. 29 : *Cotisations ;* adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 29 (*ibid.*).

Art. 30 : *Règlement d'administration publique ;* adoption avec modification (p. 5808).

Art. 31 : *Date d'application de la loi ;* adoption (*ibid.*).

En vertu de l'article 101 du Règlement, le Gouvernement demande qu'il soit procédé à une seconde délibération (*ibid.*).

SECONDE DÉLIBÉRATION.

Art. 8 : l'obligation pour les professionnels de souscrire une police d'assurance ; le caractère essentiel de cette disposition pour la confiance accordée par la clientèle ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 8.

Explications de vote sur l'ensemble : vote favorable du groupe Fédération de la gauche; l'unification de l'Ordre des experts-comptables ; la nécessité de créer rapidement des écoles spécialisées ; vote favorable du groupe de l'U.D. V^{e} ; la possibilité d'une collaboration entre la profession et l'administration ; vote favorable du groupe Progrès et démocratie moderne et du groupe des Républicains indépendants ; le problème des organismes appelés à veiller sur la comptabilité des artisans, des petits commerçants et des petits industriels (p. 5809).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

6. — Proposition de loi tendant à créer un ordre national des agents immobiliers, mandataires en fonds de commerce, administrateurs de biens, et syndics, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Cousté et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 563.**

Voy. aussi : AUTOMOBILES, 1.

ORGANES.

— Greffes. — *Voy.* MÉDECINE, 1.

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (O.T.A.N.).

— Rachat du Palais. — *Voy.* BUDGET 1968, ap. art. 5.

ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES.

1. — COMITÉS

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres : MM. Danel et Sabatier [8 novembre 1967] (p. 4730).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membres : MM. Maroselli, Poncelet [1er juin 1967] (p. 1538).

Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre : M. Le Bault de La Morinière [20 décembre 1967] (p. 6091).

Comité de contrôle du Fonds forestier national.

Membres : MM. Grussenmeyer et Loustau [22 juin 1967] (p. 2095).

Comité de coordination des enquêtes statistiques.

Membres : MM. Boisdé et Chalandon [16 juin 1967] (p. 1926).

Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération.

Membres : M. André Voisin [14 juin 1967] (p. 1831) ; M. de Lipkowski [20 juin 1967] (p. 1981); M. Hauret [22 juin 1967] (p. 2095).

Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres : MM. de Rocca Serra et Roux [14 décembre 1967] (p. 5918) ; MM. Cerneau, Camille Petit, Rivierez et Valentino [19 décembre 1967] (p. 6048).

Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Membres titulaires : MM. Saïd Ibrahim, Abdoulkader Moussa Ali, de Rocca Serra ; *membres suppléants :* MM. Mohamed Ahmed, Voisin, Sallé [29 juin 1967] (p. 2416).

Comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.

Membres : M. Hauret [1er juin 1967] (p. 1538) ; M. Bailly [13 juin 1967] (p. 1792).

Comité national de propagande en faveur du vin.

Membres : MM. Bayou et Hauret [22 juin 1967] (p. 2095).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membres : MM. Jean-Paul Palewski et d'Aillières [30 juin 1967] (p. 2502).

II. — COMMISSIONS

Commission centrale de classement des débits de tabac.

MM. Chauvet et Inchauspé [26 octobre 1967] (p. 4216).

Commission centrale de contrôle des opérations immobilières.

Membres : M. Jacques Richard [30 juin 1967] (p. 2502) ; M. Duffaut [9 novembre 1967] (p. 4838).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

Membre : M. Anthonioz [6 juin 1967] (p. 1628).

Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A.

Membres :

— au titre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan : MM. Godefroy et Weinman ;

— au titre de la Commission de la production et des échanges : MM. Bertrand Denis, Marcel Guyot, Le Bault de la Morinière, Sénès [30 juin 1967] (p. 2502).

Commission consultative du cinémo.

Membres : MM. Boinvilliers, Rabourdin, [31 mai 1967] (p. 1500) ; M. Giscard d'Estaing [9 juin 1967] (p. 1735).

Commission de contrôle de la circulation monétoire.

Membres : MM. Louis Sallé, Voilquin [13 juin 1967] (p. 1792).

Commission nationale de l'équipement hospitolier.

Suppléant du président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, membre de droit : M. Mainguy [28 juin 1967] (p. 2358).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Membres : MM. Bourgoin et Xavier Deniau [25 avril 1968] (p. 1358).

Commission plénière de contrôle du conseil d'administration de la Caisse nationale de crédit agricole.

Membres : MM. Le Bault de la Morinière, Naveau, Orvoën [22 juin 1967] (p. 2095).

Commission sociale centrale des rapatriés.

Membre : M. Valenet [1er juin 1967] (p. 1538).

Commission supérieure des Caisses d'épargne.

Membres : MM. Ansquer, Voisin [13 juin 1967] (p. 1792).

Commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance.

Membre : M. Bichat [1er juin 1967] (p. 1538).

Commission supérieure de codification.

Membres : MM. Rivierez, Dreyfus-Schmidt, Duroméa [6 juin 1967] (p. 1628).

Commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membres : MM. Bourdellès, Dumortier, Mauger, Miossec, Valentino, Bonnet (Christian) [14 juin 1967] (p. 1831).

Commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membres : MM. de Montesquiou, Robert Poujade [1er juin 1967] (p. 1538).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire : Mme Batier ; *membre suppléant :* M. Halbout [1er juin 1967] (p. 1538).

Membre titulaire : M. Hoguet ; *membre suppléant :* M. Delachenal [6 juin 1967] (p. 1628).

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membres : MM. Paquet, Ruais, Bisson [17 octobre 1967] (p. 3657).

III. — CONSEILS

Conseil d'administration du Bureau universitaire de statistiques.

Membres : MM. Caillaud, Dusseaulx [1er juin 1967] (p. 1538).

Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membres : MM. Baudouin, Delachenal, Palmero, Zimmermann [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membres : MM. Chazelle, de Grailly [2 juin 1967] (p. 1591) ; M. Sabatier [9 juin 1967] (p. 1735).

Conseil supérieur de l'aménagement rural.

Membre titulaire : M. de Poulpiquet ; *membre suppléant :* M. Berthouin [22 juin 1967] (p. 2095).

Conseil supérieur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

Membres : MM. Maugein, Salardaine [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil supérieur de l'hydraulique.

Membre titulaire : M. Mauger ; *Membre suppléant :* M. Gaudin [22 juin 1967] (p. 2095).

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre : M. Lepage [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires : M. Bousseau [22 juin 1967] (p. 2095) ; M. Laudrin [29 juin 1967] (p. 2416) ; M. Paquet [30 juin 1967] (p. 2502) ; *membres suppléants :* M. Rigout [22 juin 1967] (p. 2095) ; M. Jean Moulin [29 juin 1967] (p. 2416) ; M. Sabatier [30 juin 1967] (p. 2502).

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres : MM. Baridon et Chazalon [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux.

Membres : MM. Roulland et Schnebelen [12 octobre 1967] (p. 3597).

Conseil supérieur de la Sécurité sociale.

Membres : MM. Peyret, Ribadeau Dumas et Vertadier [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil supérieur du service social.

Membre : M. de La Verpillière [29 juin 1967] (p. 2416).

Conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique.

Membres titulaires : MM. Saïd Ibrahim, Cerneau ; *membres suppléants :* MM. Pidjot, Rivierez [6 juin 1967] (p. 1628).

IV. — FONDS

Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membre : M. Morlevat [21 juin 1967] (p. 2038) ; M. Ansquer [29 juin 1967] (p. 2416).

V. — REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE

Représentation de l'Assemblée Nationale auprès du Ministre de l'Information.

MM. Vivien, Dominati, Ribadeau Dumas, Le Tac [17 octobre 1967] (p. 3657).

OR.

— Thésaurisation. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

ORIENTATION DES ÉLÈVES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 22.

ORIENTATION FONCIÈRE ET URBAINE (F.L.O.F.U.) — *Voy.* URBANISME, 1.

ORIENTATION PROFESSIONNELLE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

ORLY.

— Desserte. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Transports I et II.)

ORPHELINS.

1. — Proposition de loi tendant à créer une allocation en faveur des orphelins, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 719**.

2. — Proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Abelin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commissions des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 756.**

O.R.T.F. — *Voy.* OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION FRANÇAISE.

OUTILLAGE.

— Nantissement. — *Voy.* GAGE ET NANTISSEMENT, 1.

OUVRIERS DES ARMÉES. — *Voy.* ARMÉE (dispositions particulières diverses), 3.

P

PAKISTAN. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 15.

PANAMA.

— Convention fiscale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 19.

PARIS.

— Maintien des entreprises industrielles. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), **n° 36.**

— Rôle économique. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), **n° 13.**

PARLEMENT EUROPÉEN.

1. — Proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Rossi et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), **n° 679.**

2. — Proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Républiqué), **n° 688.**

PARLEMENT EUROPÉEN. (Représentation de la France.)

Sont nommés représentants :

MM. Briot, Jarrot, Pianta, La Combe, Cousté, Rossi, Bousquet, Boscary-Monsservin, Triboulet, Louis Terrenoire, de Lipkowski, René Pleven, Fanton, Laudrin, Kaspereit, de Broglie, de la Malène, Habib-Deloncle, Spénale, Loustau, Françis Vals, Naveau [24 mai 1967] (p. 1275) ; M. Mitterrand [24 mai 1967] (p. 1284) ; M. Borocco [25 mai 1967] (p. 1319).

Donnent leur démission ; MM. Loustau, Mitterrand, Naveau, Spénale, Francis Vals [31 mai 1967] (p. 1454).

Sont nommés représentants :

MM. Loustau, Mitterrand, Naveau, Spénale, Val (Francis) [24 octobre 1967] (p. 4068).

PARTICIPATIONS.

— Versées par les constructeurs. — *Voy.* URBANISME, 1, article premier (p. 2173 à 2178), art. 46 (p. 2327).

PATENTE. — *Voy.* IMPÔTS LOCAUX, 1.

PATRONAGES LAICS. — *Voy.* JEUNESSE, 2.

« PAVILLONS DE COMPLAISANCE ». — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

PAYSANS.

— Manifestations. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, (Discussion générale).

PAYS ARABES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 5.

PAYS-BAS. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, n° 1.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

— Prêts pour importations. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, (Comptes spéciaux du Trésor), art. 72.

PÊCHE.

1. — Proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales d'associations de pêche et de pisciculture d'exercer devant toutes les juridictions les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 avril 1967 par M. Bricout et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) **n° 164.**

2. — Proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de pêcheurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de pêche, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,) **n° 233.**

PÊCHE ARTISANALE.

— Définition. — *Voy.* PÊCHE MARITIME, 1.

PÊCHE MARITIME.

1. — Proposition de loi tendant à définir la pêche artisanale en fonction de la jauge brute des navires utilisés, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Miossec (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 64.**

2. — Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 309** ; rapport le 19 octobre 1967 par M. Baudouin, **n° 468.** Adoption le 14 novembre 1967. — Projet de loi **n° 67.**

Transmis au Sénat le 15 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 22 (année 1967-1968)** ; rapport le 30 novembre 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 47 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 6 décembre 1967. — Projet de loi **n° 10 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1086 du 15 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 16 décembre (p. 12243).

DISCUSSION [14 novembre 1967] (p. 4938).

La fixation de la mer territoriale par la coutume internationale à trois milles marins; l'interdiction dans cette zone de la pêche pour les étrangers ; l'extension de la zone de pêche réservée (p. 4938) ; les deux conférences de Genève de 1958 et 1960 (p. 4939) ; la création d'une zone de souveraineté partielle ; la Convention de Londres du 9 mars 1964 ; la préservation des droits acquis ; la nouvelle définition de la ligne de base de la mer territoriale ; les deux aspects, l'un juridique, l'autre économique et social du présent projet de loi ; la protection des ressources de la mer côtière ; l'extension de trois à six milles de la zone réservée aux seuls pêcheurs français, l'insuffisance des moyens de surveillance et de contrôle ; la construction urgente d'unités de type chalutier en fer pour la surveillance ; la situation du corps des garde-pêche ; l'application de la présente loi à la petite pêche dans les départements et territoires d'outre-mer (*ibid.*) ; les zones de tir à l'intérieur de la zone réservée (p. 4940) ; les amendes infligées aux pêcheurs arcachonnais.

Intervention de M. Chamant, Ministre des Transports (p. 4940) ; l'opportunité du présent projet ; le décret du 9 juin interdisant la pêche aux navires étrangers dans une zone de douze milles ; la simplification souhaitable de certaines dispositions de la loi de 1888 ; les craintes non fondées concernant la concurrence qui risque de s'affirmer; les négociations longues et laborieuses qui ont abouti à la Convention de Londres ; l'enquête du directeur des affaires maritimes de Bordeaux concernant le problème des zones de tir.

Art. 1er (*ibid.*) ; adoption (p. 4941).

Art. 2 et 3 : adoption (*ibid.*).

Abstention du groupe de la Fédération de la gauche.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Voy. aussi : BUDGET 1968 (Transports. — III. Marine marchande).

— Crise de l'industrie des pêches. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2.

PÉCULE.

— des militaires engagés. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 30.

PEINE DE MORT.

— Abolition. — *Voy.* PROCÉDURE PÉNALE, 2.

PENSIONS DE RETRAITE.

1. — Proposition de loi tendant à proroger, pendant une durée de cinq ans à compter du 1er décembre 1967, les dispositions transitoires prévues aux articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Achille-Fould (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 354** ; rapport le 15 novembre 1967 par M. Marie, **n° 493**.

2. — Proposition de loi tendant à proroger de cinq années, à compter du 10 décembre 1967, les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Chapalain (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 354**.

Voy. n° 354.

3. — Proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 4, paragraphe I, de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 relatif à la liquidation des pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. René Pleven et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 549.**

4. — Proposition de loi tendant à proroger pendant cinq années à compter du 1er décembre 1967 les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Garcin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 557**.

5. — Proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er décembre 1972, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, la réduction d'âge en vue de leur mise à la retraite anticipée et avec jouissance immédiate de la pension, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Tourné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 608**.

6. — Proposition de loi tendant à créer une Commission chargée d'étudier les possibilités d'extension par paliers successifs, des dispositions du nouveau Code des pensions civiles et militaires de retraite à tous les retraités, **n° 691** [17 avril 1968]. (Renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 712.**

PENSIONS DES MARINS.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'article 14 de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Salardaine et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 502**; rapport le 24 avril 1968 par M. Salardaine, **n° 709**.

PENSIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE.

Voy. ASSURANCES-VIEILLESSE ; QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 25 (Calcul) et 26 (Réversion).

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ.

1. — Proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la révision du rapport constant, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Tourné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 109**; rapport le 7 juin 1967 par M. Tourné, **n° 279**.

2. — Proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la révision du « rapport constant », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Bignon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 195**; rapport le 7 juin 1967 par M. Tourné, **n° 279**.

3. — Proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la révision du rapport constant, prévu à l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Darchicourt et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 227**; rapport le 7 juin 1967 par M. Tourné, **n° 279**.

4. — Proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité instituant un rapport constant entre le montant des pensions de guerre et celui des traitements bruts des fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Cazenave et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 358**.

5. — Proposition de loi tendant à l'institution d'une commission spéciale chargée d'étudier l'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, relatif au « rapport constant », présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Beauguitte (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 477**.

PERMIS DE CONSTRUIRE. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 33 à 36 (p. 2263 à 2271).

PERSONNES AGÉES.

Proposition de loi tendant à créer une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Lepeix et Dusseaulx (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 82**.

Voy. BUDGET 1968, 2, art. 2; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale), art. 14 (Charges communes. — Equipement).

Voy. aussi : EXPROPRIATION, 1; ASSURANCES-VIEILLESSE (Vieillesse).

PERSONNES CONDAMNÉES OU LIBÉRÉES SOUS CONDITION.

— Surveillance. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 10.

PERSONNES CONTRAINTES AU TRAVAIL EN PAYS ENNEMI. — *Voy.* DÉPORTÉS ET INTERNÉS, 1, 2 et 3.

PERSONNE EN PÉRIL. — *Voy.* OBLIGATION D'ASSISTANCE, 1.

PERSONNES SEULES. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 3.

PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

— Création d'un comité central des œuvres sociales. — *Voy.* COMMUNES, 3.

PERSONNEL DES COMMUNES.

— Comité national de gestion des œuvres sociales. — *Voy.* COMMUNES, 3.

PERSONNEL DES P. ET T. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 17.

PERSONNEL HOSPITALIER. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat) n° 14; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Intérieur).

PERSONNELS MILITAIRES.

— dégagés des cadres. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses) 4.

PERSONNELS MILITAIRES FÉMININS. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 7.

PERSONNEL ROULANT. — *Voy.* TRANSPORTS ROUTIERS, 1.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.

— Création d'un centre d'études. — *Voy.* DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE, 2.

PÉTITIONS.

Rôle [19 août 1967] (p. 3075), [12 décembre 1967] (p. 5810), [30 décembre 1967] (p. 6181), [17 mai 1968] (p. 1956).

Décisions de la Commission [1er décembre 1967] (p. 5809 et 5810), [30 décembre 1967] (p. 6181).

Réponses des Ministres [12 décembre 1967] (p. 5810 à 5812), [17 mai 1968] (p. 1956, 1957).

PÉTITIONS. (Rôle).

N° 1. — M. Lucas (René), 45, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6e). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 2. — Mme Martin, 134, boulevard de la République, Cannes (Alpes-Maritimes). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 3. — M. Rivière (Armand), 75, boulevard du Maréchal-Joffre, Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Ministre de l'Intérieur [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810).

N° 4. — M. Jan (Claude), n° 2191, Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 5. — M. Fraty (Georges), 4, square des Alpes, Antony (Hauts-de-Seine). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075)

N° 6. — M. Galette (Jean-Baptiste), n° 1095 Sg, Maison centrale de Clairvaux (Aube). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810, 5811).

N° 7. — M. Lemétayer (Jean), rue du Chemin-de-Maure, Alençon (Orne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 8. — M. Jacob (Edmond), 26, rue Ham Ngi, Dalat (Sud Viet-Nam). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Ministre de l'Equipement et du Logement [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5811).

N° 9. — M. Bobis (Sébastien, 312, rue d'Endonne, Marseille-7e (Bouches-du-Rhône). M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Ministre de l'Equipement et du Logement [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5811).

N° 10. — M. Jallier (Harry), Maison d'arrêt de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5812).

N° 11. — M. Bourlet (Albert), camp pénitentiaire, Mauzac (Dordogne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3075). Réponse de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5812).

N° 12. — M. Saada (Marcel), 2449, quartier isolé, Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076).

N° 13. — Mme Ledoux (Anita), 98, rue Victor-Sévère, Fort-de-France (Martinique). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076).

N° 14. — M. Pinard (Dominique), 193, rue de l'Université, Paris-7e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076).

N° 15. — Mme Lalloz (Marie), 12, rue Leclerc, Danjoutin (Territoire de Belfort). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3067). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 16. — M. Deher (René), Maison centrale de Nîmes (Gard). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967[(p. 3076). Réponse de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5812).

N° 17. — Mlle Scheubel, 31, rue Jean-Borderet, Argenteuil (Val-d'Oise). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*JO.* du 19 août 1967] (p. 3076). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 18. — M. Richard (René), 21, rue Croulebarbe, Paris-13e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076).

N° 19. — M. Le Foll (Alain), 24, rue Longue, Morlaix (Finistère). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076).

N° 20. — M. Rio (Louis), résidence « Les Marronniers », route de Draguignan, Grasse (Alpes-Maritimes). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 21. — M. Barrère (Baptiste), 26, rue Peyré, Oloron (Basses-Pyrénées). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 22. — M. Parisey (Louis), pavillon 16 P.F.N., rue Guillaume-le-Conquérant, Fécamp (Seine-Maritime). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 19 août 1967] (p. 3076). Réponse de M. le Ministre de l'Education nationale [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5812).

N° 23. — M. Alarcon Zoilo Guerroro, avenida Vasquez, n° 200, La Paz (Bolivie). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5809).

N° 24. — M. Decaix (Raymond), 84, boulevard d'Argenteuil, Sartrouville. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5809).

N° 25. — M. Puddu (Michel), Les Baumettes, Marseille (Bouches-du-Rhône). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810).

N° 26. — M. Leroy (Henri), 20, rue Hérald, Nice (Alpes-Maritimes). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). Réponse le 17 mai 1968.

N° 27. — M. Mie (Jean), Ruch (Gironde). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 28. — M. Benbouali (Ahmed), cité Est n° 82, Al Asnam (Algérie). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). Réponse le 17 mai 1968.

N° 29. — M. Wirsching, Maison centrale, 1, rampe du Port, Nîmes (Gard). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre

Pétitions.

1967] (p. 5810). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 30. — M. Ramos, Saint-Germain-de-Marencennes (Charente-Maritime). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810).

N° 31. — M. Leconte (Pierre), 10, villa des Aubépines, Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 32. — M. Péguin (Paul), 9, rue du Lunain, Paris-14e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 33. — M. Théodore, Mairie de Saint-Maurice (Val-de-Marne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810).

N° 34. — M. Marchet (Jean), Gorrucha-Almeria (Espagne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). Réponse le 17 mai 1968.

N° 35. — M. Chaillou (Ernest), 65 *bis*, rue des Chalâtres, Nantes (Loire-Atlantique). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 5810). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 36. — M. Blumberg (Eric), 10, rue Finkmatt, Strasbourg (Bas-Rhin). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 12 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 37. — M. Blaig (Harry), 77, rue Crozatier, Paris-12e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181).

N° 38. — M. Bichet (Robert), 135, avenue de Versailles, Paris-16e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181).

N° 39. — M. Gaudry, 16, avenue Mansard, Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p.6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 40. — M. Moutet (Paul), camp Sud Mauzac (Dordogne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 41. — M. Lallemand (Benoît), 4, place Blot, Caen (Calvados). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). Réponse le 17 mai 1968.

N° 42. — M. Riou, 23, rue Enseigne-Roux, Saint-Etienne (Loire). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 43. — M. Grenouillet (Jean-Marcel), centre de relégation, Eysses (Lot-et-Garonne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 44. — M. Martin (Robert), matricule 230, 49, rue de la Tour, Lure (Haute-Saône). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 45. — M. Danan (Alexis), cité Trévise, Paris-9e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181).

N° 46. — M. Scelles (Jean), 35, rue A.-Damalix, Saint-Maurice (Val-de-Marne). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181).

N° 47. — M. Regease (Paul), citadelle de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 48. — M. Ahmed Ben Ahmed, Diar-El-Askri, El-Bayadh (Algérie). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181).

N° 49. — M. Vergès (Raymond), Tontouta (Nouvelle-Calédonie). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). Réponse le 17 mai 1968.

N° 50. — M. Miard (René), n° 2325, Maison centrale, Nîmes (Gard). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition.

N° 51. — M. Weiss (Roger), n° 2630, centre de relégation, Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime). — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] (p. 6181). La Commission décide de classer sans suite cette pétition

N° 52 — M. Pannier (Jean), 26, rue de Picardie, Paris-9e. — M. Baudouin, *Rapporteur* [*J.O.* du 30 décembre 1967] p. 6181).

N° 53 (4 octobre 1967). — M. Foucault, 49, rue de la Gente, Lure (Haute-Saône).

N° 54 (6 octobre 1967.) — M. Natta (René), 17, rue Clovis-Hugues, Marseille.

N° 55 (12 octobre 1967). — M. Demaison (Jean), 12, rue Henri-Barbusse, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

N° 56 (18 octobre 1967). — M. Malve (Lucien), camp Nord, Mauzac (Dordogne).

N° 57 (23 octobre 1967). — M. Le Bonny (Marcel), place de l'Eglise, La Roche-Maurice (Finistère-Nord).

N° 58 (26 octobre 1967). — M. Dafner (Gilbert), service général, matricule 2685, Centrale de Clairvaux (Aube).

N° 59 (4 novembre 1967). — M. Roulland (André), Camp Nord, Mauzac (Dordogne).

N° 60 (5 novembre 1967). — M. Barboteu (Joseph), rue de la Poste, Escurolles (Allier).

N° 61 (13 novembre 1967.) — Mme Carretero (Jeanne), 2, rue Joliot-Curie, La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

N° 62 (17 novembre 1967). — M. Valentin (René), Collias (Gard).

N° 63 (20 novembre 1967). M. Audain, 29, avenue Marceau, Courbevoie (Hauts-de-Seine).

N° 64 (21 novembre 1967). — M. Mie (Pierre), 59, rue des Tamaris, Châtelaillon (Charente-Maritime).

N° 65 (24 novembre 1967). — M. Daussy (Jules), chemin du Marais, Touques (Calvados).

N° 66 (29 novembre 1967). — M. Demolle (Lucien), Camp Nord, Mauzac (Dordogne).

N° 67 (4 décembre 1967). — M. Jeangirard (Paul), 153, rue des Poilus, Olivet (Loiret).

N° 68 (14 décembre 1967). — M. Dafner (Gilbert), Maison centrale, Clairvaux (Aube).

N° 69 (6 janvier 1968). — M. Marange (James), secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, 10, rue de Solférino, Paris-7e [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 70 (15 janvier 1968). — M. Piombo (Lucien), 152, rue de la Roquette, Paris-11e [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 71 (18 janvier 1968). — M. Burgade, 114, avenue Gambetta, Montauban (Tarn-et-Garonne) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 72 (25 janvier 1968). — M. Herbonel (Charles), Maison centrale de Nîmes (Gard) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 73 (29 janvier 1968). — Mlle Paquatte (Renée), 140, avenue d'Italie, Paris-13e [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 74 (8 février 1968). — Mme Bergognant, 18, rue du Général-Leclerc, Bois-Colombes [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 75 (8 février 1968). — M. Soignon, 1, rampe du Fort, Nîmes (Gard) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 76 (21 février 1968). — M. Lebourg, 44, avenue de la République, Nanterre (Hauts-de-Seine) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 77 (2 mars 1968). — Mme Radoux (André), H.L.M. DO.PO.FA, escalier P, Perpignan (Pyrénées-Orientales) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 78 (5 mars 1968). — Mlle Delpech, 40, rue Monge, Limoges (Haute-Vienne) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 79 (11 mars 1968). — Mme Bouvet, 139, rue de Mitry, Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 80 (18 mars 1968). — M. Roger (André), lotissement Charmeyran (Isère) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 81 (20 mars 1968). — M. Schikelé (Albert), 10, rue Kant, Strasbourg (Bas-Rhin) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 82 (4 avril 1968). — M. La Hargue (Jean), 42, rue de Tocqueville, Paris-17e [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 83 (4 avril 1968). — M. Chalimbaud (Gabriel), 109, rue Rouget-de-Lisle, Thiers (Puy-de-Dôme) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 84 (10 avril 1968). — M. Lagrange, 35, rue Bretonneau, Tours (Indre-et-Loire) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 85 (10 avril 1968). — M. Benayoun (Joseph), Hôtel du Roi-René, 7, rue Henri-René, Montpellier (Hérault) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 86 (10 avril 1968). — M. Valbon (Georges), mairie de Bobigny (Seine-Saint-Denis) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 87 (16 avril 1968). — M. Hertz (Paul), 20, rue Pierre-Curie, Nîmes (Gard) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 88 (17 avril 1968). — M. Ruiz (Ange), 15, rue du Maréchal-Foch, Marignane (Bouches-du-Rhône) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 89 (17 avril 1968). — M. Dubas, Centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 90 (17 avril 1968). — M. Grenier (Maurice), résidence des Acacias, Mainvilliers par Chartres (Eure-et-Loir) [17 mai 1968] (p. 1956).

N° 91 (19 avril 1968). — M. Courtes (Fernand), Le Dégottet, Feillans (Ain) [17 mai 1968] (p. 1956).

— Dispositions réglementaires. — *Voy.* RÈGLEMENT ASSEMBLÉE NATIONALE, 1.

PÉTROLE.

— Accord avec l'Irak. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 29.

— Problèmes du. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie).

PHARMACIENS. — *Voy.* SÉCURITÉ SOCIALE (Généralités), 6.

PHARMACIENS-CHIMISTES DES ARMÉES. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 7.

PILOTES.

— de navires. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

PLACEMENT. — *Voy.* EMPLOI, 6.

PLAISANCIERS.

— Régime fiscal. — *Voy.* PORTS, 2.

PLAN-CALCUL. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9; BUDGET 1968, 1 (Industrie. — I. Services du Premier Ministre).

PLANS D'OCCUPATION DES SOLS. — *Voy.* URBANISME, 1, article premier (p. 2063 à 2066, 2068 à 2092, 2178, 2516 à 2518).

PLANS D'URBANISME. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 2 (p. 2183 à 2185).

PLAN QUADRIENNAL.

— en faveur des anciens combattants. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

PLATEAU CONTINENTAL.

Projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 654**; rapport le 9 mai 1968 par M. Lemaire, **n° 773**. Adoption le 15 mai 1968. — Projet de loi **n° 137**.

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 175 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1833).

L'application de la convention de Genève du 29 avril 1958 ; la définition de la notion de « plateau continental » ; l'institution par le projet de loi d'un régime d'autorisation de la recherche et de l'exploitation des ressources naturelles de ce plateau ; l'administration des pouvoirs de police ; le secteur des hydrocarbures ; la recherche « off shore » ; les discussions qui doivent s'ouvrir aux Nations Unies sur ce problème (p. 1834) ; la croissance rapide de la consommation mondiale d'hydrocarbures ; la recherche indispensable de nombreux gisements ; les aspects juridiques, les aspects techniques, les aspects économiques ; la place de la France dans les recherches d'hydrocarbures au-delà du littoral ; les réussites techniques à inscrire au bilan d'activité ; les recherches dans la mer du Nord ; la délimitation des zones du plateau continental (*ibid.*) ; l'exploitation des minerais solides au-delà du littoral (p. 1835) ; les minerais d'uranium (*ibid.*).

Intervention de M. Guichard, Ministre de l'Industrie (p. 1835, 1836) ; le caractère essentiellement nouveau du champ d'action économique et scientifique en cause ; l'effort français en ce domaine ; les contestations concernant les libertés en haute mer ; la convention de Genève du 29 avril 1958 ; l'adhésion de la France le 14 juin 1965 ;

les principes de base du projet ; la définition limitative des droits de l'Etat ; le principe de l'autorisation préalable ; la constitution d'une commission locale (*ibid.*) ; l'extension aux installations et dispositifs des lois et règlements français ; le point de vue fiscal ; la répression des faits de pollution en mer ; le caractère extrêmement libéral du projet.

TITRE 1er. — *Dispositions générales* (p. 1836).

Art. 1er : *Régime juridique du plateau continental ;* adoption.

Art. 2 : *Nécessité d'une autorisation préalable ;* les répercussions sur la marine nationale et le rôle des préfets maritimes ; la protection des intérêts de la défense nationale ; les activités biologiques et agricoles de la mer (*ibid.*) ; les cultures d'algues (p. 1837) ; le Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.X.O.).

Intervention de M. Guichard, Ministre de l'Industrie (p. 1837, 1838) ; l'absence de définition juridique de « l'installation de pêche ».

Adoption de l'article avec modification (p. 1838).

Après l'Art. 2 : deux amendements tendant à insérer un nouvel article ; réserve.

Art. 3 : *Installations et dispositifs ;* adoption.

Art. 4 : *Zone de sécurité ;* adoption.

Art. 5 : *Application des lois et règlements français ;* adoption.

Art. 6 : *Apptication de la réglementation relative aux gisements miniers ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 7 : *Monopole national des transports maritimes et aériens ;* adoption avec modification (p. 1839).

Art. 8 : *Hypothèques ;* adoption.

Art. 9 : *Application du régime de sécurité sociale des marins et nécessité de maintenir pour ceux-ci la possibilité de demeurer inscrits maritimes ;* adoption avec modification (p. 1840).

Avant l'Art. 10 : amendement tendant à insérer un nouvel article (assimilation du responsable au capitaine au sens des lois et règlements) ; retrait.

TITRE II. — *Dispositions relatives aux mesures de sécurité.*

Art. 10 : *Application aux installations et dispositifs des règlements de sécurité ;* adoption.

Art. 11 : *Signalisation maritime ;* adoption.

Art. 12 : *Transmission des informations nautiques aux autorités ;* adoption.

Art. 13 : *Application des articles 70 à 74 du Code des ports maritimes ;* adoption.

Art. 14 : *Enlèvement des installations ou dispositifs qui ne sont plus utilisés ;* adoption avec modification (p. 1841).

TITRE III. — *Dispositions douanières et fiscales.*

Art. 15 : *Produits extraits du plateau continental ;* adoption.

Art. 16 : *Matériel d'exploitation ;* la distinction entre les exploitants du sol et du sous-sol ; adoption avec modification.

Art. 17 : *Visite de douane ;* adoption.

Art. 18 : *Importation des installations et dispositifs ;* adoption.

Art. 19 : *Impositions perçues au profit des collectivités locales ;* adoption.

TITRE IV. — *Dispositions relatives aux redevances.*

Art. 20 : *Redevance annuelle au titre de l'article 31 du Code minier ;* adoption.

Art. 21 : *Redevance spécifique à la tonne ;* adoption.

Art. 22 : *Redevance annuelle au profit de l'Etat ;* adoption avec modification.

Art. 23 : *Fixation du taux de redevance ;* adoption.

TITRE V. — *Dispositions pénales.*

Art. 24 : *Exploitations non autorisées ;* adoption (p. 1842).

Art. 25 : *Infractions au Code minier ;* adoption.

Art. 26 : *Interruption des travaux ;* adoption.

Art. 27 : *Continuation des travaux nonobstant la décision judiciaire d'interruption ;* adoption.

Art. 28 : *Pollution ;* adoption avec modification.

Art. 29 : *Infractions aux dispositions de l'article 14 ;* adoption.

Art. 30 : *Infractions aux dispositions de l'article 11 ;* adoption.

Art. 31 : *Infractions aux dispositions de l'article 12 ;* adoption.

Art. 32 : *Pénétration irrégulière à l'intérieur d'une zone de sécurité ;* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 1843).

Art. 33 : *Constatation des infractions ;* adoption (*ibid.*).

Avant l'Art. 34 : deux amendements tendant à insérer de nouveaux articles (communication d'information au C.N.EX.O. (*ibid.*) ; la permission à cet organisme de communiquer sa documentation à certains intéressés ; adoption d'un amendement modifié dont le texte devient l'article 33 *ter* (p. 1844).

TITRE VI. — *Dispositions diverses.*

Art. 34 : *Législation pénale applicable ;* adoption.

Art. 35 : *Décrets en Conseil d'Etat ;* adoption avec modification.

Art. 36 : *Maintien pour les titulaires de permis de recherche antérieurs du bénéfice des dispositions contenues dans les décrets accordant ces titres ;* adoption avec modification.

Art. 37 : *Décrets d'application ;* adoption.

Adoption de l'ensemble du projet (*ibid.*).

PLUS-VALUES FONCIÈRES.

— Taxation. — *Voy.* URBANISME, 1' Titre IV et p. 2354 à 2357 et suivantes, p. 2519.

P.L.O.F.U.

— Projet de loi d'orientation foncière et urbaine. — *Voy.* URBANISME, 1.

POISSON.

— Marché du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 2; BUDGET 1968, 1 Transports II).

POLICE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 10; BUDGET 1968, 1 (Intérieur) et art. 36 et 37 (deuxième délibération).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 7.

POLITIQUE EUROPÉENNE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 1; QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 15.

POLITIQUE FAMILIALE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.

— Lutte contre la. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 2; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales).

POLLUTION DES MERS. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nº 2; PLATEAU CONTINENTAL, 1; BUDGET 1968, 1 (Transports. — III. Marine marchande).

POLOGNE.

— Accord du 7 septembre 1951. — Délai de production des demandes d'indemnité. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 20.

— Convention de sécurité sociale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, nº 1.

— Droit des personnes. *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 17.

POLYNÉSIE FRANÇAISE.

Voy. T.O.M., 6.

— Justice de paix. — *Voy.* JUSTICE, (Organisation), 4.

— Lutte contre les endémies. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales), art. 64.

PONTS ET CHAUSSÉES.

— Agents. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

PORCS.

— Situation des producteurs. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 4.

— Viande. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 11.

PORTS.

1. — Proposition de loi tendant à la création de ports francs, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 210**.

2. — Projet de loi portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, présenté au Sénat le 21 décembre 1966 par M. Michel Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 200 (année 1966-1967)** ; rapport le 18 mai 1967 par M. Lachèvre, **n° 249 (année 1966-1967)**; avis le 11 mai 1967 par M. Brun au nom de la Commission des affaires économiques, **n° 240 (année 1966-1967)**. Adoption le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 115 (année 1696-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 mai 1967 (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 221**; rapport le 2 octobre 1967 par M. Rivain, **n° 425**; avis le 2 octobre 1967 par M. Dumortier au nom de la Commission de la production et des échanges, **n° 429**. Adoption le 16 novembre 1967. — Projet de loi **n° 72**.

Transmis au Sénat le 20 novembre 1967 (deuxième lecture) (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 29 (année 1967-1968)**; rapport le 7 décembre 1967 par M. Lachèvre, **n° 59 (année 1961-1968)**. Adoption définitive le 14 décembre 1967. — Projet de loi **n° 24 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1175 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12858).

DISCUSSION [16 novembre 1967] (p. 4990).

L'examen du texte en première lecture par le Sénat le 25 mai 1967 ; la réforme de la fiscalité maritime ; les droits supprimés, notamment le droit de timbre sur les connaissements ; l'affectation du produit des redevances ; l'allégement du montant des charges supportées par les navires ; l'augmentation de la subvention versée à l'Etablissement national des invalides de la marine (*ibid.*) ; l'allégement résultant de la réforme pour l'ensemble des navires (p. 4991) ; la redevance d'équipement au profit des ports de plaisance ; l'insertion dans la loi du taux du droit de francisation ; les conditions d'assujettissement des produits de la conchyliculture ; la répartition du produit de la redevance des ports de pêche entre le port de débarquement et le port d'attache ; l'amélioration importante que constitue le présent projet (*ibid.*) ; la grande simplification qu'il introduit dans la fiscalité maritime ; la francisation et l'immatriculation des navires par une seule opération en un service central (*ibid.*) ; l'introduction dans le projet par le Gouvernement de mesures appartenant au domaine réglementaire (p. 4992) ; les exemptions de la taxe sur la jauge ; l'importance du problème pour certains ports de la Côte d'Azur (*ibid.*).

Intervention de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 4992 à 4994) ; les efforts entrepris depuis plusieurs années pour améliorer la situation de l'armement et des ports français en face de la concurrence étrangère ; le double intérêt économique du projet ; la simplification de la taxation et l'allégement des charges ; le remplacement de la dizaine de droits et taxes actuels par un droit annuel ; la perte de recettes en résultant pour le budget de l'Etat ; les bénéficiaires de cet abandon de recettes ; les importantes modifications apportées au projet relatives à la procédure de détermination des droits ; le droit de francisation et de navigation et le droit de passeport ; les conditions d'exercice de la tutelle des administrations centrales à l'occasion de l'approbation des droits de port ; la compétence du Ministère de l'Equipement en la matière ; la fixation des futurs droits ; le problème du cabotage ; les incidences financières du projet sur les ports, sur les recettes de l'Etat et sur le financement de l'E.N.I.M. ; les répercussions sur la situation des armateurs et des plaisanciers ; la possibilité d'instituer une taxe de séjour sur les navires de plaisance et une redevance d'équipement des ports de plaisance (p. 4994) ; le caractère éducatif de cette dernière.

Chapitre Ier : *Classification des droits de port et de navigation* (p. 4994).

Art. 1er : adoption.

Chapitre II : *Droit annuel sur le navire.*

Section I : *Navires français, Droit de francisation et de navigation* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 4995).

Art. 3 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 3 (*ibid.*).

Après l'Art. 26 (p. 4996), amendement du Gouvernement tendant à insérer, après l'article 26, un tableau annexe relatif au droit de francisation et de navigation ; le cas des bateaux de plaisance ; les formalités de francisation et de visa annuel ; le surcroît de dépenses administratives qui en résultera ; la discrimination injustifiée entre la navigation à l'intérieur ou sur les côtes (*ibid.*) ; la suppression souhaitable du droit de navigation sur les embarcations de plaisance, tout au moins au-dessous d'un certain tonnage (p. 4997) ; adoption avec modification de l'amendement.

Section II : *Navires étrangers, Droit de passeport.*

Art. 4 : adoption (*ibid.*).

Art. 4 *bis* : adoption avec modification.

Art. 5 : supprimé par le Sénat.

Chapitre III : *Droit de port et redevances d'équipement.*

Section I : *Navires de commerce.*

Art. 6 (*ibid.*) ; adoption (p. 4998).

Art. 7 : adoption (*ibid.*).

Section II : *Navires de pêche.*

Art. 8 : les conditions d'assujettissement des produits de l'ostréiculture ; adoption (p. 4999).

Art. 9 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 10 : adoption avec modification (*ibid.*).

Section III : *Navires de plaisance ou de sport.*

Art. 11 : la conformité des dotations avec les objectifs du Plan ; la répartition des crédits ; l'affectation des ressources nécessaires pour la réalisation des objectifs du Ve Plan (*ibid.*) ; adoption (p. 5000).

Art. 12 : adoption (*ibid.*).

Chapitre IV : *Affectation du produit des droits et taxes.*

Art. 13 et 14 : adoption.

Art. 15 : supprimé par le Sénat.

Art. 16 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 17 et 18 : adoption (*ibid.*).

Chapitre V : *Dispositions diverses.*

Art. 19 : adoption avec modification (p. 5001).

Art. 20 : adoption (*ibid.*).

Art. 21 : adoption avec modification.

Art. 22 à 24 : adoption.

Art. 24 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 25 : supprimé par le Sénat (*ibid.*).

Art. 26 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1, art. 59 et Equipement.

PORTS DE PLAISANCE. — *Voy.* PORTS, 2 ; BUDGET 1968, 1. (Services du Premier Ministre. — V. Equipement).

PORTS FRANCS.

— Création. — *Voy.* PORTS, 1.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Proposition de loi tendant à transférer au budget général de l'Etat la partie de la charge qui devrait lui revenir et qui est supportée jusqu'alors par le budget annexe des Postes et Télécommunications, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Chochoy et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 722.**

— Licenciements d'auxiliaires. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 16.

— Notation du personnel. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 17.

POTEZ-LANDES.

— Usine. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 8.

POUDRES.

— Agents techniques. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 1.

POURSUITES.

Proposition de demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. Guidet), présentée à l'Assemblée Nationale

le 20 juin 1967 par M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyée à la Commission « ad hoc »), **n° 332.**

POUSSINS.

— Situation des producteurs. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 4.

POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation).

1. — Projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis le 10 mai 1967 à une Commission spéciale), **n° 174**; rapport le 18 mai 1967 au nom de la Commission spéciale par M. Pierre Cot, **n° 182.** Adoption le 20 mai 1967. — Projet de loi **n° 17.**

Transmis au Sénat le 23 mai 1967 (renvoyé à la Commission spéciale), **n° 254 (année 1966-1967)**; rapport le 30 mai 1967 par M. Filippi, **n° 271 (année 1966-1967).** Rejet le 2 juin 1967. — Projet de loi **n° 116 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 2 juin 1967 (renvoyé à la Commission spéciale), **n° 267**; rapport le 7 juin 1967 par M. Pierre Cot ~~au nom de la Commission mixte paritaire,~~ **n° 276.** ~~Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 9 juin 1967.~~

Rapport au Sénat le 8 juin 1967 par M. Filippi ~~au nom de la Commission mixte paritaire,~~ **n° 286 (année 1966-1967).** ~~Rejet des conclusions de la Commission mixte paritaire.~~

Rapport, en deuxième lecture, à l'Assemblée Nationale le 7 juin 1967 par M. Pierre Cot, **n° 280.** Adoption le 9 juin 1967. — Projet de loi **n° 25.**

Transmis au Sénat le 13 juin 1967 (nouvelle lecture) (renvoyé à la Commission spéciale), **n° 297 (année 1966-1967)**; rapport le 13 juin 1967 par M. Filippi, **n° 298 (année 1966-1967).** Rejet le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 128 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1967 (troisième lecture) (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 314**; rapport le 14 juin 1967 par M. Pierre Cot, **n° 315.** Adoption définitive le 16 juin 1967. — Projet de loi **n° 36.**

Loi n° 67-482 du 22 juin 1967, publiée au *J. O.* du 23 juin 1967 (p. 6211).

DISCUSSION [18 mai 1967] **(p. 1062).**

Le caractère de simple information du rapport (p. 1062) ; l'impossibilité pour la Commission spéciale de se mettre d'accord sur aucun texte ni aucune proposition (p. 1062, 1064) ; le travail accompli par cette Commission (*ibid.*) ; la thèse de la majorité (p. 1063) ; celle de l'opposition (*ibid.*) ; la consultation obligatoire du Conseil économique pour tout projet de loi de programme à caractère économique et social (p. 1064) ; les réserves du groupe des Indépendants ; les « cactus » (p. 1064) ; l'opportunité d'un débat avant la discussion de la motion de censure (p. 1064).

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 1064 à 1067) ; les subtilités du Règlement de l'Assemblée qui font rapporter le texte par quelqu'un d'autre qu'un membre de la majorité ; l'importance considérable et croissante des problèmes économiques ; la responsabilité de l'Etat et du Gouvernement en ce domaine ; la tradition des pouvoirs spéciaux ; les précédents en la matière, notamment sous la IVe République ; les ordonnances de 1958 et janvier 1959 ; l'article 38 de la Constitution de la Ve République ; la nécessité de préparer la dernière étape du Marché commun ; les nombreuses études, souvent complexes, auxquelles a fait procéder le Gouvernement ; le 1er juillet 1968, date capitale pour la France ; l'adaptation des secteurs exposés aux conditions nouvelles de l'économie ; l'évaluation des charges ; le maximum de garanties à obtenir dans le domaine de l'emploi ; l'action menée depuis huit ans par la Ve République ; l'emploi ; l'organisation du marché du travail ; l'octroi de garanties sociales aux travailleurs appelés à changer d'emploi ; la réorganisation des régimes sociaux ; la nécessité de procéder à un réexamen général et de repenser l'organisation même de ces régimes ; le maintien des conquêtes fondamentales apportées par l'institution de la Sécurité sociale en 1945 ; le meilleur emploi des ressources ; l'allégement et la simplification des règles de gestion des régimes publics de prévoyance ; l'intéressement des travailleurs ; l'adaptation des sociétés à la concurrence exté-

Pouvoir législatif.

rieure et leur progression vers la réalisation de sociétés de type européen ; le développement des régions ; les raisons qui ont conduit le Gouvernement à recourir à la procédure de la délégation de pouvoirs ; l'impossibilité de faire adopter par le Parlement, à une date suffisamment rapprochée, les textes nécessaires ; l'imbrication étroite des mesures législatives et réglementaires qui sont à prendre ; le jugement global sur l'action du Gouvernement ; le contrôle du Parlement à l'occasion des débats de ratification des ordonnances et de la discussion budgétaire ; le désir du Gouvernement de provoquer un débat d'ensemble sur sa politique économique et financière avant la fin de la présente session parlementaire; l'engagement de la responsabilité du Gouvernement sur le vote du présent projet de loi ; (p. 1067) : le Gouvernement engage sa responsabilité, conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, pour l'adoption du projet de loi, modifié par l'amendement n° 5 de MM. Paquet et Sabatier à l'article premier.

Motion de censure. Dates de discussion [19 mai 1967] (p. 1109, 1123), [20 mai 1967] (p. 1172, 1183).

Le secret gardé par le Gouvernement sur ses intentions (p. 1109, 1126) ; l'action passée de la Ve République (p. 1109, 1110, 1192, 1195) ; la spéculation immobitière (p. 1110) ; les faveurs accordées aux titulaires de revenus mobiliers ; la défaillance de l'épargne privée et l'atonie de la Bourse (p. 1110. 1111) ; l'absence de dispositions fiscales dans les ordonnances prévues par le Gouvernement (p. 1110) ; la nécessité d'un plan et du contrôle du crédit (p. 1111) ; les accords passés avec les chantiers navals et la sidérurgie (p. 1111, 1112) ; la construction ; la préférence donnée aux programmes lucratifs au détriment des logements sociaux (p. 1112) ; l'aménagement du territoire ; la décentralisation industrielle (p. 1113, 1114, 1130) ; la croissance excessive de la région parisienne (p. 1113, 1130) ; le plan-calcul (p. 1113) ; les contrats de programme (*ibid.*) ; le caractère secret de la nouvelle planification ; la nécessité d'une nouvelle conception en la matière (p. 1113, 1114) ; la politique de l'emploi ; les grèves et revendications ; le chômage (p. 1113, 1114, 1116, 1124, 1125, 1131, 1132, 1134, 1199) ; les mineurs de fer de Lorraine (p. 1114) ; la révision nécessaire du Ve Plan (p. 1114) ; la politique des revenus (p. 1114, 1115) ; le profit (p. 1114) ; les finances des collectivités locales (p. 1114) ; le caractère préoccupant de la conjoncture économique actuelle (p. 1115, 1124) ; la nécessité d'une discussion confiante avec les syndicats et tous les intéressés (p. 1115, 1133) ; la réunion d'une conférence européenne du plein emploi (p. 1115) ; la procédure de la question de confiance et de la motion de censure (p. 1115, 1116) ; le droit à l'emploi (p. 1116) ; la formation professionnelle (p. 1116, 1190) ; les reconversions et leurs conséquences sociales (p. 1116, 1125, 1131, 1134) ; l'intéressement des travailleurs ; l'amendement Vallon (p. 1116, 1132, 1179, 1186, 1190, 1199) ; la légitimité constitutionnelle de la délégation du pouvoir législatif (p. 1116, 1117, 1129, 1183, 1188, 1189, 1190, 1198, 1200, 1201) ; l'opportunité du recours à l'article 38 (p. 1117, 1129, 1174, 1183, 1185, 1196, 1199) ; la crise du logement (p. 1123, 1181, 1182, 1195) ; les problèmes de l'Education nationale (p. 1123) ; la réforme de la Sécurité sociale ; le rapport Bordaz ; les causes du déficit (p. 1124, 1126, 1127, 1128, 1132, 1174, 1175, 1179, 1180, 1186, 1187, 1191, 1196) ; l'unité de la gauche (p. 1125) ; la réprobation des pouvoirs spéciaux par de nombreux leaders de la majorité (p. 1126, 1200) ; l'agriculture (p. 1129, 1130, 1135, 1136, 1183, 1184) ; la nécessité d'accroître la productivité dans tous les domaines (p. 1129) ; la situation du textile (p. 1130) ; l'implantation souhaitable de petites usines à la campagne (p. 1130, 1135) ; les zones de salaires (p. 1132) ; le dessaisissement du Parlement de ses prérogatives peu après les élections ; la nécessité d'un dialogue avec le Gouvernement (p. 1132, 1133, 1190, 1194, 1197, 1199, 1200) ; la grève générale récente; sa portée et sa signification (p. 1133) ; l'harmonisation des législations fiscale et sociale au sein du Marché commun (p. 1134, 1179) ; le Fonds national de l'emploi (p. 1134) ; l'hostilité du monde agricole aux pouvoirs spéciaux (p. 1135) ; le S.M.I.G. et les allocations familiales aux Antilles (p. 1172, 1173, 1176, 1177) ; l'emploi et la formation professionnelle dans les D.O.M. (p. 1173) ; le service militaire adapté (p. 1173, 1174) ; le « petit risque » (p. 1175) ; la liberté d'établissement dans le cadre du Marché commun ; les installations d'agriculteurs étrangers en France (p. 1175, 1176) ; l'hostilité des petits commerçants aux pouvoirs spéciaux (p. 1177) ; l'apptication de la T.V.A. au commerce de détail (p. 1178) ; les progrès à faire dans la mise sur pied d'une po-

litique européenne commune (p. 1179) ; les entreprises nationales ; leur poids excessif sur le budget de l'Etat (p. 1179) ; la paralysie parlementaire qui résulterait de l'absence de majorité (p. 1180) ; le régime social particulier applicable à l'Alsace (p. 1180) ; le statut des mines domaniales de potasse d'Alsace (p. 1181) ; la fiscalité (p. 1182) ; la préparation de l'agriculture française à son entrée dans le Marché commun (p. 1183, 1184) ; le remembrement et les adductions d'eau (p. 1184, 1185) ; le durcissement soudain de la majorité à l'égard de l'Assemblée et des autres groupes (p. 1185) ; la procédure des lois de programme et des lois-cadres, plus profitable et plus normale que celle des ordonnances (p. 1185, 1196) ; le Marché commun et l'échéance du 1er juillet 1968 ; la préparation de l'opinion publique à cette échéance (p. 1187, 1190) ; l'attitude du groupe Progrès et démocratie moderne (p. 1187, 1188) ; les précédentes délégations de pouvoirs sous la IIIe et la IVe Républiques (p. 1189, 1194, 1197) ; les débats éventuels de ratification (p. 1189, 1198) ; l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (p. 1190) ; le rôle de l'opposition (p. 1191, 1193) ; les deux sortes de motions de censure ; leur rareté sous la précédente législature (p. 1191, 1192) ; les faiblesses et les désaccords de l'opposition (p. 1193, 1194) ; la précarité de la majorité gouvernementale (p. 1194) ; la position difficile du Premier Ministre (*ibid.*) ; l'absence de demandes de pouvoirs spéciaux dans les autres pays du Marché commun (p. 1194, 1200) ; l'imbrication étroite du domaine législatif et du domaine réglementaire en ce qui concerne les mesures à prendre dans le domaine économique et social (p. 1197, 1199) ; la réforme nécessaire de la procédure législative (p. 1197) ; l'initiative parlementaire des dépenses (p. 1198) ; les interprétations abusives de la Constitution par le Gouvernement (p. 1198) ; la position difficile des Républicains indépendants au sein de la majorité (p. 1200).

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 1117 à 1122) : l'intervention de M. Mendès France ; la justification des pouvoirs spéciaux en matière économique ; la mutation profonde et l'évolution rapide des techniques que connaît actuellement la France ; l'ouverture prochaine de nos frontières ; les phénomènes conjoncturels ; la médiocrité présente de la conjoncture européenne ; la croissance de 6 % de la production nationale en 1966 ; les investissements ; la balance des paiements ; la situation de l'emploi ; la politique d'équilibre budgétaire du Gouvernement tendant à adapter les budgets aux exigences de la conjoncture ; l'accusation non fondée de « déplanification » ; la notion de plan sous la Ve République ; la débudgétisation ; les plans d'épargne ; les conventions passées par l'Etat avec certains secteurs industriels; la sidérurgie et le plan précis qui lui a été imposé ; la convention avec l'industrie électronique ; les contrats-programmes ; l'augmentation, en 1966, de 24 % des crédits mis à la disposition des collectivités locales ; les H.L.M. ; les commandes des grandes entreprises nationales ; le lancement de l'emprunt d'équipement ; la relance européenne ; les lois de programme ; la baisse du taux d'intérêt ; l'aide à la construction navale ; la réforme de la Sécurité sociale ; le respect des conditions fondamentales de l'exercice de la médecine ; la reconversion et les dispositions à prendre, exorbitantes du droit commun ; la réanimation de l'économie ; l'épargne, l'investissement et l'amélioration des structures des entreprises ; le bien-fondé des pouvoirs spéciaux.

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre [20 mai 1967] (p. 1201 à 1205) : les remerciements du Gouvernement aux orateurs de la majorité ; les appréhensions qui se sont fait jour ; l'absence totale de fondement des assertions de l'opposition ; le respect par le Gouvernement des droits acquis ; la ratification des traités ; le respect du régime social particulier de l'Alsace ; la description déformée par M. Mendès France de la politique économique du Gouvernement ; le rôle des investissements de l'Etat sous la Ve République ; la comparaison du produit national brut en France et dans les pays voisins pour 1962 et 1966 ; le chômage ; les critiques injustes adressées à l'actuel Gouvernement, comme naguère à celui de M. Mendès France ; la baisse de 45 % de la Bourse ; l'absence de contre-politique de la part de l'opposition ; la concurrence internationale, problème fondamental ; l'interdiction des délégations de pouvoirs sous la IVe République ; la critique constitutionnelle de M. Guy Mollet ; les divergences profondes entre son interprétation de la Constitution et celle du Gouvernement ; l'interprétation de l'article 38 ; la non-préparation du texte des ordonnances ; la technocratie ; les rapports demandés à des hauts fonctionnaires ; les pouvoirs du Premier Ministre ; les pouvoirs spéciaux demandés en Allemagne

Pouvoir législatif.

Pouvoir législatif.

et en Belgique ; les mal-logés prioritaires ; la situation dans la région parisienne ; l'intervention de M. Mitterrand, la possibilité pour le contrôle parlementaire de s'exercer à l'occasion du budget ; la censure du Conseil d'Etat ; les débats de ratification ; l'amendement Vallon ; les suggestions du groupe communiste ; l'absence de toute contre proposition de la part des autres groupes de l'opposition ; les trois questions préalables déposées par ces groupes et qui ont coupé court à tout débat ; les propositions de M. Fabre concernant la Sécurité sociale ; la surcharge immédiate qui en résulterait pour le budget de l'Etat ; l'absence totale de programme commun à la gauche unie ; les contradictions internes profondes de l'opposition, simple entreprise de démolition ; le domaine limité des pouvoirs spéciaux ; le rôle de la majorité ; le vrai problème posé : le régime et l'application de la Constitution; l'ouverture éventuelle d'une crise gouvernementale.

Explications de vote ; les efforts de persuasion du Premier Ministre, notamment dans les couloirs de l'Assemblée ; l'absence d'information sur le contenu réel des projets du Gouvernement ; les nouveaux sacrifices qui vont être probablement demandés aux Français travailleurs ; les contradictions de la majorité ; les Républicains indépendants alliés exigeants et difficiles ; l'acte d'abdication demandé aux élus de la nation peu après les élections générales ; les sociétés capitalistes et leurs profits ; le pouvoir personnel ; la confiance accordée ou refusée au Gouvernement qui demande des pouvoirs spéciaux ; la motion de censure déposée l'an dernier sur la politique extérieure du Gouvernement ; la procédure suivie ; le bilan de l'action gouvernementale depuis neuf ans ; les critiques de M. Giscard d'Estaing sur les méthodes actuellement employées par le Gouvernement ; l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; la discussion en Commission du texte de la loi foncière ; le nouveau domaine réservé que le pouvoir s'efforce maintenant de créer ; la méfiance du Gouvernement à l'égard de sa majorité ; la fin visible du régime ; l'union de la gauche ; l'opposition du groupe Progrès et démocratie moderne à la procédure suivie ; la délégation de pouvoirs récemment consentie en Allemagne ; l'étroitesse de la majorité ; la réduction du Parlement à un rôle de figuration ; les complications nées des pouvoirs spéciaux et de la procédure de leur adoption ; le dialogue à rechercher au sein de la majorité ; l'hostilité des Républicains indépendants au recours à la crise ; la montée de la tension internationale ; l'ignorance du contenu pratique des mesures envisagées par le Gouvernement ; les longs délais subis par les textes d'application des lois votées ; la procédure de la loi-cadre ; la durée de la délégation de pouvoirs ; l'ouverture prochaine d'un débat économique et financier, plus important que le débat actuel ; l'ouverture et la solidarité de la majorité gouvernementale.

Mise aux voix par scrutin public à la tribune de la motion de censure ; celle-ci n'est pas adoptée (p. 1211) ; liste des votants (p. 1217).

En conséquence, est considéré comme adopté le projet de loi, modifié par l'amendement n° 5 de MM. Paquet et Sabatier à l'article premier.

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [7 juin 1967] (p. 1651).

L'impossibilité pour la Commission mixte paritaire de présenter de nouvelles dispositions ; le Gouvernement engage sa responsabilité, conformément à l'article 49 de la Constitution, sur le vote du projet de loi (p. 1652).

Motion de censure. Vote et discussion [9 juin 1967] (p. 1728 à 1733).

Explications de vote : le rejet du projet de Gouvernement à une très large majorité de la représentation parlementaire : Sénat et Assemblée réunis (p. 1728) ; le souci du Gouvernement de réduire les droits et prérogatives du Parlement (p. 1728, 1729) ; l'hostilité au projet de la plupart des Républicains indépendants ; la situation économique et le ralentissement de la production ; la baisse du crédit de l'Etat ; les difficultés de souscription des derniers emprunts (p. 1729) ; la hausse des tarifs des services publics (p. 1729, 1730) ; la politique de stabilité (p. 1729) ; la dépréciation du franc depuis 1958 ; l'attribution au budget des collectivités locales d'une partie de la taxe sur les salaires ; la diminution du produit de cette taxe du fait de la récession ; la situation de l'emploi, le chômage ; les mesures prises et envisagées par le Gouvernement ; l'incertitude sur le nombre exact des chômeurs en France (*ibid.*) ; l'inopportunité, selon le groupe P.D.M., du dépôt d'une nouvelle motion de censure (p. 1731) ; son vote défavorable ; la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée du débat sur

l'amnistie ; la fragilité de la majorité ; l'attitude du Gouvernement à l'égard du Sénat ; les mesures antisociales que le Gouvernement se prépare à prendre par voie d'ordonnances (*ibid.*) ; les raisons d'opposition des élus communistes aux pleins pouvoirs (p. 1732) ; le renforcement de l'opposition dans le pays; l'absence de vote pour les problèmes importants en discussion à l'Assemblée depuis deux semaines.

Intervention de M. Pompidou, Premier Ministre (p. 1730, 1731) ; le prochain grand débat sur la politique économique, financière et sociale ; l'absence d'indexation pour les emprunts d'Etat actuellement lancés ; les conséquences sur l'émission du dernier emprunt de la grave crise politique extérieure; la stabilité du franc ; le fonctionnement des institutions ; le vote du collectif à une large majorité ; le désir de l'opposition de rétablir la procédure de l'interpellation ; le Gouvernement, responsable devant l'Assemblée, mais seul juge de la direction de la politique étrangère.

Mise aux voix par scrutin public à la tribune de la motion de censure ; celle-ci n'est pas adoptée (p. 1732) ; liste des votants (p. 1749).

En conséquence, le projet de loi est considéré comme adopté en deuxième lecture (p. 1733).

DISCUSSION EN TROISIÈME ET DERNIÈRE LECTURE [14 juin 1967] (p. 1808).

La division de la Commission spéciale en deux groupes égaux.

Le Gouvernement engage sa responsabilité conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

Adoption du projet de loi.

2. — Proposition de loi tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 442** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Ducoloné, **n° 547**.

3. — Projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 640**.

POUVOIRS SPÉCIAUX.

— *Voy.* POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation), 1; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 7.

PRÉFECTURE.

— Personnels — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 3.

PRÉFECTURE DE POLICE.

— Personnels retraités. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 2.

PRÉFET DE RÉGION.

— *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

PRÉFETS MARITIMES.

— Rôle. — *Voy.* PLATEAU CONTINENTAL, 1.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

Proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par MM. Rémy Montagne et Valentin (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 253**.

PRESSE.

1. — Proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 55-1552 du 25 novembre 1955 en vue d'interdire toute publi-

cation permettant, en cas de délit ou de fugue, d'identifier l'institution à laquelle un mineur est confié, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par Mme Thome-Patenôtre (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 473**.

2. — Proposition de loi tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 616**,

— Situation de la. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre II.); MOTIONS DE CENSURE, n° 5.

PRESTATIONS DE SERVICES.

— Taux de la T.V.A. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, après art. 7 (p. 3656).

PRESTATIONS SOCIALES.

— Plan d'évolution. — *Voy.* BUDGET SOCIAL.

« PRÊT A LA GROSSE AVENTURE ».

— Suppression. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

PRIMES A LA CONSTRUCTION. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement) et art. 57.

PRIME DE TRANSPORT. — *Voy.* SALAIRES, 1.

PRIORITÉ.

— Règles. — *Voy.* ROUTES, 1.

PRIVILÈGES.

1. — Proposition de loi relative au paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 9**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du Code civil, transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration généra'e de la République), **n° 15** (2).

PRIVILÈGE DU TRÉSOR. — *Voy.* FAILLITE, 1 (p. 1677 et 1678).

PRIX.

— Evolution. — *Voy.* BUDGET 1967, 2 (Discussion générale) ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

PRIX AGRICOLES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

PROCÉDURE PÉNALE.

1. — Proposition de loi relative à l'exécution des condamnations pour abandon de famille, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par Mme de Hauteclocque (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 107**.

2. — Proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967 (Travail, 1).

(2) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967 (Code civil, 12).

la législation et de l'administration générale de la République), **n° 191.**

3. — Projet de loi modifiant et complétant les articles 93 et 552 du Code de procédure pénale, présenté à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 704** ; rapport le 7 mai 1968 par M. Krieg, **n° 769**. Adoption le 16 mai 1968. — Projet de loi **n° 145.**

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 181 (année 1967-1968)** ; rapport le 30 mai 1968 par M. de Montigny, **n° 190 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 6 juin 1968. — Projet de loi **n° 70 (année 1967-1968).**

Loi n° 68-542 du 12 juin 1968, publiée au *J. O.* du 13 juin 1968 (p. 5619).

DISCUSSION [16 mai 1968] (p. 1919).

L'assouplissement nécessaire de certaines règles de procédure ; la limitation au droit du juge d'instruction de se transporter hors des limites du ressort de son tribunal (p. 1919, 1920) ; la modification de l'article 552 du Code de procédure pénale ; la limitation de l'application de cette disposition à la région parisienne (p. 1919, 1920) ; les délais entre le jour de citation et le jour de comparution devant le tribunal de grande instance (p. 1919, 1920).

Intervention de M. Louis Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 1919, 1920) ; l'adaptation de la justice aux réalités de l'heure ; le raccourcissement des distances grâce au développement des moyens de communication.

Art. 1er (p. 1920) ; la possibilité pour le juge d'instruction de se transporter dans l'étendue du ressort de la cour d'appel dont relève son tribunal ; adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 2 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi

PRODUITS LAITIERS. — *Voy.* Questions orales (avec débat), n° 11.

PRODUITS PÉTROLIERS.

Voy. Nationalisations, 6.

— Taxe intérieure de consommation. — *Voy.* Budget 1968, 1, art. 10 (p. 3585 à 3592).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES.

— Visa. — *Voy.* Questions orales (sans débat), **n° 27.**

PROFESSIONS LIBÉRALES.

Proposition de loi relative au titre de conseil social, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Lepeu (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 687.**

PROGRAMMES SOCIAUX DE RELOGEMENT (P.S.R.). — *Voy.* Budget 1968, 1 (Equipement) et art. 55 (deuxième délibération).

PROMOTION SOCIALE. — *Voy.* Budget 1967, 1 ; Budget 1968, 1 (I. Services du Premier Ministre).

PROPAGANDE ANTICONCEPTIONNELLE. — *Voy.* Naissances (Contrôle), 3.

PROPAGANDE ANTINATALISTE. — *Voy.* Contrôle des naissances, 1, art. 5.

PROPAGANDE RADIOTÉLÉVISÉE. — *Voy.* Radiodiffusion, 6.

PROPHYLAXIE ANTICONCEPTIONNELLE. — *Voy.* Naissances (Contrôle), 1.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

— Centres régionaux. — *Voy.* Forêts, 1.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.

Proposition de loi tendant à créer une redevance au profit des auteurs d'ouvrages mis en location dans les cabinets de lecture, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Le Tac et Krieg (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 59**.

PROPRIÉTÉS NON BATIES.

— Révision quinquennale des évaluations foncières. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 4 (première lecture et texte Commission mixte paritaire).

PROTECTION CIVILE.

Proposition de loi relative à la protection de la population civile en cas de guerre atomique, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale), **n° 386**.

Voy. aussi : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2; BUDGET 1968 (Intérieur) et après art. 74.

PROTOCOLE D'ACCORD.

— établi au Ministère des Affaires sociales en mai 1968. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

PROXÉNÉTISME.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 335-3 du Code pénal, relatif à l'interdiction de paraître, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 454**.

PUBLICITÉ DE MARQUES.

— Introduction à l'O.R.T.F. — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, n° 5; RADIODIFFUSION, 4, 5 et 10; BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles. — II. Services du Premier Ministre), art. 51 (deuxième délibération et texte de la Commission mixte paritaire).

PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE. — *Voy.* RADIODIFFUSION, 9.

Q

QUÉBEC.

— Rapports de la France avec le. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

QUESTIONS AUX MINISTRES. — *Voy.* RÈGLEMENT ASSEMBLÉE NATIONALE, 1.

QUESTIONS ORALES (avec débat).

1. — **Prix des produits laitiers et de la viande.** — Questions jointes de MM. Bricout, Boscary-Monsservin, Rigout, Orvoën et Loustau au Ministre de l'Agriculture [12 avril 1967] (p. 603 à 625).

Le prix de la viande (p. 604, 605, 606, 607, 608, 610, 613, 615, 618) ; le prix du lait (p. 604, 605, 607, 608, 609, 610, 612, 613, 614, 615) ; la politique agricole et l'Europe (p. 604, 606, 607, 609, 610, 620) ; les exportations (p. 604, 605) ; le F.E.O.G.A. (p. 604, 606) ; les prévisions du Ve Plan en matière agricole (p. 604) ; le prix et le marché du beurre (p. 605, 615) ; la poudre de lait (p. 605) ; les importations (p. 605, 612, 614); le revenu agricole (p. 605, 606, 608, 611, 616) ; l'augmentation incessante des charges de l'agriculture (p. 606, 607, 611, 614, 619) ; la production de viande ; le cycle de sept ans (p. 606, 618) ; le prix des céréales (p. 606) ; la viande porcine (p. 607) ; l'aide aux petits exploitants (p. 610) ; le prix du ramassage du lait (p. 612, 617) ; le F.O.R.M.A. ; son rôle éventuel en matière d'investissements (p. 613) ; la situation du Sud-Ouest (p. 613, 618) ; les bénéfices des sociétés industrielles intermédiaires (p. 614, 615) ; l'exode rural (p. 615) ; les négociations du G.A.T.T. sur le « gruyère de Comté » (p. 615, 616) ; la régionalisation de la loi sur l'élevage (p. 616) ; la brucellose (p. 616) ; les régions déshéritées et l'aire sélective (p. 616, 617) ; le problème du lait écrémé (p. 617) ; le système de cotation des cours de la viande (p. 617, 618).

Réponses de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture ; la cotation du Marché de La Villette (p. 605) ; le prix indicatif de la viande (p. 607) ; les subventions (p. 608) ; l'aide à l'exploitation familiale (p. 609) ; les frais élevés de ramassage du lait en France (p. 609, 617) ; les importations, résultat du Règlement communautaire : le manque de moyens d'action du Gouvernement en la matière (p. 613, 620) ; les calamités agricoles (p. 616) ; la production laitière dans le Sud-Ouest (p. 619) ; (p. 620 à 625) : les raisons de la supériorité des prix payés dans les autres pays de la Communauté ; l'alignement progressif des prix français sur le tarif commun ; les perspectives d'exportation dans le domaine de la viande ; les obstacles, notamment en matière de contrôle sanitaire ; la négociation Kennedy ; l'efficacité du régime d'intervention ; les produits laitiers ; la poudre de lait ; l'augmentation du contingent des stockages privés de fromages ; l'importance considérable prise par les exportations de poudre de lait ; les droits sur le fromage de gruyère ; le souci du Gouvernement de relever progressivement le revenu agricole ; la régionalisation nécessaire ; le bilan de la négociation Kennedy,

Questions orales avec débat.

notamment en ce qui concerne le soutien du marché de la viande, le prix des céréales, le taux d'auto-approvisionnement et l'aide alimentaire ; le caractère illusoire de la distinction entre pays exportateurs et pays importateurs ; la contribution française à la solution du problème de la faim dans le monde ; (p. 625) : l'endettement des agriculteurs ; la viticulture.

2. — **Reclassement du personnel français des bases américaines.** — Question de M. Abelin au Ministre des Affaires sociales [12 avril 1967] (p. 628 à 636).

Les difficultés rencontrées par les régions déjà peu favorisées où étaient implantées les bases américaines (p. 628) ; les migrations qui en résultent vers la région parisienne (*ibid.*) ; les répercussions sociales (*ibid.*) ; l'insuffisance des indemnités de licenciement (*ibid.*) ; la nécessité d'un plan national de l'emploi pour les 18.000 anciens salariés des bases américaines (*ibid.*) ; la situation dans la région de Toul (p. 630, 631) ; le camp de Captieux (p. 631) ; les répercussions dans l'Indre, notamment à Châteauroux ; la S.E.R.I.M.A. (p. 632, 633) ; le financement du régime de pré-retraite (p. 632) ; la situation dans l'Indre-et-Loire (p. 633) ; la nécessité de définir rapidement la nouvelle destination des bases (p. 634) ; la situation à Verdun ; les exigences excessives de la Direction des impôts en matière de prix des terrains et bâtiments (p. 634) ; Saint-Nazaire et sa région ; le coup sérieux porté au trafic portuaire (p. 635) ; la base de Fontainebleau : indemnité de ressources et retraite complémentaire (p. 635) ; l'inexactitude des renseignements fournis au Gouvernement (p. 636).

Réponse de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 629, 630) : la gravité du problème soulevé ; les mesures déjà prises par le Gouvernement ; l'indemnité versée par les employeurs à tous les salariés travaillant depuis plus de cinq ans ; l'intervention du Fonds national de l'emploi ; la prospection systématique des possibilités locales d'emploi ; les actions de formation professionnelle et de réanimation régionale ; le maintien des installations ; les implantations d'industries nouvelles (p. 636) ; le cas de Saint-Nazaire ; la recherche de solutions dans les différentes zones affectées, au moyen de contacts avec les élus et les administrations.

3. — **Fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures.** — Question de M. Barbet au Ministre de l'Intérieur [21 avril 1967] (p. 781 à 786).

La loi du 24 mai 1951 et les auxiliaires départementaux (p. 781) ; l'effectif budgétaire du personnel de préfecture (p. 782, 784) ; les décrets du 14 mars 1964 concernant la réforme administrative ; le renforcement des pouvoirs des préfets ; la loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne ; les créations insuffisantes de postes pour la région parisienne ; les difficultés de faire cohabiter du personnel de la préfecture de la Seine et du personnel à statut national commun (p. 782) ; les tâches de plus en plus exigeantes demandées au personnel des préfectures et sous-préfectures (p. 783) ; les charges pour les budgets départementaux ; les graves conséquences économiques qui en résultent pour des régions déjà fortement handicapées ; la dégradation continuelle de la situation ; la neutralité politique du personnel (p. 783) ; l'évolution de l'administration préfectorale et des attributions des préfets (p. 784) ; la déconcentration et la décentralisation (*ibid.*); le déclassement flagrant du personnel ; la discrimination dont il est la victime ; la prise en charge souhaitable par le Gouvernement du traitement des agents départementaux ; la situation des auxiliaires des préfectures titularisés dans le grade de commis ; l'application de la loi du 3 avril 1950 (p. 784) ; la nécessité pour le Gouvernement de définir une politique d'ensemble apportant une solution aux divers problèmes de recrutement, de statut et de formation (p. 785) ; le groupe d'études spécialisées de l'Union démocratique pour la Ve République; l'intégration dans les cadres d'Etat d'une première tranche d'auxiliaires rémunérés par les départements ; la nécessité de mettre à l'étude un nouveau statut de la catégorie A; les Institut régionaux d'administration à vocation générale.

Réponse de M. Bord, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (p. 782 et 783) ; la situation des personnels de préfecture ; les effectifs ; l'adaptation nécessaire de la qualification aux conditions présentes de l'emploi ; l'effort consenti pour doter en personnel les services préfectoraux des nouveaux départements de la région parisienne ; le niveau de recrutement et la formation professionnelle; l'aménagement des effectifs et l'amélioration de la carrière (p. 786) ; les commis de préfecture ; l'institution d'une mission interministérielle ; les commis transformés en se-

crétaires administratifs en 1949; la formation professionnelle et la promotion sociale.

4. — **Composition des conseils généraux des nouveaux départements de la région parisienne** [21 avril 1967] (p. 786 à 729). — Deux questions jointes de MM. Métayer et Ducoloné au Ministre de l'Intérieur.

Les réformes intempestives de l'actuel Gouvernement ; les modifications apportées à la structure de la région parisienne ; l'absence de toute consultation des intéressés ; la création du district et de nouvelles sous-préfectures ; la nomination d'un préfet régional omnipotent ; l'augmentation du nombre des cantons dans chaque département (p. 787) ; la nécessité absolue de recueillir au préalable l'avis des conseillers généraux en place (p. 787) ; les critères suivant lesquels seront créés les nouveaux cantons ; l'opposition des élus de gauche à la constitution de mini-conseils généraux (p. 790) ; la nécessité de disposer d'un nombre suffisant de conseillers pour faire face aux différentes tâches ; les anomalies du découpage cantonal dans les nouveaux départements de la région parisienne et notamment dans les trois départements issus de l'ancienne Seine-et-Oise ; la nouvelle étude envisagée en ce qui concerne les arrondissements ; les conceptions et méthodes antidémocratiques du Gouvernement.

Réponse de M. Bord, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (p. 789 et 790) ; la délimitation des nouveaux cantons des départements de la région parisienne ; la consultation des conseils généraux avant toute création ou modification de canton ; la solution adoptée par le Parlement en cette matière ; le problème de la représentation équitable des populations ; les droits des populations rurales ; la nécessité de prévoir un double critère, l'un, applicable aux zones urbanisées, l'autre, aux régions à habitat dispersé ; la réalisation probable de la réforme dans les deux mois à venir.

5. — **Situation de la viticulture.** — Questions jointes de MM. Roucaute, Millet, Balmigère, André Rey, Bayou, Poudevigne, Cassagne, Tourné, Achille-Fould, Sudreau, Alduy, Gaudin, Vals, Ponseillé, Loustau, Sénès, Guille, Maurice Faure, Pierre Cornet au Ministre de l'Agriculture [28 avril 1967] (p. 880 à 927).

Les manifestations viticoles dans le midi de la France (p. 881, 882, 885, 907, 909, 910, 921) ; la dégradation continue de la situation des viticulteurs ; la diminution de leurs revenus et de leur pouvoir d'achat (p. 881, 883, 887, 889, 896, 897, 912) ; le prix du vin ; le prix de campagne et le prix-plancher ; la nécessité d'une revalorisation (p. 881, 883, 884, 885, 886, 887, 891, 892, 893, 894, 905, 911, 912) ; l'augmentation continue des prix des produits nécessaires aux viticulteurs, notamment des produits industriels (p. 881, 883, 904, 911) ; les effets du plan de stabilisation (p. 881) ; les importations de vins d'Algérie et de Tunisie (p. 881, 884, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 893, 895, 896, 904, 908, 909, 911, 912, 913, 914, 915, 917, 918, 919, 920, 923) ; l'endettement croissant de la viticulture (p. 882, 883, 886, 887, 892, 897, 904, 912, 914) ; les sinistrés viticoles ; l'indemnisation des victimes des calamités agricoles (p. 892, 895, 908, 909, 918) ; la prétendue mauvaise qualité des vins du Midi (p. 882, 888) ; la défense de l'exploitation familiale (p. 882, 883, 914) ; la fiscalité viticole ; ses abus (p. 883, 886, 888, 891, 893, 894, 896, 897, 898, 904, 910, 913, 918, 919, 924) ; l'orientation de la politique viticole au profit des gros viticulteurs (p. 883, 884) ; le blocage des récoltes (p. 884, 895, 898) ; le rétablissement de la distillation obligatoire (p. 884, 885, 888, 891) ; les répercussions sur la viticulture de l'entrée en vigueur du Marché commun (p. 888, 895, 908, 910, 915, 919) ; les accords d'Evian (p. 886, 914) ; la campagne anti-vin (p. 888, 891, 896, 908, 913, 919) ; la situation des viticulteurs du Beaujolais ; leur solidarité avec ceux du Midi (p. 889) ; l'aide du F.O.R.M.A. (p. 891) ; la nécessité d'une politique de qualité (p. 891, 913) ; les problèmes de la région bordelaise (p. 892) ; la situation dans les Pyrénées-Orientales ; les vins doux naturels (p. 894, 895, 904, 924) ; les incidences de la fixation du prix du vin sur le S.M.I.G. (p. 894) ; les risques que comportent les futurs accords entre la C.E.E. et le Maghreb (p. 896) ; l'aide à l'exportation (*ibid.*) ; la situation de la viticulture du Val-de-Loire (p. 897) ; la progression de la production viticole (p. 903, 904, 918) ; les coupages avec les vins étrangers (p. 904, 909, 911, 918) ; le vignoble de Cahors (p. 905) ; la situation dans le département du Var (p. 907, 908) ; la création d'une société nationale d'intervention (p. 910) ; la politique de stockage (p. 911) ; les coupages de vins français (p. 911, 912, 920) ; les viticulteurs du Centre-Ouest (p. 912) ; les raisins de table (p. 914) ; l'accord commercial franco-algérien du 21 janvier 1964 (p. 915) ;

Questions orales avec débat.

le vignoble du département de l'Ardèche (p. 915, 916) ; l'eau-de-vie d'Armagnac (p. 917) ; le droit de plantation anticipée (p. 916, 917) ; les viticulteurs de la rive droite de la Dordogne et de la Gironde (p. 917) ; la situation dans les Basses-Pyrénées (p. 918) ; les vins blancs de la Gironde (p. 919, 920) ; la Clairette de Die (p. 921) ; la crise de la région de Charente-Maritime (p. 921, 922) ; les vins blancs d'Anjou (p. 922) ; l'indemnisation des Français de Tunisie victimes d'expropriation (p. 927) ; le tarif applicable aux vins importés (p. 927).

Réponse de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture (p. 884) : le coupage des vins ; (p. 887) : le prix du vin ; (p. 894) : les raisons de l'absence du débat du Ministre des Finances ; (p. 898) : le déblocage de la récolte de 1965 ; (p. 898 à 903) : l'existence de départements où la culture de la vigne est une activité essentielle ; les progrès réalisés et la déception des viticulteurs ; la régression de leurs revenus ; les conséquences du jeu de l'offre et de la demande ; l'absence pour le vin d'un système de soutien ; l'inopportunité de créer un organisme d'intervention ; le caractère non excédentaire de la production nationale ; l'absence de raisons de chercher à reconvertir le vignoble; l'insuffisance des cours ; les mesures exceptionnelles prises depuis un an par le Gouvernement ; l'action sur les prix ; le blocage, la clause de sauvegarde ; le déblocage de la récolte de 1965 ; l'augmentation de l'endettement et la diminution des revenus des viticulteurs ; les mesures prises en faveur des sinistrés ; le problème des importations ; les conséquences de l'énorme récolte de 1962 et des importations faites la même année par les Français d'Algérie ; le caractère obligatoirement complémentaire des importations; l'aspect diplomatique du problème ; la suspension actuelle des importations ; le problème du coupage ; l'interdiction du coupage des vins français par des vins d'importation ; la politique de qualité ; les coupages de vins français entre eux ; le rajeunissement des cépages et l'arrachage; la fiscalité viticole; les légendes à détruire; (p. 909) : le coupage des vins et l'arrêt du Conseil d'Etat ; (p. 924 à 927) : les vins blancs de Gironde et le comité interprofessionnel des vins de Bordeaux ; la fiscalité : sa révision concomitante avec l'étude de l'application à l'agriculture de la nouvelle loi concernant la T.V.A. ; la reconversion des cépages ; le vin d'Armagnac ; les prestations d'alcool vinique ; la distillation ; la réglementation du coupage ; les importations de vins d'Algérie ; leur diminution progressive ; l'augmentation importante des moyennes de la récolte nationale ; la clause de sauvegarde ; l'application de ces mesures par le Gouvernement avant les manifestations ; l'interdiction du coupage ; les règles de la complémentarité et de la solidarité ; les inconvénients d'une politique systématique de distillation ; le problème des plantations anticipées ; les calamités agricoles ; le département de l'Ardèche ; la politique européenne ; les conséquences de l'adhésion éventuelle de l'Espagne au Marché commun; la question du prolongement du canal Bas-Rhône—Languedoc ; le raisin de table.

6. — **Situation des mines de fer.** — Questions jointes de MM. Depiétri, Mondon, Trorial, Halbout, Schaff et Darchicourt au Ministre de l'Industrie [10 mai 1967] (p. 983 à 995).

La richesse du sous-sol lorrain (p. 984) ; la faible teneur en fer du minerai (p. 984, 985) ; les concentrations effectuées dans la sidérurgie ; les bénéfices des grosses sociétés (p. 984, 995) ; la productivité (p. 984) ; les prévisions du Ve Plan (p. 984) ; le plan professionnel de la sidérurgie (p. 985, 987, 991) ; l'absence d'industries de transformation en Lorraine (p. 986, 991) ; les grèves dans les mines de fer (p. 985, 986, 988, 989, 991) ; l'importance de la production (p. 985) ; l'opportunité d'une nationalisation (p. 985, 995) ; l'attitude de la population et du clergé (p. 986) ; l'expansion démographique de la Lorraine (*ibid.*) ; les recommandations de la Table ronde de mars 1963 (p. 987) ; la commission de l'emploi et du reclassement (*ibid.*) ; les reconversions nécessaires ; l'avenir de la Lorraine (p. 987) ; la formation professionnelle des adultes (p. 987, 989, 991) ; la retraite complémentaire (p. 987) ; les problèmes de l'emploi, notamment en ce qui concerne les jeunes (p. 987, 988, 990, 991) ; les problèmes d'équipement (p. 987, 988) ; les autoroutes à péage (p. 988) ; le « désenclavement » indispensable de Longwy (*ibid.*) ; l'implantation d'industries nouvelles complémentaires et créatrices d'emplois (p. 989, 990, 991, 995) ; la situation des mines de l'Ouest (p. 989) ; le statut de l'artisan fiscal en Moselle (p. 990) ; le développement nécessaire des infrastructures et équipements (p. 990) ; le recul économique et le malaise social en Lorraine (p. 991) ; la situation dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais (p. 992).

Réponse de M. Guichard, Ministre de l'Industrie (p. 992 à 995) : l'inquiétude des populations lorraines ; la prospérité remarquable de la Lorraine entre 1945 et 1963 ; l'apparition de minerais d'outre-mer à trop riche teneur ; la baisse rapide des cours ; l'amélioration des rendements ; les difficultés de la sidérurgie ; les conséquences sur le niveau de l'emploi ; la démographie ; la diminution de l'effectif total des mines de fer ; le nombre important d'emplois encore offerts par la sidérurgie lorraine ; l'échéance de juillet 1968 ; les effets de la concurrence internationale ; les diverses mesures prises par le Gouvernement depuis 1964 en faveur des mines de fer ; les efforts entrepris en faveur de la sidérurgie ; la convention générale signée avec la profession ; les prix des charbons à coke ; la création d'une raffinerie de pétrole dans la région de Metz ; les primes d'adaptation industrielle ; les prêts directs du F.D.E.S. ; l'aide financière de la C.E.C.A. pour la réalisation de 6 zones industrielles ; le rôle de l'Association pour l'expansion industrielle lorraine ; les résultats obtenus ; les 14 projets d'implantations nouvelles ; la formation professionnelle ; le caractère humain et social du problème ; les accords conclus entre employeurs et mineurs de fer ; la retraite complémentaire ; le projet de convention sociale dans la sidérurgie ; la consultation des syndicats ; la région de Longwy ; la situation des mines de l'Ouest ; les programmes de zones industrielles en Basse-Normandie ; les mines du Nord ; la politique appliquée par le Gouvernement ; la Lorraine, région pilote de l'économie française ; la mise au point d'une politique fluviale de grande envergure ; la politique de développement poursuivie en Lorraine par le Gouvernement.

7. — **Problèmes de l'emploi.** — Cinq questions jointes de MM. Odru, Abelin, Beauguitte, Cassagne, Trorial, au Ministre des Affaires sociales [26 mai 1967] (p. 1348 à 1372).

Les pouvoirs spéciaux ; les ordonnances et leurs conséquences sociales (p. 1348, 1362) ; le rapport Ortoli (p. 1348) ; la grève générale du 17 mai (p. 1348) ; la réduction souhaitable de la durée du travail (p. 1348, 1349, 1354, 1362) ; l'âge de la retraite (p. 1348, 1351, 1354, 1362) ; la faveur du Gouvernement au maintien d'un certain chômage (p. 1348, 1353, 1362) ; l'importance du chômage actuel ; les problèmes d'emploi pour les jeunes (p. 1349, 1350, 1362) ; les conséquences du Marché commun (p. 1349, 1352) ; les concentrations d'entreprises et leurs répercussions sociales (p. 1349) ; les propositions de la C.G.T. (*ibid.*) ; la formation professionnelle et la promotion sociale (p. 1349, 1350, 1351, 1354, 1362) ; les reconversions de travailleurs (p. 1349) ; les services de placement (*ibid.*) ; l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) ; le rôle du Fonds national de l'emploi (p. 1350, 1351, 1352, 1353) ; l'aide aux pays en voie de développement (p. 1350) ; la fermeture des bases américaines en France et ses conséquences sociales (p. 1350, 1351, 1352, 1355) ; la situation dans la métallurgie (p. 1350) ; les abattements de zones (p. 1350, 1351) ; la conférence de l'emploi suggérée par Progrès et démocratie moderne (p. 1351) ; la bourse nationale de l'emploi (p. 1351, 1353) ; les mineurs de fer de Lorraine (p. 1351, 1352, 1355) ; la situation à Bordeaux (p. 1353, 1356) ; le problème de l'émigration des travailleurs (p. 1353) ; la nécessité d'une politique vigoureuse d'aménagement du territoire (p. 1354, 1355) ; la protection des travailleurs (p. 1355) ; l'effort nécessaire d'information (p. 1355) ; la situation dans la région parisienne (p. 1359, 1365, 1366) ; en Alsace ; les chômeurs frontaliers (p. 1353, 1364) ; la crise dans le Nord et l'industrie textile (p. 1365, 1367, 1369) ; les problèmes des cadres ingénieurs et techniciens (p. 1365, 1368) ; la situation à Béziers et dans le Biterrois (p. 1368) ; à Limoges et dans le Limousin (p. 1369, 1370) ; dans le Val-de-Marne (p. 1370, 1371) ; la pénurie de personnel dans les hôpitaux (p. 1371).

Questions orales avec débat.

Réponse de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1356 à 1362) ; le programme du parti communiste et ses conséquences financières ; le caractère sérieux du programme exposé par M. Durafour au nom du groupe Progrès et démocratie moderne ; les consultations nécessaires avec les organisations professionnelles et syndicales ; les problèmes de Verdun ; le contrôle de l'Etat sur les prêts accordés aux implantations d'entreprises nouvelles ; les mesures en préparation ; la situation à Bordeaux ; les concentrations et reconversions d'entreprises ; les garanties aux salariés ; le cas de la région parisienne ; la mutation profonde de l'économie française ; les conséquences du Marché commun européen ; le caractère inéluctable des fusions et concentrations d'entreprises ; l'arrivée d'un nombre impor-

Questions orales avec débat.

tant de jeunes sur le marché du travail ; les délicats problèmes d'adaptation ; l'information des travailleurs ; la loi du 18 juin 1966 sur la réforme des comités d'entreprise ; la convention passée le 29 juillet 1966 entre l'Etat et la chambre syndicale de la sidérurgie ; les recommandations de la commission de la main-d'œuvre du Ve Plan ; les allocations spéciales aux travailleurs momentanément privés d'emploi ; l'aide du Fonds national de l'emploi ; la garantie de ressources aux femmes et mères de famille ; le décret du 24 février 1967 ; la création d'une bourse nationale de l'emploi ; la formation professionnelle ; les crédits de fonctionnement ; l'action du nouveau fonds de la formation professionnelle ; le problème des jeunes travailleurs ; le Livre blanc publié par le Ministre de la Jeunesse ; le renforcement de l'effectif des prospecteurs-placiers ; la mise en place de l'ordinateur électronique ; le grand effort de statistique à accomplir ; l'amélioration indispensable de la situation du corps de l'inspection du travail et des cadres de fonctionnaires qui lui sont adjoints ; les visites sur place envisagées par le Ministre ; la région parisienne ; les divergences au sein même des organisations syndicales à propos des opérations de décentralisation ; les interventions des services en ce qui concerne les demandes d'autorisation de licenciement collectif ; la situation dans la région du Nord et la Lorraine ; le problème des bases interalliées ; les mesures exceptionnelles prises par le Gouvernement ; les abattements de zones et leur suppression progressive ; le souci de préserver l'équilibre des entreprises marginales ; l'âge de la retraite et le rapport Laroque ; les conséquences financières d'une modification de la réglementation à cet égard ; la difficulté de définir les emplois pénibles ; les actions dites de « préretraite » du Fonds national de l'emploi ; l'aide de l'Etat aux opérations de décentralisation et de conversion ; les nouvelles mesures en préparation dans le cadre des pouvoirs spéciaux ; leur publication à bref délai ; (p. 1371, 1372) : le problème des chômeurs frontaliers français ; le classement des zones ; l'emploi des cadres ; la situation à Béziers ; le problème des hôpitaux ; le cas du Limousin.

8. — **Réforme des taxes sur le chiffre d'affaires.** — Questions jointes de MM. Odru, *d'affaires.* — Questions jointes de MM. Odru, Fourmond, Voisin, Cointat, Offroy, Duffaut, Valentin, Paquet et Bousquet au Ministre de l'Economie et des Finances [2 juin 1967] (p. 1572 à 1590).

L'entrée en application au 1er janvier 1968 de l'extension de la T.V.A. aux commerçants, artisans et prestataires de services ; les répercussions sur ces derniers ; leur inquiétude (p. 1573, 1574, 1579, 1580, 1583, 1588) ; les incidences de la réforme sur les prix, notamment les prix des denrées de grande consommation (p. 1573, 1575, 1579, 1580, 1581, 1582, 1584, 1589) ; les conséquences pour les collectivités locales de l'augmentation de leurs charges (p. 1573, 1575, 1579, 1582) ; la taxation des stocks ; leur régime transitoire (p. 1573, 1575, 1577, 1578, 1581, 1583, 1589) ; les décrets d'application ; leur complexité ; le retard apporté à leur parution (p. 1573, 1575, 1578, 1580, 1581) ; l'instauration d'un système de T.V.A. dans les autres pays du Marché commun (p. 1573, 1574, 1580) ; la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires proposée par le parti communiste (p. 1574) ; la T.V.A. et les investissements (p. 1574) ; l'application de la réforme à l'agriculture (p. 1575, 1576, 1582, 1587, 1588) ; la T.V.A., instrument de progrès (p. 1576) ; la nécessité d'une campagne d'information auprès de tous les intéressés (p. 1576, 1577, 1578, 1581, 1583, 1589) ; le report de la date d'application de la réforme (p. 1577, 1579, 1588, 1590) ; l'élévation du taux de 12 à 13 % pour certains produits (p. 1577, 1580) ; la multiplicité des taux ; la nécessité d'une simplification (p. 1578, 1580, 1581, 1583) ; les modalités de répartition entre communes du produit de la taxe sur les salaires (p. 1580) ; la nécessité de n'appliquer les pénalités qu'aux contribuables de mauvaise foi (p. 1582) ; l'amnistie fiscale souhaitable (*ibid.*) ; l'application de la T.V.A. aux commerces de luxe (*ibid.*) ; les coopératives agricoles (p. 1587, 1588) ; les industries touristiques ; le tourisme social (p. 1587, 1588) ; les transports (p. 1588) ; les automobiles d'occasion (p. 1589).

Réponse de M. Boulin, Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (p. 1583 à 1587) ; l'opportunité, reconnue par le Gouvernement, d'une vaste campagne d'information ; l'impossibilité de reporter la généralisation de la T.V.A. au-delà du 1er janvier 1968 ; la préparation des textes d'application ; le travail remarquable de la commission Deleau ; la préparation soigneuse des textes ; la situation de l'artisanat ; les graves inconvénients pour lui du régime

actuel ; le « mur » fiscal ; les distorsions entraînées par le système en vigueur et les critiques très âpres qui ont été présentées contre lui ; la suppression de quatorze taxes entraînée par la réforme ; la perte de recettes de trois milliards de francs qui en résulte ; les avantages de la réforme : la diminution du coût des investissements ; l'incidence sur les prix ; l'incitation à la réduction des prix à la consommation, à la modernisation et à la productivité ; les collectivités locales ; l'élévation probable du minimum garanti par la loi de finances pour 1968 ; les considérations tirées de l'évolution européenne qui rendent impossible de reporter la généralisation de la T.V.A. ; la mesure identique prise par l'Allemagne ; la distinction entre « harmonisation » et « fusion » ; la taxation en Allemagne et en Italie ; les dispositions transitoires applicables aux investissements ; le décret sur les stocks ; l'étalement de la déduction sur cinq ans ; la mobilisation éventuelle des créances ; le taux de 12 à 13 % ; les complications résultant pour les commerçants de la diversité des taux ; le forfait des artisans et petits commerçants ; l'assujettissement à ce régime des trois quarts des contribuables ; la simplicité du mécanisme ; la généralisation au 1er juillet 1967 de la facturation hors taxe ; l'application de la T.V.A. dans l'agriculture ; le problème de l'information ; les réunions tenues par le Ministre au mois de juin dans chaque région de France ; la campagne d'information qui sera lancée dès la fin des vacances ; la nécessité de rassurer les futurs assujettis ; (p. 1589, 1590) : l'imposition des hôtels de tourisme ; les loueurs en meublé ; l'uniformisation des transports dans le cadre de l'Europe ; l'utilité de contacts entre le contribuable et l'administration ; l'agriculture ; l'imposition des articles de grande consommation ; la taxation de la viande, des voitures d'occasion.

9. — **Pensions militoires.** — Deux questions jointes de MM. Rémy Montagne et Valleix au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1815 à 1819).

La portée de la loi du 31 juillet 1962 à l'égard des militaires invalides (p. 1815, 1816) ; la question de la rétroactivité de ce texte (p. 1815, 1816, 1818) ; le caractère inadmissible du point de vue humain de l'attitude du Gouvernement ; l'amendement déposé par M. Monteil au Sénat (p. 1815) ; les conséquences inéquitables de la jurisprudence et de la solution appliquée par l'Administration (p. 1816) ; la nécessité d'admettre la portée générale de la loi et de déposer un projet de loi tendant à créer la rétroactivité (*ibid.*) ; le risque d'aboutir à une révision d'ensemble des droits de tous les retraités civils et militaires et de leurs ayants cause (*ibid.*) ; la volonté d'équité qui a inspiré l'article 6 de la loi de 1962 (p. 1817) ; les conséquences financières d'une application différente dudit article ; les considérations réelles et humaines (*ibid.*) ; l'ancienneté du débat (p. 1818) ; l'égalité indispensable entre les différentes catégories de bénéficiaires (*ibid.*).

Réponse de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 1817, 1818) ; la difficulté morale et financière du problème soulevé ; la faculté d'option offerte aux militaires ; l'application à toute réforme, en matière de pensions d'invalidité, de la règle de non-rétroactivité ; l'impossibilité de limiter cette rétroactivité aux seules pensions militaires d'invalidité.

10. — **Situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée.** — Questions jointes de MM. Delpech, Métayer et Poniatowski au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1819 à 1830).

Les réorganisations et regroupements de l'industrie aéronautique (p. 1819, 1821, 1825) ; les plans de charge de cette industrie ; les nouvelles commandes qui lui sont nécessaires (p. 1819, 1820, 1821, 1827, 1828) ; le rachat de Bréguet par Dassault (p. 1819, 1821, 1826, 1829, 1830) ; la nécessité d'un dialogue entre l'Etat et la profession et de la consultation des intéressés (p. 1819, 1820) ; les aspects sociaux du problème (p. 1820, 1822, 1828, 1829) ; la création souhaitable d'une société nationale des équipements aéronautiques (p. 1820) ; la situation dramatique de l'usine des Mureaux (p. 1820, 1821, 1825) ; la construction de l'avion Jaguar (p. 1820, 1821, 1828); l'Airbus (p. 1821, 1825) ; la définition d'un programme aérospatial (p. 1825, 1826) ; la nationalisation de l'industrie aéronautique (p. 1826, 1829) ; la société Potez-Landes (p. 1826, 1827) ; le projet Concorde (p. 1826, 1828) ; la sous-traitance (p. 1827) ; la situation à Toulouse (*ibid.*) ; l'usine de Nord-Aviation de Bourges (p. 1827) ; la qualité du matériel aéronautique français démontrée par le succès militaire israélien (p. 1828) ; l'avion Transall (p. 1828) ; la S.N.E.C.M.A. (p.

Questions orales avec débat.

1829) ; la situation à Bayonne ; la société Breguet (p. 1829, 1830).

Réponse de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 1822 à 1825) ; les structures de l'industrie aérospatiale française ; la création progressive et pragmatique des structures de cette industrie ; sa dispersion ; l'augmentation considérable du coût unitaire des appareils ; les trois catégories du marché aérospatial : le marché militaire exclusivement national, le marché militaire national et international et le marché civil national et international ; l'importance des exportations ; la confrontation avec les firmes étrangères ; l'expansion attendue de l'aéronautique civile ; Nord-Aviation et les ventes de petits engins ; la concentration nécessaire des entreprises ; la fusion Bréguet et Dassault ; la nationalisation des sociétés aéronautiques en 1936 et ses conséquences ; le dynamisme de l'entreprise privée en aéronautique ; la qualité de ses matériels ; les programmes d'engins ; la constitution d'un bureau d'études regroupant les moyens de Sud-Aviation et de Nord-Aviation ; les regroupements complémentaires dans le domaine des moteurs d'avions ; l'industrie des équipements ; l'évolution progressive vers la spécialisation ; la consultation des intéressés ; la défaveur de ces derniers pour certaines réorganisations dont ils craignent qu'elles ne les défavorisent ; la charge pour le Gouvernement de définir les principes sous le contrôle du Parlement ; la consultation des intéressés pour les modalités d'application ; l'industrie aéronautique de la région de Toulouse ; le plan de charge de l'usine Nord-Aviation des Mureaux ; la mise en œuvre éventuelle d'un programme civil Transall ; l'attention particulière apportée par le Gouvernement à l'industrie aéronautique.

11. — **Problèmes de l'élevage et de la viande.** — Questions jointes de MM. Cointat, Boscary-Monsservin, Montalat, Rigout et Fourmond au Ministre de l'Agriculture [18 octobre 1967] (p. 3730 à 3791).

Le mécontentement des agriculteurs ; les manifestations du 2 octobre (p. 3731, 3735, 3736, 3759, 3762, 3765, 3766, 3772, 3773, 3774, 3780, 3781) ; la situation différente faite aux pays d'élevage et aux pays céréaliers ; les difficulés particulières des productions animales (p. 3731 à 3733, 3735, 3753, 3757, 3785, 3787) ; les mesures prises par le Gouvernement en faveur de l'agriculture (p. 3731) ; le problème des prix agricoles ; leur dégradation actuelle (p. 3731, 3732, 3734, 3736, 3739, 3754, 3775, 3780, 3785, 3786) ; la situation différente des grosses et des petites exploitations (p. 3731, 3759) ; la nécessité d'une organisation économique commerciale de l'élevage (p. 3731, 3774) ; le Marché commun ; ses répercussions sur l'agriculture française ; les négociations de Bruxelles (p. 3731, 3737, 3754, 3757, 3769, 3770, 3773, 3777, 3788, 3789) ; l'amélioration nécessaire des structures (p. 3732, 3734, 3777) ; la régionalisation des crédits publics (p. 3732, 3734, 3735, 3753, 3755, 3778, 3780, 3783, 3784, 3789) ; l'industrialisation des régions agricoles à forte pression démographique (p. 3732) ; la défense de l'exploitation familiale (p. 3733, 3737, 3738, 3757, 3762, 3763, 3770, 3772, 3781, 3784) ; les conséquences de l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (p. 3734) ; la viande de porc (p. 3734, 3735, 3737, 3739, 3762, 3766, 3767, 3778) ; la viande de bœuf (p. 3734 à 3736, 3739, 3740, 3754, 3761, 3785, 3786) ; le problème des abattoirs (p. 3734, 3782, 3783, 3787, 3788) ; la diminution constante du revenu agricole ; l'augmentation des coûts de production ; l'exode rural (p. 3735 à 3737, 3756, 3757, 3771 à 3774) ; les produits laitiers (p. 3735, 3736, 3754, 3771, 3776, 3778, 3779) ; l'aviculture (p. 3735, 3737, 3769) ; la loi du 29 décembre 1966 sur l'élevage ; l'insuffisance de son application (p. 3735, 3760, 3762, 3766, 3778, 3789) ; la négociation Kennedy et ses conséquences (p. 3736) ; les coopératives agricoles (p. 3737) ; l'élevage ovin (p. 3738, 3778) ; l'intervention du F.O.R.M.A. (p. 3753) ; l'indemnité viagère de départ (p. 3754, 3757, 3763, 3773, 3776, 3784) ; les importations (p. 3755, 3761, 3767, 3781) ; l'agriculture pastorale de montagne (p. 3755, 3763, 3764) ; les conditions d'attribution des bourses aux enfants d'agriculteurs (p. 3757, 3767, 3776, 3777) ; les zones de rénovation rurale (p. 3758, 3775, 3784) ; les difficultés particulières à la Bretagne (p. 3759 à 3762, 3766) ; les veaux de lait (p. 3761, 3762, 3784, 3790) ; le revenu cadastral ; l'injustice de cette référence (p. 3763, 3776) ; le prix du maïs (p. 3763, 3771) ; l'endettement de l'agriculture (p. 3766) ; les cotations régionales (p. 3767, 3787) ; la situation des veuves d'exploitants (p. 3767) ; les difficultés de l'agriculture dans l'Ouest (p. 3769, 3770, 3777, 3780) ; le marché des oléagineux (p. 3770, 3771) ; la nécessité d'un règlement sanitaire européen (p. 3771) ; la situation dans le Sud-Ouest (*ibid.*) ; les prêts

du Crédit agricole (p. 3772) ; les maladies du bétail ; la brucellose et la tuberculose (p. 3773) ; la situation dans l'Allier (p. 3773) ; en Vendée (p. 3775) ; la prolongation nécessaire de la durée des baux (p. 3775) ; la voirie rurale et communale (p. 3776) ; les mesures d'urgence à prendre par le Gouvernement (p. 3781, 3782) ; la situation dans la Nièvre (p. 3782) ; dans les Ardennes (p. 3784) ; dans le Limousin (p. 3784, 3785) ; l'augmentation des impositions forfaitaires de l'agriculture (p. 3786) ; l'extension de la T.V.A. aux productions agricoles (p. 3787) ; la réorganisation des services vétérinaires (p. 3787 à 3789) ; le dumping des pays de l'Est (p. 3789, 3790) ; les groupements de producteurs (p. 3790).

Réponse de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture ; (p. 3731) : l'erreur qui consiste à opposer les petites et les grandes exploitations ; (p. 3733) : les dérogations accordées à l'Allemagne et à l'Italie ; (p. 3736) : la négociation Kennedy ; (p. 3737) : les ordonnances et leurs dispositions applicables à l'agriculture ; (p. 3738, 3739) : la production ovine ; (p. 3740 à 3752) : les difficultés rencontrées au cours de l'été ; notamment dans le secteur de l'élevage ; le cadre européen dans lequel se situent ces questions ; la nécessité de faire l'Europe ; l'avantage que la France en retire, notamment pour les échanges agricoles intracommunautaires ; l'exploitation familiale ; les avantages du Marché commun en fonction du commerce international ; l'exemple de la négociation Kennedy ; la politique des prix ; l'erreur consistant à opposer les céréaliers et les éleveurs ; le prix du maïs ; sa fixation à un niveau trop bas ; les betteraviers ; le supplément de revenu dont ils vont bénéficier ; la crise de la production bovine ; les interventions de la S.I.B.E.V. ; l'augmentation du prix d'intervention ; l'accroissement du nombre des centres d'intervention et des abattoirs agréés ; les cotations régionales pour le bœuf et le porc ; la nécessité d'un règlement sanitaire et de « l'Europe des vétérinaires » ; la nécessité d'une politique commerciale européenne commune à l'égard des pays tiers ; la concurrence des pays à commerce d'Etat ; le prix d'orientation et le prix d'intervention ; l'élevage des veaux de lait ; les produits laitiers ; le beurre ; l'aviculture ; la crise du marché du porc ; la cotation régionale de la viande de porc ; la forte augmentation des crédits destinés à l'élevage ; l'endettement des agriculteurs ; le problème foncier ; les sociétés foncières agricoles ; les charges sociales des exploitants ; l'indemnité viagère de départ ; les bourses ; les problèmes du revenu et de l'exode rural; la politique prospective que le Gouvernement s'attache à définir; l'étude de l'évolution de l'agriculture à l'aide de modèles ; ses résultats ; la difficulté d'obtenir la parité inscrite dans la loi ; l'action nécessaire dans le domaine social à l'échelle européenne ; les sociétés d'intérêts mixtes agricoles ; l'ordonnance sur les coopératives ; la nécessité d'une politique agricole européenne ; le coût élevé de l'agriculture ; (p. 3753) : les questions céréalières ; (p. 3754, 3755) : les importations de viande de bœuf ; (p. 3756) : l'agriculture de montagne ; (p. 3758) : les zones d'action rurale ; (p. 3759): la compétence du Ministre de l'Agriculture ; (p. 3760) : le prix de la viande de porc ; (p. 3763, 3773, 3774) : l'indemnité viagère de départ ; (p. 3764, 3765) : l'exploitation familiale ; l'exode rural ; (p. 3765) : les régions de montagne ; (p. 3767, 3768) : l'attribution des bourses ; (p. 3768) : l'élevage du porc ; (p. 3769, 3770) ; la loi de King et la parabole de Turgot ; (p. 3771) : les producteurs d'oléagineux ; (p. 3774) : le prix du lait ; sa teneur en matières grasses ; (p. 3779) : l'utilisation du lait écrémé ; (p. 3780) : le taux des prêts ; (p. 3782) : la parité économique ; (p. 3783) : les interventions de la S.I.B.E.V. ; la régionalisation des aides ; (p. 3787) : la fiscalité agricole ; (p. 3788) : les vétérinaires ; (p. 3790 et 3791) : le Marché commun ; les pays à commerce d'Etat ; le F.E.O.G.A. ; le marché du veau ; les chances de l'agriculture française dans le Marché commun ; l'Italie ; le rôle d'informateurs que doivent jouer les parlementaires.

Questions orales avec débat.

12. — **Aménagement et équipement de la région parisienne.** — Questions jointes de MM. Baillot, Estier, Griotteray, Lafay et Boscher au Ministre de l'Equipement et du Logement [17 novembre 1967] (p. 5069).

La situation de l'emploi dans la région parisienne ; le chômage (p. 5070) ; le district ; son caractère technocratique et antidémocratique ; l'absence de dialogue avec les élus ; les pouvoirs étendus du préfet régional ; la nécessité d'une décentralisation (p. 5070, 5071, 5072, 5074 à 5079, 5083, 5084, 5086 à 5088, 5091) ; le développement et l'aménagement de la région parisienne ; le sous-équipement ; les implantations d'usines (p. 5070) ; les transports ;

Questions orales avec débat.

le métro régional express (p. 5071 à 5073, 5076, 5089, 5090) ; l'institution d'une assemblée régionale parisienne (p. 5071, 5072, 5075, 5079, 5085 à 5087) ; l'Agence foncière et technique de la région parisienne (p. 5072) ; les pouvoirs du Conseil d'administration du district (p. 5072, 5075) ; le régime des zones réservées (Z.U.P. et Z.A.D.) (p. 5072) ; le problème du logement dans la région parisienne (p. 5073) ; la décentralisation industrielle, ses dangers ; le rôle de Paris et de son agglomération dans la promotion économique du pays (p. 5073, 5085) ; les adductions d'eau (p. 5074) ; le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (p. 5075 à 5077, 5084, 5085, 5087 à 5089) ; l'historique du district (p. 5076) ; la création de villes nouvelles dans le bassin parisien (p. 5077, 5088, 5089) ; l'autorité du préfet de région sur les offices de H.L.M. de la Seine (p. 5083) ; l'importance numérique du personnel du district (p. 5084) ; le téléphone (p. 5086) ; l'organisation des régions en province (p. 5087) ; le syndicat des communes de la banlieue de Paris pour les eaux (p. 5088) ; le cas d'Evry (p. 5089) ; la rénovation urbaine (p. 5090).

Réponse de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 5079 à 5083) ; la place qui doit être dévolue à la région parisienne ; la situation de fait ; le rôle essentiel de Paris et de son agglomération, l'aménagement du territoire et la décentralisation ; les métropoles d'équilibre ; les structures administratives de la région parisienne : le district et les huit départements nouveaux ; le métro express régional ; la construction de logements ; les zones d'aménagement concerté ; l'effort entrepris par le IVe Plan en matière routière ; la rénovation des Halles ; les villes dites de « la couronne » ; le schéma directeur de la région parisienne ; les ajustements possibles ; les études faites en collaboration avec les communes ; les villes nouvelles ; les difficultés de l'organisation administrative de cette région ; les pouvoirs limités du Conseil d'administration du district et du délégué général ; l'organisation des nouveaux départements ; la préfecture régionale ; l'application à la région parisienne du droit commun national ; (p. 5091) : l'organisation de la région parisienne ; les crédits affectés à la rénovation urbaine ; les sursis à statuer et les dérogations ; la place de la région parisienne dans l'ensemble français ; les attributions du préfet de région ; l'identité des dispositions régissant Paris et la province ; le découpage des régions ; le cumul des fonctions de préfet de département et de préfet de région ; l'insertion dans un ensemble du schéma directeur de la région parisienne ; la place particulière des villes de province et du bassin parisien.

13. — **Décentralisation administrative et économique.** — Question de M. Fabre au Minisre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [24 novembre 1967] (p. 5251 à 5263).

L'aménagement du territoire ; la nécessité d'un grand débat sur ce sujet (p. 5251, 5258); la décentralisation administrative et culturelle (p. 5252) ; le rôle de Paris (p. 5252, 5254) ; la décentralisation des activités tertiaires (p. 5252) ; les zones de rénovation rurale (p. 5253, 5254, 5256, 5257, 5259) ; l'aide à l'artisanat et aux petites industries (p. 5253) ; le tourisme (p. 5253, 5257) ; les C.O.D.E.R. ; les élus locaux (p. 5253) ; les incitations à l'industrialisation (p. 5253, 5254, 5256, 5258) ; la situation de l'agriculture ; l'exode rural (p. 5254, 5255) ; le programme communiste en matière d'aménagement du territoire (p. 5255) ; la situation dans l'Aisne et la Picardie (*ibid.*) ; dans les Cévennes gardoises (p. 5256) ; dans le Languedoc et la région biterroise ; l'aménagement du littoral (p. 5256, 5257) ; les viticulteurs (p. 5257); l'Aquitaine (*ibid.*) ; le rôle possible des grandes entreprises nationales (p. 5257) ; la péréquation du prix des transports (p. 5258); l'amélioration des transports entre les métropoles provinciales (p. 5259).

Réponse de M. Marcellin, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (p. 5260 à 5263) : les zones de rénovation rurale ; les aides spécifiques ; la formation professionnelle ; la création d'emplois ; l'extension éventuelle des zones de rénovation urbaine ; la décentralisation industrielle ; Carmaux et Castres-Mazamet ; la décentralisation du secteur tertiaire ; l'effort entrepris dans le seceur industriel et technique dépendant de l'Etat ; les manufactures de tabacs et allumettes; la recherche scientifique; le secteur tertiaire public ; l'accroissement considérable des emplois du tertiaire dans la région parisienne ; le déséquilibre quantitatif et qualitatif entre Paris et la province ; l'intention du Gouvernement de poursuivre ses efforts de décentralisation du tertiaire ; les études et projet en cours ; la non-attribution de primes aux villes de la couronne de la région parisienne ; l'action de style

nouveau entreprise par le Gouvernement ; l'appui nécessaire de l'Assemblée.

14. — **Finoncement de l'équipement hospitalier.** — Deux questions jointes de MM. Duhamel et Bordage au Ministre des Affaires sociales [8 décembre 1967] (p. 5724).

L'importance sociale de l'équipement sanitaire ; l'insuffisance des crédits qui lui sont affectés (p. 5724, 5725, 5728, 5730) ; les conséquences des ordonnances sur la Sécurité sociale pour le financement des établissements hospitaliers (p. 5724, 5725) ; la création d'une caisse d'équipement hospitalier (p. 5724, 5727, 5728, 5730,) ; la contribution de la caisse nationale d'assurance maladie (p. 5725) ; les prêts de la Caisse des dépôts ; l'institution d'un différé d'amortissement (p. 5725, 5727) ; le financement des projets dont la réalisation s'étend sur plusieurs années (p. 5725) ; les prévisions du Ve Plan et leur degré de réalisation (p. 5725, 5727, 5728) ; l'amélioration et la simplification des procédures pour le financement et la construction des hôpitaux (p. 5725, 5729) ; le rythme de la consommation des crédits (p. 5727) ; la construction d'établissements hospitaliers dans le Gard (*ibid.*) ; la situation dans la Nièvre (p. 5729) ; la recherche médicale (*ibid.*) ; la construction d'un centre hospitalier universitaire à Aubervilliers ; les déplorables conditions de travail du personnel hospitalier (*ibid.*) ; l'augmentation du coût de l'hospitalisation (p. 5730, 5731) ; les hôpitaux privés bénéficiaires d'une « concession de service public » ; le « capitalisme hospialier » (p. 5731) ; la situation dans les hôpitaux psychiatriques, notamment dans la Seine (p. 5732) ; la construction d'un centre hospitalier à Saint-Denis (p. 5732).

Réponse de M. Jeanneney, Ministre des Affaires sociales (p. 5725, 5726) ; les conséquences de la réforme de la Sécurité sociale sur les procédures et les possibilités de financement des hôpitaux publics ; les subventions de l'Etat ; les évaluations du Ve Plan hospitalier et leur degré de réalisation ; la répartition des tâches et des pouvoirs entre les trois caisses nationales de Sécurité sociale ; les changements importants qui en résulteront à l'avenir ; l'accusation non fondée de double paiement ; la répartition des fonds d'action sanitaire et sociale ; la comptabilité hospitalière ; la révision de sa réglementation ; la provision pour renouvellement ; le problème du différé d'amortissement ; le paradoxe de la réglementation actuelle ; la nécessité de reconsidérer ce problème ; le rôle de la caisse nationale d'équipement hospitalier ; les précautions prises pour empêcher que la réorganisation n'entraîne une désorganisation ; (p. 5728) : le blocage des dossiers par certains conseils d'administration ; la coïncidence de la durée d'amortissement des immobilisations avec celle des prêts ; le degré de réalisation du Plan ; la surestimation probable par celui-ci du volume des travaux effectués sans subventions ; la consommation des crédits ; les opérations techniquement prêtes ; (p. 5729) : l'idée erronée selon laquelle les trois savants qui ont reçu le prix Nobel ont effectué leurs recherches en dehors de toute institution publique ; la caisse nationale d'équipement ; son recours à des fonds privés ; le non-financement d'établissements privés à but lucratif; la longueur des procédures ; ses raisons ; la procédure de régionalisation ; (p. 5731) : les établissements hospitaliers privés.

Questions orales avec débat.

15. — **Problèmes du logement.** — Questions jointes de MM. Fanton, Denvers, Gosnat, Claudius-Petit, Griotteray, au Ministre de l'Equipement et du Logement [15 décembre 1967] (p. 5947 à 5958).

La procédure des questions orales ; la nécessité d'une réforme (p. 5948) ; la crise de la construction ; la diminution des mises en chantier ; l'acuité du problème du logement ; ses causes (p. 5949, 5951, 5952, 5963) ; le logement social ; les H.L.M. ; leur financement (p. 5949, 5951, 5953, 5955, 5962 à 5964, 5967) ; les objectifs du Plan ; leur révision nécessaire (p. 5949 à 5952) ; le problème foncier ; les spéculations foncières et immobilières (p. 5949, 5951, 5956, 5963) ; la fiscalité immobilière (p. 5949) ; les conditions de la délivrance des permis de construire ; l'excès de formalités (p. 5949 à 5951) ; le problème des villes nouvelles (p. 5949) ; la politique des loyers ; leur augmentation (p. 5950, 5952, 5953, 5964, 5967) ; les décrets du 26 juin et 13 septembre 1967 sur les locaux insuffisamment équipés et la libération des loyers pour les immeubles de catégorie 1 (p. 5950, 5965, 5966) ; la rénovation urbaine (p. 5950, 5954, 5967) ; la hausse des prix de la construction ; les charges qui pèsent sur elle (p. 5951, 5955) ; le droit au logement (p. 5951, 5964, 5965) ; les propositions socialistes concernant le logement (p. 5951) ; les propositions communistes (p. 5951, 5964, 5965) ; le problème des transports en commun, notamment dans la région parisienne (p. 5953, 5954) ; la transformation en autoroute du canal Saint-

Questions orales avec débat.

Martin (p. 5954, 5955) ; la construction de garages souterrains (p. 5954) ; le problème du logement dans la région parisienne (p. 5961, 5962, 5966) ; les agissements frauduleux de certaines sociétés immobilières, notamment à Paris et sur la Côte d'Azur (p. 5961 à 5963, 5966) ; l'allocation-logement (p. 5964, 5967) ; la réforme de l'expropriation (p. 5967) ; les P.S.R. (*ibid.*) ;

Réponses de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 5956 à 5961) ; la définition des objectifs du Ve Plan ; le caractère raisonnable de ses prévisions ; l'orientation du budget de 1968 ; l'effort particulier en faveur du secteur privé ; la location-vente ; les mesures prises, par le Gouvernement en faveur des H.L.M. ; la simplification du système de financement ; l'augmentation des loyers ; l'allocation-logement ; la limitation de l'augmentation des charges et l'utilisation optimale des H.L.M. ; le petit nombre de logements I.L.N. inoccupés dans la région parisienne ; la construction de garages ; la nécessité d'apporter un soin minutieux aux décisions, même de détail ; le prix des logements ; l'intention du Gouvernement d'en obtenir une « baisse relative » et de protéger les acquéreurs d'appartements ; les effets sur le prix de la construction de la taxe foncière et de la généralisation de la T.V.A. ; les progrès techniques considérables de la construction ; l'utilisation des éléments préfabriqués ; la nécessité d'un effort accru ; la formation professionnelle ; le prix des terrains ; la stabilisation depuis deux ans ; l'augmentation trop rapide des charges d'équipement ; la création de villes nouvelles ; le développement des transports ; les Z.A.D. ; la rénovation ; les Z.U.P. ; le permis de construire ; la délivrance du certificat d'urbanisme ; l'information des administrations ; la nécessité de faire du marché du logement un marché véritable ; (p. 5967 et 5968) : les offices de H.L.M. de la région parisienne, les garanties pour les acquéreurs de logements ; les primes et prêts du Crédit foncier ; le problème des mal-logés dans la région parisienne ; le financement des H.L.M. ; les loyers H.L.M. ; le plafonnement du loyer par rapport au prix-plafond ; les décrets de juin et septembre 1967.

16. — **Manifestations d'étudiants.** — Questions tions jointes de MM. Guichard, Fanton, Frédéric-Dupont, Estier, Baillot, Flornoy et Pisani au Ministre de l'Education nationale [8 mai 1968] (p. 1592 à 1621).

L'agitation endémique dans les facultés (p. 1593) ; le refus de la jeunesse d'accepter l'enseignement de ses aînés (p. 1593, 1595, 1598, 1605) ; l'intrusion de la politique à l'Université (p. 1593, 1595) ; les événements de Nanterre (p. 1593, 1595, 1597, 1599, 1617) ; l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.) (p. 1593, 1603, 1613) ; les responsabilités du corps enseignant (p. 1593, 1596) ; les réformes nécessaires de conception et de structure dans l'Université (p. 1594, 1596, 1598, 1601, 1602, 1612, 1616, 1619) ; l'amélioration indispensable des conditions de vie des étudiants (p. 1594, 1601, 1620) ; la participation des étudiants à l'organisation qui les concerne, notamment à la gestion des œuvres universitaires (p. 1594, 1611) ; la situation de l'emploi ; le problème des débouchés et de l'orientation (p. 1594, 1596 à 1599, 1615, 1617, 1618) ; les tracts distribués à la sortie des lycées et des facultés (p. 1595, 1602) ; la participation aux manifestations d'éléments étrangers à l'Université (p. 1596, 1601, 1602, 1614) ; le surpeuplement des facultés (p. 1598) ; la fermeture de la Sorbonne (p. 1599, 1600) ; les brutalités du service d'ordre (p. 1599, 1600) ; la nécessité, pour le Gouvernement, d'ouvrir le dialogue et de prendre des mesures d'apaisement : retrait des forces de police de la Sorbonne ; amnistie, etc. (p. 1600, 1603, 1605, 1610, 1612, 1615 à 1617); le caractère non démocratique de l'accès aux facultés (p. 1601) ; la responsabilité des hommes politiques (p. 1605) ; la proposition des professeurs de la Faculté des sciences de servir d'intermédiaires (p. 1609) ; les réformes préconisées par le parti communiste (p. 1613) ; la sélection nécessaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur (p. 1614, 1615) ; l'effort de construction universitaire accompli par la Ve République (p. 1615) ; l'absence d'idéal véritable proposé à la jeunesse (p. 1616) ; les scènes regrettables qui se sont produites à l'Arc de triomphe (p. 1620) ; la situation des étudiants en lettres (p. 1620) ; celle des assistants de la Sorbonne (*ibid.*).

Réponse de M. Fouchet, Ministre de l'Intérieur (p. 1603, 1604) : la nécessité du maintien de l'ordre ; les événements du 3 mai ; la fermeture de la Sorbonne ; l'action de la police ; le non-respect par les manifestants des consignes de l'U.N.E.F.

Réponse de M. Peyrefitte, Ministre de l'Education nationale (p. 1606 à 1611) ; les malentendus auxquels ont donné lieu les événements récents ; le malaise à la faculté de

Nanterre ; le dialogue tenté par le doyen ; les « enragés » ; leur idéologie nihiliste et mêlée d'extravagance ; la fermeture de Nanterre ; les événements du 3 mai à la Sorbonne ; l'évacuation de la cour de la Sorbonne par les forces de l'ordre ; les précédents de la fermeture de la Sorbonne et de l'intervention dans cet établissement des forces de police ; la reprise éventuelle des cours à la faculté de Nanterre et à la Sorbonne ; la remise en cause des principes mêmes sur lesquels repose l'enseignement ; la crise de croissance traversée par l'Université française ; la tradition dépassée de la culture « désintéressée » ; la fonction sociale de l'Université ; le problème des débouchés ; la nécessité d'une planification souple ; le rétablissement indispensable de l'ordre ; la fin qui sera mise à l'autarcie de l'Université ; l'immobilisme qui caractérise celle-ci depuis 1908 ; la coopération nécessaire entre elle et la société.

17. — **Ventes d'armes au Moyen-Orient.** — Questions jointes de MM. Frédéric-Dupont et Montalat au Ministre des Affaires étrangères [17 mai 1968] (p. 1934 à 1939).

L'embargo décidé par le Gouvernement sur les armes destinées aux pays ayant participé à la guerre du Moyen-Orient ; les graves inconvénients en résultant pour Israël ; la vente par la France de 54 avions de combat à l'Irak ; le « mensonge » de la neutralité française ; le « domaine réservé » et la politique étrangère française au Moyen-Orient ; l'évolution de cette politique ; le principe directeur de la politique gaulliste : « le pétrole c'est l'indépendance » ; les louanges adressées par le chef de l'Etat au régime du colonel Nasser ; la réaction inévitable de la part des Anglo-Saxons et des Russes ; la précarité du régime militaire instauré en Irak par le général Aref ; les ventes d'armes d'un pays à un autre ; les considérations d'ordre moral ou politique dont elles peuvent être assorties ; les livraisons d'armes par la France à l'Afrique du Sud ; les graves conséquences de l'accord passé récemment avec l'Irak ; la participation active de cet Etat aux événements de juin 1967 ; la répression contre les Kurdes ; le droit d'Israël à l'existence ; les Arabes, peuple attachant et respectable ; les sentiments amicaux du peuple français pour ce pays ; la politique française de non-ingérence ; les circulaires violentes contre Israël diffusées par l'ambassade d'Irak ; l'opinion du Parlement européen ; les accords préférentiels conclus avec les pays du Maghreb et Israël ; l'attitude du Gouvernement français lors des événements de juin 1967 ; le retrait des casques bleus ; la définition du *casus belli* ; le machiavélisme de la politique du Gouvernement en cette affaire.

Réponse de M. Bettencourt, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (p. 1936, 1938 et 1939) ; la crise israélo-arabe de mai 1967 ; les succès décisifs obtenus par Israël ; l'embargo sur les matériels militaires ; le risque à tout moment de nouveaux incidents, sinon d'une reprise des hostilités ; les périls que peuvent entraîner ces affrontements ; les Kurdes ; les livraisons d'armes aux belligérants ; la nécessité de travailler pour la paix ; les responsabilités certaines des grandes puissances ; le retrait des casques bleus ; la situation de la manufacture d'armes de Bayonne ; la situation militaire encore prépondérante d'Israël en cas de reprise du conflit armé.

QUESTIONS ORALES (sans débat).

1. — *Troubles causés aux riverains des aéroports.* — Questions jointes de MM. Mainguy, Dupuy et Poirier au Ministre des Transports [21 avril 1967] (p. 777 à 780).

2. — *Personnels retraités de la préfecture de police et de la sûreté nationale.* — Question de M. Fouchier au Ministre de l'Intérieur [21 avril 1967] (p. 780, 781).

3. — *Commémoration de la bataille de Vimy.* — Questions jointes de MM. Frédéric-Dupont et Darchicourt au Ministre des Armées [10 mai 1967] (p. 974 à 976).

4. — *Charte des étudiants salariés.* — Question de M. Dupuy au Ministre de l'Education nationale [10 mai 1967] (p. 976 et 977).

5. — *Attribution des bourses.* — Questions jointes de M. Duhamel et Mme Thome-Patenôtre au Ministre de l'Education nationale [10 mai 1967] (p. 977 à 980).

6. — *Téléphone en milieu rural.* — Question de M. Restout au Ministre des Postes et Télécommunications [10 mai 1967] (p. 980 et 981).

7. — *Licenciement du personnel français dans les bases militaires du secteur Toul - Nancy.* — Question de M. Picquot au Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des

Questions orales sans débat.

problèmes de l'emploi [10 mai 1967] (p. 981 à 983).

8. — *Usine Potez-Landes.* — Question de M. Commenay au Ministre des Armées [19 mai 1967] (p. 1107 et 1108).

9. — *Situation de l'industrie colonnière.* — Quatre questions jointes de MM. Halbout, Poncelet, Hoffer et Lemaire au Ministre de l'Industrie [9 juin 1967] (p. 1721 à 1727).

10. — *Revendications du personnel de Sud-Aviation.* — Question de M. Rieubon au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1810, 1811).

11. — *Troubles causés par le survol de Clermont-Ferrand.* — Question de M. Boulay au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1811, 1812).

12. — *Dispense du service national pour les soutiens de famille.* — Question de M. Méhaignerie au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1812, 1813).

13. — *Implantation d'une base de missiles dans le canton de Banon.* — Question de M. Delorme au Ministre des Armées [14 juin 1967] (p. 1813 à 1815).

14. — *Commis d'encadrement de l'I.N.S.E.E.* — Question de M. Maujoüan du Gasset au Ministre d'Etat, chargé de la Fonction publique [23 juin 1967] (p. 2131, 2132).

15. — *Politique européenne.* — Question de M. Rossi au Ministre des Affaires étrangères [30 juin 1967] (p. 2451 à 2454).

16. — *Licenciements d'auxiliaires des Postes et Télécommunications.* — Question de Mme Ploux au Ministre des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3619, 3620).

17. — *Notation du personnel des Postes et Télécommunications.* — Question de Mme Prin au Ministre des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3620, 3621).

18. — *Protection des enfants maltraités.* — Question de Mme Thome-Patenôtre au Ministre de la Justice [27 octobre 1967] (p. 4253 à 4255).

19. — *Mariage en France des étrangers.* Question de M. Peretti au Ministre de la Justice [27 octobre 1967] (p. 4255).

20. — *Livraisons de farine aux boulangers.* — Question de M. Baillot au Premier Ministre [3 novembre 1967] (p. 4411 et 4412).

21. — *Rentrée dans les Facultés.* — Questions de MM. André Rey, Frédéric-Dupont, Pierre Bas au Ministre de l'Education nationale [10 novembre 1967] (p. 4873 à 4878).

22. — *Orientation des élèves.* — Question de Mlle Dienesch au Ministre de l'Education nationale [10 novembre 1967] (p. 4878 à 4880).

23. — *Aménagement de la vallée de l'Oise.* — Question de M. Catalifaud au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire. [24 novembre 1967] (p. 5249 à 5251).

24. — *Unification du réseau basse tension pour l'énergie électrique.* — Question de M. Chazalon au Ministre de l'Industrie [29 novembre 1967] (p. 5340, 5341).

25. — *Réversion des pensions de Sécurité sociale.* — Question de M. Cassagne au Ministre des Affaires sociales [8 décembre 1967] (p. 5720, 5721).

26. — *Calcul des pensions de Sécurité sociale.* — Question de M. Musmeaux au Ministre des Affaires sociales [8 décembre 1967] (p. 5721, 5722).

27. — *Visa des produits pharmaceutiques.* — Question de M. Juquin au Ministre des Affaires sociales [8 décembre 1967] (p. 5722). Entendus : MM. Jeanneney, *Ministre des Affaires sociales* ; Juquin.

28. — *Sécurité sociale des travailleurs français migrants.* — Question de M. Lepeu au Ministre des Affaires sociales [8 décembre 1967] (p. 5723).

29. — *Révision de la législation en matière de représentation syndicale.* — Question de ciales [8 décembre 1967] (p. 5723).

30. — *Situation du personnel des usines Rhodiacéta.* — Question de M. Mermaz au Ministre de l'Industrie [20 décembre 1967] (p. 6072, 6073).

31. — *Problèmes de logement.* — Questions jointes de MM. Frédéric-Dupont, Waldeck Rochet et Ansquer au Ministre de l'Equipement et du Logement [19 avril 1968] (p. 1212 à 1217).

32. — *Fiscalité du vin.* — Questions jointes de MM. Boyer-Andrivet, Maujoüan du Gasset, Achille-Fould, Poudevigne, Bayou et Balmigère au Ministre de l'Economie et des Finances [19 avril 1968] (p. 1217 à 1226).

33. — *Réforme des CODER.* — Question de M. Fabre au Ministre délégué auprès du

Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [26 avril 1968] (p. 1396 à 1398).

34. — *Extension à Roanne de la zone d'action de l'organisation régionale d'études de l'aire métropolitaine de Lyon.* — Question de M. Alain Terrenoire au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [26 avril 1968] (p. 1398, 1400).

35. — *Crise économique et sociale dans la ville de Vienne.* — Question de M. Mermaz au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [26 avril 1968] (p. 1400, 1401). Entendus : MM. Marcellin, *Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire ;* Mermaz.

36. — *Nécessité de maintenir des entreprises industrielles dans Paris.* — Question de M. Baillot au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [26 avril 1968] (p. 1401 à 1404).

37. — *Accélération des travaux du canal de Provence.* — Question de M. Gaudin au Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire [26 avril 1968] (p. 1404, 1405).

38. — *Chantiers navals et marine marchande.* — Question jointes de Mme Privat, MM. Henry Rey, Chedru, Cermolacce et Loo au Ministre des Transports [3 mai 1968] (p. 1496 à 1504).

39. — *Situation de l'emploi dans les Hauts-de-Seine.* — Question de M. Ducoloné au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1939 à 1941).

40. — *Problème des jeunes sans travail.* — Question de Mme Prin au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1941 à 1943).

41. — *Réglementation des hôpitaux et hospices publics.* — Question de M. Peretti au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1943, 1944).

42. — *Enfants inadaptés.* — Question de M. Deniau au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1944, 1945).

43. — *Emploi des jeunes.* — Question de M. Cassagne au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1945 à 1947).

44. — *Travailleurs étrangers.* — Question de M. Rossi au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1947, 1948).

45. — *Situation de l'emploi.* — Question de M. Poudevigne au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1948, 1950).

46. — *Problème de l'emploi dans la Meuse.* — Question de M. Beauguitte au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1950, 1951).

47. — *Situation des femmes chefs de famille.* — Question de M. Neuwirth au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1951, 1952).

48. — *Travailleuses familiales.* — Question de M. Naveau au Ministre des Affaires sociales [17 mai 1968] (p. 1952, 1953).

49. — *Transfert à Périgueux de l'Imprimerie des timbres-poste.* — Question de M. Frédéric-Dupont au Ministre des Postes et Télécommunications [17 mai 1968] (p. 1953, 1955).

R

RACISME.

1. — Proposition de loi portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 252**.

2. — Proposition de loi portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Pierre Cot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la Républiqne), **n° 256**.

3. — Proposition de loi tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 257**.

4. — Proposition de loi tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou des groupements de fait incitant à la haine raciste, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Ducoloné et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 258**.

5. — Proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 29 juillet 1881 pour permettre une répression plus efficace de la provocation à la haine raciste, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Defferre et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 298**.

6. — Proposition de loi tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les aetes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Loustau et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 299**.

RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION.

1. — Proposition de loi portant création de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 152.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévison et à organiser l'exercice du droit de réponse, présentée au Sénat (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 96 (année 1965-1966)**; rapport le 1er juin 1967 par M. Pierre Marcilhacy, **n° 277 (année 1966-1967)**. Adoption le 8 juin 1967. — Proposition de loi **n° 124.**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 288.**

3. — Proposition de loi tendant à autoriser l'office de radiodiffusion-télévision française à disposer de son monopole d'émission et d'exploitation en vue de la création de chaînes supplémentaires de télévision, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Robert-André Vivien (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 357.**

4. — Proposition de loi tendant à réserver à la loi l'affectation à l'O.R.T.F. de ressources provenant de la publicité de marques commerciales, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis le 21 novembre 1967 à une Commission spéciale), **n° 503** ; rapport le 14 décembre 1967 au nom de la Commission spéciale par M. Pierre Cot, **n° 582.**

5. — Proposition de loi tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'O.R.T.F., présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Escande et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis le 7 mai 1968 à une Commission spéciale). **n° 551.**

6. — Proposition de loi tendant à organiser l'accès équitable à la radiodiffusion et à la télévision des organisations nationales représentatives des grands courants d'opinion, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 623.**

7. — Proposition de loi tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Fréville et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales puis le 7 mai 1968 à une Commission spéciale) **n° 708.**

8. — Proposition de loi fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Achille-Fould et plusieurs dé ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 715.** Retirée le 2 mai 1968 (p. 1443).

9. — Proposition de loi tendant à créer une « agence française de publicité télévisée », présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaire culturelles, familiales et sociales, puis le 8 mai 1968 à une Commission spéciale) **n° 716.**

10. — Proposition de loi fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires par l'O.R.T.F., présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, puis le 8 mai 1968 à une Commission spéciale) **n° 755).**

Voy. aussi : COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE, 1.

RAMASSAGE SCOLAIRE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

RAPATRIÉS.

1. — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 créant une agence de défense des biens ét intérêts des rapatriés, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Francis Palmero et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 86.**

2. — Projet de loi prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés, présenté au Sénat le 21 décembre 1966 par M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 197 (année 1966-1967)** ; rapport le 21 décembre 1966 par M. Le Bellegou, **n° 211 (année 1966-1967).** Adoption le 13 avril 1967. — Projet de loi **n° 96 (année 1966-1967).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 97** ; rapport le 19 avril 1967 par M. Cointat, **n° 125.** Adoption le 27 avril 1967. — Projet de loi **n° 8.**

Transmis au Sénat le 9 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 233 (année 1966-1967)** ; rapport le 11 mai 1967 par M. Le Bellegou, **n° 241 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 113 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-445 du 5 juin 1967, publiée au *J.O.* du 7 juin 1967 (p. 5619).

DISCUSSION [27 avril 1967] (p. 857).

Les investissements importants effectués par les rapatriés qui ont loué des fermes ; le risque couru par eux d'être licenciés à la fin de leur bail ; la prorogation automatique de trois ans des baux qui ont été consentis aux rapatriés ; les deux cas envisagés ; la portée limitée du texte (p. 857).

Art. 1er (p. 858) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 : adoption (*ibid.*).

Explications de vote : l'accord de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste au présent texte ; la nécessité d'une indemnisation, toujours promise mais jamais réalisée, pour les dommages subis par les rapatriés (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

3. — Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire des dettes civiles pour les rapatriés qui ont quitté l'Algérie après le 1er avril 1962, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 294.**

4. — Proposition de loi relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale pour l'accomplissement d'actes ou de formalités qui devaient être effectués par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 305.**

5. — Proposition de loi tendant à assurer la protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Palmero et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 387.**

6. — Proposition de loi tendant à faire évaluer le montant des biens des personnes (physiques ou morales) victimes de pertes ou spolations, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 388.**

7. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 62-913 du 4 août 1962 relative au reclassement dans la métropole des Français rapatriés qui exerçaient en Algérie la profession de conducteur ou de loueur de

taxi, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. René Caille (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 552.**

8. — Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire des dettes contractées par les Français rapatriés d'Algérie, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 610.**

9. — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter les lois n° 63-1218 du 12 décembre 1963 et 66-485 du 6 juillet 1966, instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Rousselet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 694.**

10. — Proposition de loi tendant à l'indemnisation pour les biens abandonnés outre-mer par les Français rapatriés (personnes physiques ou morales), présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1968 par M. Merle et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 809.**

— Agence de défense des biens. — *Voy.* COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE CONTRÔLE, 3.

— Indemnisation. — *Voy.* ORDRE DU JOUR [7 décembre 1967].

— *Voy. aussi :* BUDGET 1968, 1 (Intérieur et Rapatriés) et art. 36 et 37 (2e délibération).

RAPPELS AU RÈGLEMENT.

1. — de M. Royer sur la nécessité d'augmenter l'effectif maximum des Commissions permanentes [6 avril 1967] (p. 568).

2. — de MM. Defferre et Ballanger sur la répartition dse places dans l'hémicycle décidée par une réunion de présidents de groupe [6 avril 1967] (p. 569 à 571).

3. — de M. Fanton, sur le refus de certains membres du bureau de l'Assemblée Nationale de se rendre à l'invitation du Président de la République [13 avril 1967] (p. 651, 652).

4. — de M. Ahmed Mohamed sur la mise en cause, par certains orateurs de l'opposition, des résultats des élections dans les T.O.M. [19 avril 1967] (p. 696).

5. — de M. Jacques-Philippe Vendroux sur les propos injurieux qui ont accueilli M. Valentino, député de la Guadeloupe, lorsqu'il est monté à la tribune [21 avril 1967] (p. 749).

6. — de M. Tourné sur les raisons pour lesquelles n'a pas été soumise à la Commission compétente la proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à faire du 8 mai une journée fériée [29 avril 1967] (p 879).

7. — de M. Defferre sur la date à laquelle doit commencer le débat sur les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement [16 mai 1967] (p. 1030).

8. — de M. Defferre sur l'horaire de la discussion de la motion de censure opposée au projet de loi sur les pouvoirs spéciaux [20 mai 1967] (p. 1172).

9. — de M. Estier sur la répartition du temps global de l'émission télévisée consacrée au compte rendu de la discussion sur le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux [23 mai 1967] (p. 1219, 1220).

10. — de M. Jacques-Philippe Vendroux sur le petit nombre de membres de l'Assemblée présents dans l'hémicycle pour entendre la réponse de M. Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports, aux orateurs intervenant dans le débat sur la jeunesse [24 mai 1967] (p. 1290).

11. — de M. Defferre sur les conditions dans lequelles la majorité a éliminé de la représentation de l'Assemblée Nationale aux diverses Assemblées européennes les membres du groupe communiste et désigné l'un des siens à la place du candidat F.G.D.S. en violation du contrat moral qui avait été souscrit [25 mai 1967] (p. 1319).

12. — de MM. Duhamel et Delorme sur la nécessité pour le Gouvernement de faire devant l'Assemblée Nationale une déclaration sur les événements du Proche-Orient [31 mai 1967] (p. 1453 et 1454).

13. — de M. Duhamel sur l'opportunité de

Rappels au Règlement.

faire suivre d'un débat la communication du Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient ; de M. Defferre sur la mise à l'ordre du jour de ce débat le jour même et non le lendemain ; de M. Ballanger sur l'opportunité d'un débat dans les délais les plus brefs et si possible le jour même [6 juin 1967] (p. 1603, 1604, 1605).

14. — de M. Defferre pour la réunion immédiate de la Conférence des présidents pour modifier l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale [6 juin 1967] (p. 1605).

15. — de M. Defferre tendant à obtenir la suspension de la discussion du projet sur le règlement judiciaire jusqu'à ce qu'ait été reçue la réponse du Gouvernement concernant la déclaration sur la situation au Moyen-Orient qu'il doit faire le lendemain [6 juin 1967] (p. 1605).

16. — de M. Darchicourt sur le retrait de l'ordre du jour des questions orales avec débat concernant la situation dans les régions minières [9 juin 1967] (p. 1727).

17. — de M. Defferre sur le fait qu'il n'ait pas été inscrit par le Service de la Séance comme le premier des orateurs intervenant sur l'ordre du jour [15 juin 1967] (p. 1841).

18. — de M. Richard sur les conditions irrégulières dans lesquelles ont été données des délégations de vote [16 juin 1967] (p. 1915, 1916).

19. — de M. Bosson sur la nécessité pour le Gouvernement de répondre dans les délais impartis par le Règlement aux questions écrites posées par les députés [20 juin 1967] (p. 1943, 1944).

20. — de M. Defferre sur la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée du rapport de M. Capitant sur les propositions de loi concernant l'amnistie, et de la proposition de loi de M. Escande relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur le fonctionnement des stations régionales de l'O.R.T.F. pendant la campagne électorale, et sur la non-fixation de la date de l'élection des représentants de l'Assemblée Nationale aux Assemblées européennes. (V. Rappel au Règlement, n° 21.)

21. — de M. Médecin sur la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée des questions orales relatives à la situation des Anciens combattants et victimes de guerre, et des propositions de loi concernant l'amnistie [21 juin 1967] (p. 2020 à 2022).

22. — de MM. Mondon, Duhamel et Fanton sur le vote d'un amendement ayant le caractère de préambule à la loi d'orientation foncière et urbaine [21 juin 1967] (p. 2035 et 2036).

23. — de M. Desson sur la non-inscription à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents de sa question orale concernant le licenciement illégal d'ouvriers de la S.O.PAD. d'Attigny, et de MM. Neuwirth, Vinson, Millet et Mme Thome-Patenôtre sur la non-inscription à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents du rapport de M. Neuwirth sur la contraception [30 juin 1967] (p. 2450 et 2451).

24. — de M. de Grailly sur l'opportunité d'une motion de renvoi à la Commission du rapport de M. Neuwirth sur la contraception [1er juillet 1967] (p. 2565).

25. — de M. Dreyfus-Schmidt sur les dépassements de temps de parole des orateurs inscrits dans la discussion générale du rapport de M. Neuwirth sur la contraception [1er juillet 1967] (p. 2567 et 2568).

26. — de M. Rigout sur les manifestations agricoles qui se sont déroulées dans l'ensemble du pays et les brutalités policières dont elles se sont accompagnées [3 octobre 1967] (p. 3393).

27. — de M. Defferre sur l'identité des députés qui avaient demandé une suspension de séance [10 octobre 1967] (p. 3463).

28. — de M. Lamps sur l'ordre de mise aux voix des amendements sur l'article 7 de la loi de finances pour 1968 [17 octobre 1967] (p. 3653).

29. — de M. Spénale sur la procédure du vote bloqué et l'impossibilité de connaître la position de chacun des membres de l'Assemblée sur les différentes questions groupées dans la même demande de scrutin sur l'article 7 de la loi de finances pour 1968 [17 octobre 1968] (p. 3656).

30. — de M. Pierre Cot sur l'interruption d'un orateur par un Ministre sans autorisation du président de séance [20 octobre 1967] (p. 3921 et 3922).

31. — de M. Fanton sur les conditions d'apptication de l'article 134, alinéa 2, du Règlement et l'invitation faite aux groupes politiques de déposer des questions orales sur un sujet inscrit à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents [9 novembre 1967] (p. 4777, 4778).

32. — de M. Duhamel sur l'absence de précédent à l'application de l'article 100, alinéa 3, du Règlement de l'Assemblée à un amendement présenté par le groupe Progrès et démocratie moderne pour un article rattaché au budget de l'Information (introduction de la publicité commerciale à l'O.R.T.F.) [10 novembre 1967] (p. 4896).

33. — de M. Bayou sur la non-inscription à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents de la discussion de la question viticole [30 novembre 1967] (p. 5369).

34. — de M. Peretti sur les conditions de discussion des amendements à l'article 15 *bis* du projet de loi d'orientation foncière et sur l'application de l'article 108 du Règlement [30 novembre 1967] (p. 5411).

35. — de M. Boscher sur le fait qu'un amendement au même projet de loi a été défendu sans avoir été appelé par la Présidence [30 novembre 1967] (p. 5411).

36. — de M. Dreyfus-Schmidt sur les conditions de la discussion de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône ; sur l'absence de rapport adopté par la Commission et l'application des articles 86 et 90 du Règlement [1er décembre 1967] (p. 5472).

37. — de M. Mermaz sur l'ordre d'appel de la question préalable déposée par lui à la même proposition de loi [1er décembre 1967] (p. 5472).

38. — de M. Rémy Montagne sur la non-inscription à l'ordre du jour par la Conférence des Présidents du rapport de M. Escande sur la proposition de résolution tendant à constituer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées au cours de la campagne des dernières élections législatives [7 décembre 1967] (p. 5641, 5642).

39. — de M. Duhamel sur l'opportunité d'une déclaration sans débat du Gouvernement sur les conclusions de la réunion des Ministres des Affaires étrangères des six pays de la Communauté économique européenne au sujet de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun [19 décembre 1967] (p. 6010).

40. — de M. Dreyfus-Schmidt sur l'application de l'article 40 de la Constitution au texte proposé par la Commission mixte paritaire pour la proposition de loi concernant les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [19 décembre 1967] (p. 6033).

Rappels au Règlement.

41. — de M. Duhamel sur l'opportunité d'une déclaration du Gouvernement devant le Parlement pour exposer les résultats de la récente Conférence de Bruxelles [20 décembre 1967] (p. 6086, 6087).

42. — de M. Defferre sur l'article 29 de la Constitution et la tenue par le Parlement, au début du mois de janvier, d'une session extraordinaire pour la discussion d'une motion de censure déposée par la Fédération de la gauche [20 décembre 1967] (p. 6087).

43. — de M. Habib-Deloncle sur l'article 51 de la Constitution et les conditions de discussion d'une motion de censure [20 décembre 1967] (p. 6088).

44. — de M. Defferre sur les prescriptions du Règlement relatives à la lecture en début de séance des motions de censure déposées [17 avril 1968] (p. 1060).

45. — de M. Defferre sur l'impossibilité de donner la parole au Gouvernement en l'absence d'ordre du jour de l'Assemblée [17 avril 1968] (p. 1061, 1062).

46. — de M. Duhamel, en vertu de l'article 132 du Règlement ; de M. Baillot, en vertu de l'article 48, alinéa 7 ; de M. Defferre, en vertu des articles 48 et 134, sur l'opportunité de la réunion de la Conférence des Présidents pour modifier l'ordre du jour de l'Assemblée et inscrire d'urgence un débat sur les manifestations d'étudiants [7 mai 1968] (p. 1529).

47. — de M. Neuwirth sur la nécessité du dépôt par le bureau de l'Assemblée Nationale d'une proposition de loi reprenant les dispositions adoptées en 1871 pour la date des sessions des conseils généraux [7 mai 1968] (p. 1527 à 1529).

48. — de M. Duhamel sur la nécessité d'une déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur les problèmes de l'enseignement ; de M. Ballanger sur la nécessité d'un débat suivi de vote sur le même sujet, en application de l'article 149 du Règlement ; de M. Defferre sur la lecture au début de la séance de la motion de censure déposée par l'opposition, par application des articles 149 et 150 du Règlement et sur l'inopportunité d'une suspension de séance après l'audition du Premier Ministre ; de M. Souchal sur les incidents qui se sont produits près de la tombe du Soldat inconnu et sur la propo-

sition d'observer une minute de silence en hommage aux combattants des deux guerres [14 mai 1968] (p. 1768 à 1770).

49. — de MM. Defferre, Palmero, Juquin, Mondon sur la tenue d'une séance spéciale pour voter le rapport de M. Capitant sur l'amnistie des étudiants [14 mai 1968] (p. 1785, 1786).

50. — de MM. de Grailly et Defferre sur les applaudissements qui ont salué l'annonce de la démission de M. Capitant, député de Paris [21 mai 1968] (p. 1993).

51. — de M. Boudet sur l'opportunité pour l'Assemblée de siéger sans désemparer jusqu'au vote sur la motion de censure [22 mai 1968] (p. 2026).

52. — de M. Achille-Fould sur la nécessité d'une déclaration du Gouvernement sur l'évolution de la situation [22 mai 1968] (p. 2054) ; de MM. Boscher, Cazenave, Delorme sur les manifestations d'étudiants qui se sont produites à proximité du Palais-Bourbon et sur la validité des délibérations de l'Assemblée sous la pression de la rue [22 mai 1968] (p. 2054).

53. — de M. Defferre sur la nécessité d'une déclaration du Premier Ministre engageant l'existence du Gouvernement sur la situation sociale et le refus de la Fédération de la gauche de participer à tout débat à défaut de la présence de M. Pompidou ; de MM. Duhamel et Triboulet sur le vote urgent par l'Assemblée des propositions et projets de loi touchant aux échéances des particuliers comme des entreprises [28 mai 1968] (p. 2126).

54. — de MM. Defferre et Lamps sur la nécessité d'une déclaration du Premier Ministre suivie d'un vote engageant la responsabilité du Gouvernement sur son programme [28 mai 1968] (p. 2167).

RAPPORT CONSTANT. — *Voy.* PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ, 1 et 4 ; BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants).

RAPPORTS D'INFORMATION.

(Faits en application de l'article 144 du Règlement.)

N° 1. — Au nom de la Commission de la production et des échanges sur quelques problèmes de l'économie française par M. Lemaire [23 juin 1967], **n° 368**.

N° 2. — Au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées à la suite d'une mission effectuée auprès des forces françaises d'Allemagne les 13, 14 et 15 septembre 1967 par MM. Le Theule, d'Aillières, Allainmat, Balansa, Boucheny, Charles, Grimaud, Maujoüan du Gasset et Villon [19 décembre 1967], **n° 600**.

N° 3. — Au nom de la Commission de la production et des échanges à la suite d'une mission effectuée en Finlande du 2 au 12 juillet 1967 par MM. Hauret, Ayme, Blary, Canacos, Deprez, Litoux et Senès [20 décembre 1967], **n° 631**.

N° 4. — Au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée au Mali par M. Jacques Vendroux, Mme de Hauteclocque, MM. Notebart et Odru [30 mai 1968] (p. 2142), **n° 845**.

N° 5. — Au nom de la Commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Suède et en Norvège par MM. de Chambrun, Chedru, Desson, Labarrère, La Combe et Leloir [30 mai 1968] (p. 2142), **n° 846**.

RAPPORT ORTOLI. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

Ratification d'ordonnances voyez travaux législatifs

RECHERCHE MÉDICALE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14 ; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Services du Premier Ministre).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 7 et 9.

RECHERCHE SPATIALE. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 9 ; BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre).

REDEVANCE DE SURDENSITÉ. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 1er (p. 2174 à 2178).

RÉFORME JUDICIAIRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Justice).

RÉFORME SANITAIRE ET HOSPITALIÈRE. — *Voy.* SANTÉ PUBLIQUE, 6.

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R. A. T. P.). — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (I. Transports) ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

RÉGIME PRÉSIDENTIEL.

— Instauration. — *Voy.* CONSTITUTION, 1.

RÉGIME SOCIAL AGRICOLE. — *Voy.* BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (B. A. P. S. A.). — ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES.

RÉGION DE L'OUEST.

— T. V. A. applicable au fuel. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (p. 3591 et 3592).

RÉGION PARISIENNE.

1. — Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 4.**

2. — Proposition de loi tendant à une réorganisation démocratique de la région parisienne, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Estier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 226.**

3. — Proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. de la Malène (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 260** ; rapport le 8 juin 1967 par M. Fanton, **n° 287.** Adoption le 13 juin 1967. — Proposition de loi **n° 28.**

Transmise au Sénat le 15 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 301 (année 1966-1967)** ; rapport le 22 juin 1967 par M. Dailly, **n° 314 (année 1966-1967).** Rejet le 22 juin 1967. — Proposition de loi **n° 140 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 363** ; rapport le 27 juin 1967 par M. Fanton, **n° 370.** Adoption en deuxième lecture le 27 juin 1967. — Proposition de loi **n° 43.**

Transmise au Sénat le 29 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 330 (année 1966-1967)** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Dailly, **n° 334 (année 1966-1967).** Rejet en deuxième lecture le 29 juin 1967. — Proposition de loi **n° 151 (année 1966-1967).**

Transmise à l'Assemblée Nationale le 29 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 382** ; rapport le 12 octobre 1967 par M. Fanton au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 461.**

Transmise au Sénat ; rapport le 12 octobre 1967 par M. Dailly au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 5 (année 1967-1968).**

4. — Proposition de loi tendant à la création d'une assemblée de la région parisienne élue au suffrage universel et selon la représentation proportionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Paul Laurent et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 352.**

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1765).

La composition du conseil d'administra-

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967 (Collectivités locales, 1).

tion du district de la région parisienne ; la loi du 10 juillet 1964 et la mise en place officielle des nouveaux départements pour le 1er janvier 1968 ; les difficultés qui se présentent pour l'élection des conseillers généraux des nouveaux départements (*ibid.*) ; la prorogation jusqu'au 31 décembre 1967 du mandat des conseillers généraux représentant les anciens départements au conseil d'administration du district (p. 1766) ; les règles non démocratiques qui président à la composition de cet organisme ; la lourde tutelle politique qui s'exerce sur les collectivités locales de la région parisienne (p. 1766, 1767) ; les pouvoirs d'intervention considérables conférés au district par la loi du 2 août 1961 ; le centralisme autoritaire instauré par la loi du 10 juillet 1964 ; la nécessité de suspendre l'application de la réforme (*ibid.*) ; la réorganisation indispensable de la région parisienne sur des bases démocratiques (p. 1766, 1767) ; les pouvoirs étendus du préfet de la région parisienne (p. 1767) ; la coordination souhaitable par des ententes intercommunales et interdépartementales ; la représentation des populations au sein des nouveaux conseils généraux ; le découpage des nouveaux cantons ; l'heureuse transition apportée par le présent texte ; sa portée limitée et transitoire (*ibid.*).

Adoption au scrutin de l'article unique ; liste des votants (p. 1781).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [27 juin 1967] (p. 2260).

La confusion faite par le rapporteur du Sénat entre les conseillers généraux et les représentants des municipalités (p. 2260) ; le nécessaire équilibre institutionnel du district (p. 2261) ; la publication dans la presse par le délégué général d'articles sur des avant-projets qui n'ont jamais été adoptés ; la direction et le contrôle indispensable du district par les élus (*ibid.*).

Article unique (*ibid.*) ; adoption (p. 2262).

Vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*).

Voy. aussi : URBANISME, 1, article premier; BUDGET 1968, 1, art. 58; Commissariat au Plan (I); (Circulation), Transports (I); (Contractuels), art. 36 et 37 (deuxième délibération); (District), Intérieur; (Taxe d'équipement), art. 25 et Intérieur (après art. 63).

— Aménagement et équipement. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 12.

— Conseils généraux et découpage cantonal. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 4.

— Organisation judiciaire. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 7 et 8.

RÉGIONALISATION DES CRÉDITS. — *Voy.* AGRICULTURE, 2.

REGISTRE DU COMMERCE. — *Voy.* SOCIÉTÉS, 2.

RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

1. — Proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du règlement de l'Assemblée Nationale sur les pétitions, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1967 par M. Delachenal (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 21**; rapport le 20 avril 1967 par M. Delachenal, **n° 128**.

2. — Proposition de résolution tendant à modifier les articles 36 et 37 du règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 avril 1967 par M. Royer (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 22**; rapport le 20 avril 1967 par M. de Grailly, **n° 131**. Adoption sous un nouveau titre le 26 avril 1967. — Résolution **n° 6**.

DISCUSSION [26 avril 1967] (p. 824).

La composition et le mode d'élection des Commissions permanentes de l'Assemblée ; le mode d'élection des députés de ces Commissions ; la discrimination établie à tort entre les députés pour l'appartenance aux Commissions ; les Commissions spéciales prévues par l'article 43 de la Constitution et leur caractère exceptionnel ; la pénalisation des députés n'appartenant ou ne s'apparentant à aucun groupe ; le calcul de l'effectif total des Commissions par rapport à l'effectif total de l'Assemblée Nationale (p. 824) ; les dispositions transitoires (p. 825) ; la nouvelle rédaction de l'article 14 relatif à la Commission chargée de vérifier et d'apu-

rer les comptes de l'Assemblée ; la nomination des membres de cette Commission au début de chaque législature et chaque année au mois d'avril ; l'accomplissement, par les Commissions permanentes, de leurs fonctions au cours des deux précédentes législatures avec dignité et efficacité (*ibid.*).

Art. 1er et 2 ; réserve (*ibid.*).

Art. 3 à 5 : adoption (*ibid.*).

Art. 2 (suite) ; adoption (*ibid.*).

Art. 6 : adoption (*ibid.*).

Art. 7 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 1er (suite) ; adoption (*ibid.*).

TITRE : la Commission propose de le rédiger comme suit : « Proposition de résolution tendant à modifier les articles 14, 25, 36, 38 et 162 du Règlement » ; adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 826).

Conformément à l'article 61 de la Constitution et à l'article 17 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, la résolution sera soumise au Conseil constitutionnel (p. 826).

Décision du Conseil constitutionnel [16 mai 1967] (p. 1030). Décision du 11 mai 1967, en application de l'article 61 de la Constitution, déclarant conformes à la Constitution les dispositions contenues dans la résolution.

3. — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 134 du règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 95**.

4. — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 65 du règlement relatif au vote par scrutin public, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 avril 1967 par M. Palmero (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 134**.

5. — Proposition de résolution tendant à supprimer les articles 28 et 130 du règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 juin 1967 par M. Michel Durafour (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 271**.

6. — Proposition de résolution tendant à modifier l'article 33 du règlement, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 339** ; rapport le 30 juin 1967 par M. Fanton, **n° 141**.

DISCUSSION [1er juillet 1967] (p. 2514).

La composition des Commissions spéciales ; l'élection du président et du rapporteur au bénéfice de l'âge ; ses inconvénients ; la nécessité d'obtenir un nombre impair pour l'effectif de ces Commissions (p. 2514) ; le désir de nombreux parlementaires de voir fonctionner plus de Commissions spéciales (p. 2515).

Article unique : rejet au scrutin (p. 2515) ; liste des votants (p. 2533).

— Application de l'article 119. — *Voy.* BUDGET 1967, 2; ARMÉE (Dispositions partic. diverses), 4; FONCTIONNAIRES, 6.

RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

— *Voy.* FAILLITE, 1.

RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES.

Proposition de loi tendant à assurer le règlement rapide et définitif de la dette russe, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie et du plan), **n° 495**.

REMEMBREMENT

1. — Proposition de loi tendant à réglementer les opérations de remembrement à l'intérieur d'un périmètre de 200 mètres autour des agglomérations rurales, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 235**.

2. — Proposition de loi tendant à fixer à dires d'expert la valeur de certaines constructions édifiées sur des terrains soumis à remem-

brement, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lainé (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 235**.

3. — Proposition de loi tendant à modifier certains articles du titre premier du Code rural relatifs aux opérations d'aménagement foncier et de remembrement, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Bilbeau et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **nº 404**.

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

REMORQUAGE. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

RÉNOVATION RURALE. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

RÉNOVATION URBAINE. — *Voy.* URBANISME, 1, notamment après art. 21 (p. 2238); BUDGET 1968, 1 Discussion générale; (Equipement. — Comptes spéciaux du Trésor) ; BUDGET 1968, 2, ap. art. 4; QUESTIONS ORALES (avec débat), nº 15.

RENTES VIAGÈRES.

1. — Proposition de loi tendant à reviser certaines rentes viagères, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Krieg (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 50**.

2. — Proposition de loi tendant à augmenter les rentes viagères privées, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1967 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 475**.

3. — Proposition de loi tendant à : 1º majorer de 20 % les rentes viagères privées constituées antérieurement au 1er janvier 1963 et de 10 % celles constituées entre le 1er janvier 1963 et le 1er janvier 1966; 2º à lever pour un an les forclusions d'action en révision judiciaire des rentes viagères, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **nº 499**.

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Charges communes. — Services financiers); BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

RENTRÉE UNIVERSITAIRE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 21.

REPORTS DE CRÉDIT. — *Voy.* LOIS DE RÈGLEMENT, 2.

REPRÉSENTATION SYNDICALE.

— Révision de la législation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 29.

REPRÉSENTANTS DE COMMERCE. — *Voy.* VOYAGEURS, REPRÉSENTANTS, PLACIERS.

RÉSEAU BASSE TENSION. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), nº 24.

RÉSERVES FONCIÈRES. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 9 et suiv. (p. 2202 à 2212), art. 20 (p. 2236), ap. l'art. 45 (p. 2279) (p. 2518); BUDGET 1968, 1 (Equipement).

RÉSIDENTS ÉTRANGERS.

— Redevances versées aux. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 20.

RÉSISTANTS.

Proposition de loi relative à la délivrance des attestations d'appartenance aux forces

françaises combattantes, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Fourmond (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 445.**

RESTAURANTS UNIVERSITAIRES. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4.

RETRAITES.

— Age. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11 ; BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Charges communes) ; ASSURANCES VIEILLESSE, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

RETRAITE DU COMBATTANT. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Anciens Combattants) et art. 65.

REVENU AGRICOLE. — *Voy.* BAUX RURAUX, 9; BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

RHODIACETA.

— Situation du personnel des usines. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 30.

ROANNE.

— Extension de l'organisation d'étude de l'aire métropolitaine de Lyon. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 34.

ROUTES.

1. — Proposition de loi tendant à modifier les règles de priorité édictées par le Code de la route, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Lainé et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 234.**

2. — Proposition de loi portant création d'un Office national des routes de France, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Poniatowski (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 396.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Equipement - Intérieur - Comptes spéciaux du Trésor).

— Dommages résultants des servitudes *non aedificandi*. — *Voy.* VOIRIE, 1.

— Taxe spéciale pour l'usage des. — *Voy.* TAXE A L'ESSIEU.

RUBÉOLE.

— Personnel féminin exposé à la. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation), 4.

S

S.A.F.E.R. — *Voy.* SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'EQUIPEMENT RURAL.

SAINT-MARIN.

— Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 23.

SAINT-MARTIN-DE-RÉ.

— Fonctionnement du pénitentier. — *Voy.* COMMISSIONS D'ENQUÊTE, 2.

SAINT-NAZAIRE.

— Crise économique et sociale. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

— Service de la santé publique. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales), art. 64.

SALAIRES.

Proposition de loi relative à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 11** ; rapport le 7 juin 1967 par M. Degraeve, **n° 278**.

— Paiement en cas de faillite ou règlement judiciaire. — *Voy.* PRIVILÈGES, 1.

SALAIRES (zones).

1. — Proposition de loi tendant à la suppression des zones d'abattement de salaires pour la détermination du SMIG et des prestations familiales, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Boudet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 110**.

2. — Proposition de loi tendant à supprimer complètement les abattements de zone applicables au salaire minimum interprofessionnel garanti, aux prestations familiales et à l'indemnité de résidence versée aux fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Doize et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 340**.

SALAIRE MINIMUM.

— Applicable à l'agriculture. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967 (Transports, 7).

SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI (S.M.I.G.). — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

SALARIÉS AGRICOLES.

— Parité. — *Voy.* AGRICULTURE, 3.

SANTÉ PUBLIQUE.

1. — Proposition de loi tendant à définir et à organiser des centres sanitaires et sociaux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 119.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la Sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 612**; rapport le 24 avril 1968 par M. Vertadier, **n° 710**. Adoption le 2 mai 1968. — Proposition de loi **n° 129.**

Transmise au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 137 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [2 mai 1968] (p. 1424).

L'accroissement des dépenses pharmaceutiques (p. 1424) ; la politique de concertation ; la signature d'une convention nationale par près de 90 % des professionnels (p. 1425, 1426) ; la possibilité laissée au Ministre des Affaires sociales d'étendre la convention à tous les pharmaciens d'une circonscription (p. 1425) ; l'effort réciproque de compréhension entre les organismes sociaux et la pharmacie d'officine ; les risques de nationalisation de la médecine et de la pharmacie d'officine (p. 1425) ; la grave atteinte portée par la proposition de loi au libre choix du praticien (p. 1425, 1426) ; la ratification des ordonnances prises en matière de Sécurité sociale (p. 1425, 1426).

Article unique (p. 1426) ; les droits des adhérents des pharmacies mutualistes ; adoption de l'article unique avec modification (p. 1427).

3. — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 593 du Livre V du Code de la santé publique, relatif aux prix de vente des médicaments, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 613.**

4. — Proposition de loi relative à l'alimentation de la banque du sang, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Marie (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 614.**

5. — Proposition de loi tendant à définir la « mort clinique » et à permettre le prélèvement d'organes en vue de greffes sur d'autres personnes, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Gerbaud (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 621.**

6. — Projet de loi portant réforme sanitaire et hospitalière, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Jean-Marcel Jeanneney, Ministre des Affaires sociales (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 661.**

7. — Proposition de loi relative aux hôpitaux publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Benoist et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 745.**

SAÔNE.

— Aménagement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Commissariat au Plan).

SAPEURS-POMPIERS.

1. — Proposition de loi tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 37**; rapport le 16 juin 1967 par M. d'Aillières, **n° 331.**

2. — Proposition de loi tendant à permettre aux sapeurs-pompiers volontaires de remplacer les obligations militaires traditionnelles par un stage de durée égale dans certaines formations de sapeurs-pompiers, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par MM. Bousseau, Neuwirth et Tomasini (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 149.**

SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE. — *Voy.* MARINE MARCHANDE, 3.

SCHÉMAS DIRECTEURS. — *Voy.* URBANISME, 1, article premier (p. 2053 à 2062, 2074 à 2080), art. 10 (p. 2208).

SCOLARITÉ.

— Prolongation. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 4 ; BUDGET 1968, 1 (Education nationale).

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE (S.G.D.N.) — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre IV.).

SÉCURITÉ SOCIALE (généralités).

1. — Proposition de loi tendant à l'institution d'un régime unique de solidarité sociale nationale, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Hébert (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 153.**

2. — Proposition de loi relative à la réforme de la Sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Peyret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 611.**

Voy. aussi : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 14 ; BUDGET 1968, 1 (Discussion générale. — Affaires sociales. — Départements d'outre-mer. — Charges communes. — Travail). — Avance du Trésor. — *Voy.* BUDGET 1967, 1, article premier.

— Déficit et réforme. — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, n° 4 ; DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7 ; POUVOIR LÉGISLATIF (Délégation), 1 ; BUDGET 1967, 2 (Discussion générale).

SÉCURITÉ SOCIALE (Organismes).

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article L 23 du Code de la sécurité sociale sur la composition des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Delong et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 72.**

2. — Proposition de loi tendant à compléter les articles L 70 et L 78 du Code de la sécurité sociale relatifs aux élections des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Cassagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 187.**

3. — Proposition de loi relative à la représentation, à titre consultatif, des représentants de la Mutualité dans les conseils d'administration des caisses d'assurance maladie, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 751** ; rapport le 28 mai 1968 par M. Lepage, **n° 839.**

4. — Proposition de loi relative aux attributions de la Caisse nationale des allocations familiales et de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 752** ; rapport le 28 mai 1968 par M. Verkindère, **n° 838.**

5. — Proposition de loi relative au statut du personnel des caisses nationales des organismes de sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey

et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 753**.

6. — Proposition de loi prévoyant la possibilité pour les conseils d'administration des organismes de sécurité sociale de créer des commissions comportant des membres extérieurs, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 754**; rapport le 28 mai 1968 par M. Gerbaud, **n° 840**.

7. — Proposition de loi précisant l'article 41 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 765**.

SÉCURITÉ SOCIALE (Régimes particuliers).

Proposition de loi tendant à instituer en faveur des agents de la Société nationale des chemins de fer français le libre choix du médecin, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Couillet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 251**.

SEINE.

— Aménagement des berges. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

SÉISME.

— Indemnisation des sinistrés. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 6 et 15.

SEMAINE DE QUARANTE HEURES. — *Voy.* TRAVAIL (Réglementation), 6.

SÉPARATION DE CORPS.

Proposition de loi tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 204**.

SÉPARATION DES POUVOIRS. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

SÉPULTURES.

— de victimes de la guerre de 1914-1918. — *Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 3.

SERVICE DE DÉFENSE. — *Voy.* SERVICE NATIONAL, 4.

SERVICE DE LIAISON INTERMINISTÉRIELLE POUR L'INFORMATION (S.L.I.I.). — *Voy.* MOTIONS DE CENSURE, n° 5.

SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 7.

SERVICE DES ESSENCES.

— des armées. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 31 (Budget annexe des Essences).

SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE (S.T.O.). — *Voy.* DÉPORTÉS ET INTERNÉS, 1, 2 et 3.

SERVICE MILITAIRE. — *Voy.* SERVICE NATIONAL.

SERVICE NATIONAL.

1. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Abelin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 156**; rapport le 16 juin 1967 par M. Hébert, **n° 329**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Le Theule (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 240**; rapport le 16 juin 1967 par M. d'Aillières, **n° 330**. Adoption le 15 novembre 1967. — Proposition de loi **n° 71**.

Transmise au Sénat le 17 novembre 1967 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 25 (année 1967-1968)**; rapport le 14 mai 1968 par M. de Chevigny, **n° 150 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 16 mai 1968. — Proposition de loi **n° 67 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-458 du 23 mai 1968, publiée au *J.O.* du 24 mai 1968 (p. 5178).

DISCUSSION [15 novembre 1967] (p. 4969).

Le problème de la réduction de la durée du service militaire ; la mise en œuvre de la force nucléaire de dissuasion et la modernisation de l'armement classique ; l'appel à des personnels engagés sous contrat ; la loi du 9 juillet 1965 relative au recrutement ; les exemptions prévues par la loi (*ibid.*) ; la nécessité d'augmenter le nombre des engagés (p. 4970, 4971, 4973) ; l'erreur consistant à prétendre que la réduction de la durée du service militaire entraînerait une économie (p. 4970) ; la durée du service militaire dans certains pays étrangers ; les solutions différentes adoptées par les principaux pays en matière de service militaire ; l'absence de solution idéale ; les données contradictoires du problème en France ; la loi sur le service national ; l'opportunité d'une durée transitoire de 14 mois (*ibid.*) ; la date à laquelle le service national sera effectivement de 12 mois (p. 4971) ; le rythme des incorporations (*ibid.*) ; le problème des sursis (p. 4971, 4975) ; les répercussions de la réduction de la durée d'incorporation sur le service de coopération (p. 4971, 4975) ; la réforme du service militaire (p. 4972) ; le principe fondamental de l'égalité de tous devant les obligations militaires (p. 4972, 4973) ; le principe de l'intégration d'une date limite dans le texte même de la loi (p. 4972) ; la date du 31 décembre 1968 (p. 4972, 4973) ; les inconvénients d'une armée de métier composée de militaires de carrière (p. 4973, 4974, 4975) ; le remplacement souhaitable du plus grand nombre possible de soldats de métier par des soldats du contingent (p. 4973) ; les cours volontaires de préparation militaire (*ibid.*) ; le sacrifice des armements conventionnels au profit de l'armement atomique (p. 4974) ; les très grands efforts accomplis par l'Allemagne dans le domaine de l'armement conventionnel ; la différence fondamentale entre un service professionnel et une armée de métier ; la situation du service militaire il y a dix ans (*ibid.*) ; la situation actuelle ; la dissuasion stratégique (p. 4975).

Intervention de M. Messmer, Ministre des Armées (p. 4975, 4976) ; le caractère politique du problème de la durée du service national ; la faveur du Gouvernement pour la réduction du service militaire ; l'ouverture d'un débat de politique militaire au cours de la prochaine session parlementaire ; les questions techniques à régler ; l'augmentation des effectifs de cadres d'active et d'engagés ; l'amélioration de la situation de ces derniers et l'octroi en leur faveur d'un véritable statut ; la formation professionnelle des engagés ; l'armée de métier ; l'avancement à 17 ans de l'âge d'engagement volontaire ; le service d'aide et de coopération ; le problème des sursis ; l'impossibilité de fixer une date pour la réduction effective à 12 mois du service militaire.

Article unique (p. 4976) ; réserve de cinq amendements (p. 4977) ; le problème du personnel de carrière (p. 4978) ; les indices des sous-officiers ; la date limite de décembre 1968.

Explications de vote : la procédure du vote bloqué et ses inconvénients (p. 4978, 4979) ; la possibilité de porter la durée du service militaire à 12 mois en deux temps ; vote favorable de l'U.D. Ve ; vote défavorable du groupe communiste (p. 4979) et du groupe P.D.M. ; adoption au scrutin de l'article unique ; liste des votants (p. 4986, 4987, 4988).

3. — Proposition de loi tendant à ramener à un an la durée du service militaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Villon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 356** ; rapport le 10 novembre 1967 par M. d'Aillières, **n° 489.**

4. — Projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense, présenté à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 430** ; rapport le 10 novembre 1967 par M. Bignon, **n° 487.** Adoption le 15 novembre 1967. — Projet de loi **n° 70.**

Transmis au Sénat le 17 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 26 (année 1967-1968)** ; rapport le 14 mai 1968 par M. Boin, **n° 151 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 16 mai 1968. — Projet de loi **n° 66 (année 1967-1968).**

Loi n° 68-475 du 28 mai 1968, publiée au *J. O.* du 30 mai 1968 (p. 5283).

DISCUSSION [15 novembre 1967] (p. 4966).

Le régime pénal applicable aux assujettis au service de la défense ; la composition du tribunal des forces armées appelé à juger les intéressés (p. 4966) ; l'institution du nouveau Code de justice militaire et les conséquences qui en résultent pour les matières concernées (p. 4967) ; la notion nouvelle de « mise en garde » introduite par l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; l'abolition déguisée du droit de grève qui pourrait en résulter.

Art. 1er (*ibid.*) ; le désir du groupe communiste de remettre en cause les principes posés par l'ordonnance du 7 janvier 1959 (p. 4968) ; la réquisition de certains personnels en 1960 et 1961 ; la compétence de la juridiction civile pour ceux de ces personnels qui avaient refusé d'obtempérer à la réquisition ; le risque de voir le Gouvernement utiliser la mise en garde comme un moyen de lutte contre la classe ouvrière (*ibid.*).

Rejet au scrutin d'un amendement présenté par le groupe communiste (*ibid.*) ; liste des votants (p. 4986, 4987) ; adoption de l'article (p. 4968).

Art. 2 (*ibid.*) ; adoption (p. 4969).

Art. 3 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi ; vote défavorable du groupe communiste (*ibid.*).

5. — Proposition de loi relative à la dispense des obligations d'activité du service national, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Boulay et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale), **n° 682.**

6. — Proposition de loi portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Montagne et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationale et des forces armées), **n° 762.**

Voy. ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 9.

7. — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux dispenses des obligations d'activité du service national fixées par la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par Mme Aymé de la Chevrelière et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la défense nationales et des forces armées), **n° 779.**

Voy. aussi : ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 9,

— Modalités d'accomplissement. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 3.

— Soutiens de famille. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 12.

SERVICES NATIONALISÉS.

— Agents — *Voy.* ENTREPRISES PUBLIQUES, 1.

SERVICES PUBLICS.

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et

concédés des régies, des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Edouard Charret et Neuwirth (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 46**.

SERVITUDES.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparait lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient à cesser, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. Peyret (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 113**.

SERVITUDES « NON AEDIFICANDI ».

— *Voy.* URBANISME, 1, après art. 4 (p. 2191, 2192).

SIDÉRURGIE.

1. — Proposition de loi portant statut du sidérurgiste, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Bertrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 619**.

2. — Proposition de loi tendant à fixer à 60 ans l'âge du droit à une pension vieillesse égale à 60 % du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Fiévez (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 624**.

Voy. aussi : QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 6 ; BUDGET 1968, 1 (Industrie).

SITES.

— Protection. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1 ; URBANISME, 1, art. 1er (p. 2087 à 2092).

SOCIÉTÉS.

1. — Proposition de loi relative à la cession des parts ou actions, mises sous séquestre comme biens ennemis, de sociétés dont l'actif est exclusivement composé de marques de fabrique et de commerce, présentée au Sénat le 25 mai 1967 par M. André Armengaud (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 262 (année 1966-1967)** ; rapport le 8 juin 1967 par M. Marcilhacy, **n° 288 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Proposition de loi **n° 131 (année 1966-1967)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 317** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Ithurbide, **n° 375**. Adoption le 30 juin 1967. — Proposition de loi **n° 46**.

Transmise au Sénat le 1er juillet 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 346 (année 1966-1967)** ; rapport le 1er juillet 1967 par M. Marcilhacy, **n° 355 (année 1966-1967)**. Adoption définitive en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 153 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-552 du 8 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 11 juillet 1967 (p. 6931).

DISCUSSION [30 juin 1967] (p. 2497).

La cession des marques de fabrique ; l'interdiction pour celles-ci de redevenir propriété allemande (p. 2497).

Article unique (p. 2498) ; adoption avec modification (*ibid.*).

2. — Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance n° 58-1351 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, présentée au Sénat le 1er juin 1967 par MM. Etienne Dailly, Edourd Le Bellegou et Marcel Molle (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 278 (année 1966-1967)** ; rapport le 8 juin 1967 par MM. Dailly, Le

Bellegou, Molle, **n° 290 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Proposition de loi **n° 132 (année 1966-1967)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 318** ; rapport le 22 juin 1967 par M. Le Douarec, **n° 362**. Adoption le 30 juin 1967. — Proposition de loi **n° 45**.

Transmise au Sénat le 1er juillet 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 345 (année 1966-1967)** ; rapport le 1er juillet 1967 par M. Dailly, **n° 358 (année 1966-1967)**. Adoption avec modifications en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 156 (année 1966-1967)**.

Transmise à l'Assemblée Nationale le 1er juillet 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République), **n° 415** ; rapport le 1er juillet 1967 par M. Le Douarec, **n° 416**. Adoption en deuxième lecture le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 59**.

Transmise au Sénat le 1er juillet 1967 (troisième lecture) (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 361 (année 1966-1967)** ; rapport par M. Dailly. Adoption définitive le 1er juillet 1967. — Proposition de loi **n° 158 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-559 du 12 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 13 juillet 1967 (p. 7015).

DISCUSSION [30 juin 1967] (p. 2492).

Le but de la proposition de loi : éliminer diverses ambiguïtés ou imperfections de forme dans la loi du 24 juillet 1966 ; la perfectionnement sur divers points du régime juridique de la société anonyme (p. 2492).

Art. A : réserve (*ibid.*).

Art. B : adoption d'un amendement de suppression.

Art. C (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2493).

Art. 1er : adoption (*ibid.*).

Art. 1er *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 : adoption (*ibid.*).

Art. 2 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 3 à 8 : adoption (*ibid.*).

Art. 8 *bis* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2494).

Art. 9 : adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 9 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 10 : adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 10 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 11 : adoption.

Art. 11 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Après l'Art. 11 *bis* (p. 2495); adoption d'un amendement.

Art. 12 à 15 : adoption.

Après l'Art. 15 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 16 : adoption d'un amendement de la Commission (*ibid.*).

Art. 17 : adoption.

Après l'Art. 17 : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 18 et 19 : adoption (*ibid.*).

Art. 20 : adoption avec modification (p. 2496).

Art. 21 (*ibid.*) ; adoption avec modification.

Art. 22 : adoption.

Art. 22 *bis* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2497).

Art. 23 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 24 et 25 : adoption (*ibid.*).

Art. A (suite) : adoption d'un amendement de la Commission.

Après l'Art. 25 : adoption (*ibid.*).

Art. 26 (*ibid.*) ; adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2497).

3. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 499 de la loi n° 66-587 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Fanton (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) **n° 622;** rapport le 21 mai 1968 par M. Fanton, **n° 823**.

4. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par MM. Ithurbide et Le Douarec (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 686**; rapport le 10 mai 1968 par M. Le Douarec, **n° 790**.

5. — Proposition de loi tendant à reporter la date de mise en harmonie des sociétés constituées antérieurement à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales avec les dispositions de cette loi et des décrets d'application, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Massot et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 690**.

Voy. Sociétés, 4 ci-dessus.

6. — Projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, présenté à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 739**; rapport le 30 mai 1968 par M. Le Douarec, **n° 841**.

7. — Proposition de loi modifiant l'article 499 de la loi n° 66-587, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Foyer (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 741**.

Voy. Sociétés, 4, ci-dessus.

SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE (S.A.R.L.).

— Emissions de valeurs mobilières. — *Voy.* Budget 1967, 2, art. 18.

SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (S.A.F.E.R.). — *Voy.* Agriculture, 1 et 5; Urbanisme, 1, art. 20 (p. 2236); Budget 1967, 2, art. 32 et 33 (Agriculture); Budget 1968, 1 (Agriculture).

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE SIMPLE. — *Voy.* Sociétés, 2, art. 22 *bis*.

SOCIÉTÉS EN NOM COLLECTIF. — *Voy.* Sociétés, 2, art. 22 *bis*.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE. — *Voy.* Budget 1968, 2 (Discussion générale).

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION (S.O.F.I.R.A.D.). — *Voy.* Budget 1963, 1 (Services du Premier Ministre. — II. Information).

SOCIÉTÉS MONÉGASQUES.

— domiciliées en France. — *Voy.* Traités et conventions, 11.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S.N.C.F.). — *Voy.* Déclarations du Gouvernement, n° 7; Budget 1967, 2 (Discussion générale) et art. 34 (Indemnité compensatrice pour le transport des militaires); Budget 1968, 1 (Discussion générale. — 1. Transports); Médecine sociale, 2; Sécurité sociale (régimes particuliers).

SOLIDARITÉ SOCIALE NATIONALE.

— Institution d'un régime unique. — *Voy.* Sécurité sociale (Généralités), 1.

SORBONNE.

— Incidents de mai 1968. — *Voy.* Amnistie, 7, 8 et 11; Questions orales (avec débat), n° 16; Déclarations du Gouvernement, n°s 9 et 10; Commissions d'enquête et de contrôle, 4, 5.

SOUS-LOCATIONS. — *Voy.* BAUX DE LOCAUX D'HABITATION, 1.

SOUS-OFFICIERS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Budgets militaires), art. 38 (première et deuxième délibérations).

SOUTIENS DE FAMILLE.

— Service national. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 12.

SPÉCIALITÉS REMBOURSABLES.

— Redevance à l'occasion des demandes d'inscription d'un médicament sur la liste. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 32.

SPECTACLES.

1. — Proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 750**; rapport le 10 mai 1968 par M. Le Tac, **n° 792**. Adoption le 15 mai 1968. — Proposition de loi **n° 140**.

Transmise au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyée à la Commission des affaires sociales), **n° 173 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [15 mai 1968] (p. 1849).

L'absence de réglementation de la profession d'agent artistique, chargé du placement des artistes du spectacle (p. 1849) ; les bureaux de placement des artistes (p. 1850) ; la prolifération des bureaux clandestins ; la nécessité de défendre et de protéger les artistes ; le caractère incomplet du texte ; le cas des mannequins.

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1850) ; la consultation préalable des organisations syndicales intéressées.

Avant l'Art. 1er (p. 1850) ; deux amendements tendant à insérer un nouvel article ; la reconnaissance aux artistes du spectacle de leur qualité de salariés (p. 1851).

Intervention de M. Chirac, Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (p. 1851) ; les liens juridiques qui unissent les artistes aux entreprises de spectacles.

Les deux amendements sont déclarés irrecevables (p. 1852).

Art. 1er : *Placement des artistes du spectacle par tes agents artistiques ;* adoption.

Après l'Art. 1er (*ibid.*) ; amendement tendant à insérer un nouvel article (application du texte aux « producteurs-tourneurs ») ; rejet (p. 1853).

Art. 2 : *Licence d'agent artistique ;* adoption.

Art. 3 : *Caractère commercial de la profession d'agent artistique ;* adoption.

Art. 4 : *Incompatibilités ;* la condition de la nationalité française ; adoption de l'article (p. 1853).

Art. 5 : *Mutations de fonds de commerce d'agents artistiques ;* adoption (*ibid.*).

Art. 6 : *Siège des agences artistiques ;* adoption.

Art. 7 : *Transfert de siège* ; adoption.

Après l'Art. 7 : amendement tendant à insérer un nouvel article (monopole des agences artistiques françaises) ; adoption (p. 1854).

Art. 8 : *Incompatibilités pour les préposés ;* adoption.

Art. 9 : *Fixation de tarifs ;* adoption.

Art. 10 : *Non-apptication de certains articles du Code du travail ;* adoption.

Art. 11 : *Refus ou retrait d'une licence d'agent artistique ;* adoption.

Art. 12 : *Infractions et pénalités ;* adoption.

Art. 13 : *Constatation des infractions ;* adoption.

Art. 14 : *Abrogation des dispositions contraires ;* adoption.

Art. 15 : *Entrée en vigueur ;* adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 1854).

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 1560 du Code général des impôts en ce qui concerne les « cabarets d'auteurs », présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Frédéric-Dupont (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 781**.

3. — Projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 mai 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 833**.

SPÉCULATION FONCIÈRE.

Proposition de loi portant institution de mesures destinées à lutter contre la spéculation foncière, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1968, par M. Fanton (renvoyée à la Commission des Finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 51**.

Voy. aussi : QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 15.

— Lutte contre la. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

SPIRITUEUX.

— Ventes à consommer sur place. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 8, texte de la Commission mixte paritaire (deuxième lecture).

SPORTS.

1. — Projet de loi modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 101**; rapport le 25 mai 1967 par M. Marie, **n° 220**. Adoption le 3 octobre 1967. — Projet de loi **n° 63**.

Transmis au Sénat le 11 octobre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 1 (année 1967-1968)**; rapport le 18 octobre 1967 par M. Jean Noury, **n° 6 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 19 octobre 1967. — Projet de loi **n° 1 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, publiée au *J.O.* du 2 et 3 novembre 1967 (p. 10787).

DISCUSSION [3 octobre 1967] (p. 3410).

La loi du 6 août 1963 ; la modification de cette loi par le présent projet sur trois points secondaires ; le contrôle médical exercé sur les salles de culture physique ; l'assurance obligatoire ; l'assouplissement des mesures transitoires prévues par la loi de 1963 (*ibid.*).

Art. 1er à 3 : adoption (p. 3412).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

2. — Rapport sur la mise en œuvre du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif [23 mai 1967] (p. 1252).

3. — Projet de loi autorisant la réquisition temporaire de terrains nécessaires aux aménagements et installations provisoires destinés au déroulement des Xe Jeux olympiques d'hiver de Grenoble, présenté au Sénat le 6 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 281 (année 1966-1967)**; rapport le 13 juin 1967 par M. Zussy, **n° 295 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 129 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 juin 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 319**; rapport le 21 juin 1967 par M. Delachenal, **n° 336**. Adoption définitive le 23 juin 1967. — Projet de loi **n° 38**.

Loi n° 67-532 du 4 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1967 (p. 6755).

DISCUSSION [23 juin 1967] (p. 2135).

Le milliard de francs de travaux envisagés; les équipements ; les implantations provisoires ; les réquisitions temporaires (p. 2135).

Art. 1er, 2, 3 et 4 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 5 (*ibid.*) ; adoption (p. 2136).

Art. 6 à 8 : adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

4. — Proposition de loi tendant à la création d'une école nationale des sports de glace à Grenoble et d'une école nationale des disci-

plines nordiques à Autrans, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1967 par M. Maisonnat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 494**.

5. — Rapport du Premier Ministre sur l'exécution du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif au cours de l'année 1967 (en application de la loi-programme n° 65-517 du 2 juillet 1965 relative à l'équipement sportif et socio-éducatif) [17 avril 1968] (p. 1065).

6. — Proposition de loi tendant au développement des activités physiques et sportives culturelles, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1968 par M. Nilès et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 711**.

Voy. aussi : DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, nos 3 et 8; BUDGET 1968, 1 (Jeunesse et Sports).

STATIONS « PIRATES » DE RADIODIFFUSION. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 16.

STATUT DE LA MAGISTRATURE. — *Voy.* MAGISTRATS, 1.

STATUT DU FERMAGE. — *Voy.* BAUX RURAUX, 4.

STOCKS.

— Taxation. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

SUCCESSIONS.

1. — Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967) renvoyée à la Commission des loisconstitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 18**.

2. — Proposition de loi tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Hoguet (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 88**; rapport le 28 mai 1968 par M. Hoguet, **n° 837**.

3. — Proposition de loi portant modification des dispositions de l'article 757 du Code civil relatif aux droits des enfants naturels en matière de succession, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Louis-Jean Delmas et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 209**.

4. — Proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux donations-partages, préenstée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Denvers et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 211**.

5. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 767 du Code civil relatif aux droits successoraux du conjoint survivant, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par MM. Fréderic-Dupont et Barberot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 435**.

SUCCURSALES.

— Maisons d'alimentation à. — *Voy.* COMMERCE, 2.

(1) Pour l'adoption en première lecture, *voy.* Table 1962-1967 (Code civil, 31).

SUCRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (D.O.M. - Comptes spéciaux du Trésor).

SUD-AVIATION. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 10.

SUÈDE. — *Voy.* RAPPORTS D'INFORMATION, 5.

SYNDICS. — *Voy.* ORDRES PROFESSIONNELS, 5.

SYNDICATS CANTONAUX.

— Constitution obligatoire. — *Voy.* COMMUNES, 9.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Proposition de loi relative à l'exercice des libertés syndicales à l'intérieur des entreprises, établissements, administrations et services, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Léon Feix et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 73**.

T

TABAC.

— Monopole en Alsace-Lorraine. — *Voy.* DÉBITS DE TABAC, 1.

TANTIÈMES.

— Taux du prélèvement. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, ap. art. 7 (p. 3655).

TARIFS PUBLICS.

— Hausse. — *Voy.* BUDGET 1967, 1.

TAXE A L'ESSIEU. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 13 (p. 3593 et 3594, 3680 à 3686). Discussion générale (I. Transports), Texte Commission mixte paritaire (2e lecture).

TAXE COMPLÉMENTAIRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 2 (Discussion générale).

TAXE DE CIRCULATION SUR LES VIANDES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, ap. art. 9 (p. 3586, 3679).

TAXE DE RÉGULARISATION DES VALEURS FONCIÈRES. — *Voy.* URBANISME, 1.

TAXE FONCIÈRE. — *Voy.* IMPOTS LOCAUX, 1.

TAXE LOCALE.

— Affectation aux collectivités locales du produit des régularisations. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 20 (p. 3626).

TAXE LOCALE D'ÉQUIPEMENT. — *Voy.* URBANISME, 1, Titre IV, chapitre premier (p. 2286 et suiv., 2326 à 2342, 2346 à 2354, 2519 et suiv.).

TAXES PARAFISCALES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 51.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (T.V.A.).

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Discussion générale) art. 7 (p. 3585, et 3646 à 3656), art. 9 (Extension à l'agriculture) (p. 3586, 3657 à 3661 et 3666), 2e délibération et texte Commission mixte paritaire. - Services financiers (Généralisation de la T.V.A.); BUDGET 1968, 2 (Discussion générale) et après article premier.

— Extension au commerce de détail. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1.

TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.

1. — Proposition de loi tendant à reporter la date d'application de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Duffaut et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 167.**

2. — Proposition de loi tendant à reporter au 1er janvier 1970 la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Valentin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 183.**

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 8.

TAXE SUR LES CÉRÉALES ET LES BETTERAVES.

— Suppression. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 21 (3627).

TAXE SUR LES LOCAUX PROFESSIONNELS. — *Voy.* IMPÔTS LOCAUX, 1.

TAXIS.

1. — Proposition de loi tendant à rétablir sous forme de détaxe la ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxi, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Jans et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 205.**

2. — Proposition de loi tendant à accorder le droit de port d'armes aux chauffeurs de taxi, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Jans et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 238.**

3. — Proposition de loi tendant à définir la situation juridique et sociale des chauffeurs de taxi propriétaires de leur voiture, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Boucheny et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 353.**

— Conducteurs ou loueurs en Algérie. — *Voy.* RAPATRIÉS, 7.

TECHNICIENS A STATUT OUVRIER DE LA MARINE. — *Voy.* ARMÉE (dispositions particulières diverses), 3.

TÉLÉPHONE.

— en milieu rural. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 6.

TÉLÉVISION. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre II.).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (T.O.M.).

1. — Proposition de loi tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par M. Pidjot (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 27**; rapport le 12 avril 1967 par M. Capitant, **n° 33.** Adoption le 13 avril 1967. — Proposition de loi **n° 1.**

Transmise au Sénat le 18 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 219 (année 1966-1967)**; rapport le 20 avril 1967 par M. de Montigny, **n° 223 (année 1966-1967).** Adoption le 20 avril 1967.

Loi n° 67-357 du 24 avril 1967, publiée au *J.O.* du 26 avril 1967 (p. 4275).

DISCUSSION [13 avril 1967] (p. 652).

L'expiration des pouvoirs de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie le 15 avril 1967 ; les raisons d'ordre matériel

militant en faveur de la prorogation de ses pouvoirs ; les inondations récentes en Nouvelle-Calédonie (p. 652, 653).

Article unique : adoption (p. 653).

Orateur : M. Barberot.

2. — Proposition de loi relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores et prorogeant les pouvoirs de l'actuelle Chambre des Députés de ce Territoire, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Saïd Ibrahim et Mohamed Ahmed (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 28** ; rapport le 12 avril 1967 par M. Ahmed Mohamed, **n° 30**. Adoption le 13 avril 1967. — Proposition de loi **n° 2**.

Transmise au Sénat le 18 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 220 (année 1966-1967)** ; rapport le 20 avril 1967 par M. de Montigny, **n° 224 (année 1966-1967)**. Adoption le 20 avril 1967.

Loi n° 67-358 du 24 avril 1967, publiée au *J.O.* du 26 avril 1967 (p. 4275).

DISCUSSION [13 avril 1967] (p. 653).

Les deux raisons militant en faveur du retard des élections ; l'institution souhaitable du système des suppléants aux Comores (p. 653).

Article unique (*ibid.*) ; la Commission propose de rédiger comme suit le titre : « Proposition de loi tendant à proroger les pouvoirs de la Chambre des députés des Comores ; adoption (p. 653).

3. — Projet de loi instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, présenté au Sénat le 15 décembre 1966 par M. Foyer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 146 (année 1966-1967)** ; rapport le 21 décembre 1966 par M. Garet, **n° 209 (année 1966-1967)**. Adoption le 13 avril 1967. — Projet de loi **n° 94 (année 1966-1967)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 99** ; rapport le 19 mai 1967 par M. Krieg, **n° 216**. Adoption le 25 mai 1967. — Projet de loi **n° 20**.

Territoires d'outre-mer.

Transmis au Sénat le 30 mai 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 268 (année 1966-1967)** ; rapport le 2 juin 1967 par M. Garet, **n° 279 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 130 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-480 du 21 juin 1967, publiée au *J. O.* du 22 juin 1967 (p. 6179).

DISCUSSION [25 mai 1967] (p. 1314).

Le condominium que forment les Nouvelles-Hébrides ; le principe de l'égalité juridique et fonctionnelle des institutions françaises et des institutions britanniques (p. 1314) ; le port de la robe rouge dans les audiences solennelles ; les décrets dits « coloniaux » et le caractère législatif de certaines de leurs dispositions (p. 1315).

Art. 1er : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article premier (p. 1315).

Art. 2 : adoption d'un amendement du Gouvernement dont le texte devient l'article 2 (*ibid.*).

Après l'Art. 2 : amendement de la Commission des lois, tendant à insérer un nouvel article (reprise des dispositions des deux derniers alinéas de l'article du projet concernant la composition et les règles d'organisation de la nouvelle juridiction) ; adoption.

Art. : 3 adoption.

Art. 4 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 5 et 6 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

4. — Projet de loi relatif à l'organisation du territoire de la Côte française des Afars et des Somalis, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 281** ; rapport le 9 juin 1967 par M. Capitant, **n° 307**. Adoption sous un nouveau titre le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 72**.

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé

Territoires d'outre-mer.

à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 304 (année 1966-1967)** ; rapport le 20 juin 1967 par M. Prélot, **n° 312 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 20 juin 1967. — Projet de loi **n° 135 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-521 du 3 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 4 juillet 1967 (p. 6643).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1754).

Intervention de M. Billotte, Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (p. 1755, 1756) ; le référendum du 19 mars dernier dans le territoire de la Côte française des Somalis ; la réponse positive de la population ; la nécessité de définir un nouveau statut ; les événements qui se sont produits depuis cette date ; la campagne préparatoire du scrutin ; l'affrontement entre les deux ethnies : Afars et Issas ; le climat de fièvre qui a marqué la campagne ; le contrôle de la consultation par des commissions composées de magistrats ; les manifestations ; l'élection de M. Moussa Ali Abdelkader, comme député du territoire ; l'objet du nouveau statut ; le respect des suggestions de l'assemblée territoriale ; les dispositions diverses du statut ; les points sur lesquels il n'a pas paru possible de retenir l'avis des conseillers territoriaux ; l'organisation de l'état civil des citoyens de statut personnel ; la dénomination de « Côte française des Afars et des Somalis » ; le port de Djibouti ; le maintien de son statut actuel ; le caractère progressiste du statut du territoire.

DISCUSSION (p. 1757) ; la consultation du 19 mars 1967 ; les éléments essentiels du nouveau statut ; les modalités de l'adoption de ce dernier par le Parlement ; l'application au territoire du régime parlementaire ; la compétence des différents organes territoriaux : Chambre des députés et Conseil de gouvernement ; la participation de la métropole aux investissements ; les contrats qui en définiront les modalités (*ibid.*) ; les différences entre le projet de loi actuel et les « grandes lignes » qui en avaient été préalablement tracées (p. 1758) ; la dénomination du territoire ; le mode d'élection de la Chambre des députés ; la détermination des compétences de l'Etat et du territoire ; l'avis émis par l'assemblée territoriale de la Côte française des Somalis le 12 mai 1967 ; l'acceptation par le Gouvernement de la plupart de ses amendements (*ibid.*) ; les nombreuses compétences qui échappent aux organismes territoriaux (p. 1759) ; les conditions scandaleuses de la consultation du territoire ; les pressions et truquages qui ont été constatés (*ibid.*) ; l'inspiration colonialiste du référendum et du nouveau statut (p. 1760) ; la prédominance de cette politique dans l'ensemble des D.O.M. ; l'absence de décision du Conseil constitutionnel sur les opérations électorales de la deuxième circonscription de la Réunion ; les graves événements du 24 mai à la Guadeloupe ; la revendication par tous ces territoires de leur autonomie (p. 1760).

Préambule (p. 1760) ; adoption avec modifications (p. 1761).

TITRE 1er. — *Des institutions du territoire* (*ibid.*).

Art. 1er : adoption avec modifications (*ibid.*).

Chapitre 1er : *Du conseil du Gouvernement.*

Section 1 : *Composition et formation.*

Art. 2 à 10 : adoption.

Section II : *Règles de fonctionnement.*

Art. 11 à 19 : adoption (p. 1762).

Section III : *Attributions du conseil de Gouvernement et des ministres.*

Art. 20 à 24 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *De la Chambre des députés.*

Section I : *Composition et formation.*

Art. 25 et 26 : adoption (*ibid.*).

Section 2 : *Règles de fonctionnement.*

Art. 27 à 30 : adoption (p. 1763).

Section 3 : *Attributions.*

Art. 31 (*ibid.*) ; adoption (p. 1764).

Art. 32 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *Des rapports entre la Chambre des députés et le conseil du Gouvernement.*

Art. 33 à 37 : adoption (*ibid.*).

TITRE II. — *De la représentation de la République dans le territoire.*

Chapitre Ier : *Des compétences de l'Etat.*

Art. 38 à 40 : adoption (*ibid.*).

Chapitre II : *Du représentant de la République.*

Art. 41 à 44 : adoption (*ibid.*).

Art. 45 (*ibid.*) ; adoption (p. 1765).

TITRE III. — *De l'aide technique et financière contractuelle.*

Art. 46 et 47 : adoption (*ibid.*).

TITRE IV. — *Dispositions diverses.*

Art. 48 à 52 : adoption (*ibid.*).

Titre du projet : adoption avec modifications.

Adoption de l'ensemble du projet de loi ; vote défavorable du groupe communiste (p. 1765).

5. — Proposition de loi relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 juin 1967 par MM. Saïd Ibrahim et Mohamed Ahmed (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 303** ; rapport le 22 juin 1967 par M. Krieg, **n° 361**. Adoption le 27 juin 1967. — Proposition de loi **n° 44**.

Transmise au Sénat le 29 juin 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 331 (année 1966-1967)** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 336 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 29 juin 1967. — Proposition de loi **n° 147 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-541 du 7 juillet 1967, publiée au *J. O.* du 8 juillet 1967 (p. 6835).

DISCUSSION [27 juin 1967] (p. 2262).

La prorogation des pouvoirs de l'actuelle Chambre des députés des Comores ; l'avis de ladite chambre (p. 2262).

Art. 1er à 6 (p. 2263) ; adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (*ibid.*).

6. — Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 521** ; rapport le 5 décembre 1967 par M. Ahmed Mohamed, **n° 540**. Adoption le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 92**.

Transmis au Sénat le 12 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 73 (année 1967-1968)** ; rapport le 13 décembre 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 85 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 14 décembre 1967. — Projet de loi **n° 26 (année 1967-1968)**.

Territoires d'outre-mer.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 décembre 1967 (deuxième lecture) (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 593** ; rapport le 19 décembre 1967 par M. Krieg suppléant de M. Ahmed Mohamed, **n° 626**. Adoption le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 112**.

Transmis au Sénat le 19 décembre 1967 (deuxième lecture) (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale), **n° 106 (année 1967-1968)** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 112 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 54 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-4 du 3 janvier 1968, publiée au *J. O.* du 4 janvier 1968 (p. 112).

DISCUSSION [7 décembre 1967] (p. 5680).

Les modifications apportées au projet par la Chambre des députés des Comores (p. 5680, 5685, 5686) ; les institutions du territoire et leur fonctionnement (p. 5680) ; la définition des compétences ; l'insuffisance de l'autonomie concédée au territoire (p. 5685, 5686) ; les revendications des habitants des D.O.M. et des T.O.M. (p. 5685) ; la situation de la Polynésie (*ibid.*) ; les collectivités administratives locales (*ibid.*).

Intervention de M. Billotte, Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'outre-mer (p. 5681 à 5683) ; l'historique de la question ; la loi du 22 décembre 1961 et le fonctionnement des institutions ; l'instruction de Premier Ministre en date du 1er juillet 1963 ; la nécessité d'un nouveau dialogue avec les autorités comoriennes ; la discussion de l'avant-projet de loi par la Chambre des députés des Comores ; l'individualité des différentes îles de l'archipel ; la substitution de l'expression « autonomie interne » à celle de « autonomie de gestion » ; les quatre préoccupations principales du projet de loi ; les modifications apportées au titre 1er « De l'administration du territoire » ; les compétences de l'Etat ; la nouvelle forme d'aide de la métropole ; le respect et l'exercice de la personnalité des différentes îles de l'archipel ; les raisons de l'avis favorable émis par la Chambre des

députés des Comores sur l'avant-projet de loi ; les missions de la gendarmerie nationale ; les amendements de la Commission des lois ; l'organisation et le fonctionnement des collectivités locales secondaires ; la dernière étape que représente le présent projet dans l'évolution politique des Comores; le choix fait par les populations comoriennes en 1958 de demeurer sous le drapeau français ; la situation actuelle des Comores; les intentions et buts de la France dans ce territoire ; l'aide de la France.

Question préalable opposée par MM. Pidjot et Sanford (p. 5683) ; en vertu de l'article 91, alinéa 3, du Règlement ; la définition nécessaire par le Gouvernement d'une politique d'ensemble ; l'octroi aux territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française d'un statut plus libéral ; le problème de la Nouvelle-Calédonie (*ibid.*) ; la discussion, à la session d'avril 1968, d'un projet de statut libéral pour les territoires d'outre-mer (p. 5684) ; le résultat qu'aurait le vote de la question préalable ; l'utilité de cette procédure ; la constitution d'une seconde société d'exploitation du nickel ; rejet de la question préalable (p. 5685).

Avant l'Art. 1er (p. 5686) ; amendement tendant à insérer un nouvel article (« autonomie interne » substituée à « autonomie de gestion ») ; adoption.

Art. 1er (p. 5687) ; réserve.

Art. 2 à 6 : adoption.

Art. 7 (*ibid.*) ; réserve du premier alinéa jusqu'au vote des dispositions modifiant les articles 13 à 20 de la loi du 22 décembre 1961 (p. 5688).

Art. 13 à 16 de la loi du 22 décembre 1961 ; adoption avec modification du texte proposé.

Art. 17 : (attributions des conseils de circonscription) ; adoption du texte proposé avec modification (*ibid.*).

Art. 18 : adoption d'un amendement de suppression (*ibid.*).

Art. 19 et 20 ; adoption (p. 5689).

Adoption du premier alinéa de l'article 7 et de l'ensemble de l'article qui avaient été réservés (*ibid.*).

Art. 8 à 10 : adoption (*ibid.*).

Art. 11 (p. 5689) ; adoption (p. 5690).

Art. 12 et 13 : adoption (*ibid.*).

Art. 1er (suite) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Explications de vote sur l'ensemble : le désir des populations comoriennes de rester dans la communauté française ; la reprise sous forme de règlements d'administration publique, de conventions ou d'échanges de lettres, des amendements non retenus en Commission.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 5690).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [19 décembre 1967] (p. 6039).

Art. 1er : le renvoi à la Chambre des députés des Comores de l'ensemble de la réglementation concernant les conseils de circonscription ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 2 (*ibid.*) ; adoption (p. 6040).

Art. 5 : adoption.

Art. 8 *bis* : la procédure de conciliation en matière de contrôle de la légalité par le Haut-Commissaire ; adoption d'un amendement de suppression.

Art. 9 : adoption avec modification.

Art. 11 (*ibid.*) ; l'avis écrit, preuve de la consultation du chef du Gouvernement (p. 6041) ; le souci de la Commission de fixer un délai convenable pour cet avis (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 6042).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

— Amnistie. — *Voy.* AMNISTIE, 3.

— Législation maritime. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

— Troupes de marine et administration de l'armée. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses), 6.

TEXTILE.

— Industrie. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Industrie).

THÉATRE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires culturelles).

THERMALISME. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Services du Premier Ministre V).

TICKET MODÉRATEUR. — *Voy.* ASSURANCES SOCIALES (Régime général), 5 et 7.

TIMBRES-POSTE.

— Transfert à Périgueux de l'imprimerie. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 49.

TORNADE.

— Indemnisation des sinistrés. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 6 et 15.

TOUL-NANCY.

— Licenciement du personnel français dans les bases militaires de. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 7.

TOURISME SOCIAL. — *Voy.* BUDGET 1968 1 (Services du Premier Ministre, Section V).

TRAITÉS ET CONVENTIONS.

1. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord signé le 28 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, relatif à la situation, en matière de sécurité sociale, des travailleurs salariés ou assimilés qui ont été occupés en France, aux Pays-Bas et en Pologne, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 91** ; rapport le 20 avril 1967 par M. Valenet, **n° 133**. Adoption le 27 avril 1967. — Projet de loi **n° 7**.

Transmis au Sénat le 9 mai 1967 (renvoyé à la Commission des affaires sociales), **n° 232 (année 1966-1967)** ; rapport le 9 mai 1967 par M. Jozeau-Marigné, **n° 238 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 11 mai 1967. — Projet de loi **n° 108 (année 1966-1967)**.

DISCUSSION [27 avril 1967] (p. 856).

Les six conventions internationales déjà approuvées par le Parlement en matière de Sécurité sociale ; les conventions et accords bilatéraux de Sécurité sociale précédemment intervenus entre la France, les Pays-Bas et la Pologne ; l'amélioration de la protection sociale des travailleurs polonais grâce à l'accord qui vient d'être signé ; l'application de la convention aux départements d'outre-mer (p. 856, 857).

Article unique : adoption (p. 857).

2. — Projet de loi autorisant la ratification d'un amendement à l'article 109, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies relatif aux conditions dans lesquelles pourra être réunie une conférence générale des membres des Nations Unies aux fins d'une révision de la Charte et adopté le 20 décembre 1965 par l'assemblée générale des Nations Unies, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 100** ; rapport le 2 juin 1967 par M. Gouhier, **n° 268**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 33**.

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 307 (année 1966-1967)** ; rapport le 22 juin 1967 par M. Boin, **n° 324 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 146 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-535 du 4 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1967 (p. 6756).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1786).

La ratification par la loi du 29 juin 1965 d'un amendement à la Charte des Nations Unies, modifiant le nombre des membres du Conseil de Sécurité ; la mise en forme réalisée par le présent projet ; les 18 ratifications encore manquantes.

Adoption de l'article unique (p. 1786).

3. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour le règlement des différends entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965, présenté à l'Assemblée Nationale le 18 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 102** ; rapport le 2 juin 1967 par M. de Chambrun, **n° 269**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 34**.

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 308 (année 1966-1967)** ; rapport le 22 juin 1967 par M. Carcassonne, **n° 322 (année 1966-1967)**.

Traités et Conventions.

Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 143 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-551 du 8 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1967 (p. 6931).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1787).

La multiplication peu souhaitable des conventions bilatérales ; la création d'un centre national pour les règlements des différends relatifs aux investissements ; la place accrue prise par les investissements privés dans l'aide française au développement.

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1787).

4. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée le 28 juillet 1966 entre la République française et la République populaire hongroise, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 130**; rapport le 2 juin 1967 par M. Loo, **n° 270.** Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 31.**

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 305 (année 1966-1967)**; rapport le 22 juin 1967 par M. de Chevigny, **n° 320 (année 1966-1967)** Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 141 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-533 du 4 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1967 (p. 6755).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1784).

La nouvelle étape marquée par la signature de la convention franco-hongroise dans la politique de rapprochement entre la France et les Etats de l'Europe de l'Est ; le contenu technique de la convention du 28 juillet 1966 ; la convention de Vienne sur les relations consulaires (p. 1784) ; les principales dispositions de la convention consulaire franco-hongroise (p. 1785) ; la signification générale de la convention (*ibid.*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*).

5. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur les responsabilités des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, ouverte à la signature le 17 décembre 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 136**; rapport le 13 juin 1967 par M. Limouzy, **n° 308.** Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 30.**

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 310 (année 1966-1967)**; rapport le 22 juin 1967 par M. Carcassonne, **n° 323 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 143 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-553 du 8 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 11 juillet 1967 (p. 6931).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1783).

Le projet de convention élaboré par le comité d'experts de Strasbourg (p. 1783) ; la très grande liberté laissée aux droits nationaux (p. 1784) ; l'étendue de la responsabilité des hôteliers ; la limitation du montant de leur responsabilité ; l'entrée en vigueur de la convention trois mois après sa ratification ; la contribution apportée par le présent projet à l'unification de l'Europe (*ibid.*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1784).

6. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 8 février 1967 entre le Gouvernement de la République française et la Conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains, français et malgache, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 mai 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 217**; rapport le 8 juin 1967 par M. de Lipkowski, **n° 286.** Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 35.**

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 309 (année 1966-1967)**; rapport le 22 juin 1967 par M. Peridier, **n° 325 (année 1966-1967).** Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 145 (année 1966-1967).**

Loi n° 67-536 du 4 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1967 (p. 6756).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1787).

La création de la Conférence internatio-

nale de contrôle, la C.I.C.A., par la convention dite « de coopération en matière de contrôle des entreprises et opérations d'assurances » signée à Paris le 27 juillet 1962; les 13 Etats signataires (*ibid.*).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 1788).

7. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire, du protocole et des deux échanges de lettres annexes signés à Paris le 18 juillet 1966 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 283**; rapport le 9 juin 1967 par M. d'Ornano, **n° 306**. Adoption le 13 juin 1967. — Projet de loi **n° 36**.

Transmis au Sénat le 20 juin 1967 (renvoyé à la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), **n° 306 (année 1966-1967)**: rapport le 22 juin 1967 par M. de Chevigny, **n° 321 (année 1966-1967)**. Adoption définitive le 29 juin 1967. — Projet de loi **n° 142 (année 1966-1967)**.

Loi n° 67-534 du 4 juillet 1967, publiée au *J.O.* du 6 juillet 1967 (p. 6756).

DISCUSSION [13 juin 1967] (p. 1785).

La convention de 1853 réglant les relations consulaires entre la France et les Etats-Unis ; la définition de l'expression « agent consulaire » ; l'établissement et la conduite des relations consulaires (*ibid.*) ; l'engagement à Washington du processus de ratification de la présente convention (p. 1786).

Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*).

8. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.V.) du 25 février 1961 relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs, signée le 26 février 1966, présenté à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 284**; rapport le 23 juin 1967 par M. Catalifaud, **n° 366**. Adoption le 14 novembre 1967. — Projet de loi **n° 66**.

Transmis au Sénat le 15 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 23 (année 1967-1968)**; rapport le 30 novembre 1967 par M. Billiemaz, **n° 49 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 13 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1088 du 15 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 17 décembre 1967 (p. 12275).

DISCUSSION [14 novembre 1967] (p. 4938).

La convention internationale signée à Berne le 25 octobre 1952 ; l'uniformisation du système d'indemnisation ; la fixation de la limite maximale au montant des dommages subis ; la prescription des actions en dommages et intérêts (p. 4938).

Adoption de l'article unique du projet de loi (*ibid.*).

9. — Projet de loi autorisant la ratification du protocole du 22 juin 1964 prévu par l'article 8 (1) (e) (ii) de la Convention portant création d'une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux et relatif à l'utilisation des informations techniques pour les buts autres que ceux de la technologie spatiale, présenté à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 337** ; rapport le 29 juin 1967 par M. Herzog, **n° 380**. Adoption le 3 octobre 1967. — Projet de loi **n° 64**.

Transmis au Sénat le 11 octobre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 2 (année 1967-1968)** ; rapport le 22 novembre 1967 par M. Longchambon, **n° 31 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 7 décembre 1967. — Projet de loi **n° 12 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1087 du 15 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 16 décembre 1967 (p. 12243).

DISCUSSION [3 octobre 1967] (p. 3411).

Les raisons qui ont prévalu à la signature de la convention et du protocole pour la mise au point par la Grande-Bretagne du Blue-Streak ; la construction envisagée d'un lanceur de trois étages ; la répartition entre les divers Etats européens de la construction de chacun des étages ; le programme « Coralie » ; le protocole signé en juillet 1964 ; les « retombées scientifiques » du projet ; la diffusion des brevets et licences de la N.A.S.A. par le Gouvernement

Traités et Conventions.

américain (p. 3411) ; l'opportunité pour le Gouvernement français de faire profiter les industriels nationaux de ses propres découvertes scientifiques (p. 3412).

Article unique : adoption (*ibid.*).

10. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, présenté à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 365** ; rapport le 2 avril 1968 par M. de Grailly, **n° 657**. Adoption le 18 avril 1968. — Projet de loi **n° 124**.

Transmis au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 126 (année 1967-1968)** ; rapport le 9 mai 1968 par M. Molle, **n° 144 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 9 mai 1968. — Projet de loi **n° 59 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-452 du 21 mai 1968, publiée au *J. O.* du 22 mai 1968 (p. 5091).

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1127).

La motivation et les objectifs de la convention ; l'établissement entre les Etats signataires d'un système réciproque de surveillance et d'exécution des mesures conditionnelles ; la réserve incluse dans la convention ; la ratification par le Parlement de la convention européenne des droits de l'homme (p. 1127).

Article unique (p. 1128) ; adoption.

11. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-monégasque du 9 décembre 1966 relatif à la situation des actionnaires des sociétés monégasques domiciliés en France, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 418** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 509**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 77**.

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 35 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Portmann, **n° 60 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 43 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1183 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12864).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5114).

Les doubles impositions entre la France et Monaco ; l'objet limité de la Convention (*ibid.*) ; l'exonération de la retenue à la source en faveur du Trésor princier (p. 5115).

Article unique : adoption (*ibid.*).

12. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières ; rapport le 26 avril 1968 par M. de Grailly, **n° 728**. Adoption le 2 mai 1968. — Projet de loi **n° 130**.

Transmis au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 134 (année 1967-1968)** ; rapport le 28 mai 1968 par M. de Montigny, **n° 188 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 6 juin 1968. — Projet de loi **n° 71 (année 1967-1968)**.

Loi n° 68-550 du 18 juin 1968, publiée au *J. O.* du 19 juin 1968 (p. 5778).

Retrait de l'ordre du jour le 18 avril 1968 (p. 1116).

DISCUSSION [2 mai 1968] (p. 1427).

L'augmentation très importante de la criminalité et de la délinquance internationales ; l'insuffisance des procédures classiques de l'extradition ; l'assouplissement du principe de la compétence territoriale ; la nouvelle répartition des compétences territoriales ; le principe de la légalité des peines ; le problème de la grâce (p. 1427) ; la double incrimination (p. 1428) ; le Fonds commun d'infractions routières ; l'opportunité du présent texte, notamment en matière de circulation automobile; l'unification souhaitable des conventions européennes en matière de signalisation et de police ; la généralisation fâcheuse de la règle de la priorité à droite.

Article unique (p. 1428) ; adoption.

13. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement

Traités et Conventions.

de la République de Côte-d'Ivoire, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Abidjan le 6 avril 1966, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 420** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 508**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 78**.

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 36 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Portmann, **n° 61 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 44 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1186 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12864).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5115).

La convention des doubles impositions entre la France et la République de Côte-d'Ivoire ; la multiplication actuelle des accords de ce type conclus par la France ; l'égalité de traitement entre les nationaux des pays contractants ; l'utilité évidente de ces accords ; le caractère général de la convention fiscale signée avec la Côte-d'Ivoire.

Article unique : adoption (p. 5115).

14. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux questions douanières et fiscales soulevées par l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc, présenté à l'Assemblée nationale, le 2 octobre 1977, par M. Georges Pompidou, Premier ministre (renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan), **n° 421** ; rapport le 17 novembre 1967, par M. Rivain, **n° 507**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 80.**

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 38 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967, par M. Portmann, **n° 63 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 46 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1188 du 28 décembre 1967, publiée au *J.O.* du 29 décembre 1967 (p. 12865).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5516).

La complexité des problèmes fiscaux et douaniers posés par l'exploitation du tunnel ; la convention initiale entre la France et l'Italie ; le statut d'exterritorialité de l'ouvrage.

Intervention de M. Bettencourt, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; le trafic du tunnel en 1968 (p. 5116).

15. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République du Pakistan tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 22 juillet 1966, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 422** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 506**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 79**.

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 37 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Portmann, **n° 62 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 47 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1187 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12865).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5115).

La convention fiscale avec le Pakistan ; les différences entre le système fiscal de ce pays et le nôtre ; les exonérations susceptibles d'être accordées au titre de la coopération culturelle et technique (*ibid.*).

Article unique (*ibid*) ; adoption (p. 5116).

16. — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux et relatif à cette répression, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 428** ; rapport le 8 novembre 1967 par M. Le Tac, **n° 484**. Adoption le 14 novembre 1967. — Projet de loi **n° 68**.

Transmis au Sénat le 15 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires culturelles), **n° 24 (année 1967-1968)** ; rapport le 14 décembre 1967 par M. Fleury, **n° 86 (année**

Traités et Conventions.

1967-1968). Adoption définitive le 15 décembre 1967. — Projet de loi **n° 29 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1206 du 29 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 30 décembre 1967 (p. 12980).

DISCUSSION [14 novembre 1967] (p. 4941).

L'interdiction et la répression de l'installation et de l'exploitation des « stations pirates » ; le succès remporté par ces stations auprès des auditeurs anglais ; leur fonctionnement en marge de toute loi nationale ou internationale ; l'absence de toute mesure répressive efficace ; les réactions des Etats victimes de ces stations ; l'accord européen du 20 janvier 1965 ; le principe de la solidarité des pays européens à l'égard des stations pirates ; l'élévation de l'acte de complicité au rang de l'infraction elle-même (*ibid.*) ; la portée considérable du projet de loi (p. 4942) ; le blocus juridique organisé contre ces stations ; les deux modifications de détail proposées par la Commission des affaires culturelles (*ibid.*).

Intervention de M. Gorse, Ministre de l'Information (p. 4942, 4943) ; l'inefficacité de la répression fondée sur l'article 422 du Règlement de radiocommunications ; l'installation des stations pirates en dehors des eaux territoriales des Etats ; la collaboration apportée par la France à la défense de l'ordre public international ; l'acceptation des deux amendements de la Commission ; le groupement en un seul projet de l'autorisation de ratification de l'accord européen et des modifications de la législation française qui en résultent ; l'absence de valeur de précédent de cette procédure.

Art. 1er : *Ratification de l'accord européen* (p. 4943) ; adoption.

TITRE Ier. — *Cas dans lesquels le support matériel de la station de radiodiffusion est de nationalité française.*

Art. 2 à 4 : adoption.

TITRE II. — *Cas dans lesquels le support matériel de la station de radiodiffusion n'est pas de nationalité française.*

Art. 5 à 7 : adoption.

TITRE III. — *Dispositions communes* (*ibid.*).

Art. 8 : adoption (p. 4944).

Art. 9 et 10 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 11 à 14 ; adoption (*ibid.*).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

17. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République populaire de Pologne relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, signée à Varsovie le 5 avril 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 464** ; rapport le 18 avril 1968 par M. Trorial, **n° 700.** Adoption le 18 avril 1968. — Projet de loi **n° 125**

Transmis au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 127 (année 1967-1968)** ; rapport le 9 mai 1968 par M. Marcilhacy, **n° 145 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 9 mai 1968. — Projet de loi **n° 60 (année 1967-1968).**

Loi n° 68-453 du 21 mai 1968, publiée au *J. O.* du 22 mai 1968 (p. 5091).

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1128).

L'intérêt pratique d'une telle convention; la simplification notable qu'elle apportera dans les rapports juridiques franco-polonais en matière de droit privé (p. 1128).

Article unique (p. 1129) ; adoption.

18. — Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-argentin du 3 octobre 1964 concernant diverses exemptions fiscales, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 465** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 511.** Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 81.**

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 39 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Portmann, **n° 64 (année 1967-1968).** Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 49 (année 1967-1968).**

Loi n° 67-1178 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12863).

19. — Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-panaméen du

10 janvier 1967 concernant diverses exemptions fiscales, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 octobre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 466** ; rapport le 17 novembre 1967 par M. Rivain, **n° 510**. Adoption le 21 novembre 1967. — Projet de loi **n° 82**.

Transmis au Sénat le 23 novembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 40 (année 1967-1968)** ; rapport le 7 décembre 1967 par M. Portmann, **n° 65 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 48 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1182 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12862).

DISCUSSION [21 novembre 1967] (p. 5116).

Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS, 18 *ci-dessus*.

Article unique : adoption (p. 5116).

20. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 526** ; rapport le 14 décembre 1967 par M. Rivain, **n° 587** ; avis le 14 décembre 1967 de M. Radius au nom de la Commission des affaires étrangères, **n° 585**. Adoption le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 116**.

Transmis au Sénat le 20 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 109 (année 1967-1968)** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. André Armengaud, **n° 111 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 51 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1189 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12865).

DISCUSSION [19 décembre 1967 (p. 6045).

La charge fiscale supportée en France par les redevances versées à des résidents étrangers ; les exonérations en vertu de l'accord en cause ; la situation des sommes payées à des résidents d'autres Etats au regard des impôts sur le revenu et des taxes sur le chiffre d'affaires ; les avantages de cet accord pour les sociétés françaises ; l'avis favorable de la Commission des affaires étrangères.

Article unique : adoption (*ibid.*).

Traités et Conventions.

21. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 527** ; avis le 14 décembre 1967 par M. d'Ornano au nom de la Commission des affaires étrangères, **n° 586** ; rapport le 14 décembre 1967 par M. Rivain, **n° 588**. Adoption le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 115**.

Transmis au Sénat le 20 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation), **n° 108 (année 1967-1968)** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Georges Portmann, **n° 110 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 50 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1185 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12864).

DISCUSSION [19 décembre 1967] (p. 6043).

Le nouvel accord général entre les deux pays en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ; l'opportunité d'une refonte des dispositions en vigueur ; l'évolution des législations depuis la conclusion des derniers accords ; la nécessité d'une mise à jour ; les aménagements d'ordre technique ; la convention élaborée par le comité fiscal de l'O.C.D.E. ; les modifications de fond ; la suppression heureuse des doubles impositions ; les engagements unilatéraux en matière de conventions fiscales conclus après la deuxième guerre mondiale ; le statut fiscal privilégié accordé par la France aux « hommes d'affaires américains » ; la prise en considération des relations fiscales que chacun des deux états contractants entretient avec les pays tiers ; le solde positif

Traités et Conventions.

croissant de la statistique de notre balance des paiements ; l'augmentation notable de 1961 à 1966 des prêts et investissements directs réalisés à l'étranger par les résidents français ; le meilleur accueil fait en France aux capitaux étrangers ; le déficit de notre balance des paiements en matière de brevets et redevances de fabrication ; la charge fiscale supportée en France et dans les autres pays du Marché commun par les filiales des sociétés américaines (*ibid.*) ; le régime des redevances des produits de la propriété intellectuelle (p. 6044) ; les dividendes ; la future charge fiscale des filiales américaines en France ; les études en cours sur les dispositions relatives à l'avoir fiscal ; l'atténuation souhaitable de la disparité des charges fiscales constatées aujourd'hui.

Intervention de M. Bettencourt, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (*ibid.*) ; l'amélioration du régime fiscal des non-résidents qui perçoivent des dividendes de source française ; les pourparlers engagés par les autres Etats de la Communauté économique européenne ainsi qu'avec les Etats-Unis et la Suisse (*ibid.*).

Article unique : Explications de vote : les conséquences fâcheuses du Marché commun sur l'économie française ; les privilèges fiscaux accordés par le Gouvernement aux sociétés capitalistes ; le vote défavorable du groupe communiste ; adoption de l'article unique (*ibid.*).

22. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 578** ; rapport le 19 décembre 1967 par M. Cointat, **n° 603**. Adoption le 19 décembre 1967. — Projet de loi **n° 114**.

Transmis au Sénat le 20 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 107 (année 1967-1968)** ; rapport le 20 décembre 1967 par M. Jean Bertaud, **n° 114 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 20 décembre 1967. — Projet de loi **n° 45 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1184 du 28 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 29 décembre 1967 (p. 12864).

DISCUSSION [19 décembre 1967] (p. 6042).

L'insuffisance de la législation en ce domaine ; le dépôt avant le début de la prochaine session parlementaire d'un projet de loi sur la protection des obtentions végétales (*ibid.*).

Article unique : adoption (p. 6043).

23. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 643** ; rapport le 26 avril 1968 par M. de Grailly, **n° 731** ; Avis le 17 mai 1968 par M. Douzans, **n° 821**.

24. — Projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 644** ; rapport le 22 mai 1968 par M. Delorme, **n° 825**.

25. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville, le 21 avril 1966, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 645** ; rapport le 2 mai 1968 par M. Rivain, **n° 736** ; Avis le 10 mai 1968 par M. de Lipkowski, **n° 796**.

26. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Pre-

mier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 646**; rapport le 10 mai 1968 par M. Baumel, **n° 797.**

27. — Projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 649**; rapport le 10 mai 1968 par M. Habib-Deloncle, **n° 795.**

28. — Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des affaires étrangères), **n° 650**; rapport le 17 mai 1968 par M. Delorme, **n° 820.**

29. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Georges Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 652**; rapport le 24 avril 1968 par M. Favre, **n° 724**; Avis le 26 avril 1968 par M. Habib-Deloncle, **n° 729.** Adoption le 2 mai 1968. — Projet de loi **n° 131.**

Transmis au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 135 (année 1967-1968)**; rapport le 16 mai 1968 par M. Schmitt, **n° 161 (année 1967-1968).**

DISCUSSION [2 mai 1968] (p. 652).

La caractère absolument nouveau du protocole conclu entre l'E.R.A.P. et l'Irakian national oil company, I.N.O.C ; la conformité de cet accord avec la politique pétrolière française ; les échanges commerciaux avec l'Irak ; le débat en commission ; le contexte politique ; les raisons techniques de l'adoption du présent projet.

Article unique (p. 1429) ; adoption.

30. — Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 660**, rapport le 22 mai 1968 par M. Jacson, **n° 829.**

TRANSPORTS.

1. — Proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel de vélociste-motociste, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Berger et plusieurs de ses collègues (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 246.**

2. — Proposition de loi tendant à modifier les dispositions répressives en matière d'accidents de chemin de fer, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par M. Manceau et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 249.**

3. — Projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, présenté à l'Assemblée Nationale le 17 novembre 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 513**; rapport le 14 décembre 1967 par M. Delachenal, **n° 590.** Adoption le 18 avril 1968. — Projet de loi **n° 123.**

Transmis au Sénat le 23 avril 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) **n° 125 (année 1967-1968)** ; rapport le 9 mai 1968 par M. Le Bellegou, **n° 143 (année 1967-1968).** Adoption avec modifications le 9 mai 1968. — Projet de loi **n° 62 (année 1967-1968).**

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 800**; rapport le 15 mai 1968 par M. Delachenal, **n° 813.**

DISCUSSION [18 avril 1968] (p. 1123).

Les sanctions et infractions en matière de transport ; le dépassement du tonnage maximum des marchandises transportées autorisé pour le véhicule (p. 1123).

Art. 1er (*ibid.*) ; la nécessité d'une harmonisation des législations européennes en matière de transports (p. 1124).

Adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Art. 2 et 3 : adoption (*ibid.*).

Art. 4 : la gravité de l'infraction que constitue le dépassement du poids total en charge autorisé (*ibid.*) ; adoption de l'article avec modification (p. 1125).

Art. 5 (*ibid.*) ; la suppression des sanctions administratives ; les difficultés créées par la dualité de juridictions (p. 1125) ; les commissions administratives (p. 1126) ; adoption de l'article avec modification (*ibid.*).

Après l'Art. 5 : adoption d'un amendement (récidive en matière de dépassement de poids).

Art. 6 : adoption d'un amendement de suppression.

Article additionnel : adoption (abrogation de dispositions antérieures).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

— Politique des transports. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES BAGAGES PAR CHEMIN DE FER.

— Convention internationale. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 8.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

— par fer. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 62.

TRANSPORTS MARITIMES.

1. — Projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 647** ; rapport le 28 mai 1968 par M. Miossec, **n° 835**.

2. — Projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission de la production et des échanges), **n° 651** ; rapport le 24 avril 1968 par M. Mauger, **n° 725**. Adoption le 16 mai 1968. — Projet de loi **n° 144**.

Transmis au Sénat le 21 mai 1968 (renvoyé à la Commission des affaires économiques et du plan), **n° 182 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [16 mai 1968] (p. 1917).

La liste des documents dont la communication aux autorités étrangères est interdite aux armateurs (p. 1918) ; les raisons d'être d'une semblable disposition ; les excès de la réglementation de certains pays étrangers; les tracasseries, retards, et très sérieuses entraves à la liberté du commerce qui en résultent ; les pertes financières importantes subies par les sociétés d'armement ; l'accord du syndicat national des armateurs avec le présent texte.

Intervention de M. Louis Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 1919) ; la limitation de l'application du texte aux personnes privées à l'exclusion des personnes de droit public, notamment des administrations.

Art. 1er (p. 1919) ; adoption avec modification.

Art. 2 et 3 : adoption.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

3. — Projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, présenté à l'Assemblée Nationale le 2 avril 1968 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 655** ; rapport le 25 avril 1968 par M. Le Sénéchal, **n° 727**. Adoption le 2 mai 1968. — Projet de loi **n° 132**.

Transmis au Sénat le 7 mai 1968 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 136 (année 1967-1968)** ; rapport le 22 mai 1968 par M. Marcilhacy, **n° 187 (année 1967-1968)**.

DISCUSSION [2 mai 1968] (p. 1429).

Le présent projet, avant-dernier acte de

la réforme du droit maritime privé entreprise depuis quelques années ; le caractère impératif des dispositions concernant l'armement et le caractère supplétif des articles consacrés aux ventes maritimes (p. 1430) ; les courtiers maritimes ; le remorquage (*ibid.*).

Intervention de M. Joxe, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (p. 1430) ; l'apparition au XVIIe siècle d'armateurs professionnels et la création au XIXe siècle de lignes directes de navigation ; la commission de codification constituée auprès de la Chancellerie pour l'étude des problèmes de droit maritime ; la mise à jour de certains textes ; la suppression du « prêt à la grosse aventure » ; la simplification de la réglementation ; la codification des règles non écrites.

TITRE Ier. — *De l'armement.*

Chapitre 1er : *Armateurs.*

Art. 1er et 2 : adoption.

Chapitre II : *Personnel d'exploitation.*

Section 1 : *Des agents de l'armateur.*

Art. 3 : adoption.

Section 2 : *Du capitaine.*

Art. 4 à 9 : adoption.

Chapitre III : *Des auxiliaires de l'armement.*

Section 1 : *Des consignataires.*

Paragraphe 1 : Des consignataires de navires.

Art. 10 : adoption avec modification.

Art. 11 : adoption (*ibid.*).

Paragraphe 2 : Des consignataires de la cargaison (p. 1432).

Art. 12 et 13 : adoption.

Art. 14 : adoption avec modification.

Paragraphe 3 : Dispositions communes.

Art. 15 : adoption.

Section 2 : *Des pilotes.*

Art. 16 à 23 : adoption.

Section 3 : *Des opérations de remorquage.*

Art. 24 : la définition de la faute du remorqueur (*ibid.*).

Art. 25 à 27 : adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 27 : adoption d'un amendement (prescription des actions nées à l'occasion des opérations de remorquage).

TITRE II. — *Des ventes maritimes.*

Art. 28 : adoption.

Chapitre 1er : *Vente au départ.*

Art. 29 à 32 : adoption.

Chapitre II : *Vente à l'arrivée.*

Art. 33 à 35 : adoption.

Chapitre III : *Vente C.A.F.*

Art. 36 à 39 : adoption.

Dispositions générales.

Art. 40 et 41 : adoption.

Art. 42 : l'extension de l'application du texte en discussion aux territoires d'outremer, notamment aux territoires français des Afars et des Issas, et à celui des Comores.

Adoption de l'article avec modification.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 1434).

TRANSPORTS ROUTIERS.

Proposition de loi relative à la classification du personnel roulant, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Dumortier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 401.**

Voy. aussi : TAXE A L'ESSIEU. TRANSPORTS, 3. — Exonération du droit de timbre. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 7 (p. 3654).

TRAVAIL (Réglementation).

1. — Proposition de loi relative à l'application du principe d'égalité de rémunération à travail égal et à qualification égale entre les hommes et les femmes sans discrimination, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 193.**

2. — Proposition de loi tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par Mme Prin et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 194.**

3. — Proposition de loi tendant à donner à toutes les jeunes filles et aux femmes travailleuses une formation professionnelle leur

permettant d'accéder aux emplois qualifiés, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par Mme Colette Privat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 264.**

4. — Proposition de loi tendant à instituer, en cas de grossesse, un congé prénatal de prévention au bénéfice des personnels féminins exposés à l'affection rubéolique dans l'exercice de leur activité professionnelle, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Lafay (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 431.**

5. — Proposition de loi relative à l'égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 441.**

6. — Proposition de loi tendant à rendre effective progressivement l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines, sans qu'il puisse en résulter une diminution de salaire des ouvriers et employés, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 octobre 1967 par M. Fajon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 449.**

7. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Ansquer et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 695.**

8. — Proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 mai 1968 par M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 777.**

TRAVAILLEURS.

— Intéressement. — *Voy.* Déclarations du Gouvernement n° 1 ; Motions de censure (n° 4) ; Travail (Réglementation), 8.

TRAVAILLEURS DU BATIMENT. —

Voy. Batiments publics, 2.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

1. — Proposition de loi instituant un statut des immigrés, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 148.**

2. — Proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français aux travailleurs étrangers et aux travailleurs français nés hors de la métropole, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par M. Bignon et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 196** ; rapport le 24 avril 1968 par M. Roulland, **n° 726.**

3. — Proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français, l'alphabétisation et la promotion sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par M. Barbet et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales), **n° 696.**

Voy. aussi : Questions orales (sans débat), n° 44.

TRAVAILLEURS MIGRANTS.

— Sécurité sociale. — *Voy.* Questions orales (sans débat), n° 28.

TRAVAILLEURS NON SALARIÉS.

— Assurance maladie. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Discussion générale).

TRAVAILLEUSES FAMILIALES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 48.

TRAVAUX IMMOBILIERS.

— T. V. A. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 7 (p. 3654 et 3655) et texte de la Commission mixte paritaire.

TRAVAUX PÉNIBLES. — *Voy.* ASSURANCES VIEILLESSE, 5 et 6.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE.

— Délai entre le jour de citation et le jour de comparution. — *Voy.* PROCÉDURE PÉNALE, 3.

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.

1. — Projet de loi exonérant du droit de timbre les copies des rapports d'expertise déposées au greffe des tribunaux administratifs, présenté à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1968 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des finances, de l'économie générale et du plan), **n° 659** ; rapport le 14 mai 1968 par M. Rivain, **n° 805**.

2. — Projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, présenté à l'Assemblée Nationale le 28 mai 1968 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 834**.

— Statut des membres. — *Voy.* FONCTIONNAIRES, 6.

TROUPES DE MARINE.

— dans les D. O. M. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions diverses), 7.

TUNNEL DU MONT-BLANC. — *Voy.* TRAITÉS ET CONVENTIONS, 14.

U

UNESCO.

— Emprunt. — *Voy.* Budget 1967, 2, art. 17.

UNIFORME.

— Port illégal. — *Voy.* Crimes et délits, 1.

UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE (U. N. E. F.).

— *Voy.* Questions orales (avec débat), n° 16; Étudiants (Manifestations de mai 1968).

UNIVERSITÉ.

— Réforme. — *Voy.* Amnistie, 11; Questions orales (avec débat), n° 16; Déclarations du Gouvernement, nos 9 et 10; Commissions d'enquête, 6.

URBANISME.

1. — Projet de loi d'orientation foncière et urbaine, présenté à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1967 par M. Pompidou, Premier Ministre (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 141**; avis le 9 juin 1967 de M. Triboulet au nom de la Commission de la production et des échanges, **n° 289**; rapport le 15 juin 1967 par M. Bozzi, **n° 321**; avis le 15 juin 1967 par M. Rivain au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, **n° 324**; rapport le 30 juin 1967 par M. Bozzi (nouvelle délibération), **n° 409**. Adoption le 1er juillet 1967. — Projet de loi **n° 47**.

Transmis au Sénat le 2 octobre 1967 (rattaché pour ordre à la séance du 1er juillet 1967, renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale)), **n° 362 (année 1966-1967)**; rapport le 31 octobre 1967 par M. Etienne Dailly, **n° 12 (année 1967-1968)**; avis le 31 octobre 1967 de M. Michel Chauty au nom de la Commission des affaires économiques, **n° 10 (année 1967-1968)**; avis le 7 novembre 1967 de M. Pellenc au nom de la Commission des finances, **n° 13 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 10 novembre 1967. — Projet de loi **n° 4 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 14 novembre 1967 (deuxième lecture) (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 491**; rapport le 24 novembre 1967 par M. Bozzi, **n° 524**; avis le 28 novembre 1967 de M. Triboulet au nom de la Commission de la production et des échanges, **n° 525**. Adoption le 30 novembre 1967. — Projet de loi **n° 86**.

Transmis au Sénat le 5 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale), **n° 56 (année 1967-1968)**; avis le 7 décembre 1967

par M. Chauty au nom de la Commission des affaires économiques, **n° 67 (année 1967-1968)** ; rapport le 12 décembre 1967 par M. Dailly, **n° 74 (année 1967-1968)**. Adoption avec modifications le 12 décembre 1967. — Projet de loi **n° 17 (année 1967-1968)**.

Transmis à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1967 (renvoyé à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 574** ; rapport le 15 décembre 1967 par M. Bozzi au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 592**. Adoption des conclusions de la Commission mixte paritaire le 15 décembre 1967. — Projet de loi **n° 101**.

Rapport au Sénat le 15 décembre 1967 par M. Dailly au nom de la Commission mixte paritaire, **n° 93 (année 1967-1968)**. Adoption définitive le 15 décembre 1967. — Projet de loi **n° 34 (année 1967-1968)**.

Loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967, publiée au *J. O.* du 1er janvier 1968 (p. 3).

DISCUSSION [20 juin 1967] (p. 1944, 1963), [21 juin 1967] (p. 1995, 2022), [22 juin 1967] (p. 2052, 2068), [26 juin 1967] (p. 2172, 2196, 2220), [27 juin 1967] (p. 2263, 2285), [28 juin 1967] (p. 2324, 2346), [1er juillet 1967] (p. 2515).

L'extraordinaire expansion démographique urbaine (p. 1949, 1967, 1979, 1996, 2001, 2013) ; l'évolution des conceptions d'urbanisme en France (p. 1949, 1958, 1971) ; la lutte contre la spéculation foncière (p. 1950, 1964, 1965, 2001, 2006, 2011) ; les documents de planification urbaine créés par le projet : schémas directeurs et plans d'occupation des sols (p. 1950, 1957, 1968, 1972, 1973, 1978, 1996) ; la « concertation » ; l'association des intéressés, notamment des collectivités locales aux décisions prises (p. 1951, 1958, 1966, 1968, 1972, 1998, 1999, 2015, 2024) ; la concession immobilière (p. 1951, 1952, 1979, 1980, 1981) ; la réforme du régime de l'expropriation ; les servitudes (p. 1952, 1958, 1959, 1968, 1971, 1972, 1974, 1975, 1976, 1978, 1998, 2011, 2015, 2023) ; la voirie urbaine (p. 1953) ; les finances locales ; l'insuffisance des ressources des collectivités ; la réforme de la fiscalité locale (p. 1953, 1975, 1996, 1997, 2010, 2014, 2015, 2016, 2017) ; les réserves foncières (p. 1953, 1958, 1969, 1971, 2000, 2005, 2015, 2016) ; les dispositions financières du projet ; l'insuffisance des crédits (p. 1953, 1959, 1968, 1974, 2005, 2010, 2013, 2016) ; la taxe locale d'équipement (p. 1953, 1954, 1956, 1959, 1969, 1975, 1997, 2003, 2005, 2008, 2014, 2016) ; le régime des plus-values (p. 1954, 1956, 1959, 1960, 1975, 1996, 2013, 2014) ; la taxe sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles de l'être (p. 1954, 1955, 1961, 1969, 2012) ; l'institution d'un impôt foncier urbain (p. 1956, 1957, 1960, 1965, 1971, 1975, 1979, 1997, 2001, 2003 à 2008, 2015) ; le fonctionnement des Z.U.P. et des Z.A.D. ; la création de nouvelles zones (p. 1959, 1977, 1978, 2000, 2002, 2008) ; la crise du logement ; l'échec de la politique gouvernementale en la matière (p. 1963, 1971, 1977) ; le prix des loyers (p. 1863) ; les H.L.M. ; l'insuffisance des logements sociaux (p. 1964, 1972, 1977, 1979) ; le droit au logement (p. 1966, 1978) ; le financement de la construction ; les améliorations nécesaires (p. 1965, 2000, 2001) ; la rénovation urbaine (p. 1966, 1967) ; l'aménagement du territoire, notamment des secteurs ruraux (p. 1968, 1970, 1971, 1977) ; le droit de préemption pour les collectivités locales, préconisé par le groupe communiste (p. 1969) ; la simplification nécessaire des formalités administratives ; l'institution d'un service foncier (p. 1970, 1971, 1973, 1974, 2005, 2010) ; la responsabilité des architectes (p. 1972) ; le regroupement nécessaire des collectivités (p. 1973) ; le coût de la construction d'une ville nouvelle (p. 1975) ; le programme de la Fédération de la gauche en matière de logements ; la municipalisation des sols (p. 1978, 1997, 2000) ; l'arbitraire administratif dans les D.O.M. (p. 1999) ; les baux emphytéotiques à l'étranger (p. 1999) ; le F.N.A.F.U. ; l'insuffisance de ses dotations (p. 2000) ; le bilan de la loi sur les dommages de guerre (p. 2002) ; la modification de la réglementation du permis de construire (p. 2003) ; l'urbanisme administratif (p. 2006) ; le problème de la région parisienne ; le district (p. 2006, 2007, 2011) ; l'importance économique de la construction (p. 2009) ; les lotissements communaux (*ibid.*) ; la protection civile (*ibid.*).

Interventions de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 1944 à 1949) : l'accélération de l'essor démographique français, l'obligation de construire en trente-cinq ans une seconde France urbaine ; la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics ; les lois en vigueur et leurs lacunes ; le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisation et le plan d'occupation des sols ; la procédure relative aux réserves foncières ; l'association à l'Etat des collectivités locales et des organismes intéressés ; les moyens

Urbanisme.

pratiques d'action ; les dispositions financières du projet ; les dépenses de la voirie urbaine rapide ; les charges supportées par les collectivités locales ; la fiscalité locale ; la situation des Z.U.P. ; l'association des agriculteurs à l'élaboration des schémas et des plans ; l'amélioration des règles relatives aux permis de construire ; l'expropriation ; les associations foncières urbaines ; les concessions immobilières ; les dispositions financières et fiscales ; la taxe d'équipement ; la nécessité d'une action méthodique et persévérante pour l'application du projet ; le véritable but de l'urbanisation (p. 2024 à 2029) : le travail accompli par les Commissions parlementaires ; l'association des collectivités locales à l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols ; les commissions d'urbanisme ; les agences d'urbanisme ; la portée générale du projet ; les dispositions particulières applicables à la région parisienne ; la redevance de surdensité ; la complexité d'une codification éventuelle de la législation ; la nécessité d'une tarification; la réforme des services extérieurs du Ministère de l'Equipement ; la délivrance des permis de construire ; les délais de réalisation des Z.U.P. ; l'évolution des dotations ; l'augmentation du nombre des H.L.M. de 1958 à 1967 ; les réserves foncières ; l'expropriation ; ses aspects humains ; les problèmes agricoles ; la rénovation urbaine ; les concessions immobilières ; les équipements collectifs; les problèmes de financement; la fiscalité locale ; la possibilité d'un large accord sur la politique foncière d'urbanisation proposée par le projet.

Intervention de M. Debré, Ministre de l'Economie et des Finances (p. 2029 à 2032) ; la portée économique du projet ; la taxe d'équipement ; l'imposition des plus-values instituée en 1963 ; la réforme de l'impôt foncier ; les raisons pour lesquelles la taxe d'équipement ne doit pas être associée à l'impôt sur le revenu de la propriété ; la vaste portée du projet présenté.

Motion de renvoi à la Commission présentée par M. Duroméa, au nom du groupe communiste (p. 2032) ; l'importance et la complexité du problème en discussion ; la spéculation foncière ; l'allégement des procédures ; le très grand nombre d'amendements déposés ; le respect des institutions communales ; les dispositions fiscales ; retrait de la motion (p. 2033).

TITRE Ier. — *Des prévisions et des règles d'urbanisme.*

Art. 1er : *Insertion au Livre Ier du Code de l'urbanisme et de l'habitation d'un titre II* (p. 2033) ; réserve du premier alinéa de l'article premier jusqu'au vote des dispositions concernant les articles 11 à 24 du Code de l'urbanisme (p. 2036).

Art. 11 du Code de l'urbanisme : *Distinction entre schémas directeurs et plans d'occupation des sols ; champs d'application ;* adoption du texte proposé modifié (p. 2037).

Art. 12 du Code de l'urbanisme (p. 2052) : *Schémas directeurs ;* adoption avec modification du texte proposé (p. 2062).

Après l'Art. 12 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; retrait de quatre amendements (*ibid.*).

Art. 13 du Code de l'urbanisme : *Plans d'occupation des sols ;* adoption avec modification du texte proposé (p. 2069).

Art. 14 du Code de l'urbanisme : *Etablissement des plans d'occupation des sols;* adoption avec modification du texte proposé (p. 2071).

Art. 15 du Code de l'urbanisme : *Mesures de protection du plan ;* adoption avec modification du texte proposé (p. 2074).

Après l'Art. 15 : retrait d'un amendement (p. 2074).

Art. 16 : *Plans provisoires d'occupation des sols ;* rejet du texte proposé (p. 2080).

Art. 17 du Code de l'urbanisme : *Incorporation d'opérations d'urbanisme d'initiative publique dans les plans d'occupation des sols* (*ibid.*) ; adoption avec modification du texte proposé (p. 2084).

Art. 18 du Code de l'urbanisme : *Procédure dérogatoire de modification du plan d'occupation des sols* (*ibid.*) ; adoption.

Art. 19 du Code de l'urbanisme : *Réserves pour services publics ;* réserve (p. 2087).

Art. 20 du Code de l'urbanisme : *Massif boisés* (*ibid.*) ; reprise de la discussion (p. 2172) ; adoption du texte proposé (p. 2173).

Après l'Art. 20 du Code de l'urbanisme : adoption d'un amendement (*ibid.*).

Art. 21 du Code de l'urbanisme : *Dépassement des coefficients d'occupation des sols, Participation pour surdensité* (*ibid.*) ; adoption avec modification du texte proposé (p. 2178).

Art. 22 du Code de l'urbanisme : *Dépenses entraînées par les études d'urbanisme et l'établissement des plans* (p. 2179) ; adoption avec modification du texte proposé (*ibid.*).

Art. 23 du Code de l'urbanisme : *Agences d'urbanisme* (*ibid.*) ; adoption avec modification du texte proposé (p. 2183).

Art. 24 du Code de l'urbanisme : *Application du titre, Précisions et règles d'urbanisme ;* adoption (*ibid.*).

L'article premier du projet demeure réservé jusqu'au vote de l'article 19 du Code de l'urbanisme, lui-même réservé jusqu'à l'examen de l'article 14 du projet.

Art. 2 : *Régime transitoire ;* adoption avec modification (p. 2185).

Après l'Art. 2 : rejet d'un amendement (*ibid.*).

Art. 3 : *Régime transitoire* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2191).

Art. 4 : *Abrogation des artictes 25 et 35 du Code de l'urbanisme et de l'habitation* (*ibid.*); adoption.

Après l'Art. 4 : retrait d'un amendement (p. 2192).

Art. 5 : *Sanctions des infractions aux dispositions des ptans d'occupation des sols;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 6 : *Adaptation de l'ordonnance de 1958 retative à l'expropriation* (p. 2192) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Après l'Art. 6 (*ibid.*) ; reprise de la discussion (p. 2196) ; retrait d'un amendement (*ibid.*).

Titre II. — *De la politique foncière des collectivités publiques.*

Chapitre premier : *Des programmes.*

Art. 7 : *Programme de voies urbaines* (*ibid.*) ; adoption (p. 2199).

Art. 8 : *Programme de zones à urbaniser par priorité* (Z.U.P.) ; adoption avec modification (p. 2202).

Art. 9 : *Programme de constitution de réserves foncières* (*ibid.*) ; adoption (p. 2205).

Chapitre II : *Des réserves foncières.*

Art. 10 : *Collectivités habilitées à acquérir des réserves ;* réserve jusqu'après l'article 16 (p. 2210).

Après l'Art. 10 : retrait d'un amendement.

Art. 11 : *Concessions temporaires d'immeubles* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2212).

Art. 12 : *Adaptation de l'ordonnance de 1958 relative à l'expropriation ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Chapitre III : *De la concession de l'usage de terrains urbains ;* réserve d'un amendement.

Avant l'Art. 13 (*ibid.*) ; rejet d'un amendement (p. 2214).

Art. 13 : *Cession en pleine propriété ;* adoption avec modification (p. 2215).

Après l'Art. 13 (*ibid.*) ; retrait de cinq amendements ; rejet d'un amendement (p. 2219) ; avant l'Art. 14 (*ibid.*) ; réserve de deux amendements ; reprise de la discussion (p. 2221).

Chapitre IV : *De l'expropriation.*

Art. 14 : *Transfert de la propriété* (*ibid.*) ; suppression (p. 2226).

Art. 1er (suite) : article 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; adoption du premier alinéa ; adoption avec modification du texte proposé ; adoption du premier alinéa de l'article premier qui avait été réservé et de l'ensemble de l'article premier modifié (p. 2227).

Après l'Art. 14 : adoption d'un amendement modifié (*ibid.*).

Art. 15 : *Aliénation des biens des absents* (*ibid.*) ; adoption.

Après l'Art. 15 (*ibid.*) ; retrait d'un amendement (p. 2230) ; rejet d'un amendement (p. 2231).

Art. 16 : *Envoi en possession* (*ibid.*); suppression.

Après l'Art. 16 : retrait de trois amendements ; adoption de trois amendements (p. 2231, 2232, 2233).

Art. 10 (suite) (p. 2233) ; adoption avec modification.

Après l'Art. 16 (suite) ; retrait d'un amendement (*ibid.*).

Art. 17 : *Indemnités provisionnelles* (*ibid.*) ; suppression.

Art. 18 : *Recours ;* suppression (p. 2234). 2234).

Art. 19 : *Généralisation de la compétence du préfet ;* suppression (*ibid.*).

Art. 20 : *Règlement d'administration publique ;* suppression (*ibid.*).

Après l'Art. 20 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement ; retrait d'un amendement (p. 2235).

Art. 21 : *Expropriation et structure des exploitations agricotes* (p. 2236).

Après l'Art. 21 (*ibid.*) ; retrait de deux amendements (p. 2237, 2238, 2240).

Titre III. — *De l'action des propriétaires privés.*

Chapitre Ier : *Des associations foncières urbaines.*

Urbanisme.

Art. 22 : *Définition* (*ibid.*) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 23 : *But des associations foncières et urbaines* (p. 2240) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 24 : *Associations autorisées ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 25 : *Associations constituées d'office ;* adoption avec modification (p. 2241).

Après l'Art. 25 (*ibid.*) ; retrait d'un amendement (*ibid.*).

Art. 26 : *Délaissement* (p. 2242) ; adoption.

Art. 27 : *Remembrement et regroupement des parcelles ;* adoption (*ibid.*).

Art. 28 : *Construction de bâtiments ;* adoption (*ibid.*).

Art. 29 : *Secteurs sauvegardés et Restauration immobilière ;* adoption (*ibid.*).

Art. 30 : *Hypothèse légale de l'association ;* adoption (*ibid.*).

Art. 31 : *Aide publique ;* adoption (*ibid.*).

Art. 32 : *Abrogation d'articles du Code ;* adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 32 (p. 2243) : adoption de deux amendements (p. 2243, 2244) ; reprise de la discussion (p. 2263).

Chapitre II : *Du permis de construire.*

Art. 33 (p. 2263) ; adoption (p. 2266).

Après l'Art. 33 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement (p. 2267).

Article 34 : adoption (*ibid.*).

Après l'Art. 34 (*ibid.*) ; adoption du texte commun des deux amendements (p. 2269).

Art. 35 : adoption (*ibid.*).

Art. 36 : (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2270).

Après l'Art. 36 (*ibid.*) ; retrait de trois amendements (p. 2270, 2271).

Chapitre III : *Des concessions immobilières.*

Art. 37 : *Définition et objet de la concession immobilière* (p. 2271) ; adoption (p. 2276).

Art. 38 : *Droits et obligations des concessionnaires* (*ibid.*) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 39 : *Résiliation de la concession ;* adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 40 : *Indemnisation des travaux faits par le concessionnaire* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2277).

Art. 41 : *Obligations du propriétaire après l'expiration du contrat* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2278).

Art. 42 : *Concession immobilière et contrat de louage* (*ibid.*) ; adoption.

Art. 43 : *Portée de stipulations contractuelles ;* adoption (*ibid.*).

Art. 44 : *Exclusion de certaines prestations ;* adoption (*ibid.*).

Art. 45 : *Application de la concession immobilière* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2279).

Après l'Art. 45 : retrait de six amendements (p. 2282).

Reprise de la discussion (p. 2285) ; réserve des amendements avant l'article 46.

Titre IV. — *Du financement des équipements urbains et de l'imposition des plus-values foncières.*

Chapitre Ier : *De la taxe locale d'équipement.*

Art. 46 : réserve des articles 46 à 66 (p. 2288).

Discussion commune des sept groupes d'articles additionnels présentés avant l'article 46 ou après l'article 66 ; rejet au scrutin de deux amendements (p. 2302) ; liste des votants (p. 2318, 2319).

Adoption au scrutin d'un amendement (p. 2303) ; liste des votants (p. 2320).

Reprise de la discussion (p. 2324) ; rejet au scrutin d'un sous-amendement (p. 2326) ; liste des votants (p. 2343) ; retrait de trois amendements (*ibid.*).

Art. 47 : réserve (p. 2334).

Art. 48 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2338).

Après l'Art. 48 : rejet d'un amendement (*ibid.*).

Art. 49 (*ibid.*) ; adoption de deux amendements (p. 2342).

Reprise de la discussion (p. 2346) ; adoption avec modification de l'article.

Art. 50 : adoption avec modification (p. 2349).

Art. 51 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2351).

Art. 47 (suite) ; adoption avec modification (p. 2352).

Art. 52 (*ibid.*) ; adoption.

Art. 53 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2353).

Art. 54 (*ibid.*) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 55 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2354).

Art. 56 (*ibid.*) ; adoption (p. 2354).

Art. 57 : adoption (*ibid.*).

Art. 58 : adoption (*ibid.*).

Art. 59 : adoption (*ibid.*).

Art. 60 : adoption (*ibid.*).

Art. 61 : adoption (*ibid.*).

Avant l'Art. 62 : retrait de deux amendements (*ibid.*).

Chapitre II : *Du régime de l'imposition des plus-values dégagées par les cessions de terrains à bâtir.*

Art. 62 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2356).

Après l'Art. 62 (*ibid.*) ; réserve d'un amendement (*ibid.*).

Art. 63 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 64 : adoption avec modification (p. 2357).

Art. 65 : adoption (*ibid.*).

Art. 66 : adoption (*ibid.*).

TITRE V. — *Dispositions diverses.*

Après l'Art. 62 (suite) (*ibid.*) ; adoption d'un amendement (*ibid.*).

Seconde délibération, à la demande du Gouvernement, des articles 10, 13, 46 A, 47 et 48 du projet de loi et, à la demande de la Commission des lois constitutionnelles des articles 13, 14 et 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation et des articles 3 et 25 du projet de loi (p. 2357).

Reprise de la discussion (p. 2515).

Art. 1er (p. 2516).

Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation ; adoption avec modification (*ibid.*).

Adoption avec modification de l'article premier du projet de loi (*ibid.*).

Art. 3 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 2518).

Art. 10 : adoption avec modification (p. 2519).

Art. 13 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 25 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 46 A : adoption avec modification (p. 2527).

Art. 47 (*ibid.*) ; adoption avec modification. Urbanisme.

Art. 48 : adoption avec modification (p. 2529).

Explications de vote : la procédure ; les spéculations foncières ; le droit au logement ; la municipalisation des sols ; l'impôt foncier (p. 2529) ; la multitude et l'inefficacité des textes proposés par le Gouvernement et sa majorité (p. 2530) ; le court délai octroyé à l'Assemblée Nationale pour se prononcer ; la nécessité d'un véritable plan démocratique d'aménagement du territoire ; l'antagonisme existant entre la propriété privée des terrains et la nécessité d'un véritable urbanisme (*ibid.*) ; l'insuffisance criante des crédits annoncés (p. 2531) ; le projet de réforme des finances locales ; le travail sérieux et difficile accompli par l'Assemblée ; l'innovation hardie et raisonnable que constitue le projet de loi d'orientation foncière ; la collaboration loyale entre le Gouvernement et les rapporteurs ; abstention du groupe de la Fédération de la gauche et du groupe communiste ; votes favorables des groupes Progrès et démocratie moderne, Union pour la Ve République et Républicains Indépendants (p. 2532).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2532).

DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE [30 novembre 1967] (p. 5369, 5404).

Les principales modifications apportées par le Sénat ; la reconnaissance générale de l'importance majeure du phénomène d'urbanisation ; l'association des élus des collectivités locales et des organisations professionnelles, notamment agricoles, à la réforme entreprise ; la concertation permanente ; la proposition du Sénat concernant les documents d'urbanisme (*ibid.*) ; le sens erroné donné par le Sénat au mot « délibération » (p. 5370) ; le plan de développement agricole pour certains cantons à vocation rurale; les négociations longues et ardues menées entre les Ministres de l'Agriculture et de l'Equipement ; le caractère déplacé de certaines démarches entreprises auprès de certains députés par des fonctionnaires des Ministères de l'Equipement et de l'Agriculture ; la politique foncière des collectivités publiques ; la concession d'usage des terrains urbains (*ibid.*) ; l'accord total des deux Assemblées en matière de réserves foncières (p. 5371) ; l'expropriation (p. 5371, 5373) ; les difficultés entraînées par la notion de réparation intégrale (p. 5371) ; les servi-

Urbanisme.

ludes et leur indemnisation ; les lotissements (*ibid.*) ; les concessions immobilières (p. 5371, 5373) ; la taxe locale d'équipement ; la taxe d'urbanisation ; les objections présentées par le Sénat à ce sujet ; l'absence d'incidence notable de cette taxe sur le prix de revient des logements ; le travail constructif réalisé par l'Assemblée en première lecture (p. 5372) ; la participation pour surdensité, l'agriculture et le relogement des expropriés ; la nécessité d'une approbation préalable d'un véritable plan d'aménagement du territoire avant le vote du présent projet ; le transfert de charges au détriment des collectivités locales, notamment en matière de voies rapides et d'autoroutes (*ibid.*) ; la nécessité d'une révision de la législation en matière de propriété commerciale (p. 5373) ; le prix de la construction des H.L.M. ; l'institution d'une taxe complémentaire au profit du district de la région parisienne; l'hostilité du groupe communiste contre la conception actuelle du district et de la préfecture de région ; la nécessité d'une loi d'orientation foncière donnant la priorité aux logements et équipements sociaux ; les objectifs considérés comme indispensables par la Fédération de la gauche (*ibid.*) ; la prééminence souhaitable de l'initiative publique dans le domaine urbain (p. 5374) ; la municipalisation progressive ; la création d'une taxe foncière annuelle (p. 5374, 5375) ; le rôle minimisé des élus et des collectivités locales (p. 5374); les insuffisances flagrantes du projet ; la sauvegarde des libertés locales ; la gravité du problème du logement ; le droit au logement ; la nécessité d'une politique plus globale de développement urbain ; la lutte contre la spéculation foncière (*ibid.*) ; la nécessité de la maîtrise des sols (p. 5375); la rénovation urbaine ; l'équipement des sols ; le financement des garages accompagnant les constructions d'H.L.M. ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition du Ministre de l'Equipement (*ibid.*) ; la situation des occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur des terrains loués nus (p. 5376).

Intervention de M. Ortoli, Ministre de l'Equipement et du Logement (p. 5376) ; la portée et les limites du présent projet de loi ; la nécessité d'éviter qu'il soit progressivement déformé par l'adoption d'amendements trop nombreux ; les buts poursuivis par le projet (*ibid.*).

Art. 1er (p. 5376) ; réserve jusqu'au vote des dispositions concernant les articles 11 à 24 du Code de l'urbanisme et de l'habitation qui constituent le titre II du Livre Ier dudit Code.

Art. 11 du Code de l'urbanisme : l'élaboration d'un plan de développement agricole et d'aménagement rural conjointement avec un plan d'occupation des sols dans les cantons à vocation rurale ; l'importance de l'inclusion de dispositions concernant les problèmes agricoles dans le présent projet (p. 5377) ; la nécessité de ne pas opposer le territoire urbain et le territoire rural (p. 5378) ; la préparation d'un décret fixant les rôles respectifs des Ministres de l'Agriculture et de l'Equipement en ce qui concerne les problèmes d'aménagement (*ibid.*) ; le caractère réglementaire des propositions en discussion; la nécessité de ne pas considérer les schémas directeurs et plans d'occupation des sols sous l'angle unique de la circulation ; le mépris de certains urbanistes à l'égard de l'environnement rural des agglomérations (*ibid.*) ; l'absurdité de la querelle entre villes et campagnes (p. 5380) ; la continuité indispensable du travail ; adoption de l'article avec modification (p. 5381).

Art. 12 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5383).

Art. 13 du Code de l'urbanisme ; adoption avec modification (p. 5386).

Art. 14 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5388).

Art. 15 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5390).

Art. 17 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; adoption (p. 5391).

Art. 18 du Code de l'urbanisme ; adoption (*ibid.*).

Art. 19 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5393).

Art. 20 du Code de l'urbanisme (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5395).

Art. 20 *bis* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5396).

Art. 21 du Code de l'urbanisme ; la notion de dépassement du coefficient d'occupation du sol (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5399).

Art. 22 du Code de l'urbanisme ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 23 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5400).

Adoption du premier alinéa de l'article premier qui avait été réservé ; adoption de l'ensemble de l'article premier ainsi modifié (*ibid.*).

Art. 2 (p. 5404) ; adoption.

Art. 3 et 6 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 7 (p. 5405) ; supprimé par le Sénat.

En application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'article 7 dans la rédaction proposée par la Commission (p. 5406) ; adoption au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5468, 5469).

Art. 8 (p. 5406) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 8 (*ibid.*).

Art. 9 (*ibid.*) ; supprimé par le Sénat ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 9 (p. 5407).

Art. 10 : adoption du texte commun de deux amendements qui devient l'article 10 (p. 5408).

Art. 11 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 12 : adoption (*ibid.*).

Art. 13 : adoption avec modification (p. le problème de l'urbanisation (*ibid.*) ; adop- 5409).

Art. 15 *bis* (*ibid.*) ; le relogement des expropriés dans des maisons individuelles (p. 5409) ; la rénovation urbaine (p. 5410) ; le problème de l'urbanisation (*ibid.*) ; adoption d'un amendement de suppression.

Art. 16 *bis* et 16 *bis* A (p. 5411) ; adoption.

Art. 16 *ter* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5412).

Art. 16 *quater* (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5413).

Art. 21 : le dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; l'inopportunité de fixer une date pour la mise au point de ce projet; adoption de l'article avec modification (p. 5417).

Art. 23 (*ibid.*) ; adoption (p. 5418).

Art. 25 : réserve jusqu'après l'article 32 *octies* (*ibid.*).

Art. 26 : adoption.

Art. 27 : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 28 (p. 5419) ; adoption.

Art. 30 à 32 : adoption.

Art. 32 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5420).

Art. 32 *bis* A, 32 *quater* ; adoption (*ibid.*).

Art. 32 *quinquies* ; adoption (p. 5421).

Art. 32 *sexies* ; adoption avec modification. Urbanisme.

Art. 32 *septies* ; adoption d'un amendement de suppression.

Art. 32 *octies* (*ibid.*) ; adoption d'un amendement de suppression (p. 5422).

Art. 25 (suite) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 33 *bis* (*ibid.*) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 33 *bis* (p. 5423).

Art. 34 : adoption.

Art. 34 *bis* (*ibid.*) ; adoption (p. 5424).

Art. 35 ; supprimé par le Sénat ; adoption du texte commun de deux amendements qui devient l'article 35 (*ibid.*).

Art. 36 : adoption.

Après l'Art. 36 (*ibid.*) ; amendement tendant à insérer un nouvel article (réglementation des autorisations de constructions industrielles hors des zones couvertes par des plans) (*ibid.*); l'installation d'une cimenterie en bordure des vignobles de Bourgogne (p. 5425) ; adoption de l'amendement.

Art. 37 (p. 5426) ; l'inopportunité et le danger des articles 37 à 45 ; adoption de l'article 37 (p. 5428).

Art. 37 *bis* et 38 : adoption.

Art. 38 *bis* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 38 *ter* (*ibid.*); adoption avec modification (p. 5429).

Art. 39 : adoption avec modification.

Ar. 40 (*ibid.*) ; adoption (p. 5430).

Art. 40 *bis* ; adoption.

Art. 41 : adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 41 (*ibid.*).

Art. 42 : adoption.

Art. 45 (*ibid.*) ; adoption (p. 5431).

Art. 46 A : supprimé par le Sénat (*ibid.*) ; adoption du texte commun des trois amendements qui devient l'article 46 A (p. 5432).

Art. 46 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5433).

Art. 47 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5434).

Art. 48 ; la définition des équipements ; la délimitation plus précise permise par la notion de décret en Conseil d'Etat (p. 5435); l'exonération totale des H.L.M. ; adoption de l'article avec modification (p. 5436).

Art. 49 : adoption avec modification (p. 5437).

Urbanisme.

Art. 50 (*ibid.*) ; adoption avec modification (p. 5438).

Art. 51 : supprimé par le Sénat ; adoption au scrutin d'un amendement tendant à reprendre l'article (*ibid.*) ; liste des votants (p. 5469, 5470).

Art. 52 : adoption avec modification (p. 5439).

Art. 56 : adoption avec modification.

Art. 57 : adoption.

Art. 60 (*ibid.*) ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 60 (p. 5440).

Art. 63 : adoption.

Adoption du libellé du titre V (p. 5440).

En application de l'article 101 du Règlement, le Gouvernement demande une seconde délibération des articles 10, 16 *ter*, 16 *quater* et 21 du projet de loi (p. 5441).

Seconde délibération.

Art. 10 : les réserves foncières ; la constitution de telles réserves par les districts urbains ; la situation particulière du district de la région de Paris ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 10 (p. 5442).

Art. 16 *ter* : adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 16 *quater* et 21 : adoption avec modification (*ibid.*).

Explications de vote sur l'ensemble : vote défavorable du groupe de la Fédération de la gauche (*ibid.*) ; et du groupe communiste (p. 5443).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*).

DISCUSSION DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE [15 décembre 1967] (p. 5971).

L'hostilité du groupe communiste au projet (p. 5971) ; la constitution de réserves foncières par les collectivités locales ; l'absence de priorité d'achat pour ces collectivités ; la spéculation foncière ; l'ampleur du problème du logement (*ibid.*) ; les problèmes posés par l'expropriation de pavillons occupés par leur propriétaire (p. 5972) ; la sauvegarde des bois, des espaces verts et des parcs ; l'association des organisations professionnelles locales à l'élaboration des documents d'urbanisme.

Texte de la Commission mixte paritaire (p. 5972 à 5976).

Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation (p. 5976), premier alinéa ; la constitution de réserves pour services publics ; adoption avec modification (p. 5977).

Art. 23 du Code de l'urbanisme, deuxième alinéa ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 16 *bis* du Code de l'urbanisme, deuxième alinéa ; adoption avec modification.

Art. 32 *septies* du projet ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 32 *septies* (p. 5977).

Art. 46 A, paragraphe 3 (*ibid.*) ; l'application de la taxe d'urbanisation aux parcs classés et jardins (p. 5978) ; adoption avec modification (*ibid.*).

Art. 49, deuxième alinéa du projet ; adoption avec modification.

Art. 51 ; adoption d'un amendement dont le texte devient l'article 51.

Art. 52 : alinéas 2 à 6 ; adoption avec modification.

Adoption de l'ensemble du projet de loi ainsi modifié ; vote défavorable du groupe communiste (p. 5978).

2. — Proposition de loi tendant à donner un droit de préemption en matière de mutations immobilières aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements et d'équipements collectifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République), **n° 345.**

3. — Proposition de loi tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Ruais et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 395.**

4. — Proposition de loi tendant à abroger le paragraphe II de l'article 43 de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines, présentée à l'Assemblée Nationale le 7 décembre 1967 par M. Mermaz et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 555.**

5. — Proposition de loi tendant à instituer un régime de prêts à long terme pour le financement des équipements des grands ensembles d'habitation et des villes nouvelles, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1967 par M. Canacos et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges, **n° 609.**

6. — Proposition de loi tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 avril 1968 par MM. Boscher, Marc Jacquet, Poniatowski (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la Républiquc), **n° 678.**

Voy. aussi : BUDGET 1968, 1 (Equipement).

U.R.S.S.

Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS, 20 et 26.

USUFRUIT.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 595, 1429, 1430 et 1718 du Code civil relatifs aux pouvoirs de l'usufruitier et à la gestion des biens des femmes mariées, des mineurs et des interdits, ainsi que l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 sur les alinéas (1).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 4 avril 1967 (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 13.**

(1) Pour l'adoption en 1re lecture, voy. Table 1962-1967 (Code civil, 15).

V

VACANCES.

— Etalement. — *Voy.* CONGÉS PAYÉS, 4; BUDGET 1968, 1 (Services du Premier Ministre).

VALEUR LOCATIVE CADASTRALE. — *Voy.* IMPÔTS LOCAUX, 1.

VALIDATION.

— de décisions réglementaires. — *Voy.* BUDGET 1967, 2 (Discussion générale); FONCTIONNAIRES, 6; ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 3.

VALLÉE DES MERVEILLES. — *Voy.* MONUMENTS HISTORIQUES, 1.

VAR.

— Alimentation en eau. — *Voy.* BUDGET 1968, 2, après art. 4.

VEAUX DE LAIT.

— de la Corrèze. — *Voy.* ELEVAGE, 4.

VÉHICULES.

— Contrôle obligatoire périodique. — *Voy.* AUTOMOBILES, 9.

— Retrait de la circulation de certains. — *Voy.* AUTOMOBILES, 6.

— Utilisation de — à des fins délictueuses. — *Voy.* CRIMES ET DÉLITS, 1.

VÉHICULES ACCIDENTÉS.

— Contrôles. — *Voy.* AUTOMOBILES, 8.

VENTES A CONSOMMER SUR PLACE.

— T.V.A. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, art. 8 (p. 3585).

VENTES D'IMMEUBLES. — *Voy.* CONSTRUCTIONS, 2 et 3.

VENTES MARITIMES. — *Voy.* TRANSPORTS MARITIMES, 3.

VÉTÉRINAIRES. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

VÉTÉRINAIRES DES ARMÉES. — *Voy.* ARMÉE (Dispositions particulières diverses), 7.

VEUVES DE GUERRE.

Voy. BUDGET 1968, 1 (Anciens combattants) et art. 66 et 67.

— Assurances sociales. — *Voy.* ANCIENS COMBATTANTS, 2.

VIANDE.

— Marché de la. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 11.

— Problème de la. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Agriculture).

VICE-PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE. — *Voy.* CONSTITUTION, 4.

VICES DE CONSTRUCTION. — *Voy.* CONSTRUCTION, 4.

VIEILLESSE.

— Mesures en faveur de la. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 11.

— Problèmes de la. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales. — Charges communes).

Voy. aussi : ASSURANCES VIEILLESSE; PERSONNES AGÉES.

VIENNE.

— Arrondissement et ville. — *Voy.* DÉPARTEMENTS, 1.

— Crise économique et sociale de la ville. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 35.

VIETNAM.

— Guerre du. — *Voy.* DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6; BUDGET 1968, 1 (Affaires étrangères).

VILLE DE PARIS.

— Frais de perception des impositions. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 21.

VILLES NOUVELLES.

Voy. QUESTIONS ORALES (avec débat), nos 12 et 15; BUDGET 1968, 1 (Equipement).

— Financement. — *Voy.* URBANISME, 5.

VIMY.

— Commémoration de la bataille. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 3.

VINS.

1. — Proposition de loi tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine « Vouvray », présentée à l'Assemblée Nationale le 12 avril 1967 par MM. Voisin et Lepage (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 67**; rapport le 10 octobre 1967 par M. Cointat, **n° 458.**

2. — Proposition de loi tendant à interdire le coupage des vins importés, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par Ponseillé et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 163**; rapport le 2 octobre 1967 par M. Raoul Bayou, **n° 417.**

3. — Proposition de loi tendant à introduire la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « vins doux naturels », présentée à l'Assemblée Nationale le 18 mai 1967 par Senès et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 189.**

4. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 42 du Code du vin relatif aux appellations d'origine, présentée à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1967 par MM. Foyer, Hauret et La Combe (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 242.**

5. — Proposition de loi tendant à réglementer la commercialisation des vins importés, présentée à l'Assemblée Nationale le 22 juin 1967 par M. Ponseillé et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 343.**

6. — Proposition de loi tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 juin 1967 par M. Hauret et plusieurs de ses collègues (renvoyée à la Commission de la production et des échanges), **n° 394** ; rapport le 6 décembre 1967 par M. Grussenmeyer, **n° 543.**

— Fiscalité. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (sans débat), n° 32.

— Importations. — *Voy.* ORDRE DU JOUR [7 décembre 1967] ; VINS, 5 ; QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

— Prix. — QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5.

VINS DOUX NATURELS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1, après art. 8 (2e délibération).

VITICULTURE. — *Voy.* QUESTIONS ORALES (avec débat), n° 5; BUDGET 1968, 1 (Agriculture) et après art. 8 (2e délibération), - texte Commission mixte paritaire; BUDGET 1968, 2 (Discussion générale); ORDRE DU JOUR [7 décembre 1967].

— *Voy. aussi :* VINS.

VOIES NAVIGABLES. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement).

VOIES URBAINES RAPIDES. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 7 (p. 2196 à 2199).

VOIRIE.

Proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant des servitudes *non aedificandi* frappant les terrains situés en bordure des routes et des autoroutes, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 avril 1967 par M. René Ribière (renvoyée à la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République), **n° 124.**

VOIRIE URBAINE. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Equipement. — Intérieur).

VOLONTAIRES DU PROGRÈS. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Coopération).

— Interdiction à Madagascar. — *Voy.* BUDGET 1967, 2, art. 32 (Coopération).

VOTE BLOQUÉ. — *Voy.* URBANISME, 1, art. 1er (p. 2033).

VOTE PAR CORRESPONDANCE.

— Elections extra-politiques. — *Voy.* ELECTIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES, 1.

VOTE PAR SCRUTIN PUBLIC. — *Voy.* RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 4.

VOUVRAY. — *Voy.* VINS, 1.

VOYAGEURS, REPRÉSENTANTS, PLACIERS (V.R.P.).

Proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du Code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 avril 1967 par M. Tomasini (renvoyée à la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales) **n° 150.**

W

WALLIS ET FUTUNA.

— Suppléance du magistrat. — *Voy.* JUSTICE (Organisation), 1.

Z

ZONES A URBANISER EN PRIORITÉ. (Z.U.P.). — *Voy.* URBANISME, 1, art. 8 (p. 2199); BUDGET 1968, 1 (Equipement).

ZONES D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ (Z.A.D.). — *Voy.* URBANISME, 1, après art. 14 (p. 2227).

ZONES DE SALAIRES.

— Abattements. — *Voy.* BUDGET 1968, 1 (Affaires sociales); DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 1; QUESTIONS ORALES, n° 7.

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des impressions et les numéros des rubriques et des paragraphes permettant de les identifier dans la Table des matières.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.	Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
1	Allocutions - 1.	20	Fonctionnaires - 1.
2	Allocutions - 2.	21	Règlement de l'A. N. - 1.
3	Commissions d'enquête et de contrôle - 1.	22	Règlement de l'A. N. - 2.
		23	Crimes et délits - 1.
4	Région parisienne - 1.	24	Justice (Organisation) - 1.
5	Lois de finances - 1.	25	Crimes et délits - 2.
6	Baux de locaux d'habitation - 1.	26	Constitution - 1.
		27	T. O. M. - 1.
7	Exploitations agricoles - 1.	28	T. O. M. - 2.
8	Immeubles - 1.	29	Fonctionnaires - 1.
9	Privilèges - 1.	30	T. O. M. - 2.
10	Exploitations agricoles - 2.	31	Crimes et délits - 1.
11	Salaires - 1.	32	Crimes et délits - 2.
12	Enfance inadaptée - 1.	33	T. O. M. - 1.
13	Usufruit - 1.	34	Naissances (Contrôle des) - 1.
14	Amnistie - 1.	35	Bâtiments publics - 1.
15	Privilèges - 2.	36	Justice (Organisation) - 2.
16	Immeubles - 2.	37	Sapeurs-pompiers - 1.
17	Marchés administratifs - 1.	38	Baux commerciaux - 1.
18	Successions - 1.	39	Décorations -
19	Divorce - 1.	40	Automobiles - 1.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
41	Ordres professionnels - 1.
42	Justice (Organisation) - 3.
43	Archéologie - 1.
44	Commerce - 1.
45	Objets abandonnés - 1.
46	Services publics - 1.
47	Immeubles - 3.
48	Bâtiments publics - 2.
49	Assurances - 1.
50	Rentes viagères - 1.
51	Spéculation foncière - 1.
52	Mines et carrières - 1.
53	Donations - 1.
54	Baux de locaux d'habitation - 2.
55	Baux de locaux d'habitation - 3.
56	Médecins - 1.
57	Alcoolisme - 1.
58	Guérisseurs - 1.
59	Propriété littéraire et artistique - 1.
60	Baux ruraux - 1.
61	Artisans - 1.
62	Hôtels - 1.
63	Assurances dotales - 1.
64	Pêche maritime - 1.
65	Majorité (Age de la) - 1.
66	Elections professionnelles et sociales - 1.
67	Vin - 1.
68	Courses - 1.
69	Francophonie - 1.
70	Baux de locaux d'habitation - 4.
71	Mutualité sociale agricole - 1.
72	Sécurité sociale (Organismes) - 1.
73	Syndicats professionnels - 1.
74	Collectivités locales - 1.
75	Communes - 1.
76	Auxiliaires médicaux - 1.
77	Débits de tabac - 1.
78	Impôts (Dispositions générales) - 1.
79	Coiffeurs - 1.
80	Artisans - 2.
81	Alcoolisme - 2.
82	Personnes âgées - 1.
83	Assistantes sociales - 1.
84	Entreprises publiques - 1.
85	Amnistie - 2.
86	Rapatriés - 1.
87	Amnistie - 3.
88	Successions - 2.
89	Baux ruraux - 2.
90	Chasse - 2.
91	Traités et Conventions - 1.
92	Faillite et règlement judiciaire - 1.
93	Assurances sociales agricoles - 1
94	Justice (Organisation) - 4.
95	Règlement de l'A. N. - 3.
96	Communes - 2.
97	Rapatriés - 2.
98	D. O. M. - 1.
99	T. O. M. - 3.
100	Traités et Conventions - 2.
101	Education physique - 1.
102	Traités et Conventions - 3.
103	Construction - 1.
104	Jeunesse - 1.
105	Grève (Droit de) - 1.
106	Grève (Droit de) - 2.
107	Procédure pénale - 1.
108	Anciens combattants - 1.
109	Pensions militaires d'invalidité - 1.
110	Salaires (Zones) - 1.
111	Carte du combattant - 1.
112	Ordres professionnels - 2.
113	Servitudes - 1.
114	Fonctionnaires - 2.
115	Impôts directs - 1.
116	Mutualité sociale agricole - 2.
117	Expropriation - 1.
118	Elevage - 1.
119	Santé publique - 1.
120	Assurance vieillesse (Régime général des salariés) - 1.
121	Comités d'entreprises - 1.
122	Automobiles - 2.
123	Agréés - 1.
124	Voirie - 1.
125	Rapatriés - 2.
126	Baux de locaux d'habitation - 5.
127	Marchés administratifs - 1.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
128	Règlement de l'A. N. - 1.
129	Chasse - 2.
130	Traités et Conventions - 4.
131	Règlement de l'A. N. - 2.
132	Assurances sociales agricoles - 1.
133	Traités et Conventions - 1.
134	Règlement de l'A. N. - 4.
135	D. O. M. - 2.
136	Traités et Conventions - 5.
137	Marine marchande - 1.
138	Marine marchande - 2.
139	Marine marchande - 3.
140	Cour des Comptes - 1.
141	Urbanisme - 1.
142	Justice (Organisation) - 4.
143	Marine marchande - 2.
144	Marine marchande - 3.
145	Baux de locaux d'habitation - 5.
146	Assurances sociales agricoles - 2.
147	Fonctionnaires - 3.
148	Travailleurs étrangers - 1.
149	Sapeurs-pompiers - 2.
150	V. R. P. - 1.
151	Amnistie - 4.
152	Radiodiffusion et télévision - 1.
153	Sécurité sociale (Généralités) - 1.
154	Décorations - 1.
155	Communes - 3.
156	Service national - 1.
157	Impôts directs - 2.
158	Lait et produits laitiers - 1.
159	Baux ruraux - 3.
160	Fonctionnaires d'outre-mer - 1.
161	Elevage - 2.
162	Langues régionales - 1.
163	Vins - 2.
164	Pêche - 1.
165	Assurance vieillesse - 2.
166	Assurance vieillesse - 3.
167	Taxe sur le chiffre d'affaires - 1.
168	Ordres professionnels - 3.
169	Chasse - 3.
170	Gage et nantissement - 1.
171	Automobiles - 3.
172	Justice (Organisation) - 5.
173	Forêts - 1.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
174	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
175	Lois de règlement - 1.
176	Marine marchande - 2.
177	Justice (Organisation) - 5.
178	Cour des Comptes - 1.
179	Accidents du travail - 1.
180	Aéronautique - 1.
181	Baux ruraux - 4.
182	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
183	Taxes sur le chiffre d'affaires - 2.
184	Anciens combattants - 2.
185	Fêtes légales - 1.
186	Assurance vieillesse - 4.
187	Sécurité sociale (Organismes) - 2.
188	Fonds national de solidarité - 1.
189	Vins - 3.
190	Communes - 4.
191	Procédure pénale - 2.
192	Médecine sociale - 1.
193	Travail (Réglementation) - 1.
194	Travail (Réglementation) - 2.
195	Pensions militaires d'invalidité - 2.
196	Travailleurs étrangers - 2.
197	Assurance vieillesse - 5.
198	Communes - 5.
199	Automobiles - 4.
200	Crédit - 1.
201	Fêtes légales - 2.
202	Elevage - 3.
203	Ordres professionnels - 4.
204	Séparation de corps - 1.
205	Taxis - 1.
206	Crédit - 2.
207	Equipement scolaire - 1.
208	Assurances - 2.
209	Successions - 3.
210	Ports - 1.
211	Successions - 4.
212	Accidents du travail - 2.
213	Langues régionales - 2.
214	Anciens combattants - 3.
215	D. O. M. - 1.
216	T. O. M. - 3.
217	Traités et Conventions - 6.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
218	D.O.M. - 2.
219	Incapables majeurs - 1.
220	Education physique - 1.
221	Ports - 2.
222	Transports aériens - 1.
223	Baux ruraux - 4.
224	Constitution - 2.
225	Logement - 1.
226	Région parisienne - 2.
227	Pensions militaires d'invalidité - 3.
228	Crèches - 1.
229	Auxiliaires médicaux - 2.
230	Enseignement supérieur - 1.
231	Naissance (Contrôle des) - 2.
232	Chasse - 4.
233	Pêche - 2.
234	Routes - 1.
235	Remembrement - 1.
236	Remembrement - 2.
237	Alsace-Lorraine - 1.
238	Taxis - 2.
239	Meublés et garnis - 1.
240	Service national - 2.
241	Cadres - 1.
242	Vins - 4.
243	Brevets d'invention - 1.
244	Brevets d'invention - 2.
245	Automobiles - 5.
246	Transports - 1.
247	Alcoolisme - 3.
248	D.O.M. - 3.
249	Chemins de fer - 1.
250	Médecine sociale - 2.
251	Sécurité sociale (Régimes particuliers) - 1.
252	Racisme - 1.
253	Présidence de la République - 1.
254	Lait et produits laitiers - 2.
255	Exploitations agricoles - 3.
256	Racisme - 2.
257	Racisme - 3.
258	Racisme - 4.
259	Nomades - 1.
260	Région parisienne - 3.
261	Délégués du personnel - 1.
262	Corps diplomatiques et consulaires - 1.
263	Divorce - 2.
264	Travail (Réglementation du) - 3
265	Faillite et règlement judiciaire - 1.
266	Constitution - 3.
267	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
268	Traités et Conventions - 2.
269	Traités et Conventions - 3.
270	Traités et Conventions - 4.
271	Règlement de l'A. N. - 5.
272	Budget 1967 - 1.
273	Budget 1967 - 1.
274	Baux de locaux d'habitation - 1.
275	Assurances sociales agricoles - 1.
276	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
277	Commissions d'enquête et de contrôle - 1.
278	Salaires - 1.
279	Pensions militaires d'invalidité - 1.
280	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
281	T.O.M. - 4.
282	Magistrats - 1.
283	Traités et Conventions - 7.
284	Traités et Conventions - 8.
285	Communes - 1.
286	Traités et Conventions - 6.
287	Région parisienne - 3.
288	Radiodiffusion et télévision - 2.
289	Urbanisme - 1.
290	Marine marchande - 2.
291	Marine marchande - 1.
292	Justice (Organisation) - 1.
293	Météorologie - 1.
294	Rapatriés - 3.
295	Natalité - 1.
296	Nationalisation - 1.
297	Départements - 1.
298	Racisme - 5.
299	Racisme - 6.
300	Assistantes sociales - 2.
301	Construction - 2.
302	Construction - 3.
303	T.O.M. - 5.
304	Jeunesse - 2.
305	Rapatriés - 4.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
306	Traités et Conventions - 7.
307	T. O. M. - 4.
308	Traités et Conventions - 5.
309	Pêche maritime - 2.
310	Baux ruraux - 4.
311	Justice (Organisation) - 6.
312	Justice (Organisation) - 7.
313	Justice (Organisation) - 8.
314	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
315	Pouvoir législatif (Délégation) - 1.
316	Assurances sociales agricoles - 1.
317	Sociétés - 1.
318	Sociétés - 2.
319	Sports - 1.
320	Brevets d'invention - 2.
321	Urbanisme - 1.
322	Marine marchande - 2.
323	Marine marchande - 1.
324	Urbanisme - 1.
325	Construction - 2 et 3.
326	Baux de locaux d'habitation - 5.
327	Justice (Organisation) - 5.
328	Naissances (Contrôle des) - 1 et 2.
329	Service national - 1.
330	Service national - 2.
331	Sapeurs-pompiers - 1 et 2.
332	Poursuites - 1.
333	Baux ruraux - 4.
334	Constitution - 4.
335	Magistrats - 1.
336	Sports - 1.
337	Traités et Conventions - 9.
338	D. O. M. - 2.
339	Règlement de l'A. N. - 6.
340	Salaires (Zones) - 2.
341	Départements - 2.
342	Enfance - 1.
343	Vins - 5.
344	Naissances (Contrôle des) - 3.
345	Urbanisme - 2.
346	Assurances vieillesse - 6.
347	Agriculture - 1.
348	Fonctionnaires - 4.
349	Logement - 2.
350	Education nationale - 1.
351	Alcoolisme - 6.
352	Région parisienne - 4.
353	Taxis - 3.
354	Pensions de retraites - 1.
355	Baux ruraux - 5.
356	Service national - 3.
357	Radiodiffusion et télévision - 3.
358	Pensions militaires d'invalidité - 4.
359	Automobiles - 6.
360	Faillite et règlement judiciaire - 1.
361	T. O. M. - 5.
362	Sociétés - 2.
363	Région parisienne - 3.
364	Magistrats - 2.
365	Traités et Conventions - 10.
366	Traités et Conventions - 8.
367	Magistrats - 2.
368	Rapport d'information - 1.
369	Amnistie - 2 et 4.
370	Région parisienne - 3.
371	Baux ruraux - 3.
372	D. O. M. - 2.
373	Faillite et règlement judiciaire - 1.
374	Impôts locaux - 1.
375	Sociétés - 1.
376	Armée (Dispositions particulières diverses) - 1.
377	Automobiles - 3.
378	Justice (Organisation) - 8.
379	Justice (Organisation) - 6.
380	Traités et Conventions - 9.
381	Construction - 2.
382	Région parisienne - 3.
383	Justice (Organisation) - 7.
384	Construction - 2.
385	Baux de locaux d'habitation - 5.
386	Protection civile - 1.
387	Rapatriés - 5.
388	Rapatriés - 6.
389	Œuvres d'art - 1.
390	Assurances sociales (Régime général) - 1.
391	Alcoolisme - 5.

Nos d'impressions	Rubriques de la Table.
392	Assurances sociales agricoles - 3.
393	Pensions civiles et militaires de retraite - 1.
394	Vins - 6.
395	Urbanisme - 3.
396	Routes - 2.
397	Majorité (Age de la) - 2.
398	Baux ruraux - 6.
399	Assistantes sociales - 3.
400	Elevage - 4.
401	Transports routiers - 1.
402	Naissances (Contrôle des) - 4.
403	Elevage - 5.
404	Remembrement - 3.
405	Assurances sociales (Régime général) - 2.
406	Baux ruraux - 7.
407	Communes - 6.
408	Baux ruraux - 8.
409	Urbanisme - 1.
410	Baux de locaux d'habitation - 5.
411	Règlement de l'A. N. - 6.
412	Assurances sociales agricoles - 4.
413	Animaux - 1.
414	Incapables majeurs - 1.
415	Sociétés - 2.
416	Sociétés - 2.
417	Vins - 2.
418	Traités et Conventions - 11.
419	Traités et Conventions - 12.
420	Traités et Conventions - 13.
421	Traités et Conventions - 14.
422	Traités et Conventions - 15.
423	Fonctionnaires - 5.
424	Lois de règlement - 1.
425	Ports - 2.
426	Budget 1968 - 1.
427	Ordres professionnels - 5.
428	Traités et Conventions - 16.
429	Ports - 2.
430	Service national - 4.
431	Travail (Réglementation du) - 4.
432	Carte du combattant - 2.
433	Communes - 7.
434	Exploitations agricoles - 4.
435	Successions - 5.
436	Elections (Législation) - 1.
437	Travail (Réglementation du) - 5.
438	Elections (Législation) - 2.
439	Nationalisations - 2.
440	Alcoolisme - 6.
441	Travail (Réglementation du) - 6.
442	Pouvoir législatif - 2.
443	Nationalisations - 3.
444	Nationalisations 4.
445	Résistants - 1.
446	Alcoolisme - 7.
447	Baux ruraux - 9.
448	Travail (Réglementation du) - 7.
449	Travail (Réglementation du) - 8.
450	Jeunesse (Organisation) - 3.
451	Nationalisations - 5.
452	Commerce - 2.
453	Nationalisations - 6.
454	Proxénétisme - 1.
455	Budget 1968 - 1.
456	Budget 1968 - 1.
457	Exploitations agricoles - 1.
458	Vins - 1.
459	Budget - 1968 - 1.
460	Mines et carrières - 2.
461	Région parisienne - 3.
462	Budget 1968 - 1.
463	Armée (Dispositions particulières diverses) - 2.
464	Traités et Conventions - 17.
465	Traités et Conventions - 18.
466	Traités et Conventions - 19.
467	Budget 1968 - 1
468	Pêche maritime - 2.
469	Budget 1968 - 1.
470	Budget 1968 - 1.
471	Automobiles - 7.
472	Agriculture - 2.
473	Presse - 1.
474	Calamités agricoles - 1.
475	Rentes viagères - 2.
476	Agriculture - 3.
477	Pensions militaires d'invalidité - 5.
478	Cour des Comptes - 2.
479	Emploi - 1.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
480	Forêts - 1.
481	Elections (Législation) - 3.
482	Constitution - 5.
483	Budget 1968 - 1.
484	Traités et Conventions - 16.
485	Baux ruraux - 6.
486	Mines et carrières - 2.
487	Service national - 4.
488	Fonctionnaires - 6 et Armée (Dispositions particulières diverses) - 4.
489	Service national - 3.
490	Armée (Dispositions particulières diverses) - 1.
491	Urbanisme - 1.
492	Fonctionnaires - 5.
493	Pensions civiles et militaires de retraite - 1.
494	Sports - 4.
495	Relations financières internationales - 1.
496	Communes - 8.
497	Nationalisations - 7.
498	Armée (Dispositions particulières diverses) - 4.
499	Rentes viagères - 3.
500	Assurances - 3.
501	Armée (Dispositions particulières diverses) - 5.
502	Pensions des marins - 1.
503	Radiodiffusion et télévision - 4.
504	Budget 1967 - 2.
505	Impôts locaux - 2.
506	Traités et Conventions - 15.
507	Traités et Conventions - 14.
508	Traités et Conventions - 13.
509	Traités et Conventions - 11.
510	Traités et Conventions - 19.
511	Traités et Conventions - 18.
512	Armée (Dispositions particulières diverses) - 2.
513	Transports - 3.
514	Amnistie - 5.
515	Chasse - 5.
516	Ordres professionnels - 5.
517	Monuments historiques - 1.
518	Congés payés - 1.
519	Constitution - 6.
520	Elections professionnelles et sociales - 1.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
521	T.O.M. - 6.
522	Budget 1967 - 2.
523	Amnistie - 5.
524	Urbanisme - 1.
525	Urbanisme - 1.
526	Traités et Conventions - 20.
527	Traités et Conventions - 21.
528	Fonctionnaires - 6.
529	Départements - 1.
530	Budget 1968 - 1.
531	Agriculture - 2.
532	Commissions d'enquête et de contrôle - 2.
533	Délégués du personnel - 1.
534	Travail (Réglementation du) - 5.
535	Départements - 2.
536	Monuments historiques - 1.
537	Budget 1967 - 2.
538	Armée (Dispositions particulières diverses) - 6.
539	Monuments historiques - 1.
540	T.O.M. - 6.
541	Justice (Organisation) - 1.
542	Naissances (Contrôle des) - 1.
543	Vins - 6.
544	Chasse - 5.
545	Incapables majeurs - 1.
546	Budget 1968 - 1.
547	Pouvoir législatif - 2.
548	Logement - 3.
549	Pensions de retraite - 3.
550	Communes - 9.
551	Radiodiffusion et télévision - 5.
552	Rapatriés - 7.
553	Construction - 4.
554	Amnistie - 6.
555	Urbanisme - 4.
556	Alcoolisme - 8.
557	Pensions de retraite - 4.
558	Déportés et internés - 1.
559	Emploi - 2.
560	Agriculture - 4.
561	Construction - 5.
562	Aéronautique - 2.
563	Ordres professionnels - 5.
564	Naissances (Contrôle des) - 1.
565	Brevets d'invention - 2.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
566	Exploitations agricoles - 1.
567	Donations - 1.
568	Brevets d'invention - 2.
569	Budget 1968 - 1.
570	Budget 1968 - 1.
571	Armée (Dispositions particulières diverses) - 6.
572	Commissions d'enquête et de contrôle - 2.
573	Amnistie - 5.
574	Urbanisme - 1.
575	Nationalité - 1.
576	Incapables majeurs - 1.
577	Lois de règlement - 2.
578	Traités et Conventions - 22.
579	Budget 1967 - 2.
580	Fonctionnaires - 6.
581	Brevets d'invention - 2.
582	Radiodiffusion et télévision - 4.
583	Exploitations agricoles - 1.
584	Elevage - 4.
585	Traités et Conventions - 20.
586	Traités et Conventions - 21.
587	Traités et Conventions - 20.
588	Traités et Conventions - 21.
589	Départements - 1.
590	Transports - 3.
591	Impôts locaux directs - 1.
592	Urbanisme - 1.
593	T.O.M. - 6.
594	Fonctionnaires - 6.
595	Budget 1967 - 1.
596	Brevets d'invention - 2.
597	Naissances (Contrôle) - 1.
598	Nationalité - 1.
599	Monuments historiques - 1.
600	Rapports d'information - 2.
601	Armée (Dispositions particulières diverses) - 7.
602	Monuments historiques - 1.
603	Traités et Conventions - 22.
604	Naissances (Contrôle) - 1.
605	Impôts locaux - 1.
606	Départements - 1.
607	Brevets d'invention - 2.
608	Pensions de retraite - 5.
609	Urbanisme - 5.
610	Rapatriés - 8.
611	Sécurité sociale (Généralités) - 2.
612	Santé publique - 2.
613	Santé publique - 3.
614	Santé publique - 4.
615	Alcoolisme - 9.
616	Presse 2- .
617	Majorité (Age de la) - 3.
618	Documentation économique - 1.
619	Sidérurgie - 1.
620	Communes - 10.
621	Santé publique - 5.
622	Sociétés - 3.
623	Radiodiffusion et télévision - 6.
624	Sidérurgie - 2.
625	Communes - 11.
626	T.O.M. - 6.
627	Incapables majeurs - 1.
628	Incapables majeurs - 1.
629	Départements - 1.
630	Œuvres d'art - 2.
631	Rapports d'information - 3.
632	Assurances sociales (Régime général) - 2.
633	Automobiles - 8.
634	Automobiles - 9.
635	Elevage - 6.
636	Décorations - 3.
637	Langues régionales - 3.
638	Départements - 1.
639	Départements - 1.
640	Pouvoir législatif (Délégation) - 3.
641	Etat civil - 1.
642	Energie nucléaire - 1.
643	Traités et Conventions - 23.
644	Traités et Conventions - 24.
645	Traités et Conventions - 25.
646	Traités et Conventions - 26.
647	Transports maritimes - 1.
648	Budget 1968 - 2.
649	Traités et Conventions - 27.
650	Traités et Conventions - 28.
651	Transports maritimes - 2.
652	Traités et Conventions - 29.
653	Commissions d'enquête et de contrôle - 3.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
654	Plateau continental - 1.
655	Transports maritimes - 3.
656	Douanes - 1.
657	Traités et Conventions - 10.
658	Constitution - 6.
659	Tribunaux administratifs - 1.
660	Traités et Conventions - 30.
661	Santé publique - 6.
662	Absence - 1.
663	Artisans - 3.
664	Majorité - 4.
665	Déportés et internés - 2.
666	Obligation alimentaire - 1.
667	Assurance vieillesse - 7.
668	Crimes et délits - 3.
669	Obligation alimentaire - 2.
670	Déportés et internés - 3.
671	Emploi - 3.
672	Fonctionnaires - 7.
673	Jeunesse - 3.
674	Communes - 11.
675	Musique - 1.
676	Baux commerciaux - 2.
677	Conseils généraux - 1.
678	Urbanisme - 6.
679	Parlement européen - 1.
680	Baux de locaux d'habitation - 6.
681	Nationalisations - 8.
682	Service national - 5.
683	Armée (Dispositions particulières diverses) - 8.
684	Fonctionnaires - 8.
685	Crimes et délits - 4.
686	Sociétés - 4.
687	Professions libérales - 1.
688	Parlement européen - 1.
689	Emprunt - 1.
690	Sociétés - 5.
691	Pensions de retraite - 6.
692	Logement - 5.
693	Construction - 6.
694	Rapatriés - 9.
695	Travail (Réglementation du) - 7.
696	Travailleurs étrangers - 3.
697	Armée (Dispositions particulières diverses) - 9.
698	Congés payés - 4.
699	Assurance vieillesse - 8.
700	Traités et Conventions - 17.
701	Immeubles - 4.
702	Communes - 8.
703	Collectivités locales - 1.
704	Procédure pénale - 3.
705	Fêtes légales - 1 et 2.
706	Etat civil - 1.
707	Objets abandonnés - 1.
708	Radiodiffusion et télévision - 7.
709	Pensions de marins - 1.
710	Santé publique - 2.
711	Sports - 6.
712	Pensions de retraite - 6.
713	Assurances sociales - 3.
714	Impôts directs - 3.
715	Radiodiffusion et télévision - 8.
716	Radiodiffusion et télévision - 9.
717	Langues régionales - 4.
718	Agriculture - 5.
719	Orphelins - 1.
720	Armée (Dispositions particulières diverses) - 10.
721	Assurances - 4.
722	Postes et télécommunications - 1.
723	Baux de locaux d'habitation - 3.
724	Traités et Conventions - 29.
725	Transports maritimes - 2.
726	Travailleurs étrangers - 2.
727	Transports maritimes - 3.
728	Traités et Conventions - 12.
729	Traités et Conventions - 29.
730	Ordres professionnels - 5.
731	Traités et Conventions - 23.
732	Congés payés - 1 et 2.
733	Budget 1968 - 2.
734	Douanes - 1.
735	Budget 1968 - 2.
736	Traités et Conventions - 25.
737	Lois de règlement - 2.
738	Finances publiques - 1.
739	Sociétés - 6.
740	Comptabilité publique - 1.
741	Sociétés - 7.
742	Emploi - 4.
743	Jeunesse - 4.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
744	Assurance vieillesse - 9.
745	Santé publique - 7.
746	Médecins - 2.
747	Impôts - 2.
748	Emploi - 5.
749	Emploi - 6.
750	Spectacles - 1.
751	Sécurité sociale (Organismes) - 3.
752	Sécurité sociale (Organismes) - 4.
753	Sécurité sociale (Organismes) - 5.
754	Sécurité sociale (Organismes) - 6.
755	Radiodiffusion et télévision - 10.
756	Orphelins - 2.
757	Agriculture - 6.
758	Assurances sociales - 4.
759	Assurances sociales - 5.
760	Documentation économique - 2.
761	Budget social - 1.
762	Service national - 6.
763	Assurances - 5.
764	Assurances sociales - 6.
765	Sécurité sociale (Organismes) - 7.
766	Assurances sociales - 7.
767	Assurance vieillesse - 9.
768	Baux de locaux d'habitation - 6.
769	Procédure pénale - 3.
770	Œuvres d'art - 2.
771	Baux ruraux - 9.
772	Armée (Dispositions particulières diverses) - 9.
773	Plateau continental - 1.
774	Baux ruraux - 6.
775	Armée (Dispositions particulières diverses) - 7.
776	Fonctionnaires - 9.
777	Travail (Réglementation du) - 8.
778	Assurances sociales (Régime général) - 8.
779	Service national - 7.
780	Animaux - 2.
781	Spectacles - 2.
782	Amnistie - 7.
783	Obligations d'assistance - 1.
784	Amnistie - 8.
785	Fonctionnaires - 10.
786	Logement - 6.
787	Amnistie - 9.
788	Conseils généraux - 2.
789	Anciens combattants - 4.
790	Sociétés - 4, 5 et 7.
791	Commissions d'enquête et de contrôle - 4.
792	Spectacles - 1.
793	Emploi - 6.
794	Emploi - 5.
795	Traités et Conventions - 27.
796	Traités et Conventions - 25.
797	Traités et Conventions - 26.
798	D.O.M. - 1.
799	Chasse - 5.
800	Transports - 3.
801	Armée (Dispositions particulières diverses) - 3.
802	Armée - 9 et Service national - 6.
803	Commissions d'enquête et de contrôle - 5.
804	Commissions d'enquête et de contrôle - 6.
805	Tribunaux administratifs - 1.
806	Elections (Législation) - 4.
807	Amnistie - 7 et 8.
808	Assurance vieillesse - 2.
809	Rapatriés - 10.
810	Majorité (Age de la) - 5.
811	Accidents du travail - 3.
812	Communes - 12.
813	Transports - 3.
814	Energie nucléaire - 1.
815	Amnistie - 10.
816	Finances publiques - 1.
817	Baux ruraux - 6.
818	Chasse - 5.
819	Education nationale - 2.
820	Traités et Conventions - 28.
821	Traités et Conventions - 23.
822	Amnistie - 11.
823	Sociétés - 3.
824	Budget social - 1.
825	Traités et Conventions - 24.
826	Budget 1968 - 2.

Nos d'impressions.	Rubriques de la Table.
827.....	Nomades - 2.
828.....	Elections - 5.
829.....	Traités et Conventions - 30.
830.....	Amnistie - 11.
831.....	Logement - 5 et 6.
832.....	D.O.M. - 4.
833.....	Spectacles - 3.
834.....	Tribunaux administratifs - 2.
835.....	Transports maritimes - 1.
836.....	Gage et nantissement - 1.
837.....	Successions - 2.
838.....	Sécurité sociale (Organisation) - 4.
839.....	Sécurité sociale (Organisation) - 3.
840.....	Sécurité sociale (Organisation) - 6.
841.....	Sociétés - 6.
842.....	Commissions d'enquête et de contrôle - 7.
843.....	Commissions d'enquête et de contrôle - 6.
844.....	Ordres professionnels - 5.
845.....	Rapports d'information - 4.
846.....	Rapports d'information - 5.

Imprimerie de l'Assemblée Nationale